

EUGÈNE MOREL

Bibliothèques

Essai sur le développement
des bibliothèques publiques et de la librairie
dans les deux mondes

I

CE QU'ON LIT. — LES BUDGETS D'ACHATS
ENQUÊTE SUR LES BIBLIOTHÈQUES DE FRANCE
LA SCIENCE ET LES BIBLIOTHÈQUES. — L'EFFORT ALLEMAND
LES BIBLIOTHÈQUES POPULAIRES
LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
LE BRITISH MUSEUM — WASHINGTON — BERLIN
L'EUROPE ET L'UNIVERS

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS
MERCURE DE FRANCE
XXVI, RUE DE CONDÉ, XXVI

MCMVIII

Les pages intermédiaires sont blanches

Les pages intermédiaires sont blanches

Les pages intermédiaires sont blanches

BIBLIOTHÈQUES

DU MÊME AUTEUR :

LA ROUILLE DU SABRE (Havard).....	1 vol.
TERRE PROMISE (Fasquelle).....	1 vol.
LES BOERS (Mercure de France).....	1 vol.
LA PRISONNIÈRE (Flammarion).....	1 vol.
LA PARFAITE MARAÎCHÈRE (Fasquelle).....	1 vol.
PROJET DE THÉÂTRES POPULAIRES (Revue d'Art dramatique).	1 vol.

Edit. de L'ART DRAMATIQUE ET MUSICAL, 1901-1903.

*Reproduction de chapitres ou fragments autorisée pour les périodiques
ayant un traité avec la Société des Gens de Lettres.*

EUGÈNE MOREL

Bibliothèques

Essai sur le développement
des bibliothèques publiques et de la librairie
dans les deux mondes

I

CE QU'ON LIT. — LES BUDGETS D'ACHATS
ENQUÊTE SUR LES BIBLIOTHÈQUES DE FRANCE
LA SCIENCE ET LES BIBLIOTHÈQUES. — L'EFFORT ALLEMAND
LES BIBLIOTHÈQUES POPULAIRES
LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
LE BRITISH MUSEUM — WASHINGTON — BERLIN
L'EUROPE ET L'UNIVERS



PARIS
MERCURE DE FRANCE

XXVI, RUE DE CONDÉ, XXVI

MCMIX



30603/1

1634

TABLE

ET PLAN DE L'OUVRAGE

PRÉFACE..... *tome I, 1*

LIVRE I

LES BIBLIOTHÈQUES

CHAPITRE PREMIER. — **Le Public et la Bibliothèque Nationale.**

Ce qu'on vient chercher à la Nationale. Consommateurs et habitués. Quelques types : l'étudiant, le journaliste, le généalogiste, etc.— Espèces des lecteurs et statistique des auteurs lus. — La Bibliothèque Nationale, grande populaire. Suffit-elle à Paris?..... *tome I, 23*

CHAPITRE II. — **Paris.**

I. — ANARCHIE DES BIBLIOTHÈQUES DE PARIS.

Un guide à travers les ressources de la capitale. Bottin, Minerva, annuaires, etc..... *I, 44*

II. — GROUPEMENTS POSSIBLES : arts et métiers, beaux-arts, musique, droit, agriculture, anthropologie, etc... *I, 51*

III. — BIBLIOTHÈQUES GÉNÉRALES ET BIBLIOTHÈQUES SPÉCIALES. — Avantages scientifiques..... *I, 55*

IV. — QUELQUES BIBLIOTHÈQUES DE PARIS.

1. *L'Arsenal*..... *I, 59*
2. *Sainte-Genève*..... *I, 65*
3. *La Mazarine*..... *I, 67*

4. La <i>Chambre de commerce</i>	I, 68
5. Les <i>Arts et métiers</i>	I, 71
6. <i>L'Association des étudiants</i>	I, 74
7. Sciences sociales. 1° Documents statistiques, administratifs, etc.; 2° Les journaux. science sociale du public.	I, 76
8. Musique.....	I, 81
9. Le <i>Touring-Club</i>	I, 86
10. Arts décoratifs. 1° L'Union centrale.....	I, 89
2° La Bibliothèque Forney	I, 92
11. Le Musée pédagogique.....	I, 95

CHAPITRE III. — La Science dans les Bibliothèques.

L'UNIVERSITE DE PARIS

Enquête de la Revue scientifique. — Les achats à la Nationale, à Sainte-Geneviève. — La Sorbonne.

Opinions de MM. Châtelain, Ruelle, bibliothécaires, et de MM. Liard, Haller, Pellat, Berget, Riban, Haug, Appell, Lippmann, Moissan, Chatin, Brouardel, Bonnier, Hérouard, Giard, Curie, Laloy.— Les commissions d'achats en province. — Arracher les bibliothèques à l'histoire.

Le budget des sciences. Si Strasbourg était français... I, 97

CHAPITRE IV. — La Province.

UNIVERSITÉS ET VILLES

I. — CENTRALISATION.

Deux façons de centraliser. Le groupement local, organisme indépendant, et le groupement administratif en quatre couches : universitaire, municipale, populaire et scolaire, avec annexes militaires, catholiques, etc..... I, 111

II. — TABLEAU DES BIBLIOTHÈQUES DE FRANCE.

Essai d'un tableau statistique : 1° des villes universitaires ; 2° des villes au-dessus de 15.000 hab. (Population, nombre de volumes en 1845, 1884 et 1907, budget général et budget spécial d'acquisitions)..... I, 119

Listes des Villes moindres. — Alsace-Lorraine. — Personnel. — Installations. — Les livres qu'on peut encore lire. Chaumont, Rennes, etc. — Les bibliothèques de la vieille France.

- Les horaires difficiles. — Bordeaux, Le Havre, Brest, Lille, etc. Conclusions..... I, 140
- III. — Quelques villes. — Lyon. — Marseille et Aix. — Rouen. — Lorient. — Cette, Annonay, Auch. — Reims. — Saint-Etienne. — Amiens..... I, 142

CHAPITRE V. — Les « Populaires ».

I. — A BAS LES POPULAIRES!..... I, 161

II. — LES POPULAIRES FRANÇAISES.

Leur nombre. Ce qu'il en faudrait. Rôle du Musée pédagogique. Le *Bulletin* des bibliothèques populaires. I, 163

III. — LES MUNICIPALES PARISIENNES.

1. *Paris et Londres.*

Le rapport de M. Bellan, conseiller municipal. Comment se documente notre assemblée. Statistique de Londres. I, 168

2. *Croissance et arrêt de nos municipales.*

Leur histoire. Enthousiasme de la jeune République. Elles s'arrêtent, faute d'argent. — Que les livres qu'on lit s'usent et qu'on ne nourrit pas un peuple avec de la soupe une fois faite. — Qu'on pourrait, sans plus d'argent, donner plus à lire à Paris..... I, 171

3. *Achats de Livres* de la Ville de Paris..... I, 175

4. *Ce qu'on lit.*

Lectures, lecteurs. Quelques chiffres. Les femmes. I, 177

IV. — LA SALLE PUBLIQUE DE LA NATIONALE..... I, 178

V. — BANLIEUE..... I, 181

VI. — LES « SCOLAIRES ».

Croissance et arrêt. Les communes les plus pauvres en manquent. — L'Hygiène. — Les *Circulaires* américaines. De l'État éditeur..... I, 183

VII. — CONCLUSIONS SUR PARIS ET LA FRANCE.

Total des lectures en France. Monstruosité de Paris. — La Bibliothèque distincte du musée..... I, 187

CHAPITRE VI. — L'Etat, le Budget de l'Etat et les envois de l'Etat.

I. — L'ÉTAT, LE BUDGET DE L'ÉTAT. 3 budgets de l'Instruction

publique : 1846, 1886, 1907. — Le développement de l'instruction primaire semble pris aux dépens de l'enseignement supérieur. — Insuffisance totale des budgets scientifiques actuels devant l'accroissement de la science, devant l'effort des pays étrangers, devant l'extension de l'instruction générale, qui, faute de *bibliothèques publiques*, envahit et abaisse les établissements scientifiques. I, 193

- II. — PALLIATIFS. — Comment assurer à la France les livres scientifiques indispensables. Consultation des savants sur l'achat des livres et leur distribution aux bibliothèques. . . I, 200
- III. — LES ENVOIS DE L'ÉTAT. — Une littérature spéciale. Ils font monter le prix des livres et privent le public de publications utiles. — Ils coûtent cher aux bibliothèques et en arrêtent l'initiative. I, 204

CHAPITRE VII. — L'Effort allemand.

La seconde invasion, non brutale, mais chronique : industrielle, commerciale. — Budget des Universités allemandes, et budget des Universités françaises. Les *Technische Hochschule*. La Bibliothèque royale de Berlin. Liste des ressources de Berlin. *L'Auskunftsbureau*, office général des bibliothèques. — Cologne, Düsseldorf, Francfort, Munich, Dresde, Leipzig, Carlsruhe, Stuttgart. La merveille de Strasbourg. — Effort continu, développement intense, ces dernières années même, quand tout effort vers l'enseignement supérieur s'est arrêté en France. — Influence sur le commerce, l'industrie, de ce luxe : l'enseignement scientifique. — De l'imprévoyance qu'on appelle économies. I, 209

CHAPITRE VIII. — Trois « Nationales ».

WASHINGTON, LE BRITISH MUSEUM ET LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE A PARIS.

- I. — UNIVERSITÉS D'AMÉRIQUE ET D'ANGLETERRE. Oxford et les bibliothèques savantes anglaises. — Les attaques contre la Nationale à Paris. I, 230
- II. — WASHINGTON. LA BIBLIOTHÈQUE DU CONGRÈS.
La « Nationale » n'est pas dans la capitale. — Ressources de la ville même, en dehors. — Statistique de la *Library*

of Congress. L'éclairage.—Le « Ministère » que forment pour les États-Unis les 4 services : *Library, Copyright, Catalogue et Bibliographie.*—Budget et Personnel. I, 234

III. — PARALLÈLE DU BRITISH MUSEUM ET DE LA NATIONALE.

- Pourquoi l'on se plaint de la Nationale..... I, 247
- 1^o *Le Public.* — Les ressources de Londres et celles de Paris. Ce qu'on exige de la Nationale : qu'elle doit remplacer les bibl. de quartier, l'Université, les établissements scientifiques, etc. Statistiques. Formalités d'entrée. I, 251
- 2^o *Les Livres.* — Le British en a moins, et en a de meilleurs. Il en a moins : encombrement de la Nationale ; elle peut se guérir en se débarrassant. — Il en a de meilleurs : Statistique des accroissements annuels. Le dépôt légal. Les Acquisitions. Livres étrangers. Ce qui manquera à nos collections..... I, 261
- 3^o *Matériel.* — Supériorité du British : crédits, salle ronde, espace moindre, armoires suspendues et roulantes. Séparation des périodiques..... I, 273
- 4^o *Catalogue.* — Pourquoi la Nationale ne peut encore offrir un catalogue complet au public. Le British n'a pas cessé d'en avoir un. Réformes possibles..... I, 276
- 5^o *Personnel.* A. Tableau du personnel à Berlin, Londres et Paris. — Hiérarchie magnifique, mais insuffisance du personnel de la Nationale. Un Dilemme : Chartiste ou sous-officier. Ce qui manque : dactyles, boys, commis, police, etc. — B. Recrutement du personnel. Les examens. Jugement sur l'administration de ces trente dernières années..... I, 278
- 6^o *Administration.* — Les Trustees du B. M., leur rôle. Les donateurs. Administration de la Nationale, ici, et sa Direction ailleurs. Autonomie nécessaire..... I, 287
- 7^o *Budget.* — Les deux budgets à vingt ans de distance. Progrès du British. La Nationale immobile..... I, 291

IV. — CONCLUSIONS POUR LA NATIONALE.

Tout augmente. Prix des choses. Nombre des livres. Instruction. Exemples divers. L'effort fait par la France pour l'instruction primaire, et ce qu'il lui reste à faire pour l'instruction supérieure..... I, 293

Réformes. Eclairage. Catalogue. Journaux. Personnel, I 303

La salle publique en construction.....	I, 311
La crise de la Nationale. Comment lui conserver son rôle et son rang.....	I, 312

CHAPITRE IX. — Chartistes contre gens de lettres.

L'accaparement des bibliothèques par l'Histoire. La guerre contre les lettres autant que contre les sciences. Le comité de défense dite scientifique. — L'Ecole des Chartes. — Petit traité de la sinécure.

Les examens professionnels en France et à l'étranger. I, 314

CHAPITRE X. — Géographie des bibliothèques.

Idee d'un tableau des bibliothèques du monde. Des statistiques de livres et de leur utilité. Le vrai signe de valeur des bibliothèques. Les plus grandes bibliothèques. I, 337

Italie, 344. — Espagne, Portugal, 350. — Belgique, 352.

— Hollande, 355. — Suisse, 356. — L'Autriche, 357. —

La Hongrie, 361. — Roumanie, Serbie, Bulgarie, Turquie,

362. — Grèce, 363. — Russie, 364. — Pologne, 366. —

Suède. Danemark. Norvège. La fondation Deichman, 367.

Le Canada et l'influence française. Les Mechanics'Institutes..... I, 370

L'Amérique centre et du Sud. Les nouvelles Bibliothèques Nationales : Buenos-Ayres, Rio de Janeiro, Santiago du Chili..... I, 372

L'Afrique, de l'Alexandrie des Ptolémées au South Museum du Cap. Les Colonies anglaises..... I, 377

L'Inde. Calcutta, Madras. — Pondichéry. Indo-Chine et colonies françaises..... I, 380

L'Australie. Melbourne et Sidney..... I, 384

Le Japon..... I, 386

L'avènement des livres dans le monde..... I, 389

LIVRE II

LA BIBLIOTHÈQUE LIBRE

CHAPITRE I. — « Free public Library ».

La Bibliothèque *publique libre*. — Elle est : 1° Un monument spécial, avec ou sans livres; 2° Un impôt spécial. —

Le *penny-rate* et ses effets. Les bibliothèques libres populaires. — *L'Act Ewart*. Son importance.

Ce qu'on lit dans les bibliothèques libres. — Leur développement. — Statistiques..... *tome II, 1*
Glasgow, exemple récent. Librairie centrale et branches.
Frais d'établissement, organisation. Un exemple de petit catalogue pratique. — Liverpool..... *tome II, 14*

CHAPITRE II. — **La Bibliothèque Carnegie à Edimbourg.**

Paysages, pour changer. Désert et brouillard. Whisky. L'Ecosse. — Edimbourg et M. Carnegie. — Statistiques des salles et des succursales..... *II, 20*

CHAPITRE III. — **La Guerre des livres en Angleterre.**

L'Angleterre transformée. Ce qu'est la *lecture* en Angleterre, ce qu'on lit et combien on lit. La nouveauté, le livre à bon marché. le livre loué et le livre gratuit dans la bibliothèque libre..... *II, 31*
La *London Library*. — Mudie et ses millions de livres. Organisation du plus grand des cabinets de lecture. Etranger. Colonies. Auteurs les plus lus..... *II, 39*
Le *Times Book Club*. Succès de l'entreprise du Times. Révolte des éditeurs ligués pour la cherté des livres. Dernières nouvelles de la *Book War*..... *II, 53*

CHAPITRE IV. — **En Amérique.**

Le Pays des bibliothèques. La *Bibliothèque libre*, organe nouveau de la Cité, est américaine. Son ancienneté. — Tableau des *libraries* des États-Unis. — Exemples : Hartford, Los Angeles, Worcester, Dayton, etc. — La Bibliothèque et l'école. La méthode *séminaire* d'éducation. La Bibliothèque, école d'initiative. — Construction. Palais et cottages. Prix de revient..... *II, 48*
Les monstres : Boston. — Chicago. — New-York, ses 252 bibliothèques, ses 16 free public libraries, ses subscription libraries, etc. Entente et centralisation locale obtenue. — La nouvelle grande bibliothèque. — Conclusion. L'ère des cathédrales et l'ère des bibliothèques..... *II, 66*

CHAPITRE V. — Dans la nouvelle Allemagne.

L'Allemagne d'hier. Son influence en France. Effort pour fonder des bibliothèques libres. *Öffentliche Bücherhalle*. Berlin. Charlottenburg. Hambourg. Strasbourg. Posen. Darmstadt, Worms, etc. — La fondation Krupp. — La Société du Souvenir des poètes..... t. II, 81

CHAPITRE VI. — Le Règne des Périodiques.

La Réhabilitation des périodiques : 1° leur rôle scientifique, les revues techniques, leur valeur, plus grande que celle des livres ; — 2° leur rôle social : les journaux, et l'utilité publique de les trouver réunis dans les bibliothèques. Leur classement. Statistiques de la presse. Hémérothèques. L'exemple de l'étranger. C'est par les journaux que les bibliothèques peuvent devenir vivantes. — De la création de salles de périodiques, en France..... t. II, 91

CHAPITRE VII. — Comment créer en France des bibliothèques libres.... t. II, 109

LIVRE III

DEVANT L'INVASION DES LIVRES

SYSTÈMES, CLASSEMENTS, CATALOGUES, MÉTIER

CHAPITRE PREMIER. — Le Grand Cimetière des Livres.

LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, LA LIBRAIRIE FRANÇAISE ET L'AFFLUX DES IMPRIMÉS.

- I. — L'Ère de la rareté et l'ère de l'encombrement. Diverses Bibliothèques. — La Salle de Labrouste à la Nationale. Le Grand magasin, Ses annexes..... *tome II, 123*
- II. — DIVISIONS, STATISTIQUES ET ACCROISSEMENTS :
 - A) *Salle de travail*. La Musique. — Les Pays étrangers, et leur catalogue méthodique II, 128
 - B) *Le Grand Magasin*. L'Histoire de France. Périodiques. Documents administratifs. — Théologie. L'Encombrement des multiples éditions. — Mélanges. Linguistique. Bibliographie. — Poésie. Chansons. Décroissance du nom-

- bre des poètes ? — Les poètes belges et étrangers. — Théâtre. Production, impression et vente. — Médecine. Un catalogue méthodique. — Sciences et arts. Le Grand Tas. Les recueils factices. — Non classement des Sciences. Almanachs, indicateurs, tarifs, prospectus, etc. II, 134
- C) *Annexes, combles.* Jurisprudence. Abus du Droit en France. — Géographie. Histoire religieuse. Allemagne, Russie, etc. — La Réserve. Les Nains. L'Enfer... II, 148
- Romans. Le roman à travers les âges. Sa vie, son commerce et ses formats. II, 150
- D) Journaux de province. II, 156
- Récapitulation.* L'accroissement annuel. Statistiques du dépôt légal. — La production française et la production mondiale. II, 158

CHAPITRE II. — Le Dépôt légal

- Insuffisance** de cette institution. Projets de lois divers.
- Illusion de croire que le dépôt légal est gratuit. Ce qu'il coûte. Est-il plus cher d'acheter ?
- Dépôt d'imprimeur. Dépôt d'éditeur. — A l'étranger.
- Etude et réforme du dépôt légal dans un triple but :
- 1° — *Pour les bibliothèques.* — Il doit fournir 3 bibliothèques, la Nationale, une régionale, une spéciale.
 - 2° — *Pour la propriété littéraire, artistique et scientifique.* Importance de ce rôle commercial. La question des ouvrages étrangers. Dépôt international. Ce que rapporte le *Copyright* américain.
 - 3° — *Pour l'établissement d'une bibliographie nationale.* Fournitures de fiches aux bibliothèques publiques et aux bibliographies régionales ou spéciales. II, 160

CHAPITRE III. — Bâtisse et mécanique.

- Le matériel de notre Nationale. Conditions d'une bibliothèque moderne. Qu'elle doit être *provisoire*. Les 3 âges des bibliothèques. — Demande des livres. L'attente. — Salles pour Catalogue et Recherches. — Accès libre aux rayons.
- Construction. Loi du minimum de place. Ascenseurs. — Bibliothèque tournante à force motrice. — Meubles. — Boîtes tournantes. Orgue à fiches. — Conclusion... II, 173

CHAPITRE IV. — Conservation.

Durée des livres et durée des bibliothèques. Rome, Alexandrie et la Nationale. Comment s'est conservé Homère. Procédés chimiques et procédés moraux. Les Réserves. Les Expositions temporaires. Abus des consultations de pièces rares et fragiles. Communications collectives. II, 199

CHAPITRE V. — Catalogues.

Qu'est-ce qu'un Catalogue? — Inventaire. Catalogue. Bibliographie. La Querelle des *Auteurs* et du *Sujet*. Importance de cette question. Dépenses et abus. Le catalogue, unique métier du bibliothécaire. — Catalogue de Nîmes, Commercy, Alençon II, 212

CHAPITRE VI. — Classements.

Classement de *Livres* et Classement de *Fiches*. Anciennes divisions en Fonds. Catalogue image des rayons. Les Catalogues systématiques de la Nationale. L'Histoire de France, la Médecine. Cadres de la Sorbonne, de la bibliothèque de Sydney, des *Instructions* de M. Delisle. De l'abandon de tout système en France. II, 225

CHAPITRE VII. — Essai de classement réaliste.

Classement d'amateur : Amour. Beauté. Commodité. II, 237
Classement de bibliothèque. Les classements *nécessaires* :
Groupe I. Dimensions. II, 239
1. *Périodicité.* Livres, tirages à part, suites, revues, journaux, etc. Notation de la périodicité.
2. *Format et épaisseur.* Essai de notation.
3. *Epoque.* Antiquités, livres du siècle, nouveautés. Distinction naturelle des âges : grands événements, découvertes. Manuscrits, Imprimés, Dactyle.
Groupe II. Espèces de livres II, 249
1. *Les langues.* Classement des manuscrits.
2. *L'usage.* Classement de *commodité.* Références, magasin, prêt, doubles, échange, réserve, exposition, etc.
3. *Le Caractère.* Fonds spéciaux : classiques, livres pour la jeunesse. *Juvenile-rooms* en Angleterre. Etudiants. Hypothèse d'un classement de *degré* : études originales,

enseignement supérieur, secondaire, primaire, vulgarisation, etc.

Groupe III. Méthodes II, 254
1^o — *Classification décimale* : Les sciences. — Exposé. Les limites du système. Son utilité. II, 256
2^o — *Sujet* : Biographie, topographie, monographies. — Dictionnaire-catalogue. Index mnémotechnique. II, 259
3^o — *Titres et noms d'auteur* : La Littérature personnelle : Œuvres complètes, littérature, etc. Les titres : Roman, Théâtre, Poésie. II, 261
4^o — *Classements spéciaux* : 1^o Géographie ; 2^o Classement hiérarchique ; 3^o Chronologie ; 4^o Séries alphabétiques spéciales. — Classement des Estampes. . . II, 264
Extension de la notation décimale. Conclusions. . II, 266

CHAPITRE VIII. — Le Catalogue de la Bibliothèque Nationale.

Pourquoi un long chapitre et une étude précise. . II, 273
I. — FAIT-ON UN CATALOGUE ? De l'abandon, en 1875, des vrais Catalogues de la Nationale. II, 275
II. — DE L'IMPRESSION. Est-elle utile ? Raisons données et raisons vraies. Utopie d'une bibliographie générale de la France. Ce qui manque à la Nationale. — Catalogue du British Muscum. II, 282
III. — CE A QUOI ON TRAVAILLE. Format. Typographie. Concours de tirage à la ligne. Du chartisme appliqué au café-concert. Litanies des vaudevillistes. Panthéon des collaborateurs, petit jeu des pseudonymes. Sports érudits et subventionnés. Séparation de la Paléographie et de l'Etat. II, 290
IV. — COMMENT FINIR. Catalogue des Danaïdes. Calcul de ses progrès et de ses fuites. Comment le boucher et le terminer honorablement. — MORALITÉ. II, 304

CHAPITRE IX. — Bibliothèque sans livres.

Ce qu'un livre coûte de fiches en France. Folies de catalogues. Tentatives de catalogue unique. Etablissement, à côté du Dépôt légal, d'une Bibliographie de la France

complète, avec dépouillement des périodiques, et fournissant les fiches aux divers catalogues. II, 311

Création de centres bibliographiques, bureaux de renseignements et agence de prêt des bibliothèques. — Exemples à l'étranger. — Le prêt de *vues* au Musée pédagogique. — Union des bibliothèques pour le Catalogue et pour le prêt. II, 320

CHAPITRE X. — **Le choix en bibliographie.**

Rôle et emploi de la fiche. — Encombrement. — La Bibliographie scientifique indépendante des bibliothèques. — Bibliographie appliquée. Systèmes, M. Geddes. Choix et présentation des livres. II, 330

CHAPITRE XI. — **De l'Administration.**

Théorie de l'état de concurrence et de l'état administratif. Progrès suprême : l'Art pour l'Art, le Beau absolu, l'Inutile. — Les deux caractères de l'Administration : Inversion et Religion. Formalités, paperasserie et ce qu'elle coûte. — Prêt à l'étranger, concessions d'ouvrages par le Ministère, modes officiels de paiements. — Centralisation et particularisme. II, 346

CHAPITRE XII. — **Du fonctionnaire en général ; du métier de bibliothécaire en particulier.**

- I. — **LE DÉCOR.** Commissions, directions, inspections. II, 360
- II. — **SALAIRE.** Le Bibliothécaire mange. Théorie de l'aumône, du salaire et de l'appointement. Traitements à Washington, Londres, etc. — Petit personnel. — Associations. — Une bibliothèque parisienne. — Fierté et syndicats. II, 363
- III. — **DEL'AVANCEMENT.** Le salaire est en raison inverse du travail. L'avancement, la prime aux célibataires. — Critique du principe d'Emulation. — Du salaire proportionnel aux charges vraies. Choix, ancienneté et tirage au sort. — Efforts pour l'égalité de salaire. II, 372

CHAPITRE XIII. — **Du vol et des moyens de l'encourager.**

Les paniques, plus dangereuses que les larcins même. — Ce

qu'on vole. Quelques célébrités. — Surveillance. — Le vol dans les bibliothèques désertes. — Système d'achat conditionnel. — Du livre public et du livre à soi. — Les 3 remèdes contre le vol : le prêt, le bon marché et l'habitude..... II, 384

CHAPITRE XIV. — Ce qu'il faut mettre dans une bibliothèque.

Le choix et la théorie de l'irresponsabilité. Fausses neutralités. Bibliothèques idéales. — Les livres offerts et les demandes du public. Exemples : Le Havre, Le Mans, Bône..... II, 395
Le *Roman*, objet de mépris. Par quoi on le remplace : Les Voyages. L'Histoire. Les Belles-Lettres, la Critique. — Les livres sur les livres. Une règle d'or. — Rôle moral des bibliothèques II, 404
Composition d'une bibliothèque pratique. Les bibliothèques de laboratoire. Livres utiles. Les outils de la vie. A quoi servent les bibliothèques..... II, 409
Conclusion..... II, 417

Index alphabétique.

[BIBLIOTHÈQUES, VILLES, BUDGETS, AUTEURS LUS, NOMS CITÉS, SUJETS TRAITÉS, ETC. ADDITIONS ET *errata*.].... II, 421

Les pages intermédiaires sont blanches

PRÉFACE

Hier encore, j'ai rencontré B..., un monsieur qui écrit dans les journaux... Il m'a demandé :

— Qu'avez-vous vu de beau en Angleterre ?

— Des bibliothèques.

— Ah ! oui... Le British Museum.

Lui aussi ! — Mais non... Le British n'est rien ; c'est une spécialité. Cela ne compte pas à Londres. Je parle de ce que nous n'avons pas, mais pas du tout en France, « des bibliothèques... ».

Il a souri, non sans orgueil, et affirmé :

— Nous avons la Bibliothèque Nationale.

Il passait du monde sur le boulevard. Un tas de gens se pressaient près des deux libraires rivaux... Là, vous savez, on peut, c'est là qu'on peut, en France, regarder un livre avant de l'acheter. Les volumes sont en pile. Celui du dessus est entouré d'une ficelle, mais on le soulève et on ouvre celui du dessous, sauf les pages qu'il faudrait couper. Parmi tous les gourmands qui reluquent ces friandises, bien peu ont de quoi acheter ; n'importe ! c'est ici... et je regardais comment un grand peuple s'initie à la littérature, à sa littérature, la seule de l'Univers, je voyais ces intellectuels qui, ayant remis le livre à ficelle sur le livre sans ficelle, s'en retournaient, ayant vu, sachant de quoi il relève et allant de ce pas en parler haut et clair. Des camelots couraient en hurlant : *la Patrie*. Des jeunes gens guettaient la marchande de journaux pour

entr'ouvrir sitôt qu'elle aurait le dos tourné *Mes études*, photographies de petites femmes. *Je sais tout* sur une affiche montrait son front d'idiot, et sur l'autre côté du boulevard, des gens mal mis, ceux-là qui n'ont pas de quoi se payer *la Patrie*, se pressaient pour lire *le Temps* qu'on venait d'afficher. Mais la pluie commençait à tomber à grosses gouttes. Les cafés étaient pleins. Je conquis une place...

— Garçon !... journal de ce soir...

— M'sieur, ils sont tous en mains.

— *Figaro* de ce matin... Non? *Figaro* d'hier!

D'hier! Est-ce qu'un journal d'hier existe dans le monde! Etes-vous sûr qu'il y a eu un journal hier?

Triste, le Monsieur, qui avait pris un bock pour lire *le Temps* appelait : « Eh ! *la Patrie* ! »

La Patrie accourait...

Eh bien ! tous ces gens, que vous voyez, tous ces Français, ont, et ils en sont fiers, la Bibliothèque Nationale.

Au fait, quelle heure est-il ?

Sept heures ? Il y a beau temps qu'elle est fermée, la Nationale. Et puis il serait deux heures, ce serait bien la même chose, car elle a combien de places ? — 368, compris les tables d'atlas ! — Eh bien, cela ne suffit pas, à trente millions de Français, que trois ou quatre cents d'entre eux lisent, même nationalement.

§

Paris, masque d'or cachant la guenille de la France...

Paris, fier de son état de ville entretenue, à qui l'on paye tout, ses danseuses comme ses livres...

Le plus bel Opéra et la plus belle bibliothèque du monde...

Mais de la musique ? Mais des livres ?

Certes, Paris fait des aumônes.

Il y a ou il y a eu, *pour le populaire* — des bibliothèques...

Les rapports officiels trouvent leur état « satisfaisant ».

Elles datent, ces populaires, d'un âge héroïque de relèvement national. On pouvait croire, il y a vingt ans, que le magnifique essor de l'instruction de la République allait replacer Paris à la tête des villes. Non, ce ne fut qu'un regain. Paris est fatigué. On rogne sur le pauvre budget des pauvres bibliothèques. Parfois ce n'est pas même par économie, c'est pour créer... des conférences.

Ce livre-ci voudrait dire et faire admettre à un peuple vaniteux que les bibliothèques libres sont la seule instruction convenant à des hommes libres — que les conférences, cours, petites universités, cercles, œuvres confessionnelles, sectaires ou tendancieuses, parfois les écoles même, ne sont que du battage, la parade devant l'importance de la sottise. Une seule instruction vaut : celle qu'on se donne à soi-même. On parle trop. Il faudrait apprendre et réfléchir. La réflexion veut du silence.

On traite le peuple comme un enfant, ou un bourgeois. Le prend-on pour M. Jourdain ?

Va-t-on se faire donner le fouet, à son âge, au collège ?

Ou bien, jouant, abusant du mot de populaire, on rejette un service public dans une sorte d'annexe de la charité.

Le problème des bibliothèques, c'est celui de l'instruction d'un peuple, l'instruction après l'école, la plus importante. Lire, c'est faire acte d'homme libre.

Tout cela fut dit il y a un siècle, et l'on a applaudi, en 48, et l'on a ri. Deux fois l'Empire est venu briser l'effort vers l'instruction de notre pays. Il n'y aura peut-être plus besoin de 3^e Empire ; une 3^e République peut suffire. Mais, aujourd'hui, l'on a mieux que des phrases, il y a des faits. L'Amérique, l'Angleterre ont des bibliothèques ; nous donnerons des chiffres, on peut y aller voir. Et ceux qui doutent de l'effet de ces institutions sur un peuple feront bien de mettre à jour leur opinion, qui date.

§

Nous avons la Bibliothèque Nationale.

S'il y a un établissement où le public devrait aller le

moins possible, c'est bien celui-là. Son rôle de conserver pour les siècles futurs un exemplaire de nos éphémères productions, de garder pieusement des trésors uniques, n'a rien à voir avec les communications rapides, le prêt à domicile, l'envoi en province, la vie intense enfin d'une bibliothèque moderne.

Les livres s'y usent vite, les services s'encombrent, les employés sont sur les dents, et le public s'y plaint toujours... Qu'est-ce que cela veut dire, sinon qu'affamé de livres un public impatient vient demander à l'Etat ce qui regarde la ville — et qu'il n'y a pas de bibliothèque à Paris.

Et de fait, il n'y en a pas.

Songez à ce qu'est Paris, et il n'y en a qu'un en France ! Les *Heures* d'Anne de Bretagne, sous clef, dans une armoire — et que nul n'a le droit de voir — ont beau être à Paris, cela ne dispense pas de lire ou de prier et de regarder des images. Une bibliothèque, c'est des livres qu'on lit.

Et maintenant je m'adresserai au public, et lui dirai qu'il ne se doute pas de l'utilité d'une bibliothèque.

Il ne s'en doute pas, et qu'est-ce qu'on lui en montre ? Des lieux sombres, écartés, ouverts de temps en temps, où il ne trouve rien de ce qui l'intéresse, de ce qui est utile, amusant, facile, libre, mais l'air austère universitaire et le rébarbatif de l'administratif.

Mais non... une bibliothèque, c'est très gai, et c'est clair. Il y fait aussi bon que chez le marchand de vins. A Boston on y joint des salles de billard. Ici l'on peut fumer, là il y a un jardin. Asseyez-vous à l'ombre, voici de quoi vous distraire. Des livres ? Oui, avec des images.

Ils ne sont pas noirs, ils sont reliés en rouge, en vert, coquets, pimpants.

Surtout ils sont nouveaux.

Cela est à dire et à redire à ceux qui lèguent à leur ville leurs vieilles paperasses.

Si un amour local du prochain les incite, qu'ils pro-

fitent d'être vivants et prêtent leurs livres neufs, et qu'ils les reprennent s'ils veulent après, dans leur tombeau.

Trop d'avares ont légué les os qu'ils ont rongés. On ne sait pas le tort que le goût des vieux livres fait au culte des livres. Parce que cette amulette est richement dotée et délasse des gens fort sérieux, on croit qu'elle confère une sorte de divinité à ce qu'on ne lit plus. Le livre n'est pas comme le vin, qui gagne en vieillissant. Il est comme un habit qui se démode et qui s'use, il vit et meurt; utile, porté jusqu'à la corde, sale et fripé, on s'en sépare avec regret; mal fait ou luxueux, gardé précieusement, il ne sort de l'armoire où il se mange aux vers qu'aux grandes cérémonies, et son air suranné couvre de ridicule celui qui s'en pare! Portez vos livres neufs! Usez vos livres.

Cela n'empêchera pas d'aller aux Invalides ou à la Bibliothèque nationale, voir de vieux habits et de vieux livres sous verre. Je garde pieusement un gilet de mon bisaïeul. Il est brodé de fleurs roses et très bien conservé. Mais ce n'est pas celui que je porte ordinairement.

L'art et l'antiquité n'ont donc rien à voir à la question. Mais comme de toutes parts — direction des bibliothèques accaparée par les archéologues, — bibliothèques encombrées de ce qu'on appelle livres de fonds, livres gros, inutiles, sans beauté comme sans intérêt, — ignorance du public qui ne sait pas à quoi sert une bibliothèque, — vanité des donateurs et sottise des voteurs de crédits qui confondent « livres de fonds » avec des livres à lire ou avec des livres d'art — comme de toutes parts on nous fait des collections non de gilets à fleurs et de cravates de dentelles, encore moins de vêtements chauds que l'on pourrait prêter à ceux qui gèlent, mais bien de faux-cols, de gibus et de redingotes noires, empilées comme pour une mobilisation, — il importe de proclamer, même en exagérant, qu'une bibliothèque n'est pas une collection de vieux livres, c'est un crédit annuel pour en acheter de nouveaux; qu'on ne dote pas plus une bibliothèque avec vingt ou cent mille volumes une fois donnés qu'on ne

fonderait un restaurant populaire avec un réservoir de soupe une fois faite, — que donc, en diminuant les crédits des bibliothèques, on supprime un service, car ce qui a été fait ne fait pas ce qui est à faire...

Qu'enfin s'il y a lieu, et certes il y a lieu, de fonder des bibliothèques neuves, il n'y a nul besoin de s'occuper d'un *fonds*, de chercher beaucoup de livres... Il faut de la place, une bâtisse commode, claire et gaie, dans un lieu fréquenté, et de bons crédits annuels.

Le rôle, le vrai rôle d'une bibliothèque, n'est assuré que par une de nos institutions: les cafés.

C'est sans doute pour ne pas leur faire concurrence que nos bibliothèques ferment de si bonne heure?

Elles ne les remplacent pas. C'est encore au café qu'on trouve les journaux, les revues, le Bottin et les Indicateurs. Le Touring-Club s'occupe activement de forcer les hôtels à avoir au moins des cartes et guides de la région. Je fais appel à cette association, dont je fais partie, autant qu'aux commissions des bibliothèques et je demande: est-il si nécessaire de boire?

Quel rapport y a-t-il entre le bock imposé et le livre consulté? Pourquoi cette forme d'impôt détourné et bizarre? Quelle étrange survivance que cette cérémonie d'un verre de quelque chose apporté suivant un rituel par un prêtre vêtu du tablier symbolique devant celui qui désire s'asseoir et lire? Pourquoi cet impôt de huit sous prélevé par des flamines... Un droit de deux sous d'entrée, pour une bibliothèque, paraîtrait exorbitant.

Nous buvons trop. Mais je ne songe pas à restreindre les goûts liquides et libres de mes concitoyens. Je réclame le droit d'une minorité qui n'a pas soif: le droit de lire sans boire!

En Amérique ou en Angleterre, il est peu de petites villes de 4.000 habitants qui n'offrent à tout venant une maison confortable, parfois luxueuse, ouverte à tous de 9 heures du matin à 10 heures du soir, où l'on peut lire ou emprunter des livres, et où l'on trouve les journaux

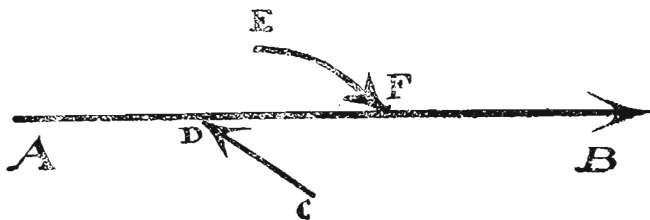
du jour et de la semaine, les revues et les renseignements les plus récents pour tout ce qui intéresse le *touriste, le commerçant, le poète, l'industriel, l'artiste, l'ouvrier, les enfants et les électeurs.*

Il y a des bars en face ; même ils profitent de la bibliothèque. Le soir, ils vivent, non de son ombre, mais de sa lumière, car, dès la nuit, elle brille, et cela est beau comme un théâtre!

§

Cet ouvrage répond certainement à un besoin : celui que chaque citoyen éprouve d'attaquer les institutions de son pays. Il mettra à même de le faire avec plus d'efficacité, et même avec utilité. J'ai souvent remarqué, dans mon humble vie de fonctionnaire, que la marche régulière du Char de l'Etat était entravée, plutôt qu'accélérée, par les plaintes du public. Dans ma vie superbe et récalcitrante de citoyen français, j'ai de même quelquefois entravé, non excité la marche régulière d'administrations telles que l'octroi, la poste, les transports en commun, la voirie, et, j'ose le dire, la police, — et cela non seulement par des infractions volontaires aux règlements en vigueur, mais par des réclamations injustifiées, ou qui, lorsqu'elles étaient justes, ne tenaient aucun compte du Possible, de la Nécessité-de-l'Heure-Présente, du Budget, des Habitudes... et s'adressaient à des individualités irresponsables, agents aveugles d'une invisible Autorité.

Ainsi, tandis que lent, mais sûr, le char de l'Etat se



rendait de A en B, mes plaintes et mes menaces poussaient de C en D, et j'étais semblable au charretier ivre

qui, le fouet en main, se plante devant ses chevaux pour leur dire d'avancer.

Plaintes, réclamations ont une utilité : celle de décharger les nerfs. Fonctionnaire, je n'ai jamais refusé au citoyen furieux l'exemple de la patience administrative et chrétienne, mais j'ai dû décliner, parfois avec regret, les scènes et les querelles que des gens, parfois de très loin, étaient venus chercher. Et je pensais que ces généreuses colères, ces initiatives hardies seraient fécondes si, mieux instruites, elles poussaient en sens inverse ! J'ai pensé cela, souvent, en écoutant les gens venus me dire « mon fait », qui n'était pas le mien, tandis que, poli et réservé, j'attendais la fin de l'orage pour continuer en paix un travail plus urgent.

Oui ! j'ai pensé : que de forces se perdent ou gênent en CD ! Quel progrès si elles agissaient en EF ! Qui donc prêchera l'union des mauvaises volontés ! Songez que la bonne est presque toujours impuissante. Mais la mauvaise est forte, elle pourrait être utile.

Cependant ces vaines rouspétances du public dans les bureaux sont moins ignares que ce qu'on lit dans les journaux, et il n'est pas exagéré de dire que, lorsque ces plaintes franchissent le seuil de la Chambre des députés, en général au moment de la discussion du Budget, sous forme de rapport et d'opposition à ce rapport, de confuses lumières relèvent bien un peu l'angle que fait la ligne DC, mais qu'il en est de ces lucurs de vérité comme de l'éclairage à la Bibliothèque Nationale : la peur de l'incendie empêche d'y voir clair.

Mis à même d'étudier d'assez près le fonctionnement d'une grande bibliothèque, j'ai tenté de rédiger mes observations en comparant mon expérience avec le peu que j'ai pu voir ou apprendre en France et ailleurs.

Chacun se fait des services de l'Etat son idée particulière, en exigeant sur l'heure sa petite affaire personnelle, et, selon son caractère, criant ou se résignant. Le public

en général a le respect des bibliothèques, trop même, et non seulement il se résigne, mais s'abstient...

Il y a des matières où l'abstention n'est pas possible et je voudrais voir en grand nombre des livres comme celui-ci, sur l'octroi, sur les postes, sur les banques, sur le pain. Habituant un peu le public à des connaissances précises, il saurait réparer lui-même sa machine. Les gens de sport comprendront. Cela ne veut pas dire fabriquer, mais savoir ce qui cloche, et pour y remédier s'adresser où il faut.

Les bibliothécaires professionnels trouveront ce gros livre très léger. Mais je n'écris pas pour ceux qu'une longue suite d'examens a enfin dispensés d'apprendre. Ils sont du métier, ils font leur métier; avec l'obéissance et les précédents, ils se tirent d'affaire. Qu'ont-ils besoin d'opinion? J'écris pour ceux qui ignorent, mais décident, votent et subventionnent...

Eh ! bien, députés, conseillers généraux et municipaux, journalistes, riches donateurs, propagandistes, public enfin, tous ceux qui ont envie de faire quelque chose trouveront ici le moyen de faire quelque chose de bon.

Quel que soit le but, qu'ils veuillent se faire un nom ou attacher le leur à une œuvre durable, faire de l'opposition ou du gouvernement, embêter des gens en place, supprimer des abus ou créer de nouvelles fonctions rétribuées, caser des gens intéressants, servir pratiquement le commerce et l'industrie ou développer une profession libérale, faire des économies ou éblouir par de somptueuses libéralités, étaler la décadence de la France ou exalter le triomphe de la République — en vérité, les bonnes et mauvaises volontés trouveront ici l'emploi de leur initiative pour le progrès général de notre pays. Ils trouveront des faits, des chiffres, des notions claires, qui leur permettront de combattre mieux, de légiférer mieux, de donner mieux, de s'honorer mieux.

Les professionnels peuvent donc dédaigner ce livre.

Ils trouveront dans un grand nombre d'ouvrages spéciaux, dont quelques-uns sont même en français, des enquêtes plus minutieuses, par des auteurs mieux qualifiés, des chiffres plus détaillés, et cette absence de conclusions qui caractérise le spécialisme. Ceci est un livre pratique, qui s'impose de conclure, même sur le provisoire, car on ajourne l'étude des lois de l'équilibre jusqu'au jour où on sait marcher. Il s'agit de doter notre pays de bonnes bibliothèques, utiles, commodes, fréquentées, il s'agit que les Français aient les mêmes ressources intellectuelles que leurs concurrents, et voilà tout.

La plupart des ouvrages sur les bibliothèques ont un autre but. Ce sont là des ouvrages difficiles à comprendre. Comme les bibliothèques, ils sont faits pour qu'on n'y ait pas accès ; aux unes des formalités, aux autres des mots compliqués. Ces livres tendent à être scientifiques. Ils ont tout de la science, l'exactitude, l'impersonnalité irresponsable, la dispense d'aboutir, l'idéal qui se suffit dans une recherche infinie, et surtout cette abondance de termes techniques, la mascarade rébarbative qui donne aux plus modestes la sensation bien douce d'être des compétents ; et il ne leur manque que de nous révéler quelque loi de l'univers, ou de pouvoir s'appliquer à quelque chose d'utile : fournir, par exemple, des livres aux gens de science.

Je n'ai pas eu pour but de hérisser dans le cœur des Français le fameux bonnet à poil que les uns ont militaire, les autres scientifique. Mais la langue française ne m'a pas donné de mots...

Ce fut certes un grand ennemi des livres que celui qui remplaça le vieux mot de *librairie* par le mot *bibliothèque*. Ce n'est pas un élément médiocre de succès des maisons de livres anglaises que d'avoir gardé le nom de *Library*. Mais si la langue française n'a pas le mot commode, c'est qu'elle n'a pas la chose, et le jour où le peuple français aura des livres il trouvera tout seul un nom plus pratique. Ce n'est pas à moi ni à personne de

l'inventer. Le monde à son aurore avait le *dinotherium*, les jeunes soldats dits *bleus* ont des gants blancs trop larges... Ainsi non seulement l'on a des bibliothèques, mais des bibliographies et de la bibliothéconomie. Ce n'est pas de l'expérience, c'est de la jeunesse ; cela passera.

§

J'ai pu être amené dans ce livre à des paroles blessantes pour certaines personnalités entourées d'un respect général — et du mien.

Oui, tel homme a voué toute sa vie à la science et à ce qu'il a cru l'intérêt général. L'Europe et l'Amérique ont vénéré sa compétence spéciale. Tel autre poursuit avec un zèle apostolique une œuvre entièrement désintéressée...

Convient-il de laisser s'accomplir une œuvre absurde parce que ceux qui l'entreprendent sont honorables ?

Oui, le corps des bibliothécaires français est honorable, il est savant, il est archéologique, il est consciencieux, se donne beaucoup de mal, et nous en dirons d'autant plus de mal : nous défendons contre lui les droits du public, commerçants et industriels, les droits des vraies sciences, — des autres. Leur zèle même, leur zèle d'accaparement, est parfois néfaste. Mais ce sont gens fort honorables. Traitons-les donc comme Platon traitait les poètes, — c'est d'ailleurs mieux qu'eux ne les traitent ! — et je les couronne de fleurs ici ; une fois pour toutes.

§

Je voudrais m'excuser du ton agressif de ce livre. Chacun chante selon sa voix. Chacun a le droit de chanter, même d'une voix désagréable. J'ai tellement entendu de douceurs dans le monde féroce des bibliothécaires qu'il m'a semblé souvent que si ces bénisseurs aigres, ces monomanes de l'avancement, ces académiques congratulateurs « se flanquaient une peignée », un grand pas serait fait vers la conciliation.

Ces choses personnelles n'ont guères d'importance, sinon que le public en souffre. Quant aux reproches *ad hominem* que l'on m'a faits, quand des chapitres de ce livre parurent dans différentes revues, je dirai que la signature me paraît un devoir, mais que mes écrits n'ont rien à voir avec les fonctions qu'il est possible que j'occupe ou occuperai ou ai occupées. Je paye scrupuleusement des impôts que je réprouve. Mon opinion sur l'octroi ne me donne pas le droit de passer de l'alcool en fraude et je ne tue pas les gens qui, selon moi, ont tort. Je ne me rejette nullement sur la question de salaire et de vie à gagner qui, pour certains, justifierait tout. On peut donner librement sa collaboration à des œuvres dont on est loin d'approuver toutes les tendances. Nulle œuvre d'intérêt général ne serait possible, si, pour grouper des efforts, vains isolément, il fallait attendre que tous ceux qui y travaillent fussent du même avis.

Donner franchement le sien n'empêche nullement de se dévouer franchement au système qu'un autre sut faire préférer.

§

Les chiffres...

Je dois avertir qu'en principe tous les chiffres donnés ici sont inexacts.

Ils ont été donnés en conscience, au prix de pas mal d'efforts et j'ose les espérer les plus exacts possible, mais ce possible n'est pas beaucoup. Quand on vous demande le prix que peut valoir une gravure, l'un dit cent francs et l'autre mille, un homme exact dira, d'après la dernière vente, 293 fr. 95 centimes. Mais la vente prochaine réduira au quart ou portera au triple, et c'est pourquoi tout bon fonctionnaire doit ne rien dire du tout afin de ne pas « tromper les gens ». Eh ! bien, il est très utile pour le possesseur d'une belle gravure d'être trompé de la sorte, car cela lui évitera de faire des sacs d'épicerie avec des œuvres d'art.

Les documents fournis peuvent donc donner « des

idées » justes là où ils sont, mais il n'en faut tirer que déductions très proches. Il y a des eaux potables si on ne les agite pas.

Ainsi le nombre des livres d'une bibliothèque varie, suivant que l'on compte les journaux par titre, année, ou n^{os}, et qu'on détaille plus ou moins les recueils. Sauf des cas spécifiés, ils ne sont que des épithètes plus variées que celles de la langue courante : petit, moyen, très grand... Les budgets, la population sont-ils plus exacts ?

Apparence. Il faut tenir compte des prix, des qualités. Mais qu'est ce qui est exact, et qu'est-ce que un *bilan* en finances ? La comptabilité est la poésie des affaires.

Mais la grande source d'inexactitude est la date. Elle s'applique aux opinions autant qu'aux faits.

Ce livre fut commencé il y a plus de dix ans, et des chapitres en ont paru dans le *Mercur de France* et la *Nouvelle Revue*. Il a été écrit ou récrit complètement en 1906 et 1907. Mais dans les dix mois qui séparent la remise à l'éditeur de la réception des épreuves, que de changements ! Partout de nouveaux budgets, deux universités françaises ont ouvert des bibliothèques neuves, des annuaires bien plus complets que ceux que j'avais eus en mains ont été publiés. La Nationale, enfin, la Nationale de France, légende de lenteur, a pris le galop et, sans crédit nouveau, est devenue une des bibliothèques du monde où *le public attend le moins longtemps ses volumes...*

Que dire de la province, que dire de l'étranger, je suis assez sûr de l'Inde, où j'étais il y a 3 mois, non de l'Italie, où j'étais il y a 5 ans, et je n'ai pas eu le temps de visiter Puteaux et Pantin...

J'ai dû, sur épreuves, remanier, modifier chiffres et opinions. *Celles-ci datent de 1906, sauf les erreurs qui m'apparurent en AVRIL 1908, date à laquelle les tableaux et chiffres de ce livre ont été, sur épreuves, complètement revus.*

Et ce livre, n'est-ce pas son but, de devenir faux très

vite ? Qu'on le rectifie, qu'on en redresse les erreurs grossières, qu'on dresse enfin un état des bibliothèques de France, et de celles du monde, et qu'on rejette ce livre comme les lubies du temps où l'on ne savait pas, ce serait déjà un succès, tout comme si vraiment à son appel sortaient de terre, en France, des bibliothèques libres...

Il ne réclame pas de droit d'idée, de priorité d'idées. D'autres ont dit les mêmes choses, et elles sont dites ici afin qu'on les redise, et qu'elles ne cessent d'être dites jusqu'à ce qu'elles se réalisent. J'ai pris, prenez. Ce sont choses pratiques et vraies. Seuls le faux et l'impossible sont à quelqu'un.

Si vraiment, par ce livre ou autrement, se dressent en France quelques initiatives, ce ne sera pas chose nouvelle et l'exemple de l'étranger, tant invoqué par nous, n'apporte rien d'étranger. Il ne s'agit que de reprendre un mouvement français, de briser des obstacles mis par des réactions successives, et le plus étranger des exemples que nous donnons, c'est le spectacle de la vieille France, première du monde, de la vieille France qui, pour l'instruction et la science d'alors, avait des bibliothèques, libres, riches, les plus riches, les plus libres, et, en ce temps-là, les plus modernes.

La jeune République, la nôtre, a fait aussi de grands efforts.

Quelle sorte d'Empire est revenu ?

Nous avons tout à reprendre.

Nos bibliothèques populaires, nos scolaires... arrêtées en bas âge, demeurées insignifiantes. Mouvement généreux, enthousiasme d'un instant, qui s'est tari comme un torrent de pays chaud.

Nous avons à démontrer que :

1° Ni à Paris,

2° Ni en France,

nous n'avons vraiment de bibliothèques.

Cela à aucun point de vue ; nous nous placerons à tous :

1^o Au point de vue général. Notre unique grand dépôt, la Nationale, insuffisant, prolonge à grand'peine une vie précaire.

2^o Au point de vue spécial, technique. Nos bibliothèques scientifiques sont dans un état piteux : crédits désolants, règlements absurdes. Accaparement presque complet et *croissant* par les chartistes et archéologues, qui les rejettent de plus en plus loin du grand public, loin des sciences vraies.

3^o Au point de vue public. Avec nos mots de *populaire* et *scolaire* nous ne savons pas ce qu'est une bibliothèque publique libre.

Les *municipales*, qui devaient être à tout le monde, sont entraînées par les archéologues qui les dirigent vers la pure curiosité historique, elles se ferment au grand public, à l'esprit moderne, ont des budgets ridicules, des heures impossibles... La création de vraies bibliothèques publiques est une matière presque nouvelle, et il faut bien en parler, puisqu'en France on ne sait pas ce que c'est. Le public ne le sait pas, et les bibliothécaires ne le savent pas.

Populaire, scolaire, municipale...

Il faut proclamer qu'un peuple ne se compose pas de gosses et de voyous et qu'une « librairie » n'est pas un phénomène archéologique qu'on montre le Dimanche au Musée.

Il faut une bibliothèque pour tous, avec, non des populaires, mais des *succursales* si elle ne suffit pas. Et il faut des bibliothèques purement techniques pour quelques savantes spécialités.

Nous aborderons même le point de vue des bibliothécaires, qui commencent à s'associer, à montrer leur malheureux sort. Mais tant qu'ils n'auront pas rendu les bibliothèques plus intéressantes pour les Français, je doute que le public s'intéresse à eux. Tout a besoin d'avancer là-dedans, livres et gens.

Il y a d'autres questions, celles de catalogue, de bibliographie, de mécanique même. Tout cela est bien en retard; pour les catalogues, ce n'est pas l'argent qui a manqué.

En regard de la France nous mettrons les bibliographies méthodiques, les catalogues pratiques d'Amérique, ses vastes dépôts, où tout est mis à la disposition du public, et qui ne sont plus « des réservoirs, mais des fontaines », l'Angleterre couverte de bibliothèques si bien que plus une ville de 40.000 habitants n'en est privée, bibliothèques pimpantes, ouvertes dès le matin jusqu'à dix heures du soir, pourvues de salles pour la jeunesse, de salles pour le prêt, pour la lecture des journaux, munies des derniers livres de référence de l'année — l'Allemagne enfin avec ses universités magnifiques, dont les bibliothèques reconstruites sont les grands monuments de ce temps dans leurs villes.

La France a un orgueil : le plus grand dépôt de livres qui soit au monde. Il est aisé de voir que cette suprématie est déjà bien factice : avec les budgets actuels, elle ne durera plus longtemps.

Le dépôt légal encombre autant qu'il rapporte et le crédit d'acquisitions de la Nationale est celui d'une ville de province en Allemagne ou en Amérique. Autant que la Bibliothèque Vaticane, elle gardera des beautés et des curiosités qu'il lui arrivera même quelquefois de montrer, mais au point de vue moderne, elle n'est déjà plus qu'une bibliothèque de second ordre.

§

Nous avons laissé résolument hors du sujet toute description de manuscrits, reliures, impressions anciennes, livres rares. Nous nous occupons d'outils dont on se sert, pas du tout d'objets qu'on expose. Nous mettons les bibliophiles à la porte de nos bibliothèques; c'est indispensable. Ce sont eux qui font tout le mal et momifient les livres; nous n'aurons pas de paroles assez dures pour ces maniaques — dont nous sommes.

Ils trouveront ailleurs notre respect, notre amitié fraternelle, — ailleurs.

C'est notre façon de servir *l'Art du Livre* que de chercher à rajeunir nos bibliothèques. Nous parlons de la porcelaine dans laquelle nous mangeons et non du musée de Sèvres, et sommes bien libres de préférer aux impressions du xv^e celles du xix^e, et ces belles éditions étrangères de ce temps qui manquent à nos collections. Mais nous pensons aussi qu'en répandant le goût des livres, par le moyen même des bibliothèques publiques, nous faisons plus pour la bibliophilie, pour le beau livre, qu'en nous couchant en travers des portes pour empêcher de voir les trésors de nos musées.

§

Vers 1880, plus tôt ici, plus récemment là, a commencé une ère nouvelle pour les bibliothèques. C'est une moisson dont les germes furent jetés vers 1850, quand l'Amérique commença à fonder partout des bibliothèques libres publiques, quand l'Angleterre adopta l'act Ewart, quand la France même... mais l'Empire étouffa cela.

Et c'est vers cette époque, quand l'Allemagne dans ses universités, l'Amérique et l'Angleterre dans leurs bibliothèques libres célébraient comme une ère nouvelle de l'humanité l'ère des bibliothèques dressées partout à côté de l'école, à côté de l'église ou de la cathédrale, plus belles que l'école, plus belles que la cathédrale — c'est vers cette époque que l'Etat français, rognant les crédits, stérilisant par un fonctionnarisme étroit toute initiative, sans un effort contre l'accaparement des archéologues, commençait la décadence des bibliothèques de France.

C'est ce que nous raconterons ici, de notre mieux, tâchant de faire voir quelle utilité, quelle source de prospérité, quel placement avantageux les nations étrangères trouvent dans leurs bibliothèques.

§

Quoi! l'étranger est donc si beau, si magnifique...

Je n'en crois rien.

Nous cherchons ici des modèles, nous cherchons à secouer une torpeur et à opposer l'exemple des efforts vainqueurs à notre découragement spirituel et national. Nous n'avons donc pas à nous occuper des défauts de l'étranger. Il nous serait aisé de montrer que les bibliothèques américaines servent plus aux femmes qui ne font rien qu'aux hommes qui travaillent ; nous n'envions pas l'esclave mâle qu'est le Yankee, nous n'envions pas non plus la philologie allemande, et quoique leurs docteurs nous veulent apprendre couramment le français, nous ne prendrons plaisir à railler les Allemands qu'en la personne de quelques Français trop influencés.

C'est dans la conviction absurde, mais commode, la féconde hypothèse que nous sommes absolument et irrémédiablement premiers du monde, que nous nous blâmons de si bon cœur, avec entrain, et ceux que des vérités peuvent décourager, ceux qui, au constat d'une infériorité, ne se sentent pas de suite une tendance vers l'effort, ceux-là qui ont besoin de petites illusions sur leur rang, sur leur œuvre ou leurs décorations, — manquent vraiment de la belle illusion intérieure, de la foi en des réserves de résistance et d'effort, d'initiative.

Celui-là seul a de l'orgueil qui ne se sent pas flatté. Les Français, je le dis, en manquent.

Puisse ce lourd ouvrage leur en rendre quelque peu ! Il est résolument *optimiste*.

Cela pourra ne pas trop sembler à la lecture. Il était bon de l'affirmer dans la préface.

LIVRE I
LES BIBLIOTHÈQUES

CHAPITRE PREMIER

LE PUBLIC ET LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Nos grandes bibliothèques... et jusqu'à la Bibliothèque Nationale, tendent à devenir de véritables cabinets de lecture dans lesquelles on vient demander des ouvrages de vulgarisation et de lecture courante...

L. DELISLE, 1900. *Discours d'ouv. au Congrès des bibliothèques.*

Ce qu'on vient chercher à la Nationale. — Consommateurs et habitués. — Quelques types : l'étudiant, le journaliste, le généalogiste, etc. — Espèces de lecteurs. — Statistique des auteurs les plus lus. — Que la Nationale n'est qu'une grande populaire, et qu'elle ne suffit pas à Paris.

Il arrive qu'un Français a besoin de lire.

Ce phénomène ne se produit pas très souvent, — une fois, dit-on, par an et par 25 habitants pour le département du Nord.

Donc, un Français a besoin de lire. L'idée d'acheter un volume lui vient-elle? Rarement. Ce n'est pas de l'économie, c'est du respect. Acheter un livre a quelque chose d'anti-chrétien. C'est de l'ostentation, un luxe de millionnaire (3 fr. des fois, 0,25 le plus souvent). Songe-t-il, à Paris, à la bibliothèque de son quartier? Là, il aurait pour rien les plus mauvais romans, mais il l'ignore, ou bien croit que c'est mal fréquenté. — Erreur. On n'y trouve que des Anglaises et des petits bourgeois. — Mais ce sont des *populaires*... On peut « aller au peuple », on ne veut pas en être.

Donc un Français a besoin de lire. Il songe de suite au gouvernement, il va à la Bibliothèque Nationale.

Là il se heurte à quelques consignes administratives. Elles stimulent son zèle. Très souvent il n'y vient d'ailleurs que pour protester contre les chinoiseries, la paperasserie, dire son fait à l'administration « que l'Europe nous envie » et ayant placé sa phrase, s'en va.

D'autres ont le respect inné, pétitionnent, s'enorgueillissent d'une faveur et gardent précieusement une carte dont ils ne se servent jamais. Cela entre dans la « Quinzaine à Paris » des Anglais, d'obtenir par l'intermédiaire de l'ambassade le droit d'aller consulter cinq minutes n'importe quoi à la Bibliothèque. Les Allemands sont toujours prêts, ont accompli d'avance toutes les formalités, militairement. Les Espagnols, Italiens, Polonais, Orientaux s'efforcent d'obtenir par l'éloquence une infraction à un règlement. Quelques-uns ne viendraient plus si on laissait la Bibliothèque ouverte à tous. Mais il faudrait alors restreindre le choix des livres, interdire les romans, livres modernes, les journaux, le Bottin... Il faudrait ne pas chauffer l'hiver, sans quoi les formalités seraient remplacées par une queue de théâtre, un jour gratuit.

Le nombre de lecteurs varie en effet assez proportionnellement avec la température. Mensuellement 14.000 en mars, 8.000 en août.

La qualité varie en raison inverse. Sans aucun doute les lecteurs d'août sont beaucoup plus intéressants. Des travailleurs de province et de l'étranger, professeurs, auteurs, etc., y viennent compléter leur travail de l'année, voir si ce qu'ils disent n'a pas été dit et si rien de nouveau n'a paru sur la question, consulter quelques livres rares ou très coûteux. Le prêt entre bibliothèques les dispenserait parfois de venir; établi déjà pour les manuscrits, il s'étendra bientôt aux imprimés. L'Arsenal, avec son demi-million de volumes, soulagerait grandement la Nationale.

Mais il arrive aussi qu'un industriel a besoin de documents ou un savant de travaux spéciaux. Ceux-là sont rares, et bien déçus, non seulement à la Nationale, mais à Paris — où « il n'existe pas de salle, même payante, où l'on puisse consulter les publications récentes françaises et étrangères ayant un caractère scientifique ou industriel » ! — On consulte bien celles qui ne sont pas récentes à la Nationale; mais, pour le savant ou l'industriel, le rétrospectif en général manque d'intérêt.

On dit que les savants et industriels ont leurs revues et leurs bibliothèques techniques, savent toujours où trouver ce qu'il leur faut dans leur partie. Dans leur partie, oui, dans celle à côté, non. Et un ingénieur des mines a besoin de telle connaissance de ponts et chaussées, d'agriculture, de médecine, d'histoire naturelle... pour laquelle il ne sait où aller!

Ces lecteurs justifient à tel point la petite somme d'argent que l'Etat alloue aux Bibliothèques que je me hâte de dire que ces sommes sont tout à fait insuffisantes. Mais combien sont-ils, ces lecteurs-là ?

Combien? 5 o/o peut-être...

Cinq pour cent seulement? — Eh! bien, mais... C'est beaucoup. Il n'est pas dans l'ordre et l'habitude des institutions d'Etat d'avoir un effet utile plus fort. C'est, au taux de la rente, un bon placement. Les prix d'académie, encouragements aux livres, n'ont jamais produit cela, jamais!

Mais que viennent faire les autres ?

§

La Bibliothèque est, au centre de Paris, un magasin de renseignements publics, où l'on trouve, tout de suite, des dictionnaires, le Bottin, le Tout-Paris, des Atlas, la carte des environs de Paris, les auteurs classiques, le Dalloz, etc.

On n'a qu'à prendre les livres, ils sont à la portée de la main. Et il devrait y avoir, à Paris, vingt établissements semblables. Il y en a 80 à Londres. A Paris il y en a deux, mal tenus à ce point de vue, et dont l'un est dans un quartier d'étude : Sainte-Genève, l'autre seulement dans un quartier commerçant : la Nationale.

Pour 200 personnes qui ont demandé des livres, il y en a 40 qui sont entrées et ressorties sans rien demander (un cinquième en moyenne). Je puis évaluer que, sur ces quarante, cinq sont venues faire un bout de causette avec quelqu'un, cinq consulter des affaires de noblesse et généalogie, autant consulter le Reclus, le Tour du Monde, lire Racine ou Voltaire, ou simplement s'asseoir; une dizaine ont consulté le Larousse et la Grande Encyclopédie, deux ou trois malades ont contrôlé leur médecin, ou en ont fait l'économie : particulièrement la lettre S du dictionnaire de médecine est bien fatiguée. Une dizaine ont consulté Migne, le Dalloz, le Sirey, des Dictionnaires, les Grands écrivains de la France, des Mémoires ou des périodiques — travaux intéressants qu'on pourrait faire ailleurs. Enfin cinq

au plus sont venus établir une bibliographie, consulter des dictionnaires techniques, secouer la poussière d'un Corpus ou des grandes collections historiques, chercher enfin quelque renseignement scientifique « qu'on ne trouve nulle part que là ».

On voit quelle série de menus services un établissement semblable peut rendre. On trouve tout cela sous la main, sans rien demander, incognito. Ne peut-on rêver aux thermes anciens, où l'on venait refaire son corps, l'exercer, voir des amis, et contempler des œuvres d'art? Il y a aujourd'hui les cafés. On y va causer, jouer au billard, lire des journaux... Boire y est le moins important, comme « travailler » est le plus rare à la Bibliothèque nationale, ce qui n'empêche pas d'honnêtes gens d'aller au café parce qu'ils ont soif — pour boire simplement. Ainsi le savant va peu dans les bibliothèques et ne s'y attarde point. Il consomme et s'en va.

§

Laissons le consommateur. Passons à l'habitué.

L'*habitué* comprend : le pauvre diable, le monsieur retiré des affaires, l'étudiant.

Les deux premiers ne sont pas dangereux, ni nombreux, ni encombrants. Le *pauvre diable* rend bien des services. Tel crie des journaux le soir, aux portes des cafés, qui le jour, pour quelques sous l'heure, traduit du latin, compulse des statistiques, copie des documents. Il attend le grand homme. Le grand homme sait profiter. Le petit ne sait que produire. Il fabrique des thèses, des généalogies, même des pièces de théâtre. Il y a des agences de collaborateurs discrets. On fournit du talent, de la science, de la noblesse... Tout cela ne vaut pas cher, dix sous l'heure, au prix fort. Un titre de noblesse, quinze francs.

L'hiver, une longue queue s'allonge à la porte de la Salle publique. Celle-ci est pleine. Dedans il fait chaud, dehors il gèle. Mais qu'importe le plus ou moins de froid, quand on grelotte? Ils attendent, des heures parfois, pour être admis à une heure de salle bien chauffée. A quatre heures, on les chasse; c'est le froid, de nouveau, — le froid, avec la nuit...

Hélas! depuis deux ans, la République demande des papiers et une bonne tenue, même pour la salle publique! Alors il n'y aura plus bientôt que les Eglises, avec le Palais de Justice.

Le monsieur retiré des affaires vient aussi se réchauffer,

moralement. Il semble, devant des livres, un pauvre diable debout sur une bouche de chaleur. Ça lui monte on ne sait d'où, ça lui fait bien partout. Il ne comprend pas, mais se sent supérieur à lui-même. Il lit à peine, mais d'autres semblent, il sent la science le prendre et le soulever de terre.

Lire Monsieur Thiers! Traduire Horace et Juvénal... Cela toujours vous met l'âme dans une belle redingote.

Et quelquefois ils sont ainsi une table entière, qui s'admirent travailler les uns les autres.

La terreur des bibliothèques, c'est l'*étudiant*. Les bibliothèques étant faites pour étudier, les étudiants y sont chez eux.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de la bibliothèque de Faculté, où ils trouvent ce qu'il leur faut pour leurs études.

Non, la Nationale a de tout, et autre chose. C'est plus grand, c'est plus gai, il y a des journalistes.

— J'aime, me dit l'un, cette atmosphère de travail.

Il n'y aurait, jeune homme, qu'une atmosphère de travail, celle que tu te créerais chez toi, seul dans ta chambre : tu en as une. Les livres? Tu les as. Ceux de la Bibliothèque n'ont pas acquis, à être tripotés par tout le monde, une vertu plus spéciale... Si le neuf te déplaît, pour le prix d'un bock ou deux, tu auras le même livre sur les quais, aisément.

Mais il me rit au nez; un livre! Il n'a pas le temps de lire un livre. Il n'a que celui d'en lire dix.

Voici les plus récents, voici les plus anciens. Un feuilletage d'une heure, le titre, la table et quatre phrases... Il est ferré, il a des idées nettes, et du dédain.

Etrange « salle de travail »! On y dort, on s'y chauffe, on y flâne, on y cause, on y pose, on y flirte, on y vole, on y cherche des scandales, héritages, chantages, actualités, saletés et variétés, et de faux titres de noblesse... Salle de travail? Non! salle de distraction.

Ici se délivre le plus moderne de l'enseignement. Eparpillement, facilités, savoir mâché, opinions faites : des résumés.

L'*étudiant* de bibliothèque n'est pas venu travailler, mais se distraire. Comme on ferme à quatre heures, il a le prétexte pour finir tôt son travail. Il a demandé des livres, il est demeuré là : il a assisté à du savoir.

Cela suffit aux femmes, elles sont très nombreuses, s'entraînent à l'admiration de leur travail.

L'étudiante diffère assez de l'étudiant. Non que ce qu'elle fait là, elle ne le ferait pas mieux, plus aisément ailleurs, mais du moins elle travaille, se joue une petite comédie de sérieux. Pour elle, c'est neuf. Il y a, dans la femme qui a le nez sur un livre, un peu du vieux monsieur retiré des affaires. Elle a conscience d'exercer un sacerdoce. C'est grave, c'est studieux, on se sent un exemple...

Evidemment on ne travaille comme cela qu'en public! Mais il y a des étudiantes très sérieuses, intelligentes et gentilles, qui profitent vraiment de la Nationale et en font profiter le pays. On en a encore marié trois l'an dernier.

Le grand chercheur d'ignorance est le *journaliste*. Celui-là croit vraiment que l'Etat n'entretient des bibliothèques qu'à son usage. Le journaliste ne garde pas son ignorance. Il la cultive, l'augmente chaque jour et la propage.

La Bibliothèque lui sert à cela.

Les journaux n'ont plus, à présent, même un Larousse à la disposition des rédacteurs. Beaucoup n'ont même plus une collection de leur journal. *Le Petit Journal* notamment. Il est si pauvre! Force est de recourir aux bibliothèques publiques.

Celles-ci pourraient rendre service aux journalistes « s'ils avaient le temps »... Mais pour beaucoup d'entre eux quelques heures de plus passées à se documenter ne feraient que grossir le nombre des erreurs qu'ils répandent...

Quelques-uns usent sciemment et intelligemment des bibliothèques; le nombre n'en a pas deux chiffres.

« Les autres viennent, dit Lajeunesse, violer les livres... » Mais les livres se laissent-ils faire? Ne croyez pas cela! On s'excite tout autour, on peut même se vanter... Mais on ne pénètre pas sans preuve de constance.

Le système des journaux anciens était celui des « compétences ». Un homme érudit était chargé de vulgariser sa spécialité. Ce système était parfois ennuyeux, car les gens érudits entraient dans des explications difficiles à comprendre.

Rien à craindre de semblable avec l'interview. Un homme absolument ignorant est dépêché près d'un savant, et se charge de comprendre et reporter ses idées en langue claire pour tous. Il n'y a pas de doute que le public comprendra : car l'interviewer ne comprend pas, d'abord, lui-même. Donc rien que des choses claires, nettes, précises, faciles, étonnantes!

Interviewer un livre est moins aisé que faire parler un

brave homme. En retranchant les *peut-être*, les *je suppose*, en affirmant bravement toutes les hypothèses lues, on fait encore de bonnes chroniques, et l'on est un penseur hardi.

D'ailleurs l'information se résume assez souvent en une simple interview d'un brave homme de bibliothécaire, qui doit savoir tout par définition. S'il renvoie au Larousse, qui sait mieux qu'une mémoire, le journaliste s'offense. S'il indique un calcul, une preuve, une statistique, le journaliste n'a pas le temps de lire ces machines-là.

— Dites-moi seulement...

— Je ne puis dire que des erreurs !

Le journaliste se fait de plus en plus nombreux et sa mentalité baisse d'année en année. Les journaux les plus sérieux hier ont aujourd'hui pour des questions graves, médecine, industrie, politique étrangère, des gens de théâtre et de sport, sans l'ombre de culture spéciale. De quelques-uns de ceux-là sont parties les attaques les plus violentes contre la Bibliothèque nationale. Elle n'avait pas pour eux le billet de faveur, le « service » qui donne le savoir.

Il vient chaque jour à la Bibliothèque de trente à cinquante journalistes. Trois ou quatre travaillent sérieusement et savent se renseigner. Une dizaine supplée quelque peu par du bon travail, une grande bonne volonté à l'insuffisance d'une culture moyenne. Tout le reste pourrait ne pas venir et dirait moins de bêtises, si chaque journal sérieux possédait un atlas, le Bottin, le Larousse... — et un comptable, pas bachelier au besoin, mais qui sache copier exactement.

Ainsi, l'habitué, le *pilier de bibliothèque* n'est plus du tout l'ancien « rat », l'amateur enragé de vieux livres. A peine deux, trois specimens... Cette espèce disparaît de plus en plus. Le rat de bibliothèque achetait des livres et les aimait. Le pilier de bibliothèque est une variété du pilier de café. Café de tempérance, pour mauvais estomac. Se faire croire à soi-même qu'on travaille. Il s'entoure de travail, mais il ne travaille point.

La paresse a d'ailleurs les formes les plus complexes. A côté du paresseux qui a des remords et se donne à lui-même une sorte d'absolution en s'entourant de gens qui travaillent et en prenant comme eux l'attitude réfléchie devant une pile de livres, — il y a le gâcheur, qui, incapable de lire, demande trente

volumes, compulse les bibliographies, tâte, retourne, regarde le titre, la table et les gravures.

— Il faut que j'aille à la Bibliothèque Nationale.

Une femme dirait : au Louvre, au Bon Marché. Il lit comme une femme retourne des rubans. Son esprit « n'a plus rien à se mettre ». Il entre, très affairé. Ses gestes sont inquiets, son intention ne peut se fixer cinq minutes... On en voit éparpiller ainsi des forces de travail réelles et une belle intelligence. Ceux qui se sont promenés sans guide, plan ni boussole dans un dédale de rues orientales, ont une idée du malheureux qui se perd à compulser tant de livres... Il se retrouve toujours, mais n'arrive jamais !

J'aurais voulu, pour faire mon petit Lombroso, mesurer quelques lecteurs. Ils ne s'y sont pas prêtés. Pourtant j'oserais dire que quinze ans de vie dans une bibliothèque m'ont amené — et pas seulement moi — à considérer absolument comme une « tare » la manie de travailler en lieu public. Dans le tas des habitués je puis dire : je n'ai jamais vu un travailleur sérieux. J'ai été dupe parfois de quelques esprits brillants, et me suis étonné de les voir trop souvent dans les bibliothèques. Je ne tardais pas à découvrir la tare : légèreté, superficialité, inconstance, papillonnement, et cette mauvaise foi de l'esprit qui écume la science, pige les mots, se fabrique un petit gâchis de savoir qui ne couvre rien.

Certes, il y a des nécessités absolues de travailler là. Le travailleur occasionnel n'est pas en cause. Quel savant n'a dû venir, et plusieurs fois, à la Nationale ? Il n'y en a pas d'autre en France et elle ne prête pas. Mais je parle d'habitués. Ce n'est pas là que « les honnêtes gens » se fournissent. Ils mangent chez eux, et ne viennent que rarement chercher ici cette sorte de savoir de restaurant !

Si bizarre que cela semble, on le peut expliquer. Un habitué de bibliothèque est bien, en France, un anormal.

Certaines races ont plus que d'autres des habitudes de communauté ; je ne les juge pas aussi sévèrement. Les Israélites, les Russes, les Polonais ont gardé quelque goût de promiscuité patriarcale, avec des goûts nomades. Beaucoup sont pauvres aucun n'a le goût propriétaire. Si je prends dix Anglais et dix Polonais, je vois un savant anglais qui a un besoin absolu, accidentel de livres introuvables ailleurs, et neuf miss qui viennent pour des consultations imbéciles (généralement de l'héraldique). Les Slaves ont tous travaillé sérieusement,

mais auraient pu et dû travailler ailleurs — chez eux, sans doute, s'ils avaient un chez eux. Ceux qui en ont y reçoivent tellement d'amis qu'il leur faut la police pour avoir du silence. C'est la police que ces proscrits viennent nous demander.

Ainsi certains humains admettent très bien des livres en commun, ne comprennent point qu'on travaille chez soi, avec des livres à soi, et à peine que la forme extérieure de ces livres importe, — et il y en a d'autres pour qui le livre est un objet qu'on a à soi, comme *du linge, des vêtements*, que l'on ne prête pas volontiers, pas plus qu'on n'a de goût à porter celui des autres.

Ceux-ci ne recourent que très exceptionnellement aux services publics, et comptent sur le progrès de la fabrication, de l'instruction et des échanges pour créer le livre à bon marché, le livre pour tous, comme le journal.

§

La Bibliothèque est consacrée à l'*histoire*, et beaucoup de gens ne comprennent pas bien qu'elle puisse servir à d'autre étude. Pour l'histoire seule, les bibliothécaires sont préparés. La plupart sortent de l'école des Chartes, où l'on n'apprend pas à classer les publications scientifiques et industrielles. L'histoire y est donc privilégiée ; pour elle seule il fut rédigé de formidables catalogues méthodiques.

Il est rarement possible de faire un travail d'histoire sans avoir recours à la Nationale et à ses catalogues. J'ajoute que les grands recueils indispensables sont chers, qu'ils ne se trouvent pas dans toutes les grandes bibliothèques. Aussi trouvons-nous une proportion très forte de travailleurs sérieux d'histoire : près de 6 o/o.

Les autres s'intéressent à l'histoire pour un examen, et la plupart viennent lire des feuilletons.

L'histoire n'est-elle pas le type du roman qu'on peut lire en ayant l'air sérieux et sans avoir recours au journal de sa concierge ! Crimes célèbres, polissonneries des reines, procès de sorcelleries, scandales, colliers, substitutions d'enfant, Louis XVII, les comédiennes courtisanes, les bas-bleus, George Sand, le Marquis de Sade, et les cancanes de l'Empire... La page des crimes, des Apaches et des filles est la page la plus lue des journaux, si lue qu'il n'y a plus que cette page-là de la première à la huitième ! Il n'en va pas autrement chez les « gens d'étude », mais cela est historique.

Quand j'entends un Monsieur sérieux me dire qu'il ne peut plus lire de romans, qu'il ne lit que de l'histoire, je lui soupçonne des goûts bien vulgaires, des goûts de criminel et de « sensationnel »... La bonne vérité ne l'intéresse pas.

Et c'est en bien petit nombre qu'on trouvera le vieux curé qui veut restaurer son église, le nouveau propriétaire qui, de sa maison de campagne, veut faire un château historique, le vieux soldat qui veut comprendre, sur le tard, ce qu'il a fait ou plutôt ce qu'on lui a fait faire lors de ses campagnes, l'inventeur de tactiques renouvelées de Napoléon, et les savants divers qui consacrent leur vie à restituer une époque, les écrivains de théâtre et de romans qui meublent leurs imaginations avec des occasions historiques, les nobles et gens riches qui se veulent une occupation décorative, comtes ou barons auxquels le sport ne suffit pas, et qui, pour quelque académie de province, font un petit travail, — toujours historique, c'est le plus facile !

La grande annexe de l'histoire est la *généalogie*.

Il y a un certain recueil à la Bibliothèque qu'on nomme le d'Hozier, recueil que l'on aurait dû brûler si l'on avait exécuté les ordres de la Convention, et que non seulement on n'a pas brûlé, mais qu'on communique à tout venant, pour la perdition des jeunes filles ayant dot et la plus grande niaiserie des bourgeois enrichis.

Le nombre de gens qui s'occupent de ces histoires-là est incroyable. Il est vrai qu'ils sont sollicités par des agences au nom pompeux, des Instituts héraldiques, tenus par des marquis à décorations étrangères, qui s'intitulent « hérauts juges d'armes », et délivrent, pour quinze francs, des armoiries sur parchemin, — pour vingt francs, coloriées.

La Nationale avait dernièrement une succursale au Moulin-Rouge, dans cette branche importante de la science historique. Les baronnes de Montmartre se pouvaient faire offrir, par les calicots ducs, tels papiers archaïques au timbre à fleurs de lys. La noblesse à la portée de tous, n'est-ce pas la vraie démocratie ?

Le petit commerce de ces grands seigneurs les nourrit trop mal pour qu'on n'ait pas pitié. Il est d'ailleurs menacé : on imprime le d'Hozier.

Ces *Instituts* opéraient beaucoup sur l'armée. A partir du

grade de capitaine, on recevait une invitation à être noble : 20 francs. Trois cents pour un papier « authentique ». On déränge un notaire ! Le notaire certifie que la copie est conforme. L'Institut certifie seul que la copie conforme se rapporte au payeur. C'est là, je crois, la plus grande utilité pratique de la Bibliothèque nationale. C'était du moins celle que les officiers appréciaient. J'évaluais vers 1900 à 200 par an les officiers venant consulter à la Nationale des livres de noblesse. Pour consulter des livres de tactique ou des cartes, une dizaine au plus ! Pour les historiques du régiment et travaux difficiles, on envoie des caporaux. Mais André est venu, le général André... Et l'armée a rentré ses titres de noblesse.

Une autre utilité pratique, au moins en imagination, est la recherche des héritages. Beaucoup de vieilles dames — pourquoi toujours vieilles, toujours dames, presque toujours concierges ? — viennent lire le *Petit Journal*, puisqu'il ne garde pas, ou ne communique pas ses anciennes collections. Le but de ces recherches est de se trouver des oncles d'Amérique, des parentés avec une succession en deshérence... A-t-on jamais trouvé ? j'ignore.

Le jeu et ses passions fournissent beaucoup à la littérature. Paris-Sport, les annales du Turf, les publications sur la roulette de Monaco, ont évidemment plus de « travailleurs » que les mathématiques pures. Beaucoup plus ! Quelques centaines de fois plus ! La pornographie fournit chaque jour un vieux militaire, et quelquefois une ingénue à laquelle sans doute on aura fait une farce en donnant un titre de livre.

La théologie a toujours son petit contingent, quoique les prêtres, si nombreux à la Bibliothèque, s'occupent plutôt, les curés d'histoire locale, les bénédictins de moyen-âge, les prêtres libres de politique, et le plus grand nombre, les séminaristes, d'études classiques des plus banales.

Il faut parler des demoiselles.

On vient beaucoup des théâtres et du Conservatoire. Pour chercher des costumes ? Quelquefois, évidemment. On peut compter les cas. Mais le plus souvent pour lire... savez-vous quoi ? Racine. Oui, Racine ! Cela est. Après *les Musardises*, les livres les plus demandés par les jolies femmes qui embaument la salle de leurs parfums et troublent les recueils qui veulent être troublés, sont : *Phèdre*, *le Vase brisé* (sic),

la Princesse Georges, Froufrou! Où voulez-vous qu'une femme trouve trente sous pour un livre! Encourageriez-vous la légèreté des mœurs?

Je n'en finirais pas de compter les cas accidentels qui amènent une recrudescence du public : mort d'un grand homme, tremblements de terre, etc... Surtout les élections. Elles font fouiller les vieux journaux de province pour faire revivre tous les scandales oubliés... Un public fort nombreux vient, la veille des vacances, lire des guides. Le jour où un journal éveilla l'idée de consulter de vieux plans de Paris pour trouver un trésor, 80 lecteurs vinrent demander en un jour l'entrée à la Bibliothèque Nationale. Je vois encore une pauvre femme, venue de Gennevilliers, enceinte au dernier mois, et traînant par la main un petit garçon ; elle suppliait qu'on lui permit d'entrer, car il faisait un temps épouvantable, et le médecin lui avait interdit de sortir. Elle voulait trouver un trésor!

J'oublierais le principal si j'oubliais le travailleur. Levé à 6 heures, il écrit ; à l'ouverture des portes, il est là. Quand on ferme, il court vers une autre bibliothèque, il en fait quatre dans sa journée ; le soir, il emporte des livres et travaille dans la nuit. Cet homme écrit toujours. C'est sa paresse à lui. Incapable d'effort, il s'est jeté sur sa tâche et travaille sans regarder en avant, sans regarder en arrière, aveugle, sourd, entêté. Il doit faire quelque catalogue gigantesque, où le conseil d'un maître l'a jeté pour la vie, une de ces bibliographies sans méthode, une de ces catalogues commodes où il faut chercher les travaux au nom des académies qui les ont publiés... — un de ces monuments d'érudition, dans lesquels l'Institut, qui couronne les vieilles servantes, se plaît à récompenser le dévouement profond, le manque de réflexion et la beauté de l'Inutile.

Quant à la façon dont les volumes sont demandés, on en fait des recueils : Saint-Bœuf est pour un lecteur, qui doit être originaire de l'Est, l'auteur de Port-Royal. Un membre de l'Institut demande des « Noël's perrichons ». Une dame doit lire l'histoire grecque, on lui a recommandé les œuvres de M. Mimerwat (*Minerva* de S. Reinach). Une autre, très élégante : les *Pipots* de M. Rostang. Une autre, pas élégante : « le n° du petit journal où il y a que M^{me} Hortense cherche l'héritier d'une grande fortune ». (La phrase est exacte, mais non l'orthographe.) On voit que les bibliothécaires ont besoin de savoir bien des choses.

Le plus touchant bulletin que j'ai vu reste cependant une demande du Tour du Monde en 80 jours; on donnait le nom de l'auteur : « Filéas Fog. »

Voilà le vrai *auteur* pour une âme croyante. Voilà la vraie leçon de bibliographie qu'un ignorant donna aux bibliothécaires qui exigent les noms d'auteur. Ils ne l'ont pas comprise.



Une statistique? En voici une prise sur une après-midi ordinaire de la Bibliothèque. J'ai classé les lecteurs d'après la liste de livres qu'ils ont demandés; cela est suffisant pour juger une moyenne. Entre des jours nombreux où j'ai fait un travail analogue, je prends une séance de fin septembre, après midi. Il n'y avait à ce moment rien pour attirer des recherches exceptionnelles, ni Courses, ni Chambre, ni crise ministérielle, ni élections, ni concours de journal, ni mort célèbre... rien. Enfin c'est un moment où les lecteurs sont les plus intéressants, car il n'y a pas d'étudiants, peu de flâneurs : ce sont les vacances, et il y a beaucoup de professeurs et de provinciaux et d'étrangers venus exprès à Paris pour travailler à la Nationale.

En écartant les lecteurs qui se sont contentés des livres qu'on peut prendre à la main, sur 200 lecteurs 21 n'ont donné prise à aucune remarque qui puisse révéler le but de leurs études. Pour les autres, dont beaucoup m'étaient connus, j'ai pu établir avec une suffisante approximation ce qu'ils étaient venus faire. Les classifications sont forcément arbitraires, mais j'en donnerai deux différentes. D'abord par sortes de gens :

1° Journalistes ou chercheurs de documentation quelconque, dans le but d'utiliser de suite : environ 50.

2° Etudiants qui se trouvent là mieux que chez eux ou dans leurs bibliothèques spéciales, 30 à 40.

3° Flâneurs, liseurs de romans, gens pauvres ou simplement économes, auxquels les cabinets de lecture ne suffisent pas, qui demandent des livres courants : 60 à 70.

Je ne relève pas plus d'une quinzaine de demandes se rapportant à des livres d'un prix supérieur à 10 fr., ou rares, ou dont le choix indique des études nécessitant une grande bibliothèque.

Et secondement, classant d'après les livres demandés :

A. ETUDES INTÉRESSÉES (demandes de livres pour une recherche précise).....	30
Journalistes : 10, dont 7 ont demandé des livres bien médio-	

cres, 3 seulement ont paru se documenter avec quelque sérieux.

6 demandes d'annuaires et bottins.

7 demandes de journaux, dont plusieurs en vue de recherches d'héritage.

B. ETUDES DÉSINTÉRESSÉES (recherches plus générales)..... 87

Histoire..... 27. (12 : curiosité historique, crimes, anecdotes, etc. — 10 : livres de seconde main demandés par des étudiants. — 2 : recherches historiques d'un caractère scientifique. — 3 : politique contemporaine.)

Droit..... 12 dont 3 ou 4 en vue d'une thèse ou étude originale. — Les autres demandes sont faites par des étudiants. Rappelons que le Dalloz n'a pas besoin d'être demandé.

Médecine..... 10 Un seul médecin ; les autres sont des étudiants ; 2 sont des malades avarés ou avariés.

Sciences diverses.. 12 3 : linguistique. — 4 : orientalisme. — 5 : (1 numismatique, 1 mathématique, 1 agriculture, 1 cuisine, 1 savoir-vivre).

Topographie..... 5. Guides de voyage et histoire locale.

Théologie..... 8. Dont 6 étudiants.

Industrie..... 4. Dont 2 très techniques.

Colonisation..... 1.

Arts..... 8. (2 musique, 4 livres d'art, 2 livres rares ou anciens).

C. LITTÉRATURE ET FLANEURS..... 52

1° *Critiques et éditions savantes des classiques, auteurs anciens* : 4.

2° *Livres étrangers* : 10.

3° *Livres de 7 à 10 fr.*, formats in-8°.

Ce groupe, en apparence artificiel, est très distinct. Taine, Renan, Darwin, Spencer y sont demandés spécialement.

4° *Livres très communs* : 4. Hugo et quelques classiques qui ne sont pas dans la salle. La plupart y sont ; on n'a pas à les demander.

5° *Romans* : 14 (en y comprenant 3 lecteurs de périodiques polissons. Il ne s'agit que de romans courants, modernes).

6° *Divers* : 9 (pornographie 3, sport 2, jeux et roulette 1, crimes célèbres 1, anecdotes et bons mots 2.)

D. DEMANDES CONFUSES..... 21

(Journaux, romans, etc., mêlés à des œuvres de vulgarisation, mais ne laissant rien deviner du but des recherches. Parmi ceux-ci 6 seulement semblent des esprits cultivés, simplement curieux.)

Total..... 200

Je puis joindre à cette proportion celle de la Salle publique de lecture, où aucun choix n'est fait parmi les lecteurs, et où l'on compte beaucoup de travailleurs pauvres, mais sérieux, justement parce qu'il n'y a nulle vanité à y entrer :

Une semaine de juillet, 1042 vol. : théologie, 3 ; droit, 27 ; sciences et arts, 242 ; belles-lettres, 561 ; histoire, 209.

Une semaine de février, 1206 vol. : théologie, 15 ; droit, 37 ; sciences et arts, 302, belles-lettres, 628 ; histoire, 224.

Une semaine d'octobre, 1010 vol. : théologie, 4 ; droit, 22 ; sciences et arts, 160 ; belles-lettres, 459 ; histoire, 374.

§

Les auteurs demandés. — Au moment où une nouvelle salle va s'ouvrir, sans doute avec de nouveaux livres, il était intéressant de se rendre compte avec certitude de ce que demande le public.

On est rebattu de ces mots : exigences du public ! desiderata du public... Eh bien ! s'il ne s'agissait que de satisfaire le public, on pourrait se demander s'il y a vraiment lieu de demander des crédits à l'Etat pour entretenir à grands frais une concurrence aux cabinets de lecture et aux éditeurs de feuilletons.

Cependant une statistique a été tentée ; elle porte sur 130.000 demandes de l'année 1904.

Voici — exemple pris au hasard — les auteurs dont le nom commence par les 2 lettres Da.

Da. Comptes courants, 2 demandes. — *Dabadie*. Suicides illustres. — *Dabas*. Déchéance de la femme. — *Daberle*. Histoire de l'Amérique du Sud. — *Dablez*. Luxuria. — *Dalbry*. La Chine, 2 demandes. — *Dacheux*. La cathédrale de Strasbourg, 4 demandes, par le même. — *Dacier*. — *Da Costa* (linguistique). — *Dacremont* (électricité), 3 demandes. — *Dadolle* (Léon XIII). — *Da Mosto* (Portulan). — *Daelman* (théologie). — *Daglan* (Lac Tchad). — *Daymonaz* (Maison de France). — *Dagneau* (Histoire du 13^e). — *Daguesseau* (plaidoyer). — *Daguillon* (botanique et géologie), 2 demandes. — *Daguin* (ordres de chevalerie), 4 demandes...

Pour abrégé, je cite seulement ensuite ceux qui font l'objet de plusieurs demandes :

Divers, 3. — *Dahlgren*, 2. — *Dahn*, 2. — *Dahlmann*, 2. — *Daire* (Montdidier, Amiens), 4. — *Dallemagne* (criminalité), 6. — [Divers, 2]. — *Dale* (Synode), 2. — [Divers, 12]. — *Dangeau* (Le Journal de), 11. — *Daniel* (L'année politique), 7. — [Divers, 7]. — *Danrit*, 2. — *Dante*, 11 (3 éditions seulement spécifiées). — [Divers, 4]. — *Darblay* (Les Hétaires célèbres) 3. — [Divers, 6]. — *Darcel*, 4. — *Darembert et Saglio* (Dictionnaire des antiquités), 2. — *Daresté*, 22. — *Daresté de La Chavanne* (Histoire adminis-

trative), 4. — [Divers, 13]. — *Darimon*, 3. — *Darmesteter*, 24. — *Darnaault*, 5. — [Divers, 20]. — *Darneuse*, 2. — *Darsy* (Picardie), 3. — Darwin, 39. — [Divers, 9]. — *C^{ss}e Dash*, 9. — *Datz* (publicité), 3. — *Dauban*, 18. [Divers, 8]. — *Daubigny*, 4. — [Divers, 7]. — *Les Daudet* : 1^o Alphonse, 112 ; 2^o Madame, 11 ; 3^o Ernest, 63 ; enfin 4^o Léon (le livre sur A. Daudet), 8. — [Divers, 12]. — *Daumas* (Sahara), 5. — [Divers, 16]. — *Dauriac*, 3. — [Divers, 2]. — *Dauze*, 2. — *Davanne* (photographie), 3. — *Davilla*, 3. — *Davillier*, 5. — *Davis*, 2. — *Dawkins*, 5. — *Dawson*, 12. — [Divers, 3]. — *Dayot*, 23.

Déjà la liste ci-dessus montre la place énorme prise par les romans d'Alphonse Daudet ou l'histoire anecdotique de son frère. On peut soutenir que ce n'est pas de la science que ces centaines de lecteurs sont venus chercher là. Ce serait de la science dans une bibliothèque populaire, mais non dans une salle où tous les admis sont censés avoir une culture supérieure, avoir au moins une licence, fût-ce celle de droit.

Le plus gros chiffre que j'ai remarqué est Victor Hugo : 255 demandes. Or, toutes les bibliothèques du quartier ont ses œuvres et les prêtent à domicile ! Renan vient très vite après lui : 164 demandes. L'inauguration de sa statue a dû forcer le chiffre. En outre, sauf la Vie de Jésus, il n'y a pas d'édition bon marché de cet auteur.

Nous ne trouvons plus ensuite beaucoup d'auteurs qui vaillent les titres de noblesse ! 140 demandes de Borcl d'Hauterive, et 44 de Saint-Allais ! J'ai vainement cherché un savant dont les œuvres intéressent autant le public lettré ! Et le d'Horzic n'est pas l'objet d'une statistique ! S'il l'était, Hugo pâlerait.

Pour des raisons spéciales, en général concours ou examens, on trouve encore d'assez forts chiffres : Bouché-Leclercq, 63 demandes. Mais c'est toujours le roman qui l'emporte. Mauissant a 128 demandes, dont une moitié presque se répartit entre deux œuvres : *la Maison Tellier* et *Bel-Ami*. Claretie l'égale presque : 120 demandes. C'est de la roman et de l'histoire amusante comme du roman ! Bourget se tient bon à 68 demandes. Dumas père dégringole à 48, presque à égalité avec son fils : 52 ; Zola est tombé à 22 !

La poésie est, on le pense, surtout recherchée dans les œuvres d'Edmond Rostand : 72 demandes. — Verlaine : 43. — Th. de Banville : 32. — Verhaeren : 14.

Il semble que c'est entre 2 et 50 demandes que l'on pourrait choisir des livres intéressants. J'ai cherché Helmholtz, dont

l'Acoustique et l'Optique semblent de quelque importance pour les physiciens, étudiants, artistes, médecins, philosophes... Ces volumes coûtent une vingtaine de francs; 9 demandes. Diehl, avec ses livres sur Byzance, en fournit 21. Spencer est plus courant : 54 demandes. C'est surtout « l'Individu contre l'Etat », facile à lire, d'ailleurs peu coûteux. Schopenhauer : 35 demandes. Ces chiffres forts, avec des demandes variées, indiquent seulement une curiosité légère, ou une consultation d'acquit de conscience pour un examen. Que penser de la douzaine de lecteurs qui ont lu *le Monde comme représentation* en une fois — une séance ! peut-être une heure... Et ce qu'on a surtout demandé, c'est ce petit manuel de conversation mondaine sur le pessimisme et la femme que forment les Extraits publiés par Burdeau.

Ruskin est assez étudié : 15 demandes. Lubbock, 9. On remonte dès que se mêle un petit attrait de crime : Lombroso, 22 demandes. La folie intéresse aussi. Maudsley : 14 demandes.

Les « sciences » les plus demandées sont celles dont parlent les journaux. Je n'ai point vu de demande sur les locomotives, mais vingt sur les automobiles, autant sur les ballons, la photographie.

La politique semble très en baisse. J'ai été tout surpris de ne voir à Drumont que 21 demandes. C'eût été beaucoup plus cinq ans avant !

Le socialisme a des lecteurs nombreux et sérieux, malgré les nombreuses bibliothèques spéciales et la multitude des brochures à bas prix. Karl Marx est demandé 45 fois (18 lecteurs différents).

Il y a un intérêt considérable à savoir à quoi servent les éditions publiées à grands frais par l'Imprimerie Nationale et autres, des plus illustres de nos savants. Ce sont, en effet, là de vrais « livres de bibliothèque », et en donnant ces chiffres — ou ces zéros — je ne conclus pas du tout qu'on ait tort de les publier, même s'ils doivent rester à jamais inconsultés... Sur 130.000 demandes, Fermat a trouvé un lecteur, et je ne puis trouver de chiffre plus fort que les œuvres de Cauchy : 4 demandes.

C'est un peu moins que les œuvres de M^{me} Jane de La Vaudère : 7 demandes, et que les humoristes : Alphonse Allais 7, Mark Twain, 9.

Il y a enfin de ces ouvrages officiels qu'on a mis dans la salle

à la portée de tous, sans doute parce qu'on ne les demanderait jamais.

§

Nous venons de publier ces faits sommairement, mais consciencieusement. On peut rapprocher ces chiffres de ceux que nous donnons sur les bibliothèques dites populaires de Paris, de province, de l'étranger. On verra qu'ils sont assez uniformes. Un bibliothécaire, qui ne signe que lorsqu'il publie les textes d'autrui, note dans la Revue des Bibliothèques que « ce n'est pas la note vraie », et que la mauvaise qualité du public provient de la facilité avec laquelle on donne des cartes d'entrée. La note étant affaire de sentiment, chacun pousse la sienne comme il peut. Les faits, nous sommes d'accord. C'est le principal.

Le service des cartes arrive tout juste à écarter quelques personnes à la tenue anti-hygiénique, et les collégiens qui ne sont pas recommandés ou imposés par les Ministères et les Chambres. Beaucoup des enfants qu'on écarte mériteraient d'entrer.

Le seul droit qu'on puisse prendre n'est que de *distribution*. Peut-on envoyer ailleurs, et où? Tout est là. Le choix entre les lecteurs a tout de même quelque chose qui révolte à bon droit. Certes, dans une salle où il n'y a plus de place l'après-midi, il est fâcheux que les professeurs soient mis à la porte par leurs élèves, que des savants, dont le temps est précieux à un pays, doivent attendre qu'un voyou ait fini de consulter la cote des courses. Mais mon choix ne sera pas le tien quand il faudra choisir entre les généalogistes, bibliographes et grands érudits qui pensent ni plus ni moins que les bibliothèques sont à eux et beaucoup d'honnêtes gens qui ont à consulter des annuaires pour le commerce.

Il n'y a pas à choisir, mais à classer. Le problème de la Nationale n'est pas à la Nationale, mais au dehors. Les commerçants, étudiants, curieux, flâneurs, ont le même droit que les historiens à avoir des livres. Mais dans une ville comme Paris, il faudrait d'autres bibliothèques...

C'est ce que ce livre s'est proposé de démontrer.

Or déjà nous pouvons conclure :

Telle qu'elle nous apparaît, la Nationale n'est qu'une grande bibliothèque populaire.

Seule ouverte de 9 à 6, c'est la salle bien placée, bien four-

nie, la seule commode, quoi qu'on dise. Le public le prouve en y affluant.

Et plus on la perfectionnera, plus le problème s'aggravera. On parle d'un tapis roulant pour que les volumes arrivent plus vite. Un jour on communiquera les volumes plus récents, les périodiques en cours... Toute amélioration juste, indispensable même, urgente, — vient charger le service, augmenter un public auquel la salle, déjà, ne suffit pas (1).

Est-ce que nous n'avons pas démontré suffisamment que les trois quarts de ce public n'ont rien à faire ici ?

Mais ce n'est pas pour le priver de lecture que nous avons dit cela, bien au contraire ! Ce n'est pas pour exiger des systèmes de cartes, et lui faire passer autant d'examens qu'à un bibliothécaire, — auquel il n'en faut pas moins de trois pour être dispensé d'apprendre désormais quelque chose !

En vérité, à Paris et en France, les ressources en livres sont indignes d'une grande nation. Nous le prouverons, et, regardant alors Londres et l'Angleterre, nous verrons qu'au British des formalités d'entrée absurdes, invraisemblables, sont en fait à peine appliquées — parce qu'automatiquement le public est dégorgé sur d'autres établissements plus commodes.

Et, avant tout, c'est à la Ville qu'il faut s'en prendre. Les municipales devraient suffire à plus de la moitié des lecteurs de la Nationale. Mais elles n'ouvrent que deux heures, le soir, et qu'ont-elles ? Presque rien de sérieux !

Cependant elles prêtent à domicile. La lecture à domicile est autrement utile que celle sur place. Nous avons mentionné tout à l'heure les Schopenhauer abattus en une séance, Karl Marx en deux... Ce n'est pas de la nourriture, c'est un en-cas pris à un buffet de chemin de fer.

Ils ne peuvent peut-être pas, ces gens, rester ou revenir... Ils se bourrent en hâte, cela passe ou ne passe pas. Vite... on ferme !

§

Une grande salle de lecture *publique* va s'ouvrir dans quelques années à la Nationale.

(1) Depuis la réorganisation de mai 1908, le public a très vite ses volumes, et cela a plutôt désencombré la salle, car au lieu de rester là une heure à attendre, des gens qui n'avaient que quelques lignes à consulter, s'en vont tout de suite. Progrès énorme, que nous savions possible, mais pas à ce point ! — Peut-être cela ne se sait-il pas encore !

Avec Sainte-Geneviève cela fera deux, pour Paris. C'est très peu.

La Salle nouvelle qui se construit satisfera peut-être un peu ce public ignorant. Quels livres lui donnera-t-on? Ceci est en suspens.

Pour « satisfaire aux exigences » du public, il suffit amplement des cent mille volumes que l'on parle d'y mettre.

Pour donner au public les moyens de s'instruire, et de se tenir au courant de tout progrès des sciences, il n'est pas non plus besoin de plus de cent mille volumes.

Mais ce ne sont pas les mêmes!

Et on fera bien, aussi, de ne les point mêler. Un public éloigne l'autre, et l'ignorance domine, car elle est plus avide, plus impatiente, plus encombrante. Seules, de grandes bibliothèques spéciales peuvent fournir à la science une commodité réelle, et lui donner, par cela même, une impulsion.

Ah! que le public et la presse s'occupent donc moins des bibliothèques générales! Elles dépenseront toujours leur temps et leur argent à satisfaire des niaiseries. La grande lecture courante doit être donnée par des bibliothèques de prêt. La bibliothèque des Arts et Métiers, celle des Arts décoratifs, celle de la Chambre de commerce, rendent à elles trois des services plus grands qu'une bibliothèque qui a vingt fois plus de lecteurs. Elles sont, socialement, mille fois plus utiles. Là, le public a besoin non de flâner, mais de s'instruire. Là, un bibliothécaire peut connaître ses livres, tenir un bon catalogue, et conseiller utilement celui qui ne sait où trouver ce qu'il cherche. Là, enfin, le savoir le plus récent peut être offert; or l'industrie et la science ne demandent que l'actuel.

Nous venons de voir que la Nationale, au point de vue industriel et scientifique, est à peu près inemployée.

Cependant elle a le Dépôt légal et le seul budget de France qui permette à une bibliothèque de se tenir un peu au courant de l'étranger.

Elle possède donc des livres scientifiques et industriels, et des revues, qu'elle ne peut d'ailleurs communiquer que reliées, quand elles sont devenues à peu près inutiles. D'ailleurs, pas de catalogue, et pas de personnel au courant du mouvement scientifique.

Nous savons bien que la science qui sert là n'est qu'historique. — Alors, consacrez-la à l'histoire, complètement... —

Il s'est trouvé des professeurs — M. Aulard — pour demander cela, sérieusement.

Seulement l'histoire ayant accaparé toutes les bibliothèques de Paris et de France, même la générale, que restera-t-il? Car il nous faut :

1^o Des bibliothèques scientifiques ;

2^o Des bibliothèques libres.

Et quel espoir restera-t-il d'en avoir jamais, si le personnel, recruté par titres ou concours purement historiques, forme le vaste ensemble coordonné qu'on espère? Quelle bibliothèque échappera à l'Histoire?

§

Il y a un grand rôle très spécial pour la Nationale, c'est d'être une Réserve, de conserver ce qui ailleurs est éphémère.

Une seule bibliothèque en France a le droit, le devoir d'être un peu fermée, d'écarter le public gâcheur, de mettre quelque difficulté aux communications, car elle a le devoir de transmettre aux siècles prochains les livres qui lui furent confiés.

Et réserve aussi pour conserver tout, même ce qui semble sans intérêt.

Or, c'est contre elle seule qu'on se ligue pour réclamer toutes facilités, toute liberté, le prêt même, le dernier livre du jour et les renseignements de la vie courante.

C'est que seule elle est centrale, commode. Si le *Journal des Savants* coûtait un sou, on se plaindrait de n'y pas trouver de feuilleton.

Quand le public et la presse se plaignent de la Nationale, c'est à peu près ce qu'ils demandent.

Cependant nos municipales n'ouvrent que deux heures le soir, Sainte-Geneviève ferme de 3 à 6 et n'est pas riche; telle Faculté ne communique qu'un volume à la fois, le texte un jour, le dictionnaire pour le lire le lendemain... Quant à la province... hélas!

Et personne ne réclame.

Paris, de toutes les villes peut-être du monde civilisé, est celle qui fait le moins pour ses bibliothèques...

Et personne ne réclame.

Et pour tout dire, à part quelques exceptions techniques, on sait fort bien qu'il n'y a qu'à la Nationale qu'on a de petites chances de trouver ce qu'on cherche.

Si l'on crie tant après elle, c'est que c'est d'elle seule qu'on espère quelque chose...

C'est qu'elle est seule en France.

Nous avons commencé par elle, et elle doit tenir dans ce livre la plus grande place. Mais avant d'en parler plus complètement et de la comparer aux Nationales étrangères, il faut parler des autres ressources de Paris, des autres ressources de la France.

CHAPITRE II

PARIS

- I. — *Anarchie des bibliothèques de Paris : Absence de renseignements. Le Bottin, la Minerva, etc. On ne connaît que la Nationale.*
- II. — *Groupements possibles : Arts et métiers, beaux-arts, musique, droit, agriculture, anthropologie, etc.*
- III. — *Bibliothèques générales et bibliothèques spéciales. Avantages, nécessité de ces dernières au point de vue scientifique, et dans quelle mesure on peut en créer.*
- IV. — *Quelques bibliothèques de Paris : 1. Un lieu de jolie science qui se meurt : l'Arseual. — 2. Un vilain public : Sainte-Genève. — 3. La Mazarine. — 4. Un lieu de travail commode : la Chambre de commerce. — 5. Les Arts et Métiers et leurs deux prêtres. — 6. L'Association des étudiants. — 7. Sciences sociales. 1° Nécessité de grouper les documents statistiques, administratifs, etc. ; 2° Les journaux ou la science sociale du public. — 8. Musique. — 9. Touring-Club. — 10. Arts décoratifs. (I. Union centrale. II. Bibliothèque Forney). — 11. Musée pédagogique.*

I

ANARCHIE DES BIBLIOTHÈQUES DE PARIS

On a fait des statistiques effarantes pour savoir combien de livres les grandes villes de lecture mettaient à la disposition du public. On arrive à compter que des villes d'Allemagne et d'Amérique ont de 3 à 5 volumes par habitant quand Paris en a deux. Ce sont des enfantillages. Quels sont ces volumes, comment sont-ils communiqués ? Et quelle idée nette avoir sur les facilités d'une ville si l'on ne fait entrer en ligne de compte le prix courant des volumes en librairie, le nombre et la valeur des journaux et des revues !

Un officier studieux qui vient à Paris regrette souvent sa province. Il y avait le prêt beaucoup plus aisément : bien plus ! il faisait acheter, parfois, ce qu'il voulait au cercle ou à la Municipale.

Il y a tout à Paris, dit-on, mais il faut savoir le trouver. Poséder un livre dans une bibliothèque, mais ne pas pouvoir le trouver — c'est bien comme si on ne l'avait pas, et cela n'arrive que chez soi ou dans des établissements mal tenus. Mais

posséder des bibliothèques dans une ville — et ne pas pouvoir les trouver, n'est-ce pas un peu plus fort, pour une ville bien tenue ?

Or, Paris a tout, mais c'est comme s'il n'avait rien. Paris a tout, mais il n'a même pas un guide, une liste, le catalogue de ses bibliothèques. L'Etat dépense 100.000 francs pour les catalogues de l'une d'elles, et il n'y a pas un état des bibliothèques elles-mêmes.

Si, il y en a un, publié en Allemagne, et c'est d'après la *Minerva* que je vais renseigner le public, imparfaitement, sur les principales ressources de mon quartier. Mais la *Minerva* n'est pas complète, et ne parle que de grands dépôts scientifiques. A Berlin, on a un guide des livres de Berlin. Heures, conditions de prêt, richesses spéciales, renseignements. En outre la *Minerva* coûte 36 fr. et le public qui veut apprendre d'elle où se procurer un volume aura souvent moins cher d'acheter le volume même !

Le Bottin devrait donner ces renseignements. Ils y sont, en partie, mais disséminés, difficiles à trouver. Paris-Hachette donne de plus les heures d'ouverture, mais sans détails. Le Bædeker de Paris n'est pas un bon Bædeker. Le Joanne se fait bref pour l'imiter. Incomplet aussi l'Annuaire de la jeunesse. Toute une bibliothèque d'annuaires (Archives, Institut, Préfecture, etc.) n'arriverait pas à donner une demi-liste. J'ai été à l'Association des Etudiants, dont l'aimable président m'a remis un Annuaire qui, dit-il, « donne tout ». Il donne en effet les adresses, jours et heures de 33 bibliothèques sur les centaines qu'il y a à Paris, et ne fait nulle mention de celle des Arts décoratifs, du Touring-Club, ou des bibliothèques municipales ; mais sur celles dont il donne très exactement les jours et heures, aucun renseignement sur ce que l'on y trouve ou la façon d'obtenir permission d'y entrer. Les étudiants eux-mêmes ne s'intéressent pas à cela...

— Ce guide manque, faites-le.

Mais c'est fort difficile de travailler quand on travaille. Les bibliothèques ont des heures pour les rentiers. En outre, ce n'est pas la place, dans un gros livre, de faire cette liste qui devrait coûter deux sous, et qu'on devrait mettre en poche.

Enfin il y a une *Revue des bibliothèques*, il y a aussi la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, qui reproduit tout ce qui intéresse les bibliothèques, il y a un bureau des bibliothèques au Ministère... Que n'y a-t-il pas ! — Quelqu'un pour

nous dire où l'on trouve des livres, voilà ce qu'il n'y a pas.

Mais il y a la Bibliothèque Nationale.

Si peu que les Français aient besoin de lire, une seule maison suffit-elle ?

Passons sur l'attente, les incommodités diverses. On ne trouve pas à la Nationale :

1° Les annuaires, recueils statistiques, etc., documents indispensables à toutes sciences sociales, politiques, au commerce, à l'industrie, etc. On trouve les vieux, ou rien, c'est de même. En cette année 1907, l'Annuaire de l'Instruction publique, dont la Nationale dépend, est de 1906 ;

2° Les périodiques. Sciences, industries, commerce... On trouve les vieux ou rien ; c'est de même ;

3° Beaucoup de livres *étrangers*, parce que le budget d'acquisitions est ridicule, et *français*, s'ils sont publiés en Suisse ou Belgique ; même ceux de France manquent souvent, le dépôt légal étant imparfait.

Mais du moins les grandes richesses qu'il y a sont-elles utilisables ? Sans empiéter sur le chapitre *Catalogues*, nous savons fort bien que non : tout l'effort de la maison ne porte que sur un catalogue d'intérêt historique et les répertoires par sujets sont d'une insuffisance notoire.

Que l'unique Nationale serve à 36 millions de Français ou seulement 3 de Parisiens n'est pas en question. Qu'elle suffise à quelques savants d'autres spécialités que l'histoire ; voilà ce qu'on pourrait espérer et qui n'est pas.

Quelles sont les autres ressources de Paris ? (1).

Le Bottin indique :

1° Bibliothèque Cardinal, Bibliothèques des chemins de fer, du Quartier de l'Europe, des Livres-Echange, Bibl. paroissiale du VI^e arrondissement, Bibl. polonaise, Bibl. populaire (137, rue d'Allemagne) ;

2° 76 Bibliothèques municipales de Paris, plus la Bibliothèque Forney ;

3° 45 Bibliothèques populaires libres.

Aucun autre renseignement que l'adresse, sauf. pour la Bibliothèque Cardinal, une réclame : 160.000 vol., ouverte jusqu'à 9 heures du soir (pas les prix d'abonnement) — et Asnières, 8.000 vol. Pour les Bibliothèques publiques, voir Bottin-mondain.

(1) Pour l'ensemble de Paris et les détails sur ses bibliothèques, consulter l'Index.

Celui-ci indique suffisamment les heures et conditions d'admission des Bibliothèques suivantes :

Nationale, Arsenal, Assistance publique, Chambre de commerce de Paris, Comité de législation étrangère, Conservatoire des Arts et Métiers, Conservatoire de musique, de l'École des Beaux-Arts, Faculté de médecine, Louvre, Mazarine, Musée social, Muséum d'histoire naturelle, Office colonial, Opéra, Sainte-Genève, Bibl. des Sociétés savantes (à la Bibl. Nationale), Bibliothèque historique de la Ville de Paris, de l'Union centrale des arts décoratifs, de l'Université.

Ajoutons, surtout d'après la *Minerva*, dont la dernière édition, 1908, double presque les renseignements fort incomplets des précédentes, et nous force à remanier sur épreuves notre liste :

Bibliothèques Universitaires : Budget, 399.000 fr. Facultés des Lettres et des Sciences, à la Sorbonne, et les trois suivantes :

Faculté de droit : 80.000 vol. ; budget : 27.396 fr.

Faculté de médecine : 160.000 vol. ; budget : 37.000 fr.

École sup^e de pharmacie : 40.000 vol. ; budget : 12.600 fr.

Faculté de théologie protestante, aujourd'hui indépendante de l'Université : 12.360 vol. ; budget 5.300 fr.

École normale supérieure : 200 à 215.000 vol., 14 à 15.000 fr. par an pour achats, abonnements, reliure et fournitures. Répartie en un corps central et bibl. spéciales de chimie, physique, sc. nat., etc.

École des langues orientales : 55.000 vol. Budget : 2.300 fr.

École des Chartes : 30.000 vol.

École des Ponts-et-Chaussées : 100.000 vol. Budget, 5.000 fr.

Muséum d'histoire naturelle : 220.000 vol. Budget, 31.500 fr.

École de physique et chimie : 2.000 vol. (pour l'ensemble des laboratoires). Budget : 2 300 fr.

École nat. et spéciale des Beaux-Arts : 35.000 vol., 100.000 estampes. Budget : 8.000 fr.

École polytechnique : 60.000 vol. Budget : 16.000 fr.

— des mines : Catalogue : 2 vol.

— libre des sciences politiques : 25.000 vol., rente : 6.000 fr.

Bibl. des Avocats : 55.000 vol.

— de l'Académie des sciences de Cracovie (Bibl. polonaise).

École supérieure d'électricité : 3.500 vol.

Institut catholique : 150.000 vol.

Séminaire Israélite de France : 7.000 vol.

Institut : 330.000 vol. Budget : 31.000 fr., dont 7.670 acquisitions et reliures.

Musée du Louvre : 8.400 vol. (8.617 à l'inventaire). Budget : 5.000 fr. Acquisitions en 1907 : 100 vol.

Musée Guimet : 27.000 vol.

Musées pédagogique, des Arts décoratifs, de la Monnaie.

Musée social : 20.000 vol.

Bibl. historique de la Ville de Paris : 240.000 vol. Budget : 45.300 fr.

Bibl. du Comité de législation étrangère : 40.000 vol. Personnel : 7.000 fr. Matériel, 13.000.

Académie de médecine : 30.000 v. Budget : 2.900 fr.

Biblioth. administrative de la Préfecture de la Seine : 29.004 vol. (France), 21.777 vol. (étranger). Budget : 8.000 fr.

Observatoire de Paris : 15.000 vol. (Budget : 2.100 fr.), de Montsouris, de Meudon.

Bureau central météorologique (1.500 fr.), des Longitudes (1400 fr.).

Institut Pasteur.

Bibl. des Archives des affaires étrangères (80.000 vol.).

— — — du Ministère de la Guerre (130.000 vol.).

— de la Comédie-Française, 18.000 vol.

Bibl. de l'Opéra : 16.000 vol., 3.000 partitions, 60.000 estampes. Budget : 6.000 fr.

Il en manque encore (1) ! Ajoutez les Ministères, les Bibliothèques, des Ecoles de guerre, de marine, d'anthropologie, des Postes, de l'École centrale des arts et manufactures, spéciale d'architecture, supérieure de commerce (4.000 vol.), des hautes études sociales, Collège libre des sciences sociales, de la Cour de cassation, du Touring-Club, etc.

Toutes ces bibliothèques ne sont pas publiques, cependant on peut avoir accès dans toutes pour des cas graves. Il peut nous arriver une lettre en dialecte malais, en peuhl ou pehlvi.

Mais parler de ces bibliothèques d'école, sans en être, on croirait que c'est attaquer la vie privée...

C'est bien la vie privée de nos écoles, c'est leur bibliothèque

(1) L'Annuaire des *Bibliothèques et des Archives*, publié par M. Vidier, est paru en 1908. Il ne contient pas de table de *matière* qui serve au public, mais nous donne du moins une liste assez complète. Nous notons les bibliothèques suivantes :

B. de l'Alliance israélite. 20.000 v.

B. du Cercle de la librairie. 3.200 v.

B. du Conseil d'Etat. 26.000 v. Budget : 5.400.

B. du Conseil municipal, 20.000 v.

B. de la Cour de cassation. 36.000 v.

B. — des comptes. 10.000 v.

B. coloniale. 10 000 v. Budget, 3.000 fr.

B. des MINISTÈRES, notamment : *Affaires étrangères*, 80.000 v. 800.000 fr. et documents. *Colonies*, budget, 10.000 fr. *Finances*, budget 3.000 fr. *Guerre*, 130.000 v. Budget de matériel, 20.000 fr. *Justice*, budget, 9.000 fr.

Office colonial. 13.500 v. Budget d'achats et reliures, 1.000 fr.

Préfecture de police. 18.134 v.

Sous-secrétariat des postes. 28.000 v.

B. Victor-Cousin (à la Sorbonne). 26.000 v. Budget. 11.500 fr.

Enfin, outre les bibliothèques municipales, dont nous parlons ailleurs, les bibliothèques des hôpitaux à l'usage des malades, celles à l'usage des internes, qui forment un total de 66.000 v., etc.

que j'attaque en effet, car il y a des misères domestiques qui rendent impossible une vie publique utile.

Nos Polytechniciens apprennent beaucoup de choses. Trop, dit-on. En tout cas, ce n'est pas à se servir d'une bibliothèque, et leur ignorance à établir la littérature d'un sujet scientifique est souvent regrettable. Leur Bibliothèque est vieille, riche en beaux livres, et 60.000 volumes! La belle affaire! Elle ne s'augmente pas de 1.500 par an, tout compris, et les deux tiers lui viennent par dons. Mais qu'il y a donc de belles reliures!

Le crédit d'achats de 4.000 fr. n'a pas bougé depuis trente ans.

Très abandonnée jusqu'en ces dernières années, on y tente, paraît-il, une rénovation. Mais est-ce avec de tels budgets qu'on entretient une bibliothèque pour 3 à 400 élèves et 90 professeurs? 4.000 francs, y compris la reliure et les livres en multiples exemplaires, que tous demandent ensemble. On dépense 1.100 francs de périodiques... après, que reste-il? De quoi acheter quelques livres pour se distraire, et c'est ce qu'on fait. La Bibliothèque de l'École polytechnique (60.000 volumes) n'est plus digne de figurer dans une liste des ressources scientifiques modernes de Paris.

Nous devrions citer parmi les plus importantes et les plus utiles : l'École des mines, ainsi que les Sociétés des agriculteurs, des ingénieurs civils, etc.

Trois rien que pour les Colonies!

Et Saint-Sulpice, admirable bibliothèque de 80.000 volumes, qui va être partagée entre l'Etat et la Congrégation, c'est-à-dire disparaître.

Outre les Académies, la *Minerva* énumère 162 sociétés savantes, — sans compter l'Académie française — dont presque toutes sont pourvues d'une bibliothèque; plusieurs d'entre elles utilisent même l'hôtel de la rue Serpente, où elles pourraient bien se réunir sous certaines conditions. Tout spécialement les sociétés *anatomique*, d'*anthropologie*, *asiatique*, de *biologie*, *botanique*, *chimique*, *entomologique* (30.000 vol. et un catalogue), de *géographie* (60.000 vol., 600 atlas, 5.800 cartes, 22.000 photos), de *l'histoire du protestantisme* (60.000 vol.), de la *Sabretache*, celle des *Electriciens*, etc., *géologique*, de *linguistique*, *mathématique*, de *minéralogie*, de *physique*, *l'institut psychologique*, la *Société zoologique*... etc., pourraient-elles, sans diminuer les facilités qu'elles donnent à leurs membres, entr'ouvrir leurs bibliothèques au public et concou-

rir, ne fût-ce que pour la bibliographie, à quelque œuvre d'ensemble ? Ces sociétés seraient tellement bien désignées pour acheter les livres qu'il faut, et conseiller le public ! La Chambre de commerce se trouve-t-elle mal d'être publique ? Quelle bonne forme de subvention qu'un encouragement au libre accès de la bibliothèque, soit pour achat de livres, soit pour la simple permanence non d'un grand homme, mais d'un commis... Elles seraient les premières à bénéficier d'un « service » sérieux, qu'on sait bien qu'elles n'ont pas.

II

GROUPEMENTS POSSIBLES

Et nous aussi nous sommes bien incomplet, mais nous n'avons nullement voulu dresser une liste — seulement montrer l'utilité d'en dresser une. Il ne peut faire doute, pour quiconque a un peu vécu dans les bibliothèques, que le public des bibliothèques spéciales est infiniment supérieur à celui des bibliothèques générales. Si, à la Nationale, cinq cents flâneurs prennent la place des savants, si les fonctionnaires y sont surtout occupés à empêcher le public d'entrer, à chercher pour lui les « *Pipots de Rostang* (sic) », ou à identifier le pseudonyme de Champoreau, et autres besognes d'un semblable intérêt scientifique, seule l'organisation de bibliothèques libres débarrassera nos bibliothèques générales de leur cohue. Mais, même alors, jamais elles ne rendront les services exacts de grandes bibliothèques spéciales, pourvues de bibliothécaires connaissant leur fonds, instruits dans la science de leurs livres, capables de conseiller.

Cependant il ne les faut pas trop spéciales !

Les bibliothèques d'une toute petite science restent inconnues ; on ne sait pas où elles sont, quand elles ouvrent ; peu fréquentées d'ailleurs, elles ouvrent rarement ; on fait l'économie du gaz qui brûle pour rien ; le bibliothécaire s'habitue à n'être jamais dérangé, et le budget hésite avant de payer pour l'entretien d'un tombeau.

Ainsi — c'est le plus urgent — une bibliothèque d'Arts et Métiers aurait à Paris un succès et une utilité d'une importance telle pour notre industrie parisienne que la Ville, en la créant, ferait un bon placement. Celle qui existe n'est qu'un embryon.

Mais une bibliothèque d'horlogerie ne servirait à rien, même aux horlogers, parce qu'il n'y aurait pas de quoi la garnir de public tout le jour et le soir, et qu'on ne saurait pas qu'il y en a une. Il y a d'ailleurs quelques livres à l'École de la rue Manin.

Sautons aux Beaux-Arts. Je ne suis pas très sûr que l'École de ce nom encourage les arts, mais il est certain que c'est dans ce but qu'elle est créée. Alors je ne vois pas pourquoi elle encourage les arts de ceux-ci plutôt que de ceux-là, et pourquoi la bibliothèque des Beaux-Arts ne serait pas publique. Mais elle l'est peut-être ? On peut au moins s'y faire admettre ? — Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Quant les élèves officiels sont sortis et étudient en vue du bal des Quat-z-Arts, une foule d'artistes voudraient étudier, une foule de gens qui ne sont pas des artistes voudraient le devenir.

Les vols qui y ont eu lieu récemment sont une preuve du danger des bibliothèques fermées, réservées à des personnages importants.

Le regretté M. Bouchot avait désiré le transport du Cabinet des Estampes au Louvre, rapproché ainsi de la chalcographie et de l'intéressante Bibliothèque des arts décoratifs. C'est un projet qu'il ne faut pas perdre de vue, car, tôt ou tard, les Livres à la Bibliothèque Nationale voudront encore de la place et les Finances rêveront un palais plus digne d'elles que le Louvre. Voilà donc, dans un rayon d'un kilomètre, quatre services : Estampes, Beaux-Arts, Arts décoratifs, Chalcographie, qui, réunis, feraient la plus belle Bibliothèque d'art du monde, et qui végètent séparés. Quand je dis réunion, je ne parle pas de fusion. Il y a de plus huit bibliothèques de prêt artistique à Paris, sans lien entre elles. Cependant, parmi les dentelles, les étoffes, les estampes, les séries topographiques ou historiques des quatre grands établissements... que de doubles, que de manques !

Dans cette grande anarchie des bibliothèques de Paris, la liste des sociétés savantes donnerait déjà un essai de classification... Nous examinerons quelques spécialités au chapitre suivant. La musique, comme les colonies, a 3 bibliothèques. Une seule bonne rendrait trois fois le service des trois. 40.000 volumes du Comité de législation étrangère siègent au Ministère de la Justice. Le Ministère des Affaires étrangères s'y intéresse aussi. Et le Palais a autant de bibliothèques que de castes. La Cour de cassation a la sienne, les avocats la leur. La Faculté de droit en a enfin une bonne, toute neuve, et il y a la Nationale.

Cherchez cependant, vous, public, un livre de droit étranger, à Paris...

Non, il n'est pas toujours facile de se renseigner. Le Ministère de l'Agriculture aurait, me dit-on, une superbe bibliothèque, qui rendrait les plus grands services si, classée, ouverte au public, elle avait quelque fonctionnaire compétent, — ceci sans offenser l'honnête homme qui la garde, que je ne connais pas du tout, mais qui, m'assure-t-on, a su lire. Eh! bien, voici un *cancan* que je ne puis vérifier. Je laisse à un rédacteur du *Matin* le soin de se cacher la nuit pour errer dans les bâtiments bizarres de ce Ministère, et de suivre les dossiers, cartons, paperasses... jusqu'à la bibliothèque. Il en sortira peut-être, s'il prend les précautions du petit Poucet.

Pour ce qu'il s'en sert, le Ministère de l'Agriculture peut très bien se défaire de ses collections considérables. Il y a un Institut, des sociétés de toutes sortes, horticoles, agricoles, et tout ce qui s'y rattache, chimie spéciale, zootechnie, acclimatation, aviculture. Toutes les publications qui intéressent ces sciences s'entassent à la Nationale pour le plus grand profit des historiens futurs de l'agriculture au *xx^e* siècle, mais sans aucun profit pour les vivants, car, à tort ou à raison, un catalogue ou un classement méthodique n'a pu être fait, et, à part un fonctionnaire qui a quelques connaissances botaniques, mais se trouve chargé d'un autre service, les renseignements spéciaux qu'on peut fournir à notre établissement spécial sont fort élémentaires. La Société d'acclimatation tout comme le Ministère de l'Agriculture et les maraîchers de Gennevilliers auraient intérêt à posséder une bibliothèque générale d'agriculture, des fonctionnaires spécialisés et un bureau de renseignements. Sans doute le Ministre devra les chercher plus loin que les corridors de son Ministère envoie les renseignements dont il a besoin, mais il les aura *plus vite*. Il les aura sûrement, — on ne trouve presque jamais au Ministère, — plus propres — on pourra épousseter, — il les aura même le soir, après 5 heures, quand les Ministères ferment, car une grande Bibliothèque peut rester ouverte.

L'ethnographie, l'anthropologie, la science des religions auraient le plus grand intérêt à se grouper. Nous avons le Muséum pour les *sciences naturelles*, ce qui est trop. Les sciences de l'homme ont pris une telle place dans lesdites sciences naturelles qu'il y a commodité à leur faire une place à part. De grosses discussions seraient soulevées évidemment en

ce qui concerne l'archéologie préhistorique à isoler ou non de la paléontologie, de la linguistique à rapprocher ou non de l'ethnographie. Ou mettre le folk-lore, les dolmens ou les *crania ethnica*? A la Nationale ou en met une moitié dans l'histoire de France, l'autre dans la médecine. Ce n'est pas seulement la misère, en regard des vastes institutions de l'Allemagne, c'est l'éparpillement fâcheux de ces musées et bibliothèques. Il y avait des haches de pierre jusqu'à la Nationale, qui vient, non sans difficultés, de les prêter au Musée de Saint-Germain. Dans ces questions, les livres doivent être près du Musée.

La revue d'Anthropologie fait de bonnes affaires, donne un dividende, par la réunion de trois revues (anthropologie, ethnologie, Matériaux), qui, séparées, n'avaient qu'une existence précaire. Il en est de même des livres. Je ne parlerai donc pas des livres du Musée Guimet, du Trocadéro, du Musée de Saint-Germain, des sociétés diverses, de l'Ecole d'anthropologie, des Hautes-Études. Tout un groupe de sciences, dont quelques-unes sont presque neuves, pourraient se réunir pour avoir à Paris une grande bibliothèque avec toutes les facilités que peut donner un vaste établissement. L'Institut Smithsonian, à Washington, les musées nouveaux de Brème et Cologne en Allemagne montrent l'effort immense que fait l'étranger dans ces sciences de l'humanité. A Paris, on n'arrive même pas, ayant le local et les collections, à avoir un musée. Le Trocadéro, m'a-t-on dit, ferme parfois, quand le personnel a la grippe. Est-ce vrai? Cependant, à défaut de science, songeons à la démocratie; si un musée amuse le peuple, c'est bien celui-là.

Je ne parlerai pas des sciences historiques, parce qu'elles sont bien servies. Elles ont tiré à elles la plupart des bibliothèques; il y en a une spéciale à l'histoire de Paris. L'histoire a pour elle des commissions, des groupes remuants. Je ne crois pas qu'il y ait dans ce sens d'autre effort à faire que de prendre des mesures contre l'envahissement, et j'en dirai autant de la littérature, critique, histoire de l'art et autres divertissements.

Ainsi l'état des livres de Paris est à proprement parler l'état anarchique. Une organisation s'impose, dont nous ne pouvons donner ici que des suggestions.

Mais avant de prétendre centraliser la France, Paris aurait bien dû se centraliser lui-même.

III

BIBLIOTHÈQUES GÉNÉRALES ET BIBLIOTHÈQUES SPÉCIALES

En résumé, l'instruction supérieure ne peut être bien donnée que par des bibliothèques *spéciales*, pas trop spéciales, mais suffisamment, et la mesure en est donnée non arbitrairement ou théoriquement, mais par des faits : il faut et il suffit que la bibliothèque justifie la dépense d'un local central, commode, ouvert du matin jusqu'à 10 ou 11 heures du soir, et le traitement de fonctionnaires en nombre proportionnel. Ceci est en dehors des bibliothèques courantes, générales, où l'on trouve les livres de distraction, les renseignements usuels, et tout ce dont il est parlé à propos des *Free public Libraries*.

Résumons les énormes avantages des bibliothèques spéciales :

1° Commodités d'heures, de lieu, de notoriété. On sait où s'adresser, et c'est *toujours* ouvert.

2° Les bibliothécaires connaissent leur fonds. Et non seulement les savants qui dirigent, mais les commis subalternes finissent par savoir.

3° Possibilité d'un catalogue raisonné, d'un classement méthodique. On trouve ce qu'on cherche, du moins sur un sujet, on sait ce qu'il y a.

4° Conséquence de 2° et 3° ; la bibliothèque spéciale devient le meilleur bureau de renseignements possible. Elle est outillée en gens et en livres pour conseiller. Elle répand son influence au loin, par correspondance. L'Allemagne et l'Amérique nous montrent en cela l'exemple. A quelques luminaires qui ne font pas voir bien clair, on substitue un foyer intense, qui rayonne.

5° Le public de flâneurs est écarté. Plus ou moins, tous ceux qui viennent ont besoin de venir. Des facilités beaucoup plus grandes peuvent être données au public, allant dans certains cas jusqu'à la recherche des livres sur les rayons.

6° Le prêt. Il est très facilité. Souvent, aussi, il devient moins utile, puisque l'on peut venir à toute heure. Actuellement un membre de société est obligé d'emprunter un livre, profitant de l'heure où le bibliothécaire est là et souvent il n'aurait besoin que d'une heure pour consulter ce livre. Une bibliothèque spéciale est mieux à même qu'une autre de juger de la possibilité de prêter en province, parce qu'elle connaît les gens qui empruntent, le livre qu'elle prête et les autres lecteurs possibles de ce livre.

7° En relations constantes avec les savants ou ouvriers de tout genre, France et étranger, elle est mieux renseignée que toute autre pour ses achats. Auteurs, éditeurs, adressent forcément à elle leurs propositions aussi bien que le public ses demandes. Elle ne peut ignorer. Une Nationale, aurait-elle toutes les commissions du monde, sera toujours, çà et là, incompétente.

8° Elle reçoit des dons. — On ne donne pas parce qu'on ne sait pas à qui donner. La Nationale, où tout s'engouffre, refuse parfois des legs qui, simple encombrement chez elle, seraient des trésors pour un établissement spécial. Les « villes natales » n'ont ni argent ni science pour conserver telles collections. Paris est une grande ville natale, et cependant le XVI^e arrondissement a gardé des années, inutile, dans un grenier, l'admirable collection d'Edelestand Duméril, qui, dans ce même XVI^e, au Musée Guimet ou au Trocadéro, aurait fait le bonheur des gens. Mais quand il mourut, Duméril ne pouvait prévoir ces musées. Il n'avait qu'un but : sauver ses livres spéciaux de la fosse commune.

§

M. Massé, dans son rapport du budget de 1904, disait :

Persister à vouloir garder des bibliothèques générales, les maintenir, les étendre, ce n'est pas servir la science, c'est la nier, c'est lui nuire, car c'est tenter une œuvre impossible. Seuls des spécialistes administrant des bibliothèques spéciales, se tenant au courant des bibliographies de quelques-unes seulement des sciences, peuvent rendre des services.

S'il s'agit de créer des bibliothèques spéciales, voilà une œuvre sublime, qu'on se hâte, qu'on agisse ! Mais comprenez bien le rapporteur du budget, il ne s'agit pas de créer, mais simplement de détruire. Une série de petites bibliothèques coûteraient beaucoup plus cher qu'une grande. Certes, il serait temps que la générale, trop grosse, accouche d'une succursale. Mais comptons que cela fera deux bouches à nourrir. Si un fort supplément de budget ne s'ajoute, vous tuez la mère et l'avorton n'est pas viable. Si vous ne désirez faire à la science une place à part que pour la faire encore plus petite, méconnaissez-la, ô rapporteur de budget ! méconnaissez-la.

M. Aulard, historien, ne la méconnaît pas. Il lui fait une place spéciale, et combien large, — dehors. Dans un article

du *Siècle*, il propose tout bonnement de vouer la Bibliothèque nationale à l'Histoire.

Elle est toute désignée, elle est prête pour cela. Parbleu ! les autres aussi. Depuis cinquante ans elles sont toutes dirigées par des paléographes. Mais quelles bibliothèques spéciales seront réservées au reste ? La Bibliothèque *historique* de la ville de Paris sera-t-elle désignée pour la Chimie ? M. Aulard ne s'inquiète pas de la Chimie. Qu'on l'ôte de la Nationale. Elle l'y gêne. Si ridicule que soit une telle prétention dans une ville qui a tant de ressources pour l'histoire et si peu pour le reste des connaissances humaines, elle vaut la peine qu'on y pense sérieusement, non seulement parce qu'elle montre l'étrange conception que se font de la science des spécialistes de bonne foi, et le grand danger dont l'Histoire menace nos bibliothèques, mais parce qu'elle dénonce, et pour en profiter, le peu d'utilité scientifique du plus gros tas de livres du monde.

On peut aller loin dans cette voie, et dire : il n'y a pas de bibliothèques générales : il n'y a que des bibliothèques spéciales et d'une seule spécialité : l'histoire. Le point de vue des chartistes, qui considèrent tout dépôt de livre comme leur domaine, se justifie comme le point de vue de la Mort qui considère tout corps comme sien. Toute bibliothèque devient historique, tout livre est de l'histoire en puissance...

Eh bien ! des bibliothèques spéciales, de l'unique historique spécialité, en vérité nous n'en 'avons que trop. Il nous en faut de plus générales.

Disons pourquoi :

1° Est-ce sérieusement qu'on ose le mettre en doute... il est utile de persister à garder au moins une bibliothèque Nationale générale, où l'on soit assuré de trouver tout. C'est d'abord, qu'elle existe, et qu'il ne suffit pas de trouver insuffisante une chose qui existe pour la supprimer ; 2° qu'il y a bien des points qui ne rentreront jamais dans la classification des bibliothèques spéciales. Prenons l'histoire, seule bien pourvue à Paris, et la géographie, qui a une salle spéciale à la Nationale même. A chaque instant il faut recourir de l'une à l'autre. Et la géologie aurait besoin des deux.

2° A côté des bibliothèques scientifiques, il en faut d'autres, pour tout le monde. Il ne faut pas détourner, comme c'est la tendance de tous en France, des bibliothèques publiques vers

une spécialité. L'accaparement historique de nos bibliothèques s'est fait ainsi. Quand elles ne sont ni assez riches ni assez spéciales pour avoir une vraie importance technique, la spécialité n'est qu'un moyen d'écarter le public qui trouble le repos de quelques archéologues. Nous n'accusons personne. Il y a des tendances involontaires. Non, la plupart de nos budgets généraux ne suffisent pas à donner à de très petites spécialités une valeur scientifique. La question ne se pose pas avec ces budgets-là, qui ne sont que des budgets de vulgarisation. Priver toute une ville de livres pour n'y avoir qu'une bonne bibliothèque de chimie, est très défendable, mais à condition que réellement cette bibliothèque de chimie soit utile à la chimie, et que d'autres villes portent leur effort sur d'autres sciences, et qu'il y ait une organisation du prêt, de ville à ville... mais, en fait, nous savons ce qu'il en résulterait. C'est la réalisation du rêve de cet historien de la Révolution, — de la Révolution qui a une bibliothèque pour elle seule à Paris. C'est la confiscation de toutes les bibliothèques publiques de France au profit de la spécialité historique. Et c'est déjà aux trois quarts fait... Réclamer tant de bibliothèques spéciales n'a pas pour but, croyez-le, de donner aux sciences les livres qui leur manquent, mais de débarrasser les bibliothèques générales des livres scientifiques qui les gênent, des livres pour lesquels on demande des catalogues qui ne seraient pas des catalogues orthodoxes, et exigeraient des connaissances que l'on n'apprend pas à l'Ecole des Chartes.

3^o Enfin, il faut qu'une bibliothèque soit fréquentée. C'est une condition de progrès, de conservation des livres, de service même. Il faut qu'un public suffisant justifie la présence et l'attention d'un service spécial et des heures d'ouverture.

§

Il nous faut des bibliothèques spéciales ;

Il nous faut des bibliothèques libres.

Spéciale ou libre et générale — c'est là la distinction qui doit remplacer la distinction absurde de savante et populaire.

Nous n'avons pas ouguère des unes nides autres. Faut-il ajouter qu'il serait très désirable que quelques-unes des *spéciales* soient ailleurs qu'à Paris, que nulle ville de province ne peut espérer lutter contre notre Nationale, mais qu'en se spécialisant elles pourraient créer des centres intellectuels de premier ordre? Est-ce que Marseille et Bordeaux ne devraient pas être

plus riches que Paris au point de vue colonial, Lille au point de vue industriel ?

C'est avec horreur que l'on cite le fait qu'il y a encore des villes de provinces — deux — où l'on peut étudier mieux qu'à Paris de très petites branches de l'histoire naturelle...

Cependant on fonde toujours à Paris, on fonde de tout, dans le plus grand désordre, Paris pour la marine, Paris pour le chinois, Paris pour l'agriculture...

Au moins peut-on espérer y trouver *toutes* les ressources de travail ?

Nous venons de voir qu'on en est bien loin. Les immenses ressources de Paris sont dans un tel désordre qu'elles sont en partie inutilisées.

Nous insisterons sur quelques-unes d'entre elles.

IV

QUELQUES BIBLIOTHÈQUES DE PARIS

L'Etat entretient, outre la Nationale, 3 grandes bibliothèques : l'Arsenal, Sainte-Geneviève, la Mazarine. Le budget de personnel leur est commun : 147.000 fr. en 1907.

1. *L'Arsenal.*

Une bibliothèque qui se meurt.

Elle avait en 1850 onze fonctionnaires, elle n'en a plus que cinq, et ces cinq ne sont pas tous de purs hommes de lettres.

Un demi-million de volumes (la plus riche de Paris après la Nationale), des collections de journaux de première importance et qui se continuent, — des manuscrits, de belles reliures... et des salons somptueux.

Il n'est pas encore question de démolir ces lambris, ni d'éparpiller ces collections, puisque... Je ne sais pas trop s'il n'en fut pas question. Il est déjà question de les cataloguer. L'inventaire des églises effraya à bon droit les catholiques.

Peut-être ai-je tort, ici, de parler de l'Arsenal. Le silence convient si bien à ce palais d'un autre âge ! Ne vais-je pas réveiller les convoitises qui rôdent ?

Cependant s'il faut que chacun joue son rôle, qui donc peut mieux jouer le sien que l'Arsenal ? Quelle bibliothèque sera

mieux désignée pour les poètes, les riches reliures, les textes précieux...

Avec le fonds Lavallière et les 25.000 pièces du fonds nouveau, l'Arsenal a peut-être 80.000 pièces de théâtre, la plus belle collection du monde. Le fonds nouveau compte 23.000 volumes de vers, 20.000 romans. Son éloignement la sert. On y vient peu lire du roman courant. Mais tous les vieux auteurs sont là, complets. Nulle maison ne se prête mieux aux études littéraires. Ce ne sont pas les jardins où s'élève le temple de Gnide, mais le salon de la Duchesse du Maine conserve le style d'un temps d'élégance et tels livres du Prince de Soubise ont ici, depuis plus d'un siècle, la même place.

La République peut respecter les intentions du fondateur, qui voulut que cette librairie fût la sœur de celle du roi. « M. de Paumy, plus libéral encore que ne le sont nos bibliothèques publiques, ne s'enquérirait même pas du nom des personnes qui venaient consulter ses livres. »

Mais, depuis trente ans, la République a comme décrété la ruine de l'Arsenal, puisque, dans un temps « où tout renchérit », le budget du personnel est tombé de 31.200 francs (1880) à 22.600 (1906), et certes, pour qui aime sa maison, l'abbé de Rive, bibliothécaire du duc de la Vallière, peut être envié par M. Henri Martin, bibliothécaire de la République, qui a rédigé le catalogue des manuscrits de l'Arsenal, et écrit la très intéressante histoire de l'Arsenal. On avait au XVIII^e siècle 20.000 livres à dépenser par an, et pas moins de 86.000 à telle grande vente. Le comte d'Artois, avant d'acheter la Bibliothèque du marquis de Paumy, consacrait 15.000 livres par an à la sienne.

La Révolution aussi fut généreuse. Et les conditions de l'Arsenal différaient-elles? Non. Le rapport du 1^{er} messidor an IV dit de cette bibliothèque « qu'elle n'est point nécessaire au quartier, qui n'est pas un quartier studieux », mais que cependant « elle ne doit pas être morcelée par la raison que la plupart de ses catalogues sont imprimés et répandus à l'étranger, qu'elle en est plus intimement connue que la Bibliothèque Nationale elle-même, dont les catalogues ne sont pas achevés ».

Le 9 floréal an V, le Directoire faisait de l'Arsenal une Bibliothèque nationale et publique, avec 4 fonctionnaires, payés 4.500, 4.000, 2.400, 2.400, mais il y eut en plus 6 employés. Elle avait alors 110.000 volumes. Elle a aujourd'hui

plus de 600.000 volumes et 5 fonctionnaires, dont les derniers touchent 3.000 et 2.600...

La 3^e république est plus riche que la première. Mais elle est aussi plus avare.

L'Arsenal, jusqu'aux jours de sa décadence, apparaît moins comme une salle de lecture que comme un foyer de culture, un centre de lettres et de jolie érudition, disons le mot : un salon, celui que fréquentèrent Hugo, Lamartine, Musset, Dumas, Balzac, Sainte-Beuve, Vigny, Delacroix, Liszt. C'est la maison de Charles Nodier et du bibliophile Jacob.

Charles Nodier coûtait 4.000 francs à l'Etat. S'il n'en avait usé que pour tenir salon, un tel salon, l'État n'eût pas fait là une mauvaise dépense. Point n'est besoin de parler des richesses de l'Arsenal acquises en ce temps, de la collection de théâtre qu'Alexandre Duval, homme de théâtre, y forma. Le groupement naturel de gens de lettres et d'artistes autour d'une bibliothèque, groupement libre, sans rien de scolaire ou d'académique, fut, on peut le dire, une bonne affaire pour la France. D'autres bibliothèques servent un plus grand nombre de gens, et nous sommes loin des millions de lecteurs des librairies publiques de Boston ou New-York... Ici on ne compte pas les lecteurs, on les nomme...

Il ne faut pas croire du tout que l'on soit très moderne en faisant de toutes les bibliothèques des sortes de vastes buffets de chemins de fer. Nous pouvons le dire, puisque dans tout ce livre nous réclamons des bibliothèques libres, publiques, modernes. Nous demandons des bibliothèques pour tous, pour les savants, même s'ils ne sont pas historiens, pour les commerçants, pour la foule. Nous en demandons même pour les gens qui ne sont pas pressés.

Ce n'est pas la faute des Américains s'ils le sont tant, c'est une maladie dont ils se soignent, et les plus récentes constructions, Minneapolis par exemple, ont arrangé des salles qui sont des salons intimes, où chacun pose son fauteuil où il veut, l'un près de la fenêtre, l'autre près de la table sous la lampe, l'autre au coin du feu. L'Arsenal serait assuré de vivre, là-bas loin dans l'Ouest, si l'on pouvait acheter ses meubles et ses livres avec le lot de grands hommes qui y tinrent salon.

On y logea même des bas-bleus.

Notre historien de l'Arsenal, l'actuel conservateur, n'a point pardonné cela. Que faisait M^{me} de Genlis à l'Arsenal...

« Pendant plusieurs années cette dame occupa à l'Arsenal un logement, sans droit et contre le gré de tous. »

Mais avant de mourir « ce fut une joie pour le vieux bibliothécaire... d'assister au départ de M^{me} de Genlis, qui quitta l'Arsenal dans l'été de 1811 ». Au bord de la tombe, le vieux bibliothécaire pardonna-t-il ? Ceux de ce temps ne pardonnent pas.

Je ne défendrai pas M^{me} de Genlis. Je sais la dame encombrante : J'ai eu ses œuvres complètes. Mais par ce séjour prolongé et si mal accueilli, on peut juger des villas Médicis qu'on proposa pour les gens de lettres, afin d'utiliser ces locaux et ces collections sans emploi en y logeant et entretenant des littérateurs. Même défunts, même femmes, quelle haine contre eux ! Cependant la splendeur de l'Arsenal vient uniquement de ses bibliothécaires-gens de lettres, et cette gloire imprègne les vieux murs. Ceux même, me disait M. Funck-Brentano, qui étaient entrés là comme simples archivistes se sentaient attirés par l'air de la maison, et leurs travaux exacts prenaient une allure littéraire.

L'Arsenal a jeté un dernier éclat avec M. de Heredia, qui a reconstitué les salons, exhumé les belles reliures, et qui est mort avant d'avoir rendu tout son grand air à la maison. On aurait pu voir là s'assembler des poètes. Il y avait tout pour cela : de l'élégance, du silence.

Mais le silence, justement, le silence des vieilles choses ne crie-t-il pas dans Paris moderne ! le silence obstiné agace l'oreille des agités.

On n'a pu tolérer des ruines dans Paris, les belles ruines des Tuileries et de la Cour des comptes, tolérera-t-on longtemps cette sorte de tombeau où quelques érudits viennent prier ? On a bouché la porte de la caserne qui donnait sur la rue ; le silence gênait sans doute les gendarmes d'en face ?

C'est ce silence qui fait la « Question de l'Arsenal ».

Et la seule façon de vivre de l'Arsenal et d'être une « question », une question qui se posa sous l'ancien Régime, que tous les gouvernements, un siècle durant, ont posée et que la République est en train de résoudre en coupant les crédits.

L'Annuaire statistique de la ville de Paris nous donne pour 1905 un total de 605.359 volumes.

Le nombre des volumes ou brochures acquis dans l'année est de 1.480, dont 1.156 vol. venus par le dépôt légal, 57 dons

et 267 acquisitions. Je lis bien deux cent soixante-sept. Une famille aisée en achète plus que cela. Les entrées de 1903 n'étaient que de 1.171.

Les lecteurs auraient été au nombre de 26.093 et on aurait communiqué 64.978 pièces en 1904, 19.753 lecteurs et 55.175 pièces en 1905. C'était 17.149 lecteurs en 1896, 14.865 en 1900.

Il est évident que l'Arsenal ne sert pas à grand'chose au public. Sans rappeler ce conservateur qui raccrochait, dit-on, et payait une douzaine de lecteurs pour venir le jour d'une inspection, sans mettre en doute, mais sans accepter le gros chiffre de statistique que je lis dans l'Annuaire, je crois qu'à cinq francs la place, l'Arsenal ne ferait pas ses affaires. Il n'a jamais été question qu'il les fit. Il y a un siècle, ce n'était déjà plus « le quartier ».

Beaux vieux livres et manuscrits sont bien là et nulle part ailleurs ne seraient mieux. A côté de ces trésors vieillissent sans beauté un tas de livres dont le fondateur de l'Arsenal lui-même, M. de Paumy, disait, il y a deux siècles, que les livres vieux de deux siècles ne sont plus bons à grand'chose.

Les crédits actuels ne permettent pas d'entretenir sérieusement la bibliothèque en vue d'une étude quelconque.

Fermer boutique, disperser les livres. Honteuse solution qui réjouirait beaucoup de gens, même dans les autres bibliothèques. Ce serait un vandalisme sans bénéfice. Les autres bibliothèques n'ont pas de place pour les recevoir, pas d'argent pour cataloguer. Déménager, construire ailleurs... Argent! argent! Aucune solution — sauf le feu pur et simple — ne serait économique, ne ferait à l'Etat l'économie de pingre qu'il veut gratter par là.

Réduit tel qu'il est à une pension de retraite, on pourrait bien laisser végéter l'Arsenal. Il ne coûte pas cher. Les cinq qui le gardent suffiraient à conserver sa mémoire. On ne recevrait plus de livres nouveaux. Le public, qui se fait encore un peu représenter, négligerait à la longue cette formalité, et l'inspecteur viendrait une fois chaque printemps s'assurer que tout n'est pas mort là-dedans...

A quoi bon? — A ceci :

Il y a des seigneurs qui, tombés dans la misère, gardent néanmoins précieusement, au prix de plusieurs diners, et mettent au Mont-de-piété, s'il fait trop faim, mais ne vendent

jamais — un habit propre, reste d'élégance passé. Sans doute il ne sert pas, hélas ! il se démode, et d'année en année on espère moins le remettre... Mais si la chance cependant revenait une fois... ? — Eh bien ! elle peut venir ! on a de quoi la recevoir.

Ainsi il y a des gens qui ne désespèrent pas que la France retrouvera son orgueil intellectuel, et daignera payer outre son pain quotidien — bonnes bibliothèques courantes, utiles, pratiques, modernes, — sa vieille gloire et son luxe, les beaux salons pleins de beaux livres que des gens éminents viennent vous offrir eux-mêmes : ce qu'a été, ce que doit être l'Arsenal.

Et l'on s'apercevra alors, si l'on a conservé un mince budget à ce palais démodé, que ce fut un bonheur qu'il y ait eu en France une telle bibliothèque dans un quartier peu fréquenté ! L'on s'en apercevra quand les livres de la Nationale, culottés, gras, incomplets, seront présentés sous verre non plus pour leur valeur, mais par soin hygiénique ! quand on verra que les livres qu'on lit s'usent, que ce qui vit meurt. Alors le frère cadet, l'Arsenal, sera là pour payer les dettes de son aîné, qui devait garder les livres, et qui les garde mal. Et peut-être alors songera-t-on à ce rôle plausible de l'Arsenal, justement parce qu'il est peu fréquenté : conserver les livres précieux ! conserver les journaux fragiles...

Quand l'instruction des foules aura rendu les bibliothèques publiques inabordables, on trouvera aussi qu'il était bon de conserver aux érudits quelque endroit « pas trop fréquenté » où ils auraient des facilités qu'on ne peut leur donner dans les cohues.

Enfin — nous reviendrons sur cette question des sinécures, — nous rappelant ce qu'ont été les fonctionnaires de l'Arsenal, non des rentiers, mais des propagateurs de jolie science et d'élégante érudition, nous comprendrons que les divers gouvernements, roi, empereur, république, choisissaient mieux que la Société des gens de lettres ceux qu'il fallait encourager. Oui, l'Arsenal, avec trente mille francs d'appointements, rendait des services que cent mille francs de prix académiques ne rendront jamais ! Il faisait vivre une demi-douzaine de savants et maintenait « un salon influent », créait un centre, un foyer de culture.

En attendant ce jour, des ministres démocrates peuvent sans déchoir garder à cette bibliothèque de roi devenue républicaine le même budget qu'un particulier, comte d'Artois, lui allouait au XVIII^e siècle, bien avant de devenir le Roi.

2. *Sainte-Geneviève.*

L'Arsenal est la seconde bibliothèque de France par le nombre de ses volumes. La Bibliothèque Sainte-Geneviève est la seconde de France par le nombre de ses lecteurs, qui, de 109.700 en 1886, s'est accru ainsi :

1898	440.034	lecteurs.	201.979	pièces	communiquées.
1899	449.313	—	212.548	—	—
1900	463.542	—	232.006	—	—
1901	447.882	—	222.429	—	—
1902	438.287	—	240.023	—	—
1903	474.133	—	282.419	—	—
1904	482.254	—	311.425	—	—
1905	497.252	—	308.186	—	—

Dans ces chiffres figurent 8 à 10.000 volumes de la réserve et 5 à 600 manuscrits par an. Les ouvrages les plus demandés sont d'abord le droit, puis la médecine, puis les sciences mathématiques, puis la littérature française, enfin l'histoire et la sociologie. C'est là une prédominance tout à fait rare dont on peut aisément voir les raisons : proximité de l'École de droit et nombre effrayant des étudiants en droit : 4.720 sur 11.871 étudiants qu'il y a à Paris.

Je fis mon droit vers 1890 ; dix ou quinze fois en trois ans je voulus aller à la Bibliothèque de la Faculté de droit, pour laquelle je versais des droits. Pas une seule fois je n'y trouvai de place. Mais cela a dû changer. La Bibliothèque de l'École de droit a été reconstruite et magnifiquement aménagée ces dernières années, art nouveau, dernier genre. Cependant voici la preuve qu'elle ne suffit pas.

3.089 étudiants en médecine... A la Faculté de médecine, on n'a droit qu'à un volume à la fois ! Alors on se rabat sur Sainte-Geneviève. La Sorbonne est réservée aux Russes, à l'histoire et aux lettres. Les 1.341 étudiants en sciences se rabattent sur Sainte-Geneviève. En somme, Sainte-Geneviève fait la suppléance des Ecoles et de l'Université dont les bibliothèques sont insuffisantes, comme la Nationale fait la suppléance des populaires.

Le nombre des lecteurs augmente, chaque année, mais il est à peu près à limite. La salle est bondée.

Les étudiants savent trouver à Sainte-Geneviève plus de liberté, plus de commodité qu'à leurs écoles, des livres plus

neufs, et des catalogues. Il y a des catalogues par matière, sales, mais commodes.

Le nombre des volumes était, au 31 décembre 1905, de 248.000, plus 80.000 brochures. Il ne dépassait guère 100.000 il y a cinquante ans, et relativement aux autres bibliothèques de France, ossuaires démesurés, les volumes de Sainte-Genève sont *bons*.

Il peut paraître étrange que ce soit Sainte-Genève, et non les bibliothèques spéciales, de médecine notamment, ou les bibliothèques de Lyon ou Marseille, qui reçoive le second exemplaire des volumes scientifiques provenant du dépôt légal. C'est ainsi, et c'est le seul accroissement sérieux de la maison. Sur 7.962 articles, quelques-uns bien modestes, reçus en 1905, le dépôt légal en apportait 5.116, les concessions de l'Etat, des villes, des universités et de l'étranger 2.036, les achats ou abonnements n'entrant que pour 810, chiffre encore plus faible qu'en 1904. Le budget d'achats, reliures, entretien, etc., est, pour 1907, de 32.636 fr. C'est dire qu'aucune science, aucune partie d'une science ne peut être étudiée complètement à Sainte-Genève, qui ne peut se tenir au courant des travaux étrangers. Une seule spécialité : les lettres scandinaves, et peu d'argent pour la maintenir.

Bibliothèque d'étudiants et de vulgarisation que l'Etat paye à Paris, en plus du reste, alors que la Province paye les siennes ou s'en passe.

Sainte-Genève, qui offre des périodiques courants assez nombreux, qui est ouverte le soir, peut seule donner une idée à Paris de ce que sont les *free libraries* anglaises. Il n'y aurait qu'à mettre au rez-de-chaussée la salle la plus fréquentée, quitte à montrer l'escalier monumental à moins de gens, puis à construire une salle pour les journaux, à organiser le prêt, à ne pas ennuyer les gens avec des bulletins, à ne pas limiter le nombre de volumes demandés, à mettre le tout dans un quartier plus fréquenté et enfin à ne pas fermer aux heures où il y aurait le plus du monde. Car, par une bizarrerie invraisemblable, Sainte-Genève ferme à 3 heures pour rouvrir à six!

De 10 à 3, de 6 à 10. Pourquoi 10-3, 6-10, je cherche vainement le rythme de ces formules, 10-10 forme une répétition disgracieuse, mais 9-10, 9 du matin à 10 du soir, comme en Angleterre, manque-t-il d'harmonie?

Des fonds? Il en faudrait bien peu, quelques heures de quelques fonctionnaires... Et elles ne valent pas cher.

On a eu tout temps de s'apercevoir à Paris des heures où le public peut venir lire. On en a bien peu profité. C'est dans le rapport de 1886 que je prends les chiffres de 51.464 de dix à trois, 55.926 de six à dix. Tout laisse croire que c'eût été 50.000 de plus de 3 à 6, de même que l'ouverture de 6 à 10 de la Nationale doublerait net l'utilité de l'établissement.

Dans ce même rapport, M. Lavoix se félicite que, « depuis six semaines », il n'y a pas eu de disparition d'ouvrages...

Le public d'étudiants, jeunes bourgeois français, est le pire des publics. Alors que les populaires ne perdent pas 3 pour mille, que la bibliothèque Forney laisse sans danger fouiller dans ses cartons, on m'assure que le public de Sainte-Geneviève décourage absolument tous les efforts.

C'est cependant là qu'il semble qu'on ait rêvé le libre accès du public aux rayons, puisque la Salle de Labrouste, toute en longueur, avec une arête au milieu, est entièrement garnie de livres à hauteur d'homme. Les livres, on devrait les prendre soi-même. Non, une barrière empêche. En se penchant, avec de bons yeux, on lit les titres. C'est toujours mieux que rien. Cela donne des suggestions de lecture un peu plus précises que les catalogues, d'ailleurs commodes, mais sales, quoique cartonnés et encollés, — sales...

Il faut ici un Larousse relié en fer, attaché par une chaîne comme au moyen-âge, et un lavabo obligatoire à l'entrée.

Quelques villes d'Amérique et même d'Angleterre ont fort bien réalisé l'accès libre du public aux rayons. Il nous faut avouer, ici du moins, que le public parisien n'est pas mûr pour de telles commodités, et ne mérite pas cette confiance.

3. Mazarine.

La Mazarine dort le long de la Seine, et on la confond avec la Bibliothèque de l'Institut. On la conserve, voilà tout. On lui envoie, concurremment avec l'Arsenal, quelques ouvrages littéraires du dépôt légal. Des gens tranquilles la fréquentent. Il en vient dix mille par an (10.254, 10.079, 10.366 de 1903 à 1905). Ils ne demandent guère plus d'un volume (12.956, 13.534, 15.985). Les livres reçus sont 2.452, 1.593, 2.590. Plus riche que Sainte-Geneviève en nombre (254.905 volumes), elle est loin d'offrir les mêmes ressources aux études modernes.

Voici les dernières statistiques des demandes :

	1904.	1905.
Histoire et géographie.....	3.763	4.176
Belles-Lettres et philologie.....	3.093	3.193
Périodiques, Dictionnaires.....	1.137	2.126
Sciences physiques.....	1.086	1.030
Sciences morales.....	1.034	1.159
Divers 897, droit 436, théologie 248...	Prêt au dehors : 246.	
Le Budget de matériel est de 14.035 fr		

4. *Chambre de commerce.*

Il ne faut pas confondre, comme on le fait souvent, avec le Tribunal de commerce. Et l'Ecole supérieure de commerce et l'Ecole des Hautes Etudes commerciales qui est supérieure à la dite supérieure, et l'Office colonial dans le même quartier... tout cela a des bibliothèques. Mais Paris a, d'ailleurs sans s'en douter, une excellente *Bibliothèque de commerce*. Eclairée, ouverte jusqu'à 5 heures, riche actuellement de 38.000 volumes (14.000 ouvrages), elle reçoit 627 revues, dont 118 à ses frais, et ces revues, on peut les y consulter de suite. C'est le seul endroit de Paris où l'on peut consulter des annuaires étrangers et même français un peu frais. Il y en a un joli lot à portée de la main. Enfin, située à côté de la Bourse, elle est on ne peut plus centrale.

Si la *Nationale* était aussi commode, il faudrait des charges de cavalerie pour empêcher d'entrer. La Commerciale, à côté, n'a que vingt places. Elles ne sont jamais remplies.

Mais la Commerciale n'est pas publique. En fait, les gens propres y entrent comme ils veulent et la formalité des cartes n'est que préventive, en cas d'affluence ou d'abus. Mais c'est la bibliothèque des membres de la Chambre, qui peuvent y emprunter livres et revues à discrétion. Le public n'y est que toléré.

Cette bibliothèque a eu ses jours de prospérité.

Le public y est admis depuis 1830. En 70, elle avait 5.000 lecteurs; le chiffre baissa ensuite, puis, en 1882, où l'on décida de l'ouvrir le soir, et où les membres de la Chambre eurent conscience qu'il leur incombait un devoir de propagande, elle prit un essor rapide. En 87 elle communiquait 44.000 ouvrages à 27.938 lecteurs.

Elle était vraiment commode. Un député, M. Rouanet, me disait : Je ne trouve rien à la Chambre, rien à la Nationale ; il n'y a que là que j'ai des documents récents, tout de suite. Pas besoin de titre exact. Le bibliothécaire les connaît...

Elle a brûlé en mars 1899.

L'incendie ne lui a pas fait un tort immense, matériellement. Elle rouvrait le 15 novembre 1900, ayant sauvé 5.791 volumes et reçu des dons nombreux, mais elle ne devait pas redevenir aussi publique. Les membres de la Chambre avaient perdu l'habitude de considérer leur bibliothèque comme devant être ouverte à tous. On rogne, et quelques-uns supprimeraient bien les crédits. La direction n'est plus indépendante, mais rattachée au secrétariat, qui s'occupe de cela et d'autre chose. Et puis vingt places, qu'est-ce que vingt places ! On ne sait pas qu'il y a là une bibliothèque et, si on le savait, il la faudrait fermer de suite ! On a renoncé aux séances du soir, mal fréquentées. Il n'y a pas d'asile de nuit dans le quartier.

C'est une chose regrettable qu'on ne puisse ouvrir au public une salle de lecture sans la voir envahie par la misère. On me dira que, dans ce cas, un asile de nuit est plus utile qu'une bibliothèque. Immédiatement oui. Le besoin est plus urgent, et nul n'a désiré si ardemment un livre qu'il ne désire du pain, du feu, un abri. Mais croyez bien que l'étude a tiré de misère plus de gens que la charité n'en peut sauver.

Les travaux de la Chambre de commerce, année 1900, contiennent des pages intéressantes sur la classification et la bibliographie spéciale du commerce, que l'on devrait bien faire étudier à l'Ecole des Chartes avant de donner cette Ecole comme une école de bibliothécaires.

De telles bibliothèques, nettement spécialisées, peuvent adopter des classements qui seraient impraticables dans des bibliothèques générales. Douanes, musées commerciaux, offices de renseignements, expositions, voies de communication, voilà ici des groupes commodes, des espèces, qu'un bibliothécaire peut connaître. Il pourra y trouver, sans recherche de titre exact, ces rapports, procès-verbaux, projets, tarifs et autres que nos grandes bibliothèques classent au premier mot du titre, ou au nom d'auteur, ou à la direction dont elles émanent, ou à un mot typique à deviner, dépensant en fiches et renvois dix fois plus d'argent que les livres ne valent, sans qu'on soit sûr de les trouver si on les demande, et sans qu'on puisse les indiquer à qui en a besoin et les ignore. Dans de telles librairies le bibliothécaire n'est pas le directeur de conscience que rêvent d'être les librarians américains, il n'a pas charge d'âme, mais donne des conseils précis, pratiques, des renseignements positifs. Le public oisif ne vient pas ici. Nous trouvons

26 avocats ou docteurs en droit, 18 ingénieurs, 14 représentants, 9 employés de commerce, 7 industriels, 7 professeurs, 7 fonctionnaires de Ministère, 1 membre de l'Institut et une dizaine de *divers*. Des procès, des questions de propriété industrielle ont évidemment amené le plus grand nombre de gens. Les ouvrages les plus consultés sont ceux de Législation et de Jurisprudence générale, les revues de législation. Puis viennent les annuaires et tableaux statistiques, la géographie, les colonies, les Rapports consulaires, les cotes de bourse et de banque, etc.

Vingt places... Se peut-il? Une ville comme Paris!

J'en ai connu, des commerçants. Je ne parle pas d'armateurs, ni de grands épiciers, mais de petits fabricants, des boutiquiers même. S'ils avaient su... En vérité, il y en a des cent mille à Paris, qui, chaque jour, ont besoin d'élucider un point de droit, de connaître la cote d'un marché, un tarif de transport ou de douane, des adresses étrangères... S'ils savaient qu'il y a un établissement où se trouve tout cela, où gratuitement on vous conseille, où l'on vous met en main juste le livre qu'il faut...

Quelquefois ils songent bien à une bibliothèque. Mais il n'y en a qu'une, n'est-ce pas, la Nationale! Elle attire de loin les mouches comme une lampe. Coût : une journée perdue. Voilà nos commerçants guéris pour quelque temps de ce qui est national et des bibliothèques.

Certes la Commerciale est une des mieux tenues que je connaisse ; ce n'en est pas moins, pour Paris, une misère. Une décision de particuliers peut nous la fermer ; et déjà la fermeture à 5 heures doit gêner bien des commerçants. C'est une faveur, une gentillesse de quelques messieurs qui permet au public d'en jouir, et il ne faudrait pas que cela se sache trop...

Si une collection historique, si les archives mérovingiennes étaient placées sous ce régime précaire, des volumes seraient écrits pour régulariser cela. Il y aurait un comité de défense scientifique, et une commission d'enquête, et un comité de surveillance. Des bibliothèques populaires trouvent aussi des apôtres, non seulement par politique électorale, mais par prosélytisme, besoin de régenter, de répandre quelque chose de soi. L'art tout court et le décoratif trouvent aussi sinon beaucoup d'argent, grand'foison d'inspecteurs, propagandistes, conférenciers. Il n'est pas un rayon et quatre volumes dessus, s'il s'agit d'histoire, de lettres, de bavardage esthétique ou cri-

tique, qui n'ait ses conservateurs, même bénévoles, et les inspecteurs de ces conservateurs, et les directeurs de ces inspecteurs et les unificateurs de ces directions ! Quel beau silence autour d'une librairie de commerce ! La Revue des bibliothèques l'ignore, le ministre n'est point saisi de réclamations à son sujet, la Commission des bibliothèques n'a pas songé à y mettre un examen d'entrée pour s'assurer que les bibliothécaires commerciaux ont des connaissances en paléographie. Enfin la Presse, qui vocifère tant contre la Nationale, lui demandant ce qu'elle ne peut donner, ignore la Commerciale, n'a pas un article pour en faire valoir l'importance, et ni le gouvernement ni la ville ne s'aperçoivent qu'en dotant le commerce de documents prompts et justes, en ayant en un mot des marchands renseignés, un Etat, une ville, font une bonne affaire.

5. Arts et métiers.

Et là aussi la Ville, l'Etat feraient un bon placement.

Si l'embryon qu'est la Bibliothèque de la Chambre de commerce, où l'on trouve du moins déjà les annuaires, tarifs, recueils de droit *du jour*, rend déjà quelques services, et pourrait en rendre tant ! — que dirai-je d'une bibliothèque d'*arts et métiers* ?

Trouver dans un quartier de travail les livres nécessaires à toutes les professions que la science peut développer, donner au mécanicien, à l'électricien, à l'horloger, au charpentier, non les livres d'apprentissage, — il doit les acheter, et en tout cas les bibliothèques de quartier doivent les prêter — mais les livres de haute culture technique, les inventions neuves, les revues étrangères, les modèles coûteux, tout ce qui peut faire enfin de l'ouvrier parisien le premier du monde, et d'un inventeur, patron, contre-maître, ingénieur, le plus instruit, le plus au courant de ce qui se fait... — N'est-ce pas un des premiers devoirs d'un Etat qui vote un budget d'encouragement à l'industrie... ?

Oui, une telle bibliothèque, avec des bibliothécaires qui connaîtraient les métiers — pas le leur seulement, — qui sauraient aussi les langues étrangères, un bibliothécaire électricien, un autre pour les matériaux de construction...

Maintenant, si vous êtes pressé, ce qui doit être le cas pour

un homme de métier ayant peu d'heures de libres, ne descend pas à la station du Métropolitain qui s'appelle « Arts et métiers » ; ce nom vous induirait en erreur. Poussez jusqu'à Saint-Lazare, prenez le train du Havre et passez l'Atlantique.

Vous trouverez là-bas, dans une bibliothèque ouverte à tous, « vous trouverez, dit M. Carnegie, manufacturier, l'expérience du monde entier jusqu'à sa plus récente date, sur toute question de mécanique, de chimie, de hauts-fourneaux — tous les *records* du monde. » Et cela ira plus vite que les chercher à Paris.

Ce n'est pas qu'il n'y ait aux Arts et Métiers un musée bien amusant, resté à peu près tel qu'il y a vingt ans, et qui ne se doute pas de ce que sont en Angleterre les musées industriels avec ces machines de démonstration qui marchent, et que le public est *prié de toucher*. Certes, vous y verrez peu les progrès de l'industrie française, mais vous y verrez son histoire, ce qu'a été l'Invention dans notre pays. Enorgueillissons-nous de notre Grand Passé. Il y a là autant de gloire, Messieurs, qu'aux Invalides ! Eh ! oui, ce passé rend fier. Il excite ou bien il dispense de travailler, suivant que l'on a l'orgueil actif ou paresseux, mais s'il donne l'envie de travailler, il n'en donne pas les moyens.

J'oublie qu'il y a là une chapelle, pour prier. C'est la bibliothèque. L'art gothique a paru convenir merveilleusement à la bibliothèque d'arts et métiers modernes. Vous pourrez y lire la *Revue des Deux Mondes*, la *Revue politique et littéraire*.

Ces lignes étaient écrites, d'après des souvenirs déjà un peu anciens, et je n'avais d'autre remords de les publier que la crainte de voir accuser d'insuffisance — autre que l'insuffisance numérique — les fonctionnaires que, pour renseigner Paris sur tout ce qui concerne technologie, mécanique, physique, industrie, etc., on a tout de suite mis deux.

Deux, dans cette église, l'un pour la messe, l'autre pour vêpres...

— Mais les Arts et Métiers sont changés, me dit-on. Il y a des livres étrangers récents, des revues et un catalogue...

J'y retournai donc. Les préparatifs de cette expédition absorbèrent plus de temps que je n'avais pensé, il était trois heures cinq quand j'arrivai. On ferme à 3. La porte de la chapelle n'était cependant pas fermée à clef, et le bedeau nettoyait. Je fus saisi d'abord par l'aspect d'un mandement sur les murs,

annonçant qu'un catalogue était à la disposition des lecteurs. Sur la table il y avait le dernier n° de l'*Engineering*, et, quoique ce fût fermé, le bedeau m'autorisait à rester là jusqu'à son départ. Je ne rêvais pas ?

Non, je voyais le catalogue, le gros, bardé de cuivre et qu'on ne permet pas à n'importe qui de toucher. avec de la belle calligraphie sur Hollande, indiquant les auteurs, formats, dates, et autres histoires dont j'aurais dit que le public se f... si je n'étais dans un lieu saint.

Déjà je levais les yeux vers les ogives pieuses dont l'élégance fait rêver les fidèles de la technologie, quand des livres d'aspect moderne, presque coquets, vinrent distraire mes yeux, comme une profanation. Alors je fus témoin d'un prodige et je ne puis encore dire si je n'ai pas été l'objet d'une illusion. Il y avait même deux exemplaires, et... comment dire cela...

Ce catalogue était écrit avec une machine à écrire.

Mes quinze ans de bibliothécaariat me descendirent dans les jambes... O les quelques cent mille fiches que j'ai pu recopier en plusieurs exemplaires, de mon écriture spéciale, fine, exacte... Oh ! ces ogives, là-haut, cette voûte à nervures...

— Monsieur, je m'en vais, me dit le bedeau qui mettait son melon et son cache-nez. Ce soir à 7 h. 1/2, ou demain de 10 à 3...

Je compris cette division du temps, on ne peut pas infliger à ces voûtes de trop fortes doses de modernité, on intercale des récréations.

Je jetai les yeux sur ce catalogue de matières, je vis un rapport sur les douanes, un livre sur les associations, un 3^e sur la pêche à la baleine, un 4^e sur la soie... Sur chaque sujet que je cherchais... Miracle ! c'était un catalogue méthodique !

Il y avait une dizaine de volumes. C'était clair, lisible, maniable. Chaque section était divisée de façon commode : — A, les livres français, B, les livres étrangers. Les sections me semblaient un peu vastes ? Non ; un ordre chronologique aidait les recherches.

Que d'efforts, que de beaux efforts dans ces pauvres bibliothèques de France ! Car elle est bien pauvre, pour « les Arts et Métiers » de Paris, cette chapelle-bibliothèque. Les arts décoratifs sont autrement cossus. Ici l'on voudrait l'accès aux rayons. Il y a tant et tant et tant de brochures, d'articles de revue à découper, à classer en gros volumes, par sujets... Il y aurait là des mines d'invention, comme les échantillons de tissus aux

Arts décoratifs. Et les heures, les heures d'ouverture... On compte, fin 1907, 44.900 volumes. Combien de récents?

On dit qu'il n'y a pas de place. Il y en a à revendre. Qu'est-ce que font ces murs?

Vous croyez que c'est beau, des murs?

Il y en a des murs, dans ces Arts et Métiers. Et pour arriver à la chapelle, quelle histoire! Traverser la cour, ouvrir cette petite porte... Qu'y a-t-il derrière? Un W.-C.? Un logement? Une cave? — Non, la bibliothèque. Je me rappelle être resté là un bon moment pour voir. La moitié des gens n'osait pas entrer. Quelquefois un gamin entr'ouvrait la porte, jetais un coup d'œil et se sauvait.

Il allait raconter son audace : Ah! La bonne farce! Figurez-vous... Il était entré dans la Bibliothèque!

Ce n'est pas du tout écrit, sur la porte, que c'est permis.

Je ne puis que rappeler l'immense quantité de journaux, revues et livres industriels qui se perdent à Paris, s'entassent dans des bibliothèques non publiques et dans des sociétés qui ne se soucient pas de les conserver, sans compter que je verrais peu d'inconvénients à ce que les livres et périodiques industriels, entre autres, avant de s'enterrer à la Nationale, fissent un stage dans un lieu où ils serviraient à quelque chose.

Tout cela, des rêves! il faut admirer, admirer avec pitié, mais admirer, l'effort fait par la misère de nos bibliothèques, et les Arts et Métiers sont admirables, pitoyablement admirables...

— Voilà des efforts remarquables. Je n'en ai jamais tant vu en France, et je vous remercie, ai-je dit au bedeau en chapeau melon. Ce catalogue est un travail énorme.

Il y a combien de fonctionnaires, ici?

— Il y en a deux. Il y a le Bibliothécaire, et il y a le Bibliothécaire adjoint.

Ah! oui, l'un pour la messe, l'autre pour vêpres... Les Arts et métiers, à Paris.

6. *L'Association des étudiants.*

Avant qu'elle déménage pour un palais officiel, j'ai tenu à revoir l'A, la seule A, la vraie A : l'Association générale des étudiants, que je connus à ses débuts, il y a vingt ans. J'y allais lire les revues, les journaux...

L'A est avant tout une bibliothèque.

On y lit toujours les revues, les journaux. On ne pourrait pas relire les mêmes, parce qu'ils ne sont pas conservés. L'A. reçoit, et gratuitement, plus de 40 journaux de Paris, autant de province, 8 des colonies, 9 étrangers, 20 illustrés. Tout cela est perdu. Depuis vingt ans ce serait là une belle collection pour l'histoire moderne.

Des 200 revues qu'elle reçoit, bien peu sont conservées et classées. L'entretien de la bibliothèque, reliures comprises, revient à 1.000 francs. C'est bien peu, mais l'A n'a que 2.200 membres, pas le quart des étudiants à Paris. Elle a bien grandi depuis vingt ans, rajouté des étages, séparé ses salles, qui sont toutes en somme des bibliothèques, en Périodiques, Romans (1.900 vol.), Droit, Lettres, Médecine, etc. Ces divisions simples, qui sont celles des Facultés, pourraient être conseillées à de grandes bibliothèques. Tout cela est pratique, intelligent, sale et bruyant. Aucun élève des Beaux-Arts n'a concouru à la décoration des salles; à défaut, un futur hygiéniste aurait pu passer une couche sur les dorures pourries des murs.

Il faut cadenasser les armoires, on vole beaucoup.

Je dis cela, non sans quelque orgueil, car j'ai donné jadis des livres. On les a appréciés: ils n'y sont plus. Cette impression de désordre, de mauvaise tenue, m'a choqué davantage parce que je venais d'Oxford et d'Edimbourg, et le manque de propreté, de confort, me frappait moins encore que le *manque absolu de goût artistique*.

Les ignobles salles d'il y a vingt ans ne se sont pas ornées. Pas un bibelot, pas un tableau, pas une gravure n'a masqué la crasse sur les murs. Il y a une petite collection d'objets légués dans la salle de médecine, des os, je ne sais quoi, c'est sous clef: les camarades sont si soigneux... Quel hall d'étudiants à l'étranger n'aurait une humble chose d'art? A la caserne, nous en avions.

On nous promet merveille, dans deux ans. Il y aura des peintures de Willette, qui n'est plus jeune, et des apothéoses de Mimi-Pinson, une grand'mère.

Savez-vous pourquoi on ne fait aucun effort? C'est parce que l'Etat et la Ville doivent ériger un Palais des étudiants. Vastes terrains, 400.000 francs... On fait grand en France, mais, en attendant, on vit petit. Le Palais futur dispense de nettoyer la niche présente.

Je souhaite succès à la Maison des Etudiants. Puisse-t-elle ne pas être trop belle, pour ne pas faire regretter l'inconfort

familier. Sans doute c'est un bon emploi de l'argent public que d'élever une maison hygiénique, confortable où les étudiants puissent manger, vivre en commun, trouver la lumière, le feu, l'amitié.

Si cependant ils se l'étaient créée eux-mêmes !...

Ces grandes conceptions dédaignent un des plus grands besoins de l'homme : l'espoir. Des années un provisoire décourageant nous a bernés ; soudain la fortune vient qui nous vole l'avenir. Les étudiants n'auront plus rien à espérer, la salle toute ornée leur imposera son luxe. Ils n'auront jamais orné leur temple de leurs mains, hier parce qu'on devait le faire, demain parce qu'on l'aura fait.

Souhaitons que la nouvelle A soit plus soigneuse, conserve ses périodiques et même ses romans. Cela vaudrait bien l'orgueil légitime des banquets que président MM. Loubet ou Francis de Croisset, et les hautes manifestations d'art que signale le rapport annuel, et dont « nos camarades se rappelleront longtemps : la représentation de l'Olympia où nous avons pu applaudir, dans Paris-Fétard, la belle musique... »

7. *Sciences sociales.*

I. — L'exemple d'un député socialiste se documentant à la Chambre de commerce n'est pas un cas unique ; tous ceux qui ont eu à faire une enquête précise sur un sujet d'actualité ont pu constater que les bibliothèques des grands corps de l'Etat (Chambre des députés, Sénat, Ministères, Conseil d'Etat, Cour des comptes, etc., etc.), et la Nationale avec — ne valent pas une bonne petite bibliothèque commode, dans un quartier central, ouverte tard, ayant des documents neufs et sachant les trouver.

Chaque administration est jalouse d'avoir sa bibliothèque à elle. On ne saurait trop dire combien c'est naïve vanité.

L'unique bibliothécaire ne peut être toujours là ; il s'absente quelquefois : il faut attendre. Greniers encombrés. Poussière. Et le bibliothécaire, que la bibliothèque n'occupe pas, fait autre chose. Quel ennui de déranger un homme qui travaille !

Car tout le principe de la vie de fonctionnaire tient entre ces extrêmes : il a à répondre à un public incessant, — et dès que le public le laisse en repos, il s'ennuie ; ou il n'a presque jamais à répondre au public ; il fait donc autre chose, et dès que le public vient, le public l'ennuie. Voyez les guichets du

chemin de fer, quand la distributrice a le temps de faire du crochet.

Les gens qui ont encore l'habitude bien démodée de garder des livres chez eux — croyez-en une sincère expérience — ont souvent plus vite fait d'aller demander dans une bibliothèque tel opuscule qu'ils ont acheté ou conservé, tel article de journal, qu'ils ont, ils le savent bien, découpé soigneusement et collé... — mais où diantre l'ont-ils mis ?

Vous en doutez ? — Quel jour vous êtes né, et votre père, votre grand-père... Peut-être avez-vous des archives de famille ? Beaucoup de citoyens électeurs n'en ont pas, et le service des registres de l'État civil rend à ce propos service à pas mal de gens. Il n'en est pas autrement d'une foule de renseignements indispensables à la bonne marche de l'État : ils ne peuvent être fournis avec quelque certitude que par un service organisé spécialement.

Il n'est point question de politique ; tous les partis ont besoin de faits et de chiffres, aussi vrais que possible. Or, Paris a en documents statistiques, administratifs, etc., une richesse incalculable. Mais il l'a mise en tant d'endroits qu'elle est plus qu'incalculable : introuvable.

Que chaque administration ait près d'elle un certain nombre de livres courants ! Il y a des livres que chacun doit avoir sur la table, mais soit par l'illusion que ce qui est plus près est plus vite trouvé, soit pour créer des emplois de bibliothécaires dont on n'a nul besoin, les administrations s'encombre de collections. Il faudrait une bibliothèque suffisamment commode de tous. Il faudrait une bibliothèque suffisamment grande pour qu'on soit sûr d'y trouver ce qu'on cherche. Dans un cas urgent, un Ministre envoie à la Nationale pour consulter un document qui doit être au Ministère, qui doit être à la Chambre, qui doit être aussi dans six ou sept autres bibliothèques de Paris. Mais on n'a pas le temps de s'en enquérir. A la Nationale seule on est sûr de trouver. Mais elle n'est pas éclairée le soir, ne doit laisser sortir aucun livre, que des doubles, et ne peut communiquer d'actualités. Et tout le monde n'est pas ministre.

Je ne nie aucunement l'utilité spéciale de chaque petite bibliothèque, — mais j'ai été à même de juger des effets, de voir l'embarras très grand de spécialistes fort instruits, bien au courant des ressources de Paris, d'hommes politiques et même de journalistes absolument consciencieux, — il y en a,

— et de la difficulté que j'avais à les conseiller, n'osant dire : allez là, sans être même bien sûr que la porte sera ouverte.

Nous verrons quels services rendent aux Etats-Unis ces bureaux bibliographiques, qui publient à chaque instant des listes de livres à lire sur toutes les questions qui doivent venir en discussion.

Les Etats-Unis ont rapproché la Bibliothèque générale et le Congrès. Il leur a semblé que les députés devaient avoir à leur disposition tous les livres. Nous décrivons un peu la bibliothèque de Washington. Cet exemple nous conseille de ne pas supprimer la bibliothèque de la Chambre de nos députés à nous, d'abord parce qu'ils ont grand besoin de lire, puis, la reconstruction de la Chambre étant décidée en principe, il y aurait peut-être là une occasion d'établir une grande bibliothèque. Ce serait une bibliothèque très complète et *publique*, — à côté. On ne touche pas à la salle de lecture actuelle, ni aux peintures de Delacroix, ni aux dix ou vingt mille livres et recueils urgents spéciaux, qu'il y faut, même en double emploi, — mais non en le sextuple ou décuple emploi actuel, qui ne donne pas à Paris une vraie bibliothèque de sciences politiques et sociales.

Il y a donc les Ministères, Conseils, Chambres, Corps d'état, n'oublions pas l'Office du travail, les divers bureaux de statistique, et, passant à la Ville, l'Assistance publique, la Préfecture de police. La Bibliothèque administrative de la Préfecture de la Seine est bien montée, a un catalogue imprimé. Il y a les écoles des sciences politiques, des sciences sociales, des hautes études sociales. Il y a enfin le Musée social, fondé par le comte de Chambrun. Il y a pas mal de bibliothèques de syndicats, de groupes politiques, sans lien pratique entre elles, — celles de la Faculté de droit, maintenant qu'il y a un doctorat économique. Celles du Palais.

Ainsi, dire qu'on n'a pas tout ce qu'il faut à Paris pour étudier serait un mensonge, mais dire que l'on peut étudier à Paris, c'est autre chose. Certainement l'énumération ci-dessus est incomplète; elle est trop longue, s'il faut que chaque nom en soit connu par tous ceux qui en ont besoin. Si vous la complétez par les heures, les formalités d'entrée, les manque-en-place, reliures et autres phénomènes bibliothéconomiques, vous ne serez pas au bout de vos peines. Et nous renonçons.

Continuons à parler de nos députés, chers au peuple. Ils ont donc chez eux comme ailleurs des facilités de prêt et de

recherches qu'on ne peut donner à tous ; mais ils ont le plus grand intérêt à ce que le service de leur bibliothèque dépasse de beaucoup leur petit service personnel, qu'elle soit publique, ou voisine d'une publique et en relevant directement. Ils y ont tellement intérêt que si un autre terrain était plus favorable, et que là s'établît une bibliothèque sérieuse comprenant tout ce qui intéresse les sciences politiques et sociales, avec un groupe de bibliothécaires instruits, non en paléographie, mais droit, statistique, administration, des bibliothécaires spéciaux eux aussi et au courant de l'actuel, et en rapport constant avec les bibliothèques plus spéciales encore, entièrement techniques (commerce, droit, chemins de fer, agriculture, etc.) — c'est là qu'ils iraient. Leur augmentation récente leur permet des voitures et ils travaillent souvent par leurs secrétaires. Une belle grande bibliothèque spéciale rendrait donc plus de services à *toutes* les administrations, elle serait *pour la France* un bureau de renseignements de premier ordre, chacun la connaîtrait, y aurait recours soit par correspondance, soit par visite, pour ces mille questions qui stupéfient les bibliothécaires actuels, et sont cependant d'un tel intérêt pour les affaires d'un pays. Enfin elles permettraient aux étudiants actuels de se rompre au maniement des recueils qui intéressent les études supérieures en sciences sociales, politiques, économiques, et pour lesquelles les écoles et facultés sont notoirement insuffisantes.

II. — Dans ces aperçus sur les bibliothèques de sciences sociales, l'on n'a pas cru devoir insister sur l'utilité des livres pour les députés. Nous avons imité la sagesse du Parlement anglais, qui n'a pas cru devoir poser la question si les *lords* en état d'ivresse devaient siéger ou non. L'ivresse est ignorée, au moins d'elle-même ; ignorons l'ignorance.

Cependant il est un groupe de spécialistes en science sociale, supérieur évidemment aux députés, puisqu'il les nomme, dont l'instruction, certes, n'est plus à faire, mais dont les vastes connaissances encyclopédiques incontestées auraient parfois besoin de recourir à des livres. Ce sont les électeurs.

Ils sont traités avec un mépris sympathique. Sans doute les bibliothèques sociales, paroissiales, abondent. Il y a des cercles catholiques d'ouvriers, de libre-pensée, des universités populaires, foyers du peuple, des ligues, des fédérations, qui toutes ont leur petite bibliothèque confessionnelle. Divisées en

apparence, toutes ces fédérations pourraient se fédérer en une : *l'Œuvre nationale de prédication des convertis*.

Nous aurons à reparler de ce sujet à propos des *free public libraries*. La bibliothèque libre, établie aujourd'hui dans la plupart des peuples civilisés, doit dispenser le peuple de toutes ces ignorances spécialisées. Chacun doit y trouver son catéchisme, sa bible, le budget de sa ville, comme celui de son pays. Bien des mensonges électoraux n'auraient pas lieu si des livres suffisants étaient à la portée des électeurs. Une affaire Dreyfus n'aurait pas duré si longtemps si des salles de journaux existaient comme en Angleterre. Que de fois fut-il prouvé en ce temps-là qu'il suffisait de changer une fois le journal de quelqu'un pour lui faire entendre raison ! Une entreprise de mensonge peut durer des années, mobiliser toutes les forces d'un pays, elle ne peut faire que ce qui est vrai ne le soit pas. Nous avons encore beaucoup d'affaires Dreyfus. Il en est surtout de financières. Lorsqu'un seul journal met en doute le crédit d'une nation amie ou alliée, sans doute les porteurs ou acheteurs de fonds donneraient bien un sou pour le lire, mais ils ignorent. N'oublions jamais qu'il suffit qu'un homme par hasard ait démontré une vérité pour que souvent tout un groupe en soit ensemené.

Nos bibliothèques populaires ou municipales s'interdisent les journaux ; elles ont tort.

Elles s'interdisent les ouvrages de piété, les œuvres de parti, les violences, elles ont archi-tort. Qu'après cela elles se plaignent de ne communiquer que des romans, elles auront encore tort. Elles doivent appeler à elles tout et tous.

Il fut beaucoup reproché à l'auteur d'un projet de théâtres populaires de ne pas s'être inquiété de ce qu'on y jouerait. C'est qu'il faut distinguer ce qui doit vivre de ce qui est inerte. Quand on sème, on ne verse pas une plante dans un moule. Cela ne veut point dire qu'on ne puisse la modifier, redresser, forcer, émonder. Mais un peuple n'a que le théâtre et les bibliothèques qu'il mérite. Ceux qui ont des idées précises, des opinions fermes sur ce qu'il faut au monde, peuvent couler dans ce moule du bronze éternel, et même lui donner l'apparence de la vie, mais ce bronze jamais ne marchera tout seul.

P. S. — Ces derniers jours M. Camille Pelletan, président de la Commission sur l'impôt sur le revenu, a affirmé que cet

impôt existait et prospérait en Amérique. M. Harduin a soutenu que non. Le Journal *le Matin* a gravement été caêcher trois « experts » pour trancher la question... Trois phénomènes : des gens qui connaissent les lois des Etats-Unis !

Qu'un journal ose imprimer une telle querelle, n'en sentez-vous pas de honte, vous, Messieurs les membres de la Commission et inspecteurs généraux des bibliothèques françaises ?

Ne sentez-vous pas qu'avant de publier le Catalogue de nos Incunables il y avait une *question bibliographique nationale* assez urgente ? Il y a à la Bibliothèque de Washington un service organisé pour répondre non seulement aux députés et journalistes, mais à n'importe qui, gratuitement. Nous n'en sommes pas là. S'il y avait seulement une bibliothèque publique avec un catalogue utile... !

Il n'est venu à l'idée de personne en France de demander ce renseignement à un livre.

Ce livre existe à Paris. Mais le chercher... Hélas !

8. Musique.

La Bibliothèque nationale, le Conservatoire et l'Opéra se partagent la Musique à Paris et l'on peut dire en France. La *Scola Cantorum*, pourtant, commence à avoir aussi des livres de musique. Il y a aussi à Paris les bibliothèques de quartier, presque toutes pourvues aujourd'hui d'une petite section musicale, qui chiffre, pour l'an 1903, 76.112 prêts. Le chiffre tombe à 67.029 en 1905. Rares sont celles qui offrent cent partitions à choisir. On en a vite fait le tour, et l'on s'inscrit par subterfuge à plusieurs quartiers.

Il y a les abonnements musicaux. A Reims s'est établie une maison importante, qui expédie des paquets de musique même à Paris, où je n'en sais pas de sérieuse. Tout cela ensemble n'est pas riche. Il est peu de parties où la demande soit si avide, l'offre si avare.

En fait on se prête les uns aux autres ; on donne des arrhes comme au moyen-âge. Les écoles et sociétés organisent des sortes de bibliothèques de laboratoires, comme font les sciences, réduites à se passer des bibliothèques de faculté accaparées par l'érudition. La Scola, l'Ecole Niedermeyer ont leurs collections, quelques riches particuliers sont hospitaliers.

Quant aux trois dépôts officiels...

Que faudrait-il à Paris pour avoir la première bibliothèque musicale du monde? N'en avoir qu'une.

L'Opéra ne paye pas son bibliothécaire et ses richesses semblent un peu exposées, si près d'un théâtre. Il y a un budget de 6.000 fr., plus la rente Nutter, 8.481 fr. Il n'y vient que quelques érudits, toujours les mêmes, qui y font des joutes de textes. C'est la salle d'armes pour les assauts de ces musicographes ennemis.

Comme le Conservatoire, comme la Nationale, l'Opéra est un musée où il faut aller voir telle ou telle pièce unique.

Quant au Conservatoire, on m'affirme que c'est par simple tolérance que sa bibliothèque est logée dans une école officielle, car elle serait une collection particulière, appartenant à un vénérable musicien. « Portrait charmant... » Je ne crois cependant pas qu'il paye un loyer à l'Etat. J'ai voulu décider un de mes amis que j'entendais se plaindre du refus d'une partition importante à préciser les faits, mais la peur d'attrister un vieillard l'arrêta, et je ne pus lui faire comprendre qu'il y aurait intérêt au moins à décider le riche propriétaire âgé à *léguer* ses collections à l'Etat. J'ai interrogé quelques jeunes artistes, espoirs de la maison; plusieurs ne savaient pas bien où c'était, mais j'ai pu m'assurer que le propriétaire n'était pas si avare qu'on m'avait dit, et laissait voir les œuvres de Paileron, Scribe, Auber, Capus et autres documents aux érudits.

Bref, j'attends encore des renseignements. Par moi-même je n'ai qu'à me louer de l'amabilité du bibliothécaire en second. J'avais besoin du reçu d'un volume souscrit par l'Etat pour en toucher le prix: 18 francs. Le bibliothécaire me dit ne pouvoir se compromettre en signant un reçu de cette importance, mais il fut fort aimable. L'appariteur alla chercher le volume pour constater qu'il était bien arrivé. Le bibliothécaire en second feuilleta l'ouvrage, qui l'intéressa. Mais nul n'osa délivrer un reçu et nul n'osa prendre sur lui de prévenir le bibliothécaire en premier qu'on demandait un reçu. J'écrivis. Je reçus une carte postale du bibliothécaire en premier fort ennuyé de recevoir de l'Etat un tas de livres et musique qu'il ne demandait pas... Il ne voulait plus rien signer. Je compris la colère de ce propriétaire dont l'Etat prend le terrain pour décharge publique et me décidai à une démarche personnelle. Il suffisait de s'entendre; ce propriétaire est aussi charmant que ses romances; s'il est parfois grognon, c'est qu'on l'oblige à garder des choses qui ne l'intéressent pas, mais du moment

qu'il y allait pour moi de 18 fr., il ne voulait pas me faire tort, et, séance tenante, il signa...

Mais au Conservatoire on ne gaspille pas l'argent en articles de bureau. Il me fit le reçu *sur une vieille bande de journal*.

La Nationale reçoit le dépôt légal, qui lui assure toutes les nouveautés en valse, quadrilles et chansons de café-concert.

Mais comme la musique française, l'autre, s'imprime souvent à l'étranger, une part de notre musique nationale manque à notre Nationale.

On a bien reçu en 1843 trois trios de M. Frank de Liège, mais ce belge, devenu notre César Franck français, composa quelques autres morceaux de musique de chambre assez estimés... On ne les a pas.

La Nationale reçoit, mais n'achète pas de musique.

Ainsi avec trois grandes bibliothèques musicales à Paris, il n'est point possible d'y trouver de musique étrangère moderne.

Un ami, qui enseigne l'histoire de la musique, m'assure qu'il ne trouve que dévouement et intelligence dans les bibliothèques où il se présente. Mais il s'y présente peu et fait tout venir d'Allemagne.

Qui insistera sur la musique? Elle est chose importante : nous sommes en train de devenir un peuple très musical. Les fondations de toutes sortes abondent. L'Etat, les villes souscrivent des sommes énormes pour des orphéons, des concerts, des cours, des écoles. Mais la première chose pour faire de la musique, c'est d'avoir de la musique! La musique est chère, difficile à se procurer et, convenons-en, rarement intéressante. Il faut en lire ou en parcourir, des partitions nouvelles, pour trouver quelque chose!

Aujourd'hui beaucoup de gens lisent la musique, sinon à livre ouvert, du moins avec l'aide d'un traducteur nommé piano. Le succès des prêts de musique est triomphal. Sans doute on prête surtout le *Faust* de Gounod ou les *Sonates* de Beethoven, que, pour raisons diverses, on ferait mieux de laisser acheter. Mettons que cela est utile pour mettre en goût. Incapable, hélas! d'exécuter un trio à moi tout seul, je fus tout de même très heureux d'emprunter, pour suivre une audition, un trio du même Beethoven, que la bibliothèque municipale de la rue Saint-Ferdinand me prêta relié — les trois parties —

en un seul volume. Et si elles n'avaient pas été reliées en un seul volume, on me les aurait prêtées l'une après l'autre!

A ceux qui doutent de l'utilité des bibliothèques je demanderai s'ils ne pensent pas qu'une bonne partie des crédits passés à la musique, dans le but de favoriser la jeune école française — il y a là-dedans des subventions à des opéras, à des orphéons, à des écoles, il y a la Villa Médicis, il y a même des auditions! — si cet argent, dis-je, ne serait beaucoup mieux employé à faciliter à ceux qui aiment la musique la lecture des musiciens!

Le cas César Frank est une honte française. Je ne sais s'il y a aujourd'hui des inconnus de cette force, mais je sais des œuvres françaises contemporaines fort intéressantes, qui ont été gravées en France ou en Allemagne, et dans ce dernier cas ne se trouvent ni au Conservatoire ni à la Nationale, dont le prix peut varier de 10 à 30 francs, rarement moins, qu'il est absolument impossible d'emprunter en France — même à l'auteur, l'éditeur lui laissant juste trois exemplaires, dont il dut faire don sans doute aux interprètes, qui, un soir, dans un concert peu accessible, en donnèrent une unique audition. Pour beaucoup le prix ne serait pas élevé, si l'on était sûr que l'œuvre fût digne d'être conservée chez soi. Mais comment être sûr?

Et ne doit-on pas faire crédit de quelques mauvaises œuvres à ceux qui en feront de bonnes?

On raille beaucoup les prix de Rome, et je calcule que simplement pour pouvoir connaître un peu dix d'entre eux, de 1890 à 1900, il me faudrait dépenser près de mille francs. En tirerai-je profit? En fait, nul ne le contestera, l'idée d'acheter une sonate, comme cela, sur catalogue, sans en avoir entendu ni une note, ni un éloge, ne vient à personne. Si même, pour avoir lu des éloges, on fait venir un quelconque des ouvrages d'un auteur, on a chance de tomber sur le plus mauvais.

La musique étrangère n'est pas moins utile à connaître que la française pour les intérêts français. La difficulté, il y a vingt ans, de se procurer du Wagner n'a pas peu contribué à l'écrasement wagnérien que nous subissons encore, l'ayant subi en retard. On n'échappe jamais. On traite encore en France le Brahms de nouveauté.

La première chose à faire — avant même un catalogue! — est de provoquer une entente entre les bibliothèques musicales. Paris doit offrir les œuvres classiques. On n'y a même pas tout

Weber. En ajoutant des œuvres modernes célèbres en Allemagne, Russie, Angleterre, Italie, on aura de quoi faire une demande de crédits bien motivée.

Puis je m'adresserai aux conseillers municipaux. Il faudrait bien à Paris, pour la Musique, une bibliothèque dans le genre de celle de la rue Titon pour le dessin d'art. Y aurait-il quelques instruments pour essayer sur place... Les élèves de saint Denis ont quarante pianos où elles étudient ensemble ! En tout cas, une bibliothèque de prêt, largement ouverte, s'impose. Pour l'essai, on peut sans doute utiliser une des bibliothèques municipales actuelles, qui prêtent de la musique avec tant de succès ; mais il faudrait que la collection musicale soit composée à un tout autre point de vue. Il est bien de prêter les partitions à la mode, mais il faudrait aussi offrir justement les œuvres les moins demandées, français inconnus ou étrangers célèbres, musique de chambre (en reliant de préférence les parties séparément), musique d'instruments moins répandus que le piano, et musique ancienne. Un crédit de quelque mille francs suffirait, et je n'hésiterais pas à prendre ce crédit sur des encouragements divers, bien moins utiles.

Cette amorce prendrait ferme sur les donateurs. On ne donne que quand on sait à qui donner. Ni la Nationale, ni le Conservatoire n'encouragent vraiment les dons de musique. Quel auteur, peu certain d'être acheté, n'aurait pas intérêt à envoyer de Montmartre ou Moscou sa musique à une bibliothèque de musique très fréquentée où il aurait de réelles chances d'être prêté et interprété !

Sans doute le service de conservation et celui de prêt, également indispensables, doivent être distincts, mais on peut les abriter sous le même toit ; partout en Amérique ou en Angleterre la salle de lecture sur place et la salle de prêt forment l'ensemble appelé Library.

La reconstruction du Conservatoire finira bien par se décider. Si la Ville pouvait prendre ou plutôt si les entraves administratives permettaient à la ville de pouvoir prendre une partie — celle du prêt justement — de la bibliothèque à sa charge, elle ferait plus pour la musique française avec un budget de dix mille qu'avec cent mille francs de subventions diverses. Elle assurerait effectivement cet enseignement, le plus important de tous — celui qu'on se donne à soi-même.

Prix de Rome, Académies, Conservatoires, subventions... tant d'efforts pour prolonger les goûts d'une époque ; les mé-

thodes essoufflées et les beautés ternies... Faut-il toujours que l'art soit une maison secrète, une chapelle de catacombes où des inconnus à allures de malfaiteurs préparent dans le mystère et dans le ridicule la tyrannie qui demain sera l'enseignement d'État. Notre musique officielle fut belle il y a trente ans. Quelques-uns virent jadis, jeune, dans son grenier, cette vieille fardée qui pose et qui s'impose.

Il est très gros, le budget français pour la musique, mais il se partage en deux, une part qui la développe et une part qui l'arrête.

Certes l'État veut bien enseigner l'art au peuple, mais comme un candidat paye à boire aux électeurs. Tu entreras ici et suivras mes discours.

Nous demandons des fontaines pour le peuple qui a soif.

Créez des bibliothèques libres. On dit qu'à l'École Normale, où enseignèrent quelques professeurs imbéciles, une seule année « valait », celle sans examen, la seconde — qui se passait à la bibliothèque.

Ayez de belles bibliothèques. Alors qu'importe si l'enseignement d'école est médiocre, arriéré, autoritaire! Vous donnez au prisonnier la clef de la prison. L'école a dans ses livres une assurance sûre contre son propre enseignement.

9. *Touring-Club.*

Le Touring avait, au 30 novembre 1906, 104.827 membres. Cela vaut qu'on en parle.

Cette vaste, utile et prospère association a, on le sait, bien des fonctions : reboiser nos montagnes, nettoyer les hôtels, mettre des bas-côtés aux routes pavées et crier contre les enlaidisseurs de sites et démolisseurs de vieux monuments. Je voudrais bien à ce propos qu'elle criât contre elle-même, car ses hôtels et ses touristes sont bien parfois ce qui gâte le plus le paysage.

Mais avant tout, le Touring n'est-il pas, ne doit-il pas être un bureau de renseignements? Juridiques (accidents, avaries, notes d'hôtels, etc.); mécaniques (cycles, autos, bateaux, photos, etc.); géographiques (où consulter des cartes à jour? Il y a des trous effrayants, même dans les cartes officielles, à la Bibliothèque nationale, qui n'obtient pas l'application du dépôt légal), — historiques, artistiques..., etc.

Comment donner ces renseignements, sinon par une bibliothèque? Le Monsieur qui se tient à la disposition... est bien aimable, mais peu pratique. En admettant qu'il sache par cœur les prix et jours de départ du trajet de Konakry à Dakar, le nom de l'hôtel où l'on déjeune bien à Nogent-sur-Marne, Belgrade et Barbizon, et la distance de Sparte à Kalamata par la montagne, ses heures ne sont pas les miennes et son temps appartient à ceux qui ne savent pas lire. Les autres préfèrent une bibliothèque.

Eh bien, le Touring-Club, 104.827 membres, budget d'un million (1.041.434), ne *dépense pas un sou pour sa bibliothèque!*

J'exagère, il a une salle superbe, dans un palais, et il a « un » bibliothécaire.

Mais en achat de livres il dépense zéro.

Vraiment le *don* de livres est un des plus mauvais services qu'on puisse rendre au public. Tous les bibliothécaires geignent de l'arrivage de non-valeurs léguées ou données par vanité d'auteurs ou simple débarras. Le don-réclame des éditeurs donne de meilleurs livres, certes, mais étend aux bibliothèques le désastreux système du billet de faveur des théâtres : elles se déshabituent d'acheter quoi que ce soit. Et l'on voit une des plus riches, des plus intelligemment menées de nos associations, qui a, bien placée, une bonne salle de lecture, prétendre tout recevoir par don.

Elle a publié un petit catalogue; moins de 2.500 n^{os}, qui comptent pour 15 les cartes vélocipédiques en 15 feuilles. Prenons les Guides, qui sont, ici, de beaucoup, les livres les plus demandés. On s'étonnera que la collection Murray n'y figure pas. Rien! et par conséquent, rien de spécial sur l'Angleterre et 5 vol. en tout pour les Etats-Unis. Le Madrolle, et c'est tout, pour toute l'Asie. Aucun ouvrage ancien, pas même sur Paris et ses environs. Tels anciens valent mieux que les récents. Le vieux Joanne — seul Guide en français sur l'Angleterre, — n'y est pas. Je l'ai payé 0,30 c. sur les quais, mais je le garde. Pas même une bonne suite d'indicateurs de chemins de fer étrangers — qui, eux, ne coûtent rien le plus souvent.

Il n'y a pas actuellement en Angleterre une ville de 25.000 habitants (ce qui, femmes et enfants compris, forme le quart des adhérents au T. C. F.) — qui n'ait de quoi renseigner mieux le public sur n'importe quel voyage à entreprendre. Or, je ne

vois en France que le T. C. F. qui se soucie un peu de cela ! Vraiment une ligue si prospère, qui chaque année relève quelque peu son niveau, élimine le côté sportif, nécessaire à son succès, pour des entreprises d'intérêt général, devrait tenir à cœur d'être le lieu où l'on peut préparer un voyage, pratiquement, avec les prix, les jours et heures, routes, sentiers — et aussi le préparer moralement par les connaissances historiques, artistiques qui, de l'avis de tous, doivent en faire l'attrait, tout aussi bien que les données scientifiques, industrielles, dont chacun peut prendre ce qui l'intéresse, ethnographie, agriculture ou métallurgie ; car tout est à voir dans le monde, les pierres, les mines, les oiseaux, les insectes, les ruines, les usines. Il n'y a pas de pays sans intérêt, mais seulement des touristes qui ne s'intéressent pas.

Un des ouvrages les plus demandés au Touring-Club est celui d'Ardouin-Dumazet sur la France. C'est un ouvrage un peu terne, très consciencieux, où le côté industriel ou agricole a sa belle place. Il donnera de l'intérêt aux derniers marais de la Sologne, aux dunes du Nord, aux landes du Sud. Évidemment il y a des ouvrages plus forts. Mais comment les avoir, comment les deviner ! Par achat ? Que de bavardages il faudra acheter très cher avant de tomber sur un ouvrage utile ! Aller dans les bibliothèques publiques ? Mais leurs seuls catalogues rebutent les efforts...

La Bibliothèque du T. C. F. est très fréquentée, malgré sa misère. On me dit de 60 à 150 personnes par jour, selon la saison, 60 l'hiver, 150 l'été. C'est le contraire des autres bibliothèques, vides au mois d'août. Son utilité ne peut faire doute. Elle a — seule peut-être dans Paris — un air de luxe, une propreté, un air neuf qui invite, et elle est un exemple en cela. Elle est claire le jour et bien éclairée le soir. Pas de trop hideuses reliures. Le personnel (un homme) est instruit et complaisant. Il n'a évidemment pas grand-chose à connaître pour connaître son fonds, mais il sait beaucoup de ce qui y manque...

À Berlin, la *Bücherei der Turngemeinde* a 7.500 volumes et un budget d'achats de 500 marks. Le prêt y est établi. La *Turnerschaft* a 2.200 volumes. Ces associations sont loin d'avoir l'importance de notre Touring.

Il suffirait donc que ce luxueux Touring renonçât à la mendicité pour avoir une bibliothèque modèle. Avec mille francs par an ce serait très joli. Avec de 5 à 10 mille, il écraserait

tout ce que fait et peut faire l'Etat, il organiserait le prêt et l'envoi en province; le prêt des cartes et guides est fort difficile, mais celui des grands livres de voyage est aisé. Association libre, mais puissante, et capable d'agir sur l'Etat, le T. C. F. aurait toute qualité pour réclamer des villes qu'elles aient dans leurs bibliothèques les renseignements utiles aux voyageurs, et que ces bibliothèques soient ouvertes, de façon à ce qu'on y puisse aller, ne fût-ce que pour savoir l'heure de la diligence.

O Touring-Club! c'est de toi — et non de la Commission des bibliothèques — qu'on espérerait une réforme des bibliothèques. Nous les connaissons, les inspecteurs officiels, et leurs rapports, nous savons ce qu'on en fait. Mais toi, c'est de 104.827 inspecteurs que tu disposes. Tu pourrais pendre mille bras aux sonnettes des bibliothèques fermées, réclamer cent mille fois les livres qu'elles n'ont pas, qu'elles ne veulent pas avoir... que dis-je! tu peux parler, toi, aux pouvoirs publics, ces sourds qui n'entendent rien au-dessous de dix mille voix qui crient. Tu peux leur expliquer que les bibliothèques intéressent la France.

Mais avant de demander au Touring-Club de plaider dans le pays la cause du *public* des bibliothèques, il a semblé utile de le prier d'abord de réformer la sienne.

10. Arts décoratifs.

I. Union Centrale.

Voici des plus nobles efforts de l'initiative individuelle en France, une association qui a pu réunir de superbes collections, les installer, créer une bibliothèque des plus utiles, l'ouvrir le jour et le soir — mais n'a pu en quarante ans trouver un local digne d'elle, obtenir au moins de la Ville, pour ce qui sera une gloire de la Ville, un terrain sans conditions — et a abdiqué, faisant don à l'Etat, pour rien que pour l'honneur d'être logée au Louvre, de ses richesses, de ses efforts, de son initiative.

Voici en tout cas une admirable bibliothèque spéciale. 22.230 lecteurs en 1906, dont 15.264 le jour et 6.966 le soir, soit, pour les 279 jours où elle fut ouverte, une moyenne de 80 lecteurs. La salle est généralement pleine entre 4 et 5 h. Elle ferme malheureusement de 5 h. 1/2 à 8 heures. Le public comprend des dames, jeunes filles du monde, amateurs, curieux et in-

connus pour près d'un tiers (divers : 6.963). Ont donné leur profession : dessinateurs : 5.515, peintres : 3.262, architectes : 2.803, sculpteurs : 1.232, décorateurs : 1.174 ; bijoutiers : 370, professeurs : 353, graveurs : 178 et ébénistes : 44.

Le budget d'acquisitions est de 15.000 fr., sur lesquels un tiers est mangé par la reliure. Mais les dons envoient régulièrement pour plus du double ou du triple de ce budget, sans compter les grands legs. Rien n'attire les dons comme une bibliothèque spéciale. C'est souvent de la simple reconnaissance chez le donateur qui est un ancien habitué. C'est aussi l'assurance que son don sera utilisé et apprécié.

L'Union centrale des Arts décoratifs a été fondée par la réunion de deux sociétés : l'Union centrale des Beaux-Arts appliqués à l'Industrie, fondée en 1863 par des fabricants de meubles, papiers peints, bronze, tapisserie, orfèvrerie, etc., et une société d'amateurs pour l'établissement d'un musée d'arts décoratifs.

Il ne semble pas qu'elle ait fait beaucoup pour connaître et faire connaître l'art étranger, et ce n'est pas de France que la grande rénovation décorative de ce temps est partie. Encore maintenant, et malgré tant d'efforts, ce que l'étranger vient chercher chez nous, ce que la France produit de plus parfait, c'est l'ancien, et les Ecoles, les Unions ont joué leur rôle d'immobiliser.

L'Union est due à une initiative de commerçants, il ne faut pas l'oublier, bien qu'elle ait été vite avalée par les amateurs, critiques d'art, professeurs, et la toute puissante politique. L'on peut mesurer d'ailleurs ce que peut, dans son maximum d'effort, l'initiative individuelle en France, car l'art industriel fut vraiment une de nos gloires incontestées, alors qu'il n'y avait ni écoles ni musées. Je vois un don de 29.900 francs, un de 17.500, de 11.000, de 10.500, de 10.000, de 6.600, de 5.500, de 5.000, une quinzaine de 2 à 4.000, une soixantaine de 1.000 francs, et le reste bien au-dessous, les millionnaires à 20 francs abondent, même ceux que millionnifia le seul art décoratif.

On voit que l'Union intéresse, en général, juste assez pour une cotisation ou une aumône. Mais ce musée spécial et d'initiative privée a trouvé un donateur digne de l'Amérique, et qui institua l'Union légataire universelle : Emile Peyre, dont les collections valent peut-être 800.000 francs, les sommes liquides 700.000.

Ce legs magnifique ne pouvait manquer d'attirer l'attention de l'Etat, qui est accouru, non pour décorer la donateur — il était mort, — mais pour réclamer des droits de mutation. A qui ? A lui-même : l'Union avait fait don de ses collections à l'Etat.

C'est donc encore l'Etat qui est maître et jusque dans cet art qui fait la fortune de Paris. Paris ne peut se payer un musée digne de lui, ou de bien moins que lui. Or, l'Etat vend cher sa protection. Il a concédé le local actuel, dans les prolongements du Louvre, mais dans quinze ans les collections feront retour à l'Etat, et ce musée, qui devrait être si vivant, sera une chose officielle de plus.

Musée ici se distingue peu de bibliothèque ; les objets de vitrine en grande partie peuvent être considérés comme des illustrations sorties des livres. La collection déjà admirable de modèles, dessins, échantillons de tissus, — 660.000 gravures ou photos, 120.000 dessins, 330.500 échantillons de soieries, velours, toiles imprimées, broderies, tissus orientaux ou japonais, — a certainement plus d'intérêt que les livres proprement dits. Le texte imprimé, en ces matières, n'est qu'un demi-moyen, pour des demi-aveugles, quelque chose entre les caractères Braille et les images.

Le musée, dit M. Berger dans son rapport, n'a pas coûté un seul denier aux Caisses du Trésor : il est financièrement, artistiquement et industriellement l'œuvre de la Société. Les travaux d'aménagement et d'installation et les collections représentent une valeur de 8 millions... L'Union a même eu un architecte qui n'a pas tout dépensé. Il se nomme Redon. L'installation de la Bibliothèque est revenue à 27. 296 fr. 50. Son entretien pour 1905 est compté pour 14. 494 fr. 85.

L'installation de l'éclairage est revenue à 24.782 fr.80, c'est le prix de 2 volumes et demi du catalogue général de la Bibliothèque Nationale. Dépense annuelle de lumière, 2.868 fr. 55.

La « laborieuse animation » que signale M. Deshairs, bibliothécaire, donne des journées de plus de cent demandeurs, et des années d'arrivage de 30.000 gravures.

Nous sommes loin des richesses du Kensington et de son vaste catalogue, mais le zèle et l'ingéniosité des bibliothécaires ont fait merveille avec peu. C'est la maison qui rappelle un peu les bibliothèques libres anglaises, actives, propres, prati-

ques. Elle s'accroît et a grand avenir. Elle ne fait que commencer.

Il faut qu'une bibliothèque soit connue. En 1903 celle-ci recevait 400 volumes, et 2.233 en 1904. Voilà le progrès...

Place des Vosges on venait plutôt le soir, au Louvre on vient l'après-midi ; le public a changé. Il y avait plus de bronziers, ciseleurs, ébénistes. Il y a beaucoup plus de demoiselles à cuir repoussé et pyrogravure. Autre le quartier et les heures, le local y est pour quelque chose. C'est presque trop beau, non pas la salle, mais le vestibule. Les ouvriers n'osent pas entrer.

La Bibliothèque Forney doit remplacer celle de la place des Vosges, et le beau pavillon de Marsan ne doit pas oublier ses humbles débuts. Les membres influents de l'Union des Arts décoratifs doivent songer qu'il existe une bibliothèque analogue, plus populaire, *prêtant des modèles à domicile*, et à laquelle on a *rogné les crédits*. Ils sont puissants et peuvent l'aider.

II. Bibliothèque Forney.

La Bibliothèque Forney honore grandement Paris. Citée et imitée en Angleterre, en Amérique, elle est l'exemple de ce qu'on peut faire avec des sommes modiques, mais un but précis. Elle donne aux ouvriers artistes du faubourg Saint-Antoine les documents nouveaux qui peuvent leur permettre de sortir de la routine du métier. 33 périodiques sont sur la table ; l'art allemand, l'art anglais y sont représentés. Des cartons, tout autour, renferment les modèles. Nous ne sommes pas dans les beaux quartiers, il n'y a pas peur qu'on vole. Le public ouvre lui-même, remet en place les cartons dont les couleurs distinctes, — une pour le *bois*, une pour la *pierre*, etc., facilitent le classement. Les modèles choisis ainsi sont prêtés à domicile.

Voici d'ailleurs les divisions ; elles ont servi de modèle hors de France.

I. RENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES GÉNÉRAUX : esthétique, peinture, art décoratif.

II. LA PIERRE : architecture, sculpture, marbrerie, monuments funéraires.

III. LE BOIS : Charpenterie, menuiserie, ébénisterie, ivoires, ébènes.

IV. LE FER : Serrurerie, ferronnerie, armurerie, coutellerie, arquebuserie.

V. LE BRONZE : Chandeliers, flambeaux, etc., cuivre, étain, plomb, etc.

VI. L'OR ET L'ARGENT : Orfèvrerie, joaillerie, bijouterie, émaux, nielles.

VII. L'ARGILE : Céramique, poterie, verrerie, vitraux.

VIII. LE TISSU : Textiles, tapisseries, dentelles, broderies, costumes.

IX. LA SCIENCE ET SES APPLICATIONS : Sciences mathématiques et physiques.

X. SCIENCES MORALES ET PHYSIQUES : Géographie, statistique, législation, etc.

C'est donc ici la seule bibliothèque de France qui pratique largement la fouille libre aux rayons. Elle le peut sans danger de vol, de lacération, de déclassement même. Et c'est une bibliothèque populaire.

L'on sait que les 2.000 livres laissés à la disposition des lecteurs à la Nationale ne sont pas très en sûreté et ne sont que rarement remis en place, qu'à Sainte-Geneviève il a fallu renoncer à de telles facilités, qu'enfin aux Beaux-Arts ces faveurs réservées à des architectes éminents, n'ont pas eu de bons résultats...

Ici, l'on réussit. Mais il y a des précautions prises. Certains volumes de planches — le Racinet, par exemple — sont reliés en deux volumes pour un. On ne peut emporter qu'un demi-volume, c'est-à-dire un livre invendable.

Les couleurs assurent un reclassement presque mécanique.

Certes un public meilleur a mérité des libertés, mais l'ingéniosité des bibliothécaires l'a aidé à les mériter. Au lieu de prohibitions que dicte le découragement, il suffit parfois d'un petit truc très simple.

Telle est cette bibliothèque que Paris ignore, et que l'étranger lui envie; voilà ce que des bibliothécaires adroits ont pu faire avec 200.000 francs que Forney légua sans conditions étroites, chose si rare, et le subside que la Ville ajouta, aux époques d'enthousiasme.

Je ne crois pas qu'aucun pays ait fait tant avec si peu.

Eh bien! cette bibliothèque croît et prospère, sans doute. Sans doute elle se multiplie. Ce que ciseleurs, ébénistes, marbriers trouvent ici, couturières et orfèvres le trouveront dans d'autres quartiers. Puis n'est-il pas question d'ouvrages agrandissements? Ne doit-on pas construire sur les terrains du Temple... Il faut de la place aux collections nouvelles qu'on ne sait pas où mettre... — Tant de gens ne savent pas, qui viendraient

ici de loin, si un monument clair, spécial, bien placé, nous disait qu'il y a à Paris une bibliothèque Forney.

Non, c'est toujours là-bas, rue Titon, un coupe-gorge. Pas une femme n'ose y venir le soir. Quant au jour, ça ferme à 3 heures... Mais un homme n'a pas peur, il cherche, demande à un agent, il trouve la porte enfin. Un couloir de cent mètres, une cour... Il s'est trompé. Non, quelqu'un monte... Montons l'escalier. Là, trois portes fermées. Pas d'inscription... J'ouvre ici... peut-être est-ce une chambre à coucher?... Ma foi, j'ai dû me tromper. On me prendrait pour un voleur. Filons.

Détails que cela ? Ceci n'en est pas un :

Un budget de 18.000 fr., ce n'est pas riche : chauffage, lumière, 3 fonctionnaires, dont un gros... La reliure, comme on prête beaucoup, 2.000 fr. Bref, pour l'achat, pour se tenir au courant du neuf de l'étranger, restent 4.000 fr.

On vient de rogner 600 fr. à ce budget.

Je sais bien, les économies, la France si pauvre, Paris gueusard... Et puisqu'on doit bâtir sur les terrains du Temple...

Eh ! bien non, ce n'est pas pour l'économie. Pour 600 fr. qu'on rogne, on en ajoute mille.

On a voté mille francs *pour faire des conférences*.

Ici même. On a pris l'argent des ouvriers, de ces ouvriers d'art qui venaient choisir eux-mêmes les modèles, les idées qui rehaussent nos métiers, et rendraient à la France cette suprématie dans l'industrie de l'art, qu'Allemagne, Autriche, Angleterre lui arrachent chaque jour. Ils avaient besoin de *voir* ce qui se fait ailleurs.

Un monsieur qu'on achètera moins de nouveaux modèles, de revues techniques. Le commerce va très bien en France. Mais on ne parle pas assez, et l'on est trop modeste. La vanité a besoin d'être encouragée.

Mais ce n'est pas tout, il va falloir chauffer la salle. Et ce qu'elle est grande, cette salle ! Tout le préau d'une école. Une galerie des machines. De quoi établir quatre belles bibliothèques. On chauffera cette gare aux frais de la bibliothèque...

Quelques grelotteux, quelques rentiers, quelques dames, si le conférencier est beau garçon, viendront écouter là des considérations sur le génie dans l'Art...

Mais comme il n'y aura plus que là-haut des rossignols, et en bas un monsieur qui parle, on trouvera que c'est une dépense inutile que conserver des gravures qu'on ne consulte

plus, et l'on supprimera les crédits de la bibliothèque Forney.

Petite économie?... Quelqu'un l'appréciera :

Cela permettra de créer une chaire d'histoire de l'art.

11. Musée pédagogique.

C'est une sorte de vieux couvent, rue Gay-Lussac. Cela n'a l'air ni bien riche, ni bien vivant, cette Propagande de la Nouvelle Eglise française, et ce nom de « pédagogique » est bien rébarbatif. Cette maison pourtant répand beaucoup de joie sur la France, je ne dis pas seulement de l'instruction, je dis de la joie, dans le sens noble de bonheur avec lendemain. Il se peut qu'un renouveau des bibliothèques françaises parte d'ici, et nous devrions nous arrêter longtemps à cette importante station d'énergie française.

Cependant, comme nous aurons souvent à recourir aux travaux qui s'y font, et comme ce Musée dispose de publications plus répandues que ne peuvent l'être la nôtre, disons seulement ici ce qu'il a de spécial à Paris.

C'est qu'il est un groupement. Il est à la fois un musée, une bibliothèque, un bureau d'études techniques, de renseignements, de propagande...

Sur le point spécial des méthodes d'instruction, il est à la fois une académie, un laboratoire, un office public. Il n'est pas savant ou populaire, ne distingue pas le supérieur de l'inférieur, il est simplement *spécial* et rien de ce qui touche sa spécialité n'est rejeté.

C'est donc l'illustration de ce que nous demandions pour d'autres branches, pour le Droit comme pour l'Anthropologie ou la Musique : une centralisation pratique.

Les formes sous lesquelles la spécialité se manifeste importent peu. Ce sont des livres, ou des objets de musée, ou autre chose. La porte n'est pas fermée à l'autre chose qui peut venir. Il s'est trouvé ici que cette autre chose a été le succès de la maison. C'est là qu'est la vie, la grande répercussion sur le public. On sait que le Musée pédagogique expédie par milliers, dans toute la France, des *vues* pour projections lumineuses.

Ce service a pris une extension imprévue. Il y a tout un atelier d'emballage et d'expédition dont l'allure moderne étonne ceux qui, sur la foi des vieux murs et du titre pédagogique, pensaient trouver ici quelques momies de plus.

Ces vues sont prêtées gratuitement à n'importe qui, envoyées et retournées en franchise postale, avec ou sans notice. Souvent elles sont distribuées par les inspecteurs primaires. Une soixantaine de séries de vues sur l'histoire, autant sur les beaux-arts, plus de 200 sur les voyages, d'autres enfin sur l'histoire naturelle, l'hygiène, la physique, les machines, l'industrie, l'art militaire et la marine, la chimie, voire les sciences sociales (familistères, fêtes populaires, « les existences problématiques », etc.). Les sciences agricoles n'ont encore qu'une quinzaine de séries.

De la bibliothèque il y a peu à dire, sinon qu'elle a un bon catalogue-dictionnaire, auteurs et matières mêlés, où on trouve ce qu'on cherche. Malgré des fonds précieux, la bibliothèque est bien peu complète, même au point de vue des livres d'enseignement. Les livres de classe de tous pays y sont soigneusement recherchés et classés méthodiquement. Il y a de même au Musée des expositions intéressantes de mobilier scolaire, des graphiques, et tout ce qui peut servir à rendre l'École utile et agréable : images, cartes postales, que sais-je... Mais est-il besoin de dire que de grands efforts tendent un voile trop court sur une grande pauvreté? On le sait, mais il faut le dire et le redire, jusqu'à ce que la France ait pour ses services d'enseignement des installations dignes d'elle et dignes d'eux.

Le Musée pédagogique a une série de publications. Avant tout, le *Bulletin des bibliothèques populaires*, qui est un guide dans le choix de livres. Nous devons mentionner ici, comme sortis de ce laboratoire, les deux ouvrages de M. Pellisson : les *Œuvres post-scolaires* et les *Bibliothèques populaires*.

Quoique le présent livre fût déjà écrit lorsque ce dernier parut, il nous a servi à une révision, et il nous dispense de donner la plupart des sources où nous avons puisé, puisqu'il cite et le plus souvent remplace les livres antérieurs.

Nous devons citer aussi, parce que rédigés par le directeur du Musée pédagogique, les *Questions d'enseignement supérieur*, 2 vol. de M. Langlois. M. Langlois a visité les bibliothèques américaines et son enthousiasme est communicatif.

Des singulières réformes qu'il a préconisées ailleurs, il faut séparer nettement son œuvre réelle.

CHAPITRE III

LA SCIENCE DANS LES BIBLIOTHÈQUES

Enquête de la *Revue scientifique*. — Les achats. — La Nationale, Sainte-Genève. — La Sorbonne. — Un catalogue de périodiques. — Opinions de M. Châtelain, bibliothécaire, et de MM. Liard, Haller, Pellat, Berget, Riban, Haug, Appell, Lippmann, Moissan, Chatin, Brouardel, Bonnier, Hérouard, Giard, Curie et Laloy. — Les commissions de province. — Il faut arracher les bibliothèques à l'histoire.

Le budget des Sciences. — Si Strasbourg était encore français.

« Le mouvement ascensionnel de la science n'a pas été suivi, tant s'en faut, par un mouvement parallèle des bibliothèques scientifiques, de la part accordée à la science dans les bibliothèques. Il y a là un fait incontestable qu'on ne peut ignorer quand on a fréquenté tant soit peu les milieux scientifiques, quand on s'est tant soit peu préoccupé de science. »

C'est en ces termes que la *Revue scientifique*, en juillet 1905, commençait une enquête hautement encourageante. Peut-être n'a-t-elle pas, comme elle le voulait, appris aux bibliothèques ce qu'elles veulent ignorer, mais elle a appris aux scientifiques qu'il existait des bibliothèques. Même une place leur a été laissée dans le nouvel essai d'association française de bibliothécaires.

En outre cette enquête a proclamé hautement la valeur des catalogues méthodiques, alphabétiques de sujets, de *matières*, enfin, et quand nos jeunes chartistes aussi bien que nos maîtres vénérés traitaient d'imbéciles les lecteurs qui ne savent pas l'ouvrage qu'ils veulent et ne peuvent donner nom d'auteur et lieu d'édition, les plus grands noms et les plus officiels de la science sont venus se ranger parmi ces imbéciles.

L'œuvre d'arracher les bibliothèques à l'Histoire est commencée. Nous ne demandons pas qu'on l'en chasse tout à fait, comme elle l'a fait ou presque de la Littérature et des Sciences, mais il faut que cette branche bavarde et prétentieuse de l'An-

thropologie prenne dans l'ordre des sciences la place qui lui convient.

§

La situation des scientifiques dans nos bibliothèques nous est donnée par ces chiffres des livres prêtés pendant janvier-février 1905 à l'Université de Paris.

Faculté de Paris	Lettres.	Sciences.
Nombre d'étudiants.....	1.903	1.603
Livres prêtés aux professeurs.....	1.172	146
— — aux étudiants.....	1.345	31

Si l'on conclut que les sciences ont moins besoin de livres que les lettres, on se trompera fort.

Un érudit peut raconter ce qui a été raconté; il trouve toujours un petit coin oublié dans le mobilier de Charles V ou les amours de George Sand, mais un physicien ne recommence pas une découverte une fois faite. On a aimé Homère pour sa noblesse, puis pour sa familiarité, pour l'unité puis pour la diversité de sa composition, mais Euclide est resté paré des mêmes attraits.

Les professeurs qui croient enseigner l'art d'écrire peuvent ne pas se soucier du style Massachussets, ils n'en seront ni moins éloquents, ni plus avancés, leur science conservera exactement la même valeur. Mais la moindre découverte d'un élève de physiologie à Harvard peut rendre les cours de Paris absolument faux, sans valeur.

La *Revue scientifique* est revenue à plusieurs reprises sur « la situation absolument sacrifiée qu'occupent les sciences dans presque toutes nos grandes bibliothèques » [3 juin 1905].

Quelle que soit la compétence du doyen honoraire de la Faculté de médecine il trouvera évidemment le fardeau très lourd de fournir seul des indications sur toutes les branches, sur toutes les spécialités médicales.

...Il peut paraître étrange que, pour des achats de livres de zoologie, d'embryologie, de géologie, de pétrographie, de paléontologie, on fasse uniquement appel à un éminent botaniste...

Tout d'abord la Nationale. Un des premiers actes de M. Marcel, nommé administrateur, fut d'organiser une commission d'achat des livres scientifiques. On trouva que 83 o/o des livres proposés par la Commission étaient déjà acquis par la Nationale, soit un cinquième. Ceci fait grand honneur aux



acquisitions de la Nationale, mais elle ne peut acheter qu'un nombre dérisoire de livres étrangers, les plus importants, et qu'un volume sur cinq manque dans l'indispensable, n'est-ce pas beaucoup trop ? Ajoutons que cette commission contenait 3 mathématiciens, un archéologue et un philologue — ce qui corse le 83 o/o, mais que les sciences naturelles, la chimie, etc., y étaient moins spécialement représentées.

Cette commission était... une commission. Des savants incontestables, mais qui avaient d'autres occupations. Un bon docteur ès sciences de leurs élèves eût évidemment fait mieux l'affaire. Il ne fut pas question de les payer.

En revanche que de commissions historiques l'on nomme et combien l'on est loin de regretter l'argent employé pour l'étude des sources historiques de l'histoire de France, ou le dépouillement des archives de la Révolution (*Revue sc.*).

La Commission s'est réunie une fois. On dérange ainsi le président de la République pour poser une première pierre. Il la pose fort bien, mais ne suffit pas comme maçon.

Le travail a-t-il été totalement perdu ? Non, il y a eu éveil d'attention, tentative de fusion de listes d'achat entre bibliothèques. Quel ministre entreprendra sérieusement et systématiquement de doter la France des livres indispensables aux vraies sciences ? C'est tout un ensemble de mesures à prendre : organisation du prêt de bibliothèque à bibliothèque, nomination de bibliothécaires scientifiques spéciaux et payés, établissement d'une bibliographie sérieuse, ou tout au moins obligation stricte de catalogues de matières, — alors que, dans nos universités, toujours centralisées en ce qui concerne les livres, l'inutile et les redoublés d'autorités est en ce qui régleme taire.

Quant aux crédits, ceux d'achats, à la Nationale, sont ridicules, et immuables. Le budget continue d'ignorer que la littérature scientifique augmente chaque année.

Les scientifiques se désintéressent totalement, et pour cause, de l'Arsenal et de la Mazarine. Ces deux grandes bibliothèques pourraient être réservées à la littérature, la bibliophilie, l'érudition. Mais elles seules, et ce serait assez.

Au contraire, Sainte-Geneviève reçoit le second exemplaire des livres scientifiques qui viennent par le dépôt légal.

M. Ruelle, administrateur, parle du Comité d'achats, composé de quatre conservateurs. « L'un d'eux est assez versé dans l'étude des sciences, et donne pour les livres scientifiques un

avis autorisé, tandis que les autres sont compétents chacun dans une branche particulière des lettres. » Trois contre un, c'est bien cela. D'ailleurs, on n'a pas à acheter de livres scientifiques, « puisque le dépôt légal donne les seconds exemplaires scientifiques à Sainte-Geneviève tandis que les littéraires vont à la Mazarine. » Raisonement dont le contre-pied serait : il nous faut acheter des livres scientifiques, car nous ne recevons que des livres de science et nous pouvons être complets et utiles aux sciences, alors que nous n'achèterons jamais, en fait de lettres, que ce qui se trouve déjà à la Mazarine !

C'est l'opinion de M. Brouardel, qui se demande aussi par quelle aberration on envoie les livres de médecine du dépôt légal ailleurs que dans les bibliothèques de médecine.

C'est contre la Bibliothèque de la Sorbonne que, tout en réservant l'espoir réel qu'ils mettent dans le nouveau bibliothécaire, M. Châtelain, les savants consultés par la Revue ont formulé les plaintes les plus nettes — sur un ton qui parfois n'a rien d'académique.

La Bibliothèque de l'Université, qui est la bibliothèque commune à la Faculté des lettres et à la Faculté des sciences, est d'une pauvreté en livres et en périodiques scientifiques qui dépasse ce qu'on peut raisonnablement imaginer, susceptible de décourager les volontés les meilleures et à exaspérer les plus patients.

Mais la richesse en livres d'histoire de la Bibliothèque universitaire est justement célèbre. Cela est dû évidemment à ce que les bibliothécaires sont presque tous des historiens... Mais cela est dû aussi à ce que les professeurs de la Faculté des sciences, qui pourraient ici, et sans qu'il soit besoin de nommer des commissions spéciales, réclamer des achats de livres et des abonnements à des périodiques, ne s'en préoccupent jamais.

Ils se contentent de monter de petites bibliothèques de laboratoires qui leur servent à eux, à leurs collaborateurs et à quelques-uns de leurs élèves et ils ne regardent pas plus loin... Pour leur commodité personnelle, ils procèdent les uns à côté des autres à des dépenses qui font double, triple emploi et plus, plutôt que d'envisager la possibilité d'une communauté d'intérêts.

Nous ne connaissons ni M. Châtelain ni sa Bibliothèque. Nous rapportons ce qu'on nous dit.

Les professeurs de sciences ? — Ils s'en f... Qu'on leur laisse leurs livres de laboratoire et acheter ce qu'ils veulent ou aller aux bibliothèques sérieuses (pharmacie, etc.). Ils lâchent, ont autre chose à faire qu'à réclamer en vain.

Les élèves ? Ils voudraient bien être dispensés des droits de bibliothèques. Ils pourraient acheter des livres pour le prix,

car, à la Sorbonne, il n'y a jamais de place. Tout est pris, me dit-on, par la Roumanie et les sujets récalcitrants du tzar.

Les professeurs de lettres? Ils envoient leurs élèves à la Nationale. Celle-ci regimbe. Pas de place. — Elle est nécessaire. — Alors comment ferait-on pour travailler en province? Ruses, recommandations, faveurs...

Dans sa réponse aux attaques de la Revue scientifique, M. Châtelain a résumé avec maestria les préceptes du bibliothécaire idéal, tel qu'on le rêve à l'École des Chartes. Ceci venant de l'un de nos bibliothécaires qui passe pour les plus compétents, les plus zélés, et qui, dit-on, a grandement amélioré l'établissement qu'il dirige, il nous faut écouter.

Les bulletins quotidiens des livres demandés en vain par les lecteurs signalent bien plus souvent l'absence d'ouvrages historiques, philologiques ou littéraires que de traités scientifiques.

Bien entendu! Les scientifiques ne viennent pas ou peu, ne trouvant pas ce qu'ils cherchent. Va-t-on chercher à les attirer? Point, on contentera ceux qui viennent, lettres et histoire, qui, puisqu'ils viennent, trouvent déjà de quoi travailler — on les contentera plus pour qu'ils viennent plus, et chassent de plus en plus les autres.

Dans un pays aussi anormalement littéraire que le nôtre où les plus belles énergies se ruent à la vaine rhétorique, à la stérile histoire, voici le précepte du j'm'enfoutisme :

Quant à savoir si les bibliothécaires de la Sorbonne s'intéressent aux sciences ou aux lettres, c'est une question oiseuse ; dans le service ils sont bibliothécaires et rien de plus ; ils connaissent les bibliographies scientifiques et cataloguent avec le même soin les livres relatifs à toutes les disciplines... que ce soit de la chimie ou du scandinave, peu importe, ils n'ont pas le droit ni le loisir de manifester leurs préférences.

Ces bibliothécaires qui connaissent les bibliographies scientifiques — toutes? — font rêver. Le Conservateur, « seul juge des acquisitions », veut bien prendre conseil des professeurs, mais en général « les collections scientifiques, surtout en histoire naturelle, coûtent trop cher ». Heureusement M. le Conservateur a trouvé une solution : *imprimer le Catalogue* (environ 200.000 titres). Voilà le meilleur emploi d'argent que pourrait faire un donateur, et qui fournira bien aux scientifiques les volumes qui leur manquent !

Quel généreux donateur, quelle Académie paiera à M. le

Conservateur le Catalogue qu'il réclame?— L'Etat sans doute, car pour répondre à ces scientifiques qui se plaignent de ne pas trouver à l'Université les revues indispensables, on leur en a donné... une liste de 2.500! — Ah! ils ne trouvent pas... Eh! bien qu'ils cherchent. Voilà la liste, qu'ils la lisent, d'un bout à l'autre.

— Mais nous avons autre chose à faire. N'y a-t-il pas une table?

Si, pour vous faire plaisir, on a fait une table « des principales matières ».

Comment *principales!* Alors, il y en a de secondaires? D'après qui? Je croyais que les bibliothécaires « n'avaient pas le loisir de manifester des préférences... ».

C'est de classer les matières qu'ils ne trouvent pas le temps. Ainsi, *le Tour du Monde*, ils ont eu le temps. Ils sont très forts et l'ont décrété géographie. Géographie de quoi? Une table, un dépouillement... Non, non. Ce serait trop long. Demandez la collection, il y a des tables dedans. Merci. Nous connaissions *le Tour du Monde*, nous l'aurions même trouvé dans le catalogue à son titre. Ce sont les publications savantes, celles des Académies... *Report, Bericht* ou *Blätter*... on ne se rappelle jamais... Voilà justement ce qui est exclus comme *secondaire*. Les publications des Académies et sociétés savantes sont « d'un contenu trop varié ».

Cherchez au titre. Quel titre? — dans les 2.500. Est-ce qu'un savant ne sait pas le titre des grandes revues de sa science?

Non. Berthelot, Moissan, Brouardel, Curie ne savaient pas. Ces ânes qui consultent à chaque instant les comptes-rendus des séances de tel corps savant sont si bêtes qu'ils chercheront l'ouvrage au nom de l'Académie, au nom de la Science, à *Annales*, à *Séances* et que le malheureux nom de *Comptes-rendus* ne leur viendra pas! Jugez quand c'est *Bericht, Beitrüge*, etc.

Tout ceci n'est pas une plaisanterie. Lisez M. Delisle, M. Picot dans leur préface et rapport sur le Catalogue de la Nationale. Comme M. Châtelain, ils diront : les savants doivent savoir.

L'Histoire d'ailleurs n'a pas dans la liste impassible de l'Université un traitement de faveur.

Ainsi nous avons deux revues d'histoire de la Révolution, celle de 89 et celle de 48, je ne sais pas à laquelle se rapporte celle mentionnée au n° 1798, mais si je cherche à la table le

mot Révolution, il n'y est pas. A Histoire de France le n° 1798 ne figure pas, ni à sociologie.

De quoi parle donc le n° 1798 ?

Rien n'indique que la *Revue d'anthropologie*, qui s'arrête en 1888, a eu une suite, et que l'*Anthropologie* la continue en 1890. Il y a bien les mots anthropologie, ethnographie et ethnologie dans la table, mais vous y chercheriez en vain la *Zeitschrift für Völkerpsychologie und Sprachwissenschaft*, dont la bibliothèque possède 20 volumes. L'examen des bibliothèques universitaires exige la connaissance de l'allemand. On pourrait y joindre des notions scientifiques, quoique l'éminent conservateur dise que cela ne sert à rien.

Avez-vous, pour les vacances, pendant lesquelles on ne peut travailler à la Bibliothèque, qui est fermée, besoin de lire quelque chose sur les Alpes ! La *Revue du Club Alpin*, par exemple... Elle contient pour les géologues et les géographes des articles plutôt utiles.

Il vous faut savoir que cette revue s'appelle *la Montagne*, revue du Club Alpin, sans quoi on ne la trouvera pas, et vous ne la trouverez pas. Lisez vous une à une toutes les lignes de 2.500 articles ? La Table ! Il y a la table. Vous trouverez au mot *géographie* 40 numéros. Des numéros qui renvoient à tout, au *Tour du Monde*, à des revues allemandes, écossaises, etc., et 40 fois vous aurez à chercher si le n° vous renseigne sur le Maroc ou le Pôle Sud. Mais vous n'y trouverez pas de renvoi aux Revues coloniales, ni à la *Revue du Centre, consacrée à l'étude du département de l'Indre*, ni aux *Explorations Pyrénéennes*, etc.

Je regrette de ne pas savoir le prix de ce catalogue.

De tels ouvrages n'ont que deux buts : donner au bibliothécaire la petite vanité d'imprimer, et lui épargner le mal de chercher lui-même des n°s, des titres exacts, et des dates ; — ce à quoi d'ailleurs une table manuscrite suffirait. Bien mieux, il se publie à Chicago une liste fort complète de périodiques. Elle coûte quelques francs, si on ne l'envoie pas pour rien. On s'en sert en France, à la Nationale...

Mais ajouter des cotes en marge est indigne d'un paléographe.

Ce catalogue, publié depuis l'Enquête de la Revue, montre qu'elle était utile, mais qu'elle n'a pas suffi et a été bien peu comprise de nos bibliothécaires les plus éminents.

C'est une raison pour insister et la reprendre...

La question qui les passionne le plus, les savants, est celle des bibliothèques de laboratoire; et leur peu de confiance dans la bibliothèque d'université se trahit dans leur tendance à grossir la petite bibliothèque du laboratoire. Et tout ce qui intéresse M. *Liard*, vice-recteur de l'Académie, c'est d'empêcher cette tendance « à se constituer des fonds de bibliothèques particuliers, échappant à la surveillance et au contrôle du service de la Bibliothèque universitaire ».

Car ce n'est pas tout de mépriser la science, il faut la surveiller et la contrôler.

Toutes les réformes qu'on voit à faire dans les bibliothèques ne sont jamais que des contrôles et inspections en plus et quand des gens, devant l'incurie des dépôts officiels, tâchent de remédier au plus urgent par quelque initiative — ce sont eux qu'il faut surveiller.

Voici quelques extraits de l'enquête :

M. *Haller* regrette Nancy, où on était libre. Il faut pour la chimie un bibliothécaire chimiste. M. *Pellat* seul trouve tout très bien, même les chartistes :

Il faut bien que ceux-ci fassent quelque chose. Les jeunes gens qui étudient les sciences ont autre chose et mieux à faire qu'à devenir bibliothécaires.

M. *Berget* :

Les livres scientifiques sont sacrifiés par principe. L'administration, les bibliothécaires, les ministères, tout le monde les ignore.

M. *Riban* n'a que de vagues notions sur les bibliothèques nationales et universitaires. Il a fait se cotiser ses élèves pour avoir des livres dans leur laboratoire, comme cela on les laisse tranquilles et M. Chantepie, qui voulait tout englober et surveiller, s'est heurté à des propriétaires. Mais il arrive qu'on a besoin d'un livre que le laboratoire ne possède pas. Où aller? Au laboratoire voisin ou chez M. Dorveaux, bibliothécaire de l'École de pharmacie. M. Dorveaux, médecin et bibliothécaire, est la providence des sciences à Paris.

M. *Haug*, au nom de la géologie, trouve que la Faculté est pauvre, mais non pas nulle, et l'utilise. Ils s'étonne que le Droit et la Théologie protestante aient une bibliothèque à part et les Sciences — toutes les sciences — point. Enfin la Faculté ignore l'Amérique. Pas même d'échange avec le Smithsonian Institute!

M. *Appel*, doyen de la Faculté des sciences, se rappelle qu'à

l'École normale un agrégé des sciences, un aîné, était joint au conservateur et ose déclarer — contre M. Châtelain et tant d'autres — qu'« il est avantageux pour les chercheurs que le bibliothécaire soit au courant du contenu de ses livres, pour pouvoir aider et diriger les recherches ».

M. Lippmann : Il est extraordinaire que les Chartistes soient chargés de la conservation des livres scientifiques. — Un bon bibliothécaire est aussi nécessaire dans une bibliothèque que les livres eux-mêmes. A la Sorbonne, le lecteur est tenu, en demandant un ouvrage, de savoir le nom de l'auteur, le titre de l'ouvrage, parfois même des détails sur l'édition ; *il faut ignorer ce qu'est la recherche bibliographique* pour avoir de telles exigences... On vient travailler sur tel sujet, et c'est tout ce que l'on sait.

M. Moissan redit à peu près les mêmes choses. Il trouve qu'un bibliothécaire « doit aimer et connaître sa bibliothèque » et personnellement va à celle de l'École de Pharmacie, parce que le conservateur, M. Dorveaux, non chartiste, mais médecin, connaît ses livres.

M. Chalin reconnaît qu'à l'Université « les lettres ont toujours été objet de préférence » :

L'administration de la Bibliothèque est beaucoup plus aimable pour les étudiants des lettres que pour ceux de science ; la culture littéraire des conservateurs leur permet, sur les premiers, une certaine supériorité morale... Mais envers les scientifiques, ils ne savent rien.

Il suffit, selon *M. Chatelain*, qu'ils connaissent « les bibliographies »...

M. Brouardel, non plus, ne sait pas « les noms d'auteurs ».

Autrefois, dit-il, il a une vingtaine d'années, il y avait parmi les bibliothécaires des hommes qui rendaient de grands services aux lecteurs en leur facilitant les recherches... Aujourd'hui tous les bibliothécaires sont de bons bibliothécaires, mais ils ne rendent pas toujours, scientifiquement, les services que., etc.

M. Bonnier n'est pas tendre pour M. Chantepie qui refusait d'acheter les livres qui n'étaient pas très chers, très beaux et parfaitement inutiles. Il déclare avoir des livres à son laboratoire, « ce qui est illégal, mais nécessaire ».

M. Hérouard, pour la zoologie, ne trouve pas grand'chose à la Bibliothèque Nationale, et rien à la Bibliothèque de l'Université.

Enfin la *Revue scientifique* donne une statistique où sont

relevés les membres scientifiques des commissions de 229 bibliothèques municipales de France. Ils seraient 309 sur 1.711, soit pas même un sur cinq, et l'on compte comme scientifiques 7 industriels — pour toute la France! 122 médecins et 28 pharmaciens. A Abbeville, patrie de Boucher de Perthes, et dans vingt autres villes, ils sont 0. A Bourges 1 sur 11, à Alger 1 sur 12. A Bordeaux et Dijon 3 sur 18.

M. Giard est solennel et conclut :

L'influence exagérée des tendances littéraires sur les organismes sociaux est absolument extraordinaire dans un siècle comme le nôtre, qui s'intitule si souvent siècle de science et de progrès.

Mais cette solennité prend une forme singulièrement agressive contre le peu regretté *M. Chantepie*,

... parfaitement ignorant des besoins scientifiques, l'homme qui était si fier d'avoir acquis un volume relié avec la peau d'un mobile tué en 1870. Le contenu des livres ne l'intéressait pas du tout.

C'est ce *M. Chantepie* qui réclama la suppression des bibliothèques de laboratoire. Particulièrement celle de Wimereux, où *M. Giard* avait avec grand soin réuni les documents indispensables aux dissections et analyses, dut en partie faire retour à Lille. Or, les collections avaient été payées à frais communs par Lille et Wimereux; on les coupa donc en deux, comme Salomon voulait faire de l'enfant, moitié à Lille, moitié à Wimereux. Conclusion de *M. Giard*: Il ne suffit pas que les livres soient là, il faut encore que quelqu'un sache les donner et les faire valoir.

Quant à la commission de la Bibliothèque, « l'impuissance des deux délégués scientifiques fut telle qu'ils déclarèrent inutile de se représenter aux suffrages de leurs collègues ».

M. Curie: Les livres dont on a besoin ne sont pas très nombreux, mais, par contre, il est nécessaire de les avoir toujours sous la main. S'il faut courir à une grande bibliothèque — et elles ne sont jamais d'un accès bien facile et bien engageant — on préfère souvent se passer de renseignements.

Une statistique de demandes, prise sur une bibliographie de thèse soutenue à la Sorbonne même, donne 3 volumes sur dix. Onze minutes par ouvrage demandé, mais 33 par ouvrage obtenu.

Le Dr *Laloy*, bibliothécaire de l'Académie de médecine, n'a pu trouver en France le manuel d'entomologie de Bur-

meister, les *Comptes rendus de la Société géographique de Vienne*, etc. Tous les achats sont littéraires ou juridiques, exceptionnellement physiques ou mathématiques, presque jamais biologiques. Le Museum et la Nationale, les seuls fournis, sont exclus du prêt universitaire.

Cette enquête n'a été qu'une déclaration de guerre, et cette déclaration a été relevée. Arracher les bibliothèques à l'histoire est difficile. Depuis des siècles l'histoire les tient; tous ou presque tous les bibliothécaires sont aujourd'hui des antiquaires, et au nom de quelque savoir paléographique s'intitulent « techniciens », se déclarent spécialistes dans cet art de ranger les bibliothèques qu'ils ignorent systématiquement.

Mais ce qui est plus grave, c'est que les savants *ont autre chose à faire*. Oui, ils ont leur laboratoire, leurs expériences. Les historiens ont tout leur temps pour défendre les bibliothèques comme leur proie.

M. Stein a répondu, dans le *Bibliographe moderne*, d'une manière facile, le mot est de lui. Ainsi la pharmacie suffit à la chimie. M. Stein, archiviste, le sait. « Voulez-vous consulter des livres de médecine? La riche bibliothèque de la Faculté, trop peu facile d'accès en général, s'ouvrira cependant pour les professeurs, et *pourrait* s'ouvrir à tous les étudiants si les règlements n'y étaient pas aussi farouches (*sic*). »

Quoi! vous n'êtes pas content avec une bibliothèque qui « *pourrait* » s'ouvrir et avec des règlements qui *pourraient* n'être pas si farouches? Les mathématiques seules, avoue M. Stein, sont bien servies à la Sorbonne, mais il y a d'autres bibliothèques « où MM. les professeurs seront accueillis avec la plus grande déférence et pourront à l'occasion envoyer leurs élèves, à l'Ecole des Mines, à l'Ecole des ponts et chaussées, au Conservatoire des Arts et Métiers, à l'Institut agronomique, à l'Observatoire... ». M. Stein en oublie. Il y en a d'autres « à l'occasion ». C'est l'occasion d'y aller qui ne se trouve pas. Et quand les lettres ont l'Arsenal, la Mazarine, les neuf dixièmes de la Nationale, sans compter les « occasions »: Ecole des Chartes, des langues orientales, etc., pleines aussi de déférence pour MM. les Professeurs, la prétention de s'installer chez soi et d'envoyer la chimie à la pharmacie, la mécanique aux Arts et Métiers, la psychologie au Jardin des Plantes et la Physique... nulle part! est un beau cas de cet esprit dit *Chartiste*, beaucoup plus grave que l'on ne le suppose aujourd'hui, puis-

que M. Stein démontre que la majorité de ceux qui en sont atteints ne sortent pas de l'École des Chartes.

Nous avons cité M. Aulard, professeur d'histoire, qui, au nom des « techniciens » — qu'il connaît? — de la Nationale, ne demandait pas moins que consacrer à l'histoire cet établissement tout entier...

Une bibliothèque spéciale à Paris et à la Révolution, celle du Musée Carnavalet, ne suffit pas à cet homme éminent, mais insatiable. La Bibliothèque de l'Université, accaparée par les Lettres, ne suffit pas. Ni la Mazarine, ni l'Arsenal. Il lui faudrait aussi le seul établissement de France où l'on puisse prendre une teinte du mouvement scientifique universel, où la France amasse, communique tard, avec des catalogues absurdes, mais possède, du moins, les journaux, les revues, les collections des sciences...

Il ne faut point rire du toupet de M. Aulard. Ce qu'il dit, on le ferait, et on le ferait sans le dire si nul ne défendait notre grande Nationale. Il n'en est pas encore ainsi.

Les conclusions de l'enquête que nous avons résumée réunissent, je crois, les approbations de tout le corps scientifique — paléographie exceptée.

C'est, d'abord, l'abolition de règles stupides qui « gardent les livres comme des poudrières ». Et l'on en relève un bon nombre. A la Faculté de médecine, un seul ouvrage est donné à la fois. Partout défense de chercher dans les collections; il faut les faire venir année par année. — On perdra des livres, eh ! bien, qu'on en perde ! Tous les élèves ont cassé des appareils dans les laboratoires !

Tous réclament plusieurs exemplaires de certains ouvrages. N'a-t-on pas dans les laboratoires plusieurs microscopes ? Tous réclament l'ouverture des bibliothèques pendant les vacances. — On ne travaille pas pendant les vacances, disait l'immense M. Chantepie. — Quand donc travaille-t-on ? disent les professeurs !

Et tous réclament un catalogue de matières. Et tous réclament le prêt de bibliothèque à bibliothèque.

On réclame aussi de l'argent.

De l'argent pour acheter des livres, des livres de science.

§

Nous avons à examiner tour à tour : le Budget français, celui

de la Nationale et celui de la Province, les subventions de l'Etat, les envois de livres de l'Etat...

Nous parlerons aussi de l'étranger. L'expansion américaine, allemande, anglaise, australienne, japonaise même se lit aussi bien dans les budgets d'acquisitions de livres des bibliothèques publiques qu'aux statistiques des exportations-importations ou aux tonnages de la marine marchande.

Et l'état stationnaire de la France se lira au budget de ses bibliothèques.

C'est ici le plus important.

Pas un instant nous ne songeons à balancer par quelque intérêt accessoire le principe que les bibliothèques sont faites avant tout pour fournir à la science des moyens de travail. Il n'y a pas d'instruction générale, de populaire, de vulgarisation qui tienne devant ce rôle.

Celui-là d'abord et le reste avec les restes.

Un Etat qui a des savants doit leur donner le moyen de faire avancer la science. Il importe peu où, comment, pourvu que les sciences aient quelque part les livres qu'il faut.

La France a-t-elle ces livres?

Elle ne les a pas.

Elle les avait, quand les sciences étaient toutes petites. Elle les a toujours — les mêmes. Nous sommes riches de vieux livres.

Mais les budgets restés enfants n'assurent plus en France les progrès scientifiques, ni dans les Universités, ni dans les grandes villes, ni à la Nationale même. Cela vaut la peine d'être dit et prouvé, et c'est pourquoi nous avons écrit ce livre.

Puisse-t-il apporter quelque publicité à l'œuvre commencée par la *Revue scientifique*...

Il est évident qu'on ignore. L'importance de la bibliographie dans les sciences est méconnue par nombre de savants, et des plus avancés, et d'autres prennent figure de grands expérimentateurs qui ne sont que d'habiles bibliographes, des gens renseignés, parce qu'ils ont pu « lire », — parce qu'ils étaient dans les conditions de pouvoir lire : étrangers plus ou moins nomades, ou très riches.

Le pays de Curie, Moissan, de tant d'autres, ne leur fournissait pas leurs livres.

Est-ce l'argent qui manqua? Certes, mais on en avait pour l'histoire, pour le droit, et autres fantaisies...

Nous avons à considérer l'argent mis dans les bibliothèques scientifiques publiques, non comme un luxe, une vanité, une générosité de pays parvenu, mais comme un placement de bon rapport, une entreprise, l'acte utile d'un pays qui veut parvenir.

Cet argent rentre.

Il rentre plus sûrement que celui qu'on prête à l'étranger. Mais si cet argent, l'étranger peut un jour le rendre, c'est qu'il l'aura placé d'une façon utile. Les bibliothèques sont un bon placement d'État.

L'Allemagne a utilement placé de *notre* argent.

L'Allemagne par ses universités et ses écoles techniques a continué ses conquêtes.

L'on dit que la France est plus riche qu'elle et je le crois, quoique cette vérité soit de durée limitée.

L'on dit aussi que la fibre patriotique ne manque jamais de vibrer à la Chambre, au Sénat, chaque fois qu'un ministre y a recours.

Le Ministre de l'Instruction publique ne songe donc jamais aux provinces perdues?

Il serait bon tout de même qu'on sache, même à la Chambre, que si Strasbourg était resté ville française, université française, la science n'y trouverait pas moitié de ce qu'elle y trouve...

Vraiment pas la moitié.

Mais sans doute quelque patriote se lèverait, dirait que la science française n'a pas eu à en souffrir. Il aurait même raison, car Strasbourg allemand prête des livres, Strasbourg allemand prêterait des livres même aux Français. C'est une ressource.

Nous ne l'aurions pas si Strasbourg était resté français.

CHAPITRE IV

PROVINCE

I. — CENTRALISATION.

Deux façons de centraliser : 1° Le groupement local des diverses ressources ; 2° Une administration qui régit un pays effeuillé en 4 couches : universitaire, municipale, populaire et scolaire, avec une annexe militaire.

II. — ETAT DES BIBLIOTHÈQUES.

Absence de renseignements. Essai d'un tableau général statistique :

1° Des villes universitaires.

2° Des villes au-dessus de 15.000 habitants.

Les budgets d'acquisition. — Personnel. — Installation. — Les livres qu'on peut lire (Chamont, Rennes, etc.)...

Les bibliothèques de la vieille France.

Conclusions. Les horaires difficiles. — Bordeaux. — Que la plupart des bibliothèques savantes ne sont que des populaires peu fréquentées.

III. — QUELQUES VILLES. — Lyon. — Marseille, Aix. — Rouen. — Lorient.

— Cette, Annonay, Auch. — Reims. — Saint-Etienne. — Amiens.

I

CENTRALISATION

Alors que toutes les villes d'Angleterre et des Etats-Unis s'efforcent de grouper dans chaque ville laissée libre tous les services des livres de façon à avoir une belle bibliothèque, toujours ouverte, honneur et luxe de la cité, communauté des citoyens, effort vers l'égalité des classes, — les tendances françaises peuvent se définir l'« éparpillement centralisé ».

Nulle indépendance locale ; tout tend à se rattacher à une direction et inspection d'Etat. Mais on distingue les classes, on répartit les rôles, on crée des hiérarchies, on divise pour régner.

A New-York un palais gigantesque unit tous les services. Enfants, étudiants, dames ont des salles spéciales. Une salle centrale s'ouvre à tous. Des succursales sont ouvertes dans tous les quartiers, dans la banlieue. Une bibliothèque circulante

pour la campagne complète la machine. Centralisation, certes, mais combien active, celle qui assure au campagnard le million de volumes de la bibliothèque publique. Centralisation, certes, mais toute régionale. Le seul lien qui relie à Washington, c'est la facilité d'acheter des fiches toutes faites.

En France nous avons : bibliothèques d'Etat, — d'universités, — de sociétés savantes, — municipales, — populaires, — scolaires. Toutes reliées au centre. Chacune isolée de sa voisine.

Les sociétés savantes elles-mêmes ne sont pas toutes absolument autonomes. Toutes les autres, les 3.000 municipales, les 43.000 scolaires sont tenues de loin par des fils. Rouages n'engrenant pas le rouage d'à côté ; la force leur arrive par de pénibles transmissions, — ce qui reste de force après tant de frottements. Ce n'est pas un attelage qui marche, ce sont des chevaux au piquet, tirant chacun de leur côté. Il est tout à fait important de comprendre ces deux formes de centralisation : celle qui groupe et celle qui divise, celle qui produit et celle qui paralyse, celle qui serre les uns contre les autres des soldats unis et celle qui les envoie dans tous les sens avec un fil à la patte pour les retrouver, mais défense de communiquer entre eux, celle qui fait des économies, simplifie, achète et fabrique en gros, et celle qui complique, contrôle, inspecte. Et nous n'aurons pas à parler de la lecture à Marseille, des ressources de Brest ou de celles que n'a pas Saint-Denis, mais à parler chaque fois de toute la France ensemble, par espèces de Français : universitaires, populaires, scolaires.

A Paris nous appelons municipales les petites bibliothèques de quartier ouvertes deux heures le soir.

La Ville ne s'occupe pas des autres.

En province on appelle municipale la bibliothèque de la ville, la grande, qui correspond à notre Bibliothèque nationale de Paris.

Il y a ou il doit y avoir dans chaque ville de France une bibliothèque de ce genre. Elle contient presque toujours des richesses archéologiques, compte en tout cas beaucoup de vieux livres, enfin c'est une bibliothèque savante.

Le mot savant a un sens spécial en bibliothéconomie, il ne faut pas en conclure que hors l'archéologie il permette quelque étude sérieuse. En général cela veut simplement dire vieux, incommode, rébarbatif. Une bibliothèque qui ne prête pas de livres, qui ouvre à des heures où personne ne peut venir,

où les bibliothécaires grincent, dorment ou prennent de grands airs, — est une bibliothèque savante.

En tout cas les plus grands efforts sont faits pour pousser des institutions hors du public. On rêve de arriver à créer ainsi des bibliothèques vraiment « savantes ». Les bibliothécaires associés espèrent s'enrégimenter dans une vaste administration, classes et sous-classes, règlements, avancement, retraite. C'est en recrutant les fonctionnaires par des examens ardues qu'on pense rendre savantes ces bibliothèques. Conception de bibliothécaire qui s'identifie avec sa maison, croit qu'en se diplômant il donne plus de livres à lire... Mais un bibliothécaire n'est pas un professeur: on n'a pas à le lire lui, mais les livres qu'il conserve.

Non, la science des gardiens ne grossit pas le crédit d'achats, et c'est ce maigre crédit qui fait que nos bibliothèques n'ont de savant que la peur qu'elles inspirent au monde.

En dessous de ces bibliothèques, la plupart presque mortes, derrière cette *montre*, il y a les *populaires*. En 1902, il y en avait:

Paris : 77 municipales, 13 livres; 2.046.209 consult. et prêts.
Province : 1884 — , 4027 — ; 3.600.000 —

Soit 2.911 bibliothèques de province qui ont accepté le contrôle de l'Etat. L'Etat fait payer ses faveurs et cher. Exigences. inspecteurs, obligations de catalogues souvent coûteux. Le tout pour 50.000 francs et quelques livres à partager entre 2.911. Les 2.911 possèdent, dit-on, en tout 4.166.417 volumes, soit 1.431 en moyenne chacune.

Toutes sont liées à l'Etat, mais nulle n'est liée à sa voisine.

Comprenons bien. A Glasgow ou New-York, l'Etat ne s'occupe de rien, mais la municipalité s'occupe très activement. Les 15 bibliothèques de quartier ici, les 50 là forment un bloc, se prêtent les volumes entre elles. Si ces dépôts de quartier, au lieu d'avoir de dix à vingt mille volumes et plus parfois, n'avaient que les 1.431 qui sont la moyenne française, le citoyen de tel quartier aurait encore 1.431 multiplié par la moitié de 15 et de 50, car ces bibliothèques ont soin de n'avoir pas plus de moitié de volumes qui soient les mêmes.

Le Français n'a en tout et pour tout que ces 1.431 qui doivent suffire à son instruction, à ses loisirs, à sa femme, à ses enfants, aux bacheliers, aux ouvriers, aux domestiques. Mais,

c'est là un avantage inappréciable, ces 1.431 volumes lui sont « choisis par l'Etat ». Il importe en effet que ce petit tas de livres soit choisi avec soin. Et surtout qu'il soit catalogué, inspecté, contrôlé. Quelle campagne dans la presse, interpellation aux Chambres, pas moins, s'il en était un mal pensant, ou si par hasard l'un des 1.431 disparaissait !

La France ne se contente pas cependant de ces municipales. Je lis dans le livre de M. Langlois qu'il y aurait bien 30.000 bibliothèques populaires catholiques, dont 3.000 circulantes et 6.000 annexées à des œuvres. Il y en a aussi beaucoup dans les clubs, syndicats, ligues, universités populaires, etc., qui n'ont pas le contrôle de l'Etat.

Il y a les bibliothèques spéciales chargées de ne pas mêler, même s'ils veulent lire, les soldats aux sous-officiers, les sous-officiers aux officiers, et les officiers au commun des Français. Il y a enfin les scolaires dont nous parlerons à part et qui seules amènent quelques livres aux campagnes.

Tout cela peut faire de bien belle administration. Mais tout cela donne bien peu à lire aux gens.

Les municipales ont un bout d'indépendance. Une commission de surveillance, composée de vingt personnes éminentes « dont la moins occupée est en général le préfet », n'embête pas beaucoup le bibliothécaire qui contente tout le monde en achetant *Femina* pour madame l'adjointe, l'*Assiette au beurre* pour le conseiller de préfecture aux idées avancées, les « Encointes gallo-romaines » pour quelque archéologue.

Abonné à quatre journaux du pays et à la *Revue des Deux Mondes*, il lui faut bien satisfaire quelque petite tendance personnelle... après quoi il songe à compiler les bibliographies pour répartir impartialement les cent sous qui restent parmi l'ensemble des connaissances humaines.

Il y a de ces livres « qu'il faut avoir » et qu'on ne lit pas, qui sont achetés au cercle des officiers, à la municipale, à l'universitaire, à plusieurs populaires et peut-être aux scolaires, dans des villes, de grandes villes où il serait impossible de trouver dix ouvrages, vieux de moins de vingt ans, sur l'optique, sur les Etats-Unis ou même sur les cultures, l'industrie du pays !

II

ÉTAT DES BIBLIOTHÈQUES DE FRANCE

Mettre dans une colonne le nom des villes, leur chiffre

d'habitants et le chiffre des impôts. Donner dans une colonne : 1° le pour cent de ce que, sur ses dépenses, la ville fait pour sa bibliothèque; 2° ce qu'elle reçoit d'ailleurs, de l'Etat et des fondations...

Dans la seconde colonne mettre le fonds de ses livres, ceux antérieurs à l'ère nouvelle : la République.

Nous y mettrons les dons, sauf les rares cas où il s'agit de livres nouveaux.

Enfin dans 2 colonnes, qui sont les importantes, il nous faudrait : 1° le nombre des prêts et communications; 2° le chiffre net consacré aux acquisitions chaque année.

C'est la colonne des livres *utiles*.

Ce tableau, on y travaille actuellement, je ne désespère pas que nous l'aurons un jour. C'est difficile, surtout de distinguer les vieux livres des utiles. Mais je suis hors d'état de le fournir actuellement.

Je vais cependant donner des chiffres.

Je tiens à déclarer, que malgré des recherches longues et consciencieuses, et des voyages, et des visites, et plus d'un cent de lettres avec timbre pour la réponse, — bien des chiffres donnés ici sont FAUX, et généralement *majorés*.

L'Association des bibliothécaires français, elle, a envoyé un questionnaire à *toutes* les bibliothèques de France.

43 ont répondu.

On dira que cela ne suffit pas à établir une opinion d'ensemble. Je proteste. C'est là une opinion très claire et toute faite.

— Vous trouvez ma pièce mauvaise. Qu'en savez-vous ? Pendant que je l'ai lue vous dormiez...

— Monsieur, le sommeil est une opinion.

Ce sommeil est la réponse générale des bibliothèques à tous ceux qui s'inquiètent de ce à quoi elles servent.

L'exemple donné par la Bibliothèque d'Amiens, qui a envoyé un long rapport, montre que celle-ci est une des mieux administrées de France. J'ai pu le contrôler, ayant connu cette bibliothèque avant 1892, époque où fut nommé le conservateur actuel. Mais pour qui a visité un certain nombre de bibliothèques, — ce seraient des régiments ou des maisons de commerce, ce serait la même chose — la précision de renseignements, l'empressement à les donner, indique, mesure même, presque toujours, son administration et sa prospérité.

Mais le réveil commence. J'ai obtenu, en avril 1908, 96 réponses. Une enquête générale sur les bibliothèques de France

se prépare. Des bibliothécaires la font librement, l'Etat s'occupe d'inspecter, non de savoir. Je n'apporte à cette enquête que bien faible contribution, et ce que j'espère surtout, c'est attirer l'attention sur cette enquête, peut-être aussi élargir un peu le point de vue trop spécial où il se peut qu'elle soit faite. Mais non ! Ici la misère est si grande qu'on ne se disputera pas beaucoup sur les conclusions. Partout on réclamera un sort plus acceptable pour les fonctionnaires, quelque argent pour acheter des livres, des heures plus commodes pour le public, des locaux convenables, et pour avoir tout cela... un peu d'indépendance !

Je ne m'occupe pas ici du sort des fonctionnaires. Ils sont mal payés, sans assurance d'avancement ni de retraite, mais ils font très bien leur service. A cela rien à répondre. Des villes les payent bien, d'autres mal. Nous parlerons plus loin des salaires... Le fait est qu'on trouve à tout prix, même pour rien, de dignes conservateurs, mot sinistre qui indique le métier de gardien qu'on s'imagine être celui de bibliothécaire.

Le jour où l'on sera à même de dresser un tableau exact des livres achetés, des prêts et communications, nous appellerons le bibliothécaire « chef d'exploitation », ou agent de propagande, et on le paiera à la commission sur services rendus. Nous n'en sommes pas là. Nous voudrions pourtant, loin de demander pour eux des classes et hiérarchies qui leur ôteront le peu de liberté qui leur reste, qu'ils n'espèrent que des villes l'avancement mérité. Alors seulement ils sauraient se rendre nécessaires.

Nous laissons donc de côté l'entretien et les appointements. Nous donnons un chiffre d'acquisitions.

Il comprend la reliure, il comprend souvent le catalogue, les fiches, un tas de dépenses. C'est un tiers ou la moitié qu'il faut prendre pour avoir le chiffre net d'achats. Seul, il nous donne l'état réel, la valeur utile, les ressources d'étude d'une bibliothèque. L'on ne saurait trop insister là-dessus. Même les historiens et les littérateurs pour qui le vieux fonds des livres est plus utile que l'autre ont besoin des travaux de leurs contemporains, et doivent penser que l'instant qui s'écoule est déjà de l'histoire.

Nous avons tenu à rappeler l'état ancien de nos bibliothèques. Nous avons pour les universités un inventaire officiel.

Un « Tableau statistique des bibliothèques des départements » fut publié par le Ministère en 1856 (1). Il compte 340 biblio-

(1) Franklin. Art. *Bibliothèques*, dans le Dict. de Pédagogie, de Buisson.

thèques publiques, mais descend jusqu'à compter celles d'Ussel et de Loudun qui ont 24 et 37 volumes. Du moins les chiffres de celles-ci sont exacts, je pense. Je suis moins sûr des plus grandes : Strasbourg 180 (milliers) ; Lyon, 151 ; Bordeaux, 123 ; Rouen, 110 ; Aix, 95 ; Besançon et Grenoble, 80 ; Avignon, 60 ; Versailles, 56 et Marseille, Caen, Dijon, Nîmes, Toulouse, Rennes, Nantes, Amiens, Le Mans de 40 à 55 milliers.

Toulouse, Montpellier, Rennes et Neufchâteau accusent seules un cent de lecteurs par jour. Des villes, comme Cette et Lorient, ouvraient tous les jours pour *moins* d'un lecteur en moyenne. On ignore totalement à Cette l'existence d'une bibliothèque à cette époque.

Les chiffres de matériel en 1856 sont : Lyon, 12.000 ; Bordeaux, 7.700 ; Alger, 6.640 ; Dijon, 4.600, Rouen, 4.000 ; le Havre, 3.700 ; Marseille, 3.600 ; Besançon, Rennes, 3.200 ; Toulouse, 3.150, Lille et Amiens, 3.000. On verra que quelques-unes ont bien peu augmenté.

Le total des livres est de 3.734.170. Les villes, à elles toutes, donnent 227.139 fr. pour le personnel (340 villes, dont 32 ne donnent rien), et 190.779 pour le matériel. Total : 417.918 fr.

Le *Courrier des Bibliothèques* nous donnait une liste assez complète pour 1884. Nous avons pu contrôler pas mal des chiffres qu'il donne et en avons trouvé plus d'un tiers complètement faux. Notons que les bibliothécaires actuels ignorent assez généralement non seulement le nombre des livres, mais même le budget de 1884 !

Encore plus pour 1845. Je tenais à une date antérieure à l'Empire. Quand tout renseignement direct m'a manqué, j'ai eu recours, pour l'année 1845, à l'état que donne un livre nommé *Patria*, publié en 1847 chez Dubochet. C'est toujours un renseignement. On y trouve pour la France 244 bibliothèques publiques, et 4.479.200 vol. Les Facultés, séminaires, etc., ne sont pas comptés. Pour les bibliothèques sur lesquelles nous n'avons ni statistique officielle, ni renseignement personnel, nous avons pris la *Minerva* ; c'est l'Allemagne qui nous renseigne. Elle le fait d'après un annuaire français officiel, qui n'avait pas paru en mai 1908, et qui donne les chiffres de 1906.

Beaucoup de ces chiffres, établis pour le Ministère, sont majorés. Nous avons pu saisir deux ou trois supercheries, qui nous ont fait douter du reste. Les villes ont honte, et craignent de tarir la source des dons. C'est facile, la rubrique

« Matériel » est si vague ! Qu'a-t-on acheté ? Du charbon, des lampes pour des réunions diverses, des fiches et parfois de l'impression de catalogues et presque pas de livres.

Enfin le Dictionnaire Joanne, les annuaires locaux, le Bottin donnent des indications très inexactes. Nous n'y avons pris que quelques chiffres rétrospectifs.

Ce tableau ne peut donc avoir qu'un intérêt de comparaison. Mais l'accroissement dans un demi-siècle y est grossièrement indiqué, et c'est en mettant en regard ceux que nous publions sur l'Allemagne (pp. 212-214), l'Amérique et l'Angleterre (t. II), qu'il faut le lire. Ceux-ci ont un caractère d'exactitude bien autre.

Nous séparons les villes en deux classes : celles qui, ayant une université — presque toutes nos grandes villes, — sont ou devraient être des centres intellectuels. Il y en a 18, et dans ces 18 places l'on s'attend à trouver tous les livres qu'il faut pour des études supérieures. Ce tableau est à comparer à celui des Universités allemandes.

Pour les autres villes, le chiffre de population doit donner une proportion suffisante. On le comparera à l'Amérique, à l'Angleterre.

Nous énumérons toutes les villes au-dessus de 15.000 habitants. Nous en citerons ensuite quelques autres, riches en livres, en vieux livres.

Chaque fois qu'on le peut on distingue les volumes des brochures. Les dissertations universitaires forment en effet des tas énormes, sans grand intérêt. C'est une cause d'erreur de moitié qu'on évite ainsi... On l'évite rarement ! Elles étaient déjà nombreuses en 1888, mais, depuis, elles triplent parfois l'apport annuel de livres nouveaux.

Nous omettons en général — sauf là où il n'y en a pas d'autres et pour en parler à part, — les bibliothèques populaires, quoique la distinction n'en soit pas toujours précise. Et aussi les paroissiales, les scolaires, les sociétés, écoles, etc. — Et nous ne disons pas que tous les villes dont la place est en blanc n'aient pas de bibliothèque. D'autres diraient : si elles en avaient, ça se saurait. J'ai tant vu de villes qui en ont et où cela ne se sait pas que j'écris justement pour qu'on sache...

Mais dans une quinzaine de villes de plus de 15.000 habitants, nous n'en connaissons pas. Dans deux M. le Maire a bien voulu nous répondre : il n'y a aucune bibliothèque.

TABLEAU DES BIBLIOTHÈQUES DE FRANCE

- 1° Villes Universitaires.
- 2° Villes au-dessus de 15.000 habitants.
- 3° Autres villes dépensant 500 fr. pour une bibliothèque.

Nous avons groupé dans les 2 premiers tableaux les villes dans l'ordre de population.

L'Index indiquant la page et le chiffre de population, y recourir pour trouver telle ou telle ville.

Nous avons fait figurer aussi à l'index, pour la plupart des villes, le chiffre de leur Budget (recettes ordinaires, année 1907). Cet élément est indispensable pour apprécier ce qu'une ville fait ou peut faire.

Les Bibliothèques populaires, étant traitées spécialement, ne sont signalées que quand il n'y en a pas d'autres dans la ville.

1° VILLES UNIVERSITAIRES

Budget du ministère de l'Instruction publique, 1907 :
Bibliothèques universitaires. Personnel. Paris..... 299.000 fr.
— — Province... 160.550 »

PARIS. — Anciennement Université de France. — 1906 : 2.763.000 hab. (Seine : 3.848.000). — 15.789 étudiants.

1° Faculté des lettres et des sciences à la Sorbonne. Ouvre de 10 à 12, de 2 à 6, de 8 à 10. — 400.000 volumes environ. 2 Conservateurs. 11 bibliothécaires et stagiaires. (Voir chapitre III.)

2° Faculté de droit. 80.000 vol. Budget total..... 49.958

3° — de médecine, 160.000 vol. — 72.595

4° Ecole supérieure de pharmacie, 40.000 vol. — 12.530

[La Bibliothèque Nationale est l'objet de plusieurs chapitres. — Les autres Bibliothèques de Paris ont été l'objet du chapitre II. Voir l'Index.]

VILLES UNIVERSITAIRES BIBLIOTHÈQUES		VOUMES vers			BUDGET matériel		OBSERVATIONS
		1845	1884-8 (1)	1907	1884- 1892 (2)	1907	
Aix 30.000 hab. 554 étudiants.	Méjanes.	120.000	150.000	160.000	1.000	6.150	3856 en 1904. Entretien compris, Total 1907 : 43.150. — Notice, ci-après. Faculté des sciences à Marseille, 20.000 vol., à l'École de Médecine.
	Univ.	.....	22.205	43.447 43.633 br.	12.510	18.580	
Marseille 517.000 hab. 715 ét.	(Fac. Sciences)	.....	9.551	22.000 31.800 br.			1908 : 7.500. — Voir notice ci- après.
	Munic.	50.000	78.000	113.700	15.500	6.500	
Lyon 472.000 hab. 2.783 ét.	Univ.	.....	56.847	210.917 118.335 br.	27.640	44.629	Notice ci-après. En 1860, 36.000 vol. — B. total, 1908 : 47.400.
	Ville. Palais des Arts	100.000 20.500	200.000 70.000	250.000 90.000	9.250 4.400	9.000 5.400	
Bordeaux 252.000 hab. 2.496 ét.	Univ. Publique.	105.000	60.905 150.000	93.263 200.000	21.545 8.000	34.331 11.800	Sciences-Lettres 52.100 vol. Droit 18.700. Médecine 21.500.— Note.
Lille 206.000 hab. 1.560 ét.	Univ.	.....	44.666	77.100 109.416 br.	25.255	35.669	En 1866, 78.000 vol. (Clergé et Collège.) B. total 1908 : 47.334.
	Mun.	22.000	50.000	67.000	10.800	9.000	
Toulouse 150.000 hab. 2.675 ét.	Mun.	70.000 (3)	110.000	150.000	4.700	5.454	Faculté de théologie protestante à Montauban, séparée en 1907. (25.000 vol., B. Matériel : 3.000 francs.
	Univ.	.....	40.796	232.000	25.82	37.850	
Nancy 111.000 hab. 1.841 ét.	Univ.	.....	38.618	79.500 59.600 br.	22.985	30.685	
	Mun.	27.000	44.000	126.140	6.350	12.640	
Rennes	Univ.	.....	19.945	103.637 62.790 br.	13.095	10.998	

Montpellier 77.000 hab. 1.752 ét.	Univ.	.....	82.185	109.886 161.052 br.	19.820	34.523	Ecole d'agriculture : 14.000 vol. B. total. 19.215 en 1908.
	Mun.	26.000	90.000	130.300	3.974	4.306	
Dijon 74.000 hab. 966 ét.	Univ.	.....	31.216	55.472	13.465	19.763	
	Mun.	40.000	50.000	125.000	3.600	6.200	
Besançon 56.000 hab. 325 ét.	Univ.	.....	14.300	26.000	8.000	10.500	
	Mun.	72.000	100.000	93.600	4.000	4.000	
Grenoble 73.000 hab. 896 ét.	Univ.	.....	19.770	46.000	13.070	18.517	
	Mun.	50.000	168.000	70.000 br. 185.000	10.450	11.800	
Clermont 58.000 hab. 281 ét.	Univ.	.....	18.343	101.000	9.200	18.225	Bibl. mun. et univ. réunies en 1903.
	Mun.	20.000	.....	72.000 br.	3.000		
Caen 44.000 hab. 814 ét.	Univ.	.....	33.510	61.793	11.700	18.070	
	Mun.	32.000	90.000	65.749 br. 122.000	2.500	6.250	
Poitiers 40.000 hab. 962 ét.	Univ.	.....	28.210	60.000	12.700	18.505	
	Mun.	24.000	65.000	120.000 br. 75.000	2.000	2.400	
Alger 97.000 hab. dont 40.000 non indigènes 1.344 ét.	Univ.	.....	46.428	50.609	12.070	12.070	Notice.
	Nationale.	.....	.....	110.489 br. 40.000	2.680	3.300	

* Achats de livres, reliures, entretien, etc. Déduire de un à deux tiers, parfois plus, pour les acquisitions de livres nettes.

(1) Chiffres officiels de 1888 pour les Universités. Chiffres fort douteux de 1884, pour les municipales.

(2) 1884 municipales et 1892, Universités.

(3) Collège : 40.000. Saint-Etienne : 30.000.

2° VILLES AU-DESSUS DE 15.000 HABITANTS (dans l'ordre de population)

VILLES	POPULATION en milliers d'habitants	NOMBRE DE VOLUMES			BUDGET		OBSERVATIONS
		vers			de matériel (*)		
		1845	1884	1907	1884	1907	
Saint-Étienne	146	3.600	»	35.000	6.500	5.000	Notice. — Ecole des mines, 12.000 vol.
Nice	134	»	50.000	55.000	4.000	4.500	Total 13.420 (bibl. et archives de la ville).
Nantes	132	40.000	140.000	200.000	*	3.500	* 1884 : 2.000 à 3.500. — 1908, B. total 20.050.
Le Havre	132	16.000	30.000	63.000	2.800	3.300	B. total 13.540.
Roubaix	121	»	5.000	12.500	»	800	Ouverte en 1865, a été versée en 1889 à l'École nationale des Arts industriels. Pas de budget spécial.
Rouen	110	75.000	100.000	140.000	5.500	6.500	B. total 35.600.
Reims	109	30.000	62.000	100.000	5.000	6.500	Notice.
Toulon	103	9.700	17.900	36.000	2.000	1.950	B. total 13.100.
Amiens	90	45.000	50.000	100.000	2.800	4.600	B. Total 12.400. Notice.
Limoges	88	12.000	24.000	45.000	1.500	2.000	Livres 1.600. Abonn. 900. Rel. 500. — B. total 7.800. — A reçu en 1907 les 25.500 vol. ou fasc. du grand séminaire, non encore classés.
Brest	85	12.000	25.000	59.200	1.500	3.000	B. Personnel : 6.530. — Bibl. du Port : 22.900 vol.
Angers	82	24.500	40.000	72.500	4.800	4.750	B. total : 9.150.
Tourcoing	81	»	»	10.000	1.000	2.000	Ouverte en 1885. B. total 8.700.
Nîmes	80	38.000	72.000	80.000	1.200	5.500	B. total : 14.300.
Orléans	68	36.000	49.000	90.000	1.300	2.700	B. total : 6.700.
Tours	67	35.000	40.000	125.000	4.000	4.850	B. total : 11.850.
Calais	66	7.000	22.500	33.200	2.000	2.000	Pas de budget spécial. Moyenne : 1.400 acq. 600 rel. Personnel 4.200.
Le Mans	65	45.000	50.000	52.513	2.900	2.800	B. total, 9.000. Acq. 2.800. Reliures, 800.

VILLES	POPULATION en milliers d'habitants	NOMBRE DE VOLUMES			BUDGET		OBSERVATIONS
		vers			matériel		
		1845	1884	1907	1884	1907	
Saint-Denis.....	64	»	»	10.000	»	1.000	4 bibl. pop. En tout 2.000 fr. Prêt total, 1907 : 600 vol.
Levallois-Perret..	61	»	»	10.600	1.000	3.217	B. total, 5.417, dont 1.417 subvention départ. — En 1907, 23.032 prêts. Ou- verte en 1878.
Versailles.....	54	50.000	80.000	162.700	6.400	8.000	B. total, 19.550.
Troyes.....	53	98.000	130.000	130.000	3.200	4.000	B. total, 19.850. Note.
Béziers.....	52	7.000	12.000	17.000	1.500	1.200	B. total de 4.500 baissé à 4.000 pour 1908.
Saint-Quentin....	52	16.000	19.000	24.950	1.100	1.100	B. total, 4.000.
Boulogne-sur-Mer	51	26.000	50.000	64.500	3.300	3.500	B. total, 9.600.
Boulogne-s-Seine.	49	»	»	»	»	»	Bibl. pop., 1.100 fr.
Avignon.....	48	46.000	120.000	140.000	3.000	6.850	Dépendance du musée Calvet. Note.
Lorient.....	49	»	5.000	11.000	2.500	2.000	Notice.
Bourges.....	43	15.800	Brûlée en 1871	59.000	1.800	2.300	B. total, 6.000.
Cherbourg.....	42	5.500	18.337	33.509	1.252	1.410	Budget total, 1884 : 4.150. — 1907 : 8.730. Depuis 1905, appoint de 1.000 fr. fourni pour achats par la Société des <i>Amis de la bibliothèque.</i>
Neuilly-sur-Seine.	41	»	3.800	15.000	2.000	2.500	B. total, 3.960 fr. Note.
Dunkerque.....	38	6.000	27.000	50.000	1.800	2.500	B. total, 4.600. — Le chiffre connu de 6.000 en 1845 est sûrement trop faible.
Perpignan.....	38	15.000	20.000	30.000	1.200	1.400	B. total, 5.400.
Angoulême.....	37	14.000	?	35.650	800	1.000	B. total, 2.950.
Saint-Ouen.....	37	»	»	»	»	1.000	Bibl. populaire, ouverte en 1899. 10.725 comm. en 1907. — Une bibl. pop.libre.

VILLES	POPULATION en milliers d'habitants	NOMBRE DE VOLUMES			BUDGET		OBSERVATIONS
		vers			matériel		
		1845	1884	1907	1884	1907	
Rochefort	36	8.000	12.000	27.000	1.200	1.000	B. total, 3.000. — Legs nombreux depuis 1884.
Asnières (S.).....	36	»	»	»	»	»	Bibl. populaire libre, 9.000 vol.
Saint-Nazaire ...	35	»	»	10.000	»	1.450	Fondée en 1901. B. total 4.600.
Montreuil (S.)...	35	»	»	»	»	»	B. populaire. 2.000 vol.
Montluçon.....	35	5.000	»	15.000	»	»	
Vincennes.....	34	»	»	»	»	»	Une bibl. populaire.
Roanne.....	34	10.000	25.000	100.000	400	1.000	B. total, 3.600. (1.000 fr. en 1884.) — les 100.000 vol. comprennent brochures, et toutes pièces imprimées?
Aubervilliers.....	34	»	»	»	»	»	Bibl. pop. 3.000 v. B. 1.300 fr.
Pau.....	34	20.000	25.000	54.123	5.306	2.500	
Belfort.....	34	1.800	7.200	15.000	»	1.000	B. total, 2.200.
Douai.....	33	36.000	53.000	94.000	2.000	3.000	B. total. 9.800. — En 1838, 32.000 vol. En 1868, 43.353.
Villeurbanne.....	33	»	»	»	»	»	Une bibl. pop. s'est ouverte en 1908, avec un budget total de 1.000.
Ivry (S.).....	33	»	»	»	»	»	Une bibl. populaire.
Cette.....	33	4.000	5.000	15.000	900	900	Notice. B. total, 5.600
La Rochelle.....	33	22.000	33.000	61.347	2.000	2.500	B. total, 6.900. — En 1834. 20.200 vol., 1878, 28.830.
Pantin.....	32	»	»	»	»	»	B. pop.
Périgueux.....	33	13.200	»	35.000	»	1.300	B. total. 3.100.
Courbevoie.....	33	»	»	»	»	»	Bibl. pop.
Valenciennes.....	30	20.000	25.000	35.000	»	1.500	B. total, 4.300.

VILLES	POPULATION en milliers d'habitants	NOMBRE DE VOLUMES			BUDGET		OBSERVATIONS
		vers			matériel		
		1845	1884	1907	1884	1907	
Le Creusot	30		»	»	»	»	Bibl. populaire depuis quelques années, 1.518 vol. crédit, 250 fr.
Carcassonne	30	27.000	35.000	50.000	600	600	B. total, 1.000.
Cannes	30	»	3.460	30.000		850	Personnel, bibl. et musées, 7.620.
Laval	30	8.100	20.000	55.000	1.750	2.300	En 1897, 43.000 vol. B. Total, 1908 : 5.000.
Armentières	29		5.000	11.000	800	1.550	Fondée en 1872. B. total, 3.080.
Arles	29	10.000	15.000	25.000	900	600	B. total, 2.400.
Puteaux	29	»	»	»	»	»	
Châlons-s-Saône ..	29	16.000	23.000	27.000	1.200	1.200	B. total, 3.200.
Colombes	29	»	»	»	»	»	
Narbonne	28	10.000	22.000	45.000	1.000	1.000	Aucun budget de la ville, 4.000 fr. envi- ron, fournis par une rente de 377 fr., par les achats d'une commission archéolo- gique, etc.
St-Maur-J-Fossés ..	28	»	»	»	»	»	Bibl. pop.
Epinal	28	17.300	18.000	41.704	1.100	1.200	B. total, 3.700.
Valence	28	16.000		39.000		900	B. total, 5.455 pour bibl. et musée.
Montauban	28	11.000	»	29.700	1.500	1.200	Fac. de théol. protestante, 25.000 vol. Acquisition, 2.729 fr. net.
Nevers	27	9.000	»	29.000	900	1.350	B. personnel, 2.000.
Lens	27	»	»	3.000	»	»	Pas de bibl., mais une association d'an- ciens élèves des écoles (4.000 fr. de- puis 1906.)
Bayonne	27	»	10.000	29.900	1.780	3.560	B. total, 7.360.
Castres	27	3.000	»	9.000	1.100		
Wattrelos	27	»	»	»	»	»	

VILLES	POPULATION en milliers d'habitants	NOMBRE DE VOLUMES			BUDGET matériel		OBSERVATIONS
		vers			1884	1907	
		1845	1884	1907			
Cambrai.....	27						
Châlons-s-Marne.	27	33.800	38.000	49.650	800	1.400	B. total, 3.800.
Tarbes.....	27	20.000	30.000	72.675	900	1.500	B. total, 10.520. Personnel, 8.520.
Montceau-l-Mines.	27	7.100	16.000	30.000	600	340	B. personnel, 2.400.
		"	"	510	"	"	Seule bibl. pop. 1901. Budget total 500 fr.
Arras.....	25	40 000	60.000	47.000	1.800	900	B. personnel, 2.400.
Bastia.....	25	20.000	30.000	28.000	1.100	880	B. total, 3.390.
Châteauroux.....	24	5.000	13.000	27.500	1.700	1.700	B. total, 2.700.
Alais.....	24	3.000	6.000	8.400	1.000	800	B. total, 1.800.
Denain.....	24		600	1.500		200	B. total, 800.
Vienne.....	24	6.500		26.400	1.500	600	B. personnel, 2.500,
Niort.....	23	22.500	38.060	49.785	1.320	1.380	B. total, 4.797 fr.
Blois.....	23	19.500	30.000	50.000	1.500	1.500	B. total, 4.100.
Chartres.....	23	31.000		80.300	1.000	1.900	B. total, 5.416.
Vannes.....	23	9.600	12.000	17.000	300	600	10.719 vol. en 1861. B. total actuel, 4.400.
Chambéry.....	23	6.000	40.000	65.000	2.000	1.800	B. total 7.300.
Lunéville.....	23	"	10.457	17.800	700	800	Net. Reliure en plus, 400 fr. — Le crédit total, 3.100, comprend le musée.
Fougères.....	23	5.000	12.000	17.600	300	700	B. total, 2.325.
Dieppe.....	22	5.600	8.000	27.540	2.000	2.000	B. total, 4.800.
Albi.....	22	12.000		48.000	800	1.000	B. total, 4.000.
Agen.....	22	18.000	15.000	23.000	500	1.000	id.
Moulins.....	22	16.000	26.000	37.250	1.500	1.800	En 1850, 19.000 vol. — 1908 : Un bibliothécaire, 2.000. — Achats 4.000 ; reliure 800.
Saint-Brieuc.....	22	23.000	28.000	37.000	1.400	1.000	B. total, 2.400.

VILLES	POPULATION en milliers d'habitants	NOMBRE DE VOLUMES			BUDGET		OBSERVATIONS
		vers			matériel		
		1845	1884	1907	1884	1907	
Ajaccio.....	22	30.000	30 000	40.000	700	500	B. personnel, 3.240.
Liévin.....	23	»	»	»	»	»	500 fr. en 1908 votés pour une bibl.
Saint-Dié.....	22	9.000	5.000	29.921	500	500	B. total, 4.300. 9.000 vol. en 1845 selon Desportes.
Maubeuge.....	21	»	»	»	»	»	Une bibliothèque, mais pas de bibliothécaire ni de crédit. — Note.
Verdun.....	21	16.000	»	52.000	750	1.000	B. total, 3.900.
Epernay.....	21	10.000	»	33.000	500	600	B. total, 3.500.
Le Puy.....	21	8.000	15.500	20 ou 30.000	1.000	1.000	B. total, 4.000. — 1906: 18.809 vol.
Chantenay-s-Loire	21	»	»	»	»	»	
Saint-Omer.....	20	14.000	18.000	23.000	800	1.200	B. total, 2.700.
Châtellerault....	20	500	4.000	5.500	»	500	B. total, 4.000.
Lambezellec.....	20	»	»	»	»	»	
Abbeville.....	20	14.000	»	47.000	1.500	1.480	id. 4.750.
Beauvais.....	20	7.500	17.000	30.000	800	800	id. 2.350. Institut agricole, 14.000 vol.
Cholet.....	20	»	1.972	2.993	300	400	B. total. 809.
Argenteuil.....	20	»	»	»	»	»	
Sotteville-l-Rouen	19	»	»	»	»	»	
Brives.....	19	4.000	5.500	6.700	200	300	B. total. 650.
La Scyne-sur-Mer	19	»	229	530	»	»	B. total : 50 fr. Autre bibl. dite de la ville, récente, 3.000 vol. B. total, 600, acq. 450.
Cognac.....	19	»	?	15.419	300	300	B. total, 4.800.

VILLES	POPULATION en milliers d'habitants	NOMBRE DE VOLUMES			BUDGET matériel		OBSERVATIONS
		vers			1884	1907	
		1845	1884	1907			
Quimper	19	10.000		32.000	800	1.300	
Sedan	19	6.000	10.600	15.927	450	450	B. total, 1.200.
Montrouge	19	"	"	"	"	"	Bibl. pop.
Libourne	19	4.550	13.000	17.623	1.200	1.000	B. total, 2.500.
Elbeuf	19	1.000	3.000	7.759	960	960	B. total, 1.800.
Mâcon	18	5.000	15.000	25.000	1.000	1.000	B. total, 3.400.
Auxerre	18	20.000	40.000	58.000	1.625	1.900	id. 4.300.
Bourg	18	18.000	"	30.000	1.000	800	id. 1.800.
Charleville	18	22.000	"	28.000	500	1.200	B. total, 2.575.
Millau	18	"	"	10.000	300	"	"
Charenton	18	"	"	"	"	"	Bibl. pop.
Evreux	18	7.000	18.000	23.300	300	1.600	B. total, 4.000.
Saintes	18	25.000	10.151	13.621	800	1.050	Brûlée en partie, en 1871. B. total, 2.750.
Bar-le-Duc	17	6.000	17.000	30.102	300	600	B. total, 2.200.
Thiers	17	"	1.213	1.582	"	"	Pas de budget. Somme variable votée pour achats (280 à 600 fr.) depuis 3 ans.
Hyères	17	"	"	13.000	200	800	B. total, 1.000.
Aifortville	17	"	"	"	"	"	Ecole vétérinaire, 17.000 vol.
Nanterre	17	"	"	"	"	"	"
Saint-Mandé	17	"	"	"	"	"	Bibl. pop. B. 2.400.
Aurillac	17	6.000	"	17.000	200	200	B. total, 1.690. Catalogue depuis 1902.
Romans	17	"	"	12.000	"	"	B. total, 1.500 (reliure 500.)
Firminy	17	"	Fr. en 1893	1.130	"	600	B. total, 800.
Tulle	17	2.100	"	10.000	500	500	B. total, 1.200.
St-Germ.-en-Laye	17	900	9.000	23.700	800	1.200	B. total, 4.865.
Alençon	17	10.000	15.000	26.800	900	1.100	B. personnel, 3.600.

VILLES	POPULATION en milliers d'habitants	NOMBRE DE VOLUMES			BUDGET		OBSERVATIONS
		vers			matériel		
		1845	1884	1907	1884	1907	
Annonay	17	6.000	16.000	30.000	2.000	2.000	(Société de lecture.) Notice.
Compiègne (Ville)	16	9.000	15.000	32.000	800	1.000	B. total, 4.710. Bibl. du Palais réunie en partie à celle de la ville, en partie à la Bibl. Nationale.
Villefranche (R.).	16			5.000		1.400	
Saumur	16	8.000	7.000	25.000	750	750	B. total, 1.500.
Rodez	16	15.000	25.000	34.000	800	1.200	B. total, 3.600.
Halluin.....	16	Pas de Bibliothèque					
Morlaix.....	16		11.000	17.800	800	1.000	Fondée en 1873. B. total, 1.750.
Lisieux.....	16	4.000	15.000	23.000	1.200	1.400	B. total, 3.000.
Croix	16	Aucune Bibliothèque					
Malakoff.....	15	»	»	»	»	»	
Bergerac	15	»	10.000	12.800	900	1.100	B. total, 1.900.
Saint-Chamond ..	15	8.000	9,500	13.360	1.000	1.300	B. total, 2.300.
Autun.....	15	7.500	»	22.295	800	800	B. total, 1.800.
Rive-de-Gier.....	15	»	»	1.500		250	B. total, 500.
Laon.....	15	22.000	25.000	47.013	800	1.874	B. total. var. 4.874 (en 1907.), selon souscripteurs à 6 fr. — Note.]
Biarritz.....	15						
Grasse.....	15	5 à 6.000	9 à 10.000	17.000	500	600	B. total, 1.800.
Fécamp.....	15	10.000	12.000	20.000	500	500	B. total, 2.000.
Sens.....	15	10.000	»	23.800	?	800	B. total, 2.400.
—		Europ.					
Oran.....	106 (30)			6.000		1.600	B. total, 4.100.
Constantine.....	58 (29)			23.000		1.350	B. total, 2.800.
Bône.....	43 (12)			12.000		600	B. total, 2.100.

3^o VILLES DE MOINS DE 15.000 HABITANTS

Nous ne mentionnons que celles qui ont l'honneur d'avoir un budget de bibliothèque; nous citerons, dans l'ordre de décroissance du budget total :

Draguignan, 4.700. Soissons, 4.450. Vesoul, 4.000 fr.
La Roche-sur-Yon. Fontainebleau, 3.000.
Vire (49.000 vol.) 2.700, Péronne, 2.400, Moissac (fondation Claverie), 2.225, Dôle, 2.000.
Bayeux (31.000 vol.), Chaumont (Haute-Marne) (37.000 vol.), Loches et Langres, 1800. — Joigny (19.000 vol.), 1.720. — Lons-le-Saunier, Vitry-le-François, Chateaudun, 1.600. — Montélimar, Beaune, 1.500. — Vendôme, Avranches, 1.400. — Bagnères-de-Bigorre, Dinan, Gray, 1.300. — Guéret, Saint-Mihiel, Meaux, Louviers, 1.200. — Coulommiers, Mantes, Montbéliard, Aire-s.-Lys. Coutances, 1.100. — Salins, Château-Gonthier, 1.000.
De 500 à 950 fr. nous citerons les bibliothèques de Château-Thierry, Corbeil, Clermont (Oise), Commercy, Digne, Flers, Foix, Fontenay-le-Comte, Guingamp, Honfleur, Lodève, Luxeuil, Marmande, Mende, Menton, Noyon, Orlon, Pithiviers, Pont-à-Mousson, Redon, Remiremont, Sables-d'Olonne, Saint-Amand-les-eaux. Saint-Pol, Senlis, Tarascon, Toul, Valognes...

Il nous faudrait en citer encore une quarantaine pour descendre jusqu'à Castelnaudary (10.500 volumes, budget : 100 fr.), Charolles, 50 fr., etc.

Quelques-unes de ces villes, si avares, sont riches.

Alsace-Lorraine.

Le *Courrier des bibliothèques*, auquel, sous toutes réserves, nous empruntons quelques chiffres pour 1884, reproche aux enquêtes françaises un silence qui peut passer pour un oubli.

Il s'agit des villes qui ne sont plus françaises.

Strasbourg (167.000 hab.) devrait figurer dans notre première colonne avec 17.000 volumes, vers 1843. On en comptait environ 150.000 en 1870. L'incendie détruisit cette belle bibliothèque.

Les livres brûlés ne seraient pourtant qu'un faible appoint dans le nouveau Strasbourg. Une des plus belles bibliothèques du monde, toute neuve, riche de volumes, se dresse aujourd'hui dans cette ancienne ville de nos provinces. Elle est dotée de budgets que nos provinces ignorent. Les acquisitions et reliures de l'Université de Strasbourg sont de 91.312 fr., presque le budget de notre Nationale. Nous en parlons au chapitre *l'Effort allemand*. C'est un grand effort, et non sans effet.

Vers 1845 nous trouvons Metz avec 32.000 vol. En 1869, je trouve le chiffre de 30.000, sans m'expliquer le déficit autrement que par des comptes douteux. Ils sont plus exacts aujourd'hui.

d'hui, en 1904, 85.000 vol. Et les crédits d'acquisition montent à 7.700 marks. Metz compte 43.000 hab. et 27.000 militaires.

Colmar avait 28.000 vol. vers 1845, 40.000 en 1870, 80.000 en 1904, crédit d'acquisitions 5.000 francs. C'est une ville de 37.000 habitants à classer comme importance entre Angoulême et Saint-Ouen, qui font mille francs.

Il méritait d'être signalé que les seules villes françaises dépensant trois sous — 0,15 c. par tête et par an en achats de livres — ne sont plus en France.

§

Personnel. — Ces renseignements de 1884 furent publiés à l'occasion de la néfaste réduction du budget d'Etat qui commença la décadence de nos bibliothèques — et pas d'elles seulement.

Le Courrier des Bibliothèques ne s'inquiétant pas des populations, mais seulement des dépôts de vieux livres, signale 300 bibliothèques dans des villes petites ou grandes. 20 villes ne donnent pas un sou, dont Briey, Loches, Montluçon, Pontarlier, Honfleur, et beaucoup (Montreuil-sur-mer, Chartres, Baumeles-Dames, etc.), ne payent pas de personnel. Nous avons laissé ce chapitre « Personnel ». Il dépasse généralement le Matériel : Epernay, 4.500 contre 500 de matériel, Châlons donne 5.000, Alençon 2.600, Aix 6.000, le Havre 5.800, Nîmes, 4.800, Troyes 6.000, Avignon 5.100. Exactement nous trouvons 115 villes donnant plus de 1.000 francs pour le personnel, balayage compris, 44 donnant plus 2.400 francs, sans doute parce qu'on s'y met deux, 24 à 5.000 ou au-dessus, Versailles, Toulouse et Reims allant dans les 8.000, Lille, Bordeaux, Rennes, Lyon dix à douze, enfin Rouen, 16.600 et Marseille, porte de l'Orient, couvrant d'or ses bibliothécaires avec 17.500 francs, record de toute la France. Tout cela est peu changé.

Mais le Bulletin enregistre la bonne volonté de quelques villes qui donnent 50 francs : Fréjus, Verneuil, Nemours... Saint-Dizier donne 80.

Que dire d'Avignon ? — Les Avignonnais ont « restauré » le Château des Papes.

On illumine le Palais. Des cordons de lampes électriques suivent les grandes ogives de la façade et dessinent les petits créneaux postiches qui surmontent la muraille au-dessus de l'entrée : c'est « féérique ». Des globes éclairent la cour. Les moteurs tournent...

et l'on donne aux consommateurs du café le divertissement du cinématographe...

Dimanche, l'Académie du Vaucluse tenait une séance... En prose, en vers chacun s'évertuait à célébrer la gloire et la beauté de sa ville...

... Pourquoi les gens sont-ils à ce point barbares dans une ville aussi belle...

... C'est ce monument-là que vous pavoisez comme une baraque de concours agricole... Tas de SAUVAGES ?

M. André Hallays est injuste (31 mai 1907, Débats). Avignon, siège de l'Académie du Vaucluse, dépensait, d'après *le Courrier*, 600 francs pour sa bibliothèque. Je lis six cents. — Mais le chapitre *personnel* à Avignon était déjà digne de la ville des Papes. 5.100, pas moins ! Déduisons la relieure, les frais... Cinq mille cent francs de fonctionnaires conservant cent francs de livres. Le Midi ! Quels artistes !

Mais *le Courrier* se trompe-t-il ? D'après le bibliothécaire actuel, le budget, *acquisitions*, de 3.000 environ vers 1884, serait actuellement de 6.850 (1). Le nombre de volumes, dons, brochures et envois du ministère compris, ayant en 24 ans passé de 120.000 à 140.000, on a dû acheter des livres bien chers, quelque chose comme six francs pièce en moyenne. Et le nombre des communications est de 8 à 9.000 par an... et il n'y a pas d'autre bibliothèque, municipale ou populaire, à Avignon. Savez-vous que cela met la communication sur place, à la séance, à tout près d'un franc le volume... Ajoutez les frais de personnel, d'entretien, ce sera le prix d'un volume neuf. Et voilà la ville qu'un journaliste traite de sauvage ! Une ville qui dépense quarante sous par tête de lecteur, que dis-je, par volume demandé ! Elle pourrait fermer sa bibliothèque et dire : voilà 3 francs : allez donc chez le libraire !

De fait, quand j'y suis passé, c'était fermé. Et je ne puis rien dire de la bibliothèque d'Avignon, sinon qu'elle est au musée. Qu'y fait-elle ?

Je pense que, comme les remparts, elle attire le Parisien et gêne les habitants... Le Midi a ses cafés, ses clubs, où il y a des journaux, et quelques romans. Musée, palais, remparts... le Midi veut vivre. On le lapide de pierres historiques. S'il faut encore jeter des bouquins par-dessus...

Mais une chose est belle dans les bibliothèques : la place de conservateur. Le Midi l'a compris. C'est pourquoi on conserve des bibliothèques...

(1) Budget total, 13.300 fr. ; 6.750 de la ville, 6.550 de la fondation Calvet.

Et la France tout entière commence à le comprendre. Voyez, presque tous les budgets de bibliothèque ont grossi, certains ont doublé — et le budget d'achats reste le même!

Le sort des bibliothécaires, je le sais, reste précaire; beaucoup sont encore à peine payés, pas du tout dans certaines villes, c'est absurde. Mais il l'est aussi, dans des bibliothèques aussi peu fréquentées que le sont celles de France, que le budget personnel dépasse le budget d'achats. Car où l'on n'achète pas, le public ne vient pas. Alors que fait le bibliothécaire? De l'archéologie, du catalogue, ou rien.

Installation. — Combien de villes ont une installation spéciale pour leur bibliothèque? Pas beaucoup. Même en comptant celles qui, réunies à un musée ou logées à la mairie, l'hôtel de ville ou le tribunal, ont quelque confort, je ne suis pas sûr de dépasser deux douzaines. L'enquête de 1884 donne quelques adresses, ce qui est utile, car en province on ne sait pas toujours où c'est : Nantes (à présent au Musée), au-dessus de la halle aux grains, et Bayonne... au théâtre!

Des villes sont plus prudentes et plus économes. Le même ancien convent des religieuses abrite à Mamers les 5.000 volumes de la bibliothèque, la mairie, le musée, la prison, le collège, la sous-préfecture et la gendarmerie...

Il y a des installations somptueuses. M. Jadart, l'érudit conservateur de la Bibliothèque de Reims, où pourtant il y a de hauts plafonds, décrit ainsi la bibliothèque de Troyes, bibliothèque et musée, derrière la Cathédrale, 2 étages :

L'échelle roulante destinée à parvenir à la dernière des 18 rangées de livres est probablement unique en France; les échelles portatives n'atteignent qu'à une moindre altitude, mais on peut encore facilement y être atteint de vertige, surtout en cherchant ou emportant des volumes. Le plafond présente çà et là des fissures par où l'eau a coulé...

Puisse la curée des archevêchés ne pas porter malheur aux bibliothèques! Toutes veulent se fourrer là. Mieux vaudrait les cimetières. C'est plus gai, il y a des arbres. Quelque chose y vit : les oiseaux.

Les bibliothèques libres étrangères, qui n'ont pas de livres, mais bâtissent d'abord, bâtissent de belles salles, commodés, éclairées, et les font si belles que les gens y apportent leur journal ou leur livre plutôt que n'y pas aller, — si belles, oui, que les sociétés, clubs, particuliers même, s'empressent d'y

mettre leurs livres pour les posséder, là, plus commodément que chez eux... Etsi l'on joint à la bibliothèque d'autres services publics, ce sont des billards, des fumoirs, des bains, des salles de conférences, projections et concert, des jardins...

Livres. — Nos bibliothèques ont des livres, trop peut-être... Mais quels sont ces livres?

Avec les budgets d'acquisition que nous avons dit, ils ne doivent pas être bien neufs.

Un tableau de 1884 montre l'état exact d'une bibliothèque, celle de Chaumont, siècle par siècle :

	xv ^e	xvi ^e	xvii ^e	xviii ^e	xix ^e	Totaux
Théologie.....	64	646	2.203	2.750	91	5.784
Jurisprudence..	16	300	712	831	437	2.296
Sciences.....	21	257	586	1.782	3.838	6.484
Belles-lettres...	24	407	814	3.521	2.791	7.557
Histoire.....	11	365	1.528	2.908	3.875	8.687
Totaux...	136	1.975	5.843	11.792	11.032	30.778

Ainsi, sur 30.000 volumes, 11.000 de ce siècle et exactement 3.838 sur les sciences. Chiffres atteints grâce à un legs de 900 volumes, la plupart sur la géologie. Depuis 1884, avec 1.000 fr. pour le personnel et 500 pour les achats, la bibliothèque a gagné 4 ou 5.000 volumes. Elle est publique, paraît-il, car on peut y faire la sieste deux fois par semaine : « Ouverte les lundi et mercredi, de 1 h. 1/2 à 3 h. 1/2. »

Rennes a divisé en ancien et nouveau fonds à l'année 1843.

En voici le tableau arrêté à 1888, en ajoutant les communications de ladite année, sans distinguer, malheureusement, celles des ancien et nouveau fonds.

Le budget d'entretien, à cette époque, était de 4.000 francs, dont 2.868 d'achats et 530 de reliure. L'accroissement annuel était de 450 volumes. — 55 désignés par le comité d'achat, 116 abonnements, 96 envois du Ministère, 123 de la mairie, 60 dons divers.

	TOTAL.	Ancien fonds	Nouveau fonds 1843-1888	COMMUNICATIONS 1888
Théologie.....	2533	2114	419	336
Jurisprudence.....	3390	2145	1245	3561
Philosophie, Morale, Sociologie.....	1298	758	540	1141
Physique, Chimie.....	443	218	225	1956
Sciences naturelles.....	815	381	434	963
— médicales.....	11125	636	1837	2608
Sciences exactes et occultes, Arts, Industrie, Métiers.....	2218	1347	871	513
Belles-Lettres, linguistique	4129	2737	1932	Agriculture et Métiers 493
Histoire univ. et ancienne.	2132	1631	501	9154
— moderne.....	3663	4091	2572	Géographie 2070
Ethnographie et Archéologie.....	1283	775	508	Histoire 4168
Histoire littéraire et bibliographie.....	767	211	551	Nobiliaires 332
Polygraphie.....	383	205	178	Beaux-Arts 890
				Journaux et revues 2418
				Manuscrits et archives 11486
				484
TOTAUX.....	34.179	14.249	19.930	42.276

Dans notre tableau des bibliothèques de France, nous sommes partis de Louis-Philippe parce que nous avons un état commode, mais la plupart des livres cités en 1845 étaient déjà bien vieux. Sur 23.000 à Rennes, plus de la moitié venaient des couvents, 5.571 des Carmes et 4.681 des Capucins... Ce sont les jésuites, Louis Racine et Lefranc de Pompignan qui assurent à Toulouse, cité de l'anticléricanisme, une bibliothèque un peu convenable. L'histoire forme le tiers de la bibliothèque de Verdun : 9.560 volumes sur 32.000 en 1884. A Troyes, le chanoine Hennequin léguait 12.000 volumes en 1660, et le P. Laire fondait les bibliothèques de Sens et Auxerre en 1791 et 1796. A Grenoble, comme à Pau, comme à Marseille, on a des livres, mais pourquoi faire? Pour étudier la théologie.

On ne saurait trop insister. Quand nous allons donner les chiffres d'Amérique ou d'Angleterre, on va nous opposer la richesse de Cambrai, d'Arras ou de Laon. Il ne s'agit pas du tout de la même espèce de livres. La théologie elle-même, en pays protestants, c'est des livres qu'on lit... Il faut, si l'on parle des livres utiles, déduire de 1904 le chiffre de 1845, — sinon celui de 1886, — et pour beaucoup de villes il faut

déduire les dons en livres, qui sont aussi des antiquités. Et de cela je conclus qu'il y a cinquante ans les librairies de France étaient *plus riches* qu'elles ne sont.

Tout est relatif. Elles étaient plus riches, bien plus riches, et les sciences alors n'allant pas aussi vite, le vieux livre y restait bon bien plus longtemps.

Or, pour la vieille France, notre tableau général est tout à fait incomplet, il y avait d'autres riches bibliothèques dans des villes jadis importantes, mais qui sont restées stationnaires. Elles y sont toujours, avec les mêmes livres...

Soissons 29.000 vol., Carpentras 25.000, Dôle et Chaumont 22.000, Vesoul 22.000, Meaux 16.000, Valognes 14.000..., Corte 11.000, Cahors, Montbéliard, Beaune, Melun, Avranches, 10.000 volumes.

Quoique recueillies plus tard, les bibliothèques de Vire 23.000 et Bayeux 25.000, sont anciennes. Mende, Foix, Provins, Gap, Draguignan avaient de 7 à 8.000. De 4 à 6.000 Langres, Privas, Mézières, Pamiers, Guéret, Auxonne, Bourbon-Vendée, Belley, Joigny, Avallon, Corbeil, Mantes, Gray, Hesdin, Vitré, Lons-le-Saunier, Coutances, Saint-Lô, Fontainebleau... Et les bibliothèques de plus de 3.000, ce qui était un beau chiffre et permettait déjà des études... il y a 70 ans, étaient encore nombreuses : Digne, Salins, Mont-de-Marsan, Tonnerre, Nemours, etc.

La vieille France avait donc des bibliothèques...

Nous ne pouvons refaire l'histoire de chacune d'elles, mais nous savons en gros comme elles se sont formées ; trois facteurs : les révolutions, les dispersions d'ordres religieux et sociétés savantes, les dons ou legs ont fait converger dans les dépôts publics les livres de la nation. On cherchera en vain chez nous la source féconde des bibliothèques anglo-saxonnes : l'initiative municipale.

Mais les faits sont là. Vers le milieu du XIX^e siècle, la France était largement pourvue, la mieux pourvue du monde en livres. En un temps où la science était plus lente, où les livres s'usaient moins comme papier, moins comme valeur de science, je n'hésite pas à dire que l'état intellectuel de la France, mesuré aux ressources publiques de lectures, était relativement quatre fois meilleur qu'il n'est en ce début du XX^e siècle.

Songez que la production imprimée a augmenté depuis 1840 dans des proportions invraisemblables. Le nombre des volumes de la Nationale n'était guère que de 800.000 en 1840.

On peut dire 3 millions aujourd'hui. C'est une mesure. Elle sera toute différente et bien plus typique si l'on prend le Museum d'histoire naturelle qui, vers 1840, avec 25.000 volumes, était riche, pouvait dire: ici l'on trouve ce que l'Univers sait et ce qu'il a écrit sur la terre, ses bêtes et ses plantes! Il est pauvre aujourd'hui et manque de bien des livres avec ses 200.000 volumes.

Entre 4 et dix fois la vérité se trouve. On peut dire hardiment qu'une bibliothèque qui, depuis 1840, n'a pas au moins quadruplé le nombre de ses livres a retardé.

Mais la population?

Je sais qu'elle est bien stationnaire en France. Tellement qu'il ne m'a pas semblé utile de reproduire les anciens chiffres. Mais nous ne nous inquiétons que de la population qui lit. Celle-ci a augmenté, je pense...

C'est vers 1889, justement, que l'instruction obligatoire a pu faire sentir son effet sur les adultes, et augmenter le nombre des lecteurs de la nation.

L'on ne voit pas que les budgets des bibliothèques aient correspondu à cette augmentation.

Il s'agit de gens qui ne peuvent guère acheter des livres. On a cru cependant devoir leur apprendre à lire. A lire quoi?

Je sais qu'il y a des livres et des journaux qu'on imprime pour eux, conformes à leurs moyens et conformes à leurs goûts... Et voilà justement pourquoi il faudrait des bibliothèques en France.

Il faudrait des bibliothèques...

Nous n'en avons donc pas?

Il y a bien quelques clubs d'historiens locaux, des clubs qui n'ont pas le confort des autres clubs, n'ayant ni journaux, ni revues, ni bocks et fermant le soir, mais qui sont plus tranquilles et où la manille n'est pas obligatoire. Cela, des bibliothèques...

Eh! bien non. Maintenant que j'ai pris le mal d'en énumérer plus de 200, il me semble avoir le droit de dire que nous n'en avons pas.

Tous ces dépôts de la vieille France sont du service des monuments historiques. Ni les heures d'ouverture, ni l'âge des livres, ni leur nombre ne nous permettent d'appeler bibliothèques publiques ces respectables monuments. Et je ne critique ni les vieux livres, ni les bibliothécaires...

Un Nimois qui se plaint de sa concession d'eau n'insulte pas

le Pont-du-Gard ! Mais il demande à boire, et nous demandons à lire.

La vieille France avait donc des bibliothèques.

Ce sont encore les vieilles villes, les vieilles petites villes qui s'honorent des crédits les moins faibles pour les livres.

Rien dans les villes neuves.

Croyez qu'on y a construit de belles mairies et des Hôtels-de-ville, qu'elles ont toutes un monument de la Défense nationale, qui nous défendrait mieux si l'argent qu'il coûta nous instruisait un peu.

Non seulement les villes neuves n'ont pas de bibliothèque, mais je ne vois pas que l'on en réclame pour elles. Le Bulletin des Bibliothèques et des Archives signale avec raison telle vieille ville, qui a des livres, comme ne faisant rien pour avoir un bibliothécaire sérieux, je veux dire payé. Il oublie Saint-Denis, qui, lui, n'a alors ni bibliothécaire ni livres.

Cette publication a, de 1884 à 1890, fait des efforts réels pour la résurrection des bibliothèques françaises. — Elle a cessé.

C'est regrettable, mais explicable. Non, elle n'a pas su intéresser la nation. Je ne puis laisser passer cet oubli, léger à nos bibliothécaires, de villes comme Puteaux ou le Creusot, c'est-à-dire l'oubli du chiffre de population, dans la liste des villes qui devraient avoir des bibliothèques. Cet oubli significatif justifie trop toutes les querelles que nous faisons aux chartistes, aux sciences historiques, qui emmaillottent nos bibliothèques.

Non, l'Etat français, la population française ne sont pas les seuls responsables du délaissement des bibliothèques. Le recul des bibliothèques françaises ne date pas de très loin, il date assez exactement du second Empire : du réveil des sciences historiques.

Un immense travail accapare les bibliothèques, on catalogue, on en dresse l'inventaire minutieux. Elles revivent tout leur passé, glorieux certes. Elles sauvent nos trésors...

Mais elles chassent les lecteurs, mais elles ne suivent en rien le mouvement de la vie. On réclame des traitements de bibliothécaire, des crédits de catalogue, des frais d'entretien pour les vieilles bibliothèques délaissées, non l'achat de livres neufs, non des livres pour toutes ces villes neuves qui en manquent. Cherchez dans les revues spéciales, rapports, congrès.

Pas un instant il ne semble que les bibliothèques sont faites pour qu'on y lise. Le bibliothécaire va là où il y a des livres, des livres qu'on ne lit plus, à classer, à décrire. Et il fuit, là où il y aurait lecteurs. Besogne vulgaire, rejetée dédaigneusement sous le nom de populaire.

Et le peuple qui paye et qui vote répond : qui n'est pas digne de lire n'est pas digne de payer pour les bibliothèques.

Les bibliothèques populaires...

Ceci est à part.

Il y a les presbytères, il y a les militaires, il y a les populaires et les non populaires, sans quoi serions-nous en République?

Populaires, non populaires, il vaudrait mieux dire : bibliothèques où l'on va — bibliothèques où l'on ne va pas. Cela serait clair.

Car une bibliothèque qui ne dépense pas en achats de livres cinq mille francs par an, qu'est-ce, je vous le demande?

J'entends une bibliothèque générale... Même en spécialisant, bien peu de sciences seraient sérieusement tenues au courant à ce prix.

Alors qu'est-ce que toutes ces bibliothèques non populaires de moins de 5.000...

Des pauvres qui n'ont pas le moyen d'être populaires.

Pauvre, pauvre, évidemment Nice est bien pauvre. Il faudrait quêter pour Nice. Miséreux, le Havre. Mais Levallois-Perret, Tourcoing ont de grandes villes très proches, bien munies de livres... Plaisanterie de rentiers. Ces villes sont justement peuplées de ceux qui ne peuvent aller à la Grand'Ville aux heures où les bibliothèques daignent y ouvrir. Les Marseillais vont-ils lire à Aix?

Brest, à ce compte-là, n'a-t-il pas la Bibliothèque nationale?

Nous avons donné des chiffres d'habitants, de livres, de budget. Tableau bien optimiste.

La colonne honteuse serait celle des communications. Elle mesurerait l'utilité des bibliothèques. Mais on n'a presque nulle part de statistique. Les bibliothèques ne savent compter qu'à *partir* d'un certain chiffre.

Optimiste aussi le budget, qui a l'air de donner aux achats de livres seuls ce qu'il partage avec la reliure, les catalogues

imprimés et menues dépenses. Sur 4.600 francs, Amiens n'achète que mille francs de livres et 900 de périodiques. La reliure absorbe la moitié et plus des crédits énumérés. Cela étonne. Nous l'expliquerons au chapitre: envois de l'Etat.

De vieilles villes — Arras, 26.000 habitants — ont de belles vieilles bibliothèques : 40.000 volumes. Sur un crédit de 1.800 francs, Arras peut-il acheter chaque année 800 francs de livres? Peu de villes anglaises ou américaines de 68.000 habitants, comme Orléans, peuvent en cette année 1907 offrir une collection de 90.000 volumes. Mais elles le pourront dans dix ans. Chaque année elles achètent plus de 4.000 francs de livres neufs. Orléans n'en achète pas la moitié.

Les grandes villes neuves de France sont sans bibliothèques. Les anciennes en ont eu, en ont encore d'admirables...

Mais elles sont mortes. Parbleu! leurs livres sont toujours là. Il reste toujours quelque chose des corps dans les tombeaux. On peut aller prier dans les cimetières; on ne peut pas y travailler.

§

Nous voudrions pouvoir donner les chiffres de fréquentation, nous ne les avons pas. — De prêt; on ne prête guère que dans les populaires, ou, si on le fait, c'est par tolérance, timidement. Au moins les heures...

Très peu de villes ont la lumière pour lire. Entre l'usage antique des veillées, où chacun apportait sa bûche et sa chandelle, et l'avenir qui donnera la lumière électrique et le chauffage à la vapeur, etc., les bibliothèques sont comme des magasins en détresse qui écrivent « fermé pour cause d'agrandissement ».

Ceci ne s'applique pas à Bordeaux, par exemple. La bibliothèque de Bordeaux passe pour une des mieux installées, des plus pratiques de France; un modèle, me dit-on, et qui, seule de France, serait ouverte de 8 heures du matin à 10 heures du soir. Mais c'est bien récent. Je suis allé à Bordeaux. Qu'y ai-je vu? Des livres? Non, des heures, un tableau. C'est tout ce que je puis en dire.

J'ai lu que la bibliothèque ouvre de 9 heures à midi, puis ferme jusqu'à deux, puis rouvre jusqu'à 4, puis ferme jusqu'à 8, puis rouvre jusqu'à 10.

Attendez. Le mois d'août on n'ouvre que le mercredi, et en juillet c'est de 9 à 12 et de 2 à 5... si en copiant je n'ai pas fait d'erreur.

Ainsi les dames n'y reçoivent que les premiers mercredis, ou 3^e vendredi des mois qui... Les visiteurs sont priés de ne pas rester longtemps. Les longues visites fatiguent.

Marseille, Lyon, ont gardé des horaires compliqués. Et Rouen, Nantes, Toulouse... Seules, à ma connaissance, Lille et Nancy ont adopté l'horaire 9 du matin à 10 du soir.

Laval ferme 6 semaines par an, les jours de fête et le lundi, Le Mans ferme 2 mois, plus le dimanche et le mercredi. Avignon, 2 mois et demi, Besançon 3 mois. Narbonne ouvre de 2 à 5, trois fois par semaine; Nevers tous les jours sauf un, mais de 2 à 4. Saint-Dié ouvre juste une heure 2 fois par semaine. On va lire comme on prend un bain, une fois par semaine! Une baignoire, un livre, les riches seuls ont cela chez eux.

En 1889, Le Havre n'a que 39.000 volumes. Brest 41.000. Brest écrit :

Nous ajouterons — non sans un légitime amour-propre — que 30 lecteurs seulement peuvent trouver place aux tables de la salle de lecture du Havre, tandis que les nôtres peuvent en recevoir 45 à 50. Les divans placés près des fenêtres permettent en outre à dix lecteurs de lire dans des conditions de confort qui ne laissent rien à désirer.

Malgré les divans, il ne vient que 20 lecteurs le jour, 25 le soir, et les soirs de juillet et août, il en vient 3. Mais voici que Le Havre, qui n'a pas de divan, modifie ses heures, ferme à 5 au lieu de 4, ouvre à 9 au lieu de 11. Cela fait 6.500 lecteurs de plus, ou 50 par jour (1.996 heures, 17.000 lecteurs, 22.700 communications).

Lille en 1883 ouvre de 9 heures à midi et demi, rouvre de 2 à 5 et de 7 à 9. Il y a un bibliothécaire, 3 employés et un garçon de salle. Il ne vient pas grand monde. Changement : on ouvre de 10 à 10, sans interruption. Innovation qui fait de la bibliothèque de Lille une des plus fréquentées de France, — la première à avoir cet horaire normal de toutes les bibliothèques anglaises. Qu'en coûte-t-il en plus? 1.700 francs.

Mais est-ce la peine d'insister ?

La grande raison pour laquelle le public ne va pas dans les bibliothèques, on commence à ne plus l'ignorer.

On n'y va pas parce qu'elles sont *fermées*.

Quand elles sont ouvertes, on y va. Et c'est la première et la plus urgente des réformes à faire dans les bibliothèques : qu'elles soient ouvertes.

III

QUELQUES VILLES

Lyon, année 1905.

Il y a la Grande Bibliothèque.

Elle a été ouverte 286 jours, en hiver de midi à 5 et de 7 à 10, en été de 10 heures à midi, et de 2 à 6. On a la lumière, mais on ne l'allume pas. Détestable horaire haché. Enfin il y a 2.372 lecteurs de plus que l'an d'avant, ce qui fait 45.409.

Le nombre de livres en plus est presque le même que celui des lecteurs en plus : 2.493. L'Etat a donné 190 volumes, les particuliers 1.790 et on en a acheté 513.

Enfin on a des chiffres précis. Comme à Paris, d'année en année on lit plus l'hiver, moins l'été. La baisse et la hausse atteignent 600.

La moyenne des lecteurs par jour varie de 92 à 200, avec maximum en mars : 254, minimum de 36 en juillet. Presque les proportions de Paris.

Les ouvrages lus sur place dépassent à peine le nombre des lecteurs : 52.398. Sans doute des règlements interdisent 2 volumes à la fois...

On prête. Peu ; 250 volumes à 443 personnes. Mais l'augmentation est de 192 sur 1904.

Il y a la bibliothèque du Palais des Arts.

Un bonne séance : 10 à 5. Pas de progrès en lecteurs, 18.286 et 158 prêts. Entrée de 505 ouvrages en comptant les revues.

Enfin il y a 6 bibliothèques d'arrondissement.

Lyon a dépensé pour elles 1.138 fr. 79 de reliure et 3.004 fr. 19 d'achats. Diminution de prêts sur 1904, comme à Paris : 62.908 prêts et 8.897 lectures sur place. Nous lisons :

Une partie du crédit, naguère presque totalement consacré aux romans, est maintenant attribuée à l'achat de livres vraiment utiles : historiques, scientifiques et littéraires. La lecture de ces ouvrages demandant une attention soutenue, le prêt est moins souvent renouvelé.

Martin ne nourrissait plus son âne, par économie. L'âne est mort. C'est dommage. Il commençait à s'habituer...

Quand il n'y aura plus que des ouvrages *littéraires* qui ne seront pas des romans et exigeront une attention soutenue, on pourra faire l'économie de la bibliothèque.

3.004 francs 19 pour des livres, monsieur le Maire! Mais vous énumérez 5.000 francs « d'œuvres d'art à Lyon » : la *Faneuse* de M. Muscat, les *Ceillets et Iris* de M^{lle} Costadau, la *Faneuse orientale* de M. Sénard, etc.. 40.400 francs pour le Conservatoire de musique et déclamation, dont 3.300 fr. 17 pour frais de concours, de prix, d'instruments, achat de musique, imprimés et entretien de la bibliothèque. Quelle bibliothèque? Combien, pour celle-là? Cent sous? — 2.725 francs de médailles, 32.096 francs d'œuvres d'art qui ne sont pas de Lyon (Ricard, Millet, Diaz, Rodin et Dufraine) — 60.000 francs de fêtes, et c'était, l'an d'avant, 90.000 — 1 million et 77.096 fr. de théâtres. (On va en supprimer : 353.300 pour 1907), etc.

La ville donne encore 600 francs à 3 bibliothèques pédagogiques.

La Bibliothèque de l'Université n'est pas publique. Hors d'elle, en additionnant le tout, nous trouvons un crédit de livres qui n'atteint pas vingt mille francs.

Les recettes de la ville de Lyon, année 1906, sont de 24.716.619 francs 17.

Un employé qui gagne 2.400 francs en province dépense au moins 25 francs par an en littérature : son journal, un almanach, quelques programmes, etc., une chanson. Cela ferait 250.000 francs s'il était riche comme Lyon.

Une collectivité ne peut-elle être aussi libérale qu'un employé à 2.400? Je dis 250.000. C'est à peu près ce que Lyon, ville d'Amérique, ferait pour sa bibliothèque.

Lyon, 472.799 habitants, vingt-quatre millions et plus de revenus. Un gros rentier, qui vit bien, vingt-quatre mille francs par an. Dépense en sciences, lettres, almanachs, journaux : un louis. — Ces budgets ne sont-ils pas une cote intellectuelle?

Pour 1908 nous trouvons les budgets suivants :

Bibliothèque de la Ville : 25.660 fr. (Personnel, 14.760 fr. Acquisitions, 6.000 fr. Reliures, 3.000.)

Palais des Arts : 17.400 fr., dont 5.500 pour achats, reliures, etc.

Avec ses 6.000 fr. la première n'achète que les ouvrages de lettres et d'histoire, l'autre avec moins de 3.500 doit fournir les arts, comme son nom l'indique... et les sciences! C'est le sort ordinaire des sciences dans les librairies de France.

Le Palais des Arts avait 20.500 vol. en 1844, 36.000 en 1860.

C'était un accroissement d'environ 1.000 volumes par an.

En 1908, le chiffre est 90.000, soit toujours à peu près mille par an, comme il y a un demi-siècle. Mille volumes pour les sciences et les arts, à Lyon. Je dis mille; il y a aussi quelques dons de vieilleries.

Il est question de réunir ces deux tronçons.

Doubles écartés, ce sera une bibliothèque de 300.000 volumes, et l'on peut espérer que Lyon tiendra à honneur ou verra quelque utilité à la maintenir en état par un crédit normal.

Mais où logera-t-on cette belle librairie ?

La seconde ville de France ne songe pas à bâtir un monument moderne, clair, pratique, avec quelques-uns des nombreux perfectionnements que les moindres villes d'Amérique ou d'Allemagne ont apporté, ces dernières années, à ce genre de bâtisses si spécial : les bibliothèques.

On va s'enterrer à l'archevêché.

Sur le quai de la Saône, non loin l'hospice de l'Antiquaille, l'archevêché de Lyon est assez central et accessible; on y aura assez de place, mais il sera difficile d'en faire une bibliothèque vivante.

Lyon possède une Société de lecture qui a aujourd'hui plus de 25.500 vol. (romans, voyages, livres nouveaux) et un catalogue imprimé. La bibliothèque du Musée des tissus (8.000 vol.) est ouverte le soir. Celle de la Chambre de commerce compte 25.000 vol. Nous ne parlons pas des écoles, sociétés, cercles civils et militaires... Lyon est le siège d'une Académie, de 9 sociétés savantes publiant des bulletins ou annales, d'un observatoire, etc. Enfin l'Université.

C'est la mieux dotée de France, après Paris. Elle compte 2.783 étudiants : une des grandes du monde. On peut y étudier largement la littérature ancienne, le sanscrit, l'histoire.

Il y a cinq salles d'études spéciales, ouvertes même le soir.

Mais comme partout en France les sciences vont au second plan.

Enclavée jusqu'ici entre la Faculté des sciences et celle de médecine sans qu'on en ait prévu le développement continu, la bibliothèque vient de se transformer; les travaux, qui occasionnent une dépense de 60.000 fr., doivent être terminés vers Pâques 1908. Elle occupera un dôme central aménagé pour contenir, outre les livres de la Société d'agriculture qui y sont actuellement, 220.000 vol.

Au 1^{er} octobre 1907, on comptait 119.359 vol., plus 97.714 thèses et brochures. Le budget de matériel, qui a été longtemps piteux, a été porté à 44.629 fr. Je souhaite que là-dessus il en revienne 30.000 au moins en achats nets de livres. Les acquisitions de l'année 1906 ont été de 3.505 vol. Les communications furent de 64.340 vol., plus 18.087 prêts. C'est une augmentation faible (241 et 554) sur l'an précédent.

Ces aménagements semblent assez mesquins. Ils prévoient de nouvelles constructions dans 25 ans, si l'Université de Lyon et la richesse de ses collections ne font d'ici là aucun progrès. C'est dans ce triste espoir qu'on travaille et construit.

Je ne puis énumérer toutes les écoles de Lyon ; l'École centrale est importante : 170 élèves, ils donnent chacun 10 fr., pour la bibliothèque, qui n'a guère plus de 2.500 volumes.

Puisque Lyon va réunir deux tronçons de librairie, Lyon n'aurait-il pu les réunir toutes ?

Comme à Strasbourg en Alsace, comme à Clermont en France ?

Additionnez tout, l'Université et les sociétés, et les populaires et même les scolaires... Vous n'arrivez pas à plus de la moitié du budget de la bibliothèque de Strasbourg...

Mais la France aurait une seconde Bibliothèque Nationale. Et de quel droit lui refuserait-on le second exemplaire du dépôt légal, qui fait double dans la capitale ? La Nationale de Lyon débiterait avec plus de 500.000 volumes. Quelles économies et que de progrès facilités !

Seules, de telles institutions, par leur puissance, attirent les dons. Songez que, dans un espace de peut-être 1.600 mètres, Lyon compte autant de livres qu'une ville d'Amérique. Mais il lui manque l'*usage*, la mise en service de ces livres, et des crédits d'achats, des « crédits de progrès » suffisants. Il lui manque cette force que pourrait lui donner une centralisation locale.

Marseille. — Aix-de-Provence.

Ayant gravi la cime abrupte d'où, si fière, Notre-Dame-de-la-Garde regarde au loin la mer, ayant gravi les monts où niche, tel un aigle, crachant de l'eau et les deux ailes étendues, le musée des Beaux-Arts au Palais de Longchamp, — un autre Himalaya tenta mon alpinisme.

Je visitai la Bibliothèque.

Elle est placée très haut afin d'être plus belle et ne se point

mêler à des gens du commun. Belle et même accessible, sinon aux asthmatiques. Belle, riche, monumentale... Essoufflement, admiration, je m'arrêtai.

Une ville de France a donc une librairie digne d'elle !

Bagasse ! elle n'en a que la moitié ! Une école des Beaux-Arts partage le palais, et les belles fenêtres qu'on admire d'en bas sont celles d'une salle des fêtes.

Si bien que la bibliothèque... il faut monter, traverser la grille et la cour, c'est à droite, perron, escalier... Ah ! le bel escalier. Ça fait plaisir de le monter pour se reposer... — si bien, dis-je, que la bibliothèque avec son musée de médailles est logée là comme dans n'importe quel hôtel-de-ville de province, plutôt mieux, pas trop bien, en recoin, sur le derrière. On lui donnera, m'assure-t-on, la salle des fêtes. Espérons-le. Marseille aura alors une belle salle de lecture, un peu haut. Il ne lui restera plus qu'à acheter des livres.

Car le crédit d'achats de livres que j'avais lu dans la *Minerva*, 10.620 fr., est inégalé, et le vrai chiffre est si bas qu'on n'osait trop le dire... C'est moins de 4.000 francs. Mais on a augmenté pour 1908 et voici le budget, tel qu'on a bien voulu me l'envoyer de la mairie :

Personnel. — 1 Bibliothécaire (4.000), un adjoint (2.400),	
3 commis (5.800), 3 surveillants (4.200), 1 concierge, 1 chauffeur,	
1 femme de service.....	18.306
Acquisitions (sic) : Achats d'ouvrage 4.000	}
Abonnements 1.500	
Reliures 1.500	
Catalogue 500	
Frais généraux. — Documents photographiques (500), balayage,	
dépenses diverses.....	1.350
	<hr/> 37.210

La bibliothèque de Marseille, qui a peu d'antiquités relativement, compte en avril 1908 exactement 113.700 volumes, plus les doubles non incorporés. On reçoit et communique de suite 160 périodiques. On peut évaluer à 30.000 le nombre des livres vieux de moins de vingt ans, chiffre très rare en France.

Et quelle ville de France fait autant que Marseille ? Ecrasée d'impôts, devant pourvoir seule au lourd fardeau de l'instruction primaire, elle donne à la France et au département beaucoup plus qu'elle n'en reçoit. C'est, avec Rennes, la ville de France qui paye le mieux le personnel de sa bibliothèque. Je pense qu'elle en est récompensée. Il suffit à servir dans les 300 lecteurs par jour, 80.000 par an. Il y a 80 places serrées

(0,66 cent.); la nouvelle salle en aura davantage. L'horaire est compliqué : 9 h. à midi, 2 à 5, 8 à 10. On me dit qu'il suit les coutumes de la ville? L'heure de l'apéritif est sacrée à Marseille, et les séances du soir sont fort peu suivies.

Dirai-je que le bibliothécaire de Marseille, dont le sens pratique se manifeste dans un excellent petit guide de la ville, est le seul bibliothécaire de France que je n'ai pas entendu se plaindre : 1° ni des traitements du personnel; 2° ni du manque de place; 3° ni réclamer de l'argent pour imprimer des catalogues.

Et 4° — ce n'est pas le seul, mais presque, — qui réclame de l'argent pour *acheter des livres*.

Il a réclamé utilement. Pour 1908, il aura 1.000 fr. de plus.

Est-ce tout, à Marseille? Non. On sait que cette ville utilitaire a recueilli les sciences de l'Université d'Aix, laissant à la vieille ville sa théologie, sa jurisprudence et sa littérature.

Les 23.910 volumes de la Faculté des sciences, la part qui revient aux sciences du crédit de 16.880 francs, et la Bibliothèque municipale citée plus haut, cela assure-t-il des études scientifiques à Marseille? Bien élémentaires, si l'on songe à l'hégémonie que pourrait exercer une telle ville.

Quant au *peuple*, ah! s'il en veut des bibliothèques, il en aura! Il y en a 10, pas moins! et dans des quartiers excentriques. Et non seulement il y en a, mais elles sont quelquefois ouvertes. Parfaitement, de 1 à 2, ou de 7 1/2 à 8 1/2 le soir, voire le matin, pas tous les jours, bien sûr! mais le dimanche, pas le premier dimanche du mois, mais les autres! — Mais dans ces populaires, y a-t-il des livres? — Dans une, il y en a plus de mille! — On exige 2 fr. de garantie.

Cependant, pleine de noblesse, petite vieille aux grands airs, la ville aux belles fontaines, la ville aux beaux platanes, aux larges places joyeuses, aux rues dignes, un peu tristes, Aix-de-Provence conserve pieusement ses vieux livres, qui devraient charmer les jours de sa retraite.

Ce n'est qu'à grand regret qu'Aix a pris sa retraite, et si la science moderne a fui près de la mer, elle a conservé, elle, vieille parlementaire et universitaire, toute sa magistrature et sa littérature.

Mais on ne veut plus du calme de ces murs vénérables. On veut travailler dans la ville.

Est-ce ici la Méjanès? J'ai, dans un escalier tournant, tiré une cloche. Une jeune fille m'a guidé le long des tristes gale-tas, et devant de pauvres vitrines soigneusement recouvertes, où dorment les belles reliures, les livres enluminés .. En quel abandon, en quel encombrement, de tels trésors! Seule une vitrine neuve criait dans son coin, pleine de pages dont le papier n'a pas encore jauni : les manuscrits de Zola.

L'après-midi, quand le bibliothécaire est là, des gens viennent, s'asseyent, dit-on, et lisent des livres... — De ce siècle? — Les gens, oui.

Heureusement, vous savez, on va déménager...

Le refrain! du Nord au Sud! le refrain de misère des bibliothécaires. On va déménager! Le refrain qui trompe l'attente, l'air sur lequel on piétine sur place, on coule le temps sans rien faire... Un jour la Fée « l'Etat » va apparaître, et amènera devant vous un palais magnifique.

Il y a sur la place, au cœur de la ville, une vieille halle abandonnée. Qu'une bibliothèque serait bien là-dedans, avec un rez-de-chaussée ouvert, pour les journaux...!

Non. L'on abandonne la halle abandonnée. D'autres rêves... — les mêmes, du Nord au Sud de la France! Là-bas, dans la rue triste, derrière la cathédrale, cette porte monumentale, cette cour où l'herbe pousse...

Le palais archiépiscopal!

Ah! celui d'Aix-en-Provence est un des beaux des beaux! O tapisseries de Don Quichotte, qui ne réjouissez plus les yeux de Monseigneur, — mais que j'ai pu voir, moi, muni d'une permission que j'ai été chercher au bureau de l'enregistrement... (Palais de justice, escalier X, 3^e étage, couloir B) ô tapisseries! comme vous encadrerez les reliures de la Méjanès! Et la France comptera un beau musée de plus!...

Mais cela, une bibliothèque...

Rouen. — La Bibliothèque de Rouen est une des belles de France, et publie gravement ses nouvelles acquisitions. Le personnel est important : directeur, 4 bibliothécaires, 1 surveillant, 5 garçons, et un « gardien bibliothécaire » pour la salle populaire.

Vers 1843, selon Desportes, la Bibliothèque comptait 52.000 vol., 75.000 environ vers 1850 (note du bibliothécaire actuel), et 140 ou 150.000 aujourd'hui. Ces chiffres ont beau être peu

précis... En un demi-siècle, et quel demi-siècle ! la Bibliothèque a à peine doublé.

Le crédit total de 35.600 francs s'applique aux livres, estampes, médailles, etc. C'est 1.500 francs de plus qu'il y a dix ans. Mais les crédits d'achat de livres sont tels qu'il y a vingt-cinq ans : 4.500 francs. Ceux de reliure — il le fallait vu l'accroissement du public — ont passé de 1.000 à 2.000.

Ouverte de 10 à 5 heures, elle rouvre de 7 1/2 à 10 du soir, ce qui fait, pour 692 séances en 1907, 24.581 lecteurs, soit 104 en moyenne par jour, et 28.215 communications, c'est-à-dire un ouvrage par personne, sauf exception.

Le prêt n'existe que pour 51 personnes (616 ouvrages dans l'année).

Rouen, siège de deux sociétés de bibliophiles, d'une académie, d'une école de médecine, ville de 118.459 habitants, n'a pas d'autre bibliothèque?... Si ! Depuis l'an dernier, une populaire. Deux heures le soir et le matin du dimanche. 1.929 lecteurs sur place (2.038 comm.), 261 emprunteurs (4.975 vol.). Première année, pleine de promesses.

Lorient. — Le bibliothécaire de Lorient a bien voulu m'envoyer un état détaillé de ces douze dernières années, qui donne une idée moyenne d'une bibliothèque activement dirigée, dans une ville active, mais avec des budgets bien faibles.

Volumes. En 1896 la Bibliothèque en possédait 10.760. Chaque année en apporta quatre ou cinq cents, avec extrêmes de 292 à 698. Fin 1907 il y avait en tout 16.278 vol. ou fascicules. Ils venaient de trois sources presque égales :

- 1° D'achats du comité, variant de 130 à 299 volumes par an ;
- 2° D'envoi du Ministère, de 68 à 276 par an ;
- 3° De dons. Une année 200 vol., une autre 356, la moindre, 26. Au total 1.400 environ.

On voit l'insuffisance totale du budget d'acquisitions, qui, porté à 2.000 francs en 1885, a monté une fois à 2.500, en 1901, est resté à 2.300 jusqu'en 1904 et est redescendu à 2.000. Il comprend la reliure et les menus frais.

Voici le budget :

<i>Budget</i> : Personnel. (Bibliothécaire 2.000, un surveillant 1.100).....	3.100
Achats, reliures, menus frais.....	2.000
Entretien du mobilier.....	100
Total.....	<hr/> 5.200

Public. — La Bibliothèque n'est ouverte que 225 jours par an et a même fermé par prudence durant les grèves. Le nombre des lecteurs, en 1896 de 4.970, en 1902 de 6.620, s'est élevé brusquement en 1903 à 9.495 — quand le budget d'achats monta — et est revenu à 8.400. En 1907, 8.898. Le nombre des volumes, de 7.327, en 1896 a atteint 13.646 en 1907. Enfin les emprunteurs, autorisés par M. le maire, qui étaient 98 (pour 1.198 prêts) en 1896, furent 230 en 1907 (2.892 prêts).

C'est donc, malgré un budget ridicule, une petite librairie prospère, en plein progrès. Le public se compose de professeurs, instituteurs, étudiants, fonctionnaires, commis, officiers de la guerre et de la marine. A peine 2 ou 3 *parasites*. On achète à peine de romans par la crainte d'être un *Cabinet de lecture*, mais on recherche « les Belles-Lettres » (romans exceptés) et l'Histoire (romans compris). Et quels livres de science pourrait-on bien acheter? La diminution de crédits et aussi celle des envois du ministère laissent peu d'espoir de quelque importance technique ou scientifique. Il n'est pas même question de rôle industriel ou commercial.

Si cette bibliothèque a quelque succès, il semble bien qu'elle le doit surtout aux *périodiques*, qui se renouvellent, et au soin que l'on a pris d'y placer au moins les principales revues publiées en France.

Peu de villes de France sont si bien servies, et pour 5.200 francs, ce n'est pas cher. Mais, que dire...

Neuf mille lecteurs, et les fonctionnaires sont un...

Et l'année, à Lorient, n'a que 225 jours.

Cette. — Desportes (Patria, ch. XVII) indique Cette comme possédant en 1845 une bibliothèque publique avec 4.000 vol. Une notice qui m'est adressée par la Bibl. mun. actuelle dit que la Mairiène possédait que 700 vol. provenant de « dons ministériels » et autres en 1873, date à laquelle la ville, ayant reçu un don de 800 vol., on décida de fonder une bibliothèque qui fut ouverte l'année suivante. En 1875, par suite d'un don de 200 vol., il y avait en tout 1.950 vol.

Le Conseil avait voté 1.000 fr. pour achats de livres. Mais pensez donc! les livres donnés étaient brochés... Pendant 3 ans tous les crédits passèrent à la reliure.

Et il y avait tout juste 12 à 1.500 lecteurs par an.

Le Conseil municipal vota 2.000 fr. en 1877, et il semble que la bibliothèque prospéra, car l'année 1885 compte 10.000 lec-

teurs. Ce temps de splendeurs est passé, et depuis vingt-cinq ans le crédit d'achats et reliures n'est que de 900 fr. Il est vrai que le crédit total est de 5.600. Le Midi paye assez bien son personnel. Comparez le budget précédent, Lorient.

Maubeuge. — Le Midi a des fonctionnaires, plus que de livres. Dans le Nord, c'est le contraire, mais au moins on répond aux lettres. A une lettre adressée au maire, on répond ceci, de Maubeuge :

Nombre de volumes : 4.260. — Aucun crédit n'est inscrit au budget pour la bibliothèque qui est publique, mais ne fonctionne pas.

Il n'y a pas de bibliothécaire et les habitants ne demandent jamais communication des volumes de la bibliothèque.

Annonay. — Il y a une ville unique en France, Annonay, 17.000 hab., dont la bibliothèque s'accroît régulièrement, grâce à des initiatives locales, et dont le budget d'achats est un des gros de notre pays : 2 000 francs !

Les 2.000 fr. sont fournis par la *Société de lecture*. La ville ajoute 1.400 fr. pour le traitement du bibliothécaire. Il y a aussi un système d'abonnements qui, fonctionnant depuis 85 ans, mériterait d'être donné comme exemple aux bibliothèques des petites villes. Voici la note que veut bien me communiquer M. E. Nicod :

Nous procédons de la Bibliothèque proprement dite et du cabinet de Lecture. Ce n'est peut-être pas très « administratif », mais c'est pratique, et ce système doit avoir du bon en ce qu'il enrichit chaque année la Bibliothèque municipale, favorise le goût de la lecture, et puisqu'il fonctionne, à la satisfaction générale, depuis fort longtemps.

Le catalogue a été publié par mon père, M. Maurice Nicod, en 1887. Je lui ai succédé cette année-là et j'ai publié chaque année une feuille supplémentaire.

La ville d'Annonay possédait un fonds de Bibliothèque provenant :

1^o D'un legs fait en 1763 par le Marquis de Fay-Gerlande.

2^o Des Bibliothèques des Cordeliers et des Récollets.

Ces ouvrages n'étaient pas mis à la disposition du public.

Une *Société de Lecture* fut fondée le 23 mars 1823 et passa, le 1^{er} octobre 1839, un traité avec le maire d'Annonay. Elle conservait son autonomie et cédait ses livres à la ville, qui devait fournir le local et assurer le traitement du Conservateur.

Ce traité est toujours en vigueur. La Société de Lecture a 100 membres payant 20 francs de cotisation annuelle, moyennant quoi ils ont le droit de prendre pour lire à domicile tous les livres qu'ils veulent, en se conformant à l'ordre de service de la Bibliothèque.

La Bibliothèque est installée à l'Hôtel-de-Ville ; elle est ouverte au

public tous les jours de 9 h. à midi, et de 2 h. à 5 h. — Elle prête gratuitement aux instituteurs les livres dont ils peuvent avoir besoin.

Auch. — Voici une autre ville, au hasard, une petite aussi :

Il y a au 31 décembre 18.500 vol. La ville n'a que 14.800 habitants, mais c'est un chef-lieu. Il y avait déjà 5.500 volumes en 1845, et tout chef-lieu est bourré de publications officielles.

Il est venu en 1906, paraît-il, 2.596 lecteurs.

Reportez-vous aux chiffres anglais et comparez.

Auch n'a pas de bibliothèque populaire; rien d'autre qu'une bibliothèque historique et administrative, aux Archives départementales, qui contient 6.000 vol. et où il est venu 1.200 lecteurs pour les livres.

La Bibliothèque municipale ouvre de 10 à midi et de 2 à 5 et ferme les lundis, les jours fériés et 3 mois de l'année...

Il y a un budget spécial, qu'on ne nous donne pas, pour l'éclairage, le chauffage, les frais de bureau. Pour les achats, abonnements et reliure, on nous dit 600 fr. par an. Le budget de la Ville est de 298.000 fr.

Reims. — La bibliothèque de Reims passe pour une des belles de province. Elle est administrée par un érudit qui la connaît à fond et sait en mettre avec autant de science que de complaisance les richesses à la disposition de ceux qu'un travail sur l'histoire de la Champagne ou les livres de Charles le Chauve attirent dans le bel hôtel de ville dont la bibliothèque occupe le premier étage, sur le devant, par l'escalier d'honneur.

Oui, c'est une des prospères, et elle s'est développée dans ce siècle, car de 29.000 volumes en 1853 — (livres du collège des jésuites supprimé en 1762, de l'Université, du Chapitre de Notre-Dame, des abbayes, couvents, etc.) — elle passait à 62.000 en 1882 et l'on dit plus de 100.000 aujourd'hui.

Mais j'avais pu visiter plusieurs fois le musée et l'hôtel-de-ville, sans dénicher l'inscription sur une colonne qui indique où est la bibliothèque. Les sergents de ville du pays ne sont pas très sûrs de l'endroit où elle perche, les commerçants du quartier l'ignorent totalement.

Il suffit à cette ville orgueilleuse d'avoir actuellement cent ou cent quarante mille volumes — on ne sait pas au juste et on peut compter de tant de façons — pour dire « la Bibliothèque de Reims ». S'en servir, on n'y songe pas.

Un travailleur peut venir. Il trouvera les bibliothécaires les plus obligeants et savants qu'on puisse voir, heureux même de

se dévouer à votre travail. Inutile d'ajouter que ce travail ne pourrait être qu'historique. Toute autre science ne trouverait ici que des livres sommaires, et Reims étant une ville commerçante et industrielle, le commerce et l'industrie n'y trouveront rien du tout.

Cependant 180 périodiques sont à la disposition du public, — et fort bien choisis, et on les communique de suite. Chaque année apporte 1.500 volumes nouveaux en moyenne; le Ministère est généreux en envois, et le Conseil municipal ratifierait quelques dépassements de crédits, si les 6.000 francs (acquisitions et reliures) ne semblaient pas suffisants au bibliothécaire de Reims. Ils lui semblent suffisants. Pour l'usage que le public en fait, ils suffisent. Et il suffit aussi que quelques élèves des lycées viennent faire leurs devoirs, que les professeurs viennent emprunter des livres, — pas trop, 2.000 par an, — que les instituteurs viennent préparer l'histoire de la commune, et que la grande paix où dorment le fameux évangéliste et l'armoire aux incunables ne soit pas troublée par un vain public. Et le public est admis, il peut venir s'il veut. On lui offre même des journaux de la localité; quatre. Quand je vins, avant deux heures, il n'y avait personne. On déjeune longtemps en province. Mais, vers trois heures, il n'y avait pas moins de quatre lecteurs, dont deux pour les journaux, les quatre journaux. Et il y a des jours où il vient des quarante personnes! On en aurait eu près de 8.000 les fortes années. En 1883, un rapport officiel donne le chiffre de 1.025 communications... pour un an!

Et peut-on faire mieux? Regardez ces volumes placés librement à la disposition du public: Larousse, Grande encyclopédie, Joanne, Vivien de Saint-Martin, Littré, un cent de dictionnaires, catalogues, etc. On n'y touche pas souvent. Il y a un catalogue imprimé avec de grandes divisions: Lettres, Théologie, etc., et des cotes ingénieuses où entre le chiffre de l'année. Tous les deux ans un fascicule, la liste des dons et achats, par nom d'auteurs seulement, « pour faire comme à la Nationale ». Les Rémois doivent chercher les ouvrages sur la vigne à *Pacottet*, le catalogue des manuscrits de la Nationale à *Omont* et la vie du curé de N.-D. de Liesse, M. Billaudel, à *Notice...* Mais le catalogue ne serait pas savant sans cela.

Enfin, dans cette ville toute d'industrie et de mangeaille, les heures d'ouverture sont de 10 à 4, ce qui exclut deux classes de gens: ceux qui travaillent, et ceux qui mangent.

Certes, la torpeur intellectuelle de cette ville est formidable. Le haut commerce est accaparé par les Allemands ; les enrichis français, retirés des affaires, n'y viennent faire qu'un somme entre deux voyages à Paris. Cependant le peuple qui construisit la cathédrale n'est-il pas susceptible de quelque humble réveil ?

Une bibliothèque qui fermerait de midi à 2 si l'on veut, mais qui, le reste du jour et le soir, serait ouverte, qui offrirait non pas un escalier d'honneur, mais des journaux, car on lit des journaux, non pas seulement les 4 du pays, mais ceux de Paris et d'ailleurs, qui prêterait des livres intéressants tout le monde, n'arriverait-elle pas à avoir un public ?

Même ici ? Même ici. C'est ici à Reims qu'a été établi et a réussi le seul abonnement musical un peu sérieux en France. Il a 3.000 abonnés, un peu partout. Et ne croyez pas que Reims chante plus qu'il ne lise. C'est bien agencé, voilà tout.

Et il en serait des livres comme de la musique. Mais quel dédain pour ce public éventuel... D'ailleurs n'y a-t-il pas (pour 108.000 habitants) 8 bibliothèques populaires, dont une très belle, faubourg Cérès, léguée par un certain Holden, qui donna 50.000 francs ?

Elle est très belle en effet. C'est, dans un faubourg où le peuple passe, un petit pavillon spécial, comme un bureau d'octroi. C'est en tout petit le type des succursales de bibliothèques libres dans un village ou un hameau en Angleterre.

Je regrette qu'elle ait un grave défaut, celui de n'être pas ouverte. J'y suis allé le matin, l'après-midi, à 7 heures et le soir. Pas de concierge. Et nul écriteau, nul voisin, nul sergent de ville n'a été capable de me dire les heures d'ouvertures, si parfois cela ouvre. Mais des gens riches m'ont dit que Reims avait une bibliothèque « pour le peuple ».

Un grand espoir luit pour la bibliothèque de Reims : le transport à l'archevêché. L'aménagement coûterait 200.000 francs. Ce sera très beau, mais ce n'est pas cela qui rendra à la vie le cimetière des livres rémois.

On me dit que la place y manque. Je crois rêver. 16 salles garnies de livres sur les murs, rien au milieu. Et de belles salles ! les échelles y sont des échafaudages à roulettes. Et aux murs les 4° mêlés aux in-3° sur les rayons de chêne épais de 5 centimètres. La belle menuiserie ! Un mur garni de tels rayons : mille francs. Rien que dans le bois des rayons on mettrait mille volumes.

Le Conservateur a aussi charge du Musée, collections de monnaie, sceaux, archéologie... Deux bibliothécaires l'aident et il y a un commis chargé de l'entretien des 16 salles! Je ne puis qu'admirer le dévouement de ces fonctionnaires, fort peu payés. Mais ce qui est plus grave que l'avarice de cette ville riche, le peu de lecteurs et l'impression de vieux d'une telle bibliothèque, c'est la *satisfaction* générale de cet état de choses. Personne ne semble se douter qu'une bibliothèque puisse être un centre intellectuel plein d'activité et que cela puisse intéresser tout le monde.

Le Musée de Reims est admirable. Savez-vous que les étrangers peuvent le visiter même en semaine, en s'adressant à qui de droit? Oui, le Musée, où il y a les Corot... Les caves Pomnery, elles, ouvrent tous les jours.

Reims est riche. Mais aucun théâtre n'y peut vivre, et ce n'est que pour la montre qu'elle entretient une bibliothèque. Les dépenses de vanité sont seules tentantes. Il y avait une place Drouet d'Erlon. Sur cette place, il y avait une statue de Drouet, comte d'Erlon. On a déménagé ce brave militaire. Il est allé se promener à l'autre bout de la ville. On a mis à la place une sorte de dessus de table — non en orfèvrerie, mais en pierre — colossale. Cela se nomme une fontaine parce que quatre petites femmes nues font un tas de chichis pour faire semblant de verser l'eau des brocs qu'elles tiennent dans quatre baignoires. Puissent ces quatre baignoires laver un peu l'ignorance de la ville! Avant de poser pour encourager les arts, il conviendrait d'apprendre à lire.

Mais Reims a une bibliothèque.

D'ailleurs ses habitants ont tous une redingote. On la sort pour les enterrements.

Saint-Etienne. — *Bibliothèque publique au Palais des Arts.* (Note reçue en 1907.)

Lecteurs: 21.000 en 300 jours, soit 70 par jour.

Volumes communiqués sur place: 70.000, soit 233 par jour.

(Dans ce nombre sont comprises les revues et les œuvres mises à la disposition du public: ces dernières ne peuvent être naturellement appréciées que d'une façon approximative.)

Emprunteurs: 495. Volumes prêtés: 4.021.

Qualité, état des lecteurs: — Il n'y a pas plus d'un quart de lecteurs sérieux, fréquentant la Bibliothèque en vue de recherches bien définies. Ce sont des ingénieurs, des élèves de l'École des Mines, des chimistes (pour les teintures), des dessinateurs de rubaneries, et aussi

quelques érudits qui font des recherches d'histoire économique ou d'archéologie. Les trois autres quarts représentent des gens qui viennent se distraire (toujours les mêmes) ou se chauffer. Ce qu'ils demandent surtout, ce sont les romans : Dumas vient bon premier ; puis Victor Hugo, Marcel Prévost et Loti sont aussi très lus. Beaucoup d'ouvrages scientifiques sont également demandés, surtout au point de vue des sciences physique et chimique. Des traités de législation ou d'exploitation des mines sont d'un usage courant. Les revues spéciales n'intéressent presque personne. Il n'est pas de jour, au contraire, où les grandes revues ne soient constamment en lecture. Quant aux œuvres historiques et aux manuscrits qui, jusqu'à ces derniers temps, n'étaient guère consultés, il s'est produit, depuis deux ans, un mouvement très marqué en leur faveur.

Au point de vue industriel, notre Bibliothèque est bien composée, et quand un volume de cette catégorie nous est demandé, nous n'hésitons jamais à le faire venir. Au point de vue local, nous possédons une très riche collection. Les volumes sur l'histoire du Forez, du Velay et du Lyonnais, sont très particulièrement précieux et nombreux. Il y a aussi des brochures fort rares ; malheureusement le catalogue n'en a pas été tenu à jour depuis 1885 ; le bibliothécaire se propose de le refaire prochainement.

Nous sommes abonnés à 82 périodiques (dont 5 journaux locaux, mais aucun grand journal de Paris ou de Lyon). Pour cette année, le Comité a décidé de suspendre l'abonnement à certaines revues très spéciales : *Journal des Mathématiques élémentaires*, *Annales de l'École normale supérieure*, par ex. En revanche l'on s'est abonné à *l'Assiette au Beurre*, dont on a acheté la collection complète. En outre, 20 revues nous sont adressées gratuitement par le Ministère.

Heures d'ouverture : Tous les jours non fériés de 9 h. à midi, et de 4 h. à 10 h. du soir. Fermeture complète le dimanche, depuis la loi du 13 juillet 1906. Fermeture annuelle de l'Ascension à la Pentecôte et du 17 août au 17 septembre.

Le local est convenable, mais très restreint. Nous manquons absolument de place. Un projet d'agrandissement du Palais des Arts, dont la bibliothèque occupe le rez-de-chaussée, est actuellement à l'étude ; mais l'argent manque.

Budget : 10.000 fr. pour les acquisitions, frais de reliure et abonnements ; en outre 800 fr. de frais de bureau. Traitement des employés : 3.000 fr., 2.000 fr., 1.800 fr., 1.600 fr., 1.200 fr.

Toutefois, à la suite de différentes difficultés financières de la Ville, la somme de 10.000 fr. a été réduite à 5.000, pendant ces deux dernières années. On assure que, cette année, le budget sera intégralement rétabli. Vous devinez qu'avec cette somme de 5.000 fr. il a été impossible de faire des acquisitions sérieuses, puisqu'elle est presque tout entière absorbée par la reliure et les abonnements. Aussi le *Comité d'inspection et d'achats* ne s'est-il réuni que trois fois depuis septembre 1905. Ce Comité est d'ailleurs bien composé, et animé des meilleures intentions, mais que peut-il sans argent ?

Il existe encore à Saint-Etienne quelques petites bibliothèques de quartiers, ou des bibliothèques scolaires, organisées exclusivement pour le prêt à domicile. Elles n'ont aucune importance. Quant à l'École des Mines, elle semble être la seule institution scientifique qui possède une bibliothèque technique d'un réel intérêt.

Sans importance, les Bibliothèques populaires ? En effet, sans importance, mais cette importance est, après Paris et Amiens, une des plus grandes qu'il y ait en France. Elles ont presque 2.000 volumes chacune !

Voici donc une ville à peine plus grande que Reims, une bibliothèque qui n'a pas le quart des richesses anciennes et modernes de Reims, moins bien placée dans la ville, — et cependant presque trois fois plus fréquentée. La raison ? Les heures d'ouverture en premier lieu.

Les bibliothèques ne sont pas un lieu pour faire la sieste. La longue séance de 4 à 10 du soir est tout à fait pratique.

Il faut ajouter que la bibliothèque est actuellement dirigée par un homme jeune qui a gardé de son instruction spéciale de paléographe des habitudes de précision et de travail méthodique, mais qui a compris que, dans cette ville manufacturière d'autres études que l'archéologie avaient besoin de livres, et s'est dévoué tout entier à la tâche de créer à Saint-Etienne une vraie bibliothèque.

Le pourra-t-il avec ces budgets de misère ? Comment une ville d'activité moderne, comme Saint-Etienne, ne comprend-elle pas le rôle que doit jouer la bibliothèque de la cité, et qu'il y a là de solides intérêts commerciaux ?

J'ai sous les yeux une carte postale reproduisant le Palais des Arts, dont la bibliothèque occupe le rez-de-chaussée. Au premier plan un monument patriotique, qui dut coûter très cher. Puis une allée où il y a une charrette au repos, celle du jardinier qui travaille à une corbeille sur la pelouse, et un homme, un seul, qui a l'air pressé et semble vouloir se rendre à la bibliothèque. Mais il est défendu de marcher sur le gazon et il doit contourner la pelouse, tourner à gauche, contourner une autre pelouse, tourner à droite, franchir une grille, tourner à gauche ou à droite, car l'escalier — prévoyant des foules qui ne viendront jamais — est double, à droite, à gauche, mais jamais devant.

De grands espaces libres, à droite, à gauche du palais. Derrière, une colline nue et pittoresque, à laquelle le palais est adossé.

O splendeur ! Inutilité ! Cet escalier n'est pas beau, il n'est qu'imposant. Ces grilles, ces pelouses ne sont ni utiles ni belles. Ce sont des distances, mises entre le peuple et les livres.

Sous la Révolution, quand le peuple de Paris voulut du pain, il alla à Versailles chercher le boulanger. Les livres vous ont

encore de ces allures royales. Il les faut aller chercher à la campagne.

Certes, il serait à souhaiter que toutes les villes de France soient aussi favorisées que Saint-Etienne. Pourquoi « favorisées » ? on se favorise soi-même. Cependant la bibliothèque manque de place. De place, entendez-vous ! dans un parc, et adossée à une montagne.

Et pourquoi loger la Bibliothèque et le Musée ensemble ? Cela est fort bien pour un musée de livres, manuscrits et incunables, ou pour une bibliothèque spéciale, commentant le musée même qui l'avoisine — arts décoratifs, sciences naturelles... Mais une bibliothèque générale, publique, la bibliothèque municipale d'une grande ville doit être elle-même. Ses besoins sont le contraire de ceux d'un musée. C'est un magasin de nouveautés, et non d'antiquités.

Amiens. — Amiens a aujourd'hui près de 100.000 habitants. Un legs récent, de 300.000 francs, chiffre inouï en France, a permis de réinstaller complètement la bibliothèque, déjà convenable, isolée, parfaitement digne de la ville.

Ce qui en est indigne, c'est un crédit de 2.700 francs pour achats, reliures, etc., soit, en y ajoutant des ventes de doubles, un billet de mille pour les livres, 900 fr. pour les périodiques. Je ne puis que reproduire les termes très modérés du bibliothécaire sur de telles ressources :

Elles suffisent strictement aux besoins du service et permettent de satisfaire à peu près aux demandes d'un public qui s'est accoutumé à ne pas demander trop...

La Bibliothèque... se tient tant bien que mal au courant de la culture moderne, littéraire et scientifique, sans avoir la prétention ni la possibilité de suffire, en rien, à des études spéciales poussées un peu loin.

Comme dans presque toutes les bibliothèques de France, il y a un fonds d'histoire locale curieux et qu'on ne trouverait pas ailleurs, et la théologie est richement représentée. Nous avons ici 7.896 n^{os} de théologie et 2.368 d'histoire des religions, plus un fonds de 5.962 livres de voyages en Terre sainte. Ceci fait un fonds religieux de 16.197 titres. En regard de cela :

Jurisprudence	1.727	Sciences et arts	4.436
Histoire	6.915	Médecine	4.157
Belles-lettres	4.401	Polygraphie	1.063
	<u>1.3043</u>		<u>9.656</u>

Nous voudrions pouvoir partout diviser en livres vieux et neufs. Car nous vivons sous le mensonge des gros chiffres de volumes des bibliothèques françaises. Nous voyons Amiens porté aux Annuaires pour *cent mille volumes*. La *Minerva* de 1908 rectifie : 56.000. C'est d'après le bibliothécaire, « 60.000 ouvrages ou n^{os} de catalogue, soit plus de 100.000 volumes », en 1907. Ici il nous est permis de préciser un peu. On peut y faire largement des études de théologie ; seize mille volumes ; l'histoire locale, avec des collections spéciales non comprises ci-dessus, 8.000. On peut étudier le droit peut-être, et la littérature, l'ancienne un peu, la moderne presque pas, l'étrangère pas du tout. En tout 13.000 vol. Il n'est pas question de musique et les arts sont mêlés aux sciences. Alors les sciences, les vraies, les utiles, les arts et les métiers, et toutes les connaissances qui font le progrès humain, qu'est-ce qui leur reste ? — 9.656 volumes, sciences, arts, médecine et divers.

C'est 9 1/2 contre 37. Or plus de la moitié de ces 9.656 ouvrages est certainement hors d'usage. On y traite de l'industrie d'avant la vapeur. La médecine est presque toute historique avec 4.157 volumes et de si faibles crédits. Est-ce que ce serait très paradoxal de dire : avec un legs de 300.000 fr., un palais isolé, un bibliothécaire érudit et zélé, une ville de près de 100.000 habitants et 100.000 volumes, — Amiens — offre à peu près deux *milliers* de volumes *utiles*...

Le reste ? Curiosité, distraction, archéologie, littérature — et vanité.

Mais 2.000 volumes, c'est ce qu'un homme instruit, sans être bien riche, a chez lui !

J'ai connu Jules Verne à Amiens. Il avait répondu pratiquement à la question de Renan : peut-on travailler en province ? Oui, il travaillait. Il avait beaucoup de livres chez lui, des correspondances nombreuses, et se rendait chaque jour quelques heures à la *Société industrielle*, où les cinq ou six esprits cultivés de la ville trouvaient des journaux, des revues en assez grand nombre. Vous voyez : tout s'arrange. Oui, la France a des savants, des gens de haute culture très au courant, quoi que l'on dise. Mais ils s'arrangent à leurs frais, individuellement, difficilement, alors que l'Etat et les villes font semblant de leur offrir des ressources...

Car, outre la Société industrielle, il y a à Amiens une Société Linnéenne, et la société des Antiquaires de Picardie qui ont de bonnes bibliothèques privées. Il y a une petite Université popu-

laire et pas moins de 17 bibliothèques populaires, dont quelques-unes ont plusieurs milliers de volumes, de la musique même. J'ai connu cette ville, il y a vingt ans, je devine donc un essor nouveau. 17 bibliothèques... quelques-unes avec cotisation, n'importe. Mais 17!

Entendons-nous : elles ouvrent de *onze heures à midi*, le dimanche...

Je me rappelle bien ; en été, si je voulais des livres, il fallait renoncer à la campagne. Ce n'est pas changé.

Quand nous dirons : le mal est d'administration plus que d'argent, nous croira-t-on ?

Amiens n'est pas si étendu ! une bibliothèque centrale, trois ou quatre succursales suffiraient... Il y a plus de vingt bibliothèques et pas une suffisante, ni aux études sérieuses, ni aux lectures courantes.

Le nombre de volumes, celui des lecteurs vont croissant à Amiens, et le zèle du bibliothécaire aura là sa récompense. Nous aurons des statistiques montantes... Et cependant la bibliothèque *reculera*,

Elle reculera parce que tout avance dans le monde. Toute cette théologie n'est plus d'usage courant. Les prêtres même ont aujourd'hui besoin plus urgente. Le vieux droit, la vieille médecine entassent leurs bouquins à curieux. Et après...

Après il y a cela : mille francs d'achats par an.

Il y a qu'aucune étude sérieuse ne peut être faite ici.

Or un fonds de cent mille volumes perd plus de mille francs par an de sa valeur.

Avez-vous cent volumes chez vous, cent volumes venant de votre grand-père ? Cela put valoir vingt francs alors qu'il mourut. Achetez tous les ans vingt sous de librairie... Quelle bibliothèque laisserez-vous à vos enfants ? Ils n'en tireront pas quarante sous... Mais laissons la valeur... Dans ce tas, une armoire pleine... — qu'est-ce que vous aurez à lire ?

Des bibliothèques si avarement dotées par les villes sont des bibliothèques qui meurent lentement.

CHAPITRE V

LES POPULAIRES

- I. — *A bas les populaires!* — Elles empêchent le pays d'avoir de vraies bibliothèques, des bibliothèques libres.
- II. — *Les populaires françaises.* — *Le Bulletin* et le Musée pédagogique. Statistiques, budgets. Heures. Qu'il y en a bien trop et qu'elles sont misérables.
- III. — *Les Municipales parisiennes.*
§ 1. — *Paris et Londres.* Le Rapport Bellan au Conseil municipal. Comme on confond la ville et la cité de Londres. Que les 80 bibliothèques libres de Londres, avec salle de journaux, salle de lecture et prêt, ouvertes tout le jour et le soir sans arrêt, n'ont rien de commun avec nos bibliothèques de quartier.
§ 2. — *Croissance et arrêt de nos municipales.* Leur histoire en chiffres. Pourquoi on ne lit plus? Parce qu'il n'y a plus rien à lire. Que les livres d'une bibliothèque de prêt ne sont pas trésors éternels. Les uns se démodent et les autres s'usent. Comment Paris pourrait offrir, même avec son faible budget, un plus grand choix de livres sérieux.
§ 3. — *Les Achats de livres* de la ville de Paris, son budget et ses subventions.
§ 4. — *Ce qu'on lit* dans les municipales parisiennes. Statistiques.
- IV. — *La Salle publique de la Nationale*, offerte par l'Etat à Paris.
- V. — *Banlieue.* — Avidité du peuple pour les livres, prêtés 4 et 5 fois par an.
- VI. — *Les Scolaires.* — Immense effort, qui s'est arrêté. Statistiques. Questions d'hygiène.
- VII. — *Conclusions sur Paris et la France.* — Il faut des bibliothèques libres, municipales, distinctes des musées.

I

A BAS LES POPULAIRES

Nous entamons maintenant la 2^e couche: les populaires.

Nous ne trouverons plus ici de manuscrits précieux, de livres de théologie, et de longues galeries de livres qu'on ne lit pas. Nous entrons dans la vile région des livres qu'on lit.

Ne lit-on pas dans les autres bibliothèques? Si. On y lit même les *mêmes* livres. A la Nationale de Paris, comme à la populaire de Belleville, on lit Hugo. Mais les ouvriers emportent les livres chez eux. Les gens convenables ne satis-

sent pas leur demeure avec des livres. Ils vont lire. On les voit lire. Chez soi, c'est un roman, des vers, lecture futile. A la bibliothèque, c'est un travail, un travail de jour qui cesse à quatre heures, une étude, — cela s'appelle se documenter, ce qui est à la lecture ce que des photographies sont à un voyage.

Avant de dire même un mot des populaires, disons ceci : la France n'aura de bibliothèques que quand elle cessera d'avoir des populaires.

Des bibliothèques de spécialités, d'autres d'antiquités, soit, elles sont nécessaires. Il y a des métiers divers. Chacun a le sien.

En dehors de cela, il n'y a qu'une espèce de Français.

§

Traiterons-nous de savantes, en ayant plein la bouche du mot de « bibliothèque de la ville », les greniers à poussière que nous venons d'énumérer ?

Allons donc ! ces municipales mal fournies ne sont que des populaires mal fréquentées.

Leur aristocratie les empêche de travailler.

S'il faut de la distinction, il en est de plus utile. Celle d'entre morts et vivants prime celle d'entre riches et pauvres. Ces-sons d'accrocher les outils dont on se sert aux panoplies.

Richesses manuscrites, livres précieux et rares sont dans nos bibliothèques comme le sac d'or du savetier qui l'empêche de dormir, de chanter, de travailler. Nous les aimons aussi et nous défendons le passé au tant que le présent quand nous disons : si vous voulez des bibliothèques en France, il faut résolument en détacher le *Musée*, l'enterrer sous verre et qu'on n'en parle plus. Ces choses n'ont rien à voir avec ce qui nous occupe. Ni le même public, ni les mêmes règlements, ni les mêmes heures, ni surtout les mêmes fonctionnaires. Une compagnie d'omnibus n'a point dans son service les carrosses qu'on montre à Versailles.

Nous voyons cependant les mêmes maisons, les mêmes archéologues, les mêmes règlements appliqués à ces choses qui hurlent plus d'être ensemble que des autobus et ces carrosses, — car ceux-ci, attelés, peut-être rouleraient encore — mêlant les journaux utiles aujourd'hui, pas demain, les revues que réclament gens de métiers et savants, les livres courants qu'il faut aux enfants pour apprendre, aux charpentiers pour charpenter, aux ingénieurs pour s'ingénier, avec ces livres dont plus

une vérité ne subsiste, ces livres dont la seule beauté dure encore, mais comme durent sous verre des ailes de papillon : la main la plus douce n'en peut tourner les pages sans qu'en tombe une écaille. Et elles ne voleront plus jamais.

Mais tout ce qui vit peut vivre ensemble.

Réunissez franchement toutes les municipales, populaires, scolaires même, et même les militaires, toutes celles qu'on pourra de façon enfin qu'il y ait des livres en France et qu'on sache où les trouver.

Nous n'exceptons même pas les Universités, mais seulement les rares points où de grandes bibliothèques spéciales techniques, seules susceptibles d'une valeur scientifique, peuvent être établies. En un mot, division de matière, non de personne.

Quelque effort d'argent, de zèle et de contrôle qu'on fasse, il ne sera jamais possible d'avoir partout quatre feu Monsieur Brunetière, un populaire, un universitaire, un militaire, un municipal. Un exemplaire de cet auteur suffit à une ville, et l'argent que coûtent les autres serait plus utilement employé à acheter un peu les auteurs dont il parle.

§

Nous pourrions louer et chanter les efforts faits. Ils sont grands, ils sont nobles. Il n'y avait en 1873 que 773 bibliothèques et 838.032 vol. En 1902 c'est 2.911 et 4.166.417. Oui. Mais il y a 36.000 communes ! Les généreux initiateurs de l'instruction républicaine seront mieux loués, je pense, par une incitation à poursuivre leur œuvre que par des éloges sédatifs, avec lesquels on fait comme eux, qui dorment maintenant. Vivants, ils ne dormaient pas. Ils ont jeté du grain pour qu'il pousse et non pour qu'on le monte en couronnes.

A bas les populaires et à bas le Musée-bibliothèque ! C'est cette distinction qui nous empêche d'avoir dans nos villes une vraie bibliothèque, une qui serve à tous et soit ouverte tout le jour, un organisme vivant, local, indépendant : la bibliothèque libre.

II

LES POPULAIRES FRANÇAISES

Dans quelques villes on les appelle *municipales*, mais c'est la même chose.

Le réseau des bibliothèques municipales, populaires, libres,

etc., Paris compris, mais sans parler de celles qui se rattachent à quelque œuvre religieuse, comprend, en 1906, à peu près 3.000 bibliothèques, et le chiffre des prêts — la lecture sur place étant insignifiante — dépasse peu 5 millions.

Elles sont en quelque sorte fédérées. C'est une centralisation spéciale. On s'occupe à Paris de leur choisir ou au moins de leur indiquer des livres. Le *Bulletin* des bibliothèques populaires paraît à cet effet dix fois par an. Cette régie officieuse part du *Musée pédagogique*, dit Bibliothèque de l'Enseignement public. Le Comité de rédaction est composé de 14 professeurs d'histoire ou de lettres, de M^{me} Marcelle Tinayre, d'un médecin, d'un professeur de droit, d'un professeur de sciences. — Le commerce, gros et détail, la vigne, le blé et l'élevage ne sont pas représentés — même par un professeur.

M. Pellisson, secrétaire de ce bulletin, vient de publier un excellent livre sur les *Bibliothèques populaires*, auquel nous pourrions renvoyer, à chaque instant.

Nous sommes ici en présence d'une force un peu accaparante, mais réelle. Il y a mieux que du zèle, que du dévouement, il y a de l'énergie. L'œuvre presque apostolique de l'établissement que dirige M. Langlois est un des beaux exemples de la vitalité française.

Notre admiration pour une si noble entreprise est grande malgré tout ce que nous dirons contre. Il s'agit de secouer l'inertie provinciale. Il s'agit de soigner un corps à trop grosse tête... Mais les avis sur le traitement peuvent différer.

Nous pensons que dans une région qu'il connaît, où il vit, un homme actif est mieux à même de concentrer tous les services de livres, de diriger une bibliothèque centrale riche, au courant, avec les succursales qu'il faut, de savoir les livres utiles ici et là, de les faire circuler d'une succursale à l'autre, d'établir les nouveaux dépôts, de supprimer ceux où on ne vient pas, de répartir enfin des crédits généraux suivant les besoins des gens de son pays — que de tenir du bout de la rue Gay-Lussac les fils de toutes les populaires, alors qu'un autre service inspectera toutes les « supérieures ». Nous pensons qu'il y aurait là énergie plus utile, économie réelle. — Mais, au reste, l'œuvre est bonne. Dans les petits trous où niche une toute petite bibliothèque, sans lien à sa voisine, sans même offre de libraires, l'instituteur-bibliothécaire est bien heureux que de Paris lui vienne un reflet de leur. Le *Bulletin* lui enseigne de bons livres à acheter.

Les défauts du système — ou de la tendance — n'apparaîtront que trop dans ce qui va suivre.

§

Troismille! 82 pour le seul Paris où sont les quatre grandes bibliothèques de l'Etat.

Et l'on dit qu'il n'y a pas de bibliothèques en France!

Il y en a bien deux mille de trop.

Toute ville anglaise de 40.000 habitants en a *une*, et les villes de 5 à 10.000 ont soit une bibliothèque soit une branche de la bibliothèque régionale. Prenons une moyenne: 15.000. Une par ville de 15.000 hab., cela ferait 171, plus Paris, d'après le recensement de 1906; nous avons donné la liste.

La population urbaine en France est plutôt tassée. Même dans les campagnes on se serre. Je crois être très large en disant qu'une bibliothèque ou succursale doit suffire par 50.000 habitants, et par cent mille pour les quartiers populeux des villes. Les 20 arrondissements de Paris varient de 200 à 800 habitants à l'hectare. Avec 60 bibliothèques à Paris personne n'aurait plus d'un kilomètre à faire pour s'y rendre. En tenant compte des habitations de fait, des vides, des bibliothèques existantes, on pourrait dire qu'avec 50, moins même en établissant des dépôts, comme en Amérique, — Paris serait pourvu de livres. Il ne l'est pas avec 82.

Nous reviendrons sur ceci en cherchant comment on pourrait établir en France des bibliothèques libres. Cependant il est bien clair qu'il faut au moins 20.000 habitants agglomérés, ou cent mille qui ne le sont pas, pour justifier ou payer un service: une bibliothèque ouverte tout le jour, avec prêt, circulation dans la campagne, etc., — et que la France (24 millions de ruraux, 14 millions de citadins) ne peut entretenir 3.000 bibliothèques:

Avec quoi?

Avec, malheureusement, des sommes beaucoup trop faibles pour en entretenir non pas 3.000, mais cinq cents bonnes.

Paris est fier. Il donne 220.225 francs. Mais il rogne un peu tous les ans.

Qu'est-ce que cela fait, 220.225 francs, chiffre de 1904, pour les 79 bibliothèques d'alors?

Il y en a juste onze qui touchent de 1.500 à 2.000, 39 de 1.000 à 1.500, les plus petites 400 fr. Eh bien! Ce sont là des

budgets de cabinets de lecture, mais cette misère pourrait être voilée par un roulement de volumes. Si seulement on avait des locaux ! 400 fr. par an, on se demande si c'était la peine d'empêcher la loueuse de feuilletons de faire son petit commerce. Quant aux libéralités, il yeut M^{me}G. Tridon : 90.000 fr., Forney, 200.000 — et ces 200.000 là, employés à un but restreint et précis, la bibliothèque d'art et d'industrie de la rue Titon, valent bien des millions dépensés ailleurs — et c'est tout. Des dons en volumes dont trois seulement (Ed. Du Ménil 5.400 vol., Foussier 2.000 vol., Parent de Rozan 4.000 vol.), ont quelque importance. C'est tout. Pour Paris? — Non. Pour la France, ou à peu près !

Je note à Reims un don de 50.000 francs. Ce ne pouvait être qu'un point de départ. Mais les Rémois se croient arrivés... La ville n'ajoute rien, ou si peu...

3.000 bibliothèques populaires se partagent donc en France une cinquantaine de mille francs que l'Etat donne chaque année, difficilement.

Lyon a 6 bibliothèques, qui reçoivent 866 fr. chacune ; Marseille en a dix, mais qui reçoivent 1.000 fr. en tout. Nantes en a six.

M. Chevalley décrit ces palais de lecture : « Cabinet noir, annexe de mairie, vestibule d'école, soupente de cercle... Il y a tel chef-lieu de département qui avait, il y a quelque temps, la sienne sous un escalier. » Cela, une bibliothèque populaire? Non. Un bureau de prêt « borgne et honteux ».

Tableau infidèle, dit M. Pellisson, soucieux de ne pas décourager les efforts : les bibliothèques sont très bien installées, il y a même, selon M. de Saint-Albin, « un bureau et un fauteuil pour le bibliothécaire, une grande table pour les lecteurs sur place, avec les chaises nécessaires, une petite table pour le manie-ment des livres, un escabeau, une ou deux banquettes pour le public du prêt à domicile et une barrière maintenant les emprunteurs à distance... ». J'en ai visité beaucoup ; les bancs manquent parfois, mais la barrière jamais. — Enfin il y a des salles où l'on trouve un crachoir, et le bibliothécaire de la rue Froidevaux, tout imbu d'idées américaines, « a mis deux encriers et deux morceaux de buvard, qu'il change tous les mois ».

Faut-il donc un palais? Non, mais une boutique. Et je ne puis que citer M. Chevalley :

Jamais le pauvre ne résiste à la lumière. Il y va d'instinct, comme les phalènes. Je voudrais donc, avant tout, la bibliothèque

populaire au rez-de-chaussée sur la rue, avec une large vitrine et de grandes glaces très claires qui, le soir, jetteront largement, joyeusement dans la nuit une lumière aussi invitante que celle du bar d'en face. Il faudrait encore de vastes portes, de béantes portes, toujours ouvertes sur la chaussée. Mieux vaudrait même, si l'on pouvait, pas de portes du tout.

Pas une populaire, en France, ouverte du matin au soir.

Dans beaucoup de villes deux heures par semaine, le dimanche. D'autres ont deux heures le soir, tous les jours. Nous avons vu Amiens, 18 bibliothèques... toutes ouvertes une heure — et la même heure — le Dimanche. A Paris enfin 3 ouvrent l'après-midi. Mais elles s'arrêtent pour rouvrir le soir, comme la Bibliothèque Sainte-Genève. Quand comprendra-t-on que l'on ne se dérange pas pour lire deux heures!

Le boulanger même, s'il n'ouvrait que deux heures par jour... eh! bien, beaucoup de gens se passeraient de pain!

Saint-Etienne est une des premières villes de France qui ait eu une populaire. C'était en 1867. Il y eut une tentative presque libertaire : on y prêtait des œuvres de Renan et d'Eugène Pelletan ! On trouvera au tome II des premiers *Lundis* la défense de ces idées par Sainte-Beuve ; les choses propres à mettre au compte de cet homme célèbre sont assez rares pour qu'on ne perde pas une occasion de les signaler : il défendit au Sénat, sous l'Empire, la liberté des bibliothèques !

Saint-Etienne en comptait 8 avec 16.000 volumes en 1884 ; c'était en cela la 2^e ville de France après Paris ! A Amiens, 18 bibliothèques, mais également 16.000 volumes. Ensuite venaient : Versailles 14.500 vol.

Lyon : 6 bibliothèques, 12.000 vol.

Le Havre : 8 — 10.000 —

Bordeaux : 2 — 7.700 —

Marseille : 10 — 6.120 —

Belfort avait 6.000 vol.

Toulouse, Châlons, Périgueux, Bourg, Angers, 5.000.

Cette, Valenciennes, Pau, 4.000.

Vesoul, Lille, Nancy, Constantine, Besançon, Alger, Roubaix, Nantes, Arras, Limoges, Boulogne-sur-mer, Lorient descendaient à 3.000.

De grandes villes comme Roanne, Béziers, Troyes, Reims, Brest, Angoulême, Tours s'en tenaient à 2.000.

La situation a-t-elle changé ? Pas beaucoup. Le nombre des

bibliothèques a plus grand que celui des volumes. Problème : d'une ville à 8 bibliothèques et d'une autre, qui en a 18, laquelle est la plus riche, Saint-Etienne ou Amiens ? Je n'hésite pas à répondre : Saint-Etienne. Toutes deux ont 16.000 volumes. Il y a plus de chance qu'à Saint-Etienne ces volumes ne soient pas les mêmes. Et si Marseille avait une seule bibliothèque au lieu de dix, Marseille serait plus riche que Belfort.

Mais le grand essor est venu de Paris, de Paris qui doit nous occuper spécialement, trop spécialement.

Nous avons parlé de Paris capitale. Ici, c'est Paris ville qui doit nous occuper. Paris, commune de plus en France.

Ce n'est ni l'Etat ni même la ville qui ont fondé à Paris les premières populaires, lancé ce mouvement qui est bien un petit avènement dans l'histoire des cerveaux français.

Ce sont des individus de bonne volonté, pas très riches.

Et c'est là une grande chose dont nous voudrions, après M. de Saint-Albin, après M. Pellisson, écrire l'histoire enthousiaste.

Nous regrettons de n'en écrire que la décadence.

III

LES MUNICIPALES PARISIENNES

§ 1. — *Paris et Londres.*

Paris possède donc actuellement 82 bibliothèques municipales, 13 « populaires libres » pourvues de petites subventions. En tout (1907), 586.000 vol. Plus les bibliothèques Tridon et Forney.

C'est beaucoup. Le II^e arrondissement en possède 4, qui sont à peu près à 3 ou 400 mètres l'une de l'autre, avec de 3.800 à 6.500 volumes. Ailleurs, les distances sont un peu plus grandes, mais le nombre de volumes, qui descend jusqu'à 600, reste souvent à 2.000, dépasse rarement 4.000, exception de trois : le II^e et le XI^e 15.000, le VIII^e 19.000 ; la Mairie du XVI^e en aurait 19.000, mais n'en prête que 5.000.

M. Léopold Bellan, qui donne ces chiffres à côté de ceux de l'étranger, les trouve « satisfaisants ». (Rapport au Conseil municipal, 14 déc. 1904.)

Ce rapport est pavé de bonnes intentions. M. L. Bellan est considéré comme un chaud défenseur des bibliothèques publi-

ques. Son rapport, muni de graphiques, de statistiques, est un rapport sérieux que l'on rééditera tous les ans pour passer « chaud défenseur de l'instruction laïque ». M. Pellisson, auteur de l'excellent livre dont nous avons parlé, a pris ses chiffres dans ce rapport. N'est-il pas intéressant de savoir comment sont étudiées les questions au Conseil municipal de Paris?

Londres. La ville de Londres possède une bibliothèque installée à l'Hôtel-de-Ville ; mais cet établissement... ne prête pas de livres à domicile (1). Il y a également *dans la ville* 3 bibliothèques qui correspondent à peu près aux bibliothèques libres parisiennes ; celles de Cripplegate, de Bishopsgate et des Saint-Bride's Institutes. Certains *districts hors de la Cité* sont pourvus de bibliothèques publiques et paient les dépenses au moyen de la taxe établie conformément à la loi Ewart. Voici le détail des prêts faits par ces bibliothèques pendant l'année 1902-1903.

Vous avez bien lu : 3 « dans la ville » et le reste « hors de la cité ». Nous donnons ce tableau, exact d'ailleurs, des districts hors de la cité. C'est le tableau d'une partie de Londres, de quelques quartiers seulement ! — Il suffit à montrer combien peu satisfaisant et peu en progrès est l'état de nos populaires parisiennes.

Je n'invente rien, j'abrège à peine. Les chiffres du tableau ci-après sont même justes en eux-mêmes. Evidemment Holborn et Westminster ne sont pas « dans la cité ». Nos édiles n'étaient pas encore allés à Londres, je crois, mais il était déjà question qu'ils y aillent. En tout cas, en coûte-t-il beaucoup de se renseigner ? Londres n'est pas loin. A Pâques on y va pour 31 francs aller et retour. C'est beaucoup moins cher que de faire faire et imprimer des rapports de 58 pages sur l'état des bibliothèques. Il y en a même une dans le quartier français à cent mètres de Leicester square, du Strand et de Trafalgar square, dans Saint-Martin's Lane. On peut y aller lire *le Figaro* tous les soirs. Elle est ouverte de 9 heures du matin à 10 heures du soir ; elle a ses trois étages : salle de journaux, salle de prêt, salle de référence. Il y a vingt ans qu'elle existe !

M. Bellan a-t-il fait un jeu de mots sur la Ville et la Cité de Londres ? En tout cas ce rapport a passé sans que personne y ait vu rien de particulièrement spirituel, et l'on a appris par ces documents statistiques que Londres avait 3 bibliothèques

(1) La Guildhall Library [133.000 vol. Budget de matériel, 25.000 fr.] n'a rien de populaire.

DÉSIGNATION DE LA BIBLIOTHÈQUE	NOMBRE DE LIVRES POSSÉDÉS A LA FIN DE L'EXERCICE 1902-1903			NOMBRE DE PRÊTS PENDANT L'EXERCICE 1902-1903		
	PRÊTS A DOMICILE		PRÊTS SUR PLACE	PRÊTS A DOMICILE		PRÊTS SUR PLACE
	Romans et ouvrages pour la jeunesse	Autres livres	Nombre d'ouvrages consultés (1)	Romans et ouvrages pour la jeunesse	Autres livres	Nombre d'ouvrages consultés
Battersea.....	16.541	21.086	13.997	317.906	60.743	30.876
Bermondsey.....	12.801	17.225	3.871	145.098	26.106	11.978
Camberwell.....	17.606	26.805	12.034	301.247	116.942	52.682
Chelsea.....	7.770	15.408	14.627	86.410	52.196	67.790
Camberwell et Lambeth.....	6.892	5.780	3.304	80.282	20.950	9.067
Finsbury.....	8.007	9.142	6.892	75.230	21.904	14.776
Fulham.....	5.126	11.066	4.950	145.358	40.203	15.002
Hammersmith.....	9.825	14.614	5.577	157.816	36.868	5.217
Hampstead.....	9.810	30.326	11.870	157.039	68.985	22.604
Holborn.....	7.350	11.755	3.439	73.461	27.739	23.197
Kensington.....	10.917	22.823	19.840	89.169	58.727	21.845
Lambeth.....	31.413	40.332	23.851	421.770	166.143	60.331
Lambeth and Croydon.....	2.731	4.063	—	57.848	11.859	—
Lewisham.....	12.042	14.985	4.150	225.662	80.381	12.051
Paddington.....	2.995	5.143	1.003	45.338	11.556	9.816
Poplar.....	10.630	15.191	1.752	130.769	30.288	8.280
Shoredich.....	10.506	13.701	8.473	98.102	17.948	30.163
Southwark.....	17.846	23.589	20.948	173.812	52.025	68.722
Stepney.....	18.865	23.665	11.838	289.638	42.412	57.456
Stoke Newington.....	5.241	9.160	6.902	95.038	26.606	13.935
Wandsworth.....	22.686	33.536	4.303	367.650	80.260	2.387
Westminster (City).....	22.263	49.773	29.378	223.664	72.407	168.208
Woolwich.....	4.563	6.573	8.209	129.994	28.449	6.400
TOTAUX.....	278.426	425.641	221.208	3.188.901	1.131.677	712.833
Totaux correspondants pour 1897-1898..	193.132	278.498	127.252	3.120.118	773.553	554.642

(1) Sic. C'est sans doute « à consulter » qu'il faut lire.

dans la Ville « à peu près comme les nôtres », et 23 hors de la Cité, avec 471.630 volumes.

Alors, n'est-ce pas, la situation parisienne est « assez satisfaisante ».

Or, nous ne pensons pas apprendre à beaucoup de gens que la Cité de Londres, la Cité où les gens ont bien le temps de lire et qui est déserte le soir, n'est point la Ville... Mais les Parisiens peuvent fort bien ignorer qu'il y avait à Londres en 1902, année visée par M. Bellan, — statistiques qu'on trouve partout — 80 bibliothèques, qui ne sont pas *comme les nôtres*, d'abord parce qu'elles ont toutes une grande salle de journaux et revues, une salle de prêt et une salle de lecture sur place pourvue de bottins, indicateurs, annuaires les derniers parus, qu'elles sont ouvertes non 2 heures le soir, mais, tous les jours, du matin 8 ou 9 h. jusqu'au soir 10 heures sans interruption, qu'enfin 664 bibliothèques municipales du Royaume-Uni, en 1902, possédaient 6.528.000 volumes en regard des 11.942.000 possédés par les 677 bibliothèques d'Etat, d'Universités, collèges, etc. Ce qui fait une moyenne de près de dix mille dans chaque, quand les nôtres ont tout de suite de 2 ou 3.000... Enfin l'accès libre aux rayons a été institué, à Clerkenwell et Croydon notamment...

Sans doute il eût semblé plus naturel de mettre au chapitre Angleterre ces renseignements sur Londres, mais pour faire saisir la différence des bibliothèques anglaises et françaises, — différence d'heures, de budget, de livres, de propriété même... — la reproduction du rapport de M. Bellan, conseiller municipal tout particulièrement éminent, renseigné et dévoué à la prospérité des bibliothèques — la reproduction d'un rapport qui a fait date comme l'un des plus consciencieux, des plus exacts... — était vraiment un document de premier ordre.

§ 2. — *Croissance et arrêt de nos « municipales ».*

A part donc 3 bibliothèques qui ont une petite séance l'après-midi jusqu'à cinq heures, nos municipales de Paris sont ouvertes 2 heures le soir. Elles ne contiennent en somme que la salle de prêt des bibliothèques anglaises. La salle de référence (lecture sur place) est un simulacre ; celle des journaux, la plus fréquentée à Londres, manque totalement. La richesse en livres est environ du quart.

Ce n'est pas que de grands efforts n'aient été faits. Paris, vers 1890, pouvait soutenir la comparaison avec l'étranger. Et le peuple de Paris a prouvé qu'il aimait la lecture.

On arrive à des statistiques un peu différentes suivant qu'on fait entrer ou non les bibliothèques libres et celles d'art industriel. Ces dernières progressent, et cesseront d'ailleurs de progresser, comme la Bibliothèque Forney, si on rogne les crédits.

L'histoire de nos populaires, surtout dans le livre de M. de Saint-Albin, paru en 1896, à l'apogée du mouvement des bibliothèques, est d'un grand intérêt; on verra quels humbles débuts a eu ce service qui devient une des importantes fonctions de la vie municipale. On verra les idées durant un siècle agiter des paroles et des tentatives sans suite. Mais le jour où un M. Lévy, maire du XI^e, essaye réellement, réunit 800 livres — c'était en 1865 — on peut dire que l'œuvre est fondée. Mais comme les arbres, elle ne reproduit que longtemps après.

Il faudra la Liberté, la République, le relèvement national. C'est en 1878, la grande année de convalescence de la patrie, que le prêt à domicile vient vraiment ouvrir à l'intelligence du peuple une voie nouvelle, preuve admirable de confiance, que rien n'a démentie. On se pressait aux nouvelles bibliothèques comme à une fête. Il y avait queue rue Popincourt, le 10 janvier 1880 au soir. Cela rappelle l'ouverture des bureaux de poste à Londres quand fut institué le timbre à deux sous. Le peuple allait donc écrire!

En France, ô délivrance, il allait lire!

L'histoire d'ensuite, écrivons-la en quelques chiffres :

1878.....	29,339	prêts.	} Croissance.
1879.....	57,840	—	
1880.....	147,567	—	
1881.....	242,738	—	
1882.....	363,322	—	
1895.....	1,534,928	—	} Maximum.
1901.....	2,046,209	—	
1902.....	1,952,828	—	
1903.....	1,836,676	—	
1904.....	1,747,723	—	
1905.....	1,633,641	—	

Quant à la lecture sur place, devenue insignifiante : 144.333 en 1895, 134.000 vol. en 1902, on cesse même d'en tenir état.

Ainsi une croissance rapide, un maximum atteint en 1901, — puis décadence.

Il a été dit très sérieusement, au Conseil Municipal :

« Si les municipales cessent de progresser, c'est qu'elles ont atteint leur développement complet, et qu'on n'ira pas au-delà !

« Quant à la lecture sur place, elle n'intéresse pas le public ; on peut l'abandonner. »

On trouve dans Saint-Albin une lettre curieuse :

Un généreux donateur de quelques vieux volumes qui le gênait chez lui écrivait en 1869 au maire du XX^e que l'état de la bibliothèque populaire était *satisfaisant*, comme M. Bellan l'a dit au Conseil municipal de 1904.

En effet, le lundi il y avait eu 8 lecteurs, et le mardi 12 ! En tout pour la semaine 70, « chiffre éloquent par lui-même », dit la lettre.

Or, l'ensemble des Bibliothèques municipales de Paris reçoit actuellement une moyenne de 5.000 visiteurs par jour. La seule Bibliothèque Carnegie à Edimbourg, ville qui est le *dixième* de Paris, reçoit quotidiennement 7.000 visiteurs et prête par jour 2.000 volumes, sans parler des succursales. Le chiffre de deux millions de prêts représente en Amérique ou en Angleterre une ville d'au plus un million d'habitants. Mais le gros chiffre de visiteurs, c'est la lecture sur place, qui n'existe pas chez nous.

Pourquoi n'existe-t-elle pas ?

Les plaisantes geus qui se refusent à venir lire sur place la *Revue des Deux-Mondes* ou la *Bleue* à choisir, durant deux heures le soir sous l'œil d'un gardien, dans une salle surchauffée, au milieu des allées et venues du prêt ! Donnez les journaux du jour, et vous verrez si la lecture sur place « n'est pas dans le goût parisien ». Est-ce que les cafés ne sont pas fréquentés ? La seule revue offerte qui intéresse : *le Tour du Monde*, est très lue.

La décadence du prêt des livres, la cause en est bien simple : c'est l'arrêt des crédits. Il n'y a qu'à demander au public. Pourquoi ne vient-il plus ? Parce qu'il ne trouve rien. Il a fait *plusieurs* bibliothèques, écumé tout ce qui peut l'intéresser dans chacune d'elles... Mais quoi !

Toutes les bibliothèques — les 82 — ont les mêmes livres ou à peu près.

Le public a tellement envie de lire qu'il ruse. On se prête

des livrets. On fait à Batignolles emprunter par une sœur mariée à Grenelle. On met deux ans, trois ans à faire le tour de Paris... Quand il est fait, reste la lecture des crimes dans le journal. Ceux-ci se renouvellent, ou au moins font semblant.

S'il y a encore des lecteurs dans ces municipales, c'est que de nouvelles générations ou de nouveaux locataires viennent remplacer ceux qui y ont tout lu. Mais les livres se démodent. Les nouveaux lecteurs ne trouvent que vieilleries et livres sales. Et voilà tout. On s'est imaginé que des livres qu'on lit étaient semblables à des livres qu'on ne lit pas, que c'étaient des monuments qui devaient durer éternellement.

Non. Les crédits cessent. C'est vrai que les livres sont toujours là. Mais le public ne vient plus les lire. Le pain intellectuel est tout comme l'autre. Il se conserve, c'est vrai, mais il n'est plus mangeable.

Il y a deux qualités, le livre qui se démode, et il faut en acheter d'autres, — le livre qui dure, qu'on lit et qu'on lira et relira toujours. Or celui-là ne se démode pas, — il s'use. Et celui-là aussi, il faut en acheter d'autres.

Nous savons bien qu'il y a des livres excellents qui durent très longtemps parce qu'on les lit rarement, mais ils comptent surtout dans les livres de référence, à consulter sur place, et ils n'encombrent pas les bibliothèques de prêt. Avec nos bibliothèques de deux à quatre mille volumes, on pourrait ne pas s'en occuper.

Mais si ! Il faut s'en occuper, tout justement, pour en acheter. Car ce sont surtout eux qui manquent.

Mais Paris n'a pas d'argent pour ses bibliothèques...

Et l'on avait tant fait, au lendemain de l'Empire, pour relever notre grande ville, et lui donner une autre supériorité que celle des filles. On parle parfois de tradition républicaine...

Si cependant Paris est si pauvre, ne pourrait-il avoir l'ingéniosité de la misère ? Ne peut-il s'organiser mieux ?

Laissons donc les romans et la simple distraction. Laissons la musique. Sur les 5 à 600.000 volumes des municipales de Paris, il y a peut-être 40.000 volumes d'instruction réelle, mettons 500 dans chaque. Je les ai cherchés, et n'en ai jamais vu un tel nombre. Sur 500 ouvrages « sérieux », il est bien clair qu'un lecteur en trouve difficilement 50 à sa convenance, 10 0/0 est un beau chiffre. Qu'il s'intéresse aux sciences, à la politique, aux Beaux-Arts, à n'importe quoi, c'est tout au juste si un Parisien trouve à la Bibliothèque 50 ouvrages sérieux à lire. En

moyenne les lecteurs viennent deux ans, puis cessent de venir...

Si encore les 82 n'achetaient pas les mêmes livres, on aurait la ressource de faire le tour de Paris, si l'on a le temps...

Les populaires sont faites pour une classe qui ne le pas. Mais le prêt de bibliothèque à bibliothèque n'est ni coûteux, ni difficile à établir. Nous en parlerons à propos de Glasgow, où il fonctionne. Une voiture fait la ronde chaque matin. Glasgow a 40.000 volumes, Paris, 500.000, mais un ouvrier de Glasgow a 10.000 volumes sérieux à choisir. Un Parisien 500.

La situation de Paris est « satisfaisante ».

§ 3. — Achats de livres.

Il faut être complet. La ville ne donne pas seulement à ses municipales de l'argent, mais des livres : comme l'Etat, elle cherche à centraliser, réduisant les fonctionnaires locaux à l'état de machines, accumulant le *pouvoir* sur quelques personnages centraux, qui d'ailleurs n'ont pas le temps...

Les dépenses en achats de livres de la Ville de Paris ne sont pas considérables. Elles montent pour l'exercice 1905 à 31.664 fr. 90. C'est de quoi faire vivre une fort bonne bibliothèque. Cependant le choix d'ouvrages achetés en grand nombre rend service à la *Guerre à la tuberculose* (2.500 ex.), à la *Police des mœurs* (20 ex. à 4 fr.). M. Martin, auteur de *Promenades aux environs de Paris*, émarge pour 1.909 fr. Je n'avais jamais bien compris auparavant l'intérêt de ces promenades. De jeunes auteurs, — M. Paul Bourget, *Un divorce* — avaient besoin d'être encouragés : 80 francs. Il faut aussi pousser *la Poussée* de P. Baudin : 258 fr. 50. *La Commune vécue* de Da Costa, *l'Histoire socialiste* de Jaurès, *le Voyage en Amérique* d'un rédacteur du Figaro, *l'Assemblée nationale de 1871* par de Marcère, attestent l'indépendance politique de nos édiles, qui savent aussi ce qu'ils se doivent eux-mêmes, le maximum, simplement : *Nos édiles*, par Gay. 2.000 fr. Au point de vue industriel, une préférence s'accuse pour l'art du couvreur-plombier 184 fr., l'orfèvrerie, 216 fr., la pâtisserie, 5 fr. Enfin, 600 fr. à M. Paul Doumer, 57, 50 à M. Lintilhac, 49, 50 à M. Symian entretiens de bonnes relations dans tous les mondes. *L'histoire chantée de la République* (66 fr.), *les Causeries de grand-père* de Frédéric Passy et *les Cent manières de se défendre dans la rue* par un rédacteur du Journal ont semblé entre tous devoir être répandus. Il semble même que

ce dernier ouvrage a été particulièrement profitable, et que l'art de se défendre dans la rue contre les sergents de ville n'est que trop en progrès. De bonnes relations, vous dis-je, et dans tous les mondes !

§

Ces notes sur les dépenses en livres de la Ville de Paris n'auraient pas grand sens si l'on ne tenait compte de ses autres dépenses. Le budget est lourd.

Les écoles coûtent cher. Il y a beaucoup d'écoles spéciales discutables. L'École Diderot coûte 150.000 francs pour 300 élèves, l'École Boule 250.000 pour 235. L'École Estienne va dans les 220.000, les écoles Sophie-Germain, Arago, Colbert, Lavoisier de 200 à 250.000 chaque, J.-B. Say 700.000, et Bernard-Palissy, Germain-Pilon, Dorian, que sais-je...

Toutes ces écoles ont évidemment leur utilité. Mais lorsqu'une bibliothèque, telle que la bibliothèque Forney, prête des documents d'art aux ouvriers qui veulent s'instruire eux-mêmes, et se voit discuter et rogner un budget de 15.157 francs 67 centimes, je ne puis me défendre d'un mouvement de colère. Tous ces gens ne voient l'art et la science que par un maître d'école ou un conférencier, des examens et des diplômes, des inspecteurs et des commissions, et toute institution libre leur est odieuse.

La Ville donne 13.250 francs aux sociétés sportives, 36.500 à la gymnastique, et 35.100 francs, en petits paquets, à je ne sais combien de sociétés amicales d'anciens élèves d'écoles. Encore les écoles ! Ces amitiés subventionnées coûtent un peu cher à ceux qui n'en font pas partie.

Je ne puis qu'approuver les cent francs destinés à la fédération des maréchaux ferrants, les 200 francs qui doivent, avec quelle efficacité ! « propager les principes de la Révolution française », mais les mille francs de la fédération des mécaniciens-chauffeurs me paraissent gros quand la fédération des garçons de bains n'a rien.

Des examens ne vont pas sans frais, le *Journal des Examinés* coûte 2.000 francs, le certificat d'études primaires 39.000 : frais, jetons et matériel.

On pourrait continuer ainsi longtemps. Cette lecture est si intéressante ! Pourquoi le Budget de la Ville n'est-il pas dans toutes les bibliothèques de quartier, sur la table. Il devrait être là, dans les écoles, le jour où l'on va voter, devant l'urne !

Le budget des Beaux-Arts n'est pas bien gros, 267.000 en 1905, quand les fêtes à l'Hôtel de ville coûtent 353.553 fr. et le 14 juillet — réclut, — 282.000. On s'est occupé d'en relever un peu les réjouissances, on espérait 30.000 francs pour jouer une belle œuvre: le 14 juillet, de Romain Rolland. On l'aurait joué sur la place de l'Hôtel de Ville et on aurait dansé après. On aurait peut-être pu prendre pour l'art 30.000 sur les 282.000 lampions et pétards.

Je dois dire que le conseil a été favorable. Il a même émis un « avis très favorable ».

Eh! bien mais! Il a été favorable... Voilà tout...

A tout ce qui est beau le Conseil est favorable. Aux bibliothèques, au peuple, il est très favorable. Mais la situation lui semble « satisfaisante ».

§ 4. — *Ce qu'on lit.*

Par cent lecteurs, les lectures des bibliothèques municipales de Paris nous donnent en 1902 :

Littérature, poésie, théâtre.....	13,44 %
Géographie, voyages.....	10,32 —
Histoire.....	7,31 —
Sciences, Arts, Enseignement.....	7,02 —
Musique.....	4,14 —
Langues étrangères.....	0,38 —
Romans.....	49,80 —

Depuis, les romans ont monté à 50 et 51.055 (1905). Les sciences et arts baissent (6.805) ainsi que la géographie (9.710). Le niveau baisse quand les chiffres baissent.

La Bibliothèque du XIII^e a prêté presque autant d'histoire, 1.133 vol., que de romans : 1.206, sur 5.839 prêts, dont 916 poésie et théâtre; la philosophie et la géographie vont dans les 500, et le reste bien au-dessous. Elle a prêté 188 partitions, — tout son fonds. Le succès de la musique est immense partout où il y en a; 3.982 prêts dans le XIX^e en 1904. Ce sera beaucoup plus de 4 0/0 quand les bibliothèques en seront mieux fournies. Mais on a vite fait le tour du répertoire. *Tannhäuser* existe dans le XV^e. Comme le bateau y mène pour deux sous, on se le dit depuis Charenton.

Le XIV^e nous donne, pour mille, 450 ouvriers ou professions manuelles des 2 sexes, 360 employés, 200 étudiants et gens de

professions libérales, 240 retraités, rentiers ou ménagères.
Pour les demandes de livres nous trouvons :

	1902.		demandes en 1905
Sciences et arts.....	279.244	soit 14,050 %	111,914
Histoire.....	134.289	— 6,070 —	111,829
Géographie, voyage..	185.898	— 9,050 —	158,586
Littérature, poésie, théâtre..	246.939	— 12,040 —	221,222
Romans.....	914.799	— 46,003 —	833,812
Langues étrangères.....	7.118	— 0,306 —	7,726
Musique.....	76.112	— 3,083 —	67,029

Il faudrait y joindre le pourcentage des volumes offerts, sans quoi cela n'a pas grand sens. La musique et les langues étrangères offrent rarement cent volumes, les sciences et arts quelques centaines. La section enfantine, non citée ci-dessus, et si importante en Angleterre, n'offre en 1905 que 12.023 demandes pour tout Paris ! Nous pouvons voir cependant que les lectures parisiennes sont *meilleures* que les anglaises et américaines, en ce sens que le roman n'est pas le seul livre lu. Paris serait donc plus digne que toute autre ville d'avoir des bibliothèques.

Mais il y a une raison à cela, c'est que les femmes fréquentent moins les bibliothèques à Paris qu'à l'étranger. Non seulement la grosse clientèle de romans des librairies anglaises est formée de femmes oisives, mais les Anglaises forment à Paris même un appoint très sérieux à nos bibliothèques de quartier. Il ne faut pas conclure que les Parisiens sont plus sérieux, mais simplement que les Parisiennes lisent peu, — pas même des romans !

IV

LA SALLE PUBLIQUE DE LA NATIONALE

Nous devons mentionner aux « populaires » de Paris cette annexe payée par l'Etat.

On a vu que la Ville de Paris n'offre pour ainsi dire rien pour la lecture sur place. Celle-ci est cependant de première importance. Il ne s'agit pas seulement de livres coûteux ou fragiles que l'on n'ose pas prêter. Il s'agit de consultations courantes, annuaires, indicateurs, dictionnaires, toute l'utilité urgente de la vie, la *reference* anglaise. Et c'est cela qui est

le plus utile à une ville. Les livres qu'on emprunte, on pourrait les acheter ! Ces livres de référence, ce n'est même pas leur prix qui empêche de les acheter, c'est qu'on en a besoin sur l'heure, et que, chez soi, si on les a, on serait trop long à les trouver, qu'il faut les derniers parus, qu'on n'a d'ailleurs besoin que de les voir un instant. On ne songe pas à les emprunter.

Les seules bibliothèques de référence de Paris sont en somme celles que l'Etat offre à la Ville. Sainte-Genève sert aux étrangers et aux étudiants. Les autres sont peu fréquentées.

Et pratiquement, au grand public, il reste la Nationale, si peu faite pour cela, mais la seule commode, bien placée et ouverte. Elle ouvre, l'été, de 9 à 6.

Nous nous sommes longuement étendus sur ce qu'on lit à la Nationale, notre grande bibliothèque populaire, salle réservée.

Une salle, pour Paris, ne peut suffire. On sait qu'il y en a une seconde où tout le monde peut entrer.

Celle-ci, riche de près de 40.000 volumes *choisis* et relativement récents, est une excellente bibliothèque de quartier, sauf qu'elle est à la charge de l'Etat et non de la ville. Elle a un rôle uniquement municipal. Il en faudrait dix semblables à Paris pour que Paris soit au niveau de l'étranger. Mais la ville ne faisant rien, l'Etat est obligé d'entretenir au moins celle-là pour que la Nationale, la vraie, puisse subsister. Oui, cette sorte de deuxième classe, si peu démocratique, est nécessaire pour que des savants trouvent les livres indispensables dans la seule maison de France qui les puisse fournir. La Nationale Américaine est en sûreté, dans une ville secondaire. Notre Nationale est dans notre plus grande ville, à son centre, et dans cette ville le livre est si rare que, dès que l'on en offre, cent affamés se jettent dessus. Il faut, dans toute ville assiégée, servir d'abord les combattants.

Aussi, non seulement il faut que l'Etat, qui entretient quatre grandes bibliothèques toutes logées à Paris, en ajoute une cinquième pour protéger contre Paris la Nationale de France, mais il faut que sur le budget de cette Nationale il paye un service spécial chargé de répartir les « Salle publique » et les « Salle de Travail ».

Qu'arrive-t-il ? c'est que la Publique, jalouse, veut se grandir. Tout doucement elle « améliore » son public.

Améliorer veut dire diminuer :

44.812 soit 131 par jour en 1905, 38.080 soit 104 par jour en 1906.

L'amélioration va assez vite. On a des journées de 25 en juillet. La moyenne est de 74 en juin. Mais aux froids, février surtout, mois de misère, de 166 elle tombe à 144.

Où êtes-vous allés, grelotteux de jadis ! qui faisiez queue autour de la place Louvois, dans la neige, durant des heures, tremblant de froid, — dans l'espoir d'avoir chaud, plus tard, jusqu'à quatre heures ! — On les pria doucement d'aller se chauffer ailleurs. Ils n'ont pas compris où, mais ont compris « ailleurs »...

Où s'en sont-ils allés ? Au Théâtre Français ? La mode étant aux matinées...

Hélas ! je puis donner l'adresse de quelques-uns. Il les fallut admettre à la salle réservée. Les chiffres d'entrée à la salle publique ont baissé ; ceux de l'autre montent.

Aujourd'hui la Salle publique est bien fréquentée, elle possède des livres plus récents que la Salle dite de travail, on les apporte plus vite, on y a toujours de la place, et bien que j'aie des raisons de croire qu'on ne me refuserait pas une carte d'entrée à l'autre, c'est souvent à la Salle publique que je m'adresse. Ceci soit dit pour les gens pas fiers, car un homme qui se respecte n'hésite pas à payer de mille incommodités le devoir de ne manger qu'un *ordinaire* réservé.

Nous donnons ailleurs les totaux de lecteurs des 2 salles ensemble. Voici en 20 années les « natures d'ouvrages » de la salle publique :

	1879	1899	Moyenne 1 ^{er} trimestre 1907
Théologie.....	625	188	0,4 0/0
Jurisprudence.....	3.100	1.268	3,2
Sciences et arts.....	13.274	8.573	17.
Histoire.....	13.602	13.860	20,1.
Belles-Lettres.....	35.875	49.176	59,3

Ces questions sont utiles au moment où l'on construit une nouvelle et vaste salle de lecture, qui, avec ses cent mille volumes, dégorgera, espère-t-on, la salle de travail.

Mais laquelle nous donnera enfin les documents et périodiques actuels, ce dont Paris a le plus besoin ?

Et si c'est la nouvelle Salle, quelle autre dégorgera l'affluence du public à cette Salle ?

Est-ce à l'Etat de la fournir ?

C'est beaucoup que l'Etat ait placé à Paris sa Nationale de France. Le reste, la lecture courante ne regarde que Paris.

Paris ne donne pas deux sous par tête pour ses livres.

Peu de villes civilisées donnent si peu, même en France.

V

BANLIEUE

Si un honorable conseiller municipal prend la cité de Londres pour la Ville, nous serions en droit de borner Paris aux fortifications. Cela me semble parfaitement absurde, mais cela permet des chiffres très consolants aux rapporteurs de budget. Clichy, Levallois, Saint-Denis peuvent ainsi rester privés de parcs, et ne recevoir de la Ville-Lumière, en fait de subventions et encouragements, que la gadoue, les ordures et les romanichels — les statistiques montreront une ville superbe, qui prend soin seulement de mettre d'abord à la porte ce qu'elle a de plus honteux : ses habitants pauvres.

Donc — en province — la ville de Levallois-Perret (1) compte 58.000 habitants. 1.500 francs de la commune et 900 de la Ville forment le budget de sa bibliothèque, 26.556 prêts forment le coefficient de lecture. Cette ville n'a pas d'autres bibliothèques, musées ou Institut, mais le papetier qui se tient au coin de la Grand'Rue, en face de la vieille mairie, après Petit, l'épicier se rappelle, l'an dernier, avoir vendu un livre.

Neuilly (1) fait bande à part. Ça, c'est une ville à anglais riches, avec des temples protestants, que dis-je, des œuvres d'art : un ballon en bronze et une automobile en marbre. 37.000 habitants, 27.262 prêts. Subvention : 12.500 et 1.460 francs.

Le Raincy a dans les 5.000 volumes. Il y a un bibliothécaire bénévole, mais pas de bibliothèque.

Les 5.000 livres, tous venus par dons, — il y a là une collection de vieux livres curieux sur l'agriculture, — se sont promenés de la mairie à l'hôpital, où ils sont encore.

Certes le bibliothécaire, homme aimable et instruit, accueillerait avec plaisir la visite d'un lecteur, et il est là, très souvent. Il offrirait peut-être sa place pour qu'on lise. Mais il ne peut pas prêter un livre.

(1) Voir, pour les communes importantes, les chiffres de 1907-1908 au tableau des bibliothèques, pp. 122 et suivantes.

Alors à quoi servent-ils, ces livres ? Mais... comme ailleurs :

On rédige le *catalogue* de la Bibliothèque du Raincy.

Aubervilliers a 31.000 habitants. Subvention 525 et 700 francs. Eh ! bien, les gens d'Aubervilliers aiment la lecture. Leur bibliothèque a 2.690 volumes, et le nombre des prêts est de 23.758 en un an. Ils doivent être dans un bel état, ces volumes ! Ils ne chôment pas, lus dix fois par an et non renouvelés ! Voilà le peuple dont on dit qu'il ne lit pas.

La lecture à Boulogne en revanche offre un record de misère. 49.000 habitants. Subvention de 750 et 350 francs. Ouvrages lus : 3.404. Mais Boulogne, c'est la province.

Presque partout les lectures dépassent le nombre des volumes, c'est le double et plus à Charenton, Saint-Maurice, Colombes, Clamart, c'est le triple aux Prés-Saint-Gervais, à Vincennes, Fontenay-sous-Bois, Noisy-le-Sec, aux Lilas, à Joinville et c'est le quintuple à Saint-Ouen.

Est-ce que cela ne vous dit rien, ces villes ouvrières utilisant cinq fois par an le nombre des sales bouquins qu'on leur offre, quand nos bibliothèques bourgeoises, Paris, province, avec des cent mille volumes, vous ont de suite, par volume et par an, un cinquantième de lecteur !

Saint-Denis, honneur de la démocratie, ne lit sans doute que les journaux. Les 60.808 habitants y ont lu en tout 693 ouvrages ! Le budget de la bibliothèque est de 2.150 francs, gros chiffre mais tout récent. Si cependant on en créait une, une vraie bibliothèque, ce n'est pas là qu'elle serait concurrencée par les théâtres, les boulevards, les parcs et la belle nature ! Sans doute, il y faudrait mettre ce que le public y demande : les journaux, la politique sociale, surtout. Il n'y a plus au monde moderne civilisé de ville aussi arriérée en lecture. Cependant des conférences sérieuses y sont suivies ; même la grande puissance de la ville, je dis l'absinthe, a été en deux ans détrônée par la bière.

On n'a pas interdit celle-là, on a seulement vendu moins cher celle-ci. Peu de faits montrent si nettement l'efficacité de l'effort social, et ce qu'un déplacement de tarif, une commodité pratique, peut sur l'âme d'un peuple !

L'homme rentre las de sa journée de travail, las de corps surtout. L'effort intellectuel lui serait souvent un repos. Il peut lire, écouter des conférences. Mais ne lui demandez pas de monter un escalier de plus. Cet homme subit deux tyran-

nies : celle du patron, celle de sa femme. Celle-ci est la plus dure, mais il la supporte mieux parce qu'il l'a choisie et parce qu'il est las. Ah! l'instant de lumière libre, entre les deux géôles...

Cet instant-là, une bibliothèque peut le donner. La boutique claire, illuminée comme un théâtre, gaie comme un bar...

Les conférences, foyers du peuple, clubs, universités populaires... Que de dangers! Le moindre est de détourner du foyer. La bibliothèque, qui prête des livres, agit au contraire à distance, porte à la thurne (ailleurs cela s'appelle un foyer) un peu de la joie, de la lumière libre du dehors, à peu près comme au retour des dimanches de campagne, du temps que la mégère était jeune et aimable, on rapportait des paquets d'herbes et de l'acacia... Cela vous prolongeait le Dimanche jusqu'au Samedi!

L'empressement du peuple aux livres est hors de doute. Mais il faut qu'il en ait, et qu'il en ait commodément! Il y a des cas touchants... A Fontenay-aux-Roses, un seul jour par semaine donne 1.145 lectures à 2.874 âmes. A l'île Saint-Denis, l'armoire — une bibliothèque? non, le placard aux livres — ouvre comme la mairie, aux heures de travail. Il faut profiter d'un mariage ou d'une naissance... Tout de même 1.145 lectures pour 2.874 habitants. Les 5.835 habitants de Villejuif n'ont que 1.021 volumes à lire. Il y a 1.560 prêts. Les 11.925 gens de Suresnes ont 1.680 volumes et il y a 4.931 prêts! Ceux de Saint-Maurice, à 7.325, ont lu 8.163 bouquins. La bibliothèque en a 4.000, une des plus riches! combien pauvre pour le goût de lecture des Mauriciens... Or, leur salle ouvre une fois la semaine, le soir, et une fois le dimanche matin. Il faut vraiment qu'on y tienne, à ces bibliothèques qui ont leur jour comme des dames, car quelque attrait que celles-ci nous offrent, on risque d'oublier de leur faire visite le 3^e jeudi des mois qui ont des R...

VI

LES SCOLAIRES

Troisième couche. Nous allons trouver avec les bibliothèques scolaires de gros chiffres de volumes et de prêts. C'est là un des beaux efforts de la République. De 1863 à 1889, soit en 26 ans, l'Etat a donné pour elle 4 millions, les villes et particuliers sept.

En 1863, il y avait 8.356 bibliothèques, et en tout 684.344 ouvrages, moins de cent par école.

	Nombre de bibliothèques scolaires	Nombre de volumes	Nombre de prêts	Contribution	
				des villes	de l'Etat
1866	7.789	258.720	430.962	144.561,60	100.000
1869	14.308	1.239.165	955.121	299.126,46	100.000
1879	23.393	2.240.526	1.878.395	439.431,07	200.000
1889	37.473	4.897.204	6.080.847	520.303,86	120.000

Nous voyons que lorsque le nombre des ouvrages double, celui des lecteurs quadruple. Mais alors l'Etat se tient satisfait. Le crédit est réduit dès 1885, et tombe jusqu'à 93.000 francs en 1902. Cependant on crée de nouvelles bibliothèques. Tant de communes n'en ont pas... Malgré cela, le nombre des prêts n'augmente plus qu'à peine :

	Bibliothèques	Volumes	Prêts.
En 1897 :	41.498	5.190.673	7.219.438
En 1902 :	43.411	5.978.903	8.082.936

Là aussi le réveil de la France, la belle matinée de la jeune République, vit un généreux élan. Puis, la fatigue. On se lasse dès qu'il n'y a plus à créer, organiser de toutes pièces, mais qu'il s'agit de continuer, conserver, accroître.

Est-ce encore l'illusion que les livres sont éternels ?

Non. Pas cela ! L'hygiène déconseille les vieux livres aux enfants ; les doigts dans la bouche, la susceptibilité plus grande aux contagions des organismes jeunes... Et la simple propreté ! Elle s'apprend mieux en donnant des livres propres qu'en faisant lire un sale livre d'hygiène. Mais on apprend moins aux enfants à changer de linge que d'idées, et les programmes éphémères qui secouent la frêle éducation font que les livres changent leurs principes plus vite qu'ils n'usent leur papier.

Les écoles ont-elles des livres ?

En 1902, 43.411 bibliothèques pour 70.000 écoles ! Donc près de 30.000 écoles n'ont pas de bibliothèque. Ce sont évidemment les plus pauvres qui en sont privées.

Le crédit d'État a été relevé à 113.000 fr., en 1905 ; espérons !

Mais ce qu'on devrait espérer c'est que l'Etat ne fasse pas tout. Je me demande s'il y aurait moyen de faire comprendre aux conseils municipaux et généraux, composés évidemment

des esprits éminents des localités, qu'il n'est pas sain et pas économique de faire sucer les mêmes livres à trop d'enfants ? Il y a beaucoup de médecins dans ces conseils et c'est à croire vraiment qu'ils ont des intérêts aux contagions. Ainsi croire pour des livres de classe, tous les mêmes, qui sont tirés à cent mille, et reviendraient à quelques sous, on trouve nécessaire — parce que ce sont des LIVRES, — de les donner à des gosses comme des objets rares, précieux, à conserver, de les donner à l'état gras, noirci, puant, archéologique.

S'il n'éclate pas comme de vieilles poudres, et ne donne pas de coliques comme les viandes gâtées, le livre avarié, pour des enfants, n'est guère moins dangereux.

Les Bibliothèques scolaires avaient en 1902 un nombre total de 6.978.503 volumes. Le nombre des prêts a été de 8.082.936. C'est plus d'un par volume, et l'on suppose bien que dans six millions de volumes 4 millions dorment, peut-être, et le reste seul travaille...

La ville de X... a sept écoles. Il y en a trois qui se passent de livres ; mais les quatre autres ont chacune une petite bibliothèque de 160 volumes. On ne dit pas combien d'élèves ont ces écoles, mais l'an passé on a prêté 202 volumes à des enfants qui les ont emportés, patouillés, reprêtés, etc.

Il est alloué un crédit de 11 francs 80 pour entretenir et augmenter 4 bibliothèques, 160 volumes, 202 prêts. Voilà.

Les bibliothèques « publiques libres » anglaises et américaines ont presque toutes une section *juvénile*.

Cette section a un but : apprendre aux enfants le chemin de la bibliothèque.

Il n'est pas indifférent que l'enfant qui veut lire aille à la « Library » comme son père, ou aille à l'école. En fondant nos bibliothèques, nous semblons avoir voulu jeter le discrédit sur elles par ces mots offensants : scolaires, populaires. Elle n'est pas « scolaire », la besogne de l'enfant qui en lisant s'affranchit de son maître et s'enseigne lui-même. C'est le premier acte d'indépendance vraie qu'on lui tolère. Ce devrait être pour son maître la première victoire : il a instruit à s'instruire.

Mais j'ai l'air de croire que les scolaires servent aux gosses.

Ce n'est pas cela du tout, et l'on a espéré répandre par ce moyen les livres dans les campagnes, créer ce qui existe ailleurs avec les bibliothèques circulantes ; ce ne sont pas seulement les petits qu'on veut retenir à l'école quand sonne l'heure

de liberté, ce sont les grands qu'on veut forcer à y retourner.

Il ne faut pas tirer orgueil de ces gros chiffres de scolaires, qui ne sont qu'un effet de centralisation.

Dans les villages donc, la scolaire sert à tous, vieux et jeunes. On voit que peu de bibliothèques, — et ce ne sont pas celles des villages — ont plus d'une centaine de volumes.

J'ai parlé des bibliothèques circulantes Américaines. Elles non plus ne donnent pas plus de cent volumes par village; seulement ces volumes changent tous les 3 mois!

Et le vieux million de volumes que nous légua l'Empire compte encore dans notre fortune actuelle!

La centralisation pourrait avoir un effet puissant, si elle était productive. L'Etat pourrait se faire hardiment éditeur. Un volume tiré à cent mille, soit 2 exemplaires par école, ne coûte pas cher. Il peut, s'il est gros, revenir à deux ou trois sous! Je ne parle pas de l'Imprimerie Nationale... Tel éditeur anglais se chargerait de donner cent mille exemplaires coquettement cartonnés, bien imprimés, d'un volume de 550 pages de 35 lignes pour moins de dix sous, puisqu'il les vend ce prix-là, réclame et commission payées! Il faut donc que la centralisation s'exerce uniquement en contrôle, inspection, difficulté et paralysie systématique pour arriver à de si piteux résultats! Pas de frais de bibliothécaire, puisqu'on a l'instituteur, ni de frais d'envoi, avec la franchise ministérielle. J'imagine qu'un crédit de cinquante à cent mille francs suffirait à doter chaque bibliothèque scolaire de France de deux exemplaires ou plus de pas mal de bons livres. Je sais quelles difficultés offrirait le choix de tels livres. Mais je sais aussi que les discussions, les critiques, les intrigues mêmes qui s'en suivraient auraient un bon effet pour attirer l'attention du pouvoir et du public sur nos bibliothèques d'écoles.

Et si ce choix ne donnait qu'un quart de bon en lui-même, il donnerait plus de quadruple de sa valeur par la publicité, l'attente du livre nouveau, toute la vie ramenée dans ces armoires à vieux habits que l'on baptise pompeusement bibliothèques scolaires.

VII

CONCLUSIONS SUR PARIS ET LA FRANCE

Bibliothèques populaires et libres, 1905 :

	Banlieue et Paris	Banlieue seule
Nombre d'habitants.....	3.614.900	955.862
Subvention de la commune....	253.135	28.680
— du département....	21.500	21.500
Nombre de prêts.....	2.422.814	455.835

Et pour le reste de la France 35 millions d'habitants, c'est presque exactement un volume par dix habitants.

Lorsqu'on aura dit que les chiffres de prêt du *greater London* atteignent maintenant à peu près 2 volumes par habitant, alors que notre banlieue dépasse à peine un demi-volume, on n'aura pas tout dit. Nous le répétons encore, toutes les bibliothèques anglaises sont pourvues de salles de référence, avec livres qu'on peut prendre soi-même, et de salles de périodiques, qui voient venir chaque jour des milliers de lecteurs; et il n'y a pas d'exagération à évaluer à près de cent mille par *jour* le nombre des consultations qui ne figurent pas dans les millions des statistiques.

Or toute l'Angleterre lit aujourd'hui autant que Londres. Presque partout, — sans compter les journaux, revues, livres us sur place, toute cette partie la plus vivante des *libraries* que la France ignore totalement, — presque partout le chiffre de 1 volume par habitant est dépassé. Et en France?

Non, le prêt à domicile n'est pas brillant. Il est très inégal. Nous avons quelques chiffres, et on ne fait ces comptes que là où ils sont avantageux. Or le total varie d'un livre par habitant pour le département de la Seine, hors Paris, à un livre par 25 habitants pour le département du Nord; Ain, un volume par 7 habitants, Allier par 10, Doubs par 4, Finistère par 9, Haute-Garonne par 8, Gironde par 11, Loire par 7, Vendée par 18, Rhône par 8, Nièvre par 13, Maine-et-Loire par 6.

Et le reste, on n'en a pas de nouvelles.

Paris, en gens, est moins d'un trentième de la France. Ses petites bibliothèques de quartiers donnent le *tiers* du prêt total des livres de France.

Et Paris a tant d'autres ressources! Est-ce qu'on sait même bien qu'elles existent, ces bibliothèques!

Paris a 4 bibliothèques d'Etat. La province rien...

Et Paris a d'autres distractions.

Quel portrait plus ressemblant faire de ce pays malingre à grosse tête ?

Est-ce qu'un homme ainsi fait est en bonne santé ?

Les signes les plus alarmants d'une décadence française — qu'on ne peut nier en fait, mais qu'on peut croire passagère — sont la diminution de la natalité et l'extinction de la vie provinciale. L'engourdissement des extrémités n'est pas un bon signe, ni que telle exception, — Nancy, — soit si près de la frontière.

Je regretterais d'avoir écrit ce livre s'il devait décourager qui que ce soit... Paris a entrepris, un des premiers, une œuvre de bibliothèques; des gens admirables y ont déployé un zèle, un désintéressement qu'on ne trouverait pas ailleurs. Et le succès a été magnifique. Nulle part dans le monde le public n'a mieux répondu aux efforts. Paris a lu autant qu'aucun peuple, mieux que la plupart, il a lu des livres plus sérieux, plus savants, et le succès a fait tache d'huile, a même çà et là galvanisé notre province...

Et le public s'est aussi montré digne dans un autre sens de toute la confiance qu'on eut en lui. Notre peuple casseur, frondeur, a été infiniment exact et respectueux de la propriété collective. Alors qu'en Angleterre on raye chaque année des *milliers* de volumes hors d'usage, nous avons payé des inspections et recolements pour constater qu'en des années, sur des millions de prêts, il s'était perdu... 300 volumes.

Eh ! bien, ce grand effort fait, on en est resté là.

Et quand les autres peuples continuent leur progrès, la France doit se tourner vers l'Espagne ou le Maroc pour se trouver encore des supériorités.

§

Nous n'hésitons pas à conclure de cet état des bibliothèques françaises que c'est un état piteux. Et ceci apparaîtra mieux quand nous aurons étudié un peu les bibliothèques étrangères.

On pourra discuter, corriger les chiffres ci-dessus. Je le souhaite et je ne regretterai pas des erreurs commises si elles réveillent les bibliothèques calomniées, et les incitent à fournir des états... exacts ou de plus proche approximation. Le ton pourra changer, les totaux ne changeront guères...

Cependant nous voulons résumer — et résumer c'est plus

que conclure, c'est répéter, c'est insister. Et nous insisterons encore. On parle toujours de *réformer* les bibliothèques. Avant de les réformer il faudrait les *créer*.

La bibliothèque *libre, publique*, en France, n'existe pas.

Nous avons divisé en savantes, municipales, populaires, scolaires.

Savantes, ce mot n'est pas clair. C'est spéciales ou techniques, qu'il faut dire. Une bibliothèque de langues orientales, ou de ponts et chaussées, ou agricole... c'est clair, et le public des romans n'y vient pas.

Scolaires, universitaires, on comprend encore. Ce sont là besoins spéciales, mais, comme en Angleterre, une salle spéciale « juvénile » serait préférable à tous points de vue, d'abord pour habituer les enfants à aller à la bibliothèque, puis pour bénéficier d'un service organisé, d'un personnel spécial, d'achats en gros, enfin parce qu'on évite non des doubles ni des triples, mais des centuples emplois, ce grâce à quoi on peut, pour tous, petits, grands. — avoir des livres.

Mais *municipale et populaire*, cela est absurde.

C'est la distinction, je le sais, qu'on fait au Dépôt de la Préfecture de police entre les *blouses* et les *paletots* arrêtés les jours de fête. Cette distinction peut se faire librement par des *branches* ou succursales installées dans les quartiers. Il n'y a pas besoin de l'écrire sur la porte. Surtout, il est nuisible d'avoir deux castes d'heures. En ouvrant — c'est l'usage — les populaires le soir seulement ou le dimanche, et les *comme il faut* l'après-midi jusqu'à quatre heures, on prive de lecture les gens les plus intéressants dans toutes les classes. On prive d'abord les travailleurs de la journée, qui ont désir d'apprendre et pour qui les populaires du soir sont si vite épuisées. Ce ne sont pas des voyous, ni rien que des ouvriers. Commerçants, employés, jeunes gens instruits, actifs... — pour eux, *parce qu'ils travaillent*, les bibliothèques sont impossibles !

On prive aussi les ouvriers. Songe-t-on qu'une bonne part de l'humanité vit en famille, qu'il y a pour les femmes des soins de ménage, des soucis d'affection qui les retiennent le soir ? A la rigueur il y a le dimanche matin, pour le prêt. On ne lira donc pas l'été, si l'on va à la campagne le dimanche. Il faut choisir : hygiène du corps ou de l'esprit. Mais la lecture sur place ? Rien du tout pour personne. Or, il y a une foule d'ouvrages qu'on ne prête pas, qu'on ne peut pas prêter : ils

sont trop précieux : Le dictionnaire, un tarif, un horaire, des journaux...

Une journée passée dans une bibliothèque libre en Angleterre raconte tout cela. Il y a l'heure des ouvriers, l'heure des dames — qui ont, ou n'ont pas, une salle réservée — l'heure des enfants, l'heure des étudiants, l'heure des employés et patrons. Tout cela s'arrange, évolue en liberté. Mais il y a toujours du monde, du matin au soir.

On se rend compte alors que nous avons des bibliothèques comme nous avons certains auteurs édités à prix élevés, et qu'une faible part seulement de la France connaît : Taine, Renan, par exemple. Le tirage des pièces de théâtre passant d'un coup de deux mille à cent mille, le succès d'un livre de Darwin égalant celui de Georges Ohnet le jour où le prix en tombe à 2 francs, des romans *écrits* aussi lus que Ponson du Terrail quand ils sont au même prix, ces succès récents de notre librairie montrent surabondamment que la lecture, au sens le plus large, — science pure ou vulgarisée, art subtil ou feuilleton — *dépend surtout des conditions économiques.*

Elles ont beau être gratuites, nos bibliothèques, ce sont de gros volumes à 8 francs, incommodes, chers. Le public attend pour s'en servir qu'elles soient publiées dans un format maniable, à un prix qui ne soit pas toute une journée de travail.

Ce qu'il y a de plus fâcheux après la question du populaire et du comme-il-faut dans les bibliothèques, — et ce qui sera le plus dur à enlever, — c'est l'archéologie.

Des bibliothèques de misère, qui achètent moins de mille francs de livres et journaux par an, qui n'offrent pas la matière utile que devrait offrir une succursale de populaire — s'intitulent municipales, affichent 40 ou cent mille volumes, des manuscrits, des incunables, et sont attenantes en général au musée. Même l'on fait l'économie du bibliothécaire, qui est conservateur du musée en même temps.

On a parfaitement raison de faire cette économie, et s'ils ne s'occupent pas de peinture, nos chartistes peuvent faire d'excellents conservateurs de musées, y compris les manuscrits et incunables. Mais il faudrait qu'il soit avoué quelque part qu'en faisant l'économie du bibliothécaire la ville fait aussi celle d'une bibliothèque!

Le rattachement des populaires aux municipales s'impose. Je ne parle pas d'un rattachement d'ensemble pour toute la France, grand Dieu ! Je vois d'ici l'armée d'inspecteurs surgir

de terre. Toutes les bibliothèques réclament l'autonomie, la personnalité civile; l'indépendance est leur fermeté de vie. Il ne s'agit que d'un rapprochement dans la même ville. Indépendance parfaite vis-à-vis de l'Etat. Mais relations, prêts de livres de quartier à quartier.

Ces idées sont malheureusement absolument opposées à celles des « bibliothécaires français ». Dans le même n° du Bulletin de leur association où je lisais une remarquable enquête sur les bibliothèques de province, je voyais un projet signé de M. Laude, qui rattacherait au Ministère toutes les bibliothèques. Je ne puis appeler de tels systèmes que des systèmes de paralysie générale méthodique. Tout est prévu : classes, personnel, hiérarchie, « corps unique dépendant du Ministère ».

Ce corps unique existe; il a fait toutes ses preuves d'incapacité en ce qui concerne le rôle moderne des bibliothèques, et la question des bibliothèques se résume pour beaucoup à les arracher à l'accaparement de l'archéologie.

Je ne vois aucun mal à certaines ingérences de l'Etat. Mais l'Etat, comme les gens, doit savoir donner. Il faut donner franchement. Une subvention qui autorise une surveillance n'est pas un don, c'est un marché où les villes vendent leur liberté.

La Bibliothèque publique est affaire municipale. C'est l'endroit où les gens vont lire, où ils vont emprunter des livres, comme ils iraient chercher de l'eau. Les socialistes peuvent réclamer la municipalisation du gaz ou de l'électricité. Il n'est pas question de nationaliser de tels services. Toutes ces lumières ont des conditions locales. Les livres utiles au Havre ne servent à rien dans la Beauce.

L'Etat a cependant un rôle de surveillance sur les richesses nationales. C'est la loi sur les monuments historiques. Nous revenons ici encore au même abus, qui est bien le nœud de la question : les bibliothèques-musées et les bibliothèques-outils. L'Etat peut surveiller les monuments précieux, anciens, les musées de conservation. Mais cette même surveillance, utile ici, est nuisible là. Services différents. Locaux à séparer. Aux bibliothèques publiques il faut un personnel autre, animé d'un esprit nouveau, actif, pratique, muni de connaissances scientifiques, industrielles, commerciales — absolument le contraire de ce que l'on nous donne pour des bibliothécaires...

Exactement ceux que les examens qu'on veut instituer ont mission d'écartier des bibliothèques.

A côté des livres à mettre sous verre, il y a les livres dont on se sert, qui doivent s'user, disparaître, et la Bibliothèque est d'autant mieux *tenue* que ces livres-là, plus lus, se détériorent plus vite. Ces conceptions, qui paraissent paradoxales, nous regrettons d'avoir à les expliquer en France comme nous expliquerions le calorifère à des Esquimaux. Ils n'en sentent pas le besoin, ne l'ayant jamais vu.

CHAPITRE VI

L'ÉTAT, LE BUDGET DE L'ÉTAT, ET LES ENVOIS DE L'ÉTAT

- I. — *Trois budgets de l'Instruction publique*: 1846, 1886, 1907. — L'Instruction primaire s'est-elle développée aux dépens de l'Instruction supérieure? — Insuffisance totale des budgets scientifiques actuels devant l'accroissement des sciences, l'effort des pays étrangers, et devant l'extension de l'Instruction générale, qui, faute de bibliothèques publiques, envahit et abaisse les établissements de science.
- II. — *Palliatifs*: Comment on pourrait assurer à la France des livres scientifiques indispensables sans trop charger le budget. Qu'il y aurait intérêt à consulter sur l'achat, l'emploi et la place des livres les savants qui s'en servent. Que la science a l'âge de jouir de ses revenus.
- III. — *Les Envois de l'Etat*: Leur choix. Qu'ils provoquent une littérature spéciale. Ils font monter le prix des livres et privent le public de publications utiles. Ils coûtent cher aux bibliothèques et en arrêtent l'initiative.

I

TROIS BUDGETS DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Si Paris ne domine plus autant l'Univers, il ne domine que trop la France, et nous venons de voir qu'il lui donne le triste exemple de peu faire par lui-même, de tout attendre de l'Etat.

La France a des théâtres, s'il y a l'Opéra à Paris; elle a des livres, s'il y a la Nationale à Paris!

L'Etat donne à Paris :

1° Quatre bibliothèques d'Etat.

Et même cinq, car la Nationale est double et sa Salle publique va être la grande salle municipale de lecture, payée par l'Etat.

Matériel, personnel, bâtiments, l'Etat leur donne tout.

2° La plus grande Université, les plus riches Ecoles.

Il y en a même d'agronomiques et de coloniales.

3° Des livres.

Non seulement les envois, cadeaux, échanges internationaux, etc., qu'il répartit en avantageant Paris, mais :

Deux exemplaires — les deux exemplaires — que le Dépôt légal fournit de tout imprimé en France. Les deux, à Paris.

Au reste de la France il donne : « des encouragements » :

1° En subventions ;

2° En livres.

Avant de parler des « Envois de l'Etat », qui ont une importance secondaire, nous parlerons donc des encouragements en argent.

C'est par les Universités que l'Etat doit ou devait revivifier la Province. Un grand effort a été fait en les libérant de l'Académie de Paris...

On n'en a pas libéré les bibliothèques.

Celles-ci dépendent toujours du centre et sont indépendantes des Universités auxquelles elles donnent des livres. Conception bizarre en quoi consiste justement la centralisation, qu'on nommerait aussi bien désossement général, à peu près comme si une Direction des pieds cherchait à s'entendre avec le Service général des jambes pour le plus grand bien et indépendance des divers individus.

L'œuvre des Universités françaises est récente ; l'effort fut grand ; hélas ! on est bien loin de compte.

C'est ici la question totale de l'Enseignement supérieur qui est en jeu. Depuis quelques années, l'Etat s'étant intéressé aux Œuvres complémentaires de l'Ecole, on peut espérer un progrès *primaire*. Pour les œuvres secondaires d'après l'école, celles d'après le lycée, et pour les supérieures, qu'est-ce qu'a fait la France depuis vingt, depuis cinquante ans ?

Les chiffres n'ont d'intérêt que par comparaison. Nous comparerons à l'Allemagne, à l'Angleterre, etc. Ici nous comparons la France elle-même.

Le budget est supposé connu de tous les électeurs. Il devrait l'être. Mais n'est-ce pas, vous ne l'avez pas chez vous, et je parie que la Bibliothèque est fermée...

Voici un tout petit extrait, pour deux années que vingt ans séparent : 1886-1907, du Budget de l'Instruction publique.

L'agriculture, le commerce font bien quelque chose, mais en somme on a là le principal des « Bibliothèques » et même de l'Enseignement.

BUDGET	1886	1907	Plus ou moins.	
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale.....	948.150	1.073.860	+	125.710
Encouragements aux savants et gens de lettres..	200.000	172.000	—	28.000
Administration académique. — Universités de Paris et des départements. (Chap. 5 à 9 bis de 1886, 9 à 13 de 1907)....	13.874.249	15.852.780	+	1.978.531
Ecole des Hautes Etudes..	326.000	323.000	—	3.000
Ecole normale supérieure.	500.000	267.000	—	233.000
Collège de France.....	490.000	547.500	+	57.500
Ecole des langues orientales vivantes.....	155.000	165.300	+	10.300
Ecole des Chartes.....	70.000	74.000	+	4.000
Ecole d'Athènes.....	78.000	117.700	+	39.700
Ecole de Rome.....	72.000	72.500	+	500
Muséum d'histoire naturelle.....	918.000	1.015.750	+	97.750
Observatoire de Paris.....	387.000	242.000	+	135.000
Bureau des longitudes....	170.000	150.120	+	19.880
Institut.....	710.000	688.400	—	21.600
Académie de médecine....	75.500	84.500	+	9.000
Sociétés savantes (et échanges internationaux en 1886).....	116.000	93.000	—	23.000
Publications diverses (1886: Journal des Savants. Documents sur l'histoire de France).....	174.000	191.000	+	17.000
Souscriptions scientifiques et littéraires. Bibliothèques municipales et populaires (et Echanges internationaux en 1907).....	119.000	164.000	+	45.000
Bibliothèque nationale:				
Personnel.....	390.000	454.000	+	64.000
Matériel.....	270.000	274.150	+	4.150
Catalogue.....	50.000	100.000	+	50.000
Bibliothèques publiques...	242.200	211.400	—	30.800
Catalogue des manuscrits et incunables (plus Dépenses extraordinaires en 1886).....	20.000	15.000	—	5.000
Services généraux des bibliothèques.....	52.800	39.000	—	13.800
Bibliothèques scolaires (1886: et populaires)....	290.000	280.000	—	10.000
Œuvres complémentaires de l'Ecole.....		600.000	+	600.000
Enseignement primaire. Chap. 53 à 57 (1886; 97 à 103 (1907).....	81.139.934	173.807.785	+	92.667.851

RÉCAPITULATION :

A. Pour le Ministère :		
1 ^{re} Section. Instruction publique. Total.....	136.913.779	261.431.180 + 124.517.401
2 ^e Section. Beaux-Arts. Total.....	15.293.236	17.470.024 + 2.177.788
B. Pour la France. Budget général.....	3.157.796.988	4.010.301.234 + 852.504.246

Qu'était ce budget il y a 60 ans ? Sous Louis-Philippe, en 1846 :

Administration centrale.....	550.100	crédit doublé en 1907.
Conseil royal, inspecteur et services généraux de l'Université.	665.975	} crédits sensiblement triplés
Administrations académiques...	647.900	
Instruction supérieure.....	2.806.656	
Instruction secondaire.....	2.241.700	
Instruction primaire :		
Inspection.....	500.000	} 7.506.000 crédit multiplié par 23.
Etat.....	2.400.000	
Départements..	4.166.000	
Écoles normales	450.000	
Institut.....	566.004	augmentation d'un sixième.
Collège de France.....	173.040	crédit triplé.
Muséum d'histoire naturelle...	487.150	crédit doublé.
Bureau des Longitudes. Observatoire.....	121 700	crédit triplé.
Bibliothèque royale.....	388.600	crédit doublé.
Bibliothèques publiques.....	167.223	augmentation d'un quart : 44.000 fr.
Etablissements divers.....	134.100	
Souscriptions.....	180.000	crédit diminué de 16.000 fr.
Encouragements aux savants et aux gens de lettres.....	259.800	crédit diminué d'un tiers : 87.000 fr.
Voyages et missions scientifiques.....	112.000	324.500.
Documents historiques.....	150.000	crédit identique.
	<u>17.173.008</u>	crédit total multiplié par 15.

Certes l'instruction publique a fait un pas de géant.

Ne croyez pas que la dette et la guerre absorbent tout. L'ensemble du budget de la France était alors de 1.238 millions, il n'a pas tout à fait quadruplé, alors que nous devons multiplier par 15 l'instruction générale, par 23 et plus l'instruction primaire.

Par 3, à peine, l'instruction supérieure.

Et les bibliothèques publiques, un quart en plus.

Il serait bien intéressant, mais ce n'est pas notre sujet, de poursuivre de près cette comparaison, de comparer en tenant compte de tout, valeur de l'argent, prix du travail, différence

d'administration, de population, etc., chapitre par chapitre, le Budget de l'instruction sous Louis-Philippe et sous la 3^e République.

Mais il y a dans les chiffres ci-dessus une triste évidence : Au développement de l'instruction primaire n'a pas correspondu un développement proportionnel de l'enseignement supérieur. Le progrès de l'un n'a été obtenu qu'au détriment du progrès de l'autre.

En vérité, la France tenait au milieu du siècle dernier une place unique dans le monde.

Les budgets de Louis-Philippe sont, pour l'époque, satisfaisants. Ils assurent à la France ce qui se fait comme science.

Qui osera soutenir qu'il en est encore ainsi !

En 50 ans le budget de nos bibliothèques scientifiques a-t-il doublé — je ne sais pas...

Je ne sais pas non plus s'il faut multiplier par 10 ou par cent les budgets scientifiques des autres nations, mais tout lecteur de ce livre pourra être convaincu :

Proportionnellement aux autres peuples, à la valeur des choses, à l'accroissement de la science, la France ne « maintient plus » ses établissements scientifiques.

Ai-je besoin de dire qu'ici doubler n'est pas beaucoup ?

Songez au prix de la vie, des loyers, au prix du « bibliothécaire », au moins de valeur de l'argent... Les impôts ont triplé. Les heures de travail, journées de fournisseurs de toute sorte ont diminué d'un quart.

Enfin les bibliothèques se sont bien démocratisées. Les heures d'ouverture ont augmenté partout. La Nationale double de crédit, mais décuple de besogne, les Universités ont à fournir un bien plus grand nombre d'étudiants. Il y a là tout un décompte à faire, et je me demande si en fait — en éliminant cette part de vulgarisation qui tend à faire de nos grandes bibliothèques des populaires, — les ressources scientifiques proprement dites ont réellement augmenté.

1846... Le chemin de fer n'allait que jusqu'à Rouen, et dans tel département, à peine 20 o/o des Français savaient lire !

Laissons ces temps lointains. Parlons d'il y a vingt ans.

En 1886, l'effort pour l'instruction primaire était fait ; on avait en sept ans construit 14.561 écoles, approprié 8.092. La période qui suit n'en construira que 6.939, celle d'ensuite moins encore. Nul ne nie la grandeur et la nécessité de cette œuvre formidable. Mais justement, quel argument !

Nous lisons aux nouveaux budgets un chapitre dont le titre était inconnu :

« Œuvres complémentaires de l'Ecole, 600.000 fr. ».

Ceci veut dire : il ne sert à rien d'apprendre à lire, si on ne lit pas. La création de tant d'écoles nécessitait, plus tard, la création de bibliothèques.

Il semble que ce temps est venu.

Elle va sortir du régiment, la génération de 1886. La France nouvelle sait lire. Elle veut lire. C'est une conséquence directe de l'instruction obligatoire que l'envahissement des bibliothèques jusqu'ici réservées à quelques érudits.

De ce progrès, de ce fait que la France a mis tout son peuple au niveau — rien de plus — des nations civilisées, doit-il s'ensuire la déchéance de sa science ?

Faut-il vraiment que l'Institut Pasteur cesse d'étudier les microbes pour que les petits pouilleux apprennent à se laver ? Il semble plutôt que ces deux services vont de pair, et que les progrès de l'un peuvent profiter à l'autre.

Or le progrès de l'enseignement supérieur n'exige pas tant de crédits que celui de l'enseignement primaire.

On peut tenir au courant 20 bibliothèques savantes en France avec le dixième des crédits qu'il faudra pour créer ou réorganiser les cent et quelques bibliothèques publiques qu'il faudrait pour mettre le peuple français au niveau de ses concurrents.

Mais avant de réclamer pour tous des livres, — les livres courants, les livres utiles — nous nous sommes demandé si les sciences trouvaient en France les livres qu'il leur faut.

L'enquête de la « Revue scientifique », les budgets des Universités ont déjà répondu : non.

Et les budgets de 1846, de 1886, de 1907 enfin, que disent-ils ?

Ils demandent si vraiment nous avons pensé qu'on serait au courant de toutes les sciences nouvelles pour le même prix qu'il y a vingt ans.

Tout augmente, n'est-ce pas ? Et le budget, donc...

Eh ! bien, il faut le dire aux pessimistes, économes, sceptiques et autres paralysants. L'accroissement des impôts est peu de chose devant ce qu'on en tire. Un vieux budget que l'on compare à un neuf est tout à fait consolant et encourageant. Nous ne sommes pas suspects ici de flatterie pour qui-conque, même pour l'administration, qui n'a que doublé. Je

ne suppose pas que j'aurai jamais un lecteur qui ait besoin qu'on lui démontre que les sciences, l'imprimerie, les arts, voies et communications, hygiène, instruction publique enfin... — ont depuis Louis-Philippe un peu plus que doublé.

Je regrette de ne pas en dire autant des ressources scientifiques de la France.

Les budgets des Universités, de la Nationale, des Ecoles spéciales sont pour ainsi dire *noués*, alors que le monde entier prend son essor, et quant aux bibliothèques de villes, la question ne se pose pas pour elles. Elles sont hors d'état, actuellement, de tenir au courant aucune *science spéciale*.

Or, nous voyons ceci :

L'accroissement de la production scientifique annuelle a été de 74 0/0 en 31 ans pour l'Allemagne, passant de 799 à 1.390 de 1869 à 1900. En médecine de 517 à 1.645 (218 p. 100). La proportion serait plus forte encore en Amérique, où les revenus des Universités ont doublé en dix ans.

Ne croyez pas que les livres, augmentant de nombre, baissent de prix...

La science pure s'inquiète surtout des périodiques. Ils sont indispensables au progrès de n'importe quoi. Or, non seulement le nombre, mais le prix des périodiques spéciaux augmente. Le *Jahresbericht über die Fortschritte der Chemie*, qui valait 8 M. 50 en 1870, vaut 106 M. 50 en 1900. Tous les annuaires, recueils, ont subi des progressions analogues, et souvent se sont divisés. La *Revue des Deux-Mondes* suffisait à un philosophe français sous le second Empire, aujourd'hui il lui en faut de philosophie, de métaphysique et morale, de psychologie, — et cette branche s'est subdivisée en plusieurs recueils.

Les budgets de bibliothèques devraient être en conséquence. Celui de Strasbourg a passé de 33.600 à 69.870 marks, dont 58.300 pour acquisitions et reliures, de 1872 à 1904, celui de Leipzig de 12.500 à 69.000, celui de Fribourg-en-Brisgau de 7.800 à 38.000, etc.

« Une seule Université étrangère, dit M. Lippmann, deux fois plus petite que celle de Paris, dépense en matériel plus que l'Etat français pour l'ensemble de ses seize Universités. »

Leyde dépense environ 30.000 florins pour la bibliothèque de la Rijks-Universiteit, nos universités en ont en moyenne autant, mais en francs.

Nous parlerons plus loin des acquisitions de la Nationale,

qui doit *tout* avoir ! Disons ici que le Budget réel d'acquisitions de livres de la Nationale oscille de 80.000 à 87.000 fr. Les imprimés bénéficient des surplus des médailles et manuscrits. Un avare de génie n'y gratterait pas mille francs, et nous tenons les achats pour bien faits, mais insuffisants.

L'illusion est de croire que le Dépôt légal doit apporter tout pour rien. Il grève lourdement les budgets de catalogue, parfois fort inutilement, de doubles et de décuples — sans compter la place, l'entretien... — et même pour la France il est loin de donner tout. Nous parlons aussi de cela ailleurs.

Mais qu'est-ce aujourd'hui que la France dans le monde ? Divisez par science et par pays la somme de 80.000 fr. et calculez ce qui revient à la géologie allemande, à la marine anglaise, à la culture du café ou du coton en Amérique ? Comptez que l'histoire est une personne exigeante et que la Nationale achète beaucoup de vieux livres... Le cœur saigne à un bibliophile quand une impression de 1480 passe à Londres. Malgré le petit appoint de dons et échanges internationaux, il n'y a pas besoin d'être grand spécialiste pour reconnaître qu'aucune science, hors l'histoire, n'a chance de trouver à la Nationale le tout nouveau de la production mondiale qui l'intéresse.

Eh ! bien, elle est — et ce n'est pas ce que j'approuve — mieux fournie que les bibliothèques spéciales. L'histoire naturelle y a des ressources que le Muséum n'a pas, et chaque science peut se plaindre de cet enfouissement de tant de livres qui seraient plus utiles ailleurs, — et qui devraient être là et ailleurs, à l'école ou au laboratoire pour l'usage, à la Nationale comme réserve.

II

PALLIATIFS

On ne peut espérer, par la force des budgets, suivre le progrès des sciences. Le seul espoir est l'entente entre bibliothèques. Mille combinaisons viennent de suite à l'esprit. Prêt, constitution de bibliothèques spéciales, dépôt temporaire dans les bibliothèques spéciales des livres et revues techniques qui n'arriveraient à la Nationale qu'au bout d'un certain temps, quand leur utilité pratique est passée... Mais enfin, de tout cela, il n'est même pas question. 18 Universités et de dix à mille bibliothèques municipales, suivant la richesse à partir de laquelle on

les compte, et tous les instituts, et toutes les sociétés savantes continuent à acheter chacun pour soi *les mêmes livres*.

Les Chambres ont de temps en temps voté des crédits extraordinaires pour des achats. Mais il ne s'agit jamais que d'objets de musée. Le dernier grand crédit fut un achat de médailles grecques. La collection Waddington est fort belle. Mais cela n'a rien à voir avec notre sujet. Un parlement voterait-il 500.000 francs « pour fournir nos établissements scientifiques des revues étrangères qui leur font défaut » ? Notez qu'il s'agit de *Revue*s, les livres étant, dans l'espèce, bien moins utiles. Par conséquent cela ferait à peu près 15.000 francs par an à répartir. Mais votée d'un coup, assurée comme *fondation*, cette somme de 15.000 vaudrait plus que 30.000 dont chaque année il faudrait, par ruse, cloaque, marchandage, arracher le vote toujours aléatoire.

Somme insuffisante, certes, mais qui contiendrait cet élément d'accroissement dont nous avons besoin. Toute législature tiendrait à faire quelque chose au moins une fois pour la science. L'éloquence ne s'épuiserait pas chaque année en profit éphémère, efforts à recommencer l'an prochain. Vraiment la science a l'âge d'avoir ses revenus.

Je ne parle pas du tout d'attribuer cette somme à la Nationale, ni même d'en répartir l'argent entre les bibliothèques.

Il n'en reviendrait que des bribes aux sciences proprement dites. Les catalogues et l'archéologie mangeraient tout. Je pense qu'il faudrait donner cet argent, destiné à des achats de de science, aux sciences, — tant pour la chimie, tant pour la zoologie, etc. Chaque science spéciale devrait voir et choisir. et désignerait elle-même à quelle bibliothèque, pour le plus grand profit des sciences, les livres achetés devraient être attribués.

On peut n'admettre à la répartition que des bibliothèques classées, ou suffisamment ouvertes et réglementées ; on peut aussi, je pense, exiger le retour au bout de dix ans ou plus, à la Nationale et autres grands dépôts, des collections usagées ou de ce qu'il en reste, — car s'il en est perdu, c'est qu'elles furent utiles. Un livre encore neuf au bout de dix ans est rarement un bon livre.

Mais devant l'insuffisance de nos budgets, l'éparpillement absurde des bibliothèques, je crois cette solution un palliatif utile. Augmenter sérieusement toutes nos bibliothèques est une utopie ; elles sont trop. Quelques sous à chacune d'elles ne

feraient pas un réel avancement pour la science. Nos inspecteurs de bibliothèques ne sont point des scientifiques, ne s'intéressent pas à cette question, nos bibliothécaires ont rarement les connaissances suffisantes. Enfin l'on s'accorde à réclamer l'établissement de bibliothèques scientifiques *spéciales*.

Tout cela revient au même. Un groupe de spécialistes placera toujours ses livres dans la bibliothèque la plus spéciale ou la plus commode. L'honneur de voir leur établissement choisi par un groupe de savants sera pour nos bibliothécaires une saine émulation.

Nous demandons donc pour les livres de science un budget spécial et *continu*. Un budget sur lequel on n'a pas à revenir, et que la politique ne coupera pas l'au prochain. Plus tard, de nouvelles sommes peuvent être ajoutées, des sciences se développent, des sciences nouvelles naissent. Avec nos systèmes actuels, chaque découverte est un coup pour nos bibliothèques.

Le radium vient rogner le budget de la botanique... cependant les petites fleurs poussent toujours dans les bois.

Pour enlever le vote de ressources scientifiques, le bruit qui se fait autour des découvertes, et leur nuit tant, peut servir.

Ne croyez pas que l'autonomie des bibliothèques s'accorde mal avec cette fourniture centralisée des livres techniques, et que ce choix par des spécialistes ressemble aux envois de l'Etat. Il suffit de lire les plaintes des savants auxquels un bibliothécaire officiel voulait supprimer les bibliothèques de laboratoire pour être à peu près sûr que libres de placer leurs livres où ils veulent, sous quelques conditions très larges de conservation et de publicité, ils iront toujours vers les bibliothèques les plus indépendantes.

L'Etat, qui tend à tout centraliser, se chargerait bien de fournir tous les livres à toutes les bibliothèques. Des bibliothécaires ambitieux se voient déjà réglant de leur bureau de Paris la lecture universelle... On le fait en partie pour les lectures populaires. On le fait en partie par des souscriptions à des ouvrages *supérieurs* : les « Envois de l'Etat ».

Ce que nous demandons, c'est que les spécialistes soient consultés séparément. C'est une enquête sérieuse faite dans chaque science pour savoir quels livres il faut, combien de chaque et où les mettre. L'aide des revues et savants qui reçoivent beaucoup d'ouvrages pourrait être sollicitée, ainsi que celle des bibliothèques qui offriraient librement une part de leur budget à une commission plus compétente. Il s'agit autant de com-

modité que de possession. C'est un point sur lequel on ne peut trop insister. Rien ne sert d'avoir un livre si on ne l'a quand il faut. Les archivistes ont des réponses toutes prêtes aux savants qui se plaignent des bibliothèques. Mais quant à laisser sortir les livres, surtout ceux dont on se sert : manuels, encyclopédies, etc., — cela est incompatible avec la « responsabilité » d'un bibliothécaire qui doit avoir devant lui des rayons magnifiques bondés de livres qui dorment. Malheureusement, si un archiviste peut apporter ses fiches, un savant ne peut apporter ses cornues et son microscope. Puis la question de « nouveauté »... De là à dire que la moitié des livres achetés ne sert à rien, la distance n'est pas grande.

Eh ! bien, il faut que les livres servent.

Si, parce que les étudiants en sciences fréquentent peu les bibliothèques, les bibliothèques achètent peu de livres pour les sciences, la querelle peut durer ainsi longtemps.

La vérité est qu'il s'agit parfois de livres qui n'ont rien à faire sur les rayons d'une bibliothèque.

Les logarithmes ne vont pas plus vite que la table de Pythagore, s'il faut chercher Lalande à la bibliothèque du chef-lieu. La plupart des atlas, tables, barèmes, etc., sont dans ce cas pour les sciences expérimentales.

Ce n'est un problème, ni simple, ni peu important que de réglementer les bibliothèques des facultés et celles des laboratoires. Mais il faut y admettre que, devant l'intérêt de la science, la conservation des livres est tout à fait secondaire. Si l'on fait le compte des livres qui seront pratiquement utiles dans quinze ans, il ne sera pas énorme. Ceci admis on arriverait bien à une entente. Mais il est clair qu'il faut trois choses :

1° Daigner consulter sur l'achat, la réparation, l'usage des livres, les avants de chaque spécialité.

2° Un règlement très large : le prêt, l'échange, etc., un règlement qui pose en principe que les livres sont faits pour être lus, et les bibliothèques pour les donner à lire, et que les *conserver* est tout à fait secondaire.

3° De l'argent.

Il faut de l'argent, plus d'argent, pour faire face :

1° A l'instruction généralisée, au flot croissant des instruits qui déborde et tend à envahir et déborder les établissements scientifiques, si on ne crée pas pour ce besoin nouveau un organe nouveau, la bibliothèque libre, publique, qui n'existe pas en France.

2° A la science grandie, multipliée.

Le Japon travaille, l'Australie travaille. Les découvertes se pressent. Il y a à se tenir au courant d'un univers décuplé. Et le budget reste le même. Il y a à se tenir au courant d'innombrables sciences qui n'existaient pas. Et le budget reste le même. La masse d'imprimés même gratuits à classer croit toujours, et le prix de l'argent augmente, et la science française n'a pas d'augmentation.

3° Il y a à faire face enfin aux progrès formidables accomplis par nos voisins.

Ce n'est même pas vanité nationale, c'est intérêt. Il y a une lutte et nous manquons d'armes. Fût-ce pour l'honneur, fût-ce pour l'argent, avenir de notre pays ou égoïste présent de notre buste, ne sont pas moindres, les mêmes arguments d'utilité valent.

Non, devant l'effort, non plus de l'Europe seule, mais du globe, ce n'est pas avec les budgets d'instruction supérieure d'il y a vingt ans et ceux de Louis-Philippe si peu augmentés qu'on peut maintenir la France dans la suprématie qu'elle eut, qu'elle devrait avoir.

III

LES ENVOIS DE L'ÉTAT

Il y a deux façons de comprendre la bienfaisance intellectuelle : pour soi ou pour les autres. On donne l'aumône, et avec un sou on se fait plaisir : généreusement on abaisse quelqu'un, on s'élève. Ou bien l'on donne de son travail et des sommes à des œuvres qui vivent. La joie, l'orgueil, même sans bustes, ne sont pas moindres. Mais on crée une indépendance.

On préfère la première manière. Elle a cet avantage de plutôt aggraver la misère qu'elle soulage et de ne pas tarir cette grande source de joie, qu'est la bienfaisance.

Nos vieilles habitudes royalistes nous font toujours considérer l'État comme un bonhomme très puissant qui a droit à des caprices, qui doit faire l'aumône, et décider toujours par cas particuliers. Cette conception se retrouve dans les divers chapitres du budget qui ont trait à des *souscriptions* artistiques, littéraires, scientifiques. Il y en a pas mal, et en chassant aux livres dans tous les ministères, on ferait un beau tableau, de quoi fonder une bibliothèque.

Le service des commissions assure et perpétue de son côté ces habitudes féodales.

Le Pouvoir — n'importe lequel... préfet, ministre, député,

conseiller municipal, journaliste même — donne encore des prérogatives bizarres, comme au temps où la possession d'une terre donnait des droits de corvées, basse-justice et jambage.

Le jambage se continue d'ailleurs sous le nom de loge au théâtre, en province; dans telle ville, la dugazon se transmet comme un fief; l'adjoint a charge d'encourager les arts...

Quand j'achète un Courteline de mon argent, j'encourage les arts et très efficacement, mais sans le savoir, ne songeant, ma foi, qu'à rigoler un bon moment. Mais que je sois conseiller ou ministre et que j'achète le même livre avec l'argent des autres, je sais alors que j'encourage les arts.

La différence est celle des poches d'où vient l'argent.

Reste de féodalité où les services de guerre, de justice et de voirie se concentraient sur une tête. Il est très évident qu'un ministre qui veut sérieusement développer les arts et l'instruction de son pays a des moyens plus efficaces, mais impersonnels. On ne lui demande nullement un don et un choix, mais, par voie générale, un effort sérieux pour que les bibliothèques aient de quoi acheter le livre que le public désire.

Or si tout ministre est capable d'apprécier Boubouroche, très peu sont capables d'apprécier si le Catalogue des Incunables sert à quelque chose, si l'impression de Laplace ou Cauchy est indispensable, et même pour la distribution de ces ouvrages leur compétence est douteuse. Le directeur de l'Observatoire sait mieux que le philosophe directeur de l'Enseignement secondaire à qui il convient de donner la carte du ciel.

Je sais que bien des gens renonceraient au pouvoir tous les petits pouvoirs qu'il y a autour. Diriger de la poste ou du commerce, tout sec, n'est pas tentant. Mais quoi! l'on y perdrait quelques esprits brillants, voilà tout.

Nous serons bref sur les « envois de l'Etat ».

La Revue scientifique dans l'enquête de 1905 les apprécie ainsi :

Les envois de l'Etat, qui alimentent pour une bonne part les bibliothèques, sont faits en dépit du bon sens. On envoie des livres à travers les bibliothèques de France au hasard d'une répartition quelconque, après avoir effectué des achats sans aucun souci de l'utilité que peuvent avoir les ouvrages, en ne se préoccupant guère que des auteurs.

M. Langlois, directeur du Musée pédagogique, a, au nom de l'Etat, relevé ces accusations, il en a fait justice, et définitivement :

A la vérité, ait-il, les dons de l'Etat ne sont pas faits complètement au hasard... Op. cit., p. 304.

En fait, il y en a de bons. Mais c'est la répartition qui offre, parfois, de rudes hasards...

Les souscriptions ont varié et diminué : 250.000 fr. en 1884, 93.000 en 1902, 113.000 en 1904.

Mais il y aurait une foule de petites additions à faire : chaque ministre a, comme attribut de sa puissance, un droit d'encouragement à la littérature.

Il encourage les lettres, sciences, arts en général.

Et secondement il encourage les bibliothèques.

On dit que l'Etat doit encourager les lettres. Je ne vois pas du tout l'intérêt d'encourager la littérature de M. Paul Bourget, mais ceci est un goût personnel. Va pour M. Bourget. L'Etat a acheté 20 volumes d'un de ses romans pour les donner à des bibliothèques qui ne les demandent pas. M. Bourget ne touche guère qu'un franc par volume de 3 fr. On veut l'encourager? Qu'on lui donne donc un louis de la main à la main...

Pourquoi est-ce que je cite M. Bourget?... Il y a ces ouvrages, vous savez, ces ouvrages faits spécialement pour être encouragés. Cela se reconnaît au papier, à l'air sérieux et vide. Il y a beaucoup de citations, pour remplir... On vous public comme cela des commentaires de lois, des catalogues de bibliothèques en quantité, des fac-simile de manuscrits... On fait faire des reproductions par un photographe, on met sur le titre : publié par, et on est encouragé. Il y en a qui ajoutent du texte, mais c'est dangereux. On vous relève tout de suite des erreurs. Tant de jaloux ! Mais je ne citerai pas de noms. On les trouve au budget.

L'ennuyeux est qu'on ne trouve pas le budget aussi aisément qu'on le croit. Il semblerait de simple politesse que tous les bureaux de perception en aient un exemplaire. L'on sait qu'en France l'empressement à payer est si grand qu'il faut faire queue avant d'être admis à l'honneur de verser de l'argent. Quelques lectures utiles, réconfortantes, feraient prendre patience. Les dentistes offrent des revues pour tromper l'attente. Toute perception, comme toute bibliothèque, devrait avoir le budget sur sa table, à la portée de tous.

Quelque opinion que l'on ait sur les achats et envois de l'Etat, ils ne se justifient que par la nécessité de répandre de bons livres. Il n'y a pas que les livres savants. L'affichage, c'est aussi un « envoi de l'Etat ». Un envoi fort bien fait, à la plus

fréquentée, à la plus consultée des bibliothèques publiques : les murs des rues.

Cet affichage coûte cher, est toujours voté comme exception. C'est un tort. Je ne discute nullement les opinions qu'on affiche, je parle du budget détaillé ; je voudrais qu'on l'affiche... Tant que la France n'aura pas de vraies bibliothèques publiques, toujours ouvertes, et dans toute ville, l'affichage reste le seul moyen de propagande. Lui du moins remplit largement son but.

Il n'en est pas ainsi des souscriptions aux livres. Souvent même cet effort va contre son but, et l'éditeur qui est en position de se faire souscrire des exemplaires augmente ses prix. Parce qu'il espère la commande de l'Etat, il marque ses livres un prix qui n'aurait aucune chance de vente dans le public. Pour que quelques bibliothèques -- lesquelles ? quels jours, quelles heures ouvrent-elles ? et qui peut y aller ? -- possèdent un livre utile, on prive le public d'une édition courante que l'éditeur serait bien obligé de publier s'il devait faire ses frais par la vente libre. Et il s'agit de livres où le luxe n'a que faire et ne se traduit que par des formats incommodes.

J'ignore à combien de mille ou cent mille francs montent les *Rapports sur l'Exposition universelle* de 1900, énorme collection que l'on peut trouver dans les grandes bibliothèques de France à condition que l'on soit libre aux heures où elles ouvrent et que l'on sache le nom des auteurs des rapports.

Je n'insiste pas sur le luxe de papier, de caractères, de style, d'éloquence où personne ne songe même à trouver de l'esthétique, et qui ne sont que des barrières, un appareil à percevoir des prix d'entrée. C'est la beauté sobre, sévère, coûteuse d'un mur gris.

Cependant que de faits, de documents, d'instruction on y peut puiser ! Un imprimeur quelconque aurait, pour beaucoup moins que le prix de subvention à cette grande œuvre, publié le tout dans un format plus commode à un prix tel que toutes les magnaneries, aussi bien que le rayon des soieries de nos magasins, auraient pu se procurer le rapport sur les soies... On peut en dire autant de toutes les branches du commerce et de l'industrie, exceptant faite de celles qui, fonctionnant la nuit, permettent de fréquenter, le jour, les bibliothèques.

En privant l'industrie du livre d'une bonne affaire, la souscription d'état semble avoir eu pour but de priver les autres industries de livres utiles.

Si les envois de l'État n'encouragent les arts en général que de façon discutable, si à notre sens un effort pour faire baisser le prix des livres remplirait beaucoup mieux le but, que dire de ces souscriptions en tant qu'encouragement aux bibliothèques ?

Nous verrons que la reliure absorbe partout plus de la moitié du budget d'achats, parce qu'il faut relier les envois de l'État. Certes les envois de l'État sont bien plus imposants que ce qu'une ville achèterait avec son argent. L'État n'enverra pas un tome ou une fraction, un numéro de revue, juste ce qui intéresse la localité. Il enverra toujours une collection complète. Et il viendra s'assurer qu'on la traite bien.

A vrai dire, il y a dans beaucoup de villes de province la *Salle des envois de l'Etat*. C'est une division que nous n'avons pas fait entrer dans les essais de classification des livres. Elle est pourtant éminemment pratique. Nous en avons visité plusieurs. Cette grande ville socialiste fourre l'État dans la cave. Mais cette préfecture réactionnaire a mis l'État très haut. L'État domine au loin la campagne et la mer.

En somme, en se serrant, il y a toujours une place pour l'État, d'autant qu'une fois casé il ne bouge plus et nul ne le dérange.

Il n'en exerce pas moins toute son influence, et l'on peut affirmer que cet encouragement aux Bibliothèques est des plus efficaces pour les décourager.

C'est lui qui habitue les villes à recevoir, à ignorer l'adresse des libraires et croire que l'adresse d'un député bien pensant suffit à procurer des livres. Il ôte toute initiative aux bibliothécaires qui n'ont plus la responsabilité de leur maison.

On ne s'intéresse qu'à ce dont on est responsable. C'est par la recherche des livres intéressant leur ville que les bibliothécaires devraient chercher l'avancement, le leur, celui du public, celui de leur bibliothèque. Ils l'attendent de Paris, c'est bien différent.

Nous exagérons peut-être, et l'on traitera d'insignifiants ces envois de l'État ; ils le sont, c'est certain, à plus d'un point de vue. Mais leur petite influence paralysante est moins petite que leur petite utilité. Elle est surtout une menace. Tout un groupe inspectant, centralisant, accaparant, s'occupe de réformer, d'unifier les bibliothèques... Nous avons, dans ce livre, à en parler vingt fois. Mais, jardiniers, nous ne perdrons pas cette occasion de combattre la théorie du transport de la sève à distance.

CHAPITRE VII

L'EFFORT ALLEMAND

La seconde invasion, non brutale, mais chronique, industrielle, commerciale. — Budget des Universités allemandes, des *Technische Hochschulen*. — Nos universités françaises. — Statistique des bibliothèques allemandes. — Berlin; l'*Auskunfts-bureau*; liste des bibliothèques de Berlin. — La Bibliothèque royale. — Cologne, Düsseldorf, Francfort, Munich, Dresde, Leipzig, Carlsruhe, Stuttgart, Strasbourg. — Effort continu, développement intense, ces dernières années même, quand s'est arrêté tout effort en France vers l'enseignement supérieur. — Influence sur le commerce, l'industrie, de ce luxe : l'enseignement scientifique. — De l'imprévoyance qu'on appelle *économies*.

Il a été à la mode de dire : celui qui nous a vaincu en 1870, c'est le maître d'école. L'invasion des barbares allemands donna en effet aux Français de l'Empire la grande honte d'être battus par des barbares plus instruits qu'eux. Le relèvement national a été avant tout l'œuvre de l'Instruction gratuite et obligatoire, l'œuvre des hommes de la République opportuniste.

La création des bibliothèques scolaires et populaires a été parallèle. Cette colossale transformation de la France en si peu d'années peut racheter grandement d'autres fautes, même le peu d'efforts faits pour l'enseignement supérieur.

Nous ne pouvons, devant une telle besogne accomplie, qu'admirer cette génération de vaincus ressuscitants, nous qui n'avons même pas la force de poursuivre leur œuvre, et laissons en plan le grand effort des bibliothèques populaires.

Cependant ceux qui croiraient que l'invasion allemande s'est arrêtée au dernier casque pointu auquel, dans une gravure célèbre, un gamin faisait un pied de nez, ne montreraient pas moins de présomption nationale que les vaniteux de l'Empire.

D'une blessure saignante, mais qui guérit, ou d'un mal habituel, chronique, lequel est le plus grave ?

Il faut le demander à Reims, ville demi-allemande, au faubourg Saint-Antoine, et non plus seulement à l'article dit de Paris, connu pour venir d'Autriche, mais à toute l'industrie scientifique, chimie, pharmacie, physique, lunetterie, gravure, que sais-je! La science allemande s'est étendue aux métiers qui semblaient l'indestructible citadelle où le droit d'être ignorant se pouvait proclamer : les hôteliers. Le commerce des livres français se fait allemand à Paris.

Seconde invasion, plus grave que la première...

Cette fois, ce n'est pas un simple maître d'école qui nous a vaincus. Il y a un degré de plus : c'est le Herr Professor.

C'est l'Université, avec ses laboratoires immenses, ses bibliothèques dix fois riches comme les nôtres, et ses savants qui n'ont plus même à professer, tout entiers consacrés aux recherches scientifiques, avec ce qu'il faut de livres, d'élèves et d'appareils.

Et surtout, en dessous, ce sont les hautes écoles techniques, pas seulement d'art décoratif, mais de haut savoir industriel, écoles résolument imbues d'esprit utilitaire, et qui professent qu'une haute culture est nécessaire au plus simple commerce et que tout commerce est digne d'une haute culture.

§

M. J. Laude avait, déjà en 1900, signalé les faits dans *les Bibliothèques universitaires allemandes et leur organisation*, montrant la richesse, les progrès rapides, l'autonomie de ces institutions.

Le même auteur a traduit le lourd mais utile *Traité de bibliothéconomie* de Græsel, — que l'on trouve dans toutes les bibliothèques. — Et l'on y voit avec stupeur les plans des nouvelles constructions de bibliothèques : Halle, Wolfenbüttel, et surtout Leipzig.

Les *Cahiers de la Quinzaine* ont publié en janvier 1906 une remarquable étude de M. Lot : *De la Situation faite en France à l'Enseignement supérieur*, qui revient sur ce sujet. Hélas! pourquoi faut-il que cette étude soit faite dans l'éternel esprit de M. Josse qui veut caser l'or de sa littérature et de son érudition, et que ce soit pour réclamer des chaires de philologie que M. Lot nous apporte l'exemple de l'Allemagne! Il nous faut de l'argent pour la philologie, et cet argent ne peut venir que de commerce, d'industrie. Celles-ci sont en danger devant la concurrence. Des sciences plus urgentes appellent

nos efforts, celles-là même qui peuvent faire vivre l'érudition. Ah! ce n'est pas le plus pratique de l'Allemagne que nous avons pris...

Mais lisez l'étude de M. Lot. Elle ne donne que trop de faits concordants dans toutes les branches, dévoilant la misère, le honteux abandon où la France laisse ses sciences, et les professeurs de ces sciences, et les laboratoires et les bibliothèques et tout le matériel et tout le personnel de ce qui fait... l'honneur d'une nation?

Un honneur pratique, ça rapporte. Il ne s'agit pas de titres nobiliaires, mais d'honneurs présents, comme on va le voir.

Certes, en *Psychologie expérimentale* vous trouvez un travail français sur dix allemands; « un sur vingt ou cinquante » en *Philologie classique*, en *Philologie orientale*, « un sur cent... » Pour l'histoire moderne la proportion ne serait que triple, et c'est de nouveau un sur cinquante dans l'histoire gréco-romaine. Mais il en est de même de l'ethnographie, de même des sciences géographiques, de même pour la Chimie et pour la Pharmacie, et pour la Mécanique, pour l'Optique, l'Electricité. Ces dernières sciences sont de bon rapport à un État.

Ceux mêmes qui veulent laisser la Philologie, science allemande, la Musique, art allemand, comme peu acclimatables chez nous, ce qui est parfaitement sot, pourront sentir quelque honte à ce que l'archéologie égyptienne, science bien française, soit plus étudiée en Allemagne que chez nous, et Rome et la Grèce même mieux étudiées par les Germains...

Mais qu'importe, devant une armée en marche — assaut ou bien retraite, — qu'on regarde les chaussures ou les armes, ou les yeux... La même expression se lit sur les choses, sur les êtres. Elle se lira aussi bien sur des chiffres de budget, et c'est même là ce qui sera peut-être le plus expressif.

21 universités allemandes. 18 françaises.

Allemagne : **37 millions 232.625 francs.**

France. — Ajoutons au budget des Universités, aux bourses qui y sont données, 16 Ecoles de médecine éparses à Limoges, Amiens, Reims, Angers, etc., le Muséum, le Musée ethnographique, et même l'Institut du Caire, le Collège de France, l'Ecole Normale, Ecoles des Chartes et des Langues orientales, nous obtenons, dit M. Lot, « en faisant flèche de tout bois » :

France, **21 millions 055.702 francs.**

Or, Paris, à lui seul, absorbe dix millions. Il reste pas tout à

fait onze millions pour 14 Universités. L'Allemagne, Berlin déduit, garde 32 millions 562.000 francs pour vingt.

Voici un tableau des Universités allemandes, avec le nombre d'étudiants, d'habitants des villes, et le budget des bibliothèques pour 1908.

Notons qu'à Berlin et à Munich les bibliothèques d'université ont un budget faible, mais sont en rapport direct avec les Bibliothèques royales :

UNIVERSITÉS ALLEMANDES

NOMBRE d'étudiants 1907		HABITANTS en milliers	NOMBRE de volumes janv. 1908	BUDGET (1907-1908) converti en francs	
				TOTAL	ACQUISITIONS ET RELIURES
13.881	Berlin**	2.573	431.981	151.943	73.193
6.337	Munich**	538	500.000	57.500	25.000
4.916	Leipzig**	507	555.000	84.375	?
3.603	Bonn*	83	355.000	83.000	47.062
2.355	Halle**	169	245.000	88.666	36.034
			35.000 br.		
2.136	Göttingen*	30	536.018	151.918	65.387
2.051	Breslau*	467	350.000	88.200	45.446
2.578	Fribourg-en B.*	70	270.000	?	52.500
2.089	Heidelberg*	49	400.000	?	39.687
1.929	Strasbourg*	167	898.000	177.212	91.312
1.954	Marbourg	19	216.000	78.542	37.380
			200.000 br.		
1.807	Tübingen*	16	471.000	80.197	45.000
1.624	Münster	80	160.000	79.625	46.687
			130.000 br.		
1.440	Würzburg	80	370.000	69.235	39.307
1.632	Iena	26	250.000	51.095	27.657
			120.000 br.		
1.353	Kiel	163	260.652	73.325	30.000
1.266	Giessen	26	216.669	75.000	37.500
			93.000 br.		
1.086	Erlangen*	24	237.973	66.917	42.245
1.084	Königsberg*	220	278.000	114.125	58.062
			200.000 br.		
1.038	Greifswald	23	189.630	78.921	35.677
			sans les br.		
722	Rostock	60	340.000	46.500	26.500

(*) Autres détails, p.214.

(**) Autres bibliothèques et détails, voir pp. 214, 216, et l'Index.

Or, à ces dépenses annuelles, s'ajoute un total de près de 170 millions de crédits extraordinaires, — 86 millions pour la Prusse seule, de 1878 à 1903.

Mais le plus grave nous est donné par les Ecoles techniques supérieures qui, en dehors des Universités, sont vraiment la fabrique de puissance industrielle de l'Allemagne. Et cela en France n'existe point. Une *Ecole centrale*, 700 élèves.

La *Technische Hochschule* de Berlin a 390 professeurs et 4.500 élèves. Elle et huit autres, bientôt dix, se partagent un revenu de près de huit millions, six en déduisant Berlin. Celle de Carlsruhe a un budget de 636.000 marks.

Le nombre de professeurs scientifiques donne des résultats écrasants : 149 maîtres de chimie sans compter ceux des écoles techniques. Il y en a en tout 57 en France. Quant aux « lettres, histoire, philologie », c'est 149 chez nous, 830 chez eux.

Lisez l'étude de M. Lot !

Sans doute, à l'Ecole centrale, il faudrait ajouter l'Ecole supérieure d'électricité, 954 élèves ; l'Ecole polytechnique, 370 ; celle d'architecture, 70, celle des ponts-et-chaussées, 143. Et cela ferait, en 1907, 2.237. Le chiffre de Berlin a baissé et n'est plus que 3.211. — Mais l'Allemagne a les Ecoles de Munich, 2.746 élèves, Darmstadt, 2.063, Carlsruhe, 1.652, Hanovre, 1.374, Stuttgart, 1363, Dresde, 1.152, Dantzig, 971, Aix-la-Chapelle, 805, Brunswick, 478. Au total, 15.815.

Nous avons 251 électrotechniciens à Grenoble, 206 à Nancy, 65 élèves ingénieurs à Marseille, 170 élèves à l'Ecole centrale de Lyon. Soit, 2.929.

La proportion serait la même pour les Ecoles supérieures de commerce.

Ici nous devons parler des bibliothèques spécialement.

L'Allemagne compte 24 bibliothèques, dont le budget d'accroissement dépasse 25.000 fr. et 5 de 15 à 25.000.

Voici, — à la page suivante, en tableau, — les 18 qui dépassent trente mille francs et la mesure de leurs progrès depuis 1870 : On pourra y ajouter les Universités de Berlin, Iéna, Gies-sen, Munich, et la Paulinienne de Munster, dont les accrois-sements en 30 ans ont été de 418 0/0 (Berlin), 178, 215, 134 et 267 0/0.

Quant au nombre de volumes, comme matière d'études, anciennes ou modernes, l'Allemagne offre aujourd'hui des ressources immenses ; une cinquantaine de bibliothèques atteignent 200.000 volumes, une quinzaine dépassent 300.000 volumes, et ces centres intellectuels sont dispersés dans l'Em-pire, quelques-uns dans ces petites villes si propices à l'étude :

PROGRÈS DES BIBLIOTHÈQUES ALLEMANDES

Fonds d'accroissements (en marks) acquisitions et reliures.

		1870	1880	1890-91	1902	Augmen- tation Pour cent 1870-1902
Berlin. Bibl. Royale	M.	54.615	96.000	150.000	150.000	174 %
Munich. — —		31.700	41.100	70.000	70.000	118 —
Strasbourg. Univ. ...	(1871)	33.600	55.000	55.000	66.800	70 —
Leipzig — ...		17.500	18.800	39.150	50.000	186 —
Göttingue — ...		20.000	37.100	38.100	42.300	111 —
Dresde. B. Roy. ...		18.000	24.000	30.000	38.000	111 —
Fribourg. Univ. ...	(1871)	7.800	13.300	19.200	35.000	350 —
Hambourg, ville. ...	»		12.300	35.000	34.000	» —
Tübingen. Univ. ...		18.500	23.000	25.000	31.400	67 —
Stuttgart. B. Roy..		15.960	25.000	17.100	31.000	94 —
Bonn. Univ.		13.860	24.650	28.300	29.100	110 —
Heidelberg.	(1872)	6.500	13.700	28.500	28.600	344 —
Darmstadt, Hofbibl.		16.000	53.100	28.000	28.800	80 —
Breslau. Univ.		9.200	21.160	27.630	27.360	197 —
Königsberg. Univ..		10.300	21.100	21.100	27.000	162 —
Francfort, ville. ...		6.100	6.100	12.850	25.250	316 —
Erlangen. Univ. ...		10.500	18.300	22.800	25.000	138 —
Halle.		10.800	17.240	22.220	23.200	115 —

Iéna, 26.000 hab. ; Gotha, 34.000. Après les deux grandes bibliothèques qui ont dépassé le million de livres, Berlin et Munich, on trouve Göttingen, Heidelberg, Dresde, Leipzig, Darmstadt, Strasbourg et Stuttgart qui, riches déjà de plus de 500.000 volumes, largement dotées et économes, pourraient hardiment soutenir la comparaison comme offre de moyens d'études avec n'importe quelle Bibliothèque Nationale.

L'Allemagne a des bibliothèques savantes et des populaires. Nous en parlons à part. La bibliothèque moyenne, générale, celle que les Anglais appellent librairie libre, ne fait qu'y débiter. Il y a beaucoup à faire, on fait aussi beaucoup, depuis dix ans. Hambourg, Cologne, Dusseldorf, Breslau et les centres ouvriers de la Ruhr ont déjà d'admirables bibliothèques.

Citons Dusseldorf 240.000 hab. — avec son abominable école de peinture. C'est loin d'être une ville intellectuelle.

Sa bibliothèque compte 110.000 volumes. Elle a été transférée en août 1906 au Kunstgewerbe-Museum en attendant

son domicile propre. Il n'y vient guère que 22 personnes par jour..

Nous sommes loin des chiffres anglais et très près de la France. Mais cette bibliothèque est toute récente, elle s'est accrue en un an de 3.835 vol., dont 2.511 par achat, on y a utilisé 10.823 vol. en 1905, 14.041 en 1906 ; elle est ouverte jusqu'à 7 heures du soir et a reçu en 1906, des bibliothèques d'autres villes, 448 vol. prêtés. Et non loin de là, Krupp a organisé son admirable bibliothèque libre, sur le modèle des *librairies* anglaises.

Cologne a rebâti sa bibliothèque dans de bonnes conditions avec des tendances modernes. La construction a duré 3 ans, 1894-97. La place est prévue pour 300.000 volumes avec magasins supplémentaires à construire. La salle de lecture, de 15 m. sur 10, n'a que 40 places, elle est bordée de deux côtés par des magasins couvrant plus de double en surface. De petites salles pour les périodiques, une salle de prêt, une salle d'exposition complètent l'ensemble.

En 1878, on ne prêtait guère plus de 100 vol. par an. De 1880 à 1890 le nombre passa de 1.800 à 9.900 et celui des visiteurs de la salle du travail atteint 18.000, dont un grand nombre de femmes.

Horaire absurde, qui rappelle notre Sainte-Geneviève : 10 à 1 et 4 à 8, avec modifications 2 jours par semaine.

Fin 1907, elle possède 215.000 vol. et un budget d'acquisitions de 16.000 marks.

Mais ce qui est plus utile à signaler, et à envier, c'est la bibliothèque de l'École supérieure de commerce qu'on vient d'y bâtir, avec 2 salles de lecture (professeurs et élèves), 2 magasins prêts à tenir chacun 70.000 vol., et qui s'ouvre avec 30.000 volumes et 300 périodiques à consulter.

Nous avons une école de ce genre à Paris, elle a 4.000 volumes ; d'ailleurs la façade en est belle et le quartier élégant.

FRANCFORT (335.000 hab.) possède deux grandes bibliothèques. Celle de la ville atteint en 1907 322.901 vol. Le budget total de 124.350 marks comprend 47.350 m. d'acquisitions. Elle ouvre de 10 à 1 et 4 à 8. Et le nombre de lecteurs est de 13.167, le prêt de 15.079 vol. L'accroissement de l'an 1907 est de 7.994 vol. Sur 5.053 vol. achetés, les mathématiques en

ALLEMAGNE 1908

BIBLIOTHÈQUES	HABITANTS en milliers	NOMBRE de volumes	BUDGET d'acquisitions et reliures en francs	Sont à part : les Universités, les bibl. populaires, l'Alsace-Lor- raine, la Pologne, Berlin, Mun- nich, Dresde, Carlsruhe, Stutt- gart, Francfort, Cologne, Hambourg, etc. Voir l'Index.
Aix-la-Chapelle	146	100.000	9.375	
Altenburg	40	66.000	4.500	
Altona	175	43.000	2.500	
Augsbourg	95	200.000	5.625	
Bamberg	46	300.000	11.250	
Brême	235	130.000	17.500	15.726 lecteurs, 23.780 prêts. Diffé- rentes sociétés concourent à la Bi- bliothèque. Voir l'Index.
Breslau (ville).	467	150.000	40.982	Université. Voir tableau ci-dessus.
Brunswick	136	37.500	5.000	
Bückerburg	5	66.000	1.500	
Cassel	143	198.500	13.750	Total 55.875 fr. — Comm. 12.020. — (1) Biblioth. Murhardt, fondée en 1863 — Prêt, 17.132; lect. sur place, 11.350.
		(1) 138.394	12.500	Ouv. de 4 à 6 h. — Bibl. du Gymnase, 32.000 vol.
Coblence	47	37.000	2.250	
Cobourg	23	70.000	1.400	
Constance	24	30.000	1.625	
Dantzig	159	136.000	15.000	
Darmstadt (Hofbibl.)	83	490.000	31.835	13.325 prêts et 1.062 hors ville. 88.000 comm. sur place. Bücherhalle, voir l'Index.
Detmold	13	110.000	6.625	Nouvelle bibl. Voir l'Index.
Dillingen	6	50.100	4.612	
Dortmund	181	30.000	3.750	
Dusseldorf	252	50.000	11.275	Voir ci-dessus.
Elberfeld	163	28.000	12.500	Depuis 1901. — B. total 44.415.
Elbing	56	30.000	950	
Erfurt	94	55.000	1.500	
Fulda	20	82.000	3.750	
Gotha	36	188.000	12.875	
Halle (ville)	169	80.000	7.750	Université. Voir ci-dessus.
Hanovre	252	200.000	11.000	4.423 lecteurs sur place, 10.269 vol. prêts. B. total 40.750. — Bibl. de la ville, 80.000 v. — Achats : 7.750 fr. H ^e École technique : 175.000 vol.
Hildesheim	46	38.500	2.500	Ouv. en 1888.
Lubeck	92	118.242	10.125	Personnel, 10.000.
Magdebourg	240	30.000	6.250	Ouvert de 10 à 2 heures.
Mannheim	155	63.000	3.000	34.209 v., plus diverses collections. — Prêt, 4.172 vol 8.042 lecteurs sur place.
Mayence	91	200.000	12.000	Personnel : 30.875. Prêt, 14.000 v. Sur place 30.000. — Bibl. du Séminaire (150.000 vol.), ouverte pour les li- vres qui manquent à la ville.

ALLEMAGNE 1908 (Suite)

BIBLIOTHÈQUES	HABITANTS en milliers	NOMBRE de volumes	BUDGET d'acquisitions et reliures en francs	Sont à part : les Universités, les bibl. populaires, l'Alsace-Lor- raine, la Pologne, Berlin, Mu- nich, Dresde, Carlsruhe, Stutt- gart, Francfort, Cologne, Ham- bourg, etc. Voir l'Index.
Nuremberg....	285	100.062	3.750	
Oldenbourg....	35	122.000	11.250	
Passau.....	20	36.000	3.800	
Ratisbonne....	49	(1) 47.000	2.500	(1) Bibl. Royale.
Schwerin.....	42	(2) 225.000	9.375	(2) Bibl. Thurn et Taxis. total : 6.000 fr.
Stettin.....	229	35.000	12.500	Biblioth. du Gymnase : 36 000 vol. Acq. 1.000 fr.
Stralsund.....	31	70.000	625	
Weimar.....	31	270.000	6.875	Crédit net pour achat. Budget total : 13.438 fr.
Wolfenbüttel..	19	300.000	6.257	Crédit total 17.875. Catalogue : 3.750 fr.
Worms.....	45	50.000	6.875	Paulus-bibl. et Bücherehalle connexes. Budget commun.
Wernigerode..	13	117.000	1.375	Prêt : 1.857.
Wiesbaden....	100	155.000	25.137	Personnel : 29.737. Catalogue : 10.000 fr.
Zwickau.....	69	20.000	25.000	

Autres bibliothèques importantes à Dessau, 90.000 vol. Donaueschingen, 104.000, Neu-
strelitz, 130.000, Cobourg, 70.000, Meiningen, 100.000, Metten, 80.000, Trèves, 90.000,
Warimbrunn, 80.000 vol. et de moindres à Aschaffenburg (30.000 v.), Lunebourg, (36.000),
Sigmaringen (40.000), Eutir (36.000), etc.

comptent 1.548. Il y eut 2.692 vol. donnés, dont 468 de mathématiques.

La bibliothèque publique de Carl von Rothschild date de 1887 ; elle a de belles collections d'art, de musique, de linguistique et philosophie. Mêmes heures. 29.646 personnes ont rempli les 70 places en 1906. On a prêté 18.916 vol. Le budget est de 44.000 dont 12.000 pour achat et impressions. On imprime beaucoup.

Les autres villes d'Allemagne qui possèdent des bibliothèques importantes peuvent se grouper dans le tableau ci-joint.

Nous réservons pour la seconde partie de cet ouvrage de parler des *Bibliothèques libres* ou populaires d'Allemagne, l'œuvre de Krupp à Essen, le réseau de bibliothèques de quartier à Berlin, et Hambourg, Altona, Dortmund, Elberfeld.

Les bibliothèques générales modernes, les primaires ou

celles de tout le monde, sont encore dans un état très inférieur en Allemagne. La *Minerva*, annuaire allemand des bibliothèques, ne connaît pas les villes de *Barmen* (153.000 hab.), *Liegnitz* (68.000), *Solingen* (49.000) *Remscheid* (64.000), *Furth* (60.000) *Pforzheim* (59.000). *Hagen* (77.000), *Flensburg* (53.000), etc.

Si *Brunswick*, Braunschweig d'Allemagne (136.000 hab.), a, depuis 1861, une bibliothèque qui dépense 5.000 francs d'achats et reliures par an, et atteint, en 1908, le chiffre de 37.500 volumes, Brunswick du Maine aux États-Unis (6.012 hab.) possède 8.355 vol. et dépense 7.500 fr. en achats seulement.

Tout l'effort allemand a porté jusqu'ici sur l'instruction supérieure et technique.

C'est l'importance industrielle de cette haute culture que nous avons voulu signaler. Nous savons que de grands efforts sont faits aujourd'hui en France, mais on se lasse vite dans notre pays, et l'œuvre à accomplir est longue. Cependant, pour l'instruction primaire, si en retard jadis, elle est accomplie.

L'Allemagne a gardé beaucoup de son sectarisme professoral. Ces bibliothèques si accueillantes aux philologues restent revêches au public. C'est malheureusement ce côté étroit d'orgueil académique qui fait rêver nos bibliothécaires et qu'ils rêvent d'imiter. Ils ont tort. Les Allemands voyagent, connaissent les *free libraries* d'Amérique et d'Angleterre, les admirent, et déjà en établissent chez eux.

Nous n'avons malheureusement ni bibliothèques libres, ni — hors Paris — de centre intellectuel qui puisse se comparer au réseau organisé de centres d'instruction supérieure en Allemagne.

Nous comptons généreusement quand nous évaluons que Bordeaux, Lyon, Lille, Rennes et Toulouse ont de 80 à 115 mille de volumes vrais, Nancy ayant 141.000, et tout le reste bien au-dessous, — alors que les plus pauvres Universités allemandes ont des chiffres supérieurs à 150.000 et 10 au moins d'entre elles plus de 300.000 volumes.

Il reste hors de doute que l'Allemagne a une quarantaine de véritables centres intellectuels, contre la France de quatre à sept, après pointage.

Or les 21 universités allemandes, n'auraient-elles que des chiffres de misère française, elles seraient encore bien supérieures ! Comment cela ? Economie allemande, autonomie

réelle. organisation supérieure... oui, certes. Mais il y a mieux, c'est le prêt.

Le prêt à domicile y est, comme partout en Allemagne, bien plus important que la lecture sur place. Les élèves même peuvent garder un mois (6 semaines à Kiel), une douzaine de volumes au moins (20 à Giessen) et obtenir des prolongations.

En outre, le prêt de bibliothèque à bibliothèque, récent chez nous, et difficile, fonctionne depuis longtemps. En 1896, Strasbourg expédiait 5.247 volumes.

Le prêt dépose à Marburg ou Rostock tous ceux des 500.000 volumes de Heidelberg ou de Göttingen dont Marburg ou Rostock ont besoin, cela directement, avec un minimum de formalités. En 1904, Giessen prête en ville 25.998 volumes, en expédie 1801, en reçoit 1.117. Tübingen en un an expédie 2.410 volumes. Rostock a en puissance le million de volumes de Berlin !

L'on nous dira que les bibliothèques des Universités ne sont pas les seules, et qu'il faut compter celles de la ville. Mais la disproportion n'en serait que plus écrasante. Munich ajoute un million de volumes, Breslau plus de 300.000 à ceux de leurs Universités. — Bordeaux et Toulouse, Lyon, Lille, Montpellier, Marseille, Nancy, Grenoble et Besançon ajouteraient de 100 à 200.000 au plus. Alors il y a Paris... Mais à Paris ils sont trop, et l'on ne peut admettre les étudiants à la Nationale. Si on le fait pour quelques-uns, c'est par faveur souvent injuste.

Les Universités allemandes étant généralement beaucoup plus anciennes que les françaises, leur richesse en livres ne peut nous étonner. Mais ces livres, ces vieux livres ne servent que les littéraires, historiens, philologues; on pourrait « rattraper » si les budgets, au moins pour les nouveautés scientifiques, étaient égaux. Il n'en est rien.

Remarquez bien que, dans notre tableau, ces crédits d'achats comprennent les catalogues, publications, reliures. C'est avec 18.070 francs à Caen, 10.500 à Besançon — et ces gros chiffres sont tout récents, — que le Bibliothécaire doit fournir les livres et périodiques indispensables aux Lettres, et à toutes les sciences, mais par-dessus le marché cataloguer, voire relier les encombrants envois de l'Etat. Une fois payés sur le même budget le carton des fiches et l'emballage des périodiques, il reste juste de quoi acheter une plaque de marbre pour y inscrire le nom des bienfaiteurs futurs.

Nous ne nions pas qu'un effort a été fait ces dernières années. Nous devons rectifier beaucoup de chiffres, sur épreuves, et peut-être adoucir quelques conclusions. Cette année a vu s'ouvrir de nouveaux locaux à Lyon, Lille, Dijon. Les rapports au ministre pour 1906-7 ne parlent pas tous des bibliothèques. Mais le rapporteur de Dijon dit qu'à présent « notre Bibliothèque nous donne pleine satisfaction ». Cependant :

Le mur des magasins où doivent s'abriter nos trésors d'art et notre florissante école d'histoire est, en effet, lézardé et les étais en sont pourris ; quant à la toiture elle est à jour, ou peu s'en faut et la pluie la perce à son aise... Quand on songe que, bon an mal an, nous attirons à Dijon de 100 à 200 étudiants étrangers, nous ne pouvons sans rougir songer à ce que ces jeunes gens raconteront chez eux de la ville qui possède une telle Faculté des Lettres ; alors que tant de cités allemandes ou anglaises possèdent, pour en loger les mêmes cours, de véritables palais. (*Rapports des Conseils des universités, 1906-1907. M. Legras, rapporteur.*)

Lille a inauguré le musée houiller, la maison des étudiants, et la bibliothèque.

Cette bibliothèque doit devenir le cœur de notre Université ; c'est de ce centre commun que doivent rayonner les fluides nourriciers destinés à porter dans tous nos membres la force et la vie. Il importe que ce moteur essentiel fonctionne non seulement avec une régularité parfaite, mais encore avec une puissance proportionnée à celle des organismes dont il doit assurer l'entretien. (*M. le Dr Th. Barrois, rapporteur.*)

Or non seulement les crédits « ne suffisent plus aux exigences réelles de nos enseignements », mais l'absence de personnel rend le service courant de plus en plus difficile. De personnel de garçons, bien entendu ; il y a toujours assez de bibliothécaires. Et cette année la Faculté a pris à sa charge le traitement du concierge.

A Marseille, à Besançon, à Grenoble, l'insuffisance des locaux est àprement signalée. A Toulouse, dont l'accroissement de livres annuels a passé de 9.202 à 11.628, et où les lecteurs varient de 133 à 325 par jour, « nous ne pouvons plus donner satisfaction aux demandes ».

L'administration seule de nos bibliothèques est isolée de leurs Universités. Leurs bâtiments ne le sont pas !

Halle, Greifswald, Kiel, Göttingen, Leipzig, Bonn ont inauguré de nouvelles bibliothèques de 1880 à 1892. Leipzig coûta 141.100 marks pour le bâtiment, et 285.000 pour l'installation et rayonnage en fer. En 1895, Strasbourg, qui coûta 1.700.000 marks. Depuis, Kœnigsberg (700.000 marks), Marburg, Freiburg (terrain, 176.000 M., construction, 739.700 M.,

install., 159.164 M.), Heidelberg, Giessen. Ascenseurs, lumière électrique, rien ne manque..

Nous avons reconstruit la Sorbonne, et à grands frais.

On aurait dû et pu installer la bibliothèque dans un bâtiment séparé, aménagé *secundum artem*. Au lieu de ça on lui a attribué dans la Sorbonne même des locaux tout à la fois mal agencés, obscurs et trop étroits. La nouvelle bibliothèque de la Sorbonne est de celles qu'on démolit en Allemagne pour en faire de neuves. (*J. Laude.*)

On a calculé que l'Allemagne dépensait plus d'un million en achats de livres : 803.000 marks rien que pour les bibliothèques fournissant des statistiques (Prusse : 418.000, Empire : 149.000, Villes : 178.000. Sociétés diverses : 53.000). L'on peut évaluer que c'est trois ou quatre fois les crédits de la France tout compris. La Prusse prise seule a à peu près un million de moins d'habitants que la France. Nous avons donné les budgets français. Ils n'atteignent pas 300.000 francs.

En résumé, 23 centres complets et approvisionnés pour les études supérieures, 12 bibliothèques géantes capables de fournir une « bibliographie », et l'essor tout spécial et si important des Hautes Ecoles techniques...

Peut-être ceci explique-t-il bien des choses ?

L'Allemagne, par le grand réseau de ses riches bibliothèques universitaires, le prêt fonctionnant entre elles, la perfection minutieuse de ses catalogues, la systématique et savante organisation de son commerce de librairie, a pris depuis longtemps la tête du mouvement scientifique mondial. L'exactitude et l'économie, l'ancienneté aussi ont suppléé grandement à l'abondance pécuniaire de l'Amérique. Auprès de la France, le mot de *faste* serait trop faible pour qualifier l'effort fait par l'empire pour fournir des outils à la science germanique.

Et tout ceci a été dit. Quel professeur français n'envie pas la situation matérielle et morale d'un professeur allemand ! que de facilités non seulement d'enseignement, d'existence, chez ces personnages mieux payés, mais aussi de loisir, d'étude générale, désintéressée...

Voilà peut-être ce qu'on ne comprend pas, c'est le rôle pratique, utile de ces études *supérieures*, de ces professeurs au-dessus des professeurs qui enseignent : ceux qui s'instruisent.

Ne croyez pas que je sorte ici du petit sujet des bibliothèques. Nous avons bon nombre de savants. Ils sont professeurs. Tous vous diront les tâches absorbantes, écrasantes et niaises — examens, commissions inutiles, etc. — qui volent vraiment

le pays en consacrant à des besognes vaines des forces utiles.

Et puisque les bibliothèques ne prêtent guère, qu'elles ont des heures, des règlements, et peu des livres, c'est archi-le-sujet de parler de ce métier, — le métier de professeur — le seul susceptible en somme, avec celui de rentier, de faire progresser les sciences. Il faut laisser aux savants ou du temps à Paris ou des livres en province.

A Paris! Paris même, nous l'avons vu, est loin d'offrir l'usage bien pratique de ses ressources scientifiques.

Berlin a tout d'abord ce qui manque à Paris, un *guide* pratique indiquant quand, où et comment on trouve les livres dont on a besoin, le *Berliner Bibliothekenführer, herausgegeben von P. Schwenke und A. Hortschansky*. (Berlin, Weidmann, 1906.) Il y a dans ce guide environ 5 millions de livres dont on donne l'adresse dans des bibliothèques publiques ou demi-publiques.

1° Le *Gesamtkatalog*, entreprise englobant les Universités du royaume et la Bibliothèque Royale.

2° L'*Auskunfts-bureau*, dirigé par l'ancien directeur de la Bibl. Royale. et qui occupe 3 bibliothécaires et 12 aides scientifiques. Ce bureau s'occupe de rechercher la présence d'un livre dans une des bibliothèques publiques; il répond à toute demande accompagnée d'un timbre en indiquant où l'on peut avoir communication de ce livre, en le faisant venir à la bibliothèque de votre pays, en le faisant acheter au besoin.

3° Les bibliothèques générales. D'abord, la *Bibl. Royale* (voir ci-après), puis la *Stadtbibliothek*, 70.000 vol., budget d'achats, 27.900 M., la *Göriz-Lübeck-Stiftung*, 40.000 vol., enfin les bibliothèques populaires dont nous parlons plus loin, riches de près de 200.000 volumes, plus 30.000 à Charlottenburg.

Les autres sont divisées ainsi :

Université. — 196.163 vol. et 233.818 thèses et brochures en mars 1907. Budget de 121.353 marks, dont 38.555 pour achats et matériel. Prêt en 1906 : 58.950 vol. Reçoit un ex. du dépôt légal de Brandebourg.

Bibliothèques des séminaires et instituts de l'Université. — 54 sont énumérées. (Droit, langues orientales (20.000 v.), zoologie (21.000 v.), océanographie, maladies infectieuses (4.000 vol. plus les 27.000 vol. du Dr Koch), botanique (13.000 vol.) etc.).

Ecoles supérieures spéciales. — *Haute école technique*. 98.000 vol. Budget d'achats : 17.400 M. — Ecole d'agriculture, 52.000 vol. Académie technique militaire, 80.000 vol. — Académie de Guerre :

94.487 vol. et 100.000 cartes, de médecine militaire, 61.150 vol. — Beaux-Arts, sémi. israélite, etc.

Institutions scientifiques, académies, musées, etc. (Kunstgewerbe-Museum, 34.000 vol. et 150.000 photos. Musée royal, 30.000 v.)

Bibliothèques d'écoles. — Sont énumérées 40 bibliothèques d'écoles, gymnases, etc. Quelques-unes sont riches ; plusieurs gymnases ont plus de 10.000 volumes, celui *zum Grauen Kloster* 31.000, le K. Joachimsthal'schen G. 40.000, le Wilhelm G. 20.000 ; très peu ont moins de 5.000 vol. et le budget d'achats est rarement moindre de 4.000 fr. Les 2 musées scolaires ont 17.000 et 36.000 vol.

Bibliothèques de l'Administration. — Le Reichstag a 461.500 vol., la Chambre des députés 90.000 ; les budgets d'accroissement sont de 30.000 et 15.000 marks ; la Chambre des seigneurs a 55.000 vol. et 5.000 m. Les bibl. des secrétariats sont riches aussi : Intérieur ; 50.000 vol., achats 22.000 M. ; conseil de statistique, 60.000 vol., conseil sanitaire, 57.000 vol., bureau des brevets, 100.000 ; Justice, 60.000 ; Postes, 44.000 ; Commerce, 65.000 ; etc. Les ministères ont des bibliothèques fort riches (Justice, 71.500 vol.), dont les budgets d'achats dépassent 5.000 M.

Citons encore la Cour suprême, 84.000 vol., achats : 6.000 M. ; l'Etat-major général 80.000 vol. et une quinzaine de mille francs d'achats, etc. En tout 43 bibliothèques.

Bibliothèques des églises.

Bibliothèques de 29 sociétés savantes.

Bibliothèques des corporations. Celles des marchands, 19.000 vol.

Bibliothèques des sociétés d'intérêt public (végétarienne, féministe, etc.), bibl. confessionnelles, de sport et autres.

Bibliothèques de prêt. Deux institutions très importantes : celles de Hermann Bahr, celle de Struppe et Winckler, chacune ayant de trois à quatre cent mille volumes (droit, sciences politiques, etc.) et prêtant pour 50 pfennigs.

Bibliothèques privées.

La Bibl. Royale de Berlin ne peut se comparer à notre Nationale, dont elle n'est que le tiers, et Berlin n'est point Paris.

Cependant ses progrès sont tellement rapides... Son budget actuel est de 767.755 francs, presque égal au nôtre, et je dirai même supérieur puisque la Bibliothèque de Berlin n'a pas à s'occuper des médailles, qui sont au musée, et à entretenir une salle publique, service rendu par la Stadtbibliothek, dont le budget est de 205.330 marks.

Le budget d'acquisitions est de 146.400 marks, soit pour manuscrits et imprimés 50.000 francs de plus que chez nous.

	Achats et dons.	Dépôt légal.	Prix des achats en marks.
Généralités	1.728	1.019	8.802,09
Théologie	937	850	6.047,11

Droit, Economie politique.....	1.510	1.450	7.786,08
Médecine.....	700	529	6.376,88
Sc. naturelles et mathématiques...	1.112	508	12.416,13
Economie, technologie, etc.....	770	1.119	1.645,16
Histoire et sc. auxiliaires.....	4.395	1.580	24.343,99
Langues et littérature.....	2.139	2.291	24.246,48
Philosophie et pédagogie.....	266	724	1.337,32
Art.....	390	495	4.117,31
Thèses et publ. d'écoles.....	1.630	13	117,23
	<u>15.577</u>	<u>10.578</u>	<u>83.235,78</u>

Si nous nous plaignons en France de l'importance exagérée donnée aux sciences historiques, que dire de l'Allemagne ! Le dépôt légal, image de la réalité, ne laisserait qu'un dixième à l'histoire, mais les bibliothèques lui donnent plus que le quart de leur argent.

Le personnel est de 100 personnes. Il n'a pas à répondre aux besoins courants du public. Un règlement demandait carrément deux heures pour communiquer un livre. C'est un établissement scientifique, et c'est dans le sens supérieur que les efforts ont porté. Il y avait en 1892 25 serviteurs et 25 bibliothécaires ou fonctionnaires supérieurs. Il y a aujourd'hui 36 serviteurs et 53 fonctionnaires. Le budget d'appointements a doublé en 15 ans. Tant par les traitements que par le choix, la Prusse a relevé les niveaux; nous faisons le contraire.

Voici les chiffres de Berlin, en marks :

	1892	1903
Personnel (1).....	210.730	386.580
Matériel : Acquisitions, reliures....	202.894	227.624
	<u>313.624</u>	<u>614.204</u>

En 1907, personnel et indemnités de personnel : 445.800 marks. Achats de livres et reliures, 186.400 m. Autres dépenses 75.894; impressions, 21.000; bâtiments, 12.150. Total : 741.244, soit 926.555 francs.

Ouverte de 9 à 7 heures, elle a donné au prêt une importance de plus en plus grande :

Communications	1892	1904
Sur place.....	85.000	22.256
Prêt à Berlin.....	190.000	289.442
— au loin.....	6.000	187.857
	<u>281.000</u>	<u>499.555</u>

(1) Nous donnons le détail du personnel, comparé au British et à la Nationale, pp. 278 et suiv. Pour les bibliothèques populaires de Berlin, voir livre II, chap. v.

Ces chiffres montrent le caractère même de l'institution, qui s'occupe moins de donner aux journalistes et aux passants des renseignements rapides que de donner aux savants des facilités exceptionnelles.

Voici le détail des demandes, pour l'année 1906 :

Bulletins de demande : 453.163. Livres communiqués 346.932, soit 75,56 p. 100. Le quart refusé comprend 68.489 prêtés, 30.729 nos existants, et 7.213, soit 1,59 p. 100 non prêtés. La facilité du prêt a causé de 15 à 17 p. 100, ces dernières années, de refus ou d'attente.

Emprunteurs : 8.862 comprennent : 2.886 étudiants et candidats, 1.384 gens de loi, fonctionnaires, etc., 1.204 professeurs.

683 médecins, 524 commerçants, ingénieurs, etc., 353 gens de lettres et artistes, 229 militaires, 195 membres de sociétés savantes, etc. Sans profession : 353 hommes, 802 femmes.

Le total des volumes prêtés est de 306.554, soit 17.012 de plus que l'an précédent. Les volumes expédiés hors Berlin montent à 23.699, dont 12.694 retours de volumes prêtés à Berlin, et 11.005 de Berlin. Il y eut 283 emprunteurs, dont 263 bibliothèques, instituts, etc.

Salles. — La grande salle n'a ouvert que 298 jours. Elle a reçu 138.919 lecteurs, dont 7.094 femmes. Soit par jour 468 personnes.

La *Salle des Journaux* a reçu 38.168 lecteurs (129 par jour). 423 nouveaux périodiques, dont 111 achetés, 196 déposés. 277 sont allemands, 536 français, puis 13 espagnols, 12 italiens, etc.

Nous ne suivrons pas dans le détail les progrès dans la science de cette ville neuve. Nous voudrions parler d'ethnographie, de musées, que sais-je...

Donnons simplement quelques chiffres de budget :

	1892	1905
<i>Université</i> . Total	2.512.490 m.	4.019.466 m.
Part de l'Etat.....	2.401.000	3.387.319
Bibliothèque. Personnel. Acquisi- tions.....	28.600 15.200	63.000 58.555
Haute Ecole Technique.....	261.000	588.800
K. Landwirtschaftliche Hochschule.	250.730	424.080

Je voudrais faire remarquer tout particulièrement que l'effort allemand est *continu*. Ce n'est pas une crise, un subit relèvement, l'expansion naturelle au lendemain d'un triomphe. Lorsque, dans le chapitre précédent, j'insistais sur la nécessité d'assurer des revenus à la science, de la soustraire enfin aux caprices budgétaires, je songeais au caractère ou aux nerfs des Français tout spécialement, capables d'effort intense, mais se reposant après, toujours enclins à considérer que l'effort fait est définitif, et dispensera de travail les siècles à venir.

L'Allemand est plus inerte, et continue à marcher une fois parti. La part immense faite à l'enseignement supérieur dans le budget de l'Empire n'a pas cessé de grandir. Ces toutes dernières années ont vu des majorations sensibles. Dans nos comparaisons, nous prenions pour la France un recul de plus de vingt ans. Ici treize seulement...

Nous avons vu la Bibliothèque de Berlin doubler dans ces treize ans, atteindre notre Nationale. Voici d'autres budgets :

Les chiffres sont en marks :

	1892	1905
	Marks.	Marks.
Munich. (538.000 hab.)		
Université. Bibliothèque.....	28.500	46.00
Bibliothèque royale :		
Nombre de fonctionnaires..	12	24
Budget : Personnel.....	83.000	49.040
Dépenses.....	11.000	18.800
Acquisitions.....	70.000	85.000
1907 : 1.100.000 vol. Prêt, 1906 : 120.000.		
Dans la ville, 24 000 au dehors, 180.000 comm. dans la salle.		
Dresde. (512.000 hab.)		
Bibliothèque Royale. Personnel.....	37.700	69.000
Achats.....	0.000	42.000
Prêts en ville 20.059, au dehors 4.587.		
Une bibl. de la ville : 30.000 vol. Haute Ecole technique. 49.120 vol. 179.773 brevets allemands, 658.516 anglais ou américains. Prêt : 8.105 vol.		
Sur place : 20.672 vol. et 302.347 brevets.		
Leipzig. (507.000 hab.)		
Université. Total.....	4.897.822	3.097.495
Bibliothèque.....	36.000	68.570
Ville. Bibliothèque.....	15.000	24.000
Univ. 555.000 vol. — Ville, 123.000 vol. —		
En outre Bibl. du Reichsgericht, 145.000 vol.		
Pour achats annuels 27.000 marks. Bibl. de Musique Peters, 12.000 vol.		
Carlsruhe (411.000 hab.).		
Haute Ecole Technique.		
Total.....	359.700	636.000
Part de l'Etat.....	251.200	399.000
Bibliothèque Grand-ducale.....	25.500	41.450
[196.311 vol. — 43.939 comm.]		
Stuttgart (241.000 hab.).		
Haute Ecole Technique.....	293.128	554.392
Bibliothèque provinciale. Personnel...	35.373	7.832
Acquisitions.....	27.100	38.000
Dép. et Catalogues.....	1.840	22.000

[Comm. 74.579. — Hofbibl. : 145.000 vol. — Bibl. commerciale : 77 600 vol. — Achats : 11.700 m.].

Strasbourg (167.000 hab.).

Université. Total.....	988.575	1.292.140
Bibliothèq. Personnel.....	54.700	69.870
Dépenses.....	11.250	14.750
Acquisitions.....	55.000	58.300

[1906 : 898.000 vol., 146.013 comm et prêts, dont 8.774 envois hors de la ville.]

Bibl. de la ville : (120.000 vol. 7.242 lecteurs. Acquisitions, 3.600 M.

Quant à Berlin, la volonté d'en faire une grande capitale et un centre intellectuel ne s'est pas démentie. Et on ne peut dire encore que ce soit là de la force prise à la province.

La grandeur de l'Allemagne est dans ces centres intelligents, nombreux, épars dans l'Empire. C'est un gros insecte, à plusieurs ganglions nerveux, et celui de la tête n'est pas le plus important, quoiqu'il commande aux pinces, mâchoires et mandibules. Nous ne connaissons que trop à Paris l'Allemand de capitale; ce n'est pas la bonne espèce, quoiqu'elle bourdonne fort. La chair d'Allemand se gâte vite; la grande ville ne lui vaut rien.

Berlin est encore loin d'avoir mangé l'Allemagne. Celle-ci se défend bien, et les plus vieilles villes donnent leur effort intense, se font vivantes, modernes. Combien de villes endormies dans la vieille Allemagne? Très peu, et je n'approuve pas Münster, Brême, Halle, de gratter leur vieux gothique et de salir leur neuf pour que tout cela fasse la même pâtée moyen-âge-bierhalle-restauration. Non, le kaiser en saint de pierre, dans sa niche du portail de la cathédrale de Cologne, n'a pas le goût moins sot que les dames d'atour de notre impératrice qui ornent la cheminée dans le coco moyen-âge du château de Pierrefonds... Et nous savons que là-bas on menace Heidelberg! Si l'honorable M. Lot demande qu'on fusille les critiques d'art amateurs, quel supplice réserve-t-il aux professionnels! C'est la loi du talion que méritent les restaurateurs, et ne leur devrait-on pas raboter un peu le nez que l'esthétique réprouve, barbouiller de blanc les yeux dont la statue grecque n'admet point les lunettes... Ah! qu'un hadigeon blanc ferait mieux sur un Herr Professor que sur n'importe quel Dom...

Cependant, quand on revoit les plaines champenoises ou du Nord, la joie de voir des sourires, des formes d'êtres plus complexes que le carré parfait ou la circonférence, dans les

corps comme dans l'esprit, et celle d'ouïr une langue qui construit à l'endroit, s'altère un peu, ne fût-ce qu'à regarder par la portière...

Que c'est laid, ces maisons carrées, ces jardins murés, maisons de campagne qui semblent des casernes à vieux, qui se boudent les unes les autres, ces maçonneries mauvaises à autrui, qui ne laissent pas un ornement, fût-il de mauvais goût, au passant du chemin. Et que c'est triste, les villes sans théâtre, sans bal, sans musique, sans même une brasserie gaie, — sans libraire, sans bibliothèque...

Ce n'est pas la France, cela, la France qu'on nous apprend, celle qui devait être jadis, celle qui nous a laissé de vieilles maisons ornées, de petites rues gaies, et même des théâtres qui sont toujours à louer. C'est quelque chose d'aigri en vieillissant, sans doute, qui ne bouge plus de ses murs, ne sort plus, ne reçoit plus, ne lit plus. Même les rires d'enfants, on ne les entend plus... Craignent-ils de troubler un sommeil?

§

C'est à partir de l'an 1885 environ que nous marquerons un point critique pour la France. C'est vers cette année-là qu'il y eut une sorte de réveil de la France impériale. Les communaux ne sont pas les seuls qui sont revenus. Le boulangisme et l'Exposition Universelle de 1889 furent des phénomènes brillants, qui apprirent à ceux des Français qui ne les avaient pas vues ce qu'on avait appelé depuis des siècles de l'Empire, et cet esprit spécial qui semblait depuis des siècles s'abattre périodiquement sur notre pays, et dont il ne guérit que par de cruelles saignées.

Je ne suis pas fort en histoire et les discours sur l'histoire universelle sont passés de mode. Cependant les enfants élevés au lendemain de la guerre, témoins de la résurrection nationale, en ont gardé quelque souvenir, peut-être quelque illusion. Ça ne pouvait pas durer...

Il est regrettable qu'ailleurs cela ait duré. Elle est dans la faible natalité, dans l'état de nos ports, de nos mines, de nos champs, de nos vignes, cette défaite insaisissable, cette défaite dont ceux qui n'ont pas vu de guerre sont témoins, dont la date rôte entre 1885-95, mais dont les effets sont devant nous... Chacun la cherche dans son métier...

Il est bien entendu que la science est un luxe, que des besognes plus urgentes d'assistance, de guerre, d'hygiène et

d'instruction primaire réclament l'argent d'un peuple, et qu'à part l'Opéra, parce qu'il fait venir les étrangers, la France n'a plus besoin de luxe.

Il est tout naturel qu'en temps de difficultés budgétaires on rogne sur la science, comme il est naturel qu'un faible, qui ne va pas, perde d'abord l'appétit.

Mais, pauvres, ils ont jeté au luxe de la science tous les trésors qu'ils purent, et chaque jour davantage, ces peuples dont les progrès nous étonnent aujourd'hui. Cela est vrai, on le verra, de l'Allemagne au Japon, qu'ils nous vendent des liquides, des étoffes, de l'article de Paris, de l'art ou de la mangeaille, qu'il s'agisse de locomotives, de bateaux, de science pure ou appliquée, mécanique, optique, produits chimiques, papier blanc ou tout imprimé, avec même des dessins dessus.

C'est aux économistes que je m'adresse, aux économistes économes. Qu'ils songent aux sages des ministères successifs qui ramenèrent la France dans la voie de la prudence et de l'économie, qui rognèrent sur les budgets des écoles, des universités, des bibliothèques, qui arrêtaient la France dans cette voie d'instruction supérieure où elle s'engageait comme les autres nations. Ecrivez cette histoire, pesez les résultats. Je doute que l'on arrive à d'autres conclusions que celle qui m'a frappé en feuilletant nos budgets comme en me promenant en France et en Europe, — c'est que ces soi-disant économes, ces avars de nos deniers publics furent des fous, des prodigues, qui ne songent pas au lendemain, et qu'en jetant stupidement à des jouissances d'un jour, qu'on nomme économies, l'argent fécond, l'argent des semences, l'argent de demain, ils ont montré la plus naïve imprévoyance.

CHAPITRE VIII

TROIS « NATIONALES »

WASHINGTON. — LE BRITISH MUSEUM. — LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

- I. — Un mot sur l'Amérique et l'Angleterre. — Les Universités. — Oxford. — Les attaques contre la Nationale à Paris.
- II. — **Washington.**
La Nationale américaine n'est pas dans la Capitale. — Richesse de la ville hors la *Library of Congress*. — Statistique des lecteurs de cette dernière. — La question de l'éclairage à la Nationale de Paris reçoit de Washington une lumière imprévue. — Caractère de ce vaste *Ministère* qu'est la *Library*. — Le Copyright. — Le Catalogue. — La Bibliographie. — Le Budget et le personnel.
- III. — **La Bibliothèque nationale et le British Museum.**
La crise de la Nationale et les plaintes contre elle. Parallèle du British Museum et de la Nationale :
- 1° *Le public.* — Statistiques comparées. Les ressources de Londres et celles de Paris. Comment le British est protégé contre l'invasion. Par les formalités d'entrée ? Non, mais par 80 bibliothèques municipales ouvertes tout le jour et bien fournies. La Nationale seule à Paris pour suppléer à l'insuffisance ou l'inconmodité des bibliothèques de quartier, des Facultés, et même des clubs ;
 - 2° *Les livres.* — Une supériorité du British : moins de livres. — L'encombrement invraisemblable et inutile de la Nationale. Fausses richesses, centuplex exemplaires. Statistique des accroissements annuels à Paris et Londres. Dépôt légal. Acquisitions. Ce qui manque à nos collections ;
 - 3° *Matériel.* — Pauvreté de la Nationale. Avantages du British Museum : Crédits, salle ronde, espace resserré, armoires suspendues et roulantes. Séparation des périodiques ;
 - 4° *Catalogue.* — L'idéal d'un Catalogue parfait a toujours empêché la Nationale d'en avoir un courant, à la disposition du public. Et on continue. Réformes urgentes ;
 - 5° *Personnel.* A. *Nombre et espèces.* — Tableau du personnel aux trois bibliothèques de Londres, Berlin et Paris. La Nationale a le personnel le moins nombreux et le plus mal payé. Magnifique hiérarchie qui ne connaît que deux espèces : les chartistes, les sous-officiers. Qu'il faut aux bibliothèques d'autres métiers : les clerks, copistes, dactyles, les jeunes gens, boys et messengers, etc.
B. *Qualité.* — Le recrutement et les examens de la Nationale. Jugement sur l'administration de ces trente dernières années. Justice à rendre à l'effort immense d'un personnel resté le même et payé moins quand la besogne a triplé ;
 - 6° *Administration.* — Les *Trustees* du British Museum, leur rôle. Utilité d'y comprendre les donateurs et leur famille. Impuissance égale de notre

administration qui ne dirige pas, et de la Direction, qui est au Ministère, et n'administre pas. L'autonomie nécessaire, ou tout au moins la capacité de « recevoir » ;

7° *Budget*. — Le Budget immobile devant l'accroissement de tout. Les deux budgets du British et de la Nationale à 20 ans de distance.

CONCLUSIONS POUR LA NATIONALE — Le prix des choses, le nombre des livres, l'instruction générale, l'éveil de l'Univers à la science... Il faut que la France fasse à présent pour maintenir son rang intellectuel le même effort pour l'instruction supérieure qu'elle vient de faire pour l'instruction primaire.

La grande réforme à la Nationale : créer d'autres bibliothèques. Les autres réformes subsidiaires : Prolongation des séances. Eclairage. Catalogue. — Nécessité d'augmenter les acquisitions et le personnel.

La salle nouvelle. Qu'en fera-t-on ?

Les dangers que court la Nationale, trop restreinte ou trop vulgarisée. Comment lui conserver et son rôle et son rang ?

I

La France a deux sortes de bibliothèques :

1° La Nationale après laquelle on crie ;

2° Les autres auxquelles on renonce.

La gloire du magnifique établissement que nous ont laissé nos pères est telle qu'elle semble ennoblir les cerveaux de ceux mêmes qui n'y vont jamais. C'est vraiment une noblesse qui dispense d'apprendre.

Cependant toute noblesse a besoin de se redorer parfois. La cotisation demandée à chaque Français pour l'entretien de cette gloire est minime. Pour l'orgueil d'avoir la plus belle bibliothèque du monde, c'est un demi-sou, un peu moins même : 0,024 par tête de Français, ou 0,25 centimes par tête de Parisien.

Les autres pays vraiment font plus que cela.

Nous venons de parler de Berlin, à propos de l'Allemagne, de l'Allemagne et de ses universités, de l'Allemagne pauvre et de ses universités riches, de l'Allemagne qui cesse d'être pauvre, parce que ses riches universités, et ses riches Ecoles techniques la font riche.

Que dirons-nous de l'Amérique ?

Nous parlerons longuement des bibliothèques libres d'Amérique. Mais de ses Universités... non. Harvard et ses 17 millions de revenus est trop décourageant pour le professeur de la Faculté des sciences qui espère le prêt d'un volume de 3 francs, et pour le bibliothécaire dont la responsabilité serait terriblement engagée devant l'Etat si ledit livre se trouvait même une heure à ce laboratoire ou à tel domicile où il pourrait servir à quelque chose... Tout ce qu'on peut dire, tant les

conditions sont autres, c'est que, sous un secrétaire d'Etat favorable aux Beaux-Arts, nous faisons, par Dieu, les bustes aussi bien que les autres. Nous manquons de place, peut-être, pour des livres, non pour l'honneur. Donateurs ! les plaques de marbre sont prêtes.

Il ne me semble pas que nous avons grand'chose à apprendre des vieilles bibliothèques de l'Angleterre. Elles sont anciennes, riches, mais les défauts des nôtres y sont plus graves peut-être. Nulle bibliothèque de province n'est aussi délaissée que les riches bibliothèques des cathédrales là-bas.

La seule chose où l'on puisse admirer l'Angleterre, c'est peut-être justement qu'elle n'a pas tenté de moderniser ces vieux nids, et qu'elle en a bâti de tout neufs à côté.

En revanche, les sociétés savantes, académies et clubs peuvent étaler leurs trésors. Nous n'en finirions pas d'énumérer les bibliothèques de plus de 50.000 volumes pour des clubs politiques ou artistiques, de centaines de milliers pour des sociétés de médecine, chirurgie et autres. Il n'est pas moins admirable qu'un peuple ait tant d'argent et qu'il en donne tant. Je suis certain qu'une enquête sur les bibliothèques de sociétés plus ou moins privées en Angleterre et en France serait d'un grand intérêt. Elle étalerait notre lésinerie nationale, mais apporterait-elle un remède simple, une commodité, une économie à faire ? Je crois que non. Du moins de ce que j'ai vu à Londres, Oxford, Glasgow, Edimbourg, — les *free public libraries* exceptées, — je puis dire que nous faisons autant avec moins, mais que vraiment notre *moins* est de l'exagération.

Oxford m'a bien déçu, même pour le canotage. Les vieilles petites villes allemandes sont autrement intellectuelles et vivantes. Il n'est point de notre sujet de décrire le beau lierre qui moisit sur les murs, ni les beaux manuscrits sur les rayons de la Bodléienne. Mais il y a l'annexe moderne. La Radcliffe library domine la petite ville de son grand dôme laid. C'est une salle bien aménagée, moderne, pourvue des récents périodiques et que peut envier Paris.

Un exemple plus grand nous vient d'Amérique, d'Angleterre, qui n'est ni la bibliothèque *nationale*, ni la *savante*, ni la *spéciale*, l'*universitaire* ou la populaire. Il semble vraiment que la *Free public Library* est une institution nouvelle dont aucune analogue n'existe chez nous, et que cela sort du domaine des comparaisons. Il y a ce que nous nommons des bibliothèques. Et il y a cela qui est autre chose. Nous en par-

lerons à part. Ce sera la seconde partie de cet ouvrage.

Cependant, quand la salle nouvelle de notre Nationale sera construite, ouverte le soir, munie de livres et périodiques neufs, nous aurons à Paris quelque chose d'analogue, sauf que ce ne sera pas là l'effort libre de citoyens s'associant pour avoir des livres en commun, mais l'Etat entretenant une ville favorite.

En montrant ce que le public faisait de la Nationale, avon-nous cru reprocher quoi que ce soit au public? Non. Le besoin d'une bibliothèque *libre et publique* est une nécessité absolue de notre temps. Il la faut; le public la prend où il peut.

Il est regrettable qu'il la prenne aux dépens de nécessités d'un autre ordre, et je ne dis pas supérieures, ou d'une élite, mais plus spéciales, aux dépens de l'instruction que j'appellerai « tertiaire », ce qui n'implique aucun mépris pour la primaire, un simple numéro de l'ordre dans lequel — lorsqu'on n'est noble ni journaliste — on l'acquiert.

Je ne pense pas que le rôle ordinaire de la Nationale soit de satisfaire aux lectures courantes, même des savants. Cependant l'insuffisance tant par argent que par organisation des bibliothèques de Paris rejette sur elle non seulement les professeurs, mais leurs élèves, et leurs futurs élèves, et ceux qui « se destinent », candidats, candidates, et non seulement des écoles, mais des ministères, des postes, des banques... — Ce n'est pas leur place! — Où iraient-ils?

Pour des raisons qui intéressent le public autant que les peines de cœur de son charbonnier déçu, la Bibliothèque nationale est fort malmenée dans la Presse et chacun y expose ses petits besoins privés. M. Faguet ne veut pas que l'on relie les livres, M. Aulard ne voit pas ce que viennent faire là ces gens qui ne sont pas historiens (1), M. Pitollet réclame pour lui-même une petite salle privée: un *box* lui suffira, mais le public gêne M. Pitollet. *Le Figaro*, toujours à la mode du jour, s'indigne sur de soi-disant « fonds non-portés » qui ne se portent plus depuis 1875 et furent déportés il y a bien dix ans. Le vol d'un volume a pris les proportions d'un malheur public, et comme on ne trouvait plus la *Salomé* d'Oscar Wilde, la presse française a fait autant de bruit que M. Richard Strauss autour de ce sot livret. Enfin pour qu'une fois de telles catastrophes

(1) *Le Siècle*, mars-avril 1907.

cessent, *le Siècle*, *le Mercure de France* et quelques autres journaux ont traduit et reproduit, in extenso, le beau règlement du British Museum qui s'est assuré, en doutez-vous ! contre tout vol possible, en exigeant que chaque lecteur soit présenté par deux témoins patentés. Le charbonnier du coin sert même à cet effet.

Nous ne doutons pas que, la Presse aidant, l'Administration en arrivera vite à des règlements majestueux. Cependant nous croyons intéressant de verser aux débats quelques faits sur les deux grandes bibliothèques que l'on peut comparer à la nôtre : Washington et le British Museum.

Sur le rôle, sur le *métier* d'une Bibliothèque nationale, il me semble vraiment que la Bibliothèque du Congrès apporte quelques renseignements.

Sur la splendeur, le service parfait, et cette merveilleuse organisation que les Français ont tous vue au British Museum, je n'aurai garde d'élever aucune objection, d'autant que, pour plus de commodité, le British Museum vient de fermer pour six mois.

Je dirai seulement ce que cela coûte.

II

LA LIBRARY DU CONGRÈS, A WASHINGTON

La République américaine n'a pas fait de sa plus grande ville la capitale.

L'on en sait les raisons. A celles de la politique qui décidèrent jadis, peut-être l'expérience en ajouterait-elle d'autres, et la santé d'une race serait à considérer lorsque s'agite le problème partout posé, à Berkeley comme à Oxford, à Iéna comme à Aix qu'on nomme Aix-Marseille, de savoir si l'espace, le calme, favorisent les études, si la fièvre des grandes villes leur est pernicieuse ou féconde... graves problèmes que chaque peuple croit résoudre à sa façon. L'avenir seul les résout en éliminant ceux qui ont mal choisi.

C'est en dehors des grandes universités — mondes complets, distincts, même quand une ville a grandi autour d'elles (même quand, comme à Cambridge, près de Boston, la rivière seulement les sépare de la grande ville), distincts, ayant leurs parcs et leurs livres, leur magnifique bibliothèque — c'est en dehors des grandes villes, ayant elles aussi leur spéciale et

magnifique bibliothèque — c'est tout à fait à part, comme leur gouvernement, que les Etats-Unis ont installé les services spéciaux qu'ils attendaient de leur BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

Nul peuple plus pratique, plus soucieux de l'actuel, nul peuple plus jouisseur; celui-là dépense son bien, il entend profiter de ses bibliothèques, quitte à user leurs livres. Toutes sont placées au centre des villes, — comme est seule, ici, notre Nationale — mais combien plus ouvertes, plus fréquentées ! Nous dirons, nous montrerons que l'Amérique a, la première, compris le rôle des bibliothèques dans la Cité, qu'elle a créé et développé cette nouvelle basilique, cet organe de sa vie communale, la bibliothèque libre, publique.

Cependant les services de leur Bibliothèque nationale sont à part. Ils sont dans une ville secondaire, Washington.

Secondaire... tout grandit. Washington compte aujourd'hui 277.000 habitants. Mais ce n'est encore rien près des villes voisines; c'est moins du dixième de Paris.

Ainsi l'insoluble problème dans lequel se débat notre Nationale, garder son rôle scientifique et de conservation devant l'affluence et l'exigence d'un public banal, ne se pose pas. Le public a beau être nombreux, plus nombreux, vis-à-vis des budgets ce n'est rien. La Bibliothèque du Congrès a pu, en servant son public, instituer tout un groupe de services généraux : dépôt légal, catalogue, bibliographie, renseignements...

Que les bibliothèques des villes suivent les besoins d'un public d'affaires ou d'un public de loisir, tous deux plus ou moins ignorants et pressés, — le rôle de la *Library of Congress* est autre.

L'accumulation de livres, en dehors d'elle, est d'ailleurs formidable à Washington. Le Sénat, les différents départements, représentent des centaines de mille volumes (Sénat, 19.000, département de l'agriculture, 82.000, etc.). Le *Smithsonian Institute* dépose ses livres dans la Bibliothèque du Congrès; l'Université de G. Washington, l'université catholique ont de bonnes librairies. A l'université Georgetown la *Riggs Memorial library*, 92.000 vol., 53.000 brochures; citons l'Observatoire naval, 20.000 vol.; le *Geological Survey*, 65.000 vol., 82.000 brochures, 35.000 cartes; le Bureau d'éducation, 85.000 vol., 130.000 brochures, la Bibliothèque de médecine militaire, 162.000 vol., 286.000 brochures, etc., etc. Enfin Washington, malgré sa Bibliothèque Nationale, a, comme

toute ville américaine, sa *public library*, à Mount Vernon Square, pour laquelle Carnegie donna en 1898 un million et 750.000 francs, sa *public library* qui doit agir sur tout le district de Colombie par ses succursales pour lesquelles Carnegie redonna en 1903 un million et 750.000 francs, — la *public library*, 93.000 volumes en 1906 et 481.463 communications, avec budget d'achats double de celui de notre Nationale : 273.200 francs. Tout cela vient aider la Bibliothèque nationale des Etats-Unis.

C'est ce qu'on ne perdra pas de vue en parcourant le *Report du Librarian of Congress* pour l'an qui finit au 30 juin 1906.

Library of Congress, 1905-1906 : — La Bibliothèque a été ouverte 362 jours de l'année, en semaine de 9 heures du matin à 10 heures du soir, le dimanche de 2 heures de l'après-midi à 10 heures du soir. Elle n'a fermé que 3 jours et les après-midi du samedi durant 3 mois d'été.

Le nombre total de visiteurs est de 811.945, soit 2.243 par jour en moyenne, mais inégalement, et suivant des lois peu différentes de celles qu'on observe en Europe. Maximum en avril : 51.632 de 9 à 6 heures et 41.398 de 6 à 10. Minimum en juillet : 28.592 de 9 à 6 et 25.289 de 6 à 10. Une hausse brusque en octobre de 9 à 6 (42.650, soit 293 de plus qu'en septembre), et une baisse en novembre (36.590 le jour et 23.254 le soir) interrompent seules la progression entre les deux extrêmes : avril, juillet. En août, on y va un peu plus le soir que l'après-midi : 32.923 et 32.700. En décembre, c'est le contraire ; 41.295 avant 6 heures, 21.485 après. C'est même le chiffre le plus bas des séances du soir.

Cette petite statistique est utile. Elle démontre que, dans une ville de près de 300.000 habitants, mais qui comprend dans ses habitants les députés des Etats-Unis, et les professeurs et les élèves d'un des premiers établissements scientifiques du monde, le Smithsonian Institute, dans une ville, dis-je, de 300.000 « habitants de choix » — la Bibliothèque, qui sera la première du monde bien avant que notre Nationale ait fini son catalogue, ne rendrait pas la moitié des services qu'elle rend si elle fermait, comme on fait chez nous, à 4 heures l'hiver et à 6 heures l'été.

Il convient d'ajouter que la dépense d'électricité a été de 11.392 fr. 50 c. Or, les services éclairés ne comprennent pas que ceux de la salle de lecture !

La Bibliothèque nationale n'a évidemment pas pour unique fonction de communiquer des livres, elle doit aussi dans une certaine mesure empêcher qu'on les lise, j'entends les « conserver ». Mais en ne regardant que le service du public, l'utilité brute de la Nationale à Paris, on peut dire que trois mille francs de lumière et moins de 20.000 fr. de salaires, pris par exemple sur les 100.000 du Catalogue, ou les bustes, ou les souscriptions aux ouvrages d'art, encouragements aux lettres, prix et concours divers, ou le service d'inspection des bibliothèques ou la direction d'icelles au Ministère, etc., etc., équivaldraient à *construire une seconde bibliothèque nationale à côté de la première*, rendant le soir, de 6 à 10 heures, des services *égaux*.

L'abondance des ressources en livres à Washington laisse supposer au public de la Librairie du Congrès une certaine supériorité sur le nôtre. La facilité d'emprunter des volumes dans la ville doit épargner toute une catégorie de demandes. Cependant des salles spéciales ont été réservées : sénateurs et représentants ont leurs salles et leur galerie à part. Le Smithsonian Institute, qui a ses livres en dépôt dans les magasins, a aussi une salle de lecture spéciale. Est-il besoin d'insister beaucoup sur les avantages de ces groupements ?

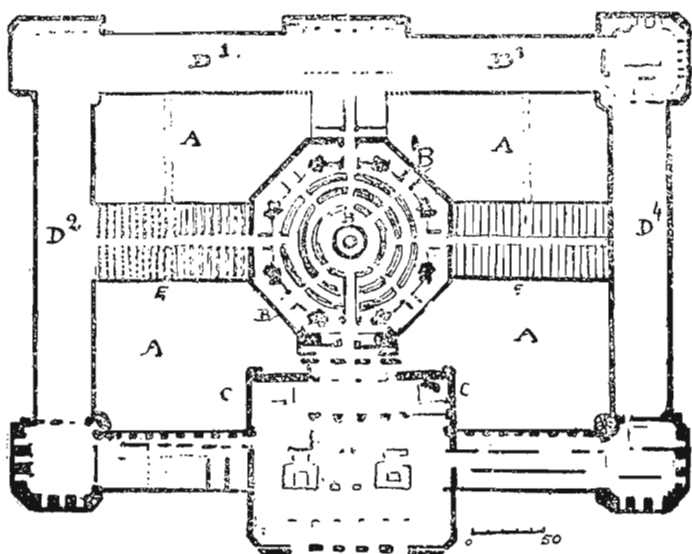
Enfin il y a dans un pavillon d'angle une salle de lecture spéciale pour les aveugles.

Le service des livres est très rapide. Outre les rangées autour de la salle circulaire, deux immenses magasins en rayonnet, d'où les volumes vont et viennent automatiquement, cueillis et ramenés par des sortes de rateaux, — moyen peu recommandé pour les livres précieux.

Cependant, en *dix minutes*, un député fait venir « à la tribune » tel document qu'il demande. Le Capitole est tout près... soit. Ajoutons cinq minutes pour un service d'automobiles entre la rue de Richelieu et le Palais-Bourbon ?

La machinerie est considérable ; il y a tout un service pour les ascenseurs, la lumière électrique, etc.

Il y a un atelier de reliure, une imprimerie spéciale, de vastes réservoirs. Les manuscrits, les cartes, les estampes, la musique forment des départements spéciaux. Mais les services qui doivent nous intéresser le plus sont ceux du Copyright, du Catalogue et de la Bibliographie.



- A. Cour.
- B. Salle de lecture centrale.
- C. (Façade). *Sous-sol* : journaux reliés, rez de ch. entrée, vestiaires, etc. au second, exposition. Dans l'Attique, cuisine, restaurant.
- D¹. *Sous-sol*. Machinerie. *Rez-de-ch.* Reliure. 1^{er} Catalogue, bibliographie au centre. 2^e : Cartes de catalogue, dépôt du Smithsonian et salle de lecture spéciale au centre. Au-dessus : photographie, réservoir, magasins.
- D². Au sous-sol magasins. Au-dessus la musique, l'imprimerie et au pavillon d'angle la salle spéciale pour les aveugles. 1^{er} étage : cartes et plans. 2^e étage manuscrits.
- D³. Administration et services du Copyright. Au 1^{er}, salles spéciales pour les représentants. Au 2^e, expositions de livres, estampes, etc.
- D⁴. Services du Copyright. Au 1^{er}, périodiques en cours. Au-dessus, magasins.
- E. Magasins.

Copyright. — Nous devons consacrer un chapitre à la grosse question du dépôt légal, mais nous ne donnerons pas ici une étude sur le *copyright* américain ; il nous a semblé qu'elle serait prématurée, car l'institution américaine est en plein remaniement ; le rapport de 1906 demande des réformes, et l'on me dit que là-bas on ne les demande pas vainement. D'ici très peu d'années nous serons mieux fixés sur cette fonction d'état. En tout cas, il y a trois points hors de question, — là-bas parce qu'on ne les discute plus, ici parce qu'on ne les

discute pas encore, — trois points sur lesquels il faut insister, quitte à nous répéter plus loin :

1° *Caractère commercial*. Il ne s'agit pas seulement d'obtenir quelques bouquins pour rien. C'est un service de protection de la propriété littéraire, et un service qui paye ses frais — et au-delà : 80.198 dollars pour l'exercice 1905-6.

2° *Unité de direction*. La Bibliothèque nationale, là-bas, est chargée du service du copyright, et centralise tous les services de bibliographie, de catalogue, de renseignements, de répartition des livres entre les autres bibliothèques de la République.

3° *Caractère documentaire*. Services de catalogue, de bibliographie publique du pays, office central de renseignements pour la République.

Nous signalons seulement ces points sur lesquels nous aurons tant à revenir. Ils suffisent à nous faire concevoir leur Bibliothèque nationale non comme un musée, ou une bibliothèque de quartier, ou une bibliothèque spéciale historique, conceptions diverses que les journalistes et historiens se font de la nôtre, mais comme un *ministère*, où sous une direction unique sont groupés tous les services concernant la propriété artistique et littéraire, les bibliothèques, les livres, l'établissement enfin et la diffusion d'une bibliographie générale.

Le *copyright* s'étend beaucoup plus loin que les livres. Aussi l'encombrement dont nous souffrons, malgré l'espace qu'il y a en Amérique, n'est pas inconnu à Washington.

Le nombre des objets déposés a été de 200.000 l'an dernier et l'accumulation dans les caves dépasse un million et demi, résidu de tout ce qui n'a pas trouvé preneur en échange, ce dont aucune bibliothèque ne veut et que les propriétaires ne réclament pas... On parle de les détruire.

Il faut compter actuellement un accroissement de 1.500 volumes reliés de journaux, la bibliothèque en possédant déjà 35.000. Un volume relié de journal égale, selon le librarian, douze volumes ordinaires.

Le tableau *suivant* donne une idée de la progression et de l'importance des opérations du Copyright.

Le Copyright fournit deux exemplaires. La Bibliothèque se débarrasse d'un, généralement par échange.

Nous donnons ci-dessous les résultats de l'accroissement général de la Bibliothèque :

LIVRES	1897-98	1900-1	1903-4	1905 6	Total de 9 ans 1897-1903
Volumes	5.575	7.746	12.967	12.893	81.203
Placards, circulai- res, etc.	4.698	5.770	3.084	3.602	40.847
Articles de jour- naux et revues..	3.262	9.010	7.883	7.833	63.779
Œuvres drama- tiques.	391	634	1.098	1.380	7.596
Périodiques (n ^{os})	13.726	17.702	20.320	22.116	162.316
Musique	17.217	16.709	21.203	24.801	180.491
Cartes et plans.	1.296	1.718	1.547	1.708	14.284
Gravures, estam- pes.	2.912	5.687	5.938	10.239	53.710
Chromos et litho- graphies	747	1.817	2.167	3.030	16.283
Photographies..	5.777	13.064	14.258	16.210	110.747
Divers.	375	»	»	»	389
TOTAL	55.976	79.857	90.465	103.821	731.645
Deux exemplai- res de chaque..	111.252	159.714	180.930	207.642	1.463.290
Photographie av. titre pour l'iden- tification des œuvres d'art..	853	2.569	3.869	3.496	23.991
TOTAL GÉNÉRAL.	112.805	162.283	184.799	211.138	1.487.281

Nombre total en 1906.	Accroissements			
	1905	1906		
Livres.	1.379.244	68.951	34.626	
		Dons.	16.348	9.452
		Acquisitions.	22.998	15.248
		Copyright, etc.	11.763	9.177
		Echanges internat.	6.474	3.522
		Doubles échanges dé- duits du total.	17.962	36.386
Cartes et plans.	89.869		6.615	7.393
Morceaux de musique.	437.510		25.934	27.158
Etrangers.	214.276		25.273	30.552

Le dépôt de l'Institut Smithsonian, les envois (15.000 ex.) des bibliothèques gouvernementales viennent grossir les totaux. Ces totaux ont un caractère d'exactitude qu'on ne trouve pas ailleurs. Une réduction de 10.373 est faite par l'assemblage en volumes pour la reliure.

Nous remarquons le dépôt des cartes, 7.393 contre 2 ou 300 à la Nationale. Sur les 89.869 numéros du total, il y a 3.602 atlas.

Nous ne parlons pas des acquisitions, pour ne pas poser, ici du moins, la question argent — mais le dépôt international fournit ici trois à six mille volumes contre quelques centaines (48 articles) que reçoit notre Nationale, volumes d'ailleurs en grande partie fournis par l'Amérique elle-même.

La musique a produit 25.086 numéros par le dépôt légal contre 6.751 à Paris. De plus, on a acheté 3.704 articles. On n'en achète pas chez nous. Kiel, Gade, Draescke, Smetana, Fibich sont entrés cette année à Washington.

La statistique des périodiques compte les titres, non les volumes.

Périodiques.	1901	1906
Dons et transferts.....	3.038	4.471
Copyright.....	1.383	2.026
Abonnement.....	823	1.340
Smithsonian Institute.....	1.981	2.631
	<u>7.225</u>	<u>10.468</u>

On a relié 30.817 volumes.

Catalogue. — Nous ne faisons que mentionner en cette place l'effort constant des bibliothécaires américains pour unifier leurs travaux, faire qu'il y ait *un* catalogue et non mille.

En 1905-1906, sans compter le Catalogue général de l'Union, il y a été fait 707.368 cartes. On n'en faisait guère plus de 600.000 en 1903. C'est en effet qu'on recatalogue 50.000 volumes et que la nouvelle classification nécessite de nombreux renvois. Une trentaine de divisions (Chronologie, Téléphone, Zoologie, Hydraulique, Chemins de fer, etc.) ont été terminées. De grands efforts sont faits pour arriver à une entente anglo-américaine pour l'unification des catalogues. Je prie ceux qui liront nos longs chapitres sur les Catalogues français de se rappeler qu'il y a des villes où on ne fait pas son pain soi-même; un marchand dit boulanger le vend tout cuit. Ainsi Washington et Boston impriment d'excellentes fiches de catalogue, les autres bibliothèques se dispensent de les faire elles-mêmes. L'Amérique va même jusqu'à l'exportation, et pense bientôt vendre ses fiches en Angleterre.

A Washington, la Bibliothèque publique, le Département d'Agriculture et le Service géologique ont adopté les mêmes règles que la Nationale. Ces quatre bibliothèques font donc imprimer des fiches qui servent indifféremment au catalogue

de chacune d'entre elles et peuvent être vendues à tous ceux qui en demandent.

Le nombre des acheteurs de fiches a été de 764, soit 155 de plus que l'an d'avant.

Il comprend :

Bibliothèques publiques de plus de 100.000 volumes.	24
— — de 25.000 à 100.000 —	69
— — de 10.000 à 25.000 —	105
— — de moins de 10.000 —	239
— d'universités.....	36
— de collèges et d'écoles.....	117
— de sociétés savantes.....	30
Libraires et éditeurs.....	16
Particuliers, maisons de commerce.....	59

La vente de fiches a produit 83.735 francs.

Il y a environ 225.000 titres de stock, dont 45.000 ajoutés cette année. Les demandes viennent surtout en quantités, les titres étant lancés en circulation par les éditeurs ou l'Association des bibliothécaires. Cependant, les écoles militaires et navales de toutes sortes, les ministères du commerce et du travail, des postes, des services généraux, de l'architecture, de géodésie, géologie, etc., ont acheté, pour simple consultation, l'ensemble des fiches intéressant leur partie.

Bibliographie. — Il ne la faut pas confondre avec le Catalogue.

La Bibliothèque du Congrès a organisé une section de bibliographie qui occupe un chef, 4 assistants, un typewriter et un boy. Cette section a dressé sur demande des listes de livres que le report de 1906 nous énumère : monopole de l'alcool, 4 pages; alliance franco-anglaise, 10 pages; réforme électorale australienne, 8; travail des enfants, 6; boycottage chinois, 2; immigration chinoise, 4; Saint-Domingue, 36; industrie du tabac, 18; assurance du travail, 9; condition sociale de la femme en Amérique, 10, etc., etc.

Cette section répond gratuitement à toute demande de renseignements.

La Nationale de France répond aussi aux lettres reçues. Ces lettres ne sont pas souvent intéressantes quand elles viennent de France, d'Amérique ou d'Angleterre. Neuf fois sur dix ce sont des recherches de généalogies et des demandes de certificats nobiliaires, parfois l'estimation d'un vieux bouquin qu'on veut vendre... Toute l'Amérique veut descendre de Lafayette.

La Nationale répond quand elle peut ou envoie une lettre imprimée invitant les gens à faire ces recherches eux-mêmes.

En revanche les demandes de renseignements allemands sont souvent indiscrètes, exigent des recherches longues et difficiles, mais sont en général justifiées par un intérêt historique, si minime soit-il, et ont toujours la forme d'un questionnaire précis. On y répond autant qu'il est possible, mais les demandes vagues : indiquez-moi un livre sur tel ou tel sujet... trouvent des réponses bien élémentaires ; il faut l'avouer, les fonctionnaires accablés de besogne n'ont guère le temps de répondre, en supposant qu'ils aient les connaissances suffisantes pour le faire, ce qui n'est guère vrai que pour l'histoire.

Un service spécial de renseignements serait tout à fait intéressant à créer. L'absurdité des demandes actuelles ne nous doit pas décourager. La bibliographie devient vraiment une science qui exige non pas une, mais plusieurs sortes de spécialistes. Il est tout à fait dans le rôle de l'Etat éducateur, et dans le rôle d'une Bibliothèque d'Etat, conservant *tous* les livres français, d'avoir un tel service. Le succès de l'Institut de bibliographie pour la Médecine en montre le besoin. A Rome, une institution de renseignements donne, me dit-on, d'assez bons résultats. Mais une Bibliothèque nationale aurait des moyens que n'a aucune entreprise privée.

La question de gratuité est aussi à discuter. Notre principe de gratuité paralyse parfois bien des efforts.

Des gens, quelques-uns de fort honorables érudits, les autres de simples fripouilles, rôdent autour des bibliothèques en quête de travaux... Hélas ! ils ne donnent pas haute idée d'un service de recherches.

Jadis nos bibliothèques désertes, — encore maintenant un peu notre Arsenal — étaient cela, moins utiles par les livres qu'elles prêtaient que par les conseils qu'y donnaient les savants. Etablir un service de renseignements scientifiques dans nos bibliothèques est une tâche qu'un ministre devrait avoir à cœur d'entreprendre.

Il convient donc d'étudier cet office bibliographique public qui ne se borne pas à renseigner les demandeurs, mais va au-devant, propose à l'attention du pays les livres qui traitent des questions actuelles.

Pas une loi ne devrait venir en discussion sans que l'état des connaissances humaines sur ce sujet n'ait été présenté à l'attention du public et des chambres.

Bibliothèque du Congrès à Washington, 1907

A. SERVICES (Appointements en dollars)	DIRECTION — LIBRARIAN, CHIEFS 6.000.-3.000. 2.000 à 4.000	BIBLIOTHÉCAI- RES (Assistants) de 480 à 1.800	CLERCS et MESSENGERS de 360 à 1.800	STÉNOGR. et DACTYLES de 900 à 1.000	GARDIENS (attendants) à 750	BOYS à 360	TOTAL DU CRÉDIR converti en francs
1. Administration.....	3	2	1	2			90.700 fr.
2. Expédition.....		2				1	13.800
3. Emballage, etc.....					2		7.200
4. Acquisitions.....	1	10				2	58.900
5. Catalogue, classement.....	2	83	6				439.700
6. Reliure.....		2				1	12.300
7. Bibliographie.....	1	4		1		1	39.900
8. Salles de lecture.....	1	42			8	4	238.200
9. Périodiques.....	1	8		1		2	52.600
10. Documents.....	1	2	1				30.900
11. Manuscrits.....	1	2				1	28.800
12. Cartes et plans.....	1	4				1	35.400
13. Musique.....	1	4				1	31.000
14. Estampes.....	1	3	1				26.800
15. Salle du Smithsonian.....	1	1	1			1	18.900
16. » du Congrès.....	1	3				1	25.200
17. » de Droit.....	1	3		1			38.500
18. Copyright offic.....	3		62			3	376.500
B. GARDE et entretien.....	2		5		22	2	387.525
comprenant en outre 47 femmes de service, 35 ouvriers, ouvriers d'art, machinistes, électriciens, conducteurs d'ascenseurs, téléphonistes, etc., 5 ingénieurs, 9 pompiers.							
C. Indemnités. — 1 ^o Dimanches, service temporaire et supplémentaire, renforcement du service, à la discrétion du Librarian.							74.000
2 ^o Service de distribution de fiches de catalogue.							54.000
D. Acquisitions. — Livres nouveaux, échanges, commissions, 90.000 dollars. Périodiques, 5.000. Droit, 3.000, etc.							497.500
E. Matériel. — Fournitures, dépenses diverses, réparations, chauffage, éclairage, etc.							249.000

C'est le métier des bibliothécaires de fournir cela. Lorsque M. Camille Pelletan, rapporteur de l'impôt sur le revenu, et le journal *le Matin* — le seul renseigné par fil spécial, — se disputent et se veulent prouver *par témoins* que l'impôt sur le revenu existe ou n'existe pas aux Etats-Unis, on peut se demander s'il y a des bibliothécaires en France.

Il y en a, mais les bibliographies, ou simples catalogues de sujets capables de renseigner ceux qui ne savent pas, ont été traités par nos plus éminents paléographes « d'œuvre personnelle », ce qui est le comble du dédain, et seul un catalogue d'auteurs fut digne de leurs efforts.

Cette œuvre personnelle est aux Etats-Unis un service officiel qui ne se contente pas d'offrir à qui veut chercher, mais cherche, imprime et publie. Nous ne parlons pas des notices, annuaires, catalogues qui sortent en grand nombre de l'Imprimerie spéciale logée à la Bibliothèque de Washington.

Mais nous avons cru devoir insister — et nous y reviendrons — sur ces *listes de livres, avec références aux périodiques* (question nègre; 61 pages; Marine marchande, 104 pages; organisation des consulats, 77 pages, etc., etc.), listes publiées à bas prix, et même distribuées gratuitement aux bibliothèques, instituts, voire à des particuliers, et fréquemment revues et rééditées.

Budget et Personnel. — Nous avons réuni en un tableau très abrégé les principales divisions du budget de 1907, que l'on pourra comparer aux tableaux de Paris, Londres et Berlin, page 279. Le Budget, la centralisation toute pratique de l'administration et les traitements du personnel donneront encore lieu à quelques remarques :

De ce Budget énorme, nous retiendrons qu'il s'augmente fort régulièrement. Les salaires étaient prévus de 328.160 dollars en 1905, 329.160 en 1906, 333.860 en 1907 = 1.668.300 francs. (Bibliothèque Nationale, 445.000.)

En acquisitions de livres 450.000 francs, de journaux 25.000, de livres de lois 15.000.

Le budget de notre Nationale est de 82 à 87.000, journaux compris.

Au total 447.215 dollars pour la bibliothèque, 135.305 pour les bâtiments, lumière, éclairage, fournitures, et 29.893 pour le jardin botanique. C'est un budget total de plus de 3 millions de francs.

Une particularité est qu'immédiatement au-dessous du Librarian il y a un *superintendant* des bâtiments, payé 25.000 francs. Il ne s'agit pas ici d'un architecte dépendant d'un autre ministère, payé sur d'autres budgets et proportionnellement aux travaux qu'il fait, c'est-à-dire ayant intérêt à en faire de coûteux. De ce chef des bâtiments dépendent l'entretien, la garde, les ingénieurs, électriciens, pompiers, l'achat du charbon, les ascenseurs, etc. Ceux qui ont pénétré les beautés d'une administration française verraient que l'on doit demander l'achat du charbon à un archiviste-paléographe, l'entretien du calorifère à un élève de l'école des Beaux-Arts, que le balayage est de l'Instruction publique quant aux balais, mais de la Guerre quant aux balayeurs, car il veut des sous-officiers, etc. Quant aux ingénieurs, électriciens (à 7.500 francs), mécaniciens, etc., ce sont là des services inconnus, avantageusement remplacés par un nombre à peu près égal d'inspecteurs et de directeurs, luxe qu'en Amérique on n'a pas de quoi se payer.

Le chef de la colossale administration qu'est la Bibliothèque Washington, le *Librarian of Congress*, qui dirige un budget de plus de 3 millions, avec des services commerciaux, de renseignements, toute l'administration du dépôt légal, etc., est payé 30.000 francs.

Ce n'est que le double de ce que touche l'administrateur de notre Nationale, qui en plus est logé, a de nombreux avantages, et n'a pas la *Direction* même de l'établissement qu'il administre. Les chefs de services de bibliographie, de catalogue, de la salle de lecture, des manuscrits, des cartes, etc., équivalent à nos conservateurs. Ils sont payés 15.000 francs. C'est seulement moitié plus que les nôtres dans un pays où les salaires passent pour si élevés.

Mais si je descends aux nombreux assistants, qui équivalent à nos sous-bibliothécaires, je trouve dans un service, le catalogue, 83 assistants de 2.400 à 9.000 francs, dont 4 seulement à 2.400, quand 14 sont à 4.500 francs. Et il en est de même dans les autres services. Seuls, les boys sont à 1.800 francs.

Devant ces chiffres, non seulement nos salaires sont misérables, mais c'est une misère qui n'a rien d'égalitaire. Un fonctionnaire très diplômé, docteur ès-lettres ou archiviste paléographe, est couramment chez nous à 1.800 francs après 8 ans de service. Vers la cinquantaine les pères de famille arrivistes et arrivés en sont à 4.000. On voit que ces salaires, qui sont ceux indispensables à l'entretien d'une famille de la caste ins-

truite, sont en Amérique plus du double des nôtres, alors que les salaires d'honneur sont à peine moitié plus élevés.

III

LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE ET LE BRITISH MUSEUM

Août 1907.

Le British Museum vient de fermer pour six mois.

La Bibliothèque Nationale, sans augmentation de crédits, et, loin de fermer, allongeant ses séances, vient d'entrer dans une série de réformes partielles, pas bien grandes — toutes celles qu'on peut faire sans argent — qui témoignent tout de même qu'elle tend à se réveiller d'une longue torpeur et à entrevoir d'autres buts à une bibliothèque que celui de rédiger des fiches de catalogue. La prolongation des séances quatre mois de l'année, l'accélération notable des communications, de la reliure, de la mise en place des nouveautés, les magasins un peu désencombrés, quelques réclamations fermes et efficaces sur le dépôt légal, le remaniement des livres mis à la disposition des lecteurs, un personnel plus jeune, le traitement des petits fonctionnaires relevé et de longues injustices quelque peu réparées, la publication de rapports annuels, de rapports sincères, avec un état complet et exact, bientôt l'établissement d'un monte-charge, la mise en service d'un grand nombre de périodiques scientifiques récents, enfin la mise au jour de trésors inconnus et inutilement enfouis, j'entends par là ces admirables expositions qui ont donné une vie nouvelle au vieil établissement (Primitifs français, xviii^e siècle et miniatures, Portraits français, Rembrandt) — tout cela, sans un sou de crédit en plus, a été tiré d'un service déjà surchargé.

L'on peut dire que les humbles fonctionnaires, les 1.800 francs, les cent sous par jour, et les quelques rien du tout, sans parler des gros, des opulents 2.400 et des puits de science auquel l'Etat promet bientôt 3.000 francs, tous, dis-je, ont bien mérité l'augmentation de 5.000 francs qu'en 1907 ils faillirent se partager... Mais la Chambre et le Sénat, d'accord pour la trouver juste, ne le furent pas pour la voter.

La Nationale avait mieux que ces cinq mille francs pour 160 fonctionnaires. Elle a obtenu, non des pouvoirs publics, mais de l'initiative personnelle, de celle des journalistes qu'elle renseigne, des historiens pour qui elle a toutes ses faveurs, de tous ceux dont si souvent elle fait le travail, de ses propres

fonctionnaires, enfin de tout ce corps savant et spécialiste qui a régné et règne encore sur les bibliothèques de France, — elle a, dis-je, mérité et obtenu une campagne d'injures, de dénonciations, ragots, et accusations diverses..., en un mot l'Attention publique.

Ce n'est pas trop tôt, et il faut souhaiter que cela dure, quand même la niaiserie de certains propos devrait montrer combien l'ambition et l'impatience peuvent parfois compromettre la méthode historique.

Oui, ces plaintes qui ne se formulent que depuis qu'on améliore, et depuis que l'administration prend le devant en publiant ses chiffres, réclamant des réformes, et abordant celles qu'elle peut, ces plaintes sont injustes... cela n'a pas d'importance. Il importe seulement que les faits soient exacts, les réformes qu'on réclame possibles. Notre but est d'éclairer les mauvaises volontés. Elles peuvent de leurs cris aider un peu les bonnes, que la pauvreté d'argent et la richesse d'administration condamnent également à l'impuissance.

§

Lorsqu'un Français a envie de lire, il se rend à la Bibliothèque Nationale.

Lorsqu'un Français a envie de se plaindre, il s'en prend à la Bibliothèque Nationale.

Enfin lorsqu'un Français se décide à voyager et atteint Londres, il voit le British Museum... Pauvre Bibliothèque nationale !

Il s'agit de montrer qu'un établissement unique, fût-ce celui-là, ne peut suffire à contenter à lui seul les besoins de lecture de 38 millions de geus, et outre leur besoin de lire leur besoin de réclamer.

Que va-t-on y lire ? Victor Hugo, les livres sur la noblesse, le Larousse, Paris-sports, la Bourse et préparer des examens... Tout cela regarde la Bibliothèque Nationale. Ce qu'on lui demande en plus ne fait pas 20 pour cent.

Cela ne regarde pas le British Museum.

On ne peut exiger l'art culinaire d'un chef quand on n'a qu'une bonne à tout faire. Mais le « Français qui a été à Londres » ne voit pas cela. Il ne voit pas non plus que les différences seraient bien plus grandes s'il regardait le simple commerce, la librairie et les cabinets de lecture, et comparait les sept millions de livres de Mudie aux cent mille environ de la Biblio-

thèque Cardinal. Il ne voit pas qu'un peuple qui lit et se sert de ses bibliothèques organise celles-ci tout autrement que celui pour qui les bibliothèques ne sont qu'un repaire d'érudits, un dépôt de curiosités historiques. Si nos bibliothèques sont pauvres, pas commodes, rarement ouvertes, c'est peut-être bien la faute de l'Etat et aussi celle des bibliothécaires, mais, cercle vicieux, juste dans la mesure où ledit Etat et lesdits bibliothécaires font eux-mêmes partie de ce grand public qui, chez nous, aime mieux parler que lire.

Le British Museum a pour lui l'usage, un long usage. Il est la Library d'un peuple qui lit beaucoup.

Les livres de la Nationale y sont depuis plus longtemps, mais le public pour les lire y est encore tout neuf.

Or voici que ce public augmente chaque année. Il augmente et il s'améliore. Il justifie cent fois les crédits qu'on parle d'augmenter et qu'on n'augmente pas. Il se presse de plus en plus... Trop! On veut l'évincer.

Qu'est-ce à dire, sinon que des générations nouvelles se sont levées pour qui les bibliothèques sont une nécessité?

Voilà dans toute sa généralité le problème. Ayant appelé les masses à quelque instruction par le gigantesque effort qu'elle fit pour l'instruction primaire, la République n'a pas compris qu'il était nécessaire de faire effort en proportion pour l'instruction supérieure et de fournir les moyens de lire à ce peuple auquel on donnait le besoin de lire.

Nous croyons et voudrions montrer que la Bibliothèque Nationale n'est qu'un cas du progrès général d'un pays, qu'il s'agit de le comprendre et de faire face à ce progrès, que ce qu'on croit des rides ne sont que des bourgeons qui craquent et que la misère de nos institutions scientifiques, leur stagnation devant les progrès étrangers et leur insuffisance devant les demandes françaises, n'est nullement une défaite, mais un lendemain de victoire.

§

Nous tâchons de comparer sur cinq points les deux bibliothèques :

1° *Le public.* — Tout d'abord et principalement. Ce qu'il veut, ce qu'on lui offre. C'est ici la vie scientifique d'un peuple qui est en jeu. Il faut voir les ressources des deux capitales et ce qu'y est la bibliothèque de la nation.

Puis nous énumérerons quelques supériorités incontestables du British Museum :

2° *En livres.* — Il en a moins et de plus utiles.

3° *En matériel.* — Avec de l'argent...

4° *En catalogue.* — Il en a un et nous avons tort.

5° *En personnel.* — Soyons modeste, mettons qu'un Français vaut deux Anglais, pas quatre...

Enfin, spécialement et à chacune de ces questions, nous aurons à parler des deux conditions de toute espèce de supériorité : Budget et Administration.

Je ne pense pas apprendre à quelqu'un que le British est plus riche, que le British est plus libre.

Tout cela constitue-t-il une supériorité écrasante, décourageante ? Je ne le pense pas un instant. Je tiens que nous faisons, à conditions égales, beaucoup mieux ; mais les conditions ne sont pas égales.

Il faut bien rabattre un peu des dires français qui font du British la merveille des bibliothèques, alors qu'à Londres même il en est de beaucoup plus modernes et, toutes proportions gardées, bien mieux aménagées.

Tout d'abord, non ! on n'entre pas au British comme dans un moulin et les formalités y ont un caractère de niaiserie au moins équivalent à celles de chez nous.

Il faut aussi dire que le Catalogue a bien des négligences, qu'on attend ses volumes assez longtemps tout de même, très longtemps pour le personnel dont dispose le British. C'est il faut donner la cote des volumes, faire soi-même ces recherches personnelles qu'un Français demande au gouvernement qu'il dit payer pour cela ; les cotes sont beaucoup plus compliquées que les nôtres, déjà inexactement transcrites quand elles le sont, enfin les assistants, d'ailleurs plus prompts, plus attentifs, plus polis et ponctuels que nos bibliothécaires parce que, et exactement comme le public est plus attentif, plus poli, plus ponctuel, perdent moins de temps à redresser les bévues du public. O merveille qu'admirent les Français et qu'il suffirait de transporter à Paris pour que les défauts y brillent !

Quelques-uns ne se voient pas avec de gros budgets. Les trustees de l'un sont-ils plus modernes que les paléographes de l'autre ? C'est à savoir, mais les deux vieux temples semblent bien respecter de même l'archéologie comme la seule science humaine. Cela n'est pas riche au British, pour le British, les collections de journaux. On n'y communique les romans qu'au bout de cinq ans, et les sciences naturelles sont fort abandon-

nées, depuis que les collections furent expédiées en bloc à l'autre bout de Londres. Seulement le gros argent laisse un sort enviable même aux lots dédaignés.

Il suffit cependant d'errer dans le reading-room, dont les 20.000 volumes à la disposition des lecteurs sont d'ailleurs si mal choisis, pour voir que les savants de science n'encombrent guère plus le British que la Nationale : même journaliers, baryards littéraires, demoiselles, la petite curiosité, les cancons de l'histoire et les généalogistes...

Notre salle est beaucoup plus gaie. Là-bas, c'est plus studieux, plus modeste, plus tranquille, — un public attentif à se servir lui-même, un public silencieux et propre.

J'ai admiré beaucoup de choses au British, mais j'en ai admiré bien plus ailleurs, à Londres même. Je n'ai pas à critiquer l'étranger ; c'est affaire aux Anglais de connaître leurs défauts et de prendre chez nous les exemples profitables ; croyez qu'ils n'y manquent pas et que la fermeture de six mois aura été utilisée.

Mais, si le British Museum est ici pris comme point de comparaison, c'est pour accepter la discussion de tout le monde. S'il s'agit de prendre modèle, de montrer à la France et particulièrement aux bibliothécaires français ce qu'est une grande bibliothèque dans une ville moderne, ce n'est pas le British qui en donne l'idée ; mais il est plus près de nous et tout le monde en parle.

I. — *L'affluence du public.*

L'affluence des lecteurs au British Museum est depuis longtemps beaucoup plus grande qu'à la Nationale.

En 1850, elle était de 78.533 ; c'est un chiffre que la Nationale ne devait atteindre que 30 ans plus tard. En 1853, année faible, 67.794 pour l'année. L'été, en ce temps-là, attirait plus de monde que l'hiver dans les bibliothèques : 4.884 en janvier, 6.577 en juillet, 6.195 en août.

Nous donnons ici les chiffres extrêmes de dix ans, avec l'année la plus forte et la plus faible de cette période.

British Museum.

	1894	1897	1902	1903
Reading room	202.973	188.628	211.244	209.713
Newspaper room	43.394	46.375	23.617	23.648

Les communications en 1903 ont été de 863.741 volumes, mais 632.943 ont été tenus en réserve pour le lendemain. En ajoutant le département oriental, les King's et Grenville Librairies, et 57.567 journaux, nous arrivons au total de 1.587.463 communications, contre la Nationale 569.480 la même année, soit 6,8 par lecteur contre chez nous 3,6.

La moyenne par jour est de 692. A 4 heures de l'après-midi, le maximum, elle est de 355.

Le British Museum n'a pas de salle publique, mais il a une salle spéciale pour les journaux, et les livres précieux sont communiqués à part.

La Bibliothèque Nationale tient un compte de ses lecteurs depuis mai 1866, date où fut instituée la feuille dite bulletin personnel. En 1867, 60.893 lecteurs demandaient 170.115 vol.

En 1868, fut créée la 2^e salle, dite salle de lecture publique. Les lecteurs furent à peu près égaux au début dans les deux salles, mais dès la fin de l'année, on préférait la salle de travail ; le semestre donnait 23.675 lecteurs à celle-ci, 16.890 à l'autre. Jusqu'en 1880, ces proportions se maintiennent ; c'est en 1884 que la salle de travail dépasse résolument avec 84.000.

Le public accepte difficilement d'aller en 2^e classe, quand celle-ci est au même prix. Ce n'est que vanité ; un bon tiers de lecteurs de la Salle de travail travaillerait mieux à l'autre, où l'on est plus tranquille et plus vite servi. Il fut un temps où celle-ci était très mal fréquentée ; il n'en est plus ainsi ; au contraire, il faut des papiers pour venir se chauffer l'hiver. D'où baisse sensible depuis six ans.

Voici de dix en dix ans le nombre des lecteurs à la salle réservée.

Salle de travail des imprimés :

	1859	1876	1886	1896	1906
Janvier.....	3.529	4.556	7.495	12.137	14.367
Février.....	4.049	4.462	8.374	12.841	14.126
Mars (1).....	3.003	4.508	8.972	9.686	16.691
Avril (1).....	3.913	2.181	3.916	10.831	6.959
Mai.....	3.514	4.417	8.313	12.158	15.663
Juin.....	3.610	4.340	7.762	12.564	13.886
Juillet.....	3.759	4.180	7.273	11.457	11.826
Août.....	3.429	3.845	6.939	11.050	10.427
Septembre....	4.191	4.062	7.143	11.728	11.456
Octobre.....	4.192	4.837	7.295	11.535	14.608
Novembre....	4.453	4.839	7.661	12.825	13.320
Décembre....	4.694	5.929	8.019	12.638	12.883
Total :	46.336	53.256	89.162	141.450	156.142

(1) Fermeture de deux semaines précédant Pâques.

Quant aux communications, sans distinguer les demandes nouvelles des livres de la veille redemandés, et pour les deux salles ensemble, elles étaient en 1869 de 292.095, en 1879 de 390.509, en 1889 de 553.333 et en 1899 de 665.980. Les dernières années nous donnent :

	Salle de travail :		Salle publique :	
	Lecteurs	Volumes	Lecteurs	Volumes
1900.....	126.778	420.951	57.094	72.411
1901.....	140.211	417.868	58.665	78.107
1902.....	155.533	540.416	52.093	71.210
1903.....	166.347	569.480	44.983	64.171
1904.....	172.229	556.723	43.282	62.465
1905.....	163.719	534.169	44.812	63.849
1906.....	156.142	541.146	38.080	53.440
1907.....	162.684	552.040	37.719	58.630

Le British Museum équilibre depuis longtemps sa salle et son public. Il y a toujours de la place et les lecteurs n'augmentent plus guère.

La Nationale, après une croissance rapide, atteint-elle cet équilibre? Oui, mais pour d'autres causes. Les lecteurs n'augmentent plus parce qu'il n'y a plus de place. On ne peut pas en mettre plus et on en refuse.

Quoi! l'instruction, stationnaire là-bas, aurait-elle fait chez nous tant de progrès? Londres a grandi pourtant comme Paris.

Mais, comme Londres grandissait et que grandissait aussi le désir de lire et de se renseigner, on a fondé des bibliothèques. On en a fondé un grand nombre, 80 environ dans le *greater London*. Et que l'on ne prenne pas pour type nos prêts de livres de quartier; il s'agit de bâtiments, parfois de 3 étages, pourvus d'une salle de journaux et revues, où vous lisez les gazettes du jour sitôt parues, celles de l'étranger dès qu'elles arrivent, où abondent les renseignements commerciaux, financiers, les annuaires, tarifs, indicateurs, où il y a une salle de prêt et une salle de lecture sur place, toutes deux ouvertes chaque jour, du matin à 10 heures du soir, sans arrêt. Qu'avons-nous à Paris en regard de ces 80? Juste deux, moins au courant et moins ouvertes : Sainte-Geneviève et la Nationale.

Factum de la lecture parisienne et française, la Nationale doit faire toutes les suppléances :

1^o Les Bibliothèques de quartier. Elles furent une grande œuvre de notre municipalité. Elles sont en pleine décadence et c'est une honte pour Paris. Et nos édiles, qui ont été à

Londres, considèrent les municipales parisiennes comme une œuvre accomplie, de la soupe faite une fois pour toutes et que les générations à venir n'auront même pas à réchauffer. La preuve — j'ai lu cela — qu'elles sont au terme de leur croissance et qu'il n'y a pas besoin de renouveler les livres ou maintenir les crédits, c'est que, ces dernières années, les lecteurs diminuent... Seulement, ils augmentent à la Nationale et l'on réclame énergiquement que celle-ci communique les dernières nouveautés « trois mois après apparition ». Il n'a jamais été question de communiquer les journaux, annuaires, renseignements pratiques dans les municipales. La lecture sur place y est supprimée. Pas même le Bottin, pas même par tout le Larousse... Allez à la Bibliothèque Nationale.

2^o La Sorbonne et les Facultés. — Il est vrai que ces bibliothèques sont toujours pleines. Les Russes et la Pologne ne s'entendent que là. Et pas seulement la Sorbonne, mais les facultés de droit, de médecine... Il faut bien que les étudiants étudient... Il n'y a pas de place à leur faculté. — Allez à la Bibliothèque Nationale.

3^o Les établissements scientifiques.

Le Chapitre du budget Matériel, dans lequel une petite case porte « acquisitions de livres », reste, dans les universités et établissements scientifiques français, d'une pauvreté honteuse. Qu'il s'agisse de chimie, de commerce, d'industrie ou d'histoire naturelle, on trouvera pour les bibliothèques, dans nos universités, instituts, grandes écoles et écoles techniques ou commerciales, Museum, arts et métiers, etc., les budgets les plus bas; souvent on ne trouvera rien. Ceci a été dit et redit.

La Nationale seule a un crédit d'achat de livres.

Que les savants, industriels, professeurs soient assurés de trouver à la Nationale tous les livres, elle est vraiment faite pour cela; mais un chimiste a besoin d'un dictionnaire sur sa table. un industriel veut le dernier tarif paru et le veut instantanément, un professeur veut un atlas à son cours.

L'idée que la Nationale va dispenser les laboratoires d'avoir une bibliothèque, les villes d'avoir des offices de renseignements commerciaux, est absurde. Le service d'usage des livres et la garantie de leur conservation sont contradictoires. Et quand nous accusons les villes françaises, les sociétés françaises, — toutes, les scientifiques comme l'Epatant ou le Touring-Club, — de ne pas faire assez pour leurs bibliothèques, nous n'exceptons nullement l'Etat, l'Etat qui, lui aussi, compte sur la

Nationale et semble dire aux botanistes de Montpellier comme aux zoologistes de Roscoff ou aux Chambres de commerce de Bordeaux et Dunkerque : « Allez à la Bibliothèque nationale. »

Mais est-ce là tout ce qu'on demande à notre Nationale ? Ne faut-il pas aussi qu'elle serve aux recherches les plus diverses et les plus saugrenues, qu'elle serve aux avoués du quartier qui n'ont pas le Dalloz, aux journaux qui ne gardent même pas leur collection, aux ministères, où les recherches à la bibliothèque sont souvent longues ; dénoncerai-je aussi les autres bibliothèques qui savent aussi dire : Allez à la Bibliothèque Nationale, — ou accuserai-je simplement la ladrerie, la haine du Français pour le livre, l'ignorance fabuleuse où il est des moyens qu'on a de s'en procurer, — et le désordre des clubs, syndicats, associations, écoles même, qui ne savent rien garder, placer, classer, et, jetant au panier les documents qui leur sont le plus utiles, se disent : nous irons à la Bibliothèque Nationale.

Eh bien ! l'on y va trop. On y va surtout trop à la fois, aux mêmes heures, car la soif de lire ne change pas l'heure du déjeuner. L'hiver, la place manque.

La lenteur des communications n'a d'égale que l'impatience du public. Environ 400 personnes veulent avoir leurs livres entre 2 et 3 heures. Depuis un an, on peut les retenir la veille. Le service pourrait donc se faire un peu le matin. A peine 20 usent de ce droit. On parle d'éclairer, au moins de 4 à 6 l'hiver, mais alors on fera queue, car ce qui empêche le plus les gens de venir, c'est que, pour partir à quatre, ils trouvent que ce n'est pas la peine.

Le remède à cela... qu'est-ce que l'on propose ?

De nouvelles bibliothèques ? Le prêt à domicile ou du moins dans ces autres bibliothèques de Paris, dont les salles sont vides. Réclame-t-on de la ville une vraie bibliothèque ? Paris, qui s'est voulu jadis indépendant, se fera-t-il toujours payer ses livres et ses théâtres ? Exigera-t-on que les petites municipales ouvrent toute la journée et non de 8 à 10, qu'il y en ait 20 bonnes au lieu de 80 mauvaises, qu'elles s'arrangent pour ne pas avoir toutes les mêmes livres, de façon qu'en changeant de quartier on puisse au moins trouver un livre neuf à lire...

Non, l'effort des plaigneurs n'est pas si ambitieux. Que demandent-ils ? Qu'ont-ils trouvé ? Ceci : qu'on les admette eux seuls et qu'on chasse les autres.

C'est bien simple et cependant, j'avoue ne pas comprendre.

Ainsi, tout ce qu'on voit dans ce fait trop évident que la salle

est pleine et qu'une Bibliothèque nationale de 368 places (et 4 tables pour les atlas) ne suffit pas à Paris, 3 millions... que dis-je, à la France, 38 millions d'habitants, — toute la conclusion que l'on tire est celle-ci : qu'il y a là des gens qui ne sont pas dignes d'y être, mais que sur leur seule figure ou la coupe de leur complet, tels personnages devraient trouver la place libre et des serviteurs prêts.

C'est vraiment chose désolante que de voir en France les efforts des meilleures volontés tendre toujours à la restriction, à l'exclusion, aux distinctions vaniteuses. Nous sommes trop plébéiens vraiment. Il y a dans les idées de notre démocratie je ne sais quelle aristocratie qui n'est pas sortie.

M. Pitollet, dans *le Siècle* en 1907, au lendemain des vols graves commis à l'école des Beaux-Arts, par un homme important, réclame des cabinets spéciaux à offrir aux gens de marque qui se trouvent offensés de travailler en public. Il y a aussi une société d'histoire qui a trouvé le moyen sûr de reconnaître les savants. Lequel?... M. Aulard, éminent historien, l'indique, franchement : réserver la Nationale aux historiens. C'est net. Cependant, tant au British qu'à la Nationale, j'ai été à même d'interroger un bon nombre de ceux qui depuis vingt ans ont eu la mission fâcheuse de restreindre un peu l'affluence du public. Ils sont unanimes à dire que ceux qui s'insurgent contre les formalités d'admission sont les mêmes qui exigent l'expulsion draconienne des autres, et beaucoup qui s'offensent d'être dans une salle « mêlée » devraient en bonne justice en être exclus. Ce n'est pas une boutade, mais un fait contrôlé, contrôlé au British comme à la Nationale, comme, je pense, partout. Songez aux journalistes.

C'est contre les entrées exceptionnelles d'un seul jour — qui devraient même être pour un seul livre — que les habitués s'indignent, ce qui prouve combien les conceptions diffèrent : tel voit la Nationale comme un cercle et n'y veut pas d'intrus, tel autre voit au contraire dans l'habitué l'accapareur d'une place qui doit être à tout le monde, la Nationale devant servir de complément exceptionnel aux bibliothèques privées, spéciales, habituelles.

Eh bien non, une bibliothèque nationale n'est pas une académie et les fauteuils n'y sont pas une distinction honorifique. Je n'hésite pas à proclamer le droit au Larousse pour tous les citoyens français. La qualité de journaliste ou d'historien ne crée pas un privilège particulier de consulter gratuitement

des livres. D'autres métiers valent à notre pays plus d'honneur et plus d'argent.

Il est fâcheux que des Français lisent tant de *Paris-sport*, généalogies et autres balançoires. Il est fâcheux que des gens viennent à la Nationale lire des livres courants qu'ils devraient lire ailleurs, mais il faut qu'ils les lisent et une seule question se pose : Où voulez-vous qu'ils aillent ?

Et certes l'Etat peut et doit « organiser ». Il est commode qu'il y ait une chaussée pour les voitures et un trottoir pour les piétons et que l'on distribue la foule pour éviter les écrasements. Il faudra toujours à une grande bibliothèque générale placée au centre d'une ville un contrôle d'entrée, comme un service d'indication.

Mais s'il n'y a qu'une route, il faut que tout le monde y passe. Ces gens ont besoin de lire. Où voulez-vous qu'ils aillent ?

On peut répondre par des bons mots. Les spécialistes ont de l'esprit. Le petit cercle qu'ils forment dès qu'ils ont mis la main sur une institution leur fournit des auditeurs. Mais pour qui envisage la question sans détour, comptant les bibliothèques de Paris, sachant leurs jours, leurs heures, leur quartier, leurs formalités et les chances qu'on a d'y trouver ce qu'on cherche, les exceptions sont rares où l'on peut répondre autre chose qu'« allez au Diable ou à la Bibliothèque Nationale ».

Il est possible que la Nationale ait eu grand tort de suivre le public dans la voie où il l'entraînait. Si elle avait résisté, si elle n'avait offert — elle seule à Paris — ni le Bottin, ni le Larousse, ni le Dalloz, ni les derniers romans et le plan des environs, s'il avait fallu, comme à Berlin, demander *la veille* un livre pour le lendemain, si elle avait toujours fermé à 4 heures, elle ne verrait pas surgir tant de réclamations et peut-être nous aurions aujourd'hui à Paris d'autres bibliothèques ouvertes matin et soir, avec livres courants, répertoires, périodiques, livres nouveaux, bref ce que Paris est peut-être la dernière grande ville civilisée à ne pas avoir. Et on ne demanderait pas ces services à un établissement qui n'est pas fait pour les donner.

Ces restrictions gêneraient les travailleurs, mais ne seraient-elles pas compensées largement ? Ne serait-ce rien que d'avoir une Bibliothèque Nationale beaucoup plus riche, plus commode aux savants, offrant au grand public une assurance plus ferme d'y trouver tous les livres, des catalogues beaucoup plus

avancés et, il faut bien le dire, des livres en meilleur état?

Pas un instant, je ne conseille le retour en arrière. Si l'on croit de nouvelles facilités possibles, j'y souscris. Mais je ne souscris pas à celles qui ne seraient possibles qu'à la condition de réserver à un groupe quelconque d'historiens ou de journalistes l'ensemble de ces faveurs. La Nationale n'est pas un club.

Maintenant, des règlements...

On peut en faire d'autres pour défendre l'entrée mal défendue par quelques fonctionnaires. Si fonctionnaire qu'il soit, un homme vaut mieux qu'un règlement, parce qu'on peut le changer bien plus aisément et que l'arbitraire d'un sot évolue et s'adapte, tandis que l'arbitraire d'une loi ne bouge plus. On pourrait passer des conventions. De puissance à puissance et sans ambassadeur, on pourrait faire des traités. La faculté des Lettres pourrait disposer de quelques cartes comme le conservatoire a sa loge dans les théâtres subventionnés. Les professeurs sont parfaitement juges de ceux auxquels des recherches bibliographiques sont utiles, et s'ils décident que tous doivent en faire quelques-unes, ils devraient établir eux-mêmes le roulement. L'instruction française n'est pas en anarchie. Elle n'est que trop hiérarchisée. On peut du moins profiter de quelques bénéfices de son organisation. On pourrait sans danger étendre beaucoup plus loin qu'on ne le fait l'entrée à la Nationale, s'il y avait un peu d'entente.

Exemple : sauf faveur, les candidats à la licence ne sont pas admis, tandis qu'il est notoire que trois ou quatre gamins, et non des premiers de leur classe, ont obtenu de force des cartes régulières.

Il serait fort utile que l'on apprit à se servir d'une grande bibliothèque. En Amérique, c'est beaucoup plus tôt que les élèves sont appelés à chercher eux-mêmes leurs livres, à établir leur petite bibliographie, comparer les ouvrages et choisir le meilleur. Seulement, il y a là-bas des bibliothèques...

Il y en a une à Paris, et peut-être il suffirait que les studieux puissent être matinaux...

Quant au grand public, la Nationale est toujours largement ouverte à une recherche, qu'elle qu'elle soit. Mais elle a à se garer des rentiers, flâneurs, futurs habitués... Ses places sont comptées.

Beaucoup d'électeurs s'indignent de ne pas être admis librement à une bibliothèque dite nationale. Mais même dans les

prisons nationales, si recherchées l'hiver, n'exige-t-on pas des titres spéciaux ? Il importe d'assurer la fréquentation des autres bibliothèques. Mais le droit de consulter tel volume qui ne se trouve pas ailleurs peut-il être dénié à un Français !

On l'accorde aux étrangers sur recommandation de leur ambassade. S'il n'y avait les innombrables Slaves, cela ne ferait pas grand danger. La question russe se pose malheureusement, et la Bibliothèque de Bruxelles s'en plaint aussi.

Pour les Russes et Polonais comme pour de simples Français, je ne discute d'ailleurs que l'installation régulière, la prise d'un chez soi dans une salle forcément réservée.

Mais comment font les autres pays ? Il faut le dire et le répéter.

Quoiqu'on ait traduit et reproduit le règlement parfaitement banal du British Museum qui interdit notamment la préparation des examens, même supérieurs, exige des répondants — qui ? — et autres balivernes, ce n'est point par ces sornettes que le British se protège ; c'est par de bonnes bibliothèques plus modernes et plus commodes que lui, installées par la ville dans tous les quartiers de Londres.

Non, l'Anglais qui a besoin de lire ne va pas au British comme le Français va à la Nationale. Il a mieux et plus près, et les livres de travail, du travail quotidien, s'il ne peut les acheter, on les lui prête chez lui ; il se trouve mieux chez lui. Mais, pour une recherche spéciale, une rareté, un point à approfondir, un choix de livres à faire, une documentation quelconque, le British lui est ouvert et il y trouve de la place.

Le Français, lui, ne voit que le British, ne va pas même à Saint-Martin's Lane (quartier français) où il trouverait chaque soir *le Figaro* du matin — et le voilà qui dresse sa comparaison enthousiaste : Pas de formalités, pas de vexations, ni de questions ; il n'attend que dix minutes au lieu d'une heure, il trouve toujours de la place dans cette demi-boule monstre qu'il va jusqu'à trouver jolie, et où ne fréquentent ni demoiselles, ni curés, ni flâneurs !... — Si ce n'est pas exact, c'est que l'heure de Greenwich n'est pas celle de Paris, que Bædeker le renseigne sur les formalités à Londres, alors qu'il prétend savoir de naissance celles de Paris, qu'à Londres les curés sont en civil, que les demoiselles du British ne semblent pas leur âge et que quand un Anglais flâne, il est si occupé...

Mais, tout cela n'a pas d'importance.

Ce qui en a, c'est de doter Paris et la France des instru-

ments de travail que nécessite l'instruction généralisée, c'est de laisser à la Nationale son rôle scientifique et, si possible, un peu de la suprématie que personne jadis ne pouvait lui contester.

On ne va pas au British lire Hugo ou Racine — ou Dickens, Walter Scott, ni Marie Corelli — on n'y va consulter ni les livres de classe, ni le Paris-sports de là-bas, ni le cours de la Bourse, ni la physique amusante. Et ce n'est pas que le gentleman patenté qui vous a recommandé enquêta sur vos noms, vos goûts et vos lectures. On n'y va pas parce qu'on peut aller ailleurs. Et il faut être bien bête pour attendre au British assez longtemps, quoi qu'on dise, un livre qu'à côté on vous prêtera chez vous, à moins qu'on ne vous installe fort confortablement dans une salle claire, bien chauffée, qui, ouverte le matin, ne ferme qu'à dix heures du soir.

Que dire de plus ? Etendre la comparaison ?

Ces bibliothèques libres ne sont qu'un appoint aux lectures de Londres. Elles n'empêchent pas Mudie de louer ses sept millions de livres, le « Times book club » d'apporter chaque semaine à ses abonnés n'importe quel volume ils demandent, la London Library de fournir les savants avec des facilités inconnues en France. On peut prendre une à une les sociétés scientifiques, depuis le Collège des chirurgiens jusqu'aux sociétés d'histoire, on verra partout des bibliothèques plus riches — et aussi plus ouvertes, plus utilisées, plus commodes.

Parlerai-je de ces clubs riches de 50.000 volumes, abonnés en plus à des cabinets de lecture et échangeant des livres pour les multiplier, clubs politiques, artistiques, commerciaux, et leur comparerai-je l'Épatant ou la pauvre Union dite artistique, qui imprime un beau et coûteux catalogue, ce qui est la méthode française d'augmenter une bibliothèque...

Restent les étudiants. L'Université de Londres (1) grandit vite, mais n'a pas l'importance de Cambridge et d'Oxford. Il y a aussi Rugby et la médecine à Edimbourg, il y a pour les plus jeunes des salles spéciales dans presque toutes les bibliothèques publiques. Quant aux bibliothèques spéciales, elles existent abondamment. Le Kensington (2) a des collections et des catalogues avec dépouillement de périodiques sans analogue chez nous. Je cherche vainement, même en tenant compte de

(1) 1908 : 105.000 volumes.

(2) 1908 : 115.000 vol., 160.000 gravures ou estampes, 175.000 photographies.

nos bibliothèques d'Etat, un analogue de confort ou de facilité en quelque branche que ce soit... Et comparant clubs à clubs, écoles à écoles, populaires à populaires, académies à académies, j'en arrive à conclure qu'une seule bibliothèque de France nous donne une idée des facilités que les bibliothèques étrangères, que les villes étrangères, dont la ville de Londres, visitée par nos édiles, offrent au public, une seule! — et c'est la Nationale qui, comparée au British, malgré un budget qui n'est pas le tiers du budget anglais, fait encore figure et n'est pas tellement inférieure...

Il ne faut attendre de l'ouverture de la salle que l'on construit qu'un soulagement momentané. Tout porte à croire, et il faut grandement l'espérer, que, loin de décharger le service de la Nationale, apprenant aux Français l'usage, l'utilité d'une bibliothèque publique, moderne, au courant et à jour, elle ne fera qu'éveiller le besoin de lire et d'être renseigné.

Or, en écrivant ces pages, je n'ai qu'un but : réclamer pour la Bibliothèque Nationale le peu d'argent et la liberté qui lui permettraient de garder le rang qu'elle eut dans le monde scientifique.

Dès l'abord, je me heurte à une contradiction. Tant que la ville de Paris, qui contient la Nationale, sera organisée comme elle l'est pour les livres, tant que la Nationale sera seule à Paris à être « bibliothèque », toute facilité, commodité, confort, éclairage, etc., tout ce qu'on y fera et que je demande qu'on y fasse pour le public multiplier ce public et ne fera qu'aggraver le lamentable état et les difficultés dans lesquelles se débat notre grande bibliothèque.

II. — Livres.

Le British Museum a en livres une incontestable supériorité : il en achète plus et il en a moins.

Je laisse absolument de côté toute comparaison de livres rares, précieux, curiosités de musée. Je parle de livres d'étude. On a plus de chance de trouver un livre dont on a besoin dans le million et demi du British que dans les 3 millions de la Nationale. Ceci ne s'applique pas aux livres français, bien entendu, et n'est qu'une moyenne. Mais le fait est certain. Le British a de meilleurs livres ; il en achète plus et il en a moins.

Il y en a moins, donc les communications vont plus vite, car

on trouve plus vite un objet dans une chambre que dans dix.

Je n'ai pas vu que l'on ait signalé l'importance d'une constatation si simple. Car le plus grand nombre de livres n'augmente pas seulement le chemin à faire pour les trouver, et les rayons pour les mettre, et les bâtiments, et l'entretien des bâtiments, nettoyage, et ce qui s'ensuit, mais rend plus difficile le classement, les remaniements, plus long et coûteux le Catalogue.

Eh! bien, une grande part de ces livres, que la Nationale conserve pieusement et décrit à grands frais dans de longs catalogues, ne sont que du pur et simple encombrement. Je dis une grande part, à peu près autant qu'elle en a de plus que le British Museum, et ce ne doit pas être loin du million, et il ne s'agit que d'inutilités incontestables.

— J'ai, dit-elle, trois pauvres petits enfants sur les bras...

— Mets-les par terre, dit Sganarelle.

C'est, hélas! ce qu'une administration ne peut pas faire.



Il est aisé pour la partie ancienne de constater la différence puisqu'on a des catalogues publiés.

La Bibliothèque Nationale a le plus grand nombre de volumes que possède aucune bibliothèque du monde. Voilà, certes, une gloire dont un Français est fier. Il n'y a pas de quoi. L'Amérique peut acheter n'importe quel stock de libraire en faillite, les mille bouillons d'une édition manquée, cataloguer gravement chacun des exemplaires. Il n'en coûtera pas cher d'être le *greatest in the world*.

Le savant Catalogue auquel nos fonctionnaires consacrent tous leurs soins peut nous renseigner — jusqu'à la lettre C — sur nos richesses. Nous sommes riches de 95 exemplaires récents, semblables et sans valeur, du *Salve Regina* de S. Alphonse de Liguori, et de 160 de la *Pratique de l'amour*, et de plus de 450 des *Visites au S. Sacrement*, sans parler des traductions.

Le Père Coret écrivit jadis certain *Ange conducteur dans la dévotion chrétienne*, dont 4 éditions parurent de 1746 à 1786. Nous avons ces quatre là. Mais depuis 1810 nous avons collectionné 199 *Anges* identiques, plus 211 *Anges* aussi conducteurs, mais un peu différents, dont ici 18, là 14 et 23 réimpressions de rééditions...

Pour fixer les idées, prendre un cas d'auteur connu : Balzac,

nous comptons de lui 99 ouvrages différents, y compris *l'Art de mettre sa cravate* (5 exemplaires). Plus ses Œuvres, Œuvres illustrées, Œuvres complètes, dont on a une douzaine, de collections.

Pour ces 99 ouvrages, le Catalogue énumère 503 articles, quelques-uns résumant 10 ou 12 réimpressions. Bref, Balzac, — 99 ouvrages — a peut-être 1.500 volumes à la Nationale, en comptant pour *un* chaque collection d'œuvres complètes.

Faites la part si large à l'utilité des doubles, des triples, aux nuances d'éditions, il en reste de quoi meubler des chambres...

Or Balzac ne fait que commencer à paraître. La notice que je lis était faite avant que Balzac fût dans le domaine public ; et depuis 5 ans, il en a paru des Balzac ! Chaque éditeur aura le sien. L'on voit qu'ici, sur un millier de volumes ordinaires, il arrive que la Nationale ne possède que cent ouvrages distincts, soit un dixième.

L'Histoire, les Sciences ne donneraient pas des proportions aussi fortes, me dit-on, mais il y a les « Classiques ». La Notice sur Cicéron dans le Catalogue compte 2.961 articles pour environ 180 ouvrages ou opuscules, tous reproduits dans les 93 collections d'Œuvres en latin, et une quinzaine de traductions.

Nous pouvons compter que ces 2.961 articles, qui font bien 4.000 volumes, comprennent quelques éditions très intéressantes, mais 116 réimpressions d'*Opera selecta*, 39 du *De Amicitia*, c'est beaucoup, et 27 éditions du *Pro Archia* suffisaient sans 38 réimpressions de ces 27 éditions.

Le *De Senectute* atteint la soixantaine.

Boileau, dont les œuvres complètes tiennent en un volume, a fourni au catalogue 609 notices. Une de ces notices compte 26 réimpressions du même Boileau pour la jeunesse, une autre 18. Boileau, à la Nationale, c'est plus de 1.000 volumes. On en rajoute tous les ans. Serait-on moins riche avec le quart ?

De la géographie de M. Cortambert, il y a des séries complètes, des centaines, pour tous les programmes. Mais les réimpressions de ces mêmes géographies, nous en comptons 167.

Je ne doute pas que les gendarmes ont intérêt à lire les 12 éditions du *Dictionnaire* et quatorze remaniements du *Formulaire* de la gendarmerie, qui leur seront communiqués s'ils savent le demander au nom de l'auteur. Il s'appelle Cochet de Savigny. Mais en plus de ces 12 et de ces 14 éditions, nous

trouvons 18 et 39 réimpressions simples, ce qui porte à 30 et 51 le nombre de ces ouvrages, réunis dans une bibliothèque où les gendarmes ont accès difficilement. De même des bibliothèques scolaires pourraient utiliser les cent et quelques volumes qui répètent la prose de M^{me} Colomb.

L'incroyable est qu'on continue, que nulle initiative n'est et ne peut être prise en cela, que nul n'osera ajourner la description de ces centuples emplois pour hâter un peu le Catalogue, quitte à les reprendre en supplément — puisqu'il faudra, qu'il y a déjà un supplément.

Mais nous ne parlons pas ici du catalogue. Le public aura désormais à y chercher, qu'il se débrouille. Je pense qu'un jour, en découpant le Catalogue, un éditeur en fera une édition commode, dont le public se servira, qu'il achètera... Mais en place, voyez-vous les kilomètres de rayon :

ARVISENET, 21 réimpressions du *Bon Ange de l'Enfance*, 81 du *Froment des élus*, 38 du *Guide de la Jeunesse*, 27 d'un *Mémorial des prêtres*, 62 de celui des *Vierges*, 20 de la *Vertu angélique* et 14 de la *Volonté de Dieu*, etc.

BÉRENGER (Laurent-Pierre). La Morale en actions, 3 éditions, 137 réimpressions de l'une, 7 et 20 des deux autres...

Et vous vous étonnez qu'on soit quelque peu long à trouver des volumes ?

Il arrive quelquefois, — exemple : CLARETIE (Arsène-Jules) — que les 36 exemplaires du *Million*, les 53 de *M. le Ministre*, les 52 du *Prince Zilah* ne sont pas trop loin les uns des autres, mais c'est un hasard.

Les grandes réformes de 1875 à la Nationale ont aboli cet usage trop simple de joindre en place les éditions du même ouvrage, et les retirages sont à cent mètres les uns des autres, quand ce n'est pas dans un autre corps de bâtiments...

Ah ! si l'on profitait des travaux de révision que nécessite le Catalogue général, — et du D au Z, cela vaut encore la peine, — pour dégorger sur les bibliothèques de province, si pauvres, tout l'inutile qui nous encombre, donner à Avranches, qui n'a pas Diderot, une des éditions à 0,25 que nous en possédons, etc., la Bibliothèque ne serait peut-être plus la plus riche Bibliothèque du monde, mais certes elle serait beaucoup plus riche qu'elle n'est !

Plus riche, oui. Calculez prix et entretien des rayons, pertes de temps, recherches aux catalogues et en place, qui se répètent de mille à deux mille fois par jour. Multipliez annuelle-

ment par 500.000 les mètres que cela fait à parcourir à chaque demande...

Mais le précédent administratif d'une mesure semblable, où est-il ?

En voici un : vers 1898, le British envoya à la Nationale 40.000 brochures datant de la Révolution française, qu'il avait en double. Il se débarrassait. La Nationale en garda peut-être un millier qui lui manquait, et put envoyer le reste au Musée Carnavalet. Elle y envoyait du même coup des lecteurs. Et c'est vraiment un bien pour les deux établissements, la pléthore de l'un donnant de la vie à l'autre.

Ajouterai-je qu'à Washington, bibliothèque qui a aussi le *Dépôt légal*, l'échange avec les autres bibliothèques est constant, est institué comme service spécial. Reste cependant plus d'un million de paperasses dans les caves, — des doubles dont nulle bibliothèque ne veut. Cela encombre le sous-sol, mais le *Librarian* en chef ne perd pas son temps à les classer, cataloguer ; il réclame instamment le droit de les détruire. Je ne parle pas de détruire, je ne parle pas de priver la Nationale d'un seul ouvrage qui, fût-il en dix exemplaires, puisse être utile, ou qui, même à un maniaque, présente une différence appréciable d'édition. Il est simplement question de moins encombrer le service, de mettre à part ces inutiles et subsidiairement de les rendre utiles en les mettant là où ils manquent. Il ne faut pas une loi pour cela. La Nationale pourrait fort bien « prêter ». La place est moins chère en province. On pourrait prêter 100.000 volumes au département des Landes, où le terrain n'est pas cher. Lourdes n'a pas *Au ciel on se reconnaît*, du R. P. Blot, dont nous avons 23 exemplaires. Croyez-vous qu'un chrétien soucieux de lire le 16^e tirage et non le 17^e hésitera à faire le voyage ?

Dans ce demi-million de volumes au moins, dont la Nationale peut se défaire sans se priver de rien, il y aurait du bon utile. L'étranger s'empresserait d'accepter des échanges.

Malheureusement, c'est une des plus claires utilités du Catalogue qu'on imprime que de rendre ce débarras tout à fait difficile. La Nationale gardera ses 160 *Pratiques de l'amour*, car un lecteur peut demander la 153^e, et refuser la 154^e, de par le droit du catalogue imprimé. Mais du D au Z, le catalogue n'est pas imprimé ; il reste bien 500.000 volumes à « traiter », pour lesquels le traitement topique serait l'amputation. Richesses nationales ! La plaisanterie est bonne. Ce sont riches-

ses assez analogues aux ongles incarnés ou aux cors aux pieds. Et c'est pour cela que parfois la Nationale marche mal.

Frais de catalogue, frais de rayons, de garde, d'entretien, de recherches, temps perdu, place perdue. Voilà ce qu'assure chez nous le Dépôt légal.

Le Dépôt légal anglais n'a rien de cela. Il n'est qu'un droit de réclamation que le British, Oxford, Cambridge, Dublin et Edimbourg ont sur les livres qui les intéressent. Je ne conseille pas entièrement ce système, qui nous priverait de tant de ces choses sans intérêt qui en auront un jour. Mais on peut demander énergiquement, avant les grandes réformes du Dépôt légal, une répartition plus utile de ce dépôt légal en France; on peut demander comme une garantie même de conservation de ne pas tout entasser, double, triple et centuple dans une maison unique, et, quand la Nationale est gavée de retirages du même livre, qu'il en aille quelques-uns aux villes qui en manquent.

§

Le British Museum est riche de « moins » de volumes.

Pour voir qu'il est riche aussi de volumes meilleurs, ceux qui n'ont pas eu à travailler dans les deux salles n'ont qu'à comparer les budgets d'acquisitions. Nous avons vécu avec la superstition du dépôt légal qui doit tout nous fournir pour rien. Cela revient parfois plus cher que d'acheter simplement.

Le cinquantième exemplaire du *Prinze Zilah* coûte à cataloguer plus cher que le prix courant actuel du volume, et tel livre à vingt sous, qu'on possède vingt fois, coûte à classer, cataloguer, quarante sous.

Si le British a moins à chercher et à cataloguer dans le passé, il a aussi moins à faire à enregistrer le courant. Cela est plus difficile à montrer, les rapports du British étant en retard, incomplets, et peu clairs, ceux de la Nationale n'étant établis que depuis trois ans, et restant encore un peu approximatifs. On est loin de s'entendre sur ce qu'est un volume, un article, une pièce.

Voici cependant le total annuel :

Accroissement du British Museum en 1903.

	Copyright	Colonial Copyright	Dons	Échanges Internatio- naux	Acqui- sitions
Volumes et brochures 27.370 (dont 127 atlas et 1.405 livres de musique)	13.904	376	5.901	581	6.608
Parties de volumes (nos de revues et livraisons d'ouvrages en cours) 64.065					
Cartes 1.474 (en 8.919 feuilles)	473 6.326	38 47	738 1.247		225 1.299
Musique (morceaux :) 7.751	7.377	318			56
Ouvrages distincts formés par les chiffres ci-dessus :	33.322	30.646	23	504	5.516
Journaux : 3.273 vol. 266.674 nos	Vol. 3.261 Nos : 221.269	— 543	— 29.473		13 15.389

Ajouter 3.887 lots importants de publications officielles, parlementaires, etc.

En 1906, les chiffres totaux sont 28.498 vol., 64.977 livraisons de revue et fascicules, 1.793 cartes, 7.483 morceaux de musique.

Accroissements de la Bibliothèque nationale en 1905 (1).

DÉPOT LÉGAL.		DONS	ACQUISITIONS
Volumes et brochures	Paris 4.871 37.684 { Province 14.612	4.152 thèses : 4.249	9.800
Nos de Périodiques	{ Paris 143.000 535.000 { Province 320.000		72.000
Musique (articles)	{ 6.660		
ou vol. géographiques	{ 848	152	689
Cartes	{ 1.689		

(1) En 1907 nous avons eu presque les mêmes chiffres, avec augmentation sur la musique : 10.220 articles, sur les périodiques des départements,

On ne peut guère faire de comparaison précise, les façons de compter diffèrent entièrement. Les 9.800 volumes acquis par la Nationale comprennent des suites, des revues et livraisons que le British porte à part. Il est aisé de voir que le Dépôt géographique fonctionne mal chez nous. On peut considérer comme nul un Dépôt administratif de 355 articles et un Dépôt international de 27 articles pour l'année... Quant aux échanges internationaux, ils sont compris dans les Dons.

Cependant, avec un budget bien supérieur, le British Museum n'a à classer, cataloguer que 27.000 volumes et brochures environ contre nous 37.000, et peut-être 3 à 400.000 numéros de périodiques contre nous 535.000. Or, si la production en livres de l'Empire britannique est un peu moindre que la nôtre, quand on parle de celle des journaux, Royaume-Uni et colonies, on dit « qu'il n'y a pas de journaux en France... ».

Le British est donc loin, bien plus loin que la Nationale d'avoir le Dépôt de tout ce qui est imprimé dans le pays. Je n'ai nullement les éléments pour préciser et il faudrait étudier de très près les faits pour voir ce qui manque, car il manque même à nous des choses très intéressantes: le Catalogue public en a rattrapé des milliers! Mais cette perte est largement compensée par l'énorme bénéfice de ne pas avoir l'inutile, même en ne comptant l'inutile qu'à partir du triple! Et si la réforme du Dépôt légal se fait enfin, il ferait bon de songer à ces fausses richesses, tout ce papier qui n'a pas cours et nous encombre...

Le public s'aperçoit très peu de ce qui manque. Les volumes connus et qui sont en vente ne manquent qu'une fois: sitôt qu'on le sait, on les achète. Ce qui manque vraiment, on ne peut pas le savoir, car ce sont les tirages à petit nombre, les volumes hors commerce, les brochures inconnues. Une Bibliothèque nationale a justement pour but de conserver et révéler ces *inconnus*, et je crois que le système anglais manque à ce rôle. Mais le public en sent un bénéfice direct par des communications plus rapides. Et comme la Nationale n'a guère de catalogue de sujets, et qu'il s'agit de livres inconnus, ces richesses sont comme si elles n'étaient pas.

Nous avons bien raison de chercher à tout avoir, mais il suffirait peut-être de ne tout avoir qu'une fois.

360.430 n^{os}, et diminution sur les cartes, auxquelles le dépôt légal n'a donné que 161 articles. — Volumes en 1906 et 1907: Paris, 4.901 et 4 940. Province, 10.689 et 15.789.

§

Si maintenant nous passons aux livres utiles, à ceux qui s'usent quand on les a, qu'il faut acheter quand on ne les a pas, nous avons beaucoup à dire.

A un crédit total de 22.000 L. pour acquisitions, soit plus de 550.000 francs dont la majeure partie passe aux imprimés, viennent s'ajouter, pour le British Museum, des fondations et des allocations exceptionnelles.

La République n'a pas apporté de changement au budget d'acquisition de la Nationale, qui est resté pour les imprimés 82.000 francs.

Je me suis longtemps promené le long des rayons des deux bibliothèques : British et Nationale...

La différence apparaît de suite : Cent volumes du British valent deux cents des nôtres... Les uns furent achetés, c'est-à-dire choisis, les autres sont venus par le hasard du dépôt.

Là-bas, non seulement le dépôt fut lui-même un *choix*, mais les livres achetés sont en bien plus grand nombre que les livres déposés.

Maintenant sur le *choix*, qu'y a-t-il à dire?

Affirmerai-je que la Nationale choisit beaucoup mieux ? Toutes proportions gardées, je le crois.

Mais qu'est-ce que cela veut dire avec nos petits budgets ? Le *choix* ne s'impose presque pas au British, qui achète tout ce qu'il veut.

Or le crédit d'acquisitions n'est pas seulement plus élevé, il est plus élevé depuis très longtemps. Il y a deux tiers de siècle que les achats du British vont du triple au sextuple des nôtres.

Je ne cache pas que c'est pour moi ici le plus important. Je voudrais y insister d'autant plus que les bibliothécaires réclament peu sur ce point. Presque tous se plaignent du manque de place, du manque de crédit de catalogue ; presque aucun de n'avoir pas de livres. Les livres ! ils viennent charger le travail, augmenter le nombre des lecteurs, et il leur faut trouver une place, au risque de se cogner les coudes et la tête.

N'accusez personne de mauvaise volonté. C'est l'erreur des donateurs et du Gouvernement que croire qu'une bibliothèque, c'est des livres et rien que des livres. Que de gens achètent une automobile, et la revendent l'an d'après, faute d'avoir calculé le garage, l'usure, le chauffeur et l'accident. La Natio-

nale n'a jamais refusé d'acquérir, et, malgré une direction à tendances presque uniquement archéologiques, une liste de livres scientifiques étrangers modernes, établie par des académiciens « sciences », s'est trouvée des 4 cinquièmes identique à celle des achats qui avaient été faits. Au point de vue compétence, c'est très beau. Mais un cinquième qui manque, et ne manque que faute d'argent, un cinquième de livres de sciences, nouveaux, nécessaires à qui veut connaître l'état d'une question et la faire progresser, qu'est-ce que cela? En argent, peut-être vingt mille francs. Au point de vue scientifique, combien? L'Etat fait des placements qui rapportent moins!

Or il n'y a pas que la science. Il faut bien se réduire. On a des principes. On n'achète que des œuvres complètes. On n'achète plus de musique. Et comme les Français impriment en Allemagne, donc ne déposent pas (ce qui d'ailleurs ne nuit en rien à leur droit de propriété), la section musique est morte à la Nationale, comme à peu près la littérature étrangère, critique exceptée. La critique, l'histoire, c'est « sérieux », n'est-ce pas? — Il y a des auteurs qui ne coûtent pas cher du tout; une *mission* compléterait aisément nos collections en achetant au rabais tout ce qui nous manque, mais on n'achète que des livres neufs ou antiques, l'*occasion* n'est pas administrative. De même les *bibliothèques* à bon marché ne figurent pas sur les propositions des libraires. Ni Reclam ni Tauchnitz n'ont la Nationale comme client. J'insiste sur ces détails peu importants pour montrer qu'on peut critiquer; mais je n'ignore nullement que, dans la pratique, tout cela que vous, moi, ferions pour notre compte, une administration qui « ne se dirige pas » est bien embarrassée pour le faire. Je proteste qu'on peut désirer que toutes les Bibliothèques, le British compris, achètent aussi bien que la Nationale. Mais nos crédits d'achats LIVRES sont de 80 à 85.000 francs. Cela depuis l'Empire. Alors le résultat est-il digne de la France?

— Oui, sous l'Empire.

N'hésitez pas à le croire, la Bibliothèque Nationale a cessé d'exister en tant que première bibliothèque du monde avec la République de 48. Le XIX^e siècle tout entier devra s'étudier au British Museum, qui seul en offrira une collection un peu complète; et le XX^e devra être étudié en Amérique. L'Histoire du Second Empire s'écrit mieux à Londres qu'à Paris. Et je parle de livres de France, et non de livres en français, car les

livres suisses, belges ou canadiens en français, sont à Londres, ils ne sont pas ici.

Que dire des budgets américains d'achats ! C'est plus de 15 millions pour les États-Unis, Washington achète pour 450.000 francs de livres, 250.000 de journaux et 15.000 de livres de jurisprudence. Boston achète pour 181.419 francs...

Berlin a un budget d'accroissement de 186.200 marks.

Je ne puis que répéter que ces chiffres sont honteux pour le renom de notre Nationale. Et ces pauvres 82.000 francs ont en plus à fournir de livres une salle publique, une populaire, pour laquelle Paris ne fait rien...

Dépôt collectif de presque toutes les grandes bibliothèques de l'ancien régime, dépôt légal de toutes les publications françaises de l'âge nouveau, la Bibliothèque Nationale n'a pas de plus grand devoir que de conserver et d'acquérir. Et tout ce qui n'est pas cela — même les catalogues, même la communication au public — peut être fait ailleurs et ne vient ici qu'en second ordre. Je ne parlerai ainsi d'aucune autre bibliothèque en France : il les faudrait ouvertes, éclairées le soir, avec des catalogues coûtant quelques sous, prêtant libéralement, *usant* leurs livres. Mais il faut qu'il y ait quelque part une réserve, un endroit où tout se conserve et se retrouve.

Je m'inquiète beaucoup plus des livres que chaque jour la Nationale *manque* à acquérir que des impatiences du public, je regarde aux 500 francs que coûte le Larousse relié en fer et que le public écule en cinq ans, alors qu'avec notre budget de province tant d'œuvres scientifiques ne peuvent être achetées ! Et je rage des mille francs qu'il nous en a coûté pour apprendre au public par voie de catalogue que nous possédions 51 tirages du Manuel de la gendarmerie quand les poètes anglais de ce temps, et les belges et les suisses qui écrivent en français, et la musique de Franck, et les neuf dixièmes des périodiques indexés par Poole, et jusqu'aux annuaires des bibliothèques allemandes et tant de documents commerciaux, statistiques, industriels, coloniaux, même de France, manquent à la Nationale et manquent à la France.

Le budget d'une bibliothèque qui ne veut pas déchoir, qui veut suivre le mouvement mondial de la librairie, doit admettre le principe d'un accroissement continu.

Le travail d'Ad. Roquette, bibliothécaire de l'Université de

Göttingue, fait d'après le catalogue Hinrich, nous donne une idée du progrès de la librairie.

ACCROISSEMENT DES PUBLICATIONS DE LIBRAIRIE

Journaux et musique non compris

	1869	1880	1890	1900	Augmentation pour cent
Généralités	262	377	519	419	60 %
Théologie	1.607	1.390	1.763	2.218	39
Droit et politique.....	1.141	1.557	1.638	2.599	128
Médecine.....	517	790	1.353	1.645	128
Sciences naturelles et mathématiques.....	799	988	1.124	1.390	74
Philosophie.....	135	145	171	383	185
Pédagogie, livres scolaires	1.453	2.446	2.653	3.697	154
Langues et littérature.	868	1.039	1.228	1.427	64
Histoire.....	644	752	874	1.090	72
Géographie et cartes .	413	657	1.109	1.381	234
Guerre.....	308	353	560	554	80
Commerce, industrie .	424	583	929	1.548	265
Architecture, sciences de l'ingénieur.....	213	403	446	739	247
Agriculture et silviculture	318	545	564	854	114
Belles-lettres.....	999	1.209	1.731	2.935	194
Art.....	435	627	787	735	70
Publ. populaires, almanachs	335	657	796	623	86
Divers	354	423	621	555	52
TOTAUX	11.305	14.941	18.875	24.792	119
Prix de vente (marks).	37.276	65.185	86.797	105.170	182 %.

182 o/o. Telle serait en 30 ans l'augmentation normale d'un budget de bibliothèque.

Ce travail a été fait pour faire honte aux bibliothèques allemandes qui n'augmentaient pas assez vite. On réclame deux millions pour Berlin : achats de livres...

Nous demandons pour Paris quelques mille francs de plus chaque année.

Pendant celle qui vient de s'écouler (1906), l'aviation, la Conférence de la paix, les sous-marins, le Maroc, la photographie des couleurs, l'étude des phénomènes sismiques au Japon, etc., etc., ont été l'origine de toute une littérature nouvelle, utile, publiée à l'étranger.

Les crédits d'achat sont les mêmes que l'an dernier. Sur quoi doit-on rogner pour faire place aux nouveaux venus ?

Que M. le Rapporteur du budget, qui trouve que « l'intelligence y pourvoira », donne sa liste !

Il ne s'agit pas de dépense somptuaire. La description coûteuse des tirages divers, en 43 colonnes de catalogue, des romans de Fenimore Cooper, est du luxe. L'achat de livres utiles n'en est pas. C'est un placement, et qui peut rendre beaucoup.

Un livre qu'un Français ne connaîtra pas, — c'est une dépense, une erreur, un travail vain ou déjà fait, que tel des nôtres, officier de notre armée, cultivateur de nos champs, ouvrier ou industriel pouvait éviter...

Pour qu'une bibliothèque reste en sa position devant l'état des sciences en progrès continu, le principe doit être reconnu d'un surplus de crédit chaque année, si humble fût-il, quelques milliers de francs... — mais chaque année, normalement, régulièrement.

En votant cette année un crédit qui est le même que l'an dernier, le même qu'il y a trente ans, — les Chambres votent un nouveau recul de la Bibliothèque nationale, diminuent un peu plus les ressources scientifiques de la France.

III. — Matériel.

Nous n'avons que peu à dire sur le matériel. La comparaison des budgets suffit.

Cependant un effort va être fait chez nous et la construction d'un monte-charges mécanique serait enfin décidée.

Faut-il rappeler que des bibliothèques qui ne sont pas le quart de la Nationale, en Allemagne, en Amérique, sont pourvues d'ascenseurs, et que la Nationale n'a guère d'autres moyens mécaniques que ceux en usage jadis à la bibliothèque d'Alexandrie. On y transporte les livres à bras et l'on y crie les cotes comme on hèle un passeur.

Les derniers rapports de l'Administration ont énergiquement signalé cette misère et aussi la nécessité d'apporter quelque hâte et quelques crédits de plus à la construction de la salle nouvelle. Celle-ci, à raison de 300.000 francs par an, n'avance pas vite. Les enfants à croissance lente coûtent très cher ; il faut protéger cette croissance. Il faut des constructions provisoires pour couvrir ce qui est fait. Nous ne parlerons pas ici des plans qui se démodent. Il y a des années que ces bâtisses

sont en train ; depuis, on a construit bien des bibliothèques. Celle-ci devait être, il y a dix ans, pourvue « de tous les perfectionnements modernes ». M. Pascal, architecte, qui venait d'Amérique, les connaissait. A-t-il pu prévoir ceux de quand il aura fini ? Mais c'est l'argent que coûte cette lenteur, et tout ce bétonnage qu'il faudra débêtonner, et la réparation de cette ruine en train, ce monument historique pas fini... Les cathédrales, je le sais, étaient longues à construire. Mais une bibliothèque n'est pas une cathédrale, c'est bien plutôt un atelier. Il ne s'agit pas de loger Dieu, qui peut attendre, mais nous, les Parisiens, qui voulons travailler.

Cependant ce double, cette seconde classe de lecteurs n'existe pas au British Museum, suffisamment désencombré par les bibliothèques de la ville. Le British a de plus quelques avantages matériels qui facilitent grandement le service.

Le plus important, c'est que les journaux sont à part. Il y en a d'ailleurs beaucoup moins. Nos journaux de province sont bien dans un bâtiment à part, mais il n'y a pas de salle pour les y consulter. On pourrait en installer une sans un bien grand crédit, s'il ne fallait pour cela bouleverser toute la constitution et faire trembler sur leurs bases la demi-douzaine de commissions et administrations qui auraient à connaître du sapin ou du chêne des trois tables en bois qu'il y faudrait mettre. Restent les collections de journaux parisiens, très demandées, et encore placées dans « l'Histoire de France », comme au temps où ils étaient « un ». On a soin d'imprimer des catalogues pour perpétuer de tels errements. « L'impression du catalogue, dit M. Delisle, assure aux cotes la fixité. » — Quant à la *Köelnische Zeitung*, grosse dame, comme on sait, elle descend six étages, quand on l'appelle en bas.

Il faudrait fermer deux mois pour faire un remaniement qui remuerait moins de livres que de ministres, d'architectes, de commissions et autres poids lourds. L'architecture, service actif, veut construire et non palabrer.

Le British a un autre avantage : la salle est ronde. C'est une belle invention, qui n'est point d'un architecte, mais de Panizzi, bibliothécaire. Le dôme, qui est de l'architecte, et qu'on vante, me semble fort laid. La Salle de Labrouste est une belle chose, même à Paris. Ce fut une œuvre originale, toute de décor, fausses portes monumentales et vraies portes en coupe-gorge, qui avec l'Opéra, les Halles, le pavillon de Flore, font revivre la splendeur du second Empire. Mais la forme

circulaire est autrement commode. Les volumes y arrivent de droite, de gauche, devant, derrière et c'est moins loin que d'aller les chercher tous du même côté. Le lointain, au British, c'est cent mètres. C'est le kilomètre chez nous.

Les volumes du British sont donc en bien moins grand nombre, s'offrent en masses plus utiles, déchargées de périodiques et de vaines rééditions. De plus, ils sont tassés dans des armoires roulantes, suspendues à des rails. Enormes casiers métalliques, placés devant les rayons, mais qu'on déplace en les faisant glisser d'une main. Mécanisme coûteux, mais qui économise de l'homme, de la place et du temps. Il triple le nombre des volumes qu'on met dans le même espace. De fait, notre service de magasin emploie presque autant d'hommes, qui se donnent trois fois plus de mal, pour mettre à peu près le double du temps — quoiqu'on exagère bien — à apporter le même nombre de volumes. L'entretien ne coûte que de l'huile. Je pense que ce système paye bien en deux ou trois ans sa valeur. C'est un calcul à faire, par le nombre de pas humains qu'il économise et le prix de ces pas humains au tarif gouvernemental, qui, en France, est très bas.

On a réclamé avec insistance le transport des journaux de province en banlieue, la création d'une *hémérothèque*, joli nom, le déménagement des Estampes au Louvre, etc.

S'il ne s'agit que de garder, la place ne manque pas; s'il s'agit de communiquer rapidement, c'est autre chose. Ce qui manque surtout, c'est la machine. Ajouter des galeries, c'est allonger l'attente du public. Il faut tasser et rapprocher.

Ces systèmes américains, grappins, râteaux mécaniques, cases roulantes, amènent les livres en deux minutes, mais vous les éreintent en deux ans.

Le British Museum a peu de mécanique, sauf ses armoires roulantes; c'est au système des livres entassés dans un très petit espace et débarrassés de l'inutile, qu'est due la rapidité. On peut tasser beaucoup à la Nationale. Chaque année de grands efforts sont faits pour remanier les emplacements et rapprocher les volumes les plus consultés. Les salles nouvelles sont prêtes, on déménagera les médailles, on mettra des livres à la place. Tout porte à croire que d'ici peu d'années le service de la Nationale aura gagné beaucoup.

Post-scriptum ! — Sous une impulsion énergique, des expériences sont faites, ce printemps de 1908, pour voir s'il est possible de changer quelque chose dans une si vieille maison.

Les résultats sont stupéfiants. Il était donc possible, avec le même personnel, de doubler la vitesse... J'espère que déjà, quand ce livre paraîtra, quelques-unes des *pénitences* infligées au public lui seront pardonnées, et qu'il ne restera bientôt plus qu'un souvenir religieux des rites suivant lesquels on apportait les livres, au début du xx^e siècle, à la Bibliothèque Nationale.

IV. — *Catalogue.*

Le British en a un et la Nationale n'en a pas, voilà ce qu'on dit. Je dirai pire. Durant les trente ou cinquante dernières années de la Nationale, un seul effort sérieux, tenace, a été fait, et pour un seul service, le catalogue, il a été réclamé et obtenu des crédits. A peine s'est-on soucié du public, et des achats, devant ce mirage : le catalogue. Actuellement, avec 82.000 francs d'acquisitions, avec des employés honteusement payés et en nombre totalement insuffisant pour le service, la Nationale dépense une centaine de mille francs et occupe de plus un tiers de ses fonctionnaires en « catalogue ».

Une part de cet effort va au classement nécessaire des nouveaux livres, aux manuscrits, etc. L'autre va uniquement à l'entreprise immense de ce *Catalogue général* dont une note officielle nous laisse croire que le cinquième serait achevé... Mais le cinquième d'un total qui ne comprend ni les anonymes, ni les séries spéciales, — il y en a beaucoup — est encore assez loin d'être le cinquième d'une moitié.

Cependant, le British Museum a un catalogue. Il est complet, il est à jour. On le met au courant toutes les quinzaines. Le British n'a jamais cessé d'avoir un catalogue au courant même pendant qu'on imprimait le catalogue actuel.

Et ceci vient simplement de ce qu'on y tire les fiches à cinq exemplaires, — ce dont un appareil autocopiste de 50 fr. est fort capable.

Le devoir de fournir de suite au public un catalogue à jour, complet, tant par auteurs que par matière, semble aussi élémentaire pour une bibliothèque que la tenue du journal pour une maison de commerce. Les crédits de la Nationale y suffisent amplement, et rien ne l'en empêche que le Catalogue même, — et je ne sais lequel est le plus fâcheux pour la maison, de n'avoir pas de catalogue à offrir au public, ou de traîner le poids du catalogue qu'elle fait.

Ceci n'est pas particulier à la Nationale. Depuis cinquante ans on peut dire que les travaux personnels de catalogue ont remplacé le « service public » dans les bibliothèques de France. L'histoire de la Nationale, qui a arrêté ses catalogues à moitié faits pour faire un inventaire, et fait cet inventaire de telle sorte que le public n'en profite pas, qui, dénuée de ressources pour le simple service, entreprend de publier un catalogue plus beau, plus vaste, plus riche que la plus riche bibliothèque du Monde, vaut la peine qu'on l'étudie spécialement, ce que nous tenterons de faire plus loin. L'intérêt de cette question dépasse l'importance même de la Bibliothèque Nationale en France. C'est la vie même des bibliothèques, un des services majeurs de l'instruction d'un pays, absorbé, confisqué par les manies de quelques érudits.

Nous constatons ici simplement que l'absence de catalogues met la Nationale dans un état d'infériorité complet.

Le service s'est déjà senti de quelque amélioration pour les 3 lettres A-C. dont le catalogue général (auteurs) est publié. C'est parce que le public fait ses recherches lui-même, met les cotes des volumes, que les volumes arrivent plus vite, que les erreurs sont moins nombreuses, les gens de meilleure humeur, etc. Ceci ne devrait-il pas hâter le catalogue ?

Par quel moyen ? En doublant, en triplant l'argent qu'on y dépense ?... On pourrait faire dix volumes par an au lieu de quatre ; et dans quelques années on aurait assez dépensé pour dire que l'abandon serait un vrai désastre.

C'en serait un en effet. Il faut que le catalogue se continue et se termine. Mais des réformes sérieuses sur la façon dont il est fait seraient autrement efficaces qu'une augmentation de crédits. Car, en vérité, on peut doubler ceux-ci sans que l'effet soit très sensible. Et comment, dans un budget si pauvre, jeter plus d'argent encore à ce catalogue sans fond ? Mille nécessités plus urgentes nous pressent et la première n'est-elle pas justement de donner un catalogue aux lecteurs de la Nationale ? Ce n'est pas du tout, pour cela, le bon moyen qu'on a pris.

Au résumé, le Catalogue du British Museum est fini. Il n'y a plus qu'à revoir et faire des suppléments de tout le nouveau qui arrive — qui arrive en bien moins grand nombre que chez nous. Cependant le crédit *Catalogue des imprimés* est pour 1906 de L. 6.467, soit 161.425 francs, et l'année 1908 prévoit 3.000 L. d'impression (75.000 fr.).

Avec 40.000 francs net, peut-être 80 à cent mille au maxi-

mum, en comptant le traitement des fonctionnaires qui ne font plus que du Catalogue, la Nationale catalogue son passé, son présent, et pense cataloguer l'avenir, de façon plus détaillée, plus luxueuse que jamais le British n'aurait osé le faire.

Et on le fait, il n'y a pas de doute, on le fait.

C'est bien pourquoi la Nationale continue à n'avoir point un Catalogue.

V. — *Personnel.*

La question PERSONNEL en nombre, dans les 3 grandes bibliothèques de l'Europe — Washington se trouve page 244, nous avons mis l'Amérique à part, pour ne pas être trop décourageant, — peut se résumer dans le tableau suivant :

	NOMBRE de communi- cations au public	PERSONNEL			TOTAL	BUDGET total du personnel
		Direc- tion	Biblio- thécaires	Em- ployés		
LONDRES British Museum	1.587.463	17	45	227	389	1.195.425
PARIS Bibl. Nationale	750.882	12	58	97	167	449.000
BERLIN Bibl. Royale	499.555	7	50	72	129	559.750

Les crédits du British Museum ne sont pris ici que pour la part supposée revenir à la *Library* ; le total serait de 1.595.625. Ils comprennent la Police, service distinct. Nous donnons les chiffres totaux de communications dans l'ensemble des salles. Il faudrait ajouter l'importance des collections, bien difficile à évaluer ; il faut se rendre compte de l'importance des services à pourvoir : la Bibliothèque de Berlin n'a ni médailles ni estampes, et rien que des manuscrits et des livres. En la représentant par 1, on pourrait dire que le British Museum est 3 et la Nationale 5...

Or, nous voyons que le budget de cette dernière est le plus faible.

Voici le détail :

IMPORTANCE DES SERVICES COMPARÉS

British Museum. — Imprimés, Mss. Dép' Oriental, Estampes, Médailles, soit 5 départ. sur les 8 du Musée, les autres n'entrant pas dans la *Library*; en plus une section des cartes et une salle de journaux, 4.587.463 communications, dont 863.741 dans le Reading room en 1903.

Berlin. B. R. — 2 dép. : Imprimés, Mss., 487.957 comm., 289.442 prêts en ville, 22.256 en province et à l'étranger en 1904.

Paris. B. N. — 4 dép. : Imprimés, Mss. Médailles. Estampes, plus une section des cartes et une salle publique de lecture. Comm. de 1907 : 552.049 vol. à la salle de travail, 58.630 à la salle publique, 36.365 cartes, 68.939 manuscrits, 57.675 estampes, etc.

DÉTAIL DU PERSONNEL :

(Chiffres en francs)

A. DIRECTION.

Nombre.

Londres : 1 directeur à 37.500, 3 trésoriers de 10 à 15.000, 1 superintendant du Reading Room à 10.000, 5 conservateurs à 18.750, 7 conservateurs à 15.000. *Londres.* 17
Berlin : 1 directeur général à 7.500, un directeur à 11.250, 4 directeurs de section de 2.500 à 9.000. *Berlin.* 7
Paris : 1 administrateur à 15.000, 5 conservateurs à 10.000 et 6 conservateurs-adjoints à 7.000. *Paris.* 12

B. BIBLIOTHÉCAIRES.

Londres : 21 assistants de 7.500 à 12.500, 24 de 3.750 à 7.500. *Londres.* 45
Berlin : 33 bibliothécaires, 13 oberbibliothécaires, 4 secrétaires. Traitement de 3.375 à 6.375 avec indemnité de logement de 375 à 1.125. *Berlin.* 50
Paris : 41 classes de bibliothécaires et sous-bibliothécaires dont on compte 3 à 6.000, 12 de 4.000 à 5.500, 19 de 2.700 à 3.600, 9 à 2.400, 7 à 1.800. — 8 attachés payés sur les fonds du catalogue (5 fr. par jour), comptés tout de même, en nombre, dans le personnel qu'ils sont appelés à suppléer. . . . *Paris.* 58

C. EMPLOYÉS, GAGISTES, GARDIENS, etc.

Londres : 98 gardiens, en 2 classes allant de 1.500 à 3.000; — une trentaine de boys, à 825 environ; — Un service spécial de police occupant 1 inspecteur à 6.400, un sergent à 3.750 et de 20 à 30 surveillants à 3.140. — 35 gagistes environ dont 4 messagers de 2.500 à 4.500, 2 électriciens à 4.350 et 5.000 et des chauffeurs, concierges, femmes de service, serruriers, hommes de peine, relieurs, etc., 100.000 (?). . . *Londres.* 220
Berlin : 1 bureau-assistant et 9 expéditionnaires de 2.062 à 3.375. — 20 employés de bureau, messagers, inspecteurs et aides-bibliothécaires de 2.250 à 3.000, un Castellan et 42 Bibliothekdiener de 1.250 à 1.900. *Berlin.* 72
Paris : 69 gardiens en 2 classes dont 2 sont de la 1^{re}.

(1 chef à 2.700, 4 de 1.900 à 2.200, 27 de 1.700 à 1.800, 19 de 1.300 à 1.600, 11 à 1.200. — 7 au service de nuit : 10.700). — 7 concierges, chauffeurs et femmes de service (depuis 600. Total : 9.700). — 13 ouvriers (collage et reliure : un chef à 2.900, les autres de 1.300 à 2.400). — 8 commis (18.000 fr.). demeurent encore. Cette fonction est supprimée par extinction.

.....Paris. 97

D. SUPPLÉMENTS. — Notons, pour la comparaison des chiffres, qu'il y a au British Museum une allocation de 30.000 pour le service du soir et du dimanche, de 14.000 pour le personnel étranger (médecin, explorations, etc.) — A Berlin, 86.770 d'indemnité de logement, 2.500 de secours, et une somme de 96.894, laissée en imprévu, mais souvent reportée, qui ne figure pas dans le total ci-dessus de 559.750. — A Paris 20.000 pour prolongation de séances.

Ce tableau édifiera-t-il suffisamment sur la situation honteuse de l'un des services de l'enseignement supérieur en France? Personnel le moins nombreux, personnel le plus mal payé...

Mais avec la question d'argent, tout n'est pas dit. Regardez mieux, voyez le système :

La Nationale a trop peu de monde, moitié trop peu pour son service.

Or, elle a plus de fonctionnaires que le British Muscum !

Pour les *Imprimés* seuls, 37 contre 31.

Mais le British a plus de 200 gardiens, gagistes, commis, clerks, boys, policemen... — nous, 60.

Voici longtemps que les commissions de défense scientifique des bibliothèques, l'école des Chartes, les rapporteurs du budget, etc., réclament que les emplois des bibliothèques soient réservés à des spécialistes techniciens diplômés.

M'est-il permis de me joindre à eux et de réclamer hautement les techniciens qui manquent ?

Lesquels? Des paléographes... ah! grand Dieu, non! mais de bons techniciens, hommes de peine, surveillants, policiers, grooms, copistes, typewriters, etc.

Il y a, dit-on, des armées sud-américaines où l'on compte au moins un officier pour deux hommes, dont un caporal. Car, dans une caserne, il faut toujours être deux : un qui dit de balayer, un autre qui balaie. C'est sans doute le cas prévu par le législateur au temps où l'on dormait dans les bibliothèques. Il n'en est plus ainsi et, à la Nationale, la besogne est énorme, les soldats en petit nombre, les officiers pas fiers. Tous travaillent, avec zèle. Mais quelle incompétence! Tant de diplômés

et de titres pour « relever la profession », quand on fait tant d'économies pour l'abaisser! Je supplie qu'on ne voie aucun orgueil et aucune réclamation pour quelqu'un dans cette façon de voir. J'ai trouvé bien et juste de nettoyer les lieux N^o d'Infanterie et l'Etat payant exactement 0,05 par jour à la caserne un licencié ou un analphabète a le droit de ne pas choisir. Je me place à un point de vue général et pour ainsi dire commercial, et signale un mauvais emploi des fonds publics, Oui, la besogne qu'il y a dans les bibliothèques réclame des techniciens, hommes de peine robustes et copistes agiles... Y mettre « tant de savants »! comme dit M. Aulard, n'est ni économique ni même intelligent. Des techniciens! Des techniciens!

Mais une chose est admirable : la hiérarchie.

La Nationale comprend 15 classes de gradés.

Il y a des conservateurs, il y a des adjoints, il y a 6 classes de bibliothécaires, 4 de sous-bibliothécaires, et des stagiaires et des attachés...

Pour les gardiens, une seule espèce, deux classes.

C'est juste le contraire au British — et ailleurs. Un chef, deux classes d'*assistants* et c'est tout.

Mais on a des clerks, des boys, des copistes, des électriciens, on a des gardiens en 2 classes, on a des policiers et des gagistes de toute sorte sans hiérarchie. Et il en est ainsi de toutes les bibliothèques du monde; des dactylographes d'un sexe ou de l'autre assurent la tenue à jour des catalogues courants; des jeunes gens très nombreux s'instruisent du métier en apportant et rangeant les volumes, ce qu'ils font très vite, avec une alerte intelligence. Enfin, la police, assurée par des professionnels, forme un service à part.

Ainsi, aux imprimés de notre Nationale, 3 conservateurs, 33 bibliothécaires, sous-bibliothécaires ou stagiaires, 5 à 10 attachés, 40 gardiens.

Le British Museum compte 5 conservateurs et seulement 26 assistants. Mais nous trouvons en revanche 80 gardiens, et en plus, ce qui nous fait complètement défaut, une vingtaine de boys, 8 à 10 clerks et messagers et un service de police avec son sergent et ses hommes, — une vingtaine. En tout, le double de monde et un tiers de chefs en moins.

C'est que l'une des maisons est plus libre que l'autre. Un chef de maison, responsable, trouve mieux qu'un décret l'homme nécessaire à une place. Tant de règlements qui régissent nos « Personnels » ont tout prévu, sauf l'intérêt public.

Nulla économie possible. Dans tel établissement de l'Etat, où le personnel est surmené, quelques écritures urgentes, environ 20 francs par mois, furent données au dehors. Il s'est trouvé un député pour entretenir la Chambre de cette histoire et une Chambre pour l'écouter, cette même Chambre qui, pour les besoins sérieux d'un établissement scientifique, ne trouve pas dix minutes d'attention.

Les bibliothèques étrangères ont une grande richesse. Elles peuvent avoir des copistes qui copient, des fournisseurs qui fournissent et des imprimeurs qui impriment. Il n'est pas nécessaire que ce soit « nationalement ».

Que le Parlement se rassure. Tout se passe régulièrement et nationalement, même l'Imprimerie, à la Nationale ; le monopole des fiches y sera respecté et les achats de cent sous, approuvés d'un Ministre, seront payés par un autre, après triple facture, papier timbré, préavis, réavis, ordonnancement, visas. Avec une inspection à un pied et un règlement à un autre, cuirassée de vertu et casquée de diplômes, notre grande Bibliothèque reste ferme au poste.

On ne peut pourtant pas lui demander de courir.

Insisterai-je assez sur cette conception même de ce qu'est le « travail » dans une grande bibliothèque ?

Nul n'en parle. Il y a eu une Commission de Réforme des Bibliothèques. De grands archéologues, de grands palabres, de grands projets. Un seul souci : protéger la profession « mettre des barrières » (*sic*) pour la relever, en défendre l'entrée, maintenir les droits d'une école, réserver les places, ériger règlements, examens et concours.

L'intérêt du public, celui de la maison, de l'Etat, la besogne à faire enfin, il n'en fut pas question. Les fonctions sont faites pour les fonctionnaires, non pour la besogne.

Songez aux services « nécessaires » d'une Bibliothèque Nationale : messagerie, emballage, catalogue, reliure, bibliographie, police, acquisitions, correspondances, périodiques, dépôt légal..., etc. Voyez les 18 départements, à Washington ; chacun comprend assistants, clerks, copistes, typewriters, attendants, messenger boys. Que de spécialités utiles, depuis la mécanique et l'électricité, jusqu'aux marchés de la librairie internationale, langues étrangères ou anciennes, reliure, législation, etc...—L'Etat français ne connaît que deux espèces : les chartistes et les sous-officiers.

Le chartiste ne coûte pas cher, on en a beaucoup, ils travaillent bien ; ce qu'ils ne savent pas, ils l'apprennent. Mais le sous-officier... Au fait, on en a peu, de sous-officiers. On se contente de leur offrir des places ; ils refusent tous, parce qu'il faut balayer. Résultat ordinaire : quelques mois d'attente pendant lequel un personnel déjà insuffisant à sa propre besogne, fait celle d'à côté — en attendant. Le public aussi attend. Le volume demandé depuis 30 minutes ne vient pas. C'est que l'adjudant, nommé par la Guerre pour l'apporter, réfléchit si ce métier est bien digne de lui.

J'ai précisé à titre d'exemple. Un public impatient s'en prend à n'importe qui, celui qui est là, un pauvre diable qui fait double besogne, la sienne et celle de l'emploi vacant. Or, pour faire que ce volume arrive plus vite, il faudrait modifier toute la constitution, puisque la Guerre, l'Instruction publique, les Finances et la Chambre échangent des notes, avis et recommandations pour trouver l'homme ayant qualité, titres, diplômes, etc., pour soulever un bouquin dans ses mains, et l'apporter.

§

S'il y a, cependant, des questions de personnes dans la question de Personnel, s'il y a à juger et à comparer ce qu'on fait ici et ce qu'on fait ailleurs, il faut bien avouer que la Nationale, si combattue par ceux qui devraient se taire, a été, comme toutes les bibliothèques de France, tenue à l'écart du mouvement moderne, de l'essor général des bibliothèques et de la science bibliographique par une sorte de mandarinat qu'on a appelé les chartistes — bien que les élèves de l'École des chartes ne soient pas toujours les plus chartistes des chartistes — et devant les pamphlets, intrigues, tout le bourdonnement de spécialistes menacés dans ce qu'ils croient leur fief, mais dont l'influence reste grande, un peu de vérité, même rétrospective, peut être encore utile.

Disons donc que la Bibliothèque sort d'une longue administration qui a été certes une période de grand travail et sur laquelle la renommée des travaux personnels de M. Léopold Delisle a jeté un grand éclat. On a fêté et célébré cette œuvre, admirable à tant de points de vue, mais on peut bien aujourd'hui la juger un peu.

Beaucoup, même de ses admirateurs, des lecteurs du département des manuscrits, qui regrettent tant sa bienveil-

lance et son libéralisme, beaucoup pensent que l'on n'est pas près d'en réparer les fautes ni d'en finir le catalogue. L'abandon insensé des catalogues en cours pour une entreprise bien plus longue, bien moins utile, est une calamité qui domine tout et dont on souffrira encore dans 50 ans. Les estampes, la section géographique, l'art, les sciences, les lettres françaises et étrangères, il a à peine été question de tout cela. Les classifications scientifiques nouvelles ont été rejetées avec une légèreté toute académique. On a obtenu des crédits immenses pour des catalogues de curiosité, mais l'insuffisance de crédit d'acquisitions et de personnel n'a été signalée que mollement aux pouvoirs, et devant la croissante affluence du public, on n'a pourvu aux nécessités du service qu'en engageant à tort et à travers des jeunes gens auxquels on laissait entrevoir un avancement que l'on ne pouvait pas leur donner. Il a été signalé aux chambres combien la moyenne de traitement des fonctionnaires avait été abaissée... Peut-être bien leur moyenne dans un autre sens aussi. La Bibliothèque n'a pas su retenir ou attirer un corps de savants ; elle a écarté systématiquement toute compétence qui n'était point paléographique. Tout cela doit être dit.

Garnett, ancien conservateur du British Museum, raillait déjà ces examens du continent qui absorbaient les journées de savants dont on croyait vraiment qu'ils avaient mieux à faire. Concouraient seuls des fonctionnaires déjà en place depuis cinq ou dix ans, qu'on avait donc pu apprécier !

Etranges cérémonies.

Il n'y était question ni des langues étrangères, ni de sciences, ni de bibliographie scientifique, ni des connaissances générales auxquelles le public peut avoir recours, ni de comptabilité, législation, aménagement des bibliothèques, de rien en un mot de ce qui pouvait offrir quelque utilité dans le métier. Combien de fonctionnaires ont acquis depuis la connaissance de leur métier, qui en furent empêchés durant de longues années par les études hétéroclites qu'on exigea d'eux !

Toute connaissance spéciale qui vaudrait au dehors quelque notoriété et dont tant de bibliothèques auraient tiré parti (mettons qu'il s'agit d'hébreu ou de zoologie, ou de la connaissance des bibliothèques étrangères) — tout cela fut écarté comme de la simple littérature. C'est le système d'incompétence appliquée avec régularité comme le seul faisant de bonne administration.

Le British fut tout de même dirigé par des gens plus pratiques. Sans remonter à Panizzi, il suffit de jeter les yeux sur l'*Index Fortescue* ou les *Garnett series* pour s'en convaincre.

Un mouvement moderne se dessine aujourd'hui dans nos bibliothèques. Les chartistes eux-mêmes s'y sont mis avec zèle. On peut garder quelque méfiance; on ne peut nier la bonne volonté. Je crois qu'une ère d'élargissement s'est ouverte pour toutes et pour la Nationale. J'ai cru bon de rappeler ces responsabilités historiques. S'il ne s'agissait que de justice, la part de l'éloge serait immense, mais elle a été faite, largement. Nous ne parlons ici que des torts. C'est plus utile.

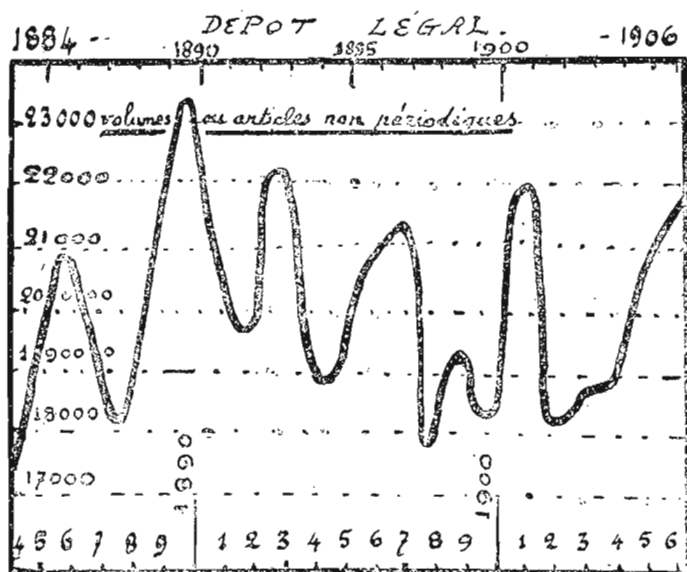
Si le dommage causé par une sorte de fanatisme se répare lentement, s'il y a une part vaine et vraiment ridicule dans l'énorme somme de travail qui s'est fait et qu'on continue en partie, il est urgent de dire que nulle administration n'a trouvé dans son monde, du plus petit au plus grand, une conscience, une ardeur au travail, un zèle plus grand et plus mal récompensé.

J'ai dit l'abaissement de la moyenne des traitements. Mettons l'accroissement du travail en regard, du travail décuplé avec les mêmes machines et presque le même nombre de gens.

Crédit de personnel.	Nombre de communications aux imprimés.
1869 375.000	292.093
1879 406.000	399.509
1889 436.000	559.333
1899 436.000	655.980

Ceci pour les lecteurs. Ils ont donc plus que doublé. Tandis que le traitement des fonctionnaires baissait, leur nombre restant le même, l'exigence du public doublait exactement. Or dans cette période (1875-1894), un inventaire de tout l'arrière de la Nationale, — 1.100.000 numéros — était rédigé sur fiches, un catalogue imprimait les notices de 57.000 factums, on terminait l'immense catalogue de l'Histoire de France, celui de la Médecine et, plus sommairement, ceux de Grande-Bretagne, Espagne, Italie, des cinq parties du monde... Enfin et désormais, tout livre entré à la Nationale était immédiatement classé, catalogué. Or des dons nombreux, plusieurs de 10 et 40.000 volumes, venaient augmenter le travail de catalogue

et classement. Nous donnons un relevé du Dépôt légal avec ses hauts, ses bas, et le travail qu'il donne après les expositions.



Si l'on pouvait additionner livres et lecteurs on aurait une ligne à peu près droite, une diagonale, ou, pour être pittoresque, la rampe du funiculaire qu'on exploite au Vésuve. Quant au budget, ce serait la route de voiture avec paliers nombreux. Ne fatiguons pas les chevaux. Le funiculaire, à 2.000 mètres, s'arrête. Les voitures tout doucement rattrapent. Les lecteurs de la Nationale s'arrêtent aussi: la salle est pleine. Mais les livres montent toujours. La montagne est finie et ils montent toujours. Comment? Je ne sais pas. Le budget, lui, s'endort. Il n'y a plus au-dessus de la montagne que des fumées...

Le personnel de la Bibliothèque Nationale fait aujourd'hui à quatre à peu près six fois ce qu'on faisait à trois. Mais, il y a une limite. Les services actuels sont fort mal assurés. On arrive tout juste. Chacun y met du sien, mais une influenza ou seulement des vacances, on n'arriverait plus. Le cas ne s'est pas encore présenté, — comme dans ce musée du XVI^e arrondissement où, faute de personnel, me dit-on, on ferma! Cela viendra. On garde le souvenir de journées où ce fut tout juste.

On parle d'économies possibles. Ici même; peut-être on me fera dire que tout est gâché et dépenses inutiles dans nos vieilles maisons économes. Il s'en faut!

Si je regrette quelques dépenses, je ne dirai même pas : « d'autres seraient plus utiles », mais : « d'autres feraient mieux comprendre que c'est utile de mettre de l'argent dans des bibliothèques. » En vérité, la parcimonie à la Nationale est plus grande même que dans bien des maisons privées. Une grosse société financière, une compagnie pour l'exploitation de mines ou d'usines a une administration et une comptabilité plus coûteuses et parfois plus vaines. Le déchet, la perte au frottement est plus grande. Nous faisons librement des critiques. Les comprendra-t-on? On vit sur un budget de famine. Il est impossible de tout faire. Des besognes utiles sont à ajourner devant d'autres besognes plus utiles. Il fait beau prêcher les aliments nourrissants à ceux qui n'en peuvent acheter à leur faim. Le plus pressé n'est pas de se nourrir, mais d'écarter la faim. Manger n'y arrive pas. Buons. Idéalisme des gens qui vivent d'expédients. Je ne crois pas que ceux qui ont commencé le catalogue général de la Nationale auraient attaqué une telle besogne s'ils avaient eu l'âge et les moyens d'en voir la fin. Il y a du découragement dans les ambitions exagérées.

Puisqu'il y a des Français qui vont à Londres, je ne puis que les inviter à visiter cette ville mieux que ne l'ont fait nos conseillers municipaux et à y visiter non pas seulement le British, le Guidhall, mais quelque autre des 80 bibliothèques publiques, et s'ils peuvent pousser jusqu'à Birmingham ou Manchester, ils connaîtront que les Anglais sont capables de mieux que le British!

Avec un budget de ville secondaire, la Nationale française est restée tant bien que mal, plus pour longtemps sans doute, mais est tout de même encore la première du monde...

Et elle le resterait si son budget pouvait ne pas être inférieur aux deux tiers de celles qu'on lui compare.

VI. — Administration.

L'administration anglaise vaut-elle mieux que la nôtre? Elle est aussi complexe, elle est bien plus coûteuse, mais elle est plus libre et garde de l'énergie. La nôtre est un vieux cheval

qui tourne, les yeux bandés. L'anglaise est une plus grosse et bien plus lourde bête, plus coûteuse à nourrir et que M. Maindron compare au seigneur Eléphant. Elle en a le caractère énorme et fantaisiste; ses accès de travail abattent tout devant elle et le Gouvernement même, fort petit à côté, ne la mène pas comme il veut.

Les conducteurs du British sont les sommités de l'Etat ou des académies et les familles des grands donateurs Sloane, Cottonian, Townley, etc. En fait, le British a mené à bien ses entreprises, a obtenu des pouvoirs tout ce qu'il a voulu. Sous réserve d'être plus économes, nous pourrions élargir nos cadres de conseillers. Pente dangereuse, car on manque surtout d'indépendance. Je me demande pourtant si un conseil bien composé ne serait pas une garantie de liberté?

Le premier acte de l'administrateur actuel fut d'appeler des savants pour conseiller les achats. Mais qu'est-ce qu'une commission exceptionnelle, non payée, toute de complaisance? On a dit que ces savants n'avaient guère indiqué que des livres déjà achetés. Ceci prouve que les achats, pour ce que le budget permet d'en faire, sont bien faits. N'était-ce rien que de le savoir?

Cependant, si une telle commission de scientifiques avait, il y a vingt ans, été appelée à suivre de près les travaux de la Nationale, aurait-elle permis l'arrêt des catalogues méthodiques qui, ayant terminé la partie historique, devaient enfin en venir aux sciences et aux arts, et cela pour entreprendre le nouveau catalogue qui refait ce qui est fait et nous promet le reste?

L'enquête faite par la *Revue scientifique*, en 1905, prouve que ces mêmes gens, qui se désintéressent des bibliothèques telles qu'elles sont, auraient, s'ils avaient été consultés, apporté une résistance assez énergique aux fantaisies des paléographes.

Des dons récents (Béraldi, Audéoud, de Vynck, etc.) montrent que des esprits modernes s'intéressent à la Nationale. Appeler les grands donateurs et leurs héritiers directs à un conseil est une assez bonne spéculation. Ce n'est que justice. Le fils d'un grand donateurs a quelque droit à savoir comme on respecte le don de sa famille, surtout si ce don n'est pas un objet une fois donné, mais de l'argent dont la rente est à employer chaque année. Cette sorte d'héritage d'amitié pour le Musée crée une profitable tradition.

Certes la question « de qui se composerait le Conseil? » prime

absolument l'utilité même de ce Conseil. L'influence de l'Académie des Inscriptions, de l'École des chartes et des sociétés historiques, n'a fait que trop de mal à nos bibliothèques et tout fait croire qu'on n'aurait que ça. Seul, un Conseil justement composé de savants, et où l'histoire et la curiosité auraient l'importance modeste qu'elles doivent avoir dans l'ensemble des connaissances humaines, Conseil où entreraient des administrateurs de grandes sociétés, des industriels, des députés et sénateurs, quelques lettrés et artistes, des gens au courant de l'étranger, et enfin ceux qui, par leurs richesses ou leur travail, peuvent être des aides utiles, — seul un tel Conseil, admis à suivre d'un peu près les travaux de la maison, aurait quelque qualité pour émettre des avis, formuler des demandes. Cela vaudrait les conseils si hâtifs et parfois fantaisistes qui sont les seuls conseils que reçoit la Nationale, et qu'on peut diviser en journalistes, ambitieux évincés et rapporteurs du budget. Oserai-je émettre l'idée que le ministre lui-même, chef suprême et précaire de nos établissements scientifiques, pourrait être déchargé de quelques menues besognes qui ne sont pas à la hauteur de ses fonctions ?

Mais je me contenterai d'apprendre à ceux qui l'ignorent que la Bibliothèque Nationale est administrée sur la rive droite, mais dirigée de la rive gauche, que la direction en est tellement indépendante que certainement beaucoup des dirigés ne savent pas qu'ils ont un directeur ; que d'ailleurs cette direction ne concerne pas les bâtiments qui sont dirigés encore d'ailleurs, ni les finances qui relèvent d'un autre ministère... Et maintenant cherchez un homme responsable. Chaque service a son excuse appropriée. A l'un c'est l'impuissance, à l'autre l'ignorance.

Eh bien, nos bibliothèques, la Nationale surtout, ont autant besoin d'autonomie que d'argent. Si ce n'est l'autonomie complète, au moins l'utilité publique et la personnalité civile, ne serait-ce que pour qu'on s'en prenne à quelqu'un de vices graves, de fautes mille fois signalées que tous voient, auxquelles nul ne peut rien. On croit diriger, on ne fait que ligotter, et la Bibliothèque ne peut prêter un livre, échanger un 153^e exemplaire, faire un achat de cent sous ou déplacer un balayeur sans que le ministre ait à y voir.

Si seulement elle pouvait « recevoir » !

Elle reçoit bien des dons. Il en est de splendides ; telle collection de 40.000 volumes, tel recueil d'estampes qui vaut

BUDGET (*en francs*)

British Muséum
Bibliothèque Nationale

	ENSEMBLE [8 départements] musée compris 1906	IMPRIMÉS		ENSEMBLE [4 départ ^s plus cartes et salle publique] 1906	IMPRIMÉS	
		1886	1906		1886	1906
Personnel	1.595.625 (1)	595.000	641.150	440.000	210.700	230.000
Catalogue	161.425		161.425	100.000	50.000	80.000
Acquisitions	550.000	250.000	350.000	180.000	85.000	81.100
Reliures, réparations	275.175	175.000	175.000	40.000	28.000	32.500
Reproduction d'œuvres d'art	15.000					
Chauffage, ventilation, entretien, incendie, éclairage, etc	80.750			35.050		
Fournitures diverses	91.575			17.900		
Dépenses accidentelles	94.850			150		
	2.964.600	1.020.000	1.327.575	803.000	373.700	424.600

(1) Traitements et gages. 1.467.400
Police. 128.225
1.595.625

600.000 francs... mais aucune monnaie n'accompagne ces objets. Ces trésors viennent charger des services obérés. On les accepte et on remercie très chaudement, mais on ne sait souvent où placer, où caser. Et, riche d'un trésor de plus, la Bibliothèque se trouve chaque année plus pauvre, pauvre de salles en plus à entretenir, pauvre de recherches plus longues, de catalogues plus arriérés. Un pauvre qui gagne à la loterie une victoria attelée de deux chevaux s'empresse de la revendre. La Nationale est obligée de garder, loger, nourrir.

L'État est peu sympathique ; on ne donne pas à qui prend. Plus une institution est libre, plus elle reçoit. Il serait bon qu'on puisse léguer en paix à un établissement tel que la Nationale.

On ne le peut pas, et nulle fondation n'apporte cette aisance qu'a le British, qu'ont les musées étrangers, qui ont le droit de jouir de leurs économies, et ne connaissent pas les lois ineptes de la dépense obligatoire dans l'année.

VII. — Budget.

Le British Museum est donc plus riche que nous. Ce n'est pas là ce qu'il y a de grave. Ce qui l'est vraiment, ce sur quoi je voudrais attirer l'attention française, l'orgueil français, c'est que les crédits des bibliothèques étrangères augmentent régulièrement. Les nôtres ne bougent pas.

L'exemple du British n'est pas un fort exemple. Il est plus près de nous, voilà tout. Les budgets américains et allemands suivent des progressions autrement rapides. Mais parlons du British.

Il n'est pas très aisé d'en connaître les ressources exactes. Nous nous sommes efforcé d'établir un parallèle, et nous utilisons un travail fait en 1866 par les fonctionnaires de la Nationale. Je ne sais s'ils sont arrivés à plus d'exactitude que nous vingt ans après. Les totaux, pour l'ensemble des 8 départements du Musée britannique, nous sont donnés officiellement. Mais, comme ci-dessus pour le Personnel, la colonne « Imprimés » n'est ici qu'une évaluation.

Ainsi en vingt ans, la Bibliothèque n'a eu qu'une augmentation : le Catalogue, et si le personnel est ci-dessus légèrement augmenté, ce personnel fait du catalogue. Le service du public, qui a doublé, n'a que quelques gardiens de plus.

Le British n'a pas une division de personnel et matériel,

mais une de police, de gagistes, etc., et les crédits généraux d'administration, chauffage, etc., s'appliquent à tout le Musée.

Il faudrait comparer estampes à estampes, manuscrits à manuscrits. Mais nous avons en plus une salle publique, nous avons un cabinet d'antiques; notre dépôt de livres, vieux journaux, etc., est au moins double; les surfaces couvertes sont sensiblement égales, terrains et étages; bref, sauf l'éclairage, je ne sais s'il faut réellement déduire. Telles séparations (département oriental, journaux) déchargent les services, loin de les compliquer.

En outre, il faut tenir compte de fondations spéciales (Bridgewater, Furnborough, etc.), de l'argent qui est au British et qu'il administre, et surtout des fonds exceptionnels qui ne lui sont jamais refusés : plus d'un million pour telle acquisition.

Quoi qu'il en soit, les crédits normaux d'acquisitions et reliures, de 655.375 francs en 1886, sont actuellement de plus 800.000 fr. (1908 : acq. d'imprimés, 550.000. — Reliures : 211.750. Soit 761.750, plus les revenus des fondations, imprévu, etc.). Le British peut donc dire qu'il reste, devant son temps, devant le progrès général, en même posture qu'il y a vingt ans. Il a augmenté au moins d'un quart. D'autres ont fait plus, mais l'augmentation du British depuis vingt ans dépasse le crédit net de la Nationale.

Quoique nous ne parlions pas ici de manuscrits, nous pouvons signaler le « département oriental », qui occupe un conservateur et 4 assistants, alors que chez nous un seul sous-bibliothécaire de 3^e classe, fort insuffisant, certes, non de savoir ni de zèle, mais en nombre et en grade, semble chargé de connaître toutes les langues orientales. Où est le temps où des Français visitaient l'Orient pour la Bibliothèque du Roy?

L'administration de la Nationale a porté tout son zèle aux autres manuscrits; mais le département des estampes fut quelque peu oublié. Des efforts récents, — et comment ne pas rappeler le souvenir d'Henri Bouchot, — ont ranimé et vont faire revivre la partie « art » de notre bibliothèque.

Le crédit d'achat des estampes (25.000 fr.) est la moitié de celui du British Museum il y a vingt ans.

Quant au dépôt légal, il ne donne pas grand'chose, sinon de la besogne : prospectus et vignettes. Il donne encore moins au service des Cartes et documents géographiques, service qui devrait être un des plus vivants de la Bibliothèque et qui a

été relégué le plus loin possible, si loin que les documents les plus officiels n'y arrivent pas toujours.

Tâchons de conclure; laissons le British Museum; c'est à elle-même que nous voulons comparer la Nationale, à elle-même, à ce qu'elle fut. Et nous tenterons de dire les moyens de la sauver.

CONCLUSIONS POUR LA NATIONALE

La Nationale a besoin d'argent.

La Bibliothèque Nationale a besoin d'argent.

Nous voudrions être aussi modéré et pratique, aussi humble que possible. Elle a besoin d'argent non pour s'accroître, étonner l'univers, faire mieux que qui que ce soit, mais pour reprendre le rang qu'elle n'a plus; pour se soutenir simplement.

Nous tentons de résumer en un graphique tout ce qui vient d'être dit de son budget et de ses communications.

Le graphique nous montre : 1° qu'à part deux grandes catastrophes : la guerre de 1870 et l'exposition universelle de 1900, les besoins de lecture du public français ont suivi une marche croissante : en fait 100.000 volumes demandés en plus chaque période décennale : 10.000 par an en moyenne.

On s'en doutait, car :

1° Il y a plus de livres ;

2° Il y a plus de gens instruits qui veulent lire ;

3° Il y a plus d'omnibus et de chemins de fer et de bateaux pour amener de partout ces gens qui veulent lire.

Notre graphique embrasse presque 40 ans. La première moitié voit le budget augmenté d'un quart. La seconde est stationnaire.

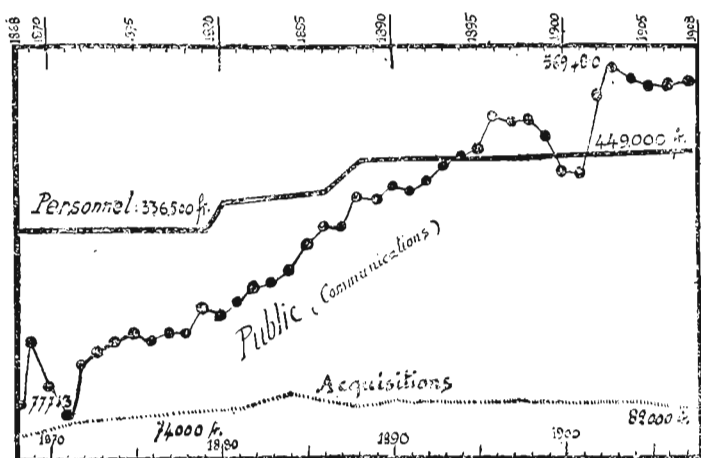
Rien là qui nous change des budgets de l'Instruction publique. La République s'arrache violemment de l'Empire, fait un effort géant, et vraiment on croirait à une renaissance.

C'est en 1888 qu'elle s'arrête pour la Nationale; c'est un peu plus tard pour les bibliothèques populaires.

Et je n'ai pas ici à rechercher la date de cet arrêt pour la marine marchande, le vin ou le commerce des livres. Bien des choses, en France, ont cessé de s'accroître, la France elle-même, d'abord. Mais je crois devoir insister, et encore insister.

En 1868, le nombre des bibliothèques dépensant 38.000 fr.

en achats de livres, n'était pas grand. Pas grand non plus, le nombre de livres à acheter. En doublant ce chiffre en dix ans, le jeune République, au lendemain de nos désastres, faisait ce qu'il fallait pour relever notre bibliothèque supérieure, assurer à la Bibliothèque Nationale son rang parmi les bibliothèques du monde, son rôle dans la science. Elle se mettait « en état », rien de plus, car la production littéraire et scientifique avait doublé elle-même.



Je prie le lecteur de se reporter aux tableaux des pages — qui donnent le progrès allemand, — librairie et bibliothèques.

Voici 30 ans que le budget d'acquisitions de la Nationale n'a pas bougé.

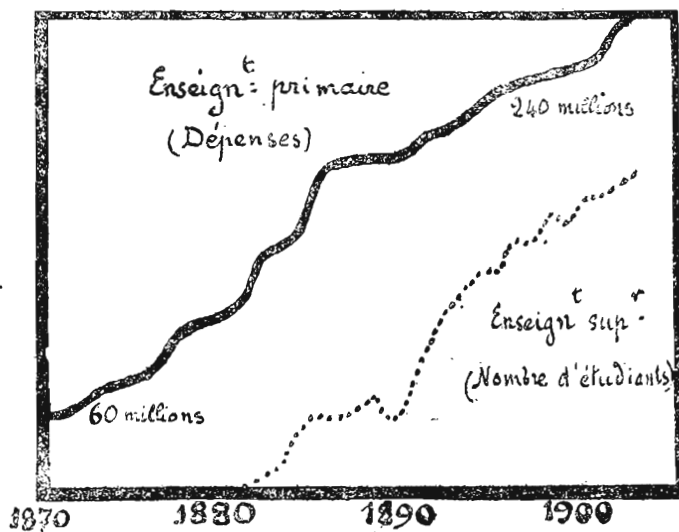
Eh bien, en regard de cette belle ligne d'immobile horizon, simplement pour montrer « l'heure qu'il est », nous calquons sur le dernier album de statistique deux courbes, celle de l'enseignement primaire et celle du supérieur. L'une, ce sont les dépenses; l'autre, le nombre des étudiants, — le nombre de gens qui réclameront à la Nationale leur place.

Autre calcul. En 1845, Paris compte 428 journaux, dont 146 coûtent moins de dix francs, 142 de 11 à 20, 96 de 20 à 40, 27 de 41 à 60 fr., 17 un peu plus. Avec la somme de 8.000 fr. maximum, on pouvait posséder tout ce qui se publiait à Paris: les 40 journaux politiques, les 23 revues et journaux de beaux-

arts, les 103 périodiques littéraires, les 26 revues médicales, les 36 revues scientifiques.

En 1906, le nombre pour Paris est de 3.218, dont 167 politiques. Le chiffre de la province est de 5.067, celui des colonies, 263.

En ne tenant compte que de Paris, on voit qu'il faut multiplier par 7 1/2 l'arrivage annuel.



Mais qu'est-ce que la France, qui, elle, a à peine augmenté comme population et comme activité...

Le « Courrier des bibliothèques » donnait, en 1899, un état de production des livres dans 12 pays : Allemagne, 23.000 ouvrages ; Autriche-Hongrie, 6.800 ; France, 11.000 ; Italie, 9.500 ; Grande-Bretagne, 7.500 ; Etats-Unis, 5.000 ; Hollande, 2.900 ; Belgique, 2.100 ; Suède, 1.500 ; Danemark, 400 ; Suisse, 1.000 ; Norvège, 600. — Canada, Afrique, Australie, Japon, Sud-Amérique sont aujourd'hui à ajouter. Et depuis 1900, ces chiffres ont augmenté. M. Hugues le Roux donne le total de 80.000, dont 11.264 pour la France, 27.606 pour l'Allemagne.

La poste allemande abonne à 11.322 journaux (1901), dont 8.438 allemands, 346 autrichiens, 305 suisses, 2.884 étrangers ; France 842. Le nombre allemand a presque doublé en 24 ans. Il était de 4.350 en 1877.

Nous ne faisons que cueillir au hasard quelques faits pour ne pas trop user de fleurs de rhétorique sur le progrès. Il faudrait cependant qu'on comprenne que ce n'est pas une largesse, ce n'est pas honorer les sciences et les arts que d'augmenter régulièrement les crédits de nos établissements scientifiques. C'est faire simplement ce que tous les régimes de la France ont fait, y compris, en ses beaux jours, — ceux de nos désastres, — notre troisième République. C'est simplement se maintenir et faire les mouvements nécessaires pour flotter.

Quand on parle de l'Amérique, il semble qu'on parle de la lune. Ce qu'ils font les regarde et ne peut s'appliquer à nous : Ils ont des millions, ils ont des donateurs... Et qui donc enseigna à gagner, enseigna à donner, si non ces admirables bibliothèques, ces coopératives de livres, où les millions de dollars ne sont qu'un cas secondaire de l'enthousiasme d'un peuple pour les bibliothèques, dons fabuleux — mais que le public et ces hommes du public que furent les bibliothécaires, les Poole, les Jewett, les Ticknor, avaient, tout d'abord, mérité. Oui, en France, quand on parle non des 3 millions du budget de Washington, ou des 281 bibliothèques et des cinq millions de livres prêtés à New-York, ni des Universités, ou de Boston, — mais des bibliothèques des petites villes établies de suite, d'urgence avec la pharmacie et l'école, — avant même qu'il y ait des maisons autour, — il semble qu'on parle d'une drôle de coutume qu'ont les sauvages. Le Japon pourtant, qui sut se montrer civilisé, et prouver, comme l'Europe la prouve, sa civilisation, — le Japon, fonde d'immenses bibliothèques.

L'Allemagne a reconstruit la plupart de ses vieux dépôts universitaires. Comprenez bien que ce développement formidable de la bibliothèque royale de Berlin n'est qu'un cas ; derrière elle, vingt universités et celle de Strasbourg — dont la bibliothèque, restée française, n'aurait, je pense, que les crédits d'une de nos universités et qui a un budget de 177. 212 fr., dont 91.312 fr. pour acquisitions. Lyon, notre plus gros budget, récemment augmenté, n'a que 44.619. Or, Berlin, Londres même ne sont que des villes plus grandes dans le pays. Mais en France ! La Bibliothèque Nationale de France est ce que Paris est au pays, un masque d'or...

On ne nous enlèvera pas nos richesses anciennes ; nous possédons ce qui n'est plus achetable au monde. Soit. Il en est à qui cela peut suffire. Pour les trois quarts des gens qui prési-

dent aux bibliothèques de France, le reste, l'utilité même, la science, la vie, ce n'est rien.

Les temps vont vite. Il se fait du précieux et de l'ancien chaque jour; et voici déjà longtemps qu'est devenu rare et vieux du beau moderne que nous n'avons pas acquis.

Voici trente ans que le budget d'acquisitions de la Nationale n'a pas bougé.

En 1869, 150 personnes étaient attachées en tout à la Bibliothèque Nationale pour 46.336 lecteurs. En 1906, ce nombre est de 200 pour 156.142 lecteurs. Les lecteurs ont triplé. Le personnel a augmenté d'un tiers. Un tiers seulement, mais aux dépens d'eux-mêmes : le traitement a diminué.

Comprenez bien que la Nationale est à peu près seule en France à assurer quelque connaissance de l'univers. Ailleurs, des fentes, des trous par lesquels on voit quelque chose. C'est la seule large fenêtre ouverte.

A quoi cela correspond, ne plus bouger depuis trente ans, depuis ces trente dernières années précisément ?

Vous le savez sans doute, vous, rentiers, si votre capital est le même qu'il y a vingt ans ou même si vous recevez des rentes identiques. De combien avez-vous réduit vos dépenses, votre train ? A quoi avez-vous renoncé ? Vous habitez le centre, puis ce fut aux faubourgs, bientôt c'est la banlieue...

L'instruction supérieure, en France, reçoit, depuis trente ans, la même pension de l'Etat.

Mais il n'est pas besoin d'être bourgeois ou retraité. Que gagnais-tu ? Que gagnait ton père avant la guerre ? Tâcheron ou journalier, dis ta journée, pour voir. Pourrais-tu faire à moins et même vivre à présent à ce taux de jadis ?

Car le pain, selon les calculs de l'Assistance publique, a augmenté de 10 0/0 en sept ans (1900-1907) ; la viande, depuis trente ans, de 20 à 50 0/0, la volaille de 75 0/0 ; le beurre, les œufs, le fromage de 30 à 40 0/0, et les pommes de terre ont doublé. Le sucre et les fruits seuls ont diminué un peu, et le bibliothécaire doit être frugivore. Mais il faut qu'il se loge, et que dire des loyers ?

Les petites choses qui coûtent moins sont celles dont on se passait. Le bon marché n'est que l'occasion de dépenser plus. Le nécessaire a tantôt doublé, tantôt triplé. D'après l'album graphique de la France, les salaires (bibliothèques et professeurs exceptés) ont monté de 58 pour 100 en un demi-siècle, soit presque 1 0/0 par an, avec une hâte dans la période 1865-

1880. La valeur des locaux donne de 12 à 15 0/0 pour dix ans. J'ai là une moyenne des denrées à Paris. Il paraît qu'elle fait un dixième tous les cinq ans. Mais peut-on comparer ces choses matérielles aux livres, nourriture intellectuelle...

Non, et voici pourquoi. Si la victuaille augmente de prix, la quantité en a une limite nécessaire, elle se mesure aux capacités des estomacs. L'estomac de bibliothécaire est de petite moyenne. La réduction dans ce réduit ne se voit pas.

Ce métier qu'on aurait dû augmenter régulièrement, comme on a augmenté les autres métiers, journaliers, boueurs, sénateurs, ministres, depuis le temps où l'on payait 20 francs une bonne à tout faire, 2 francs un homme de peine, 9.000 francs un député — ce métier qu'on aurait dû, dis-je, augmenter en trente ans d'un bon quart pour lui maintenir le même rang, la même valeur sociale, lui assurer la même élite... — il n'a pas été impossible, vu l'encombrement des carrières libérales, la surproduction de bacheliers en général et de chartistes en particulier, enfin l'enthousiasme national, la « *furia francese* » pour les professions assises, de recruter au rabais des zèles compétents. Et si au lieu des savants et gens éminents qui servaient et qui servent dans les bibliothèques, on n'a plus un jour que des ronds de cuir diplômés, toutes les transitions auront été ménagées. Ce n'est pas même en vingt ans que l'on peut s'apercevoir qu'en payant mal un service — bibliothécaire, professeur, instituteur, etc., — en déconsidérant une profession, on gâche les bonnes forces d'un pays. Les études commencées, les carrières entreprises, tout cela, découragé, continue tout de même. Il faut plus de vingt ans pour que le vide se voie. Et il faudra plus de vingt ans pour réparer.

Mais si le rang que tient un métier dans son pays ne décroît pas très vite, le rang que tient une bibliothèque dans le monde décroît tout autrement. Car si le pain et la viande n'ont que doublé à Paris, la science et les livres ont décuplé dans le monde. Il ne s'agit plus d'un estomac de fonctionnaire, qui, entre la famine et l'indigestion, a de modestes limites; il s'agit de faire face à l'univers entier où, depuis vingt ans, des peuples nouveaux ont surgi, créant des instituts et poussant, en tout sens, des progrès scientifiques, industriels et autres — qu'il faut connaître pour ne pas déchirer.

La science des tremblements de terre s'élabore au Japon, le Zambèze appelle l'archéologie; l'ethnologie, la psychologie, la médecine, la géologie peuvent-elles ignorer les travaux de ces

Universités américaines que Sa Majesté Napoléon III — dont notre bibliothèque conserve le budget, — ne pouvait pas connaître, parce qu'elles n'existaient pas... Nous ne demandons rien de plus que de voir le mouvement des bibliothèques, le crédit des bibliothèques, suivre le mouvement général des choses, le Progrès, pour dire le gros mot. Vous doutez qu'il y ait un Progrès des sociétés humaines ! J'en atteste les 355.000 cabarets de France en 1880 qui sont 450.000 depuis, les 1.500.000 hectol. d'alcool passés à 2.600.000. L'humanité ne s'arrête jamais.

§

Donc la Bibliothèque Nationale a besoin d'argent.

La Bibliothèque Nationale a besoin d'argent.

Elle était la première du monde, incontestablement. Je ne pense pas qu'il soit un antimilitariste qui ne tienne un peu à cette gloire-là. Mais ce n'est plus de gloriole qu'il s'agit, c'est de services utiles, pratiquement utiles, dont profitent les Français comme les étrangers.

Nous autres, nous n'avons guère que cette bibliothèque-là.

L'on m'a accusé de médire, on a reproduit ce mot sur les habitués : « Je n'y ai jamais vu un lecteur sérieux. »

Depuis quinze années que je connais ses lecteurs, je n'ai que trop pu me convaincre des services qu'elle rendait comme de ceux qu'elle ne rend pas et qu'elle devrait rendre. Il y a en vérité des lecteurs très sérieux ; il y en a beaucoup, mais ils ne viennent pas souvent ; il y en a immensément, mais ils n'osent pas, ne savent pas, ne peuvent pas venir. Que les esprits sérieux, offensés d'une note de journal, et trop sérieux pour me lire, reçoivent des excuses. Il y a des lecteurs sérieux, très sérieux. Et je les prie de ne pas prendre cela pour eux.

Il y en a au moins cinq pour cent. Eh bien, n'est-ce pas assez et très encourageant ? Ceci fait de 5 à 10.000 personnes qui, chaque année, ont besoin de trouver tel livre qu'ils ne peuvent trouver nulle part ailleurs, et il s'agit de chercheurs, d'inventeurs, de commerçants ; il s'agit de savants auxquels un simple article lu dans une revue peut révéler le nouveau ou éviter des mois de recherches dans le déjà su. Plus d'un millier de gens chaque année apportent au genre humain un élément de progrès qui n'existerait pas si la Nationale n'existait pas et qui diminue quand elle diminue ! Cette proportion vaut le million inscrit dans les milliards du budget... Et quel budget

d'État et quelle institution, quelle fondation, quelle académie, quel prix, bourse, secours, société d'encouragement, Mécène, ministre, sous-secrétaire d'État, ligue, école, testateur, bien-faiteur peut en dire autant?

On ne veut pas voir la vérité dans sa gangue. On la veut nettoyée, vernie. Comptez ce qu'il faut gâcher partout pour réussir. Quoi! ce n'est pas trop de quatre « salons », un cent de petites expositions et plus de six mille peintres pour produire de belles toiles... combien? — une douzaine! — et on chicane des livres aux savants? Sans doute, un public vain empiète, gêne parfois. Il faut que ceux qui ont vraiment besoin de la Nationale ne trouvent pas la place prise par des étudiants ou des flâneurs qui devraient avoir vingt autres endroits à Paris pour aller. On range les livres pour les trouver; on range les gens pour qu'ils les trouvent. Mais je les connais, les savants, les travailleurs « sérieux ». Ils ont grand besoin de sots autour d'eux. Oui, ce sont des ignorants, des suffisants, journalistes, rentiers, qui grognent, réclament, exigent, font marcher la machine. C'est parce qu'elles manquent d'un public frivole, que les bibliothèques s'endorment, gardent des heures d'ouverture invraisemblables, des communications lentes et autres tracasseries auxquelles se soumettent si volontiers ceux qui, absorbés par leur travail, ne voient pas qu'on les ennuie. Il faut l'utile ferment de ces têtes un peu vides, auxquelles une querelle procure de l'occupation.

Et qu'ai-je besoin de parler d'utilité d'une Nationale? Celui qui écrit ces pages et quiconque les lit prouvent qu'ils n'en doutent pas.

En parlant des grandes bibliothèques du monde, en montrant combien la suprématie de notre Nationale est menacée, nous faisons appel à une vanité que nous savons puissante. Ce n'est pas une vanité vaine.

Nous répétons qu'une bibliothèque ne suffit pas à un pays, et qu'alors même qu'on aurait rue de Richelieu tous les livres qui paraissent dans l'univers, les ressources scientifiques de la France seraient médiocres, car un tel entassement serait inutilisable. Bien des livres qu'achète notre Nationale rendraient de grands services au laboratoire de Wimcreux ou au sommet du mont Ventoux, et ne sont guère consultés dans notre capitale.

Mais tout cela va ensemble et ne se contredit pas. C'est l'état général, à peu d'exceptions près, de nos laboratoires, de nos

universités, de tout notre matériel scientifique en un mot, que nous trouvons atteint d'anémie. Le teint, le pouls, la langue donnent des signes concordants. On ne guérit pas le teint seul, sans quoi il suffirait de mettre du fard; et on en met. La Bibliothèque Nationale n'est qu'une assurance, une réserve. Le pays vit sur elle comme on vit sur sa graisse. Non, ce n'est pas elle qui devrait fournir les livres scientifiques, les livres spéciaux, même pour l'histoire, et encore moins pour les lectures courantes du public oisif et des candidats aux licences. Elle est une assurance, elle doit combler un vide, conserver ce que les autres ne conservent pas, compléter les collections qui, largement usées ailleurs, peuvent, doivent même avoir égaré quelque volume. C'est là son rôle dans un pays pourvu de livres. On croit qu'il y a une question de Nationale. Il n'y a qu'une question des Bibliothèques, plus même, de la lecture en France. On peut sauver en partie la Nationale par des éditions de livres à bon marché. Il y a une autre bibliothèque Nationale, la bleue à 0,25, que les collégiens connaissent, mais que les gens à barbe oublient et à laquelle on renvoie des lecteurs quand ils sont intelligents, car les autres s'offensent et veulent travailler dans une salle réservée. Mais qu'est-ce que cette collection à côté de celle de Reclam, à Leipzig? Si nous n'avions pas ce sot mépris du commerce que la caste fonctionnaire et la caste littéraire ont appris à l'université, il y aurait des libraires installés dans la Nationale même. On y vend bien des caries postales! Que de volumes seraient achetés parce que l'heure sonna avant qu'on ait fini, parce que, décidément, après lecture, ils valent d'être conservés, parce qu'il faut attendre l'exemplaire officiel qui est en mains ou à la reliure, parce qu'enfin, — c'est le cas le plus fréquent et le plus simple, — le public ne se doutait pas qu'il pouvait se procurer ce livre si aisément, à si bas prix.

Quelle insistance sur la Nationale! C'est que tous se pendent après, qu'elle est le factotum de la lecture nationale, qu'elle doit combler l'insuffisance des bibliothèques techniques et savantes, de celle de l'enseignement supérieur et secondaire de toutes les universités de France, se prêter aux exigences des études historiques, aux manies généalogiques, et offrir à Paris, — ville pauvre ou ville avare — une bibliothèque publique de quartier. Il serait très salubre qu'elle se mît une fois en grève, et au nom de l'Etat! Un ministre resté révolutionnaire pourrait, tout en autorisant le prêt, en province et aux établissements

purement scientifiques, de certains documents, décréter que ses salles seraient fermées au public jusqu'à ce que la ville de Paris établisse un lieu public de lecture convenablement fourni et ouvert tout le jour. Mais serait-il en droit de prendre une telle mesure quand lycées, instituts, universités mêmes sont si manifestement insuffisants !

Ainsi nous apparaît la grande raison de ces attaques injustes contre la Nationale. C'est parce que ces professeurs renoncent à tirer quoi que ce soit de leur bibliothèque d'université, c'est parce que le public a épuisé en quelques mois les bibliothèques de prêt municipal, c'est parce que la plupart des bibliothèques françaises — budget de misère, horaires invraisemblables ou travaux archéologiques des bibliothécaires — sont de service nul pour le public, que tous s'en prennent à la seule où l'on obtient quelque chose.

§

Il y a donc une crise de la Nationale.

La première chose à faire pour la sauver, c'est de se plaindre des autres.

Lesquelles ? Toutes, et surtout celles qui n'existent pas et devraient exister.

Cessez de considérer cet établissement comme un omnibus auquel on donne une rapidité d'auto et une majesté de corbillard.

La *Ville* de Paris n'a pas de bibliothèque.

Je sais qu'elle a 80 cabinets de lecture. J'appelle une bibliothèque un établissement ouvert au moins de 9 h. du matin à 10 h. du soir sans interruption, pourvu d'une salle de journaux du jour, et de périodiques, ayant les *Bottins*, annuaires, indicateurs, dictionnaires, encyclopédies, manuels, livres de renseignements courants et de l'année. Qu'elle prête des romans, c'est l'accessoire. Je n'ai aucun mépris ni pour ces renseignements courants, ni pour les romans ; et Paris doit avoir toutes ces ressources. Je constate que le service d'une bibliothèque scientifique est impossible quand les besoins courants ne sont pas pourvus. Ces besoins regardent la ville, ne regardent pas l'État.

Que les Français qui veulent comparer le British à la Nationale entrent, je le répète, dans une « free public library » de Londres, n'importe laquelle : il y en a une à deux pas de Trafalgar Square où ils trouveront à 7 heures *le Figaro* du jour. Alors,

ils comprendront. Et de ces bibliothèques-là, toute ville de 40.000 habitants en Amérique, en Angleterre en a; on en construit en Allemagne. Que fait-on en France? De Calais à Perpignan, on se plaint...

De quoi? — Qu'on attend trop ses livres à la Bibliothèque Nationale.

§

RÉFORMES. — Subsidiairement, et bien après... — on peut à la Nationale même beaucoup améliorer avec beaucoup d'argent. On peut même beaucoup avec très peu d'argent. Et depuis que ces pages sont écrites, on a fait beaucoup — sans argent.

Mais tout ce qui reste à faire!

Administration. — Je l'ai bien étudiée et je n'y comprends rien. L'Administration est ici et la Direction ailleurs et celle des Travaux encore ailleurs et les Finances... Or qu'a-t-on proposé contre cet état de choses? Le savez-vous? — C'est d'ajouter une inspection qui tirera encore d'un autre côté. Il y a des « haute-école » qui conduisent quatre chevaux. Ici la haute-école consiste à se mettre à quatre pour en conduire un. C'est beaucoup plus difficile. Si ce n'était pas un de ces vieux coursiers qui marchent toujours, même quand le cocher dort ou se prend de querelle... Que l'on croie bien que toutes créations et réformes — l'éclairage lui-même — sont beaucoup moins affaire d'argent que d'administration.

L'autonomie, et autorité réelle, une responsabilité peuvent seules décider et appliquer une réforme. Dans cette anarchie hiérarchique de pouvoirs qui se détruisent les uns et les autres, il ne peut être question que de palliatifs. On peut tout de même en indiquer quelques-uns :

Prolongation des séances. — Une réforme qu'on peut faire de suite, c'est, pour les estampes, manuscrits et cartes, ne pas fermer à 4 heures, du moins quand il fait jour, et surtout ouvrir à 9. La prolongation des séances ne coûterait que vingt mille francs en tout. La foule qu'on chasse à quatre heures est nombreuse. Ceux qui voudraient bien venir plus tôt le matin sont moins nombreux, mais sont des travailleurs beaucoup plus sérieux.

Périodiques. — La séparation nette des périodiques. En désencombrant les magasins, elle rendra plus rapide la recherche des livres, et elle permettra de communiquer journaux et

revues dès qu'on les a. — On vient de faire effort dans ces deux sens. Mais il faudrait une réorganisation complète.

Eclairage. — L'éclairage de la salle de travail est certainement la réforme la plus désirée par le public. Eclairer la Bibliothèque jusqu'à 10 heures du soir équivaut exactement à construire une seconde Bibliothèque Nationale.

L'Etat paie 820.000 francs par an pour faire lire aux Français environ 5 à 600.000 volumes. Pour 50.000 francs de plus, il en ferait lire 5 à 600.000 de plus.

A Washington, on compte, entre 9 et 6 heures, le jour, de 28.592 lecteurs (juillet) à 51.632 (avril). De 6 à 10 du soir, on en compte de 21.485 (décembre) à 42.650 (octobre). En été, les chiffres du soir dépassent ceux du jour. Comptez, non de 6 à 10 mais de 4 à 10 l'hiver, puisque la Nationale ferme à 4 heures, et vous voyez que je n'exagère nullement. Eclairer la Bibliothèque, c'est *doubler* au bas mot les services qu'elle rend.

Et cela coûte ? — 11.392 francs 50, à Washington.

A Paris ? nous avons les Arts décoratifs qui sont éclairés. L'installation a coûté 24.782 fr. 80 (le prix de deux volumes et demi du catalogue de la Bibliothèque Nationale). — Dépense par an : 2.868 fr. 55.

Allons ! pour 50.000 francs, on se charge de tout et on fait fortune.

Les objections contre l'éclairage sont surtout des plaisanteries d'architecte, mais aussi des illusions du public.

Tout d'abord, il ne s'agit pas d'éclairer autre chose que la salle de travail. C'est dire qu'il faudra, comme au British Museum, demander les livres pendant qu'il fait jour. Non qu'il serait impossible, muni de lampes à pile sèche, comme on en vend pour 1 fr. 95 dans les bazars, d'aller chercher les livres sans danger d'incendie, mais outre qu'il y faudrait une coûteuse surveillance, un grand surcroît de personnel, il n'est pas désirable, pour la conservation des livres, d'amener à la Nationale tous les flâneurs du soir.

Il ne s'agit nullement d'établir là une vaste salle de lecture courante, telle que Paris devrait en avoir, ailleurs, une dizaine. La salle nouvelle sera peut-être cela. Nous pensons que ce serait un service utile, peut-être aussi utile que la bibliothèque des savants. C'est un point à discuter à part. Cela ne regarde pas l'Etat, voilà tout, ni la Bibliothèque Nationale.

Mais installer une salle restreinte où ne seraient communi-

qués que des livres nécessitant des études prolongées, et demandés par avance, installer même quelques lumières dans la salle actuelle n'offre pas le moindre danger, la moindre difficulté. Les courants électriques n'ont pas à passer par les magasins où sont les livres et la Bibliothèque serait bien moins menacée par l'éclairage de la salle qu'elle ne l'est par le bec de gaz qui illumine le square Louvois.

L'augmentation du personnel serait assez restreinte, les demandes faites d'avance se répartissant mieux que celles exigées par le public fébrile qui vient de déjeuner.

Ce qui est plus grave, c'est l'usure des livres. Un crédit de réparation et remplacement est à ajouter.

L'éclairage, la plus grosse satisfaction à donner au public, pourrait être la rançon d'un relèvement de crédits. Cette seule raison sans doute a fait soulever tant de difficultés. On voudrait que l'éclairage ne vint qu'avec tout un ensemble de réformes qui replacerait la Nationale au rang élevé qu'elle occupait dans l'univers. On craint que, malgré les règlements et les formalités, l'ouverture le soir ne soit un vrai désastre pour notre grande bibliothèque, devenue désormais le simple cabinet de lecture des Parisiens oisifs. On sent que la politique, qui devrait défendre, attaque, que les faveurs ont tôt fait d'user et ruiner toute règle prohibitive. Cependant, l'impossibilité où sont tant de travailleurs utiles à notre pays de profiter de la Nationale est telle que l'on doit passer outre. Et devrait-on interdire l'accès aux Parisiens, ne communiquer ni romans, ni histoire, ni livre de seconde main, il conviendrait qu'un savant, qui vient de province exprès et qui n'a qu'un jour à passer à Paris, puisse lire passé quatre heures le livre qu'il a commencé.

Acquisitions. — Ceux qui tiennent à ce que la Nationale garde non le premier rang, mais un rang honorable dans le monde, doivent s'attendre à voir doubler son budget d'acquisitions.

Mettons que l'autonomie, l'indépendance dans le choix des livres et leur paiement, équivaldrait à une sérieuse économie.

En augmentant de 5.000 francs par an, régulièrement, les acquisitions de livres et périodiques modernes, la République ne ferait que « maintenir » la Nationale.

Nulle dépense ne *rendrait* autant : Le prêt des livres scientifiques apporterait une vie toute nouvelle à la Nationale. Elle cesserait d'être le cabinet de lecture de la rue

Richelieu pour servir utilement la science et l'industrie française. — Mais j'oublie que le prêt en province n'est prévu par le règlement que pour les manuscrits... Or l'usage est aujourd'hui que les livres scientifiques soient imprimés.

Personnel. — Le 22 janvier 1907, on rendait compte au Sénat de l'état des traitements à la Bibliothèque Nationale :

« Quelques exemples : un agent âgé de 36 ans, qui dirige avec une compétence parfaite un service autrefois confié à un conservateur, est encore stagiaire après 8 ans de service, aux appointements de 1.800 francs. Voici un chartiste licencié ès-lettres, stagiaire depuis 6 ans, à 4 francs par jour, et le reste à l'avenant. »

Ces éloquents paroles ont été entendues, approuvées même... Et le résultat, cette année-là, fut une diminution de 5.000 francs au chapitre « personnel ».

Les archivistes sont une grande force, mais ce n'est pas une force électorale.

Nous avons déjà dit que le personnel instruit, le personnel des bibliothécaires, n'est pas à augmenter en nombre, si l'on fait rentrer dans le service ceux qui ne s'occupent que du catalogue. Il est à augmenter de valeur scientifique et il serait à souhaiter que les nouvelles acquisitions en personnel soient choisies hors les lettres et histoire.

Cependant, on ne peut espérer de spécialistes au prix où on les paye. Je sais qu'on parle de « techniciens » et que des paléographes prétendent justement avoir ce métier-là, de bibliothécaire, qui ne comporterait pas de spécialité — que la leur. Mais ce métier-là, qui existe, ce n'est pas en France, même à l'École des chartes, qu'on peut l'apprendre. Quelques voyages en Amérique et Angleterre seraient vraiment plus utiles.

Le niveau des bibliothécaires français est encore plus élevé que leur traitement, certes. Mais beaucoup, les meilleurs, quittent le métier. D'autres s'y maintiennent en renonçant à toute étude. Les médiocres attirent et poussent les médiocres. L'erreur fut de s'imaginer que, parce qu'on trouve des gens instruits, travailleurs, pour des prix dérisoires, on fait une grande économie. Si un jeune homme peut, quelques années durant, faire une besogne de manœuvre parce qu'il a suffisamment d'énergie et d'illusion pour travailler en dehors, il s'use vite à cela ; et d'autres charges lui viennent avec la famille ; un avancement normal devrait alors l'aider,

lui permettre de continuer à étudier, à se tenir au courant des progrès de son métier... non, ce sont les besognes banales, copies, recherches, catalogues qui seules lui feront l'appoint nécessaire pour vivre, lui et les siens.

La Chambre a encore été saisie, en novembre 1907, de propositions de MM. Reinach et Berger. Ils ont dénoncé cette hiérarchie fictive qui ne met tant de degrés que pour empêcher de monter, et la moyenne des traitements abaissée de plus en plus sous l'administration de M. Delisle, qui ne fit face au public croissant et aux vastes entreprises d'inventaire qu'en engageant de plus en plus de jeunes gens, sans obtenir d'augmentation de crédits correspondante. Le déficit actuel du budget sur les promesses de la hiérarchie dépasse 50.000 fr.

Ce n'est pas beaucoup demander que 3.000 francs par an, au bout de cinq à dix ans de service, pour des hommes qui ont atteint la trentaine, qui sont archivistes-paléographes, ou diplômés des langues orientales, docteurs ès-lettres, etc. — car on ne trouvera guère à ce prix de médecins, d'ingénieurs, de financiers ou des aptitudes commerciales, qui seraient si utiles... Trois mille, à Paris, franchement, est-ce beaucoup demander?

Les fonctionnaires ne savent pas se syndiquer, menacer, obtenir. Ils ne peuvent non plus étaler leur misère. Elle est quelquefois grande.

Tout de même, au lieu de faire copier des fiches à 3 sous, qui n'en coûteraient que deux faites ailleurs, afin de permettre de manger aux enfants de ce savant à 1.800 francs, on pourrait le payer quelque étude utile à son métier, libre de poursuivre quelque étude utile à son métier. Croyez que les diplômés ont dans leur métier même beaucoup à apprendre.

Maintenant, qu'il y ait quelque honneur national, je ne sais pas si vous êtes sensible à cela... Les soldats du Grand Turc montent la garde en tricotant des chaussettes qu'ils revendent. Ce sont tout de même de bons soldats... Et on trouve tout de même, à cent sous, de bons bibliothécaires...

Personnel secondaire. — Qu'en dire? Ils sont très intéressants, ne demanderaient pas micux, vu le peu d'heures qu'ils y font, de travailler plus à la Bibliothèque, et moins ailleurs, où on les paie moins. Ça va bien l'été, mais l'hiver, quand on ferme à 4 heures, c'est dur et les travaux à faire passés 4 heures sont peu nombreux. Oserai-je dire qu'avec bénéfices, fondations, etc., ce sont, après quelques années par trop dures au début, des heureux, des gâtés, vis-à-vis de leurs

pareils du commerce ou de l'atelier? Soit, ils méritent de l'être... C'est un personnel sûr, qui a de bonnes traditions. Mais je ne suis pas sûr en traitant cette question de n'être pas inconstitutionnel et de ne pas tomber sous le coup de quelque loi qui punit les écrits attentatoires à la sûreté de l'État. La bienveillance ministérielle, éclairée par un syndicat très revendicatif, a réduit pour eux la journée de travail à quatre heures trois quarts... On paye des heures supplémentaires, mais non à tous. Il leur faut d'ailleurs demander à d'autres industries l'appoint nécessaire pour vivre. Nous aurions à discuter cette idée admise assez généralement que le métier d'employé de bibliothèque est incompatible avec la science et la littérature, mais non avec l'archéologie, le portage des journaux, l'état de concierge, etc., métiers spécialement encouragés par l'État, qui crée pour eux, pour eux seuls, ces demi-emplois, petit salaire de vivotage qui permet de « travailler pour soi... ».

Car « gardiens ou bibliothécaires », vous savez bien qu'on ne peut vivre du métier... ni comme argent pour une famille, ni comme travail pour un homme.

Souhaitons donc que ces humbles agents qu'entoure la « sollicitude des pouvoirs publics » arrivent tous à leur maximum, 2.200 francs, et obtiennent tous les palmes d'Académie.

Mais, sans nous occuper des gardiens actuels, je crois qu'il y a tout un personnel nouveau à créer à la Nationale et, ici, l'exemple du British, de l'Amérique, de l'Allemagne même doit nous servir. Ces emplois sont : la police, les dactylographes et les boys.

Je n'insisterai pas sur la police : les derniers voleurs pincés — ils avaient pris une soixantaine d'in-folio — étaient signalés depuis longtemps; mais on n'a pu les arrêter que grâce à des gardiens habillés en « lecteurs », qui s'assirent à côté d'eux. Cela date de quelques années. Un surveillant en uniforme sert à rassurer les voleurs. Il en faut d'autres pour les prendre. Un bon service « de lecteurs » recommandé par la Préfecture de police permettrait de supprimer bien des tracasseries et précautions d'ailleurs absurdes qui gênent le public honnête, rassurent les voleurs et tentent ceux — si nombreux — qui sont des honnêtes gens capables parfois de voler.

2° Vous savez qu'on a inventé des machines à écrire? On peut même faire plusieurs copies à la fois; ainsi un catalogue à 5 exemplaires, comme au British, à Oxford, à Berlin, à New-York...

Mais les travaux supplémentaires...

Voilà, il faudrait payer convenablement les employés.

3^o Un petit clerc d'avoué coûte un louis et le déjeuner. Soit. Il n'est pas question du tout de spéculer sur l'enfance et de profiter du bas prix du travail des jeunes gens pris entre l'école et le régiment. On peut néanmoins employer des jeunes gens dans les bibliothèques.

Je ne rappelle pas les « boursiers d'eux-mêmes » que sont aux Etats-Unis les étudiants qui se font les serviteurs de leurs camarades plus fortunés. Ils servent à table, ils servent — pas seulement à lire — à manger. Nous sommes loin de ces mœurs égalitaires. Ici un boursier se fait servir.

On peut cependant, en employant des jeunes gens quelques heures ($4 \frac{3}{4}$ comme nos gardiens), les préparer à faire plus tard d'excellents commis de bibliothèques ou même des bibliothécaires, s'ils passent les examens suffisants, et cela permettrait à beaucoup de continuer leurs études. Je n'hésite pas à dire, — est-ce paradoxal? — que des sous-officiers, après douze ans de caserne, sont moins désignés pour être commis et chercher des livres que les boys et clercks anglais qui, de 12 à 18 ans, ont fait le service des salles dans les bibliothèques.

Ainsi l'accélération du service, sans machine, consiste à remplacer un vieux sous-off par trois gamins, c'est le même prix et cela fait bien 4 fois l'ouvrage. Il y a longtemps que les administrations un peu autonomes ont trouvé ce truc, les Postes elles-mêmes. Quand on voit, au Bon Marché, les gamins de 12 ans peiner en plein midi à la lumière du gaz, ne s'attendrit-on pas sur la sollicitude de feu M^{me} Boucicaut pour ses jeunes employés?

Les commis et gardiens réclament beaucoup. Puisqu'ils ont un syndicat, que ne réclament-ils de caser leurs fils? Sans doute une évidence, un bien dont tout le monde est d'accord, ni ministre, ni direction, ni administration, ni commission ne peuvent l'obtenir. Je suis sûr qu'un syndicat l'obtiendrait.

Catalogue. — Nous discutons ailleurs, longuement, le catalogue en cours. Disons seulement qu'il absorbe un tiers des forces au moins. Si nous lui reprochons tant d'avoir arrêté les catalogues commencés, ce n'est pas pour tomber dans le même tort. Il a beau n'en être qu'au C, il faut le finir. Or si des réformes radicales, arrêt à une date fixe, ajournement des rééditions, simplifications et abréviations, ne sont pas faites d'ici quel-

ques années, la Nationale trainera indéfiniment ce poids mort, et, un jour ou l'autre, on l'abandonnera.

Il convient de reconnaître des erreurs tandis qu'on n'est encore qu'au 5^e du chemin. C'est un rapport officiel qui dit le 5^e (5^e de la moitié). Si les orthodoxies de bibliophiles s'opposent à ce qu'on fasse un catalogue plus commode par des voies plus brèves, il y a une chose que l'on devrait exiger de suite, c'est, pour les parties non publiées (D à Z et anonymes), un catalogue provisoire, copie banale pour le public des fiches qu'on a, un catalogue d'urgence, comme cela se fait dans toutes les bibliothèques du monde. Cela ne serait ni long ni coûteux et serait fini avec mêmes crédits, bien avant que le catalogue en vienne au mot « DÉFINITIF ». Chacun sera libre alors de parachever une description exacte et complète des volumes, car chacun pourra se les faire communiquer et s'en rédiger un catalogue à son goût.

En outre le catalogue pourrait servir de thèse aux chartistes, docteurs ès-lettres, etc. Il y a des précédents : une des thèses de 1906 est l'inventaire, par M. Pierre Marcel, des papiers de R. et J.-B de Cotte conservés à la Nationale. La bibliographie de Montaigne ou de Molière serait-elle un médiocre sujet de thèse ? Celle de Voltaire nous avancerait d'un volume.

Un bibliophile, M. Lacombe, vient de publier un beau catalogue des livres d'heures. Cela est encore une avance.

Je pense cependant que l'achèvement honorable, en une dizaine d'années, du catalogue serait une solution moyenne, équitable, où chaque opinion n'abandonnerait pas grand'chose. Le catalogue abrégé gagnerait tant en clarté, tant en commodité pour ceux qui le manient ! Peu de concessions à faire et aucun crédit de plus.

§

Je résume : une centaine de mille francs à demander à l'Etat pour la Nationale et autant à la ville de Paris pour d'autres.

Il est absolument inutile de donner des facilités plus grandes à la ville de Paris si celle-ci en profite pour diminuer son crédit de bibliothèques populaires. L'Etat donne des ressources à l'enseignement général supérieur ; les besoins locaux n'ont rien à y voir.

En outre, les augmentations de crédit doivent porter sur le personnel et les acquisitions, non sur le catalogue. On n'a que trop gâché d'argent à encourager des manies bibliogra-

phiques et le prétexte du catalogue détourne les bibliothécaires de leur métier. Il les détourne même, pour les faire beaux, imprimés, définitifs, de rédiger simplement, pour le public, les catalogues qu'exige l'usage quotidien.

§

Ceci dit en toute franchise, je voudrais dire pourquoi je l'ai dit et pourquoi il urge d'aviser.

Il se passe une chose absolument extraordinaire. On construit en ce moment quelque chose de cyclopéen, une salle nouvelle, immense, avec des pierres de taille pour que cela soit bien définitif, des pierres comme on n'en a pas remué depuis les Romains.

Cette salle, personne ne sait bien ce que l'on veut en faire.

Elle n'est pas près d'être finie : avec cette triste constatation on peut aller longtemps et continuer à bétonner et rebétonner le provisoire.

Il va donc se trouver un moment tout de même où l'Etat devra donner à la Nationale un supplément énorme, plus de cent mille francs, je pense ! pour utiliser cette salle destinée à...

Je ne sais pas à quoi.

Est-ce, pour dégorger la grande salle, une salle publique, entièrement publique, avec des livres à part ? une salle de 2^e classe... C'est l'opinion la plus répandue, celle de l'architecte, sans doute. Déjà on peut lire rue Vivienne : salle publique. Ce sera la salle des timides. Les gens qui crient auront droit à l'autre.

On a parlé d'« hémérothèque », mot qui semble commode à d'éminents paléographes pour dire « Salle de journaux ». Cette salle est indispensable. Toutes les bibliothèques du monde ont mis leurs journaux à part, excepté la Nationale. Ce serait désencombrer les services d'un tiers.

Mais, je vois les plans. Où les mettra-t-on, les journaux ? A l'intérieur des pierres de taille ?

Il y aurait, je pense, moyen de s'arranger ; mais il faudrait qu'on s'arrange. Il serait bon qu'on sache exactement ce qu'on veut faire, je ne dis pas avant de le faire, puisqu'on y travaille depuis dix ans, mais avant qu'on y travaille dix nouvelles années.

Je vois fort bien venir le jour où Paris sera doté d'une splendide bibliothèque populaire, celle qu'il devrait avoir, non pas en un, mais en cinq ou dix endroits et à ses frais, et où

l'Etat augmentera de plusieurs centaines de mille francs les crédits de la Nationale, — et où celle-ci sera encore plus pauvre qu'avant. Il faudra acheter des livres pour cette salle publique, on voudra lui faire un catalogue... Bref, au point de vue scientifique, la Bibliothèque Nationale sera un peu moins bien lotie qu'elle n'est.

Mille propositions sont possibles. Que diriez-vous de livrer, une fois terminée, cette salle superbe à la ville de Paris?

Moi, c'est ce que je vois de plus simple, de plus juste.

Que diriez-vous d'en faire la bibliothèque de l'Université avec un simple dépôt à la Sorbonne et aux facultés, certaines facilités aux étudiants....

Moi, c'est ce que je vois de plus profitable à l'instruction supérieure en France.

Et en faire la salle des journaux et périodiques? C'est bien ce que je vois de plus utile à tous points de vue:

1^o Pour débarrasser la salle de travail;

2^o Pour créer un service qui manque absolument à Paris.

Je viens de voir les bâtisses en cours. Elles auront bientôt l'âge de la première communion. C'est l'âge où les parents demandent à leur petit garçon: Qu'est-ce que tu veux devenir plus tard?

La bifurcation au collège!

Bâtisses, il est temps de dire votre vocation.

§

Si les explications ci-dessus furent un peu longues et pas encore assez nettes, je les résumerai aisément pour les gens pressés.

Les plaintes contre la Nationale sont foncièrement injustes et surtout ignorantes. Elles sont aussi intéressées. Ceux qui ont charge de conserver cette institution française doivent également se garder de la perdre en deux sens:

1^o En l'abaissant, la transformant en cabinet de lecture, l'encombrant d'un public primaire qui a droit à des livres, certes, mais la Nationale n'a pas charge de les lui fournir;

2^o En la restreignant, en en faisant un club d'historiens ou de curieux, en oubliant qu'elle doit rester la bibliothèque générale des Français.

Et il n'y a aucune contradiction entre ces deux dangers, tous deux à éviter; il y en a si peu que c'est à juste titre que,

depuis quelque trente ans, on peut se plaindre qu'elle se soit en même temps restreinte et vulgarisée.

Mais le moyen d'éviter ce dernier danger n'est pas entre les mains des fonctionnaires de la Nationale. Le mal ne relève pas d'un traitement local. Tout ce qu'on fera sur place ne fera que l'aggraver. Le remède est dans la création de ces bibliothèques libres, publiques dont l'Angleterre, l'Amérique sont couvertes, qu'on fonde en hâte en Allemagne et qui sont un organe puissant de la prospérité d'un peuple. Et la salle qu'on construit si lentement rue Vivienne ne peut suffire. Il en faut d'autres, d'autres à Paris, d'autres en France.

Et maintenant, conserver la Bibliothèque Nationale n'est peut-être pas seulement garder de précieuses collections ni même garder le rôle de la Nationale dans un pays. Ce devrait être sans doute aussi garder à la Nationale de France le rang et l'importance qu'elle avait dans le monde.

Elle souffre d'une plaie qu'on peut guérir : son catalogue. Elle végète dans une servitude administrative dont on peut l'affranchir. Le débarras d'une partie nulle de ses collections et la séparation des périodiques lui donneraient une vie neuve, aisée, — et c'est encore affaire d'administration.

Mais il restera patent que son budget d'acquisitions, le traitement d'une partie de son personnel et le nombre de l'autre sont totalement insuffisants.

En augmentant le tout d'un dixième — cent mille francs — la République ne ferait pas tant que les autres régimes, toute proportion gardée, ont fait pour leur Royale ou pour leur Impériale; elle serait loin de faire ce que l'Allemagne a fait, ce que l'Angleterre, l'Amérique font, ce que le Japon commence à faire. Le chiffre est modéré et n'a rien de glorieux. Mais il sauverait une gloire, une des belles gloires de la France.

CHAPITRE IX

CHARTISTES CONTRE GENS DE LETTRES

PETIT TRAITÉ DE LA SINÉCURE

L'accaparement des bibliothèques par la paléographie. — La guerre contre les lettres autant que contre les sciences. — Le Comité de défense dit scientifique. — L'École des Chartes. — Examens professionnels en France et à l'étranger. — Il faut sauver les bibliothèques de l'archéologie.

... « *La race des amateurs, la bande des journalistes critiques d'art... Ces gens-là sont à fusiller, tout simplement.* »

F. Lot, directeur-adjoint à l'École des Hautes-Études. *De la Situation faite à l'Enseignement supérieur en France.* — Cahiers de la Quinzaine. 1906, 1, page 86.

Quand on voudra récolter des moissons de science un peu moins cinéraires... ce n'est point en multipliant les internats, les instituts, les serres et les vases clos qu'on les obtiendra jamais ; c'est en donnant honnêtement les moyens de vivre en travaillant à ceux qui se sont mis dans les conditions de la vie.

Ch. Péguy. Même recueil. 3^e cahier de la 8^e série.

Les Bibliothèques furent le dernier asile que l'État offrit aux écrivains et aux savants comme un honneur assurant le pain quotidien. Et le préjugé reste que les bibliothécaires soient des savants, ou des poètes...

Cette vue n'est plus juste, parce que l'homme de lettres y devient un mythe; le dernier poète qu'on osa faire bibliothécaire, — et il avait passé par l'École des Chartes, — crut tomber sur un banc de requins. Les savants ont toujours été très rares, si l'on excepte la science paléographique; on en montre encore un ou deux. La majorité serait donc formée par des gens qui classent, cataloguent et communiquent des

livres, sans autre titre à ces fonctions que d'y fonctionner convenablement.

Abus scandaleux, qu'on s'occupe de faire cesser.

Non! le vieux bibliothécaire, tout blanc, tout doux, si poli, sachant tant de choses, n'est plus. A la retraite!

L'agriculture manque de bras, et l'art de faire des fiches veut une jeune ardeur : celle de ces petits jeunes gens, âpres, seers, intrigants, fiers de leur diplôme comme un Saint-Cyrien de son galon, pour qui la République commet des injustices scandaleuses en permettant parfois qu'un « homme du dehors » se glisse dans la carrière.

Où es-tu, retraite paisible! Les livres et les champs, derniers asiles du sage, ont connu l'automobile et l'archiviste.

Je ne veux point faire l'histoire d'une guerre minuscule, qui a gardé les nobles allures de la paix et où l'arbitrage des commissions intervient avant que l'appel aux armes ait fait sur leurs rayons trembler les in-quarto! Je ne suis pas poète épique, et les précautions ont été prises : les mots d'archiviste-paléographe et bibliothéconome ne peuvent pas entrer dans un alexandrin.

Mais cette guerre existe dans toutes les fonctions salariées de l'administration. Conflit aigu entre le droit des écoles spéciales et les concurrents libres, entre les situations acquises et les ambitions, la hiérarchie et les pouvoirs publics, l'avancement au choix et l'ancienneté, les diplômes et les aptitudes, les gens de la carrière et les talents du dehors, la discipline et la liberté. C'est l'intérêt de la corporation dressé contre l'intérêt public.

Depuis qu'ils ne sont plus — qu'ils ne *doivent* plus être — des gens remarquables, les bibliothécaires, qui ne sont qu'une centaine à Paris et existent si peu en province, ne mériteraient peut-être pas que l'on parlât d'eux publiquement, si leur cas n'offrait quelque généralité. Lisez donc comme une fable les réflexions qui suivent. Peut-être y songerez-vous, quand le facteur sera en retard, le chemin de fer en grève, ou quand l'élève diplômée de l'Académie de cuisine déléguée à votre service brûlera le gigot.

§

Pour bien se pénétrer de l'esprit du sujet, il importe de prendre comme article de foi que les fonctions sont faites

pour les fonctionnaires, et non pour le public. Mêler le public aux questions d'administration n'a pas le sens commun. Un commerçant paie peu son bibliothécaire, et ne le décore pas, et, de ce bibliothécaire, il exige vraiment des connaissances spéciales : il l'appelle un comptable. Les malheureux qui rédigent les catalogues de librairie sont payés à la fiche, passent les nuits, et ne sont pas les plus heureux des pauvres diables condamnés à « faire les écritures ». Mais il s'agit ici d'écritures supérieures, c'est-à-dire d'écritures payées par le gouvernement.

Le but n'est donc pas de payer peu pour beaucoup de bon ouvrage, mais — M.G. Massé, rapporteur du Budget des Beaux-Arts, exercice 1904, le dit à la Chambre, séance du 4 juillet 1903 :

« La garde de nos collections, archives, bibliothèques, musées, doit être considérée non comme offrant des sinécures à l'usage d'hommes de lettres, mais comme *des fonctions mettant à la disposition de savants éminents de véritables laboratoires pour leurs recherches historiques ou archéologiques.* »

On ne peut poser plus nettement le problème :

1° *Il n'est pas question du public.*

2° *Les bibliothèques et les musées sont faits pour mettre des fonctions à la disposition de particuliers éminents.*

(Du moment qu'elle n'est plus à un homme de lettres, la *sinécure* devient une *fonction mise à la disposition...*) ;

3° *Il n'y a qu'une sorte de savants : les historiques ou archéologiques.*

Il ne nous reste plus qu'à démontrer que les élèves de l'École des Chartes sont tous des savants éminents.

§

C'est ce que s'efforce de prouver un *Comité de défense scientifique*, dont les statuts, datés du 15 mai 1903, sont signés de dix-neuf noms, dont trois professeurs à l'École des Chartes, d'autres à celle des Hautes-Études, au Collège de France, six archivistes-paléographes..., mais pas un de la Faculté des Sciences, du Muséum, ni de quoi que ce soit qui touche à l'Industrie ou à ce que le vulgaire appelle Lettres, Art ou Science.

Ce comité de défense attaque résolument. On lit dans les statuts que le « personnel des archives, musées, bibliothèques,

et à vrai dire de presque tous les établissements techniques de France, est livré à l'arbitraire des pouvoirs publics » et depuis lors nous pouvons suivre ses efforts déguisés ou francs pour les faire rentrer sous l'arbitraire des pouvoirs particuliers.

Nous ne nous occuperons ici que des bibliothèques, où, paraît-il, est faible la proportion des paléographes. La *Bibliothèque de l'École des Chartes* publie un tableau d'où il résulte :

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, *Imprimés et Administration*. — 15 chartistes seulement sur 43. (Or la comptabilité, la reliure, les livres d'entrée, la musique, les livres en toutes langues, la médecine, le service de la salle publique, tout y est de la compétence spéciale et exclusive des archivistes-paléographes... et les 60.000 publications nouvelles qui y entrent chaque année relèvent de l'étude spéciale du moyen âge...) — *Manuscrits*, 8 seulement sur 9, l'arbitraire ayant conservé 1 (un) orientaliste chargé sans doute à lui seul de savoir toutes les langues autres que le latin du moyen-âge. *Estampes*, la moitié. *Médailles*, 2 sur 5. ARSENAL et MAZARINE, 2 sur 8. SAINTE-GENEVIÈVE, 4 sur 13. BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES CLASSÉES, 15 sur 35. Il reste les Bibliothèques universitaires : 2 sur 50. Mais les places s'y donnent au concours, et le concours étant fort archéologique, je ne sais si ces deux-là ne sont pas cinquante. En tout cas ce concours excluant l'arbitraire, autant qu'un concours peut le faire, nul n'a à réclamer, et il est sans justice de compter ces 50, comme le fait cette statistique tendancieuse ! Au total donc : 51 sur 137 ; plus d'un tiers.

Les *hommes de lettres* sont-ils une demi-douzaine ? Et les sciences, toutes ensemble, médecine comprise ? Trouvez-en dix, dans les Bibliothèques de France...

Mais ce que réclament les chartistes n'est pas seulement « tout », c'est aussi la Direction.

M. Simyan, dans son rapport sur le budget de l'Instruction publique (*Exercice 1904. Séance du 4 juillet 1903*), s'est fait leur interprète et voici ses maximes :

Ouvriers d'archives et de bibliothèques, les archivistes et les bibliothécaires doivent connaître leur métier, ce qui exclut les incompetents ; ils doivent vivre de l'exercice de leur métier, ce qui exclut les emplois non rétribués ; ils doivent vivre de l'exercice de leur travail, ce qui exige l'application combinée de l'avancement à l'ancienneté et de l'avancement au choix, de l'avancement sur place et de l'avancement par voie de mutation ; enfin, de même que les ouvriers

de l'industrie ne toléreraient jamais d'être placés sous l'autorité d'un contre-maître incapable de prendre sa place à l'établi et d'y manier l'outillage du métier, de même archivistes et bibliothécaires ne doivent jamais être subordonnés qu'à des chefs qui soient au moins leurs égaux.

Enfin, nous ne verrons plus des Claretie diriger le Théâtre-Français : Soyez Œdipe à ma place, dirait Mounet-Sully, soyez Célimène, dirait mademoiselle Sorel. Les bibliothécaires feront des poids, car les hommes de service ne recevraient pas d'ordres des gringolats incapables de porter 50 kilos d'infolio. Et vous, ouvriers de l'industrie, espérez-vous l'avancement sur place? Savent-ils faire votre ouvrage, tous ceux qui vous commandent ?

La prétention des élèves de l'École des Chartes à accaparer les bibliothèques est-elle nouvelle ?

Je ne doute pas qu'une belle citation donnera un grand poids à ce chapitre :

L'établissement de l'École des Chartes date de 1821 ; le ministre qui l'institua sous la Restauration se conformait à une idée de Napoléon demeurée à l'état d'ébauche. Ce grand organisateur, ne pouvant rétablir la congrégation de Saint-Maur, aurait voulu créer des bénédictins civils dans un *Port-Royal* nouveau... Les cours de l'École des Chartes, ouverts à des jeunes gens de dix-huit ans, se divisent en cours élémentaire et en cours de diplomatique et de paléographie française. Dans le premier, dont la durée est d'un an, les élèves apprennent à déchiffrer les Chartes ; le second, d'une durée double, leur explique les dialectes du moyen-âge et les dirige dans la science critique des monuments écrits de cette époque.

Après quoi, les adeptes sont rendus au monde, gratifiés d'une pension et brevetés bibliothécaires, le premier siège vacant. Voilà de beaux bénédictins ! Croira-t-on cependant que quelques-uns de ces messieurs se prennent au sérieux et se donnent plus ou moins gravement pour les successeurs directs des Mabillon, des Baluze et des Sainte-Palaye ! Sans nier l'utilité de ces auxiliaires de la science, il est permis de s'étonner du peu d'importance de leurs publications (voir la Bibliothèque de l'École des Chartes) après vingt-cinq ans de recherches et de travaux.

Qu'ils s'honorent de quatre ou cinq noms illustres qui ont passé par leur école, c'est une gloriole très légitime ; mais voudraient-ils attribuer au brevet d'archiviste-paléographe la vertu que la robe a dans les comédies de Molière, et pour tout dire, un Burnouf, un Barbier du Bocage et deux ou trois autres sont-ils bien des savants de l'École des Chartes ?

Passons le chapitre de certaines autres prétentions... Mais les amis de l'institution déplorent l'obstination malheureuse que mettent quelques élèves à protester contre la nomination de tout écrivain devenu

bibliothécaire. M. Sainte-Beuve lui-même n'a pas trouvé grâce à leur yeux.

Ces lignes de Ph. Busoni sont datées du 30 novembre 1850. On voit que déjà la politique se mêlait des Bibliothèques, et qu'un gouvernement arbitraire osait placer dans une bibliothèque un... danseur, un homme sans titre, un sans droit... un « pas du métier », — de ce métier des livres — Sainte-Beuve!

Il est vraiment temps que ces injustices cessent.

Depuis 1850, l'École des Chartes — dont M. Busoni montre d'ailleurs l'utilité en en racontant si inexactement l'histoire — a fait du chemin. Le pas décisif a été fait le jour où la nomination de deux *étrangers* à de hautes places a été attaquée au Conseil d'État et la question de principe posée — et résolue. Sans doute le Conseil d'État a maintenu les deux fonctionnaires, mais par des considérations accessoires et, il faut bien le dire, de l'ergotage juridique. Il distinguait nettement les Archives, monopole des archivistes : 1^o de leur *direction*, affaire gouvernementale ; 2^o des bibliothèques — que nul règlement ne monopolisait *encore*. Cet « encore » exprimait un regret, semble-t-il.

Le règlement est prêt.

L'admission d'un tel procès était une victoire pour l'École des Chartes, qui s'en est vantée. (*Le Temps*, 16 déc. 1903, ou *Bibl. de l'École des Chartes*, t. 64, p. 683.) Un principe était reconnu. Le public, le peuple français, que représente en somme le gouvernement, n'a pas le droit de disposer de ses places. Elles sont un privilège, celui d'une caste, où l'on entre, comme en Chine, par examen.

Voici par quelle ruse, vers l'an 1905, les mandarins tendirent contre les bibliothèques le filet de leurs diplômes :

M. Deville, député, a déposé le 8 février 1904 une proposition de loi pour la réorganisation des archives de France, qui, par une de ses dispositions accessoires — transformation de l'École des Chartes en École professionnelle des archivistes et des *bibliothécaires* — engage de biais et tranche sur un point capital (peut être par mégarde) ce problème de la réforme des bibliothèques en France. On l'a si bien compris que la grande commission, instituée, l'été dernier, par M. le Ministre de l'Instruction publique pour étudier ce projet, s'est divisée spontanément en deux sections : archives et bibliothèques. (Ch.-V, Langlois. — *Le Temps*, 27 décembre 1905.)

L'auteur ajoute en note que M. L. Delisle a été élu président

de la section des *Bibliothèques*. Le nom de l'illustre et vénéré paléographe suffit.

M. Langlois a pris soin de révéler au public le fruit des discussions. Il est apparu que « le grand remède à la situation présente des bibliothèques en France est une réforme du Personnel ».

Ainsi pensent encore les rois :

— Sans me permettre de décision doctrinale, j'ai le droit d'affirmer que, pour l'église comme pour l'armée, comme pour chacun des grands intérêts du pays, la condition indispensable de toute réforme en France, c'est la monarchie ! (Lettre signée *Philippe*, datée de Woodnorton, 12 janvier 1906.)

Comment établir cette réforme du personnel ? Ceci fait l'objet d'une seconde lettre au *Temps* (10 janvier 1906) : « En « premier lieu, élever une barrière sérieuse et uniforme à l'entrée de la profession. »

On n'entrera désormais dans la carrière qu'à la suite d'un concours... Enfin ! « Un concours symétrique à l'agrégation des lycées et dont l'accès sera pareillement défendu par des conditions préalables : certificat de culture scientifique (qui suppose lui-même des certificats antérieurs de culture secondaire) et certificat d'apprentissage professionnel. »

C'est peut-être un peu beaucoup pour gagner cent sous par jour, « mais il faut louer la commission d'avoir dressé la liste des certificats d'ordre scientifique dont l'équivalence devrait être reconnue », ce qui ne fermera pas absolument l'entrée des places à cent sous à un orientaliste ou un docteur ès-sciences, — s'ils passent un examen dit technique par devant des archi-juges-paléographes. Car sans paléographie...

Je ne sais pas si ensuite les bibliothèques seront bien tenues ; mais il faut convenir que ceux-là n'auront pas volé leurs places ! Et comme « le problème des traitements de début est posé pour l'avenir, amorcé, mais non résolu », comme, « désireux d'aboutir le plus tôt possible à des résultats positifs » — celui d'éliminer deux ou trois têtes qui déplaisent ? — la commission s'est bien gardée de parler d'argent, les docteurs ou paléographes — baccalauréat (puis de 3 à 10 examens, et de 3 à 8 ans d'études supplémentaires, puis stage payé ici cinq francs, pas payé ailleurs et se prolongeant des six ou sept années) — les Eminents, dis-je, qui parviendront à gagner 1.800 francs... auront bien le droit de se reposer. Ils auront, comme sous l'ancien régime, *acheté* leur place.

— Etes-vous gentilhomme ? demande M. Langlois :

« Le bibliothécaire, lui aussi, doit être, pour ainsi dire, un « *gentleman* au point de vue intellectuel, et il importe qu'il « connaisse la théorie et la pratique de son métier, avant de « l'exercer. »

La pratique qu'on exige avant de pratiquer n'est-elle pas un sujet de brillant examen ?

Examen dont le programme est donné par des paléographes, et dont les examinateurs sont paléographes, avancement à demi au choix désigné par un comité supérieur presque entièrement paléographique, les places de *direction* données sur désignation de l'Académie des inscriptions et belles-lettres... qu'est-ce qui manque... ? Attendez ! Toutes les bibliothèques de France — les grandes pour commencer — englobées dans ce système !

On le voit, il s'agit d'édifier un monument gigantesque et de chasser à jamais l'arbitraire ! Le chasser, non, il reviendrait. La prison est plus sûre : on laisse aux gens du dehors — députés, sénateurs, conseillers municipaux, gardiens de l'intérêt public et des budgets — « étrangers aux intérêts, aux passions et aux préjugés des spécialistes », une petite place dans un « Conseil supérieur des Bibliothèques » ; ce ne sera pas la bonne place, mais ils auront le droit d'approuver.

On ne doute pas que le public aura plus vite ses livres, et qu'il y aura plus d'argent pour en acheter, quand tous les bibliothécaires seront des *gentlemen*.

On ne doute pas aussi que la paix renaîtra quand tous les fonctionnaires sortiront du même moule, qui en fournit de si avides. Tous frères, donc plus d'intrigues ! Ceux qui connaissent de jeunes chartistes... Mais passons.

M. Langlois, comme beaucoup de bons esprits, souffre de ce que le niveau des bibliothécaires se soit abaissé. Lui-même — journal *le Temps* — parle d'*épiciers*, de *bestiaux*...

Des gens « du dehors », jadis, relevaient le niveau.

Une hiérarchie plus compliquée, des concours, une « carrière organisée » ? Mais, par Baluze ! c'est justement le fait que l'on ait vu là « une carrière », qui a livré aux « épiciers » ces emplois tranquilles, sûrs, bien chauffés. On y est tout de même moins pris qu'aux Postes ou à l'hôtel de ville !

§

Et maintenant, s'il y a encore un poète, qu'il ose venir !

Un sultan, ayant entendu quelques vers d'un poète, le nomma sur le-champ grand vizir. Il jugea que celui qui pensait de si belles choses et les exprimait si bien devait avoir l'âme noble et l'intelligence sûre. La légende dit qu'il s'en trouva bien.

Aujourd'hui, le Grand Turc ne voudrait pas d'un poète, même comme stagiaire, dans une bibliothèque de sous-préfecture!

Eh! bien, avant que périsse la dernière sinécure, je voudrais, comme une oraison funèbre, dire quelques paroles de regret sur cette chose du passé, tuée par l'archéologie.

C'était le seul encouragement digne de l'Etat et digne de ceux qu'il honorait. C'était la seule chose *propre*, pas avilissante, qu'on pouvait faire pour des écrivains, pour des savants.

Une fois donné, ce bienfait ne se reprenait pas. Il ne se dispersait pas, au gré d'un caprice, d'une faiblesse, aux mains des créanciers. C'était un prix, mais donné au mérite, sans concours, et se renouvelant chaque mois, régulièrement!

Peut-être il avait fallu l'intrigue pour l'obtenir... L'intrigue, une seule fois! La chance peut suffire quand c'est une seule fois!

Il assurait la paix du travailleur. Celui-ci pouvait le recevoir même de son ennemi. C'était un marché. Il vendait quelque chose.

L'homme honorait grandement la fonction occupée. Il en faudra, des diplômes et des examens et des décorations et des relèvements de salaires pour l'honorer autant! Elle se passait de cela et, pauvre, restait enviée, par cela seul que tel ou tel l'avait remplie. Il baisse, il baisse, le niveau de ces fonctionnaires, depuis que tant d'examens se dressent à l'entrée.

La douane et l'octroi écartent certains produits.

Les écrivains étaient soustraits au public. Ils n'avaient plus besoin de faire des choses pour plaire, de s'avilir en travaux dits de copie, d'exciter les plus basses passions.

Ils ne faisaient rien, là où il n'y avait rien à faire. Ils n'avaient pas besoin d'inventer un jargon spécial, de dresser des manies en principes et de simuler une science pour paraître des savants!

Ils conseillaient utilement ceux qui venaient.

Ils faisaient peu de catalogues. Certes ils auraient bien dû en faire un peu plus, mais en n'en faisant pas d'inutiles, du moins, ils réalisaient de grandes économies à l'Etat.

Ils utilisaient les livres qui leur étaient confiés. En leur donnant de grandes facilités de travail, en ouvrant les bibliothèques aux gens d'études, l'Etat est plus sûr de servir la science qu'en voyant sous l'avalanche de volumes, devinés sur des fiches, l'esprit déjà troublé d'un public ordinaire.

Et, en général, ils aimaient les livres. Il arrivait même qu'ils s'y connaissent quelquefois.

En chassant les gens de lettres des bibliothèques, le sage rapporteur du Sénat les voulut bien couronner de roses, et dit qu'il accepterait « la constitution très franche et très loyale de véritables pensions littéraires ». D'ailleurs, sans demander la moindre ouverture de crédits spéciaux à cet effet, ajoutant d'un air détaché qu'il y avait déjà un budget — budget d'au-mônes — au ministère,

Oui, l'Etat grand seigneur aurait ses poètes, — quels poètes !

Ces mœurs ancien régime, qu'il sied de voir prôner par des députés avancés, paraîtront cependant convenir mieux à l'archéologie qu'à la poésie. Les jeunes grands seigneurs qui fréquentent l'Ecole des Chartes s'accommoderaient mieux, ce semble, de la domesticité. Ils ont des traditions.

Oui, pourquoi ne pas donner de *franches pensions* aux paléographes ? Pourquoi, en faveur de leurs nobles jeux, déguiser la munificence ?

J'entends que l'Etat a une dette envers eux. Il s'engagea jadis à les placer quelque part.

Alors, qu'il soit ouvert une « école de poésie » ! l'Etat se trouvera obligé de caser ses élèves, ils auront droit à une carrière...

Mais il y a encore des écrivains qui considèrent la littérature comme autre chose qu'un métier. Ils ne pensent point qu'elle les dispense d'être des hommes, des hommes comme les autres, soumis au travail. Ils ne veulent flatter ni le public, ni le pouvoir. Ils ne tiennent pas aux honneurs, — qui ne les honorent point. Ils n'espèrent pas la forte paye d'un maçon, mais prétendent ne pas demander la charité. Ils ne réclament ni pension, ni prix, ni distinction spéciale, mais du travail, — de quoi acheter de la liberté.

Les honneurs leur sont moins disputés.

Tout le monde ne peut pas être menuisier. Les métiers où la journée est de huit heures sont rares en l'an 1907. Même mal payé, le métier de bibliothécaire, où elle ne dépasse pas six heures, est enviable. Et la facilité qu'il offre au travail : les

livres, vaut celle qu'il offre par les heures qu'il laisse libres. En des temps moins avides, on voudrait qu'un tel métier soit réservé à ceux dont il pourrait servir la science ou le talent. Et la part y serait belle aux études historiques. Mais il faut être modeste; on demande simplement un peu moins de mépris. Que les gens qui font des livres — quand ce serait en vers — ne soient pas plus mal vus que s'ils faisaient de l'automobile, ou rien du tout! que l'on admette qu'ils puissent à leur heure être sérieux, et qu'une brochure sur l'éléphant d'Henri IV ne l'est pas plus qu'un poème.

Certes les écrivains sont les premiers coupables. Leur talent ne leur conférait pas un droit à ne pas faire le métier qu'ils acceptaient. Toute la gloire de Hans Sachs ne lui permettait pas de livrer à ses clients des bottines trop étroites. Mais de là à conclure que les poètes n'ont pas droit d'être cordonniers, et de là à conclure que les diplômés ont ce droit, eux, que n'ont pas les poètes, de nous mal chausser, cela dépasse toute mesure et devient comique, car le ministre le plus aimable, le plus artiste, le plus cadet de Gascogne n'aurait jamais eu plus de quatre ou cinq poètes à caser, et l'Ecole nous livre vingt affamés par an!

On nous rabat les oreilles de ce bibliothécaire de légende qui ne venait jamais, prétendait qu'on lui apportât son traitement à domicile et trouvait mieux « de faire de bons livres que d'en classer de mauvais ». Mais on ne nous parle pas de cet autre qui, vivant aux courses, venait chaque jour, le temps de poser un chapeau de rechange sur son bureau, simuler sa présence! et de tant d'autres qui faisaient de la calligraphie, de la bicyclette, ou telles études urgentes sur la Tunique d'Argenteuil, une formule de politesse gallo-romaine, le nom des propriétaires de moulins à vent dans l'arrondissement de Montreuil au xiv^e siècle, — quand ce n'est pas l'« Histoire du pantalon à travers les âges ».

Qu'est-ce que l'œuvre d'un Bornier près de celle d'un Delisle! L'un fit quelques tragédies en attendant le public qui vient si rarement à l'Arsenal, l'autre, au risque de faire attendre les centaines de lecteurs qui se pressent à la Nationale, écrivait tant qu'une bibliographie de 500 pages n'a pas suffi à bibliographe ce grand bibliographe. Tous deux vécurent en rêve au temps de Charlemagne. L'un le chanta en vers, l'autre en fiches de catalogue. Ce dernier dressa la liste des livres qui composaient la bibliothèque d'Aix-la-Chapelle. N'est-ce pas

d'un poète! On fait les vers qu'on peut. Noble jeu de l'histoire, exacte fantaisie, sois toujours le passe-temps des bibliothécaires, mais ne les empêche pas de faire leur vraie besogne.

Sinécures... sinécures... — quelle bizarre idée qu'un système d'examens nous en délivrera!

Si l'École des Chartes est un titre pour être bibliothécaire, ce n'est nullement par ce qu'on y apprend. Bien au contraire. Mais réellement, elle est une recommandation : trois ans d'études, qui passent pour arides et veulent de l'application et de l'exactitude minutieuse, laissent espérer des gens studieux, consciencieux. On peut se tromper, mais c'est une garantie. Que d'autres la valent, et principalement celle d'un passé connu, c'est vrai; mais il est indéniable que le nombre de bibliothécaires utiles est un peu plus grand parmi ceux qu'on recrute dans l'école que parmi ceux que l'on recrute n'importe où.

Que ne se contente-t-elle d'un tel hommage! Que va-t-elle transformer une juste préférence en injuste monopole!

Car, même pour le zèle, tous ne sont pas des modèles. Comme ailleurs il y a les petits et les grands. Hippolyte est modeste, travaille, et l'on ne dirait pas qu'il sort de cette école qui ne s'honore pas de lui. Achille est bruyant, il parle beaucoup, il écrit non moins et multiplie les notes adroites, qu'il ne signe pas. Il ne signe d'ailleurs que les textes qu'il copie ou fait photographier, ainsi que les discours d'enterrement : il y excelle. Bref, il se moque du public comme ferait un grand poète, — et la *Correspondance historique et archéologique* croit devoir rappeler en mars 1904 que « l'érudition n'est pas incompatible avec l'accomplissement très consciencieux de sa tâche professionnelle ».

Eh! mon Dieu non, pas plus qu'autre chose...

Mais donner tout son temps aux études qu'il aime, ou aux intrigues qui le mènent à l'Institut — tout cela semble à Achille sa tâche professionnelle. Puisque c'est de l'érudition!

Un concours s'assure-t-il d'un zèle passé? à peine, car la mémoire, la présence d'esprit assurent aux gens à concours des avantages bien connus. Tous ceux qui ont connu une administration savaient le mal qu'eurent à avancer certains timides qui le méritaient cent fois : un examen barrait la porte à la justice.

Les bibliothèques sont pleines de ces travailleurs modestes, qui assurent le travail nécessaire, et que, selon M. Langlois, on traite d'épiciers. Ce sont eux qui répondent au public,

tiennent les registres... font ce qu'il y a à faire. Beaucoup sortent de l'Ecole des Chartes. Ce ne sont ni les moins travailleurs, ni les moins « épiciers », si ce mot doit s'appliquer à tous ceux qui bornent leur ambition à la tâche quotidienne dont ils vivent. Ce ne sont point eux qui ont fait ce bruit, et il faut les distinguer nettement des Grands Chartistes, qui publient des travaux copieux, travaillent glorieusement dans les bibliothèques, mais travaillent fort peu pour elles, et nous les y voyons refuser tout service public comme indigne d'eux, affirmer une générale ignorance au nom de minuscules spécialités, chasser de l'emploi un ignorant qui se trompe sur l'année à laquelle l'imprimerie fut établie à Chablis, et demander si Verlaine n'est pas cet anarchiste qui fut dynamité au Restaurant Foyot, etc., etc.

Il est difficile de préciser certains faits sans faire de dénonciation sur les vivants et sans manquer de respect aux retraits ou aux morts. J'en cite quelques-uns en déformant les faits, pour dépister, si faire se peut, la malveillance, mais il est bien permis d'affirmer quand on signe, et devant l'état piteux de nos bibliothèques, les projets biscornus de la Paléographie, son long règne stérile sur le plus important de nos établissements scientifiques — stérile et destructeur — il est tout de même temps qu'on dise ce qui est — sans crainte d'égaliser la furie avec laquelle est attaqué tout savant, littérateur, politique, homme compétent en quelque matière que ce soit « étranger » se permet de briguer un emploi, même très humble... — cent sous par jour.

Curée des sinécures ! l'archéologue s'y dresse tel que l'intendant qu'on fait venir dans les grandes maisons où règne le coulage. Celui-là désormais seul volera céans.

C'est vrai qu'il y a plus d'ordre : les figures sont plus longues, la cuisine plus maigre. Mais l'argent file toujours — frais d'intendant en plus.

Soyons donc francs : cette haine contre un Bornier, qui avait gravi pourtant un à un tous les échelons de la hiérarchie, contre un Heredia, qui avait quelques connaissances historiques... n'y cherchez pas mérite, droit, intérêt public ! — ce sont piques entre auteurs de « livres qui ne se vendent pas ». L'ours archéologique en veut au poétique. Sans manquer au respect de ces nobles études, avouons qu'elles sont l'une et l'autre de petit rapport. Oui, c'est un noble sport que

l'étude des vieux textes, mais il est bien renté, tant par fondations privées que par subventions directes ou indirectes, places, prix, honneurs, académies spéciales, musées, enseignement..., écoles spéciales, chaires à la Faculté, au Louvre, Collège de France, Hautes, très Hautes-Études... — mais enfin pas tout... Ce serait trop.

La *Revue scientifique*, dans son enquête de 1905, toute dirigée contre l'« esprit bibliothécaire », se garde bien d'encourager l'accès des chartistes aux bibliothèques, « car ce serait supprimer toute chance d'y trouver quelques scientifiques ». Mais elle ajoute qu'ils ont tout droit à réclamer les postes « à spécialisation littéraire ». — Merci du cadeau. La littérature s'en passe aussi bien que les sciences.

Quittons la légende du poète qui griffonne des vers sur les cahiers officiels. Ne regardez pas en haut, là où la gloire d'un Leconte de Lisle, d'un Heredia, offense les gentlemen-bibliothécaires, regardez en bas, aux cent sous par jour, ou aux stagiaires non rétribués. Vous verrez des gens de quelque mérite méprisés, tous leurs efforts raillés, la méfiance sur tout ce qu'ils touchent, vous les verrez chassés, obstinément chassés de tous les emplois où leur compétence spéciale, leur intelligence générale leur donnerait une supériorité dangereuse pour le triomphe administratif, — et tel physiologiste célèbre retiré d'un service scientifique, tel alsacien d'une bibliothèque allemande, tel orientaliste chargé ici de la reliure et tel sourd mis en demeure de répondre au public...

Trop vrai ! Et si vraiment on a vu et l'on voit encore — bien qu'ils soient presque tous chassés — quelques gens éminents très mal faire leur besogne, avant de les juger il faudrait les entendre. Combien, découragés, mis de parti pris aux plus rebutantes besognes, jamais consultés, laissés en dehors de tout, témoins des pires âneries sans avoir le droit d'un conseil, ne se sont résignés qu'à regret à mal faire un métier qu'ils avaient choisi et qu'ils aimaient. — Démissionner, faire ainsi le jeu de leurs ennemis... Non, il faut vivre. Et ils ont la ressource de se croiser les bras !

Combien cependant ont trouvé ailleurs, là où nulle compétence spéciale ne les appelait, plus d'argent, plus d'estime, et des collègues plus accueillants ! Et que d'autres furent jugés d'excellents fonctionnaires, qui « passèrent mauvais » du jour au lendemain, quand un journal apprit à ces gardiens de livres

qui n'en lisent pas, que ce fonctionnaire, oui, ce fonctionnaire assidu... en faisait !

§

Puisque l'on tient aujourd'hui pour démontré que les faiseurs de livres, les écrivains, n'ont aucune compétence en matière de livres, puisque les rapporteurs de budget les chassent au nom des « gens du métier, savoir technique, professionnel... », il reste à examiner cette compétence...

L'École des Chartes, oui ! On y passe trois années fort studieuses, après un concours qui porte surtout sur le latin et l'histoire.

Les connaissances scientifiques exigées au baccalauréat ès-lettres sont et seront les seules qu'on aura exigées.

Sur ces trois années, une seule, la première — afin que les élèves aient le temps d'oublier — parle de bibliographie. Cours une fois par semaine, depuis novembre. Le concours de fin d'année, en 1904, comprenait cinq questions orales, cinq écrites. Une seule sur les dix porte sur la bibliographie, noyée sous quatre compositions, deux textes (latin et provençal) à traduire, deux à transcrire.

« 5^o *Bibliographie*. 1. Expliquer ce qu'on appelle en typographie caractère roman et caractère italique, quand et par quels imprimeurs ces caractères ont été introduits dans la typographie française. 11. Cataloguer un incunable et un ouvrage moderne. Indiquer, au dos des cartes, les mots sous lesquels ces deux ouvrages peuvent être rangés dans un catalogue alphabétique des matières. »

« Les mots sous lesquels... » Oui. « L'électricité appliquée à la thérapeutique... » est à ranger à *électricité* et à *thérapeutique*... Voilà ! Il n'est point question d'autre chose. Aucun classement méthodique n'est enseigné, je veux dire : *n'est admis*.

Si la seconde question ne varie pas, la première ne varie guère. On a posé des questions sur la typographie des Alde, sur la façon de distinguer un in-4^o d'un in-8^o au xv^e siècle, etc.

Tout ceci laisse rêveur ; nous sommes en 1907. La Bibliothèque nationale reçoit par an peut-être 60.000 articles nouveaux, périodiques, circulaires, documents commerciaux, administratifs, etc. C'est l'histoire de demain qu'il importe de préparer. Quinze compétences spéciales pour l'ancienne, — c'est du luxe. On nous dit que ce n'est pas assez ?

Et la province, qui n'a pas les Bibliothèques spéciales de Paris — (arts et métiers, arts décoratifs, sociétés des ingénieurs civils, écoles des mines, de droit, etc., etc.), — la province, qui a besoin de tout — se verra-t-elle imposer, comme il l'est demandé, de la paléographie pour le commerce et l'élevage ?

Rapprochons de cette instruction fantaisiste les connaissances demandées à un examen de la *Library Association* :

A. 1^o Indiquer 6 volumes sur l'histoire de la Nouvelle-Zélande.
2^o Que direz-vous à des lecteurs cherchant des informations sur le *Transvaal*, la vie de *G. F. Hendel*, les *Préruphaélites* ?

3^o Comment traiter des documents parlementaires pour les rendre utilisables par le public ?

B. Comment aménager un dépôt de 10 pieds de long, 15 de large, 10 de haut, pour 11.000 volumes ?

C. La Ville de Newton a une population de 60.000 habitants. L'impôt y produit £ 240.000. Le *Library Act* (l. d.) a été adopté, et un particulier pourvoit aux frais de construction et d'installation. Le revenu d'un an est alloué pour le fonds initial de livres, et 10 0/0 pour les additions annuelles. Donner des instructions à l'architecte.

Temps laissé au candidat : deux heures et demie.

Le British Museum a des examens d'écritures, de mathématiques et d'histoire, et un concours où prend place une traduction en deux ou trois langues modernes, après quoi on est admis pour deux ans. On ne s'y occupe pas de connaissances bibliographiques. L'usage les apprendra, et nous lisons dans le recueil de Garnett : « Pour une grande part, la partie ancienne, archéologique, bibliographique sur laquelle on insiste tant dans les examens du continent est superflue. Au moins 2 assistants auront à étudier la littérature européenne moderne, un autre à connaître les prétentions des libraires, un autre l'administration du *Copyright Act*, un autre la reliure... »

De temps en temps a lieu ici un examen pour les bibliothèques universitaires, dont le programme est beaucoup plus sérieux que celui de l'Ecole des Chartes au point de vue du métier. C'est le plus complet des divers examens de ce genre. Il exige tout d'abord quelque connaissance de l'allemand. Quoique cette langue figure au programme d'entrée à l'école, les archivistes-paléographes connaissent peu les langues étrangères. L'on peut citer un des examens *professionnels*, établis pour soustraire les bibliothèques à l'*arbitraire* des pouvoirs publics, où des examinateurs — l'Institut ne dédaigne pas ces niches, — des examinateurs, dis-je, éminents, au nom de l'arbitraire

de leur pouvoir privé, remplacèrent le texte allemand *obligatoire* et le texte latin *facultatif* par un texte latin *obligatoire* et un texte d'une langue étrangère *facultative*. Les archivistes brillèrent même au facultatif : un texte italien est toujours facile à lire. Les victimes, qui n'ont pas tout à fait oublié, n'ont cependant pas saisi le Conseil d'Etat !

En outre de l'allemand, des connaissances bibliographiques, le maniement des répertoires, un peu de législation et d'administration sont demandés. M. Langlois demande que ce programme soit pris pour base d'un examen sérieux barrant l'entrée dans les bibliothèques.

Voilà qui exclurait une foule de spécialistes, capables de rendre les plus grands services. Les fonctionnaires les meilleurs — je ne dis pas les plus éminents, mais les meilleurs — ne passeraient pas cet examen. Il ferait entrer en revanche de notoires nullités, et des sinécuristes dignes d'être poètes.

Mais surtout ce programme — avec les examinateurs qu'il aurait — reste un programme purement, simplement *historique*. Les connaissances modernes y figurent pour zéro. Or, une grande bibliothèque est un grand corps auquel il faut des pieds autant qu'une tête. Ce n'est pas seulement un ou deux archivistes nécessaires pour les livres anciens, des orientalistes et des polyglottes de toute sorte, il faut un administrateur qui organise, assure le respect des règlements et le zèle des employés, et il est bon qu'il ne soit pas un spécialiste, pour faire une part plus juste à chaque fonction, et tenir à ce que chacun ait et fasse sa besogne. Ajouterai-je que de bons copistes, calligraphes ou dactyles — le jour où les bibliothèques s'apercevront qu'il existe des machines à écrire et qu'il n'est pas toujours nécessaire de mobiliser une imprimerie quelquefois Nationale pour tirer un papier à quelques exemplaires — sont utiles ? Il n'est nullement nécessaire que ce soient des *gentlemen* ; en Amérique, on emploie des demoiselles auxquelles ce travail convient fort bien, et il est bizarre que le féminisme n'ait pas vu là une conquête à faire.

Certes, c'est un examen chargé, très difficile, qu'on requiert ; mais ce n'est qu'un examen archiviste étendu. Il n'assurerait pas le zèle... Assure-t-il le savoir ?

Jusqu'en 1520, oui. Inclusivement.

§

Pourquoi ces efforts didactiques ?

Quel besoin de compliquer une hiérarchie puissante, de mettre au concours ce qui peut se mettre à l'essai ?

C'est qu'il sort de l'école, chaque année, vingt archivistes-paléographes.

Et ils sont difficiles. Ils n'acceptent pas tout — surtout dans les maisons où il y a gros ouvrage.

De là est venue l'idée de rejeter ces affamés sur les bibliothèques ; de là, sur le tard, la création d'un cours de bibliothéconomie à l'école (un an, deux cours par semaine). De là même la fabrication d'une science : celle des bibliothèques.

Comprenons bien cette méthode. On peut l'appeler le savantisme artificiel. Il n'y a pas un fait, dont on tire des lois, dont on tire une invention, dont on tire une exploitation, dont on tire des emplois. Il y a un emploi dont on tire une exploitation, d'où l'invention nécessaire, à défaut de lois, de règles puériles, et à la fin : des faits ? Non, des mots, — quels mots ! — un vocabulaire technique. Que de sciences, de nos jours, n'ont pas d'autre origine !

L'École des Chartes a fourni assez d'hommes éminents pour qu'on ne lui dispute pas ses titres de gloire. Leurs noms ont été copieusement énumérés à la Chambre, par M. Simyan, en y comprenant M. Hanotaux, mais en excluant MM. de Heredia et Marcel Schwob, suspects de littérature. La prétention de tous au mérite de quelques-uns n'est pas particulière à l'École des Chartes. L'École représente un temps, une évolution, une méthode. On peut n'en pas aimer l'esprit, on ne peut méconnaître la valeur de la méthode, qui est celle de la vérité.

Je ne parle donc pas de l'enseignement de l'École en tant qu'enseignement vrai, de savoir désintéressé. L'École des Chartes n'est pas le Collège de France. Je parle d'une École des Chartes, où par surcroît, si on veut, on s'initie bien à la méthode historique, mais qui, c'est l'important, vous prépare de bonnes petites places tranquilles et, hier encore, dispensait du service militaire.

La loi de deux ans va ôter à beaucoup de jeunes gens le goût de l'histoire. Quant à la petite place tranquille, celle d'archiviste, pour laquelle l'École tient le savoir requis, elle se fait rare : on vit bien en province, nos archivistes départementaux se portent au mieux.

Il faut qu'une école mène quelque part. Hors l'ordre de St-Benoît, où l'on fait son salut en paléographie, le droit canon

et la diplomatique n'attirent qu'un nombre restreint d'élèves bénévoles. « Sans diplôme, sans carrière, l'École des Chartes, dit M. Giry, se recrutait difficilement. »

Il existe des cours scientifiques, à Paris, des sciences plus sérieuses que l'étude du moyen-âge, qui, ne menant nulle part, ont fort peu d'élèves. Qu'importe! annexes d'une faculté, ils en sont la gloire, et que le professeur forme quelques disciples, c'est assez pour qu'une branche des connaissances humaines reste étudiée dans notre pays.

L'étude du moyen-âge a eu plus de bonheur, a ouvert une carrière, celle d'archiviste, et fait vivre une école spéciale. « Il a toujours semblé plus facile en France, dit M. Giry, de créer de toutes pièces des écoles spéciales que d'élargir les cadres de l'enseignement universitaire. » Situation unique, si l'on songe sérieusement au peu d'importance relative de telles sciences.

Le succès a peut-être dépassé l'attente des fondateurs. Il s'agissait d'assurer quelques élèves à des cours ardues et des archivistes aux archives. Ils sont tant aujourd'hui qu'on ne sait où les caser.

— Mais s'il y a pléthore, si l'on ne peut caser les vingt archivistes annuels, ne pourrait-on les réduire à dix?

Il ne faut jamais résoudre les questions par des objections si simples, parce qu'alors il n'y aurait plus de questions... Et quel est le professeur qui diminuera de plein gré son influence? Ah! le jour où chaque corporation sera dirigée par elle-même, quel frein la limitera, la réduira jamais? La théorie des « débouchés nouveaux » s'applique là comme ailleurs. Comme ailleurs, sous peine de se réduire, il en faut trouver. L'École des Chartes a colonisé les bibliothèques.

Il fallait un prétexte. Eh! qu'à cela ne tienne! Un cours de bibliothèques a été ajouté à l'École.

Mais ce cours n'est, me dit-on, que de l'archéologie supplémentaire!

On n'en disconvient pas; en monopolisant les bibliothèques à son profit, il n'est question que d'une réorganisation de l'École. Donc on reconnaît que l'École n'y prépare pas. Mais on veut qu'elle y prépare.

Or, il faudrait qu'on sache que, s'il doit exister une école de préparation aux bibliothèques, rien, absolument rien, ne désigne l'École des Chartes pour être celle-là. Pas plus elle que la Faculté des lettres, ou des sciences, ou de médecine. Et j'ose dire elle moins que toute autre. Actuellement des géné-

rations de paléographes se sont succédé dans les bibliothèques, y ont pu faire ce qu'il y avait à y faire dans leur partie. Les livres anciens ont été catalogués, décrits. Un érudit, un seul, suffirait à décrire les livres anciens qu'on acquiert à Paris et ailleurs, chaque année. Une seule personne, M^{lle} Pellechet, s'était bien chargée à elle seule de décrire tous les incunables de Paris! Son travail se continue. Mais le classement des publications scientifiques, agricoles, administratives, périodiques, industrielles, musicales, etc., etc., réclame des travailleurs consciencieux et instruits.

L'Ecole des Chartes ne prépare à cela que des ignorances.

§

Or, il y a aujourd'hui une science de la bibliographie, une science commençante, et qui vit par elle-même.

Mais cette science ne s'apprend pas à l'Ecole des Chartes. Il n'en a jamais été question dans ce milieu, qui l'ignore de parti-pris. Tous les efforts faits pour classer les volumes selon quelque système ont été raillés avec la plus grande légèreté, n'ont jamais été discutés sérieusement. Aucune bibliothèque publique n'en a tenté l'application, et la bibliographie décimale a été reléguée d'emblée avec le volapück, le bollak et l'espéranto.

Le résultat, c'est que les bibliothèques en France sont absolument délaissées par les savants, auxquels elles ne rendent aucun service, si l'on excepte une science, une seule, qui n'en est pas une, *l'historique*.

Ingénieurs, physiciens, médecins, naturalistes, chimistes, etc., etc., se rejettent désespérément sur des bibliothèques spéciales dont la plus riche est dans sa spécialité beaucoup moins riche que celles de l'Etat et dépense dix fois moins pour son catalogue, mais qui a un classement méthodique ou « un bibliothécaire sachant son métier », ce qui veut dire en langage courant non pas un homme capable de décrire un incunable suivant les règles, mais de donner vite aux gens et surtout de leur indiquer le livre dont ils ont besoin.

Nous avons vu, à la Nationale, l'Histoire de France compter 986 divisions, tenues à jour, pourvues de tables et de cinq suppléments, sept volumes paraître sur les *Factums antérieurs à la Révolution*, et en préparer 8 sur les *Actes Royaux*... Mais quand, après un demi-siècle, le tour était venu d'un catalogue d'histoire naturelle, on a changé de système et on a

recommencé ! Or une seule science, la Médecine, y fut pourvue d'un catalogue méthodique ; les Belles-Lettres n'en eurent point depuis le xviii^e siècle, et les beaux-arts, les arts et métiers, l'industrie, la mécanique, la Bourse, les indicateurs de chemins de fer, prospectus, comptes-rendus de sociétés, annuaires, tarifs..., etc., etc... se trouvent... — sont mis du moins — au même tas.

Si quelque « professionnel » vient à lire ceci, il me montrera l'inexactitude qu'il y a à faire rentrer dans les « arts et métiers » les voies et communications, prouvera que les voies romaines et celles du Grand Roi, voire les chemins de fer jusque vers 1850, sont classés exactement dans des subdivisions de l'Histoire de France. Ce n'est qu'après, étant trop — donc plus utiles — qu'ils ont été jugés *indignes* de l'Histoire et jetés au tas.

Eh bien ! pendant ce temps, ce que l'Etat ne fait pas, l'industrie privée le fait.

Il est non moins utile à l'Etat d'avoir un bon catalogue de chimie que des catalogues d'incunables, et même, comme on ne fabrique plus d'incunables qu'à New-York, c'est plus utile pour les individus français.

Je me hasarde à dire que les cours de l'Ecole des Chartes ne préparent point du tout à le faire. Je vais plus loin. Ils préparent tout spécialement à ne pas le faire, car, délivrant un diplôme de soi-disant bibliothécaire à des gens qui n'ont pas tout à fait le savoir en cette matière d'un bon élève des écoles primaires, ils perpétuent l'ignorance dans nos bibliothèques, vouées de plus en plus aux « sciences de curiosité ».

Nuisible, on, par la persistance à faire des travaux « d'art » — et à les refaire quand ils sont déjà faits — alors que les besognes urgentes attendent.

Pendant que des centaines de mille francs s'engouffraient à épilucher des signatures d'écrivains qu'on ne lira plus, des associations, des Instituts se formaient, librement, sans subvention, pour donner au monde la Bibliographie que les bibliothécaires ne lui donnent pas.

L'industrie privée ne peut pas tout faire. Par le dépôt légal, l'Etat reçoit une foule de publications qu'il serait nécessaire que l'on pût connaître. Le commerce, l'industrie, le travail, comme les sciences, ont besoin de renseignements précis, nouveaux, les tout derniers. Pas un effort n'est fait dans ce sens. Bien loin de là ! Si quelque bibliothèque pratique se fondait,

un *règlement*, une loi, interviendrait, et un archéologue dirait : ceci est à moi.

C'est bien à lui, hélas ! pour nos vieilles villes françaises. Avranches s'enorgueillit de 17.000 volumes, mais ne possède pas Diderot ni le Larousse... Mais il est des villes neuves : on me cite la ville de ***, toute industrielle, et qui ne figurait pas sur les cartes, il y a cent ans. Cette ville a une assez grosse bibliothèque et un bibliothécaire dont les travaux archéologiques sont estimés, et qui brigue l'Institut. Il y a une « société archéologique », un bulletin, et l'on espère trouver des origines à la ville, car son nom pourrait bien venir d'une ancienne fontaine et Charlemagne a passé par là.

Cette bibliothèque — dont le catalogue a coûté cher à imprimer — ne contient ni l'*Engeneering*, ni les revues métallurgiques, ni même les plus récents ouvrages de vulgarisation sur les forges et usines qui font la fortune du pays.

Réponse : ces ouvrages ne sont jamais demandés.

Parbleu ! — On a souvent songé à creuser à Paris un port de mer, mais on objecte que les navires n'y viennent pas...

Le rôle des ports ne serait-il pas justement de faire venir les bateaux ?

Mais les populations sont stupides, arriérées, etc...

Cependant le cercle catholique d'ouvriers, d'une part, un groupe socialiste assez violent, d'autre part, une petite bibliothèque de quartier fondée par un particulier et tenue par un vieux militaire, prêtent à domicile, sales, disputés, incomplets, quelques-uns de ces ouvrages professionnels que la bibliothèque de la Ville ne possède pas. D'ailleurs les règlements, bulletins à remplir, parapluies au vestiaire et parquets miroirs y sont pour effrayer. Quant aux « bourgeois », ils vont souvent à Paris, n'est-ce pas ?

§

Il ne faut pas tout de même nous en conter ! La part qui revient aux « techniciens » n'est pas grande dans le métier. On ne sort pas son savoir tous les jours quand on en a, et pourvu qu'on soit diplômé, on y passe fort bien sa vie sans s'apercevoir qu'on n'en a aucun. Les vertus du bibliothécaire sont ordre, zèle, application ; et la grande pratique du métier. On dit trop « exactitude », je voudrais qu'on dise aussi « rapidité ».

Un examen ne s'assure pas de ces mérites ; et il dispense de les avoir.

« Relever la fonction » veut dire, en bon français, faire payer à l'État les choses plus cher qu'elles ne valent. Mais sur les gros budgets cela ne se voit pas bien. Prenons les petits.

L'intérêt général n'est pas d'avoir des bibliothèques décoratives, mais des utiles, et des bibliothèques nombreuses. Le bibliothécaire-gentleman est cher ; toutes les villes ne peuvent pas s'en payer. Le renchérissement de l'espèce bibliothécaire n'est nullement à souhaiter. Pensez-vous à cette absorption par un mandarinat de toutes les bibliothèques des villes ! Obligatoirement ! quoi ! une commune ne pourra donner un supplément de quelques cents francs à un instituteur, un vieux colonel, pour lui tenir sa librairie, à temps perdu ? — Mais pas de beau catalogue... — Et si la ville aime mieux acheter un peu plus de livres ? Les achats sont faits par des commissions locales, dont les fonctions sont gratuites. Elles connaissent les goûts, les besoins du pays. Imposer l'archiviste, c'est dégoûter le pays de sa bibliothèque.

Des esprits libéraux, des rapporteurs du budget même ont été éblouis par les noms de savants incontestés qui défendaient à leurs élèves, et les mots de « gens de métier, savoir professionnel, connaissances techniques, sincères, arbitraire gouvernemental » ont fait leur conviction.

Il s'agissait uniquement de remplacer la sincère littéraire par la sincère archéologique, de favoriser le moyen-âge aux dépens d'autres époques, de placer le résidu d'une école qui attire trop d'élèves (alors qu'il serait si simple d'en diminuer le nombre) — et de lui livrer la direction, qui assurerait l'uniformité de recrutement.

Non ! cent fois non ! il faut résister ouvertement. Il faut louer l'arbitraire gouvernemental qui rétablit un peu de liberté devant l'arbitraire systématique des truseurs. Il faut laisser les Académies à leur prix, à leurs études, et ne pas les mêler à la vie courante, où elles n'apportent qu'un esprit de réaction. Il faut que non seulement les gens de lettres, mais les gens de goût, mais les savants de toute sorte, mais le public, les commerçants, les industriels, qui ne se doutent pas encore de ce que peut rendre de services une bibliothèque, l'apprennent et réclament contre l'Histoire le droit de se servir des bibliothèques de l'État.

CHAPITRE X

D'UNE GÉOGRAPHIE DES BIBLIOTHÈQUES

(NOTES PRÉPARATOIRES)

Idée d'un tableau des bibliothèques du monde. — Des statistiques de livres et de ce qu'elles veulent dire. — Leur utilité est surtout morale. — Le vrai signe de valeur des bibliothèques. — Les plus grandes bibliothèques. Italie. — Espagne. — Belgique. — Hollande. — Suisse. Autriche. Un Annuaire général. La Bibl. Impériale. Les Universités. — Hongrie. L'Inspectorat général des bibliothèques. Russie. Pologne. Suède. Danemark. L'Amérique, hors les Etats-Unis. — Le Canada et l'influence française. — Les Meccanic-Institutes. — L'avènement du Sud-Amérique. Les Bibliothèques nationales de Buenos-Ayres, Rio de Janeiro, Santiago du Chili. L'Afrique, l'Egypte et la colonie du Cap. L'Inde. La Bibliothèque de Calcutta. Madras. — Pondichéry. Les colonies. L'Australie. Melbourne et Sydney. — Auckland. Le Japon. L'Avènement des livres dans le monde.

Nous venons de montrer de notre mieux qu'à la description des trésors renfermés dans les bibliothèques il était temps d'ajouter l'étude des autres ressources en livres des villes où elles sont, et qu'on ne peut séparer l'étude de la Bibliothèque Nationale, à Paris, de celle de la populaire de La Villette, car si celle-ci ne fournit pas aux bouchers des abattoirs les livres utiles à leur métier, les professeurs venus de Montpellier pour étudier tel unique exemplaire gardé rue de Richelieu risquent de n'y trouver point de place.

Ainsi l'on ne doit pas séparer la Capitale du pays. Washington, capitale, est une ville de second ordre, et l'Angleterre n'a pas que Londres. Manchester, Birmingham, Liverpool sont des centres pourvus de riches bibliothèques, et il y a Dublin, bibliothèque nationale d'Irlande, et il y a Edimbourg. De même l'Allemagne... Nous avons parlé de celle-ci, nous devons parler à part des Etats-Unis et de l'Angleterre, pays de

la Bibliothèque libre ; enfin nous avons dit ce qui reste de la France quand on ôte Paris.

Cependant l'Univers existe hors de ces quatre peuples. Des bibliothèques y prospèrent, dont l'importance grandit : Melbourne et Sydney, le Canada, le Japon...

Partout où des hommes civilisés s'assemblent pour mettre en commun ces services de nourriture, d'habitation, de voirie, d'affaires, de plaisirs, qui constituent une *ville*, un des premiers besoins après l'eau, les transports, l'éclairage, la police, l'église et la pharmacie est d'avoir en commun des livres.

Nous croyons donc utile de placer les pages ci-dessous, écrites à un point de vue tout français, sur un fonds peu distinct, et à peine ébauché, mais susceptible d'éveiller quelque idée de proportion, d'indiquer les grosses masses de ce qu'est dans le Monde la lecture en commun.

Pure utopie. L'ère des bibliothèques n'est pas si avancée qu'elle ait pour le monde entier un journal à jour. Mais dans ce que nous ne pouvons faire, en l'essayant et le faisant mal, nous n'escamotons pas notre ignorance ; nous l'étudions et la mesurons, si possible.

§

Des statistiques de livres et de ce qu'elles veulent dire.

Une évaluation déjà ancienne, et souvent répétée, donnait la répartition suivante des livres dans le monde :

Etats-Unis.....	40 millions.
Allemagne.....	13 —
Grande-Bretagne.....	9 —
France.....	8 —

Suivraient l'Italie, l'Autriche-Hongrie, avec 5, la Belgique avec 2, l'Espagne 1 1/2, la Suisse, la Suède, le Danemark, la Hollande, les Colonies anglaises avec 1, le Sud-Amérique avec un 1/2, la Grèce un 1/4.

Il ne s'agit ici que des grandes bibliothèques. *L'Encyclopædia britannica* donnait une évaluation plus précise pour 1901 :

Etats-Unis.....	5.383 bibliothèques de plus de 1.000 vol.
	9.261 — de moins —
	<hr/> 14.644 bibliothèques et 90.000.000 de vol.

Royaume-Uni..	1.341	bibl.	18.570.000 vol.
Allemagne....	138	—	19.000.000 —
France.....	113	—	10.702.000 —

Ces chiffres semblent mis là pour montrer combien de telles statistiques sont fantaisistes, quelque soin qu'on prenne. La France avait 2.911 bibliothèques municipales et libres en Province et 77 à Paris en 1902. Le tout représentant 4.166.477 volumes. Puis les 4 bibliothèques de l'Etat, l'Institut, des grandes écoles... Plus de 5 millions. Puis les scolaires. Il y en avait en 1902 43.411 possédant 6.978.503 volumes. Et celles des lycées, et les sociétés... Tout cela est manifestement impossible à compter. Quant à l'Allemagne, ses 138 bibliothèques ne sont qu'un morceau de sa puissance scientifique. Les 1.341 bibliothèques britanniques comptent celles du gouvernement, des universités, des cathédrales, des sociétés et instituts, soit 677 établissements et 11.942.000 volumes. Mais il y a de ces bibliothèques, comme celles des cathédrales, qui ne sont que du luxe mort; seules, les *free public libraries* représentent l'activité dévorante de la nation.

Le triomphe de l'Amérique vient d'abord de ce que, toutes neuves et riches, ses bibliothèques nous donnent des statistiques bien faites. Ceci n'est pas ironique.

Vous croyez que parce que l'on sait que 2.003 personnes et non mille et trois ont demandé des livres, l'instruction générale n'a pas fait un grand pas? Erreur. Vous apprenez ainsi avec exactitude où il faut mettre les livres pour qu'ils soient lus, et les gens qui veulent lire savent où aller pour lire. L'Amérique se sert de ses bibliothèques. Et nous ne nous servons pas des nôtres. Ce serait un travail immense que de relever toutes les bibliothèques de Paris. Un bibliothécaire, me dit-on, y travaille depuis des années. A New-York, la société des bibliothèques publie chaque année la liste des 250 et quelques bibliothèques de la ville. De même à Berlin. Et chaque année des efforts sont faits pour unir, coordonner, supprimer tout double emploi, utiliser les livres. La plus utile des armes, en campagne, est une bonne carte.

De bonnes statistiques ont donc un effet puissant, elles rendent sur place, et leur bénéfice est local. Les comparaisons et déductions qu'on peut en tirer restent vagues. Il faudrait songer à la population des villes, et au prix des choses et des gens. Un *messenger boy* gagne là-bas ce que gagne ici un

docteur ès-lettres. Des villes de nom inconnu nous sont de beaux chiffres de volumes et de lecteurs; on oublie que dans cette ville, où subitement tombèrent des milliers d'habitants, la bibliothèque est seule, il n'y a pas encore les cercles, les vieux collèges, — et les amis, et les cafés, tout ce qui fournit dans nos vieilles cités un appoint immense, mais non statisticable à la lecture.

Nous savons tout cela. Et cependant ces chiffres, qui ne sont pas la vérité exacte, en donnent l'image. C'est quelque chose que d'avoir mis en vedette, publiquement, la Bibliothèque de la cité, de s'en vanter, et de se vanter surtout qu'elle serve et soit aussi riche en volumes qu'en lecteurs...

Car pour ne mesurer qu'au nombre de volumes...

Songez-vous quelle *blague* c'est que les 3 millions de volumes de la Nationale, qui compte parfois des cent exemplaires de la même niaiserie. L'on est plus riche cent fois à n'en posséder qu'un, car on possède en moins les frais d'entretien, place et catalogue des 99 autres.

Le vrai signe de valeur des bibliothèques.

Ainsi le nombre de livres, même en supposant que périodiques, brochures, paperasses soient comptés partout de la même façon, ne donne pas grand renseignement, et il ne faudrait pas moins qu'une vente à l'encan pour nous renseigner sur la *valeur* d'une bibliothèque, — valeur marchande.

La valeur scientifique n'a même pas cette ressource. Le nombre de communications nous donne une note précieuse sur l'usage, l'utilité courante. Mais que valent ces lecteurs? Comme de plus en plus on les laisse se servir eux-mêmes, les meilleures bibliothèques ne peuvent plus dresser de statistiques. Enfin des institutions purement scientifiques, à défaut de quantité, ont la qualité. Je crois bien que la *London Library* rend plus de services à la science que le British Museum. Mais pour le prouver il faudrait prendre chaque livre à part et dire par qui il fut lu.

Autre exemple: le nombre de communications de la Nationale à Paris atteint 600.000, et ne dépasse guère 450.000 à la Bibliothèque royale de Berlin. Mais à Berlin il y a 300.000 prêts à domicile, alors qu'à Paris un livre demandé par le même lecteur pendant 8 jours est compté 8 fois dans les 600.000.

Qui peut douter qu'un livre lu chez soi ne vaille pas dix fois le livre regardé une heure « en classe » ! L'utilité, le service rendu par les 300.000 prêts de Berlin vaut dix fois les 600.000 de Paris.

Malgré tout, les ressources peuvent s'exprimer en chiffres. Le budget d'acquisitions est le signe qui trompe le moins. Ni le dépôt légal, ni les dons, ni l'héritage des siècles ou les envois de l'Etat ne remplacent le bon argent pour acheter ce qu'il faut. Les permis, les faveurs, les services dont les Français, nés journalistes, abusent, donnent de loin, à quelques-uns, une illusion de richesse, mais ils ne font jamais des gens solides, des gens à l'aise, de Nos Grands Mendiants.

Quant aux livres anciens, rares ceux qui sont rares. Que de fois nous avons à combattre cette confusion des pièces de musée et des outils, et à répéter que nos bibliothèques accrochent aux murs, comme panoplies, de bons fusils, et comptent comme armes utiles de vieilles arquebuses. Ceux qui ont hérité de la bibliothèque de leur grand-oncle peuvent avoir là-dessus une opinion.

J'imagine qu'un jour il sera possible de dresser un état général des bibliothèques du monde. La *Minerva*, annuaire du monde savant, publiée en Allemagne, nous donne bien à ce sujet des indications recueillies avec grand soin. Mais ce n'est pas toujours avec le soin nécessaire que ces renseignements lui sont fournis. L'Amérique livre exactement ses budgets, ses statistiques. La France donne parfois des chiffres au hasard et l'Angleterre cache les siens. En outre il ne s'agit que des bibliothèques des corps savants et des universités; il n'est presque jamais question des bibliothèques dites populaires, dont le total est souvent plus important que les soi-disant savantes. La *Minerva* trompe beaucoup sur ce point.

Lorsqu'une société financière établit son bilan honnêtement, elle prend soin de déprécier chaque année une juste part de son capital, meubles et immeubles. Les statistiques des bibliothèques ne prennent pas ce soin. Puis de quelle valeur s'agit-il ? La valeur curiosité augmente avec le temps, à mesure que la valeur scientifique diminue. L'Italie offre des valeurs de vente considérables. La Vaticane passe pour être la bibliothèque qui vaudrait le plus, mise en vente; ce n'est pas la plus utile pour l'étude des sciences. Des pays comme le Canada ou l'Australie sont parfois mieux outillés que l'Italie

pour les sciences de toutes sortes, la littérature même, la culture générale...

§

Nous empruntons à une Revue écossaise le tableau suivant dont nous convertissons les chiffres en francs.

	Nombre de volumes.		crédit d'acquisitions — (1)
	possédés.	communiqués en un an.	
Bibliothèque nationale.....	3.000.000	600.000	80.000
British Museum.....	2.500.000	1.590.000	550.000
Bibl. Imp. Saint-Petersbourg....	1.445.000	622.243	208.000
— — Berlin....	1.300.000	483.821	175.000
Bibliothèque du Congrès, Washing- ton.....	1.300.000	323.861	496.000
New-York Public Library.....	1.390.000	4.306.974	125.000

Le Munsey's Magazine ajoute :

« Ainsi les cinq grandes bibliothèques nationales, à l'exception de celle de France, ont toutes pour l'achat des livres nouveaux et périodiques des ressources supérieures à la fondation de New-York, mais les lecteurs profitant de cette dernière sont presque trois fois plus nombreux que dans la bibliothèque la plus fréquentée d'Europe. »

Les chiffres ci-dessus ne sont pas tous exacts. Ils donnent une opinion, et cette opinion est juste. Qu'importe ! si Paris vient toujours en tête. Il peut venir en tête de bien des façons.

En 1879, M. de Heredia recherchait ce que font certaines villes pour leurs bibliothèques par rapport à leurs recettes ordinaires (1) :

Bolton (83.000 hab.).	Recettes, fr. :	1.102.500 :	Bibl.	37.500	soit	3,40	0/0
Birmingham.	—	10.255.000 :	—	320.000	—	3,13	—
Liverpool.	—	6.925.000 :	—	165.000	—	2,38	—
Manchester.	—	9.200.000 :	—	164.000	—	1,79	—
Boston.	—	110.900.000 :	—	620.000	—	0,55	—
Glasgow.	—	15.000.000 :	—	67.500	—	0,45	—
Liège.	—	4.416.000 :	—	8.700	—	0,19	—

Paris, 0,02 0/0.

En 1884, Paris, avec près de 255 millions de recettes, se montrait généreux : 271.000 fr., soit..... 0,16 0/0.

Mais il est revenu à des traditions plus économes, et laisse à l'Australie, au Japon, aux Yankees, Prussiens et autres sauvages le souci de dépenser de l'argent pour des livres.

(1) Voir nos tableaux et l'Index pour chiffres plus récents et budget des villes.

§

Il y a un « pays des bibliothèques » : les Etats-Unis. L'Amérique a créé cet organe nouveau de la cité moderne : « la Bibliothèque libre », et cette institution nous paraît si spéciale, si différente de ce que nous entendons ici par une bibliothèque, si ignorée même par nos bibliothécaires, même par les voyageurs qui ne savent pas qu'il y a « à voir cela » à l'étranger, que ce ne serait pas trop d'un volume pour décrire et propager ces « mœurs ». Nous en dirons plus loin ce que nous en savons.

Le système de bibliothèques — une centrale, 50 succursales — de New-York n'est pas encore complet, mais déjà l'on voit que, même en ajoutant aux lecteurs de la Nationale ceux des 82 bibliothèques municipales de Paris, on n'approcherait pas de New-York. Ceci doit être dit d'abord contre l'objection si facile que New-York est à la fois populaire et savant. Il n'en est pas autrement de notre Nationale, qui, nous croyons l'avoir démontré amplement, dans sa salle réservée est populaire pour plus de la moitié, bibliothèque d'université pour plus d'un quart, et n'offre pas plus de 5 à 10 o/o de science supérieure.

Nous voudrions cependant tenir compte des autres ressources des villes et de leur population. Aucun moyen de présenter un tableau d'ensemble. Les Allemands sont arrivés, en comparant les populaires et les sociétés savantes, à montrer que Berlin avait 2 populaires par habitant, Dresde 3, qu'en Amérique ces chiffres allaient couramment jusqu'à 5. En France, Paris a peut-être deux. Caen et Versailles, des villes tranquilles, donneraient de beaux chiffres, mais quels sont ces livres ?

Immédiatement après les 6 grandes bibliothèques de Paris, Londres, Berlin, Saint-Petersbourg, Washington, New-York, — les millionnaires — viennent celles de Boston, Vienne, Florence, Strasbourg, Munich, Oxford, Leipzig, Copenhague, Stuttgart, Buda-Pesth, Edimbourg, Harvard, Cambridge, Bruxelles, Heidelberg, Naples, Madrid, et maintenant Tokyo. Toutes dépassent cinq cent mille volumes, et Chicago, Moscou, Pittsburg, Stockholm, Dresde, Christiana, Venise, Hambourg, La Haye, Wolfenbittel, Cracovie, Turin avant l'incendie, Bonn, Francfort, sont aujourd'hui très près de ce chiffre. Mais l'accroissement rapide des bibliothèques des Etats-Unis, des grandes villes d'Angleterre, du Canada,

de l'Australie, permet de dire que, d'ici un quart de siècle, on comptera dans le monde une centaine de bibliothèques atteignant ou dépassant un demi-million de volumes, et s'accroissant régulièrement. Vastes dépôts de réserve, à côté desquels des millions de bibliothèques moindres, mais plus *vivantes*, remplaceront le gros chiffre de l'amoncellement de papiers par des chiffres plus gros encore de lecteurs. Passant sous silence les collèges, bibliothèques spéciales ou de particuliers, et beaucoup de couvents et d'universités, nous tenterons d'énumérer ici les plus grands amas de livres du monde, ceux du moins qui, largement ouverts au public, s'accroissent de livres neufs, méritent encore le titre de bibliothèques vivantes.

§

ITALIE

Le pays de l'art du livre, des belles bibliothèques, l'Eden des bibliophiles et des archéologues, l'Italie, devrait venir en tête de toutes les nations par les trésors de ses librairies. Mais ce n'est pas notre sujet. D'autres guides vous conduiront parmi les ruines.

Au point de vue moderne, l'argent manque, et l'année 1908 apporte plutôt des diminutions. Mais la création de 7 bibliothèques nationales, ayant chacune le dépôt légal de sa région, et une, celle de Florence, ayant celui de toute l'Italie, est justement citée comme modèle.

Nous réunissons en un tableau les principales bibliothèques d'Italie, avec leur budget, leur accroissement depuis dix ans, et si possible, le chiffre de leurs communications.

Nous ne parlons que de bibliothèques ayant encore un budget d'accroissement.

A ce tableau doivent s'ajouter :

- 1° Les autres bibliothèques de Florence, Rome, etc.
- 2° Les bibliothèques de *Vicence* (41.000 hab.), 175.000 vol., 80.000 br. ; d'*Udine* (40.000), 84.000 v. ; *Forli* (44.000), 100.000 v. ; *Fermo* (20.000), 55.000 v. ; *Cesena* (46.000), 55.000 v. ; *Camerino* (12.000), 40.000 v. ; celles du *Mont-Cassin*, 50.000 v., de *Plaisance* (30.000 h.), qui a, selon la *Minerva*, 135.200 vol. et un budget de 2.500 fr. pour achats, — et bien d'autres.

Toutefois que de villes sont sans bibliothèques !

Nous ne faisons pas figurer dans notre tableau Bari, 82 milliers d'habitants, Alexandrie, la Spezia 72, Foggia 66, Trapani et Ancône 60, Acireale et Caltanissetta 43, Reggio d'Emilie 58 et Reggio de Calabre 46, Bergame 50 milliers d'habitants, etc. Or, la plupart des villes données comme ayant une bibliothèque n'ont qu'une bibliothèque d'université, — de très pauvre université. Rien pour le public, dans l'immense et misérable Catane, triste comme une ville anglaise. Y fait-on aujourd'hui quelques efforts contre l'ignorance ?

Avant 1870, des efforts sérieux avaient été faits pour créer des bibliothèques populaires. On en comptait une quarantaine, notamment celles de Parme, Murano, Uscoli. Rome en eut en 1871. Tout cela est resté nul, ou rudimentaire. Quelques efforts récents : 4 petits dépôts à Milan. Le gouvernement n'a commencé à s'intéresser à cette question qu'en 1900. Par une spécialisation qu'on ne peut qu'approuver, on a créé des bibliothèques exclusivement *agricoles*, toutes pratiques. Il y en a environ 80, mais bien humbles... Les écoles même sont dépourvues de livres : 6.680 seulement, sur 50.558, ont une bibliothèque de quelques livres.

ROME a la Bibliothèque du Vatican. L'on n'en sait pas le budget, on sait vaguement qu'elle a 250.000 imprimés, dont 2.500 incunables, 500 Aldes, etc. Ce n'est pas notre sujet, et nous ne comptons pas sur Sa Sainteté Pie X pour l'enrichir beaucoup d'art et de science modernes.

Mais Rome, capitale, ne s'est pas bornée à la Vaticane. La Bibliothèque Nationale, ou Victor-Emmanuel, fondée en 1875, compte aujourd'hui de 350 à 400.000 vol., 250.000 brochures, 5.800 journaux. L'accroissement annuel est d'environ 12.000 volumes ou brochures. Le budget, qui était de 80.000 fr., personnel, 38.000 acquisitions et reliures, 18.000 matériel en 1898, est, dix ans après, de 100.000, 70.000 et 30.000. Le prêt en ville a passé de 8.344 à 12.302, l'envoi aux autres bibliothèques de 1.322 à 2.106, enfin les lectures sur place de 151.432 à 171.277. Le progrès est constant. J'ai pu y apprécier la grande amabilité des bibliothécaires, mais sauf qu'il y a ce qui nous manque, une salle de journaux, je ne vois rien à y signaler. On y pratique un système de cotes qui indique travées et rayons, comme si la bibliothèque ne devait jamais s'accroître ou être remaniée.

Autres bibliothèques de Rome... Elles sont trop. Nous cite-

Bibliothèques d'Italie

	POPULATION en milliers d'habitants	NOMBRE DE VOLUMES		RUDGET		COMMUNICA- TIONS en 1906	
		1897	1907	TOTAL.	ACQUISITIONS ET RELIURES		
Bibliothèques Nationales							
Florence.....	210	452.318 <i>499.117 br.</i>	544.021 <i>702.848 br.</i>	131.527	26.000	51.971	Voir ci-après, détails et autres bibliothèques de Rome, Florence, etc.
Rome.....	596	371.000 <i>217.467 br.</i>	400.000 <i>300.000 br.</i>	200.000	70.000	185.685	
Milan.....	502	230.400 <i>34.000 br.</i>	238.271 <i>144.345 br.</i>	64.500	17.000	51.462	Budget d'acq. 1897 : 23.000, en diminution — : 18.000, — — : 19.500, augmentation
Naples.....	550	359.000 <i>207.100 br.</i>	385.670 <i>220.700 br.</i>	46.400	15.000	100.929	
Turin.....	367	217.923	350.000	86.734	24.000	49.152	Bibliothèque communale : 216.000 vol. B. 40.000 fr. dont 10.000 acq. Budget d'acq. 1897 : 9.750, augm.
Palerme.....	260	151.005	163.599	44.000	11.000	36.216	
Venise.....	175	403.000 <i>81.000 br.</i>	415.753 <i>100.458 br.</i>	35.537	14.500		
Universités et Villes principales							
Gènes, Univ.....	234	109.491 <i>50.000 br.</i>	126.449 <i>60.000 br.</i>	25.000	7.200		Bibl. Berio : 76.325 vol. B. 40.000, dont 10.000 acq.
Bologne, Univ.....	152	?	255.000 <i>48.000 br.</i>	30.000	8.220		
— Mun.....		165.380 <i>73.269 br.</i>	180.000	35.090	8.900	28.929	

	POPULATION en milliers	NOMBRE DE VOLUMES		BUDGET		COMMUNICA- TIONS en 1906	
		1897	1907	TOTAL	ACQUISITIONS ET REVENUS		
Catane, Université....	152	91.000	127.000	20.000	2.500		
Messine, Univ.....	149	36.351	35.000	20.000	5.600		
Livourne.....	100	56.000	64.116	15.000	2.012		
Ferrare, Univ.....	89	91.000	95.000	12.000	3.300		Acq. 1896 : 429 vol., 1906 : 280. Biblioth. du Séminaire Vescoville, 50.000 vol.
Padoue, Univ.....	81	136.000	200.000	30.000	8.000		
» Musée civique.		107.306	166.377	.....	.....	6.769	Budget total du Musée : 27.030. Acq. 1897 : 3.794 ; diminution.
Lucques, Gov.....	79	125.000	212.426	16.000	2.750	10.000	
Vérone.....	73	142.419	160.380	25.000	6.000	19.000	B. Capitulaire, 30.000 vol.
Brescia.....	72	8.600	125.000	11.000	3.000		
Ravenne.....	67	71.600	80.000	7.000	2.000		
Modène, B. Estense....	64	129.140	145.570	24.000	8.000		B. univ. 26.000 vol. Acq. 4.806 fr.
Pise, Univ.....	61	109.000	190.000	23.000	7.200	62.000	
»		27.000	90.000	.....	.....
Pérouse, Univ.....	61	20.000	54.000	.....	3.000		Bibl. communale : 70.000 vol.
Cagliari.....	53	60.903	80.000	21.000	6.904	37.000	
Parma, Univ.....	51	294.432	303.836	27.000	4.500	26.900	Budg. de 33.000 fr. en 1897.
Sassari, Univ.....	41	36.550	72.113	9.000	3.500		
Crémone.....	37	58.616	100.000	8.000	2.500		
Sienna, Commuale....	37	72.394	82.700	25.000	4.858		
Pavie, Univ.....	35	36.000	70.000	43.000	16.000		
»		180.000	250.000	.....	.....
		180.000	170.000	.....	.....

rons seulement celle de l'Université (*Alessandrina*, 94.600 v.); *Vallicelliana* (27.535 v.); l'*Angelica* (42.000 v.); la bibliothèque centrale militaire : 63.498 vol., 69.890 cartes et un budget d'achats de 10.400 fr., un des plus forts d'Italie avec celui de la Chambre des députés (25.000 fr., 117.000 vol.). Citons encore la Bibliothèque musicale de l'Académie Sainte-Cécile, 40.000 v. et 70.000 fasc., enfin après beaucoup d'*et cætera* l'École de France, qui a une bibliothèque de 6.000 fr. par an. L'Institut historique prussien en a une de 100.000 marks.

La capitale littéraire est Florence, et c'est là que converge le dépôt légal italien. La *Bibliothèque Nationale centrale*, à Florence, comptait récemment 511.578 vol., 683.097 brochures et un chiffre de communications annuelles de 51.148. Elle prête des volumes au dehors.

Ce n'est bien entendu qu'un appoint aux richesses de la ville, richesses anciennes, richesses modernes [*Mediceo-Laurenziana*, 11.494 vol., *Riccardiana* 33.643, *Marucelliana* 200.000, Cabinet Vieusseux, 310.000, etc.].

Elle sera une des belles du monde, mais la reconstruction, commencée en 1902, n'avance que lentement. On peut voir dans le Manuel de Bibliothéconomie de Græsel (trad. Laude) le plan de la Bibliothèque future. La salle de lecture *en pente* facilitera la surveillance en même temps qu'elle isolera mieux les lecteurs les uns des autres.

Le budget est de 91.527 francs (personnel), 26.000 (acquisitions et reliures), 14.000 (matériel). Le personnel y passe pour peu soucieux de laisser voir aux étrangers la perfection de son organisation.

Les bibliothèques italiennes sont en général paternelles; l'extrême obligeance du personnel supplée aux inconvénients nombreuses, et si elles sont nulles pour le grand public, ce sont des familles pour les amis. Les bibliothèques modernes sont plus rébarbatives. En attendant d'être sur le pied des bibliothèques modernes, on m'affirme que Florence en a déjà pris le ton.

Les autres nationales de l'Italie sont Milan, Naples, Palerme, Turin et Venise. Chacune reçoit le dépôt légal de sa région. On sait que celle de Turin a brûlé récemment. Mais un double des œuvres déposées est à Florence. La bibliothèque de Turin se reconstitue rapidement.

Malgré les grands progrès faits, dit-on, depuis quelques

années, l'état moderne des bibliothèques italiennes offre peu de ressources scientifiques. Même l'année 1908 prévoit d'assez fortes économies sur les dotations de Milan, Naples, notamment. Nous ne voyons aucune tentative séricusc de bibliothèque populaire ou libre, mais il y a des efforts louables de cabinets de lecture, un institut de recherches bibliographiques à Rome. Les universités sont au nombre de 22, mais six seulement peuvent, la reliure payée, acheter 10.000 francs de livres neufs par an.

Si la librairie littéraire et artistique a repris un certain essor, le nombre de publications scientifiques italiennes reste assez restreint, et ce n'est pas avec les chiffres si bas, tant de son dépôt légal que de ses achats, que l'Italie peut se mettre au courant de la science étrangère. Les bibliothèques y sont plutôt trop nombreuses, et l'Italie plie sous le poids de vieux trésors à conserver. Les villes actives, les villes en progrès, sont presque sans bibliothèque, ou n'ont que des livres sans force utile.

Bologne est le siège d'une activité intellectuelle, et sa bibliothèque communale publie un bulletin intéressant (*Archiginnasio*). Relevons-y quelques chiffres de 1905 : Achats : 920 volumes et 430 opuscules, chiffres doubles de ceux de 1904. Lecteurs : 38.886. Augmentation de 3.800 sur 1904, mais depuis, le chiffre a baissé. Ils sont venus, en hiver 22.427 le jour et 7.716 le soir, en été le jour seulement : 7.521. Prêt : 1.222 vol.

Sur 33.789 vol. consultés le jour, nous trouvons 10.172 vol. de littérature italienne, 2.059 de littérature étrangère, 3.255 de littérature grecque et latine. Puis 3.273, sciences juridiques et sociales ; 2.937, beaux-arts, archéologie et biographie ; 2.972, sciences math. et nat. ; 3.273, histoire ; 906, religion ; 709, médecine, etc.

Ainsi les budgets italiens peuvent envier les tristes budgets français. Une grande ville telle que Gênes n'a pour ainsi dire rien. L'Université a un crédit d'acquisitions et reliures de 7.200 francs et la Biblioteca civica Berio, 10.000.

Mais nous devons relever cette division en une nationale italienne centrale à Florence, et 5 autres nationales dans les grandes capitales de province, se répartissant le dépôt légal.

Si le développement subit, intense, de l'industrie italienne met de l'argent dans ses caisses, dont seule la loterie boucle le

déficit, les cadres sont prêts pour doter le pays d'un réseau de livres qui rappelle son ancienne puissance intellectuelle.

ESPAGNE, PORTUGAL

L'Espagne aussi, riche de précieux vieux livres, nous offre, me dit-on, des traditions familiales. Les livres s'y montrent comme les tableaux de sacristie, le concierge a la clef et une grande obligeance, une majesté plus grande encore.

Ceci ne s'applique pas à la Bibliothèque *nacional*, très vivante, me dit-on.

Elle a été fréquentée en 1904 par 72.000 lecteurs, par 79.953 en 1906, ce qui d'ailleurs n'est pas énorme pour Madrid (540.000 habitants).

Elle est riche de plus de 600.000 volumes et a le dépôt légal de l'Espagne depuis 1716, mais n'a été ouverte au public, dans les conditions actuelles, qu'en 1896.

Le bâtiment est divisé en 35 *salles*. Il y en a 4 de manuscrits, 2 d'estampes, 1 de musique, 1 de théâtre, 2 de géographie, 1 d'incunables, 1 de livres rares et précieux, 1 de revues modernes, 1 d'auteurs hispano-américains, 1 de livres d'usage fréquent, 1 pour le legs Usóz, 1 d'éditions de Cervantès, 1 de divers.

La grande salle de lecture a 280 fauteuils; elle est toujours fort animée et on y fume... Le nombre des ouvrages de référence y est de 6.000. Une salle de *Catalogue*, accessible au public, compte 2.000 vol. de bibliographie.

Enfin, ce qui fait l'envie de nos historiens et journalistes, il y a des salles de travail particulières (12 tables)! Il existe un catalogue d'auteurs et index de matières. Un directeur, 4 bibliothécaires, 23 *offiziale*, 4 aspirants, 1 restaurateur et 18 gardiens forment un personnel imposant.

En 1905, le dépôt légal espagnol a apporté 1.396 volumes et 1.577 *folletos*. Sur les 53 provinces, celle de Madrid apporte seule 983 vol., Barcelone 202, Valence 64, Séville 27, Tolède 11, Saragosse 10, d'autres moins encore: Pampelune 1 volume, les Baléares 2, une vingtaine rien du tout. L'année d'avant, le chiffre était beaucoup plus fort, 2.024 vol., 1.832 br. L'Espagne produit peu, mais *dépose* moins encore.

Autres bibliothèques à Madrid: celle de l'Université, 204.000 vol., 14.000 br., dotation 15.000 fr., — celle de l'Académie d'Histoire, 20.000 vol., — enfin la Bibliothèque Royale, qui est ouverte

sur demande, 100.000 vol., et qu'on confond parfois avec la Nationale.

Des bibliothèques de Leon (10.000 vol.), Cordoue (16.000 vol.), de Cadix (40.000), pourvues chacune d'une dotation de 400 pesetas, de celle l'Escorial (35.000 v.), Tolède (70.000), Terragona (15.600) et des universités nous ne pouvons rien dire.

Salamanque (80.200 vol.) et *Grenade* (40.000 vol.) reçoivent une dotation de 600 pesetas, *Oviedo* et *Santiago*, toutes deux de 40.000 vol., ont 1.000 pes. ; — de même *Valence* (60.600 vol., 25.525 lecteurs en 1905). — *Valladolid* (35.000 vol.) reçoit 750 pes., budget ordinaire, 1.500 extraord. *Saragosse* (45.000 vol.), 650. — Séville, qui a 143.000 hab. et 1.000 étudiants, a la plus forte dotation : 3.000 pes. (95.000 vol.). Enfin *Barcelone* (539.000 hab.), dont la bibliothèque ne date que de 1841, possède 19.000 vol. et un catalogue de matières important.

Ces bibliothèques sont à la fois « universitaires et provinciales », et nous n'avons guère d'œuvres populaires ou sociétés de lecture importantes à signaler à côté. L'accroissement des livres est bien minime, et dans des universités de 700 à 1.000 étudiants, des crédits si bas n'assurent pas des ressources scientifiques bien modernes. Les gros chiffres de livres sont illusoires, les fonds provenant presque partout d'anciens couvents.

Aux Baléares, on trouve à Palma une bibliothèque de 20.000 vol., provenant, elle aussi, d'un couvent supprimé.

Il existe des bibliothèques populaires en Espagne. Il y en avait 678 en 1889, selon M. Harbulot (*l'Enseignement public en Espagne*). Elles possédaient à elles toutes 104.909 ouvrages. Mais aucun progrès ne nous est signalé depuis. L'Espagne compte encore 63 o/o d'illettrés complets. Des sociétés sont fondées pour restreindre cette belle ignorance, et il est certain qu'elle décroît — très lentement.

En Portugal un décret royal de 1870 avait rendu obligatoire l'allocation de 50.000 reis (soit 278 fr.) par an, dans chaque commune, pour le maintien d'une bibliothèque populaire : ce décret est loin d'avoir reçu exécution.

Nous n'avons d'ailleurs que peu à dire du Portugal. Lisbonne a 400.000 habitants, sa Bibliothèque nationale 400.000

vol. On peut citer l'Académie des sciences, 116.000 vol. et la Bibl. da Ajuda, 72.000.

L'Université de Coïmbra, — 100.000 vol., dont on dresse le catalogue, — possède un budget de 3.500 fr. pour achat d'œuvres portugaises. A part les établissements religieux, il y a peu d'autres livres dans ces beaux pays. On s'assied devant sa porte et on lit le soleil.

BELGIQUE

Les livres et budgets de livres augmentent comme décroît la latitude. Ce sont de longs chapitres que nous devrions consacrer à trois petits peuples d'Europe : Suisse, Belgique et Hollande. Bruxelles et Zurich sont aujourd'hui à la tête du mouvement bibliographique européen.

Nous ne mentionnons ici que quelques chiffres.

La Bibliothèque royale de Bruxelles (199.000 hab., 624.000 avec les faubourgs) compte plus de 600.000 volumes. Le budget, de 227.310 francs en 1899, est de 260.540 en 1908, dont 128.240 pour le personnel, et 132.300 pour matériel, acquisitions. Elle comprend six départements : Imprimés, Catalogue des imprimés et périodiques et renseignements bibliographiques, Manuscrits, Estampes et cartes, Numismatique, Secrétariat et achats de livres :

Séances.

Nombre de séances.	297 le jour.	296 le soir.
1899. — Lecteurs..	31.536 —	6.402 —
1907. — Lecteurs..	42.892 —	4.109 —
— . — Ouvrages.	54.264 —	8.114 —

Ouvrages non communiqués.

	1899 (1)	1907 (2)
Manquants	533	6.719
Prêtés au dehors.....	2	143
En lecture.....	93	738
A la reliure.	22	471
Refusés conformément à l'art. 36 . . .	30	459
Egarés.....	24	358
Non-existants.....	5	158
Dans d'autres sections ou aux Périodiques.....		294
Total....	709	3.240

(1) Dernier rapport publié.

(2) Note que M. le Conservateur en chef a bien voulu m'adresser.

DEMANDES	1899	
	soir.	jour.
Théologie.....	279	72
Jurisprudence.....	6.170	1.422
Sciences et Art.....	33.216	4.774
Littérature.....	17.952	1.358
Histoire.....	13.508	2.859
Total.....	71.125	10.485

	1907	
	jour.	soir.
Théologie.....	853	40
Philosophie.....	3.068	373
Jurisprudence.....	5.863	582
Economie politique et sociale....	8.287	931
Sciences nat. phys. et math.....	21.413	1.135
— médicales —	3.907	374
Arts et métiers.....	8.223	815
Littérature.....	24.113	1.705
Histoire et Géogr.....	18.537	2.155

Ensemble, jour et soir : 47.001 lecteurs.
102.378 demandes.

La Salle des imprimés est complètement libre, pourvu que le lecteur « sache ce qu'il veut et sache le demander », écrivait M. Fétis, conservateur, — formule habituelle de bibliothécaire qui ne connaît que l'érudition et la littérature. Elle ouvre de 9 à 6 heures, mais des livres peuvent être communiqués le soir de 7 1/2 à 10 1/2 dans la salle des périodiques. Celle-ci, ouverte depuis bientôt 30 ans et comprenant plus de 2.000 périodiques, n'est accessible que sur carte d'entrée; 1.653 personnes y avaient accès en 99. Soit 24.648 visites dont 10.541 le soir.

Bruxelles est à peu près le 5^e de Paris, et sa « Royale, entrée libre », compte à peu près le 5^e des lecteurs de notre « Nationale, entrée réservée ». Si, depuis quelques années, le chiffre d'entrées s'est accru, c'est que — comme à Paris — « la Salle de travail est devenue le rendez-vous d'une nombreuse population slave, qui vient surtout y lire les nouveautés anglaises et allemandes ».

On n'y trouvait d'ailleurs pas, il y a quelques années, de livres de référence accessibles à tous... Il y en a aujourd'hui environ 150. Les acquisitions de 1899 étaient de 1.553 vol., dont 1.435 in-8^o et au-dessous, pour le prix de 23.599 fr., dont 2.230 fr. pour 118 volumes anciens. Si l'on songe que les manuscrits avaient acheté pour 15.319 fr., et les Estampes pour 4.314 fr. seulement, on peut voir que, comme à Paris, l'art

et la science sont peu de chose dans les bibliothèques devant l'avidité paléographique.

Les nouvelles acquisitions de 1907 sont au nombre de 3.049. Il a été acheté 1.833 ouvrages au prix de 34.000 fr., et les abonnements ont absorbé 25.000 fr. La Bibl. royale de Belgique met aujourd'hui à la disposition de ses lecteurs 2.079 périodiques.

On ne peut nier qu'il y ait là des progrès très rapides. La Belgique n'a pas le dépôt légal. Les volumes dont s'enrichit sa bibliothèque sont donc un choix.

L'Institut et l'office international de bibliographie sont installés aujourd'hui à la Bibliothèque Royale de Bruxelles. Nous ne faisons que les signaler ici. L'Office a entrepris le catalogue général des collections des Bibliothèques belges. En 1905, il possédait 432.493 fiches, venant de 50 bibliothèques.

Des autres bibliothèques de Bruxelles, nous citerons seulement celle de la Commission centrale de statistique, non des plus importantes (4.470 vol. généraux, 3.470 sur la Belgique, 2.140 sur la France, 1.642 sur l'Angleterre), mais son catalogue, dont les 4 sections ci-dessus sont parues, est un modèle de l'application des règles de l'Institut international et offre un intérêt réel, même hors de Belgique.

On compte aujourd'hui en Belgique 2.000 bibliothèques populaires; elles ne possédaient à elles toutes que 244.726 volumes en 1900. L'état n'en est pas meilleur qu'en France. Des *cantoniales*, réservées aux instituteurs, comptaient 165.791 vol.

Verviers.

Pour prendre un type de bibliothèque populaire, Verviers (49.000 hab.) a une bibliothèque de 10.176 ouvrages ou brochures, comportant 27.111 volumes, et un bibliothécaire, au traitement de 1.500 francs, logé avec la bibliothèque dans le bâtiment d'une école. Salle de lecture de 16 mètres carrés, peu fréquentée. Le prêt y était de 6.575 en 1897. Subitement, il passait à 32.905 l'an d'après, atteignait 41.820 et revenait en 1904 à 28.909. Ce saut brusque venait du remplacement d'un bibliothécaire :

« Bibliothécaire jusqu'à la bibliomanie, semblable au Dragon des Hespérides, il gardait jalousement les trésors de sa bibliothèque. Barthélemy au contraire était très « coulant »; très occupé de classer les archives de la ville, il laissait aux mains trop indulgentes de ses filles la distribution des livres... »

(A. Angenot. *Revue des Bibliothèques de Belgique*, 1905.)

Un archiviste a donc du bon pour le progrès des bibliothèques : ses filles...

Budget : achat de livres : 1.500 fr., de revues, 400 ; reliure, 900, chauffage et éclairage, 1.300, divers et entretien, 400.

La proportion de romans lus est ici de 90 o/o. On y lit Alexandre Dumas, et dans Dumas *les Trois Mousquetaires*. Ensuite on y lit Alexandre Dumas : *le Comte de Monte-Cristo*. Et bien ensuite *les Misérables*. Viennent après Balzac, Conscience, G. Sand, Aymard, J. Verne.

Autres villes.

Nous mentionnerons seulement quelques autres villes :

ANVERS (344.960 hab.), 85.000 volumes. Acquisitions : 15.000 fr. — BRUGES (53.500 hab.), 100.000 vol. — A GAND, 163.000 hab. (la Bibliothèque communale et universitaire, 352.071 vol., reçoit 25.000 fr. de l'Université, 3.400 de la ville (13.278 lecteurs et 18.531 volumes communiqués en 1904). On y signale une collection de documents de toute sorte, manuscrits ou imprimés, classés par sujet, et qui compte plus de 160.000 n^{os}. La Maison du Peuple, comme à Bruxelles, est imposante, moderne, on y boit et on y fait des conférences. On y lit peu et on a peu à y lire. Désillusion de voyage. Le moindre village anglais a une plus noble maison du peuple : sa bibliothèque libre.

Mons, 27.000 habitants ; 71.297 volumes. Acquisitions 7.000 fr. A Liège, la Bibliothèque de l'Université a un budget de 45.845 fr., dont 23.245 en acquisitions.

Namur a au musée une bibliothèque de 40.000 vol. Budget : 2.850. — Tournai : 60.000 vol., 5.000 fr. de personnel et 1.700 d'acquisitions.

La Bibliothèque de Luxembourg, 82.108 vol., a un budget de 7.000 francs.

HOLLANDE

La HOLLANDE a une douzaine de très importantes bibliothèques et elles servent. Le budget d'achats de livres de La Haye (119.500 hab.) est de 71.000 francs, bien peu inférieur à celui de notre Nationale. En un an, 56.000 lecteurs et 135.000 volumes communiqués, dont 34.000 prêtés au dehors. Comme en Amérique la grande bibliothèque n'est pas dans la plus

grande ville, et même à La Haye, 119.500 hab., il y a, outre la Bibliothèque Royale, une Bibliothèque de la ville.

Amsterdam (54.000 hab.) n'a pas cessé d'enrichir sa bibliothèque universitaire. Les crédits sont de 60.000 (personnel) et 37.500 fr. (achats et matériel). Elle ferme deux mois par an; 58.000 lecteurs en 1906. Prêt : 17.838 vol. L'Université de **Leyde** a un budget d'acquisitions de livres de 27.000 fr., sans compter certains revenus spéciaux.

Une *Société du Bien Public* a fondé en Hollande 312 bibliothèques, qui, en 1901, écrit M. Pellisson, ne comprenaient pas un total de volumes supérieur à 235.978. Deux semblants de bibliothèques à l'anglaise se sont ouvertes ces dernières années, l'une à Gröningue, l'autre à Dordrecht (39.000 hab.). On trouve à celle-ci, ouverte du matin au soir, 111 journaux et revues. La subvention est faible : 2.500 fr. Un ou deux milliers de volumes, mais un chiffre de prêts de 9.000.

SUISSE

La Suisse aurait bien des exemples à nous donner sur l'usage et l'organisation des bibliothèques. Il est certain qu'un peuple où l'aisance et l'instruction sont si répandues et où l'existence de peuples étrangers, loin d'accroître les dépenses militaires et la dette, ne fait qu'enrichir les hôtels, peut faire beaucoup pour ses bibliothèques. La division en petites villes est aussi un grand appoint. En des centres intellectuels tels que Zurich, siège du *Concilium bibliographicum*, qui, affilié à l'Institut de Bruxelles, dresse l'état universel des sciences naturelles, les bibliothèques peuvent garder un rôle scientifique plus aisément que dans des villes à millions d'habitants. Zurich (170.000 hab.) a 13 bibliothèques. Les deux plus grandes sont celles de la ville (170.000 articles au catalogue), qui a un budget d'achats de livres, net, de 14.000 fr., et celle de l'Université : 98.363 vol., dont 2.582 venus en 1906, env. 150.000 brochures et dissertations. Budget d'achats et reliures 35.122 fr. La première a prêté, en 1906, 14.600 vol. dans ses salles, et 14.500 au dehors, la seconde 14.913 et 11.694, mais beaucoup d'ouvrages y sont à la disposition des lecteurs dans la salle.

Les onze autres sont celles de droit, du canton, des arts et métiers, de la Société artistique, du Museum, de la société de

médecine, la Bibliothèque cantonale militaire, celle des sciences naturelles, du Polytechnicum, du Pestalozianum, et des Archives. Ces 13 établissements publient, périodiquement, un catalogue d'ensemble; des initiales y indiquent devant chaque cote à quelle bibliothèque on trouvera le livre. Cette unité de catalogue — et d'achats — fait que Zurich est, aux moindres frais, un des premiers centres intellectuels de l'Europe.

A Berne (72.000 hab.) deux bibliothèques : la Bibliothèque de la Suisse a environ 160.000 vol., cartes, etc., et les crédits pour 1907 montent à 45.000 fr. pour matériel et achats. Celle de la ville (200.000 vol.) est en grand progrès et le nombre des prêts et lecteurs a doublé de 1905 à 1906, atteignant 15.754 prêts, 10.738 lecteurs sur place. Les crédits de personnel et d'achats, de livres sont tous deux de 20.000 fr. — A Bâle (125.400 hab., 250.000 vol.) le crédit d'achat de 33.975 fr. et l'accroissement de 1906 a été de 9.660 vol. et 4.741 brochures. La Bibliothèque universitaire est bibliothèque publique. — A Genève (145.000 hab.), bibl. publique et universitaire, 170.000 vol., — Lausanne (53.300 hab.; 280.000 vol.); — Fribourg (16.741 hab.), 120.000 vol. Budget : 15.000 fr.

Quant aux populaires, la Suisse fut un des premiers peuples à en avoir, et l'on en comptait 1.500 en 1868. Mais elles sont restées assez stationnaires. En 1883, 1.734 bibliothèques, dont 177 entretenues par des particuliers, possédaient en tout 981.324 volumes. Il ne paraît pas, écrit M. Pellisson, que depuis lors la situation se soit sensiblement modifiée.

AUTRICHE

Les D^{rs} J. Bohatta et M. Holzmann, dans l'*Adressbuch der Bibliotheken der Oesterreich-Ungarischen Monarchie* (1900), résument les 12 points nécessaires à un annuaire des livres :

1° Nom et adresse des bibliothèques. — 2° Nombre de volumes, manuscrits, incunables. — 3° Argent disponible pour achat. — 4° Nom et rang du personnel. — 5° Catalogues existant. — 6° Heures. — 7° Prêt, ses conditions. — 8° Prêt à l'étranger. Formalités. — 9° Bref historique de la bibliothèque. — 10° Sciences et spécialités à y étudier. — 11° Succursales et établissements en relation. — 12° Sources et bibliographie.

C'est beaucoup, et il manque une bonne table par sujets des endroits où s'adresser pour une étude.

Car l'ordre alphabétique y déploie toute son incommodité, et classe à L la bibliothèque de prêt populaire (Leihbibliothek) à V la bibliothèque populaire de prêt (Volksbibliothek).

Les annuaires américains sont plus pratiques. Mais qu'avons-nous en France?

Celui-ci énumère 1.003 bibliothèques pour l'Autriche, 650 pour la Hongrie. On y trouve un grand nombre de bibliothèques confessionnelles, couvents, séminaires, paroisses, une cinquantaine de bibliothèques particulières, celles des écoles, gymnases, sociétés, les militaires, 45 populaires, 10 universités...

Vienne (1.675.000 hab.) compte 204 bibliothèques. Comme à Paris, on y voit 3 couches : une nationale, des spéciales, des populaires. La grande bibliothèque libre est inconnue, mais au moins les spéciales sont classées et connues.

La K. K. Hof bibliothek, qui, dans l'annuaire de 1900, avait dans les 600.000 vol., en aurait 900.000 d'après la dernière *Mienerva*.

Outre 8.000 incunables, elle possède une collection de plus de 100.000 papyrus, 350.000 estampes, etc. Une série musicale compte 32.000 imprimés et 6.000 manuscrits.

Le dépôt légal existe depuis 1808.

Cette Bibliothèque non nationale, mais « de la Cour », reste médiocrement utilisée : 13.557 lecteurs, 14.956 communications, et 4.250 ouvrages prêtés à de très officiels personnages.

Elle a des heures, ferme à 4 pour les livres, à 2 pour la musique, et se met en vacances deux mois l'an. Le budget total est de 203.500 francs. Nous n'avons donc rien à envier à Vienne, sinon de beaux livres ; du moins je n'ai rien vu de spécial en une rapide visite. Tout cela a d'ailleurs grand air, très dix-huitième siècle.

La Bibliothèque de l'Université est aussi une des grandes du monde : 707.188 au 30 sept. 1906, l'accroissement de l'année ayant été de 31.146. Il n'était que de 17.000 en 1902 et le nombre total des volumes était de 540.660 en 1900, ce qui montre un accroissement rapide. Avec la dotation de 63.000 fr. et sans les taxes, le budget dépasse 227.000 francs.

Elle ouvre jusqu'à 8 heures du soir certains mois et communique, en 1903-1904, 371.891 volumes à 238.277 lecteurs,

ce qui ne leur permet guère d'en demander deux à la fois. Elle en prête au dehors de 30 à 35.000.

La *Technische Hochschule* a aussi une belle bibliothèque de plus de 100.000 volumes ; elle en reçoit 2 à 3.000 par an, ce qui est un beau chiffre dans une bibliothèque spécialisée. Comparez nos pauvres Arts et métiers. — Là aussi, des heures compliquées ; 160.764 volumes communiqués à 65.361 lecteurs en 1904.

D'autres bibliothèques font de Vienne une des villes les plus riches en livres qu'on connaisse, mais l'usage en est restreint à des sociétés, académies, corps constitués... Or un usage restreint, qu'on le sache, est souvent un usage nul. La *Familien-Fideikommissbibliothek* 150.000 volumes (50.000 ouvrages) n'est pas publique, ni le Ministère de l'Intérieur, 100.000 volumes, ni l'*Albertina* 52.000... etc. Vienne est vraiment un second Paris. On y est si intelligent qu'on se dispense de lire.

Cependant le *Volksbildungsverein* a depuis vingt ans créé des bibliothèques populaires et elles ont été accueillies par le plus grand succès. En 1905, on en compte quatorze, riches de 4 à 9.000 volumes ; elles ont prêté 1.150.000 volumes. Des branches desservent les casernes, hospices, hôpitaux, écoles, prisons. Le budget est formé de 341.000 francs de cotisations et 368.000 de subventions.

Le Théâtre populaire allemand a quelques milliers de livres et partitions, et les prête. Il y a des bibliothèques russes, polonaise, israélite (10.000), pour aveugles (13.000 vol.), une pour les aveugles juifs, une de théologie juive, etc. Le cercle catholique des dames comptait en 1900 11.800 volumes, dont 5.270 en allemand, 4.944 en français, 1.255 en anglais. La *Société des amis de la musique*, qui possède 30.000 partitions, 4.000 volumes, 1.500 manuscrits, 2.000 portraits et une centaine d'instruments historiques n'a pas son équivalent en France. Elle a même 2 catalogues d'ensemble et 20 partiels. Sa dotation est de 2.500 fr. Le *Hofburgtheater* et le *Hofopertheater* ont tous deux de belles bibliothèques. Signalons pour finir le Musée d'art et d'industrie, qui dépense près de 1.500 fr. en achat de livres, et 10.000 en achat d'ornements, dessins et photographies.

AUTRES VILLES : *Salzburg* (28.000 habitants) a 3 grandes bibliothèques, de 101.403, 75.000 et 56.000 volumes. La *K.K. Studienbibliothek* a un budget d'environ 20.000 francs. *Innsbruck* a 215.000 volumes à l'Université (13.410 lecteurs et

12.886 prêts en 1904). *Graz* (112.000 habitants) a une bibliothèque universitaire de 212.000 volumes (130.000 ouvrages, budget de cinquante mille francs), et une bibliothèque régionale (Steiermärkische Landes Bibl. de 166.000 volumes, ouverte à tous, visitée par 58.032 lecteurs en 1906 (prêt : 28.000 vol., envois, 6.467), — enfin une école technique avec 20.000 volumes et un budget de 10.000 francs.

Une société de bibliothèques populaires existe à Graz depuis 1895. En 97 fut ouverte une salle centrale, avec 200 revues et journaux. Dons, cotisations, subventions arrivent à dépenser de 15 à 20.000 fr. par an dont 3 ou 4 milliers en achats de livres : 30.000 vol. acquis en 1900. Les heures sont 9 à 1, 3 à 8. Les livres sont prêtés moyennant 15 kreuzer par mois.

Klagenfurt (24.000 habitants) : 59.000 vol. et un revenu de 15.000 fr., 11.000 prêts, mille lecteurs environ. *Laibach* (36.500 habitants), 58.000 vol., rev. de 7.000. *Olmütz*, 75.000 volumes et 15.000 brochures, 17.000 francs.

On trouve encore des bibliothèques de 90.000 volumes à Kremsmünster, de 80.000 à Admont, Saint-Florian, Raigern, de 70.000 à Gottweig, de 60.000 à Melk, Osseg, Zwettl, Trente, de 40.000 à Heiligenkreuz, Linz, Saint-Paul, Seitenstetten, Klosterneuburg (9.000 habitants), Troppau.

Toutes ces bibliothèques sont relativement mieux dotées que les nôtres, assez libres d'accès, mais elles ont des heures, des vacances, un caractère plus historique que pratique, et en somme sont peu fréquentées. Le prêt y est assez généralisé.

Dans les dépendances de l'Autriche, *Trieste* (186.000 habitants) a une bibliothèque de 102.000 volumes, avec un budget total de 28.245 francs; elle ouvre de 10 à 1 et de 5 à 8.

Pas plus de 28.000 lecteurs, 30.000 vol. communiqués.

Sarajewo en a une petite dans son musée : 15.000 vol.

A *Prague* (426.000 habitants) les anciennes bibliothèques de la Bohême ont réuni leurs trésors à la bibliothèque de l'Université, 350.000 volumes, qui, outre 15.000 fr. de taxes d'étude, a une subvention de 40.000 francs. Le chiffre des lecteurs en 1902 était de 74.417, celui du prêt à Prague 26.723, au dehors 2.852. Il passe à 102.457 lecteurs et 37.371 prêts en 1906. — La bibliothèque commune aux deux écoles techniques, allemande et tchèque, a un budget de plus de 12.000

francs. — Le Musée de Bohême a une magnifique bibliothèque (250.000 volumes, 182.000 estampes, etc.), ouverte de 8 à 1 heure et qui s'accroît de 7 à 8.000 vol. par an. La Stifts-Bibliothek, elle, n'ouvre que de 10 à 12, de mai à septembre (100.000 volumes).

Pilsen (60.000 hab.) n'avait encore tout récemment qu'une bibliothèque de 5 à 6.000 volumes, ouverte quelques heures par semaine. *Brünn* (115.000 hab.) possède deux bibliothèques d'écoles techniques; l'allemande a 25.750 vol., et un budget de 11.000 fr.; la tchèque (9.150 vol.) a un budget de moitié. Il y a en outre une médiocre bibliothèque populaire.

Mais à *Zwittau* (9.000 hab.), un Carnegie autrichien a construit à grands frais une bibliothèque à l'instar de l'Amérique, d'où il a même fait venir une femme, élève d'une Library-school, pour diriger. Avec 20.000 volumes, on dépasse 60.000 prêts dans la petite ville.

HONGRIE

La Hongrie nous présente des organisations plus modernes. Un inspectorat général des bibliothèques et musées de Hongrie, d'abord avec un budget de 186.488 francs, a été fondé en 1897, comme surveillance non moins que comme propagande de tous ces établissements d'instruction libre qu'on nomme musées et bibliothèques. Il centralise les efforts des associations, ligues, municipalités, appelant et répartissant les dons.

Le budget en 1907 se trouve de 247.880 fr., ordinaire, et 104.000 fr., extraordinaire. Son action s'étend sur plus de 20 bibliothèques, et autant de musées. Il occupe 13 inspecteurs et 5 conseillers spéciaux, dont un architecte et un pour les bibliothèques populaires. Le siège en est à **Budapest**, au Musée national hongrois, qui contient aujourd'hui une des belles bibliothèques du monde (461.000 imprimés, dont 120.000 minora en 1900). Le budget total du Musée dépasse un demi-million. Le nombre des lecteurs de la bibliothèque fut de 44.793 en 1906.

Nous n'énumérons pas toutes les ressources intellectuelles — 144 bibliothèques et 14 branches — de cette capitale dont la croissance a des allures américaines. Les larges rues claires, les bâtiments neufs, le luxe public, l'ample masse d'eau du Danube et les grandes perspectives des avenues tracées droites

dans la plaine libre éveillent parfois l'idée d'une sorte d'Amérique...

L'Université a une bibliothèque de 259.000 volumes, et 50.000 écrits divers, 63.738 lecteurs en 1903. Budget de 50.000 francs. La bibliothèque du Polytechnicum avec 80 800 volumes et un budget de 50.000 francs communique par an plus de 30.000 volumes. La bibliothèque de la ville, réunie à celle du bureau statistique, compte dans les 60.000 volumes. Elle est ouverte à tous. Le crédit d'acquisitions est d'une dizaine de mille francs. La bibliothèque israélite est très importante (31.000 volumes).

Les universités d'Agram (119.000 volumes) et de Klausenburg (80.000 volumes) ont pour leur bibliothèque de 16.000 à 22.000 francs. Citons les bibliothèques du collège de Debreczen (75.000 volumes), de Gran (118.000), Hermannstadt (100.000), Pannonhalma (156.000). Des villes comme Presbourg restent cependant avec des bibliothèques insignifiantes.

ROUMANIE, SERBIE, BULGARIE, TURQUIE

La Roumanie est bien neuve, mais le développement y est rapide. La bibliothèque de *Bukarest* ouverte en 1895, avec un revenu de 57.603 francs, dont 15.000 pour achat de livres, n'a pas encore dépassé 20.000 volumes, mais elle compte par an plus de 67.000 lecteurs (286.000 habitants).

L'Université de *Jassy* (78.000 habitants) a 160.000 volumes, mais le budget n'est que de 9.556 fr.

L'Université de *Sophia*, en Bulgarie, a une bibl. de 58.000 vol. Celle de *Belgrade*, à peine davantage, mais la Bibliothèque nationale de Serbie, à *Belgrade*, possède 150.000 vol. et partage une dotation de 50.000 fr. avec le Musée et l'Académie des sciences.

Il semble que les Turcs n'aient point voulu quitter l'Europe sans quelque noble effort intellectuel, et depuis 1900 une Université turque, avec une petite bibliothèque, honore Constantinople.

Elle a précédé de peu la Révolution. La Vieille-Turquie en est morte.

Tout de même à Byzance, la culture grecque est un peu

plus ancienne, et si ce n'est point le lieu de parler des trésors sauvés de l'Empire grec, et des richesses du Mont Athos, signalons à Constantinople la société grecque de littérature, qui possède 20.000 vol. et compte 250 membres.

GRÈCE

La Grèce! — A l'inverse de M. Barrès, j'y ai été surtout « pour voir des paysages », et j'en ai vu de si beaux que je n'ai même pas visités la bibliothèque de notre école d'Athènes. Mais un Athénien, qui fit fortune aux Indes et revint dans l'Attique défendre le grec moderne, langue vivante, m'envoie les notes suivantes :

Bibliothèques publiques en Grèce.

Athènes. — La Bibliothèque Nationale, celle de la Chambre, celles du Syllogue « Parnassos » (cercle littéraire), de la Société des Amis du peuple et celles des Sociétés archéologique et ethnologique.

Provinces. — Il y a quelques petites bibliothèques dans les villes suivantes : Le Pirée, Corfou, Zante, Dimitsana, Andritsèna. La plupart des monastères et la communauté de Mylæ possèdent des manuscrits.

La Bibliothèque Nationale d'Athènes est la plus importante en Grèce. Elle possède 250.000 vol. imprimés; 90.000 essais non imprimés; 200.000 documents historiques, 2.500 manuscrits. Ces chiffres ne sont qu'approximatifs. Elle a le dépôt légal (2 exemplaires).

La majorité des livres sont en grec, latin, français, allemand, anglais et italien. Les livres scientifiques et de philologie sont en prépondérance.

La Bibliothèque est abonnée à plusieurs périodiques grecs, français, allemands, anglais et italiens. La plupart se rattachent à la littérature savante, mais il y a aussi des revues commerciales et des éditions périodiques de vulgarisation.

Le nombre des lecteurs est en moyenne de 500 par jour. Il se compose de professeurs, d'étudiants de l'Université ou des Gymnases, d'hommes de lettres et de rares officiers. Il y a une pièce spéciale pour les dames, mais seules quelques étudiantes fréquentent régulièrement.

La Bibliothèque est ouverte de 9 h. à 11 h. et de 2 h. à 4 h. pendant la période Sept.-Février; de 9 h. à 12 et de 3 à 5 pendant Mars-Mai; de 8 à 12, pendant Juin-Août.

Des cabinets de lecture y sont spécialement à la disposition des professeurs et des étudiants (de 9 à 12 et de 2 à 10 h.).

La salle publique de lecture n'est pas ouverte le soir.

La Bibliothèque Nationale a un budget d'à peu près 60.000 fr. (ou drachmes) par an. L'Etat et l'Université fournissent la plus large part. La bibliothèque a une petite fortune individuelle qui lui vient de dotations et de legs. Elle reçoit chaque année un grand nombre de livres légués ou donnés par des Grecs.

Bibliothèque de la Chambre. — 175.000 volumes (Droit, Sciences, Politique, Histoire, Géographie). La Bibliothèque possède la plus complète collection de livres écrits sur l'hellénisme et spécialement ceux qui ont été publiés depuis la découverte de l'imprimerie jusqu'à 1833.

La Bibliothèque reçoit des journaux et des périodiques grecs, français,

anglais, allemands. La plupart se rapportent aux sciences politiques, morales et militaires.

Le nombre des lecteurs est d'à-peu près 15.000 par an. La Bibliothèque est ouverte au public de 9-12 et de 3-6, mais la majorité des lecteurs sont des savants, des étudiants et des députés. Les gens du peuple n'y fréquentent presque pas.

La Bibliothèque est aussi ouverte durant les séances de la Chambre.

L'Etat donne 40.471.35 drachmes par an pour la Bibliothèque de la Chambre.

Bibl. de l'Association des Amis du Peuple. — 40.000 volumes : 1° tous les auteurs grecs anciens ; 2° tous les commentaires sur ces auteurs publiés par des savants grecs, comme Coray, Doucas, etc. ; 3° grammaires et dictionnaires grecs et étrangers ; 4° histoire, géographie, philosophie, droit, médecine, sciences, etc. ; 5° poèmes, romans et périodiques. En outre, la plupart des livres publiés pendant la domination ottomane (1458-1821).

Ouverte de 9 h. du matin à 10 heures du soir tous les dimanches et les jours fériés... qui sont nombreux en Grèce.

RUSSIE

La Russie, au milieu de ses troubles, n'a point délaissé ses bibliothèques.

L'année 1908, qui réduit la maison de l'empereur et le crédit de la marine, l'année 1908, qui augmente la dette de 94.168.000 roubles et porte les budgets totaux de 1.802 à 2.317 millions, inscrit pourtant au chapitre de l'Instruction publique 53.149.000 roubles au lieu 36.851.000 en 1902, et le crédit réservé aux institutions scientifiques, 1.469.821 roubles, est de 10.000 roubles plus élevé qu'en 1906.

Nous sommes heureux de constater que si la France fait de ce chef de grandes économies chez elle, l'argent français n'est point si avare au dehors, et contribue sans mesquinerie à l'Instruction supérieure et aux bibliothèques de la Russie.

Il y contribue en France même. Les Slaves sont chez eux dans nos bibliothèques. On s'en plaint à Bruxelles comme à Londres et à la Sorbonne. C'est un public difficile, discuteur, sans soin, susceptible, au demeurant fort sympathique, et qui s'assimile aisément toutes sciences, sauf peut-être celle de vivre en liberté.

Peut-être aussi d'anciens goûts nomades et des habitudes de promiscuité font que le peuple slave comprend de race la lecture en commun. Les livres ne sont pas facilement admis en Russie, mais les lecteurs sont facilement admis aux livres. — (D'ailleurs si tant d'auteurs français sont interdits en Russie, les traductions de ces auteurs y circulent librement, avec toute autorisation, sauf celle de ces auteurs mêmes !) — On

ne peut douter que le jour où la prospérité reviendra dans cet empire, on y verra plus de bibliothèques qu'ailleurs.

Malgré l'hostilité du gouvernement, les zemstvos ont couvert le pays d'un réseau de petites bibliothèques, bien modestes si l'on compare les résultats actuels à ceux de l'Angleterre, admirables si l'on songe à ce qu'était la Russie, à son nombre effroyable d'illettrés, admirables si l'on compare l'effort fait là-bas à l'effort fait chez nous. Les deux gouvernements les plus prospères sont ceux de Wiatka et de Perm avec 2.561 et 2.500 bibliothèques. Puis viennent ceux de Livonie 114, de Tobolsk 73, de Toula, 72, Tver 69, Moscou 67, etc.

Saint-Petersbourg a des richesses uniques, il a même toute la Pologne... La Bibliothèque Impériale comptait en 1905 : 1.502.307 volumes. Le chiffre des lecteurs était en 1904 de 198.614, supérieur donc à celui de notre Nationale. Fin 1906, le nombre des volumes est de 1.594.240, celui des lecteurs ayant été dans l'année de 225.697.

C'est un essor rapide. Le chiffre d'acquisitions de livres de la Bibl. Impériale est presque le double de celui de notre Nationale ! 54.000 roubles, soit 143.640 francs. C'est la bibliothèque d'Europe qui, après le British, achète le plus de livres étrangers.

Le budget total est de 164.704 r. (438.112 fr.). Le personnel comprend 2 directeurs, 27 bibliothécaires.

Nous ne citerons pas les nombreuses bibliothèques de Saint-Petersbourg (Institut royal des sciences, 400.000 vol. Académie de théologie, 200.000), etc. Enfin l'Université : 366.807 vol. (180.388 ouvrages). C'est, avec celle de Moscou (8.805 et 8.698 étudiants en 1908), la plus importante du monde après Paris et Berlin.

L'Université de **Moscou** possède 314.458 vol. et une dotation de 6.000 r. Les richesses de la ville sont immenses : Bibl. du musée historique Alexandre III, 180.000 vol., de l'Académie de théologie, 120.000, et surtout la Bibliothèque du musée Rumjantsov 800.000 vol., crédit de 62.300 roubles, qui s'applique à tout le musée : antiquités, médailles, 300.000 estampes, etc.).

Kharkoff, 190.000 habitants, a outre 175.000 volumes à l'Université, une bibliothèque publique ouverte en 1886 avec 1.700 volumes. Il y en a aujourd'hui 110.000. Elle est payante,

le nombre des abonnés était de 2.668 en 1904. On a ouvert une salle de seconde classe, avec 570 abonnés.

Kazan (140.000 hab.) a 2 grandes bibl., une d'Université, 240.000 vol., une d'Académie, 77.000. Kiev (250.000 hab.), de même, avec 120.000 et 73.000 vol. Wilna (122.845 hab.) a une riche Bibl. publique. Budget 8.000 r. Lecteurs, 19.000. (Plus de 200.000 vol.) Enfin Odessa (450.000 hab.) a une Bibl. d'Université, 248.000 vol., et une de la ville: 122.153 vol., qui reçoit près de 100.000 visiteurs par an; son budget est de 12.830 roubles.

Les bibliothèques finlandaises sont en pleine prospérité, non seulement celle de l'Université d'Helsingfors (93.000 hab. — 200.000 vol. B. 30.000 fr. Communications: 60.000), mais les bibliothèques populaires, au nombre de plus de 600, quelques-unes importantes à Wiborg, Aabo, etc. Celle d'Helsingfors, pour 25.000 vol. qu'elle possède, dépasse 125.000 communications. Elle est pourvue de 3 filiales.

Le Caucase a Tiflis: 42.000 vol. (Budget, 12.864 r.) La Sibérie, l'Université de Tomsk, avec 200.000 vol., les musées de Jeniseisk, 20.000 vol., Minusinsk, 22.500. etc.

A Taschkent, la Bibliothèque libre du Turkestan a 63.000 vol. Budget: 11.000 fr.

POLOGNE. — La Pologne dépouillée et renaissante compte malgré toutes les déprédations deux des belles bibliothèques de l'Europe, celles des universités de *Varsovie* et *Cracovie*. La première a dépassé 550.000 volumes, la seconde 384.000 (9.370 prêts, 5.000 lecteurs sur place). Les dotations et taxes fournissent 25.000 fr. *Lemberg* (160.000 hab.) reçoit une quarantaine de mille fr. pour l'accroissement de la Bibl. de l'Université (192.000 vol.). L'Institut Ossolinski (122.840 vol.) a une dotation de 10.000 fr., 53.000 lecteurs, 167.350 vol. communiqués.

Les Polonais ont l'instinct du livre en commun, et vont lire dans toutes les bibliothèques du monde. Ils en ont eux-mêmes partout, à New-York comme aux bords de la Ruhr, si humbles soient-elles. La plus belle est quai d'Orléans, à Paris. Elle dépend de l'Académie des sciences de Cracovie et compte 80.000 volumes.

DANEMARK, SUÈDE, NORVÈGE

On peut remonter haut dans le Nord. Danemark, Suède, Norvège sont de grands pays de lecture et de bibliothèques, proportionnellement les plus riches peut-être en livres, ces pays des longues journées et des longues nuits. L'initiative privée y fournit d'ailleurs encore plus de livres que les bibliothèques publiques.

Copenhague. — Tout d'abord la Bibliothèque Royale : plus de 700.000 vol. Budget de 55.000 couronnes. Achats de livres : 25.880 fr. Comm. totales, 56.199. Prêt, 23. 211. Elle reçoit le dépôt légal du Danemark.

La Bibliothèque royale de Copenhague publie annuellement un volume classé méthodiquement, — 403 pages en 1907, soit environ 80.000 mentions, — qui est le catalogue de *tout ce dont les bibliothèques publiques du Danemark* se sont enrichies dans l'année. 29 bibliothèques y contribuent (Université, musée, bureau de statistique, laboratoire de chimie académie des beaux arts, observatoire, bibliothèque de garnison, de la marine, du Muséum de zoologie, de botanique, d'Aarhus, etc.). Titres très brefs, nom de ville abrégé et date, mais excellent classement en une quarantaine de sections, avec des divisions en pays pour l'histoire.

La Bibliothèque de l'Université possède 235.000 volumes, et plus de 150.000 thèses et dissertations.

Aarhus, 55.000 hab., possède 200.000 vol. La bibliothèque prête 16.000 vol. au dehors, et reçoit 35.000 lecteurs sur place. Elle achète pour plus de 20.000 francs de livres par an.

Ce sont là de grands dépôts, mais toute commune danoise a sa bibliothèque. En 1889 on en comptait déjà 1.068.

Dans les brumes de l'**Islande**, la lecture doit être précieuse, Reykjavik, 5.000 habitants, a un budget de 15.000 francs pour sa bibliothèque, riche de 55.000 volumes, et recevant les 12 journaux de la petite capitale.

Les livres sont d'ailleurs répandus dans toute l'île.

Des paysans possèdent des bibliothèques de plus de mille volumes, et ils sont fiers qu'un tiers en soit toujours prêt.

La société islandaise de littérature, dont le siège est à Reykjavik, avec deux stations à Copenhague, compte 550 membres

versant la modeste cotisation de 6 couronnes, ce qui fait avec les 3.000 c. de subvention 12.500 fr.

Stockholm. — Sur les larges boulevards de la ville aux beaux lacs, Stockholm, un monument très simple, isolé, rappelle comme proportions nos mairies de Paris ; c'est la bibliothèque royale, modeste, mais pratique et l'une des mieux tenues que j'ai visitées.

Les facilités d'entrée, de prêt, d'admission aux catalogues étonnent nos méfiances. On prête environ 12.000 vol. par an, on en lit sur place 75.000. Le nombre total serait de 340.000, brochures non comprises. L'apport de 1906 a été de 27.435 n^{os}, dont 23.501 sortis des presses suédoises.

Le budget de reliure et d'achat est de près de 50.000 francs. Stockholm : 308.000 hab. Le budget de sa bibliothèque est de 136.164 francs, soit 0 fr. 43 par habitant contre 0,30 que donne Paris, — et 0,029 pour la Suède, 0,024 pour la France. Ce budget a augmenté de 14.000 fr. depuis dix ans. Les communications sur place sont passées de 46.896 à 64.928, mais on a restreint le prêt : 9.698 à 7.831.

Upsal, triste ville universitaire, n'est pas loin : 330.000 vol. environ. Le prêt au dehors dépasse 22.000, et dans la salle 40.000. On a acheté en 1906 pour 33.452 fr. Le budget, qui a presque doublé depuis dix ans, va passer de 32.000 à 82.000 couronnes à partir de 1908. Tous les livres imprimés en Suède sont reçus à Upsal et le dépôt légal en a fourni 4.103, 4.363, 4.400, ces trois dernières années. Le développement est rapide et la France envoie actuellement à Upsal beaucoup de publications. Les autres universités, Lund et Göteborg, ont 180.000 et 20.000 vol. ;

Un legs de 100.000 fr. assure à Göteborg une magnifique bibliothèque publique qui compte aujourd'hui plus de 100.000 vol., et dont le budget dépasse 55.000 francs.

Citons encore une bibliothèque de plus de 100.000 vol. à Linköping (15.000 hab.).

La *Norvège* enfin aux habitants si clairsemés nous donnera l'exemple d'une prospérité des bibliothèques que nous ne retrouverons qu'aux États-Unis. L'Université de **Christiania** (227.000 hab.) a une bibliothèque de 430.000 volumes qui s'accroît rapidement ; les crédits d'acquisitions sont de 50.000 fr. A Christiania, la Bibliothèque fondée en 1780 par

Deichman, a été réorganisée comme les *free Libraries* américaines, et l'accès libre du public aux rayons y a été établi en 1903. Elle a près de 100.000 vol., l'accroissement de 1904 était de 5.528. Sur les crédits de 70.000 fr., 21.000 sont consacrés aux achats.

Les heures sont de 9 du matin à 10 heures du soir, les dimanches de 5 à 10. Le prêt au dehors en 1904 : 446.067 vol. ; dans la salle 49.365 ; en 1906, les prêts montent à 522.000, dont 47 o/o de littérature, ce qui est le plus bas chiffre, je crois, pour une bibliothèque générale, qui prête des romans. Elle a une section pour la jeunesse, et des dépôts même dans les jardins publics, où, l'été, on peut emprunter des livres. Nous aurions dû la décrire avec les Bibliothèques libres d'Angleterre et d'Amérique, mais elle est unique sur le continent.

On compte en Norvège plus de 650 bibliothèques populaires. Les bateaux qui longent les fiords déposent des livres jusqu'aux pêcheries des Lofoten et aux stations isolées de télégraphe. Des *académies ouvrières* (35, dont 10 dans les campagnes) complètent l'œuvre des bibliothèques.

Parmi les petites villes qui se nichent dans le déchiquetage de la côte, *Stavanger* (31.000 hab.) a son musée et sa bibliothèque communale, 20.000 vol. Et plus haut, c'est *Bergen* (72.000 hab.), Bergen, qui publie 4 journaux et où commence vraiment le pays de la longue nuit, Bergen le point peut-être le plus pittoresque du monde durant les quelques jours où le ciel y est bleu... Nous y trouvons une bibliothèque publique depuis 1872, avec 90.000 volumes, un budget d'achats de 6.300 fr., et en 1906 un chiffre de prêt de 284.600, dans lequel la littérature entre pour 71 o/o. Le Musée a 32.000 vol.

Plus haut encore, l'antique Trondhjem (31.000 hab.). La bibliothèque comptait 600 volumes en 1770, 15.000 en 1808, et aujourd'hui 115.000. Elle s'accroît d'un millier par an, mais le prêt est faible, 1.920 vol. en 1906. Une bibliothèque populaire, fondée en 1901, y supplée. Elle est riche déjà de près de 20.000 volumes.

Et plus au nord, on penserait ne plus trouver que des neiges. Mais Tromsø, 7.000 hab., est fier de son petit musée polaire, et j'y ai aperçu une bibliothèque. Il y a aussi des livres dans ces maisons rouges où l'on cultive un peu de gazon vert sur le toit ; il y en avait pour les pêcheurs de morue aux Lofoten. C'était le moins, puisqu'on leur interdit l'alcool.

A la dernière ville que les hommes aient avancée au delà

du cercle arctique, dans la triste Hammerfest, j'ai aperçu des livres. Il y en avait deux de France : « *Rokanbol* », traduit de M. Ponson du Terrail, et une *Claudine* de Willy.

Bateaux.

Et plus haut on ne trouve plus une ville, mais des navires ; on va maintenant l'été au Spitzberg. Je devrais parler des bibliothèques des villes flottantes, comparer la Cunard à nos transatlantiques. Nos bateaux ont parfois de petites bibliothèques. Il y en a 3, une par classe, sur les paquebots des Messageries mais elles sont bien maigres. Les Transatlantiques sont mieux fournis, du moins aux places de luxe. Les bateaux de la Cunard, du Norddeutscher Loyd et de la Hamburg Amerika peuvent compter comme des villes, et leurs bibliothèques doivent au moins être mentionnées... Enfin les grands ports, même Marseille, ont des cabinets de lecture pour marins de différents pays. Mais seule, je crois, l'Amérique a son service organisé de prêt de livres pour les gens de mer.

AMÉRIQUE, MOINS LES ÉTATS-UNIS

Le Canada intéresse spécialement les gens qui parlent français. Des efforts récents ont été faits pour relier un peu mieux qu'il n'est notre pays à ce rameau détaché de notre influence. L'expansion des livres français y reste médiocre. Quant à nous, les livres français du Canada nous intéressent peu, et la Nationale n'a pas de quoi les acquérir. Tout cela est regrettable. On est arrivé à passer des contrats de protection littéraire. Depuis un an, le Canada paye des droits d'auteur... Vont-ils développer ou vont-ils entraver la lecture des livres français ? Ce n'est pas le but de la Société des gens de lettres de répandre notre langue, et nos auteurs. Au contraire, elle prélève sa commission. Mais elle nous montre que, quand on désire une chose, on l'obtient. L'exercice 1907 a rapporté 12.000 fr. de droits de reproduction de textes français au Canada.

Pour nous, ce ne serait pas une utopie ni besogne vaine que de répandre un peu le surplus du dépôt légal, l'encombrant, le triple emploi de nos bibliothèques, de donner, libéralement, des livres au Canada. Don qui ne nous coûterait rien, et rapporterait beaucoup, je dis beaucoup matériellement, par les bénéfices commerciaux que l'on obtient en répandant sa

langue, ses livres, ses mœurs — sans parler d'un patriotisme, voire d'un nationalisme, qui peut pacifiquement écarter quelques frontières.

Comme s'il y avait dans la décadence des bibliothèques françaises une question de race plus qu'une question d'institutions, nous constatons avec regret que si le Canada anglais a suivi le mouvement des bibliothèques américaines, les provinces françaises sont restées bien en retard. Ce n'est pas nous, mais un livre allemand qui le constate. Voici les chiffres donnés par Schultze :

Ontario, 42 bibliothèques libres, 457.387 vol., pour 2.114.321 hab.
Québec, « 2 — — 31.500 — 4.488.533 —

Ces chiffres datent de 1893 ; on comptait pour le Canada 19 bibliothèques libres, 217.687 volumes pour 4.833.239 habitants. L'avance anglaise, dont je n'ai pas les chiffres, n'a fait, me dit-on, qu'accroître. C'était cependant à Québec, en 1779, que la première bibliothèque avait été fondée, sans parler de celle de l'Université Laval, fondée en 1663, et riche aujourd'hui de 120.000 vol. Québec (68.000 hab.) a en outre la Bibliothèque de la législature (71.000 vol. et 18.000 br.). On y trouve une *free library* anglaise, mais la française porte le nom de « Bibliothèque des ouvriers ».

Montréal (300.000 hab.) a deux Universités, une française (Laval), avec 728 élèves, une anglaise (Mac Gill), avec 1.331. Celle-ci a une belle bibliothèque centrale (90.000 vol.) et une série de bibliothèques de facultés (24.000 vol., à celle de médecine.) Au Collège, 50.000 volumes.

L'act autorisant les villes à s'imposer pour les bibliothèques n'existe au Canada que depuis 1882 ; le mouvement a été lent et borné aux provinces anglaises. Les premières villes qui s'imposèrent portent les noms de Berlin (9.000 hab.), Waterloo, Chatham (9.000 hab.) et Toronto.

Toronto (208.000 hab.) avait déjà la bibliothèque législative depuis 1867 (88.000 vol. en 1903) La *Public library* fondée en 83 comptait 84.987 vol. en 93. Elle possède aujourd'hui 5 succursales, le nombre de livres a dépassé aujourd'hui 140.000 et le budget 173.000 francs. La circulation annuelle est de 450 à 500.000 volumes. L'Université, détruite en 1890 par un incendie, a été vite reconstituée, et compte aujourd'hui 77.000 vol. et a un budget de 20.000 fr. Enfin la *Législative library of Ontario* compte 87.500 volumes.

A **Ottawa** (60.000 hab.), la Bibliothèque du Parlement a plus de 300.000 vol. Là aussi, en 1903, les incendies, si fréquents dans le Nord-Amérique, ont détruit une belle bibliothèque, celle de l'Université; elle renaît et compte aujourd'hui 20.000 volumes.

Les provinces moins peuplées de l'Est et du Nord-Ouest ont elles-mêmes des bibliothèques de quelque importance, Halifax notamment.

Mais l'institution spéciale au Canada et qui mériterait d'être étudiée à part est celle des bibliothèques des *Mechanic's Institutes*, qui, dans la province d'Ontario, ont eu un succès extraordinaire, et remplacent en partie la *Free library* dans le système d'éducation. Québec en a 2 avec 13.000 volumes. L'Ontario en avait 26 en 1869, 74 en 1880, et en 1893 264, avec 367.498 volumes, soit 1.385 pour chacune en moyenne. 27.449 membres consultaient 573.515 vol., soit 21 chaque par an. Les Belles-Lettres ne comptent que pour 49 0/0 dans les lectures. La cotisation annuelle est généralement de 5 fr. L'Education Office d'Ontario a pour système de fournir des livres à moitié prix aux institutes et aux bibliothèques; il en a, en trente ans, vendu 1.400.000.

L'AMÉRIQUE DU CENTRE ET DU SUD

L'Amérique du Sud et le Mexique semblent entrer dans une ère plus paisible, et des efforts très grands y sont faits pour créer ou développer les bibliothèques. Mais c'est un effort tout récent et dont les effets ne seront pas sensibles avant dix ans.

Il y a des bibliothèques nationales à Mexico, Lima, Montevideo, Santiago, La Havane; les deux grandes capitales du Sud, Buenos-Ayres et Rio, se proposent d'égalier un jour les villes de l'Amérique du Nord. Les chiffres sont modestes, mais ce sont chiffres catholiques; ils doivent être majorés avant d'être comparés aux chiffres protestants. Car il y a d'autres joies dans le Sud que celles des livres.

On y lit cependant beaucoup, et une chose doit nous intéresser tout spécialement: on y lit beaucoup de livres français.

Les hauts faits de M. Bouvard, transformateur de capitales, que l'Amérique emprunta au Paris de Haussmann, le voyage

de M. Turot et ses articles, les récits de nos artistes dramatiques, enthousiasmés là-bas de leur propre succès, ont un peu attiré l'attention publique sur les belles colonies, libres et indépendantes, qu'un pays comme la France pourrait se conquérir : colonies d'influence, les plus pratiques! — elles rapportent de l'argent, et même de la gloire.

Nos libraires ont été avertis longuement dans le Journal de la Librairie, 1908, des routes qui s'ouvrent là-bas à leur commerce, et appelés à concurrencer M. Garnier, qui depuis des temps incalculables, plus d'un demi-siècle, certes! — mais il ne date pas ses livres — répand seul là-bas notre littérature.

Pour réveiller et développer l'influence de la France, une ligue enfin vient de se former à Paris; elle n'a rien de mercantile; c'est toute la Sorbonne, M. Picavet, M. Croiset, etc., qui la patronnent. C'est la science française qui veut coloniser et se lève à l'appel de l'Amérique latine.

On y aime notre langue, notre théâtre, notre science, nos mœurs, nos livres. On y comprend notre vie; on y a notre religion, si peu qu'il nous en reste. J'ai simplement ici découpé quelques notes dans les gros volumes de statistique que la Bibliothèque Nationale reçoit chaque année. Le texte en est même quelquefois en français, pour que nous comprenions! La situation des bibliothèques est toute particulière par la multiplicité des langues. On va voir que la France y occupe un bon rang. C'est pure sympathie, car elle n'a rien fait pour, presque rien, jusqu'ici.

J'entends que l'on va travailler, et j'apporte ma part toute petite : c'est ce que je n'ai pas vu, dans la ligue de nos universitaires, qu'il soit question de bibliothèques. Là-bas, on en construit d'immenses, et d'utiles, à l'Américaine. Celles qui existent sont très fréquentées. L'Etat qui distribue, un peu au hasard, tant de livres, ignore trop souvent l'Amérique latine. Voici un brouillon de liste, avec quelques chiffres :

MEXIQUE. — A *Mexico*. La Bibliothèque nationale, fondée en 1884, riche déjà de 200.000 vol. Le budget est 65.020, 35 pesos, soit près de 350.000 francs. A Queretaro (38.000 hab.), Vera-Cruz (29.000 hab.), il existe aussi des bibliothèques publiques. Nous n'avons aucune note sur Puebla (100.000 hab.).

Rien non plus sur les villes du centre, sinon l'existence d'une bibliothèque à Panama (50.000 hab.) et de la bibliothèque nationale de San Salvador (60.000 hab.).

A LA HAVANE (300.000 h.), la Bibliothèque nationale date

de 1901 et est déjà riche de 40.000 vol. L'influence américaine assure cette prospérité-là.

VÉNÉZUÉLA. — A Caracas (72.000 hab.) la Bibliothèque nationale (30.000 vol.) et celle de l'Université centrale (35.000).

COLOMBIE. — Bibliothèque à *Santa-Fé de Bogota* (120.000 hab.).

EQUATEUR. — Bibliothèques publiques à *Quito* (80.000 hab.).

PÉROU. — Bibliothèque Nationale à *Lima* (155.000 hab.), fondée en 1821, 42.000 vol. Budget de 15.000 soles (37.830 fr.). Autre Bibl. nationale à *Arequipa* (50.000 hab.).

BOLIVIE, PARAGUAY. — Bibl. universitaire à *Sucre* (20.000 hab.). Une bibl. publique à *Asuncion* (70.000 h.).

BRÉSIL. — *Rio de Janeiro* (1 million h.) compte aujourd'hui une vingtaine de bibliothèques. Celles de la faculté de médecine (25.000 vol.), de l'École polytechnique (40.000 vol.), de la faculté des sciences juridiques et sociales, du Musée national, de l'Institut d'histoire et de géographie (75.000 vol.), sont importantes. Plusieurs ont adopté le classement décimal. Enfin 4 bibliothèques publiques, l'une d'un caractère populaire, dite bibl. municipale, la bibl. du Cabinet de lecture portugais, la bibl. Fluminense (90.000) et la Bibliothèque Nationale.

Celle-ci compte aujourd'hui 280.000 volumes; l'accroissement a été de 45.000 en 10 ans. Le budget, de 175.320 milreis en 1897, est passé à 212.212 en 1908. Cela fait environ 600 560 fr. dont 45.280 pour les achats (livres, cartes, manuscrits, médailles, estampes) et 99.050 pour reliure, conservation, impressions de catalogues, etc.

Le bibliothécaire en chef de Rio est venu en 1907 à Paris et a obtenu quelques concessions de livres officiels français.

Autres villes : *SÃO-PAULO* (280.000 hab.), outre les bibl. de la Faculté de droit et de l'École polytechnique, a une bibliothèque populaire importante, mais nous manquons de renseignements sur elle ainsi que sur les bibliothèques de *Para* (120.000 hab.) et de *Ceara* (50.000 hab.), et sur l'existence même de Bibliothèques publiques à *Bahia* (200.000 hab.), *Pernambuco* (190.000 hab.).

URUGUAY.

A *Montevideo* (264.000 hab.), l'Université a des bibliothèques spéciales de 6 à 1.000 vol. dans ses diverses facultés. Il existe un musée et une bibliothèque pédagogiques, qui ont reçu 2.068 visiteurs et 683 lecteurs en 1906.

Enfin la Bibliothèque nationale, 44.500 vol. en déc. 1906, dont nous résumons la statistique décennale :

CONSULTATIONS.

	1885-8	1890	1895	1900	1905	1906
Lecteurs.....	897	2.089	3.463	6.465	9.800	9.871
(Œuvres.....	925	2.058	4.363	8.937	12.620	13.310
Volumes.....	1.908	3.918	6.632	11.466	19.465	22.975

ACCROISSEMENTS.

Dépôt légal. Volumes.	220	220	417	313	468	155
— Total (vol. broch).	660	442	1.908	1.077	1.619	1.115
Achats (articles).....	555	981	417	128	219	190

ACCROISSEMENTS TOTAUX.

[Dépôt, acq., dons, échanges].....	2.964	1.904	4.073	1.895	3.393	1.958
------------------------------------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

Le classement des ouvrages publiés par la République donne (1906) 90 ouvrages d'histoire et géographie, 74 de sciences sociales, 41 de philologie et lettres, 37 de pédagogie, 24 de médecine, 22 de religion et philosophie ; — puis 5 de chimie ou physique, etc. Celui des ouvrages lus à la bibliothèque donne : histoire et géographie 2.037, littérature 1.821, périodiques 1.261, sciences sociales 1.979, sciences naturelles 978, religion 233, philosophie 885, physique et chimie 549, médecine 284 et le reste beaucoup moins.

Pour les langues on a consulté 9.541 vol. en espagnol, 2.546 en français, 465 en italien, 171 en anglais, 138 en allemand, 137 en portugais, 91 en latin, 475 divers.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Buenos-Ayres (1.025.653 hab.) a deux bibliothèques : la Nationale et celle du Muncipe. 40.753 lecteurs en tout ont demandé 56.725 ouvrages en 1905. Voici le décompte.

	Nationale.	Muncipe.
Droit.....	4.774	3.109
Sciences.....	6.944	3.380
Histoire.....	3.803	4.553
Littérature.....	6.247	18.862
Journaux.....	3.053	
Totaux } Lecteurs.....	22.913	17.840
	Ouvrages.....	26.821	29.904

La Nationale n'a pas actuellement plus de 105.000 volumes. Quoique nous manquions de notes sur les autres villes de la République Argentine, notamment sur Rosario (125.000 h.),

l'existence de bibliothèques dans de moindres villes. — Parana (25.000 h.), Corrientes (17.000), Bahia Blanca (14.000) — révèle une vive activité de lecture. Cordoba (54.000 hab.) ne compte pas moins de 5 bibliothèques publiques. Celle de La Plata (65.000 h.) compte 42.000 vol. Elle est à la fois provinciale et universitaire.

CHILI

Santiago du Chili (332.000 habitants) a une Bibliothèque nationale depuis 1813; elle possède aujourd'hui dans les 130.000 volumes. Elle publie un bulletin semestriel intéressant. Voici, en additionnant le 2^e semestre, l'analyse de 1906 :

Dépot légal, 1.336 volumes. Périodiques (revues et journaux, comptés par titres) 471.

Le dépôt légal fournit 4 ex. Deux vont à la Bibliothèque nationale, un au gouvernement provincial, le 4^e au Ministère de l'Intérieur.

Les envois au directeur de la Bibliothèque nationale sont faits en franchise postale.

Les *dons* comprennent 523 articles. Il en vient d'Amérique, des Philippines, de Cuba, mais aussi des bibliothèques et Universités de Berne, de Copenhague, d'Upsal, de Leipzig, Berlin, Saint-Petersbourg, Glasgow et Bucharest.

Et de France? M. Gomez Carillo a donné un exemplaire de son voyage de Marseille à Tokio. C'est tout.

Or la langue française est après l'espagnol la plus répandue au Chili. Voici la statistique, par langue, des ouvrages consultés en 1906 :

	Prêt à domicile	Lecture sur place jour	soir
Castellano.....	4.224	53.336	6.387
Francès.....	2.409	4.977	775
Inglès.....	135	1.276	186
Italiano.....	142	514	150
Aleman.....	113	364	69
Latin, griego, portugais, guarani.....		113	22
	<u>7.020</u>	<u>60.590</u>	<u>7.589</u>

On voit combien peu la France fait d'efforts pour répandre sa langue. Croyez-vous qu'en favorisant ces lecteurs de l'autre côté de la terre de quelques-unes de nos souscriptions ministérielles, et des quadruples exemplaires de nos vieilles bibliothèques, l'Etat français ferait une mauvaise affaire? Les sociétés de libraires et de gens de lettres ne voient-elles pas que

par des envois de livres aux bibliothèques lointaines, en répandant le livre français, la langue française, elles sèment pour ainsi dire des acheteurs... Mais elles ont d'autres idées.

Acquisitions: 1.136 volumes. Ils sont presque tous en français, même Dickens et Ruskin. Le Chili s'est offert l'an passé les œuvres de Zénaïde Fleuriot, Théophile Gautier, André Laurie, Imbert de Saint-Amand, Darmesteter, Bergaigne... C'est la liste d'une de nos bibliothèques de province, qui recherche de l'honnête et répare ses trous.

On reçoit 169 périodiques étrangers; parmi les français figurent toutes les revues classiques, l'Officiel et les Débats, le Génie civil, l'Anthropologie et une douzaine d'Annales techniques, Répertoire de chimie, etc.

Le personnel est de 7 chefs et 10 sous-bibliothécaires. Nous résumons le tableau des communications, qui suit la marche habituelle: baisse forte en août et septembre, maximum en novembre. Juillet seul retient plus de monde à Santiago.

1906	Prêt	Lecture sur place.	
		jour	soir.
Arts et industries.....	280	311	430
Beaux-Arts, critique et histoire littéraire.....	317	2.323	296
Sciences physiques et mathématiques	374	2.755	456
— médicales.....	419	2.833	352
— naturelles.....	306	3.332	247
Droit, politique, administration, économie politique.....	542	6.852	831
Education.....	164	1.840	304
Encyclopédies, annuaires, revues et bibliographie.....	182	5.934	618
Philologie, linguistique.....	192	1.760	301
Philosophie, morale, religion.....	517	1.318	222
Géographie, voyage, statistique.....	296	5.354	569
Histoire et Biographie.....	641	6.190	797
Cartes et plans.....		803	65
Romans, théâtre, poésie, littérature..	2.686	15.331	1.964
Polygraphie et mélanges.....	114	1.854	137
Total.....	7.020	60.590	7.589

AFRIQUE

Egypte. — Alexandrie inscrit à son budget, en 1907, une somme de 981 L. (25.106 fr.), chiffre insuffisant pour reconstituer la célèbre bibliothèque.

Le rapport de 1898 indiquait 6.118 volumes en langues européennes reliés, 3.147 en brochures, plus, 2.488 vol. ara-

bes. 7.000 lecteurs, dont mille indigènes. Le rapport de 1902 compte 10.000 lecteurs, dont beaucoup de dames. En 1907, la Bibliothèque compte 10.271 vol. en européen et 4.879 en arabe. Elle est encore dirigée par un Français. Les acquisitions sont de 5.720 francs.

Le Caire, qui compte près de dix mille étudiants, vient immédiatement après Berlin et Paris, avant Budapest, Vienne et Moscou, par l'importance de « la Fleurie » : l'université El-Azhar. L'enseignement y est surtout oral, et le nombre de livres n'est pas grand. Mais ces livres, lus à haute voix, servent à plus d'un. C'est ici la plus grande bibliothèque *verbale* du monde.

Est-ce l'idéal, que nos bibliothèques de silence, ces écoles pour vieux ! Silence relatif, car on y bavarde beaucoup, mais on ne lit pas tout haut, on ne lit pas en marchant, on ne lit pas en commun... J'écris ces lignes tandis que la pluie ruisselle sur les vitres de la Nationale. Les souvenirs de soleil sont comme les vers de terre qui sortent les jours de pluie. Ah ! une cour de mosquée, et du bleu dur en haut ! J'étendrai ma natte sur le sol, et des amis autour de moi se grouperont. Alors l'un d'eux dira des vers, et nous les répèterons, dans la même cadence, tous ensemble. Car c'est ainsi que l'on conserve les choses précieuses, les enfermant non dans des vitrines de musée, mais dans ces boîtes en os où il y a de la cervelle, et d'où, quand elles sont entrées à fond, elles ne sortent plus ; erreurs ou vérité, on peut les donner à un, à dix, à tous ; on les possédera d'autant plus fortement qu'on les répandra plus souvent. Car c'était le bon temps des bibliothèques, celles d'avant l'écriture à machine ou à main, le temps des livres qu'on ne touchait pas, qui plus ils étaient lus étaient durables en vous, où le terme d'*igazé*, vrai titre de bibliothécaire, signifiait un homme « possédant » tout un livre, le possédant si bien que tout nu au hammam, ou dans l'antre des 40 voleurs, conservateur modèle, il le gardait toujours.

Mais nous ne sommes plus assez sûrs de nos vérités pour juger qu'il les faille les garder « en soi ». Et le Khédivé lui-même entretient une bibliothèque de 47.000 vol., dont 12.000 seulement sont arabes, ce qui lui coûte plus de 7.500 L. E. : près de 200.000 francs. Et le Caire, riche d'Instituts, musées, sociétés, devient un centre de science moderne tandis que, dans la cour de la Fleurie, bourdonnent toujours les longues récitation des versets musulmans.

Quelques livres dans l'Ouest, près de Freetown, au Collège de Fourah Bay, une bibliothèque à Saint-Louis du Sénégal (25.000 h.) et à l'autre bout du continent, 30.000 vol. au South African Museum du Cap, sont, hors l'Égypte et l'Algérie, tout ce que nous savons de la lecture africaine. Là où sont les Anglais manquent rarement les livres. Kimberley (29.000 hab.), a 11.000 volumes. Paarl, Rondebosch, toutes petites villes, et, dans l'Orange, Bloemfontein (6.000 hab.), Fauresmith (2.000) ont des bibliothèques. Khartoum, qui a un laboratoire, doit avoir quelques livres à présent. Les rois du Dahomey se contentaient d'inscrire sur les murs, en images symboliques, leur glorieuse histoire. Quant au reste de l'Afrique, sans doute les bibliothèques ne sont pas absolument nécessaires à ceux qui sont suffisamment munis d'artistes et sorciers, et pratiquent eux-mêmes la danse, le chant, la chasse.

Mais pour les peuples qui, ayant depuis longtemps remplacé par des lectures ces plaisirs naturels, vont s'établir dans ces régions, il faudrait que les livres parviennent plus aisément. La fondation de bibliothèques est une des premières œuvres de la colonisation, des plus urgentes. Je ne veux pas en cela soulever le grave problème de l'urgence de la grammaire et des caleçons pour nègres ; je songe simplement aux nôtres, militaires et colons. Quelques-uns deviennent de pures brutes. Et les bibliothèques pourraient peut-être contribuer à maintenir ou prolonger l'état de civilisé chez les civilisateurs.

Nous n'avons point mentionné en Amérique la petite bibliothèque Franconie à Cayenne, ni la Bibliothèque Schœlcher à Fort-de-France. La Mission française a un petit début à Tanager, et il y a une municipale à Saint-Louis du Sénégal.

Nos bibliothèques de province ont des dizaines de mille volumes qui les empêchent d'en acquérir de nouveaux ; ils restent là, attendant l'incendie. Ces livres feraient d'excellents frêt pour navires. Nos services maritimes et fluviaux, Côte ouest, Ogooué, aussi bien que ceux de la Cochinchine, ont grand'peine à trouver un frêt avantageux. Ils pourraient débarrasser d'un grand poids Arras, Pau, voire Paris, — d'un grand poids : l'illusion d'avoir des richesses en livres qui servent à quelque chose. Dakar (25.000 h.), Portonovo (20.000), Tananarive (60.000 indigènes, 2.800 Européens) seraient déjà richement pourvus en Amérique.

INDE

L'Angleterre a du moins de prospères entreprises commerciales qui alimentent de livres ses colons. Nous parlerons de Mudie tout spécialement. Elle a cependant beaucoup fait, pour l'Inde notamment et, en ce qui regarde l'instruction générale, plus pour les Hindous que pour les Anglais des Indes.

C'est un Hindou, et même pas un brahmane, qui a la direction de la Bibl. Impériale, de Calcutta (810.000 hab.), c'est l'un des premiers de sa race promus par les Anglais à une charge si importante. M. Harinath De est un érudit qui possède à fond notre langue et s'occupe avec passion de l'histoire de la France aux Indes. Il a le privilège d'une voiture avec laquais à livrée rouge, et les appointements d'un administrateur de Bibliothèque Nationale en France.

Il occupe 2 bibliothécaires, 12 commis, 12 aides. Mais les aides hindous aident si peu ! Et la bibliothèque n'ouvre que de 2 à 5 heures.

C'est d'ailleurs un monument aussi incommode que laid. Les cochers de Calcutta autant que les Français établis dans la Ville en ignorent le nom et l'adresse.

Les colonnes pompières dressent leur hellénisme de sous-préfecture non loin de l'Hougli, dans une rue fumeuse, et, en janvier, l'on se croirait, durant le hideux été de Londres, quelque part dans la City, par une brume chaude. La salle est au premier. Rien des *free libraries* anglaises, ou de la belle salle fraîche de Madras. L'installation ou adaptation du monument n'a point d'intérêt. Il y a aujourd'hui environ 100.000 volumes. On s'est déchargé d'un grand nombre de romans — qu'on a envoyés *aux armées*.

Les plus grandes précautions doivent être ici prises contre les insectes. Le pied de chaque montant qui supporte les rayons chargés des livres repose sur une coupe emplie d'un mélange de phénol et d'huile de kérodine.

Le budget total est de 50.000 roupies (85.000 fr.), celui d'acquisitions de 17.000 fr. On reçoit une centaine de périodiques. Il y a un Subject-Index technique des livres en langue européenne ; un catalogue général s'imprime actuellement.

On n'est admis que sur cartes d'entrée.

En 1906 la Bibliothèque de Calcutta a été ouverte 337 jours et a reçu 34.347 lecteurs. Une statistique des demandes de livres qu'on n'avait pas, atteint 6.299. Cela montre moins les

vides de la Bibliothèque que l'ardeur des Bengalis à venir s'y instruire. Les réceptions de l'année furent : achats, 1.446 volumes et 173 collections de périodiques, 617 dons et 4.541 publications du gouvernement de l'Inde, plus 799 livres bleus du Parlement anglais.

Il n'est pas tenu compte des communications, les livres étant en grand nombre à la disposition du public. Ce système effraye à Paris. Or, le Bengali passe pour le peuple le plus voleur de la terre. Il a appliqué largement cette disposition naturelle à la Bibliothèque qu'on lui offrait. Les livres disparaissaient avec entrain, surtout les livres de sciences et les livres de droit, ce qui prouve des dispositions aux études sérieuses chez les filous. A Paris, il en est d'ailleurs de même, surtout à Sainte-Geneviève : rien n'apprend mieux le droit qu'un livre soustrait à l'usage public par appropriation particulière, on peut dire cela en latin ou en sanscrit. Les livres courants ont dû être mis à Calcutta dans une salle spéciale où l'on n'a accès que sur demande écrite. De plus un détective s'est établi lecteur dans la salle. Il n'a plus depuis ces mesures disparu un seul volume.

Les autres bibliothèques de Calcutta ne sont pas publiques. Celles du Musée Indien, du Collège sanscrit surtout (4.000 manuscrits, 6.000 imprimés sanscrits, 6.200 vol. anglais), celle de la société asiatique ont une importance spéciale. Il y a 20.000 vol. au Collège de médecine, 15.000 à l'école d'ingénieurs, etc.

Madras (508.000 hab.) — Des fumées du Nord aux jardins du Sud...

La Bibliothèque de Madras (*Connemara Library*) est la plus jolie que j'ai vue aux Indes. C'est à Egmore, un peu loin des quartiers peuplés, mais qu'est-ce qui n'est pas loin dans cette ville invraisemblable ! Elle fait pendant au Musée, dans un parc admirablement vert. C'est une longue et haute salle, que les travées divisent en petits réduits paisibles. J'y passai un dimanche de paix et de silence. Les pieds nus des gardiens y font si peu de bruit ! Point d'Anglais ; une trentaine d'Hindous aux belles toges, avec des piles de volumes devant eux, y oubliaient la vie ; j'y oubliais un peu le torride soleil. Je n'ai pas de chiffres ni de budget à donner, les bibliothécaires aux faces bronzées bêèrent leurs beaux yeux de gazelle, mais se méfièrent ou ne comprirent pas mes questions. Je parcourus un gros catalogue manuscrit, où brillaient mille volumes sur

l'Inde ! J'en voulus voir quatre, on m'en donna un, et ce fut bien long, mais j'attendis avec patience ; le lieu était si frais, si calme ! Je songeais au « pays », et en ce temps-là — c'était il y a déjà deux mois, on attendait des livres à la Nationale presque aussi longtemps qu'à Madras.

La liste des bibliothèques de l'Inde serait longue si l'on énumérait tous les Instituts, les collèges Saint-Xavier, les écoles diverses. Je crois pouvoir compter une quarantaine de bibliothèques de 4 ou 5.000 volumes, dont beaucoup ont des livres curieux. Nous ne voulons ici parler que de bibliothèques publiques ; celle même de Calcutta ne l'est pas tout à fait. Seule, celle de Madras, mais elle est magnifique.

Le Queen's College de Bénarès a 25.000 vol. J'ai visité le Central hindu Collège, qui a tant d'importance pour ce qu'on croit un réveil de l'Inde. J'y ai vu des idoles de M^{me} Annie Besant, assise en tailleur sur un coussin qui fait lotus, — des idoles en agrandissements de photographie, — j'ai aperçu une chapelle pour une religion de plus, et j'ai vu des Anglais que déceptions et scepticisme sur leur œuvre même laissent énergiques. J'ai vu une réunion sportive, etc., — mais j'ai vu bien peu de livres.

Bombay (776.000 hab.) parmi tant de splendeurs et d'effroyables bâtisses, la plus belle des gares, ses hôtels colossaux, malgré l'orgueil anglais qui veut dépasser les Mongols et malgré la prodigieuse richesse des Parsis, n'a pas encore construit une bibliothèque publique, mais l'Université, pour ses livres, reçut 200.000 roupies. Il y a quelques riches collèges.

Y a-t-il à Delhi, Agra, Ahmedabad, Lahore, qui ont de 175 à 200 milliers d'habitants, quelque bibliothèque publique ? Les guides n'en signalent pas. Je demandais même à l'hôtel et à des fonctionnaires anglais, à Delhi, l'adresse d'un libraire sans obtenir de réponse. J'en trouvais pourtant un, et fort bien fourni de livres scientifiques anglais, dans une échoppe de bazar. Le spectacle d'Hindous réunis et lisant en commun — et lire, pour eux, c'est presque chanter — est très fréquent. C'est la première forme de bibliothèque populaire.

A **Colombo** (127.000 hab.), il y a bien écrit quelque part : *free public library*, mais c'était aussi fermé que dans nos provinces, à moins que ce fût chez le marchand de chaussures. Comme bibliothèque on cite le Musée, qui conserve, avec des pierres vénérables, trois serpents en cage et quelques livres, en cage aussi. Les centres anglais même ne semblent

pas avoir la vitalité et le prosélytisme des vrais Anglais. Où sont les cabinets de lecture? A Simla, Darjeeling, on loue quelques livres, un peu comme ici, en province. Les bibliothèques de chemins de fer même — et les trajets se comptent par jours et par nuits plus que par heures — sont bien pauvres.

Cependant, à l'instar de l'Europe et de l'Amérique, des rajahs ont fondé des bibliothèques. Comme ces salons à meubles dorés qu'ils n'habitent point, ils oublient quelquefois de les ouvrir. Mais celle que le Nizam a établie à Hyderabad (448.000 hab.) est commode, pleine de monde. C'est très peu de chose, une municipale de Paris, mais bien placée, à un carrefour, et au rez-de-chaussée, et elle est ouverte jour et soir. J'y suis allé demander le plan de la ville. Il n'y avait pas de plan de la ville. Mais il y avait des cartes de France, qu'on m'offrit. Que n'en avais-je besoin!

Alors, tout de même, la France fait bonne figure là-bas. On vous en parle beaucoup, sans doute parce que Napoléon n'est pas encore tout à fait mort dans les pays où il n'a pas eu le temps d'aller. De vieux livres français traînent par ci par là...

Nos possessions de l'Inde sont bien modestes aujourd'hui, mais nous devons signaler tout effort : Pondichéry (50.000 hab., mais qui ne savent pas tous lire) a une bibliothèque intéressante, 17.500 volumes. Elle s'ouvre aux heures chaudes (2 1/2 à 5 1/2). Fondée en 1827, elle consacre 256 roupies par an (450 fr.) à des achats de livres. C'est plus que certaines villes de France.

Nous entretenons encore une bibliothèque municipale à Saïgon (10.000 vol.), où se trouve aussi une bibliothèque de la *Société d'études Indo-Chinoises* (4.000 vol.)...

L'École française d'Hanoï a dû prêter ses plus précieux livres à la Nationale de France pour les sauver des menaces continuelles des tornades d'en haut et des termites d'en bas.

Si l'Inde, qui n'est pas un pays de vie pour les Européens, garde sa vie spéciale, son espèce d'indépendance molle qui résiste sous toutes les conquêtes, — et nous avons vu les bibliothèques de Madras et Calcutta accaparées par les indigènes, et les rois indigènes ouvrir eux-mêmes de petites bibliothèques attirant aussitôt la foule, — nous devrions ranger

dans le livre suivant les colonies de peuplement, où prospère déjà la Bibliothèque libre.

Nous aurions beaucoup à ajouter aux bibliothèques des colonies anglaises; il y en a à George Town, à Trinidad, à la Jamaïque, etc., etc. A Singapore (228.000 hab., dont 4.000 Européens), il y en a une de 40.000 volumes.

Le réseau de bibliothèques qui s'étend aujourd'hui dans l'Australie et la Nouvelle-Zélande n'a pas grand'chose à faire avec les bibliothèques du vieux monde, et la vraie place de ces notes serait une suite au chapitre des bibliothèques libres de l'Angleterre et des Etats-Unis. Nous les laisserons cependant, comme contraste, et comme transition, dans cet aperçu géographique.

AUSTRALIE

A la fin du XIX^e siècle nous trouvons des *country-libraries* établies dans la plupart des districts du continent austral :

Adélaïde 160, *Queensland* 141, *Tasmanie* 45, *West-Australia* 55, *Victoria* 424, *New South Wales* 350.

Les bibliothèques centrales atteignent 40.000 vol. à Adélaïde, 50.000 à Perth, il y a près de dix ans. La Bibl. publique d'Adélaïde (146.000 hab.) jointe, au musée d'histoire naturelle, budget collectif de 236.375 fr., dépasse aujourd'hui 65.000 volumes.

La Public Library of New South Wales, à **Sidney**, fondée en 1826, publie son historique sous couverture vert-or et rouge avec 50 portraits de bienfaiteurs et fonctionnaires, ce qui n'est pas un mauvais moyen d'attirer les dons et d'exciter le zèle. Un palais colossal est en construction. Quant aux statistiques, elles sont assez détaillées. Voici celle de 1905 :

Salle de travail (Reference library). Visiteurs.....	175.029
Salle des journaux..... —	351.890
Salle de prêt. Emprunteurs..... —	137.704
— Vol. prêtés..... —	438.896
Distriets des environs fournis de livres.....	152
Phares..... —	43
Volumes expédiés (253 boîtes).....	871
Etudiants et écoliers des environs.....	105

Nombre de volumes au 31 décembre 1905.

Reference Library.....	139.342
Caisses circulantes.....	6.122
Service du prêt.....	29.121
Journaux : 502. — En Nos.....	31.939

Sydney a en outre une université avec 70.000 volumes, un Parlement avec 50.000, une Royal Society avec 20.000, un Musée Australien avec 12.000, une Société Linnéenne avec 9.000, un Collège technique avec 3.892 volumes, 1.115 périodiques et 63 journaux spéciaux. Sydney a 512.000 habitants. Le budget de la Bibliothèque, de 228.000 francs en 1904, augmente chaque année. Il doit revenir pour 1907 à 0 fr. 45 par habitant.

Pour comparer avec Paris il faudrait ajouter la Nationale et les 3 autres bibliothèques d'Etat aux bibliothèques municipales pour lesquelles nous ne payons pas deux sous par habitant ! Mais il faudrait tenir compte de la banlieue, car Sydney dessert la campagne... Eh bien, même en tenant compte du million et demi que l'Etat donne à Paris, pour la France — nous trouvons moins que cette ville australienne. Et Paris est unique en France.

A Melbourne (501.000 habitants, à peu près Lyon), la bibliothèque libre de Victoria fut une des premières du monde à être vraiment libre, quand elle ouvrit en 1856, avec 5.000 volumes, dans un bâtiment dont elle donne avec orgueil l'image en tête du volume où elle célèbre son cinquantenaire.

La Bibliothèque de Victoria compte aujourd'hui (1907) 228.410 vol. Son budget est de 291.050 fr. Elle occupe 12 bibliothécaires et une vingtaine d'employés. Elle a un budget d'acquisitions de 157.000 francs, le double de notre *Nationale*.

Nos techniciens bibliographes, qui impriment à si grands frais d'inutiles catalogues, devraient prendre modèle sur le catalogue des périodiques courants de la Public Library de Victoria à Melbourne. C'est un dictionnaire de 340 pages, où les revues sont classées à leur titre, au sujet, à leur pays, etc., en une seule série. Le mot France comprend 7 annuaires, le mot Sciences 130 périodiques et 20 renvois à des sciences spéciales (zoologie, 21 périodiques, géographie 23, philosophie 8), les mots Musique 6, Littérature 84, dont 8 publ. françaises, etc.; enfin plus de 600 journaux, dont 20 de Melbourne même,

14 de Londres, 2 de New-York, *le Temps*, de Paris, 2 d'Irlande, *le Scotsman*, *le Globe* Canadien. Aucun d'Allemagne, ni des autres pays d'Europe.

L'Université de Melbourne dépasse 250.000 volumes, les crédits d'acquisition sont de 15.000 francs.

La Bibliothèque d'Auckland (N^{lle} Zélande) est importante, mais nous n'avons aucun document récent. D'autres pays d'ailleurs devraient nous faire écrire de longs chapitres...

La Perse, la Chine...

Mais nous ne savons rien. Peut-être, d'ici peu d'années, apprendrons-nous beaucoup...

Honolulu aussi a sa petite bibliothèque : 5.000 volumes. Tous les quartiers de Paris n'ont pas cela.

JAPON

Le Japon s'est fait récemment connaître. Un développement commercial et guerrier si rapide laisse-t-il le temps et l'esprit aux études ?

Nous n'hésiterons pas à répondre : il les suppose.

Oui, il a fallu que celles-ci précèdent la victoire. M. André Artonne nous en rend compte dans la *Revue des bibliothèques* (1-3, 1907). Entre les deux guerres, celle de Chine, celle de Russie, — moins de dix ans — le Japon a vu doubler ses bibliothèques. La bibliothèque Impériale de **Tokio** est en cours de reconstruction, 430.000 volumes, dont 60.000 européens. Prêt à domicile, perfectionnements modernes, etc. Dans l'année 1904-1905, 137.364 lecteurs ont consulté 701.218 ouvrages, dont sciences : 149.713, littérature, 136.062, histoire et géographie, 118.315, droit, économie politique, 109.705, et théologie, 10.905. La Bibliothèque de l'Université est récente : 1872. C'est déjà une des premières du monde, 341.146 vol. en mars 1905, soit 198.569 japonais et chinois, 142.577 étrangers, plus 100.000 brochures. L'accroissement étranger n'est pas moindre de 8.000 vol. par an ; celui de Chine et Japon 10.648 en 1906.

C'est la plus matinale des bibliothèques : elle ouvre à 7 heures en été, et ne ferme qu'à 9 heures du soir. En 1903, il y eut 29.436 lecteurs, 165.255 vol. demandés. L'Université de Tokyo était, en 1897, la 45^e université du monde par le

nombre de ses élèves : 1.620. Dix ans après, c'est la 13^e ; 5.062 élèves. Citons à Tokyo l'Ohashi library 40.000 vol. japonais et 4.000 européens : et l'*Impérial Cabinet*, bibliothèque réservée à l'Administration, riche de 550.000 vol.

Et le Japon entier se couvre de bibliothèques. A Kyoto, sur la bibliothèque de l'Université, qui compte 1.412 élèves, nous n'avons aucun chiffre, mais celle de la Préfecture a 34.000 volumes. A Akita, 40.000 vol., à Mito, 10.000, à Narita 25.000 vol., en grande partie sur le bouddhisme, etc. Enfin, à Osaka, qui atteindra bientôt le million d'habitants, nous trouvons une vraie Library américaine.

Dans le grand parc de Nakanoshima, derrière un lac miniature encadré de petits rochers bien sauvages et soignés, mais où flottent de larges fleurs, quelque chose de hideux se dresse : la bibliothèque.

Elle a un dôme. Le daïmio a bien un chapeau melon. Elle a quatre colonnes, qui sont d'ordre corinthien, et supportent un fronton qui n'a pas envie de rire. Des acrotères grecs en relevant les coins auraient donné l'air japonais. Ici le triangle est pur et contient de la rosace avec de la volute qu'on qualifie à Osaka de Renaissance. C'est du granit bien poli, mais dessous, c'est de la brique et à l'intérieur, c'est du fer. Cela couvre un peu plus de 3.000 mètres carrés.

Eh ! je souhaiterais cette librairie à beaucoup de villes de France, dussent-elles y copier les vieux temples bouddhiques !

Cette fausse basilique se compose donc d'une rotonde et des quatre bras d'une croix. Au rez-de-chaussée les salles d'emballage, de reliure, fumoir, lavatory, W.-C. Au premier, auquel accèdent directement les marches de la façade, le vestibule, la grand salle ronde, que du dehors on suppose être la salle de travail et qui n'est que l'escalier, tenant un quart de l'édifice. Un des bras de la croix contient le magasin de livres, l'autre les deux grandes salles de lecture : périodiques au premier, livres au second. Le 4^e côté contient un salon et les services de la bibliothèque, au second la salle des dames, celle des enfants et un Mémorial Hall. Au-dessus du vestibule est une salle de lecture spéciale.

C'est ouvert de 8 heures du matin à 10 du soir, et il n'y a pas de dimanches. On paye 2 sen d'entrée (un sou) pour ticket ordinaire, donnant droit à 4 volumes, et 5 sen pour ticket

spécial (10 volumes). Réduction pour 12 ou 30 tickets, mettant la séance à deux centimes.

Un premier essai de bibliothèque libre à Osaka n'avait point réussi vers 1890. Celle-ci est due à la libéralité d'un millionnaire d'Osaka, M. Sumitomo, qui fit don, outre sa contribution à la bâtisse, de 137.500 fr. pour achats de livres. Elle a été érigée de 1900 à 1904. Voici quelques statistiques de la seconde année, mars 1905 à mars 1906.

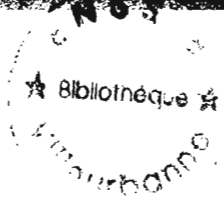
Année 1905-1906.	Acquisitions.	Dons.	Total, mars 1906.
Livres chinois et japonais :	2.627	5.347	41.680
— étrangers :	945	126	4.686
	<u>3.572</u>	<u>9.045</u>	<u>46.366</u>
Visiteurs : Étudiants, 39.467. Professeurs et fonctionnaires, 2.309.			
Soldats, 574. Hommes d'affaires, 12.801. Femmes, 3 042.			
Divers, 30.204. Total.....			88.397
Demandes : Livres japonais, 327.250.			
— étrangers 14.938.			

Il est intéressant de voir le détail des demandes. La littérature et philologie entre pour 22,9 p. 100 dans les demandes, la médecine pour 18,3, les arts et métiers 16,1, l'histoire et géographie 12,2, le reste bien au-dessous : le droit, 4,5, la religion 1,3 p. 100, etc.

La proportion des livres étrangers sur les livres japonais est plus forte dans la section industrie et commerce, plus faible dans la littérature.

On reçoit 46 périodiques américains ou anglais, 5 allemands. Aucune autre nation sur la liste.

S'il fallait chercher des exemples de l'efficacité de l'instruction sur un peuple, le Japon en fournirait d'assez beaux. Il nous a donné d'abord ceux que l'Occident est le plus à même de comprendre : les exemples guerriers. Il en donne d'autres. Les sciences qu'il nous a pour ainsi dire achetées toutes faites, il les porte à son goût et sa façon. L'originalité ingénieuse et patiente de ce peuple observateur a déjà frappé de sa marque plus d'une science. La biologie reçoit de lui un apport incessant. La science des mouvements du sol est née là. Oui, dans son développement commercial et militaire, le Japon trouve le temps et l'esprit pour l'étude. Et qui donc, distinguant ces expressions diverses, met d'un côté l'allure et de l'autre le mouvement, et choisit l'une, pas l'autre ? Le progrès n'est pas un fard qu'on plaque sur du mou. Le plus beau



n'est pas d'être brave, c'est de trouver l'argent. Obéré par l'effort prodigieux de son triomphe, le Japon n'a pourtant pas oublié son matériel de triomphe, il achète des canons, et il achète des livres.

Arrêtons-là ces indications hâtives, qui, lors même qu'elles auraient été plus exactes à l'heure où elles sont écrites, ne le seront plus quand on les lira.

Du balcon où je viens de me pencher un instant entre la phrase qui précède et celle-ci que j'écris, je viens de compter sur un impérial de tramway douze journaux et un livre : un livre noir de nos bibliothèques municipales. Le cocher seul ne lisait pas. Nous lisons donc, mais quoi? — Les quelques journaux qui accaparent l'esprit français découragent vraiment.

Cependant ce livre, noir et seul, est encore une fleur, et s'il est vain d'espérer donner d'autres idées à ceux qui en achètent — si cher! un sou entier, — de si niaises, écrivons pour celui-là seul qui lisait un livre en se rendant au travail.... Il aura vite épuisé la petite bibliothèque de son quartier.

L'avènement des livres dans le monde, des livres nombreux, des livres publiés, est un événement tout récent, de cinquante ans tout juste. Et je ne vois pas qu'on ait signalé cela en France, ni qu'on se rende bien compte que l'effet produit sur un peuple par l'ouverture de grandes bibliothèques modernes, publiques, pratiques, commodes — et que nous allons tenter de décrire dans notre Livre II, sous le nom de *Bibliothèques libres*, — n'est pas moindre en intensité et profondeur que celui qui suivit la découverte de l'imprimerie.

Nous ne croyons donc pas parler de « peu de chose ».

Ni d'une spécialité, d'une affaire de professionnels.

Nous redirons ceci et si nous ne l'avons pas dit en tête de notre livre, c'est pour ne pas faire rire de nous, du moins trop tôt. Peut-être les faits déjà énumérés permettent-ils à présent de moins s'étonner d'une telle assertion.

Ce qui m'étonne, moi, c'est le non-étonnement. De rares bibliothécaires ont vu, voyagé, étudié. Ils semblent parler d'une spécialité accessoire, discutent quelques détails et retournent tranquillement à leurs vieux catalogues.

Ce n'est qu'en 1900 qu'on a un peu compris que l'argent dépensé par l'Allemagne en écoles techniques, laboratoires et

bibliothèques lui rapportait. Mais ce n'est qu'en 1870 que nous avons compris que son instruction primaire avait à l'occasion, pour un peuple, d'utiles effets. Peut-être faudra-t-il bien du temps et des misères, des expositions ou des guerres, pour faire comprendre aux économistes qu'ils manquent d'économie dans leur sordide budget, et qu'ils ne placent pas assez d'argent en instruction supérieure, — ni en ce complément de l'instruction primaire et secondaire et supérieure : les bibliothèques.

Nous venons d'indiquer, en ce chapitre écourté, que nous n'avons pas ici la seule Allemagne devant nous, mais un monde très vaste où croissent des peuples nouveaux, et où, pour que la France garde une place, sa place, il va falloir de grands efforts.

POITIERS

IMPRIMERIE BLAIS ET ROY

7, rue Victor-Hugo, 7

Les pages intermédiaires sont blanches